

**Présenté par
Valérie PÉCRESSE**
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

PROJET DE BUDGET POUR 2020

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
ANNEXES AU RAPPORT	19
Annexes au rapport	22
Les engagements pluriannuels	35
Suite de l'exposé des motifs	178
PROJET DE DÉLIBÉRATION	257
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	264
Annexes 1 et 2 à la délibération	265
Budget primitif 2020 - M 71	288

EXPOSÉ DES MOTIFS

INTRODUCTION

Ce **budget pour 2020** est le **5^{ème} de cette mandature**. Nous avons appliqué à ces 5 exercices la **même exigence d'une gestion exemplaire**, pour mieux **accompagner les Franciliens au quotidien** et **préparer leur avenir** par des investissements forts.

Si un budget traduit les **priorités politiques d'une année**, cinq budgets successifs traduisent la **constance de notre ligne politique** : faire de l'Ile-de-France la **première région attractive, écologique et solidaire d'Europe**. Les résultats sont là. Ils nous encouragent à **renforcer notre engagement**.

Nos **principes directeurs** sont la baisse des dépenses de fonctionnement, l'augmentation des investissements et la maîtrise de l'endettement. Nous aurons **en 2020 les ratios financiers les plus performants des 15 dernières années**.

Ce **projet de budget** vise à :

- **accélérer la transformation écologique de l'Ile-de-France ;**
- **investir pour l'emploi, former les Franciliens, se mobiliser pour nos entreprises ;**
- **résorber les fractures, sociales et territoriales.**

*

1. Gérer de façon exemplaire

Les dépenses de fonctionnement ont fortement diminué de - 20 % depuis 2015

En 2020, pour la **5^{ème} année consécutive**, la Région baissera ses dépenses de fonctionnement, avec une nouvelle diminution de **- 7 %¹**, soit une économie de **- 140 M€** par rapport à l'année dernière. Cette diminution est de **- 20 %** depuis 2015, soit, **depuis l'arrivée de l'Exécutif en 2016, 1,5 Md€ d'économies** en fonctionnement, c'est-à-dire près de **294 €** par foyer francilien. Cette économie correspond à une **baisse effective des dépenses de fonctionnement**. Nous avons **mis fin aux taux de progression déraisonnables de la mandature précédente** (+ 8,6 % entre 2010 et 2015 et notamment + 3,4 % entre 2014 et 2015).

La baisse des dépenses de fonctionnement n'est pas un dogme. C'est un principe de **bonne gestion**. C'est un **moyen d'anticiper des recettes contraintes, de maîtriser la dette régionale, de financer nos investissements en augmentant notre autofinancement** et, partant, de garantir la **stabilité fiscale** aux Franciliens ; les **impôts ont en effet été gelés depuis 2016**.

Dépenser moins pour dépenser mieux : tous les leviers sont activés pour offrir un **meilleur service aux Franciliens** ainsi qu'un **cadre professionnel amélioré et optimisé** pour les agents de la Région.

¹ Autorisations d'engagement (hors fonds européens et PACTE). - périmètre constant 2015 - 2020.

En 2020, le **train de vie de la collectivité²** sera à nouveau réduit. Les dépenses relatives au **fonctionnement de l'institution régionale** sont en **baisse de - 4 %** en 2020, soit une nouvelle économie de **- 3 M€**.

Au total, en dépit de l'augmentation spontanée, et donc subie, de nombreuses dépenses (loyers, fluides...), **les dépenses relatives au fonctionnement de notre collectivité ont baissé entre 2015 et 2020 de plus de 5 %³**. Cette **gestion économe** résulte de la mobilisation **quotidienne des services régionaux**. Par exemple, nos services ont été **regroupés sur 4 sites contre 16** auparavant ; les **1 607 heures travaillées** sont rétablies. Le nombre annuel de **feuilles de papier imprimées** a diminué de **- 60 %**. Pour leur part, en 2020, les dépenses **informatiques** ou de **communication** seront réduites de **- 3 %**. Cette exigence s'applique aussi aux **organismes associés de la Région**, dont les dépenses de fonctionnement sont également en baisse.

Dans le budget pour 2019, pour la première fois depuis 15 ans, les dépenses de fonctionnement passaient sous la barre symbolique des 50 % des dépenses totales. **En 2020, leur part continuera à reculer à 46 % alors qu'elles constituaient 60 % des dépenses en 2015**. C'est donc une très nette inversion des proportions.

La **Cour des comptes relève** cette bonne gestion dans son rapport national sur les finances locales en 2019⁴. L'Ile-de-France est la **seule Région à avoir baissé ses dépenses de fonctionnement en 2018 et chaque année depuis 2016**. La Cour précisait en outre que la variation des **dépenses de personnel en Ile-de-France est l'une « des progressions les plus contenues » en France** (la 2^{ème} ex aequo). Trajectoire d'autant plus remarquable que notre collectivité a le **taux de dépenses de personnel le plus faible de France**. Pour la **première fois à la Région**, en 2020, la **masse salariale du siège** est proposée **en baisse**, en cohérence avec les **suppressions de postes engagées depuis 2016**.

Cette **bonne gestion** est également soulignée par les **agences chargées de la notation de la Région**. **Fitch** souligne ainsi le « *contrôle strict sur ses dépenses (...), la rigueur de sa prévision et de son exécution budgétaire* » qui ont permis de baisser les dépenses de gestion « *chaque année depuis 2016* » et de respecter « *les règles prudentielles mises en place par l'Etat* » (avis d'octobre 2019). De son côté, **Moody's** relève que « *l'exécutif régional mène une stratégie budgétaire prudente, avec notamment des objectifs à long terme réalistes* » ainsi que « *des mesures d'économies en fonctionnement qui continueront de produire des effets* » (avis de novembre 2019). En cela, nous ne cherchons pas une bonne note, mais ces **appréciations objectives** nous garantissent *de facto* les **meilleures conditions de financement**, sources d'économies pour les Franciliens.

L'Etat, par l'intermédiaire du **préfet de Région**, a salué, la qualité de l'exécution budgétaire régionale 2018 - dernière disponible -, en précisant que « **Cet excellent résultat témoigne de l'engagement de votre collectivité dans la maîtrise des comptes publics.⁵** » En effet, **la Région fait mieux** que respecter la contrainte imposée par l'Etat d'une limitation de l'augmentation des dépenses réelles de fonctionnement. **Elle les baisse**. Pour sa part, le **CESER**, dans son récent avis sur les orientations budgétaires pour 2020, « *approuve la volonté de maîtrise des dépenses exprimée par l'Exécutif régional* ».

*

² Dépenses de fonctionnement de l'institution régionale (loyers, fluides, informatique, communication ...) – cf. Bleu administration.

³ Données sur le périmètre « *Administration générale* » entre BP 2015 (62,73 M€) et entre BP 2020 (59,51 M€).

⁴ « *Les finances publiques locales* », Cour des comptes, septembre 2019 ; fascicule 2.

⁵ Courrier du Préfet de la région Ile-de-France à la Présidente - 24 octobre 2019.

Une relance de l'investissement à hauteur de + 41 % depuis 2015

Ce redressement des finances régionales s'est accompagné d'une **relance massive de l'investissement**. En 5 ans, ce seront plus de **2,15 Md€ supplémentaires** qui auront été **consacrés à l'investissement régional**, par rapport à la base 2015. Cela représente l'**équivalent d'une année entière d'investissements**. Pour **2020**, la Région poursuit son ambitieux **plan d'investissement** avec une hausse de **+ 5,8 %** des autorisations de programme, ce qui porte la **relance totale à + 41 %** par rapport à 2015.

Comme annoncé dès les orientations budgétaires pour 2020, l'accélération des projets d'investissement régionaux se traduira, d'ici la fin de l'année, par un **niveau d'affectation des autorisations de programme (AP) proche de 2 170 M€, soit un point haut historique**. Pour mémoire, les investissements s'élevaient à **1 556 M€ fin 2015**. Ainsi, **la Région n'a jamais autant investi**.

Concrètement, depuis 2015, la Région a augmenté de **+ 870 M€** en cumulé (soit + 51 %) ses investissements dans les **tranports** et la **mobilité** ; de **+ 775 M€** en cumulé (soit + 62 %) les investissements dans les **lycées** ; de **+ 136 M€** en cumulé les investissements en faveur de la **culture** ; de **+ 102 M€** en cumulé (soit + 73 %) les investissements en faveur de l'**environnement** et l'**énergie** ; de **+ 95 M€** en cumulé (soit + 86 %) les investissements pour le **le sport, les loisirs et la jeunesse** ou encore les investissements en faveur de la **sécurité** des franciliens + 81 M€ en cumulé (soit + 300 %) ; de **+ 30 M€** en cumulé les investissements pour l'**agriculture**.

*

Des recettes contraintes

Cet **effort en faveur de l'investissement** est d'autant plus remarquable qu'il s'effectue dans un contexte de **recettes contraintes**. En effet, le **montant des recettes inscrites** au projet de budget **pour 2020 s'élève à 4 353,2 M€, soit + 1,7 % par rapport au BP 2019** mais en réalité **- 2,6 % par rapport à l'exécution prévisionnelle de 2019, qui devrait constituer un point haut du cycle** de recettes.

Outre le **ralentissement sensible de la conjoncture**, la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (**CVAE**) en 2019 se traduira mécaniquement par une **ponction sur nos recettes de 50 M€ en 2020** liée à la **contribution au fonds de péréquation des régions**. En effet, la Région Ile-de-France reverse aux autres Régions environ la moitié de la progression de la CVAE dont elle bénéficie. En outre, les **incidences en recettes de la réforme de l'apprentissage**, telles qu'elles se dessinent dans le projet de loi de finances pour 2020, ne sont pas du tout favorables aux régions, en général, et à la Région Ile-de-France en particulier.

Ces **chocs négatifs** devraient être partiellement atténués en 2020 par des **recettes exceptionnelles de cessions** qui ont pu être dégagées par le volontarisme régional de **valorisation du patrimoine foncier**⁶.

Si l'on retire par retraitement ces produits exceptionnels, les recettes 2020 sont **en recul de - 7,3 %**⁷. Ce retraitement est nécessaire pour bien indiquer le **tendanciel défavorable des recettes** alors que l'Etat prévoit une progression de + 1,3 % du **PIB réel** et de + 1,2 % des **prix à la consommation**.

⁶ Rapport CR 2019-048 : « Une politique immobilière dynamique qui permet de rendre de l'argent aux Franciliens. Valorisation de l'option d'achat sur l'immeuble Influence 2.0 ».

⁷ Il est attendu un montant exceptionnel de recettes de cessions en 2020, à hauteur de 209,6 M€, du fait de la cession d'Invalides, de la vente du lycée Fortuny et de la monétisation de l'option d'achat détenue par la Région sur le bâtiment Influence 2.

De fait, entre 2010 et notre prévision pour 2021, les recettes régionales ont évolué moins rapidement que l'inflation. Selon la Cour des comptes, nos recettes de fonctionnement ont progressé de seulement + 2 % entre 2015 et 2018, soit le rythme régional le plus faible au niveau national⁸. Enfin, nos recettes s'avèrent également de plus en plus figées. Ainsi, en 2020, seules 28 % des recettes régionales seront en phase avec la dynamique de leur assiette sous-jacente, alors que 40 % relèveront de produits figés et 21 % présenteront une forte volatilité au regard de leur assiette sur un exercice budgétaire. La rigidité de nos recettes est supérieure en 2020 à celle constatée en 2019.

Les ratios financiers les plus performants depuis 15 ans

En dépit de ces contraintes, la Région présente pour 2020 les ratios financiers les plus performants des 15 dernières années. Cela signifie que notre programme ambitieux n'hypothèque pas le futur ; au contraire, il le prépare.

La capacité d'autofinancement de la Région est désormais de 66 %⁹ ; elle s'est améliorée de + 4 points par rapport au budget primitif 2019 (62 %), qui constituait déjà un point haut. Le taux d'épargne brute est stable à 23,9 %. Conformément aux règles en vigueur¹⁰, les recettes exceptionnelles de cessions immobilières (189,30 M€¹¹) sont ici inscrites en investissement ; elles seront reprises en fonctionnement dans le compte administratif (mai 2020). Avec cette opération, le ratio d'épargne brute serait de 27,9 % et celui de la capacité de désendettement serait à un niveau de 5,5 ans ; voire même 4,8 ans en intégrant les recettes pérennes consacrées aux dépenses d'investissement en transports durables¹².

Il faut remonter, respectivement, au budget primitif pour 2004 (pour l'autofinancement) et au budget primitif pour 2006 (pour l'épargne brute, hors exercice 2019) pour disposer de ratios plus favorables.

*

Une baisse volontariste de la dette régionale

L'emprunt nécessaire à l'équilibre du budget primitif pour 2020 s'établit à 641,47 M€. Il s'agit de l'emprunt prévisionnel le plus bas depuis 2007. Cet emprunt d'équilibre est en baisse de - 25 % depuis 2015. Comme lors des quatre années précédentes, ce montant constitue un plafond qui n'empêche pas de meilleurs résultats en exécution : depuis 2016, l'emprunt effectif est en moyenne inférieur de 285 M€ au plafond voté dans le budget primitif. Ces bons résultats en exécution montrent que notre collectivité parvient désormais à s'inscrire durablement dans une logique d'efficience et de résultats aux meilleurs coûts. Dans ce cadre, le niveau de la mise en réserve en début d'exercice sera abaissé en 2020 à 5 % de l'ensemble des crédits, contre 6 % en 2019. L'Exécutif suit en cela la recommandation de la Cour des comptes¹³ : une mise en réserve réduite mais modulée en fonction de la nature de la dépense et donc concentrée sur les dépenses discrétionnaires et non obligatoires.

La Région s'est aussi engagée dans une réduction de son encours de dette. Pour 2019, il s'élève à 5 384 M€ au compte administratif prévisionnel, en baisse par rapport à 2018. Il devrait baisser à nouveau en 2020 et présenter alors un niveau inférieur de 122 M€ à celui du projet de budget pour 2015.

8 A périmètre courant.

9 Ressources propres après amortissement de la dette rapportées aux investissements.

10 Instruction budgétaire et comptable M71 et orientations de la DRFIP.

11 Or monétisation de l'option d'achat pour le bâtiment dit Influence 2.

12 TASA et TASS.

13 « La mise en réserve des crédits » ; chapitre IV ; « L'exécution du budget de l'Etat en 2017 » ; Cour des comptes ; mai 2018.

Pionnière, la Région a déjà été par le passé la **1^{ère} collectivité locale européenne à émettre des obligations vertes et responsables**. Toujours précurseurs, nous allons devenir la **1^{ère} collectivité européenne à élaborer un programme d'émission 100 % vert et responsable**, conformément aux orientations de la Présidente. Cet engagement est consacré en droit dans la présente **délibération** (article 4)¹⁴. **La part de ces emprunts dans notre encours de dette est passée de 29 % en 2015 à 65 % en 2019**. Elle devrait dépasser **70 % en 2020** et progressera à nouveau en **2021**.

*

Une crédibilité reconnue

L'ensemble de ces éléments explique la **crédibilité dont bénéficie aujourd'hui notre collectivité**. La Région Île-de-France est en effet **la région française la mieux notée pour ses performances financières par les agences qui la suivent** (Fitch et Moody's). Elle bénéficie par exemple, depuis avril dernier, d'une note intrinsèque (*stand alone credit profile*) de 'AA+' par l'agence Fitch, soit un **niveau supérieur à celui de l'Etat ('AA')**, note qui vient d'être confirmée en octobre dernier.

En 2019, notre collectivité a été récompensée par de **nombreux prix** saluant sa gestion. Ainsi, nous avons reçu le **trophée d'or dans la catégorie direction financière du secteur public**. Au-delà, la Région s'est vue également décerner le prix de « **l'émission obligataire verte et responsable de l'année** », dans la catégorie collectivité locale (pour son émission de 2018).

En termes de **notation extra-financière**, les performances **environnementales, sociales** et de **gouvernance de la Région** sont également saluées. L'agence **Vigeo Eiris** a ainsi attribué à la Région en décembre 2018 la **meilleure note globale européenne**.

Enfin, la **politique de ressources humaines**, articulée autour des valeurs de l'inclusion, du bien-être et de la performance collective a également été reconnue. Grâce à **l'engagement unique de l'ensemble des agents**, la Région a progressé de manière spectaculaire pour atteindre ces objectifs. Ces efforts sont salués bien au-delà de la collectivité et se concrétisent, depuis 2018, par l'obtention du **prix handi-pacte de l'inclusion des personnes en situation de handicap** (septembre 2018), du **prix ARSEG de l'environnement de travail** (novembre 2019) et du **prix ESSEC de la transformation** (septembre 2019).

* *

*

En résumé, le **budget primitif pour 2020** prévoit :

- **2 202,33 M€ en autorisations de programme**, fonds européens inclus (**2 170,43 M€** hors fonds européens) ;
- **2 087,23 M€ en autorisations d'engagement**, fonds européens inclus (**1 867,73 M€** hors fonds européens et plan d'investissement dans les compétences) ;
- **1 888,7 M€ en crédits de paiement d'investissement**¹⁵ ;
- **2 531 M€ en crédits de paiement de fonctionnement**¹⁶.

¹⁴ Le règlement européen 2017/1129 dit « *prospectus* », entré en vigueur en juillet 2019, implique que les collectivités territoriales n'ont plus la possibilité d'établir des prospectus pour leur programme EMTN. Mais la Région souhaite disposer d'un « *document d'information* », en remplacement du prospectus, encadrant les conditions financières générales et surtout engageant sur le 100 % vert et responsable.

¹⁵ Hors chapitres financiers.

¹⁶ Hors chapitres financiers.

Les crédits de paiement d'investissement seront ainsi stabilisés par rapport au budget primitif pour 2019. Les crédits de paiement de fonctionnement sont en baisse de - 2,4 % (- 62 M€).

* *

*

La seconde partie, *infra*, de l'introduction du présent exposé des motifs est consacrée aux **priorités régionales pour 2020**.

2. Accélérer la transformation écologique

Amplifier nos réponses face à l'urgence écologique

Conformément aux engagements de la Présidente, **50 % des dépenses du budget 2020, soit 1 euro sur 2, auront un impact positif pour l'environnement.** Chef de file en matière de **qualité de l'air, de climat, d'énergie et de protection de la biodiversité**, la Région accélère encore la concrétisation des engagements pris dans le cadre de cette mandature pour une **Ile-de-France plus respirable, plus verte, plus propre, plus saine, plus durable**, dans une démarche concertée et partagée avec les acteurs économiques et les territoires, mais surtout avec tous les habitants. En réponse à l'urgence qui nous saisit tous, **l'année 2020 marquera l'accélération et l'amplification de la feuille de route environnementale de l'Exécutif**, avec des moyens significativement augmentés. Le montant total des crédits au profit de l'environnement et de l'énergie s'élève à **145 M€**, dont **122 M€ pour l'investissement**, soit une progression de **+ 73 % par rapport à 2015**. Les priorités de ce budget 2020 sont les suivantes : les **énergies renouvelables**, avec **46 M€**, soit une hausse de **+ 67 %** correspondant à la mise en œuvre de la **Stratégie énergie-climat** avec **20 M€** supplémentaires pour le **solaire**, le **biométhane** et l'**hydrogène** ; les **espaces naturels** et la **biodiversité**, avec **30 M€** ; **17 M€** pour améliorer la qualité de l'air (en hausse de **+ 9 M€**) ; **9 M€** pour renforcer la **lutte contre les dépôts sauvages, réduire et valoriser nos déchets** et assurer la transition vers **l'économie circulaire**. Cette forte ambition pour l'année qui s'ouvre s'appuie sur des **résultats probants**. Ainsi, près de **470 hectares ont été créés ou aménagés dans le cadre du plan Vert** depuis 2017, notamment en zone urbaine ; près de **200 projets ont été soutenus depuis 2016** à hauteur de **19M €** pour la réduction des déchets et pour favoriser le réemploi et le recyclage ; jusqu'à **9 000 € ont été accordés aux TPE - PME et taxis** pour acquérir un véhicule propre (portant le total à 3000 véhicules convertis depuis le début de cette aide).

*

Confirmer la priorité totale donnée à l'amélioration des transports au quotidien

La Région confirme sa priorité absolue pour des transports **plus confortables, plus écologiques, plus accessibles et plus sûrs**. Le budget 2020 consacré aux transports s'élève à **1,6 Md€, soit une progression de + 5,7 % par rapport à 2019**. Au sein de cette enveloppe, les investissements s'élèvent à **834 M€, en augmentation de + 10 % par rapport à 2019 et de + 51 % par rapport à 2015**. La Région soutiendra fortement l'adaptation des infrastructures pour le **renouvellement du matériel roulant des RER et Transiliens (115 nouvelles rames** seront livrées en 2020), le **virage écologique** avec le développement des projets TZEN (**bus en sites propres**) et **l'aménagement de voies réservées aux bus, taxis** et, à terme, au **covoiturage** sur les autoroutes franciliennes. Elle poursuivra tous les **grands chantiers structurants** : le **prolongement de la ligne 11** vers Rosny-Bois-Perrier (93), le **câble Téléval** entre Créteil et Villeneuve-Saint-Georges (94), les **tramways T1** entre Noisy-le-Sec et Val-de-Fontenay et **T10** entre Antony et Clamart. Au-delà, le « **plan anti-bouchons et pour changer de route** » sera doté de 30 M€ en 2020, et des financements seront apportés aux opérations routières du Contrat de Plan Etat-Région avec le **contournement Est de Roissy**, l'aménagement de la **Francilienne** mais également la stratégie d'innovation routière avec notamment le programme de développement du **véhicule autonome** et la poursuite des enrobés phoniques pour lutter contre le bruit. La Région s'engage résolument dans une **intensification du plan vélo** (avec une dotation de 21 M€, soit + 16 % par rapport à 2019).

*

Aménager durablement l'Île-de-France

Chef de file en matière d'aménagement et de développement durable du territoire, la Région entend renouveler son soutien aux territoires, au service d'un meilleur cadre de vie des Franciliens et dans le souci de plus d'équité et de cohésion territoriales. C'est le sens du budget proposé pour 2020 pour **98 M€**, soit une progression de **+ 5,2 % par rapport à 2019**. Au sein de cette enveloppe, **79 M€** seront consacrés aux investissements, soit une hausse de **+ 6,1 % par rapport à 2019** et une **augmentation de + 20 % depuis 2015**. La dynamique des **100 quartiers innovants et écologiques** restera soutenue (32 M€ en 2020) pour atteindre l'objectif de **100 nouveaux quartiers** en 2021. En 2019, 43 nouveaux quartiers sont en cours de construction. Avec des **moyens qui avait été à nouveau renforcés** pour les **contrats d'aménagement régionaux** (+ 4 %) et les **contrats ruraux** (+ 9 %), comme chaque année depuis le début de la mandature, la Région poursuivra sa **dynamique de soutien au développement d'équipements publics** partout sur le territoire francilien, que ce soit en zone dense ou en zone rurale. Depuis le **1^{er} janvier 2017**, **452 opérations** ont été financées grâce aux contrats d'aménagement régionaux et **411 opérations** grâce aux **contrats ruraux**. En 2019, 35 projets ont été retenus dans le cadre du soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire. Après le **succès de la 1^{ère} Biennale d'architecture et du paysage d'Île-de-France qui a rassemblé près de 200 000 visiteurs du 3 mai au 13 juillet dernier**, l'année 2020 permettra de **préparer la prochaine édition de cet événement programmé en 2021**.

* *

*

3. Investir pour l'emploi, former les Franciliens, se mobiliser pour nos entreprises

Un effort sans précédent pour les Lycées

Il est proposé un budget consacré au Lycées en 2020 à hauteur de **896 M€** au total, dont **616 M€ au profit des investissements**. Cela représente une progression de **+ 70 % par rapport à 2015**. Le **plan d'urgence pour les lycées** se poursuivra donc : depuis le début de la mandature **75 opérations ont été livrées** ; en 2020, **15 nouvelles opérations d'envergure**, engagées en études, entreront en phase de travaux **portant à 43 les opérations du PPI en chantier** et 16 seront livrées. Parmi ces opérations, **six seront lancées pour la rénovation énergétique** par le biais du **premier marché subséquent de l'accord-cadre de partenariat énergétique**. Cet accord-cadre permet de densifier et d'accélérer les opérations de rénovation énergétiques des lycées. 2020 verra également la mise en œuvre du **plan d'urgence de + 40 M€ pour la rénovation des sanitaires et des petits travaux dans les lycées**. Ainsi, au total, et grâce à l'ensemble des vecteurs régionaux d'intervention, près de **120 établissements bénéficieront de la remise aux normes des toilettes**, comprenant également les **vestiaires et douches pour les agents de la Région**. Cette remise aux normes prendra bien évidemment en compte les **critères d'accessibilité**. La politique de **gratuité des manuels scolaires papier ou numériques** sera poursuivi en 2020, **2^{ème} année de réforme du baccalauréat**. Le **virage numérique** des lycées sera également poursuivi, avec l'accompagnement des **330 lycées qui ont fait le choix du numérique et le raccordement de tous les lycées au wifi**, qu'ils aient fait le choix de conserver des manuels papier ou de passer aux manuels numériques. Un budget de **20 M€ complémentaire à celui voté l'année dernière** (130 M€) est prévu pour **renforcer le dispositif et offrir** à ceux qui n'ont pas fait le choix du numérique à la rentrée 2019 la possibilité de commencer **une transition vers le 100 % numérique**. La **sécurisation des établissements publics**, comme **privés** se poursuivra avec le déploiement d'une **brigade de sécurité supplémentaire** (5 agents). Cette ambition renouvelée pour les Lycées en 2020 conforte les **résultats déjà obtenus en 2019**. A cette date, **20 lycées neufs ou entièrement rénovés ont été livrés**, **120 chantiers de rénovation ont été lancés**, **50 sections internationales ou bilingues** ont été créées. Le **plan de sécurisation** a été déployé avec efficacité, ainsi **843 opérations ont été réalisées** (vidéo protection, alarme, portail ...). Enfin, la Région a généralisé la **tarification scolaire au quotient familial** ; elle a en outre veillé à **l'égalité de traitement entre les secteurs publics et privés** pour l'accès aux aides sociales.

*

Un effort sans précédent pour l'accès à l'emploi par la formation et l'insertion professionnelles ; répondre aux besoins des apprentis dans un cadre national nouveau

En 2020, la Région investit massivement dans la formation des Franciliens les plus éloignés de l'emploi. Elle y consacrera près de **60 M€ supplémentaires en 2020**, portant ainsi le budget de la formation professionnelle à **445 M€** destinés à former plus de **64 000 personnes**. Cet effort important, qui s'inscrit dans le **plan régional d'investissement dans les compétences** (PRIC), est cohérent avec l'accroissement des besoins de main d'œuvre en Ile-de-France, notamment dans le bâtiment, l'hôtellerie-restauration, la sécurité et les métiers de demain (environnement, numérique). Avec ce budget, la Région contribuera aussi significativement aux grandes opérations franciliennes : **travaux du Grand Paris, Jeux olympiques et paralympiques de 2024 et aéroportuaire**. Le budget 2020 est également l'occasion de soutenir des **projets innovants** dans la détection des besoins de formation et de développer **une offre de formation renouvelée**, notamment pour les **jeunes les moins qualifiés**. Une enveloppe de **15 M€ sera consacrée à ces projets innovants en 2020**, poursuivant ainsi les actions engagées en 2019 avec la **JobTech** et l'appel à projet PIC. Par ailleurs, la **plateforme QIOZ**, ouverte à tous les Franciliens pour l'apprentissage des langues, sera dotée de moyens budgétaires permettant de poursuivre son déploiement.

En matière **d'apprentissage**, en dépit des choix hasardeux de l'Etat, la Région poursuivra son soutien à cette filière d'accès à l'emploi. Son ambition est de **consolider la progression des effectifs d'apprentis (+5% en 2019)** dans le contexte de la réforme de l'apprentissage issue de la loi du 5 septembre 2018 « *Pour la liberté de choisir son avenir professionnel* ». Un nouveau cadre d'action sera proposé début 2020. Le budget 2020 profitera directement aux apprentis eux-mêmes, avec **la revalorisation des aides individuelles (+5%)**. **22 M€ sont ainsi prévus pour l'investissement et 46,5 M€ pour le fonctionnement dans l'apprentissage**.

*

Favoriser la réussite dans les formations sanitaires et sociales

Il est proposé un budget régional en faveur des formations sanitaires et sociales à hauteur de **205,5 M€**, en **progression par rapport au budget primitif 2019**, composé de **202,3 M€** en dépenses de **fonctionnement** et **3,2 M€** en dépenses d'**investissement**. La mise en œuvre du **schéma régional des formations sanitaires et sociales** se poursuit en 2020 avec comme enjeux : **développer la qualité** en favorisant l'universitarisation des formations, la réussite et l'insertion des étudiants et en inscrivant les établissements dans les priorités régionales, **introduire l'innovation** par le développement d'équipements et de nouvelles pratiques pédagogiques, **optimiser la gestion** des ressources par la mise en place d'outils de gestion et de pilotage, et l'amélioration du suivi des établissements. La **révision de la carte** des formations en travail social suite à des appels à projets est **quasiment achevée** pour toutes les formations, dans le **respect de l'équilibre territorial** tout en s'assurant de la **soutenabilité financière** et de la qualité des organismes dispensant les formations. **170,338 M€** sont proposés pour financer le **fonctionnement des centres de formation** et, ainsi, assurer la **prise en charge des frais de formation** des apprenants éligibles à la subvention régionale. Pour le secteur **sanitaire**, les enjeux de la carte des formations se confondent souvent avec des **situations immobilières compliquées** du fait de l'absence de compétence régionale sur l'investissement et de choix hospitaliers qui ne tiennent pas toujours compte des instituts de formation malgré les besoins en professionnels dans les services hospitaliers et médico-sociaux. Malgré la zone de flou juridique relative aux investissements dans les écoles et instituts de formation sanitaire, non éclaircie quinze ans après la décentralisation, **la Région continue à intervenir sur les situations urgentes mettant en danger la sécurité des personnes**.

Dans un contexte difficile pour les étudiants au quotidien, la Région poursuit son engagement à leurs côtés, notamment auprès des boursiers dont le nombre augmente (plus de 9 000 bénéficiaires). Le fonds régional d'aide sociale (FRAS) est pérennisé en 2020 pour soutenir la formation des étudiants les plus en difficulté. Une enveloppe de **29 M€ pour lutter contre la précarité étudiante** est proposée pour les bourses et de **0,400 M€** pour le FRAS. Par ailleurs, **2,4 M€** sont proposés pour le remboursement des indemnités de stages et des frais de transports des étudiants masseurs-kinésithérapeutes et ergothérapeutes. Enfin, l'accès à **des équipements modernes et à des technologies de pointe** constituent des leviers pour améliorer l'attractivité des formations. La Région poursuit son financement des équipements pour les établissements de formation. **2,980 M€** (dont **0,750 M€** pour la simulation en santé) sont proposés pour financer des projets portés par les centres de formation du sanitaire et du social.

*

Etre la 1^{ère} région européenne scientifique et technologique

Face à la croissance étudiante en Ile-de-France et aux bouleversements liés au numérique et à la transition énergétique, la Région continue en 2020 à favoriser **l'attractivité des campus, l'employabilité des Franciliens et la lutte contre la précarité étudiante** en poursuivant les programmes en faveur de l'égalité des chances d'accès à l'enseignement supérieur et la réussite de tous, conformément au SRESRI voté en 2017. **Le budget régional en faveur de l'enseignement supérieur est proposé à hauteur de 66,7 M€ en 2020, dont 56,3 M€ en investissement et 10,3 M€ en fonctionnement. Il s'agit d'une progression de + 6 % par rapport à 2019.** La Région soutient **l'accès aux études supérieures et l'expérience étudiante** (aide régionale au mérite, aide au diplôme d'accès aux études universitaires, nouvelles Cordées de la réussite dans des quartiers prioritaires, aide à la mobilité internationale et à l'expérience entrepreneuriale chez les étudiants). Par ailleurs, un dispositif innovant a été lancé en 2019 incitant les **étudiants à devenir eux-mêmes des ambassadeurs de l'Ile-de-France**, dispositif dont le succès appelle le **renouvellement en 2020**. Enfin, plusieurs opérations structurantes seront financées en investissement grâce à une accélération **volontariste de la dernière année du CPER 2015-2020**, notamment la construction du **Laboratoire d'Analyse, de Géométrie et d'Application**, la construction du **site Condorcet de la Porte de la Chapelle** et de **l'Institut de l'Autonomie de Sorbonne Université**. Ce budget fait aussi bénéficier les étudiants d'innovations pédagogiques dans le cadre des **Trophées EdTech** et développe un réseau de **Digitales Académies** pour favoriser encore et toujours l'accès à l'enseignement supérieur pour les publics qui en sont éloignés.

Dans la recherche, le **continuum avec le transfert de technologie et l'innovation ainsi que le soutien aux sciences** restent au centre des priorités en 2020. Un nouveau domaine d'intérêt majeur (DIM) émergent sera lancé sur la thématique des pesticides et autres intrants. Pour agir sur l'attractivité internationale de l'Ile-de-France, la Région a candidaté à un **appel à projets européen en vue du recrutement de post-doctorants**. Toujours en faveur du soutien à l'emploi scientifique francilien, après le succès de la première campagne « Paris Region PhD » (financement de thèse en lien avec les problématiques de transformation digitale remontées par des PME/ETI), le budget 2020 accélère le mouvement avec **35 nouveaux doctorants soutenus**. Avec les nouvelles « **Paroles de chercheurs** », les chercheurs seront d'ailleurs à l'honneur dans les lycées d'Ile-de-France afin de partager leurs connaissances et leur métier. En matière de **transfert de technologies**, une nouvelle action phare est mise en œuvre, celle du **soutien à des actions de formation et d'ingénierie d'accompagnement innovant** des chercheurs et étudiants, dans le cadre du **Programme des Investissements d'Avenir régionalisé**.

*

Accélérer la stratégie Leader pour devenir la région la plus attractive d'Europe

Le budget proposé au profit du **développement économique** pour 2020 s'élève à **136 M€**, dont **102,7 M€** en dépenses d'**investissement**, en **progression de près de 2 % par rapport au budget 2019**. **Deux grandes priorités seront poursuivies en 2020** : le **soutien à l'innovation** (Innov'up, grands projets, lieux d'innovation) et le **financement des entreprises par des aides régionales** (PM'up, TP'up notamment). La politique d'innovation, dotée de plus de **51 M€**, sera centrée sur deux enjeux : le **déploiement d'une offre de financement lisible, simplifiée et ambitieuse** pour accélérer le développement des projets d'innovation des entreprises franciliennes. Concernant les **aides aux entreprises**, les objectifs de **30 % d'entreprises industrielles et de 10 % d'entreprises ESS lauréates de ces aides** seront reconduits. La **dynamique de mise en réseau se poursuivra en 2020** avec le Club ETI, le Paris Region Business Club et le club social business, afin de favoriser les échanges, les coopérations et les opportunités business entre écosystèmes franciliens (ETI/startups, entreprises « classiques » et entreprises de l'ESS, PME/chercheurs...). Cette dynamique sera enrichie par le déploiement des **smart services aux entreprises**. Enfin, les efforts seront poursuivis pour déployer les politiques déjà engagées dans le cadre de la **stratégie #Leader** (développement de tiers-lieux, Entrepreneur #Leader, industrie, design, ESS, Plan IA 2021, couverture intégrale du territoire en fibre optique à horizon 2021). 2020 verra également le renforcement de la **plateforme QIOZ**, permettant aux **Franciliens de plus de 15 ans d'apprendre gratuitement les langues**. C'est un succès. **Deux nouvelles langues** seront ainsi lancées l'année prochaine (Chinois et Portugais). Enfin, le projet de budget régional 2020 portera un projet de **SEM patrimoniale**, avec la création de **d'Ile-de-France Investissements et Territoires**, que la Région capitalisera à hauteur de **5 M€**, en partenariat avec la Banque des territoires. Ce futur outil régional visera à **favoriser le maintien de l'activité industrielle en Ile-de-France, à développer l'offre de tiers-lieux en grande couronne** et limiter de ce fait, les contraintes de déplacements des Franciliens les plus éloignés des centres, et à proposer une **solution immobilière clé en mains pour les professionnels de santé** qui souhaitent se regrouper en maisons de santé, notamment en grande couronne.

*

Concrétiser les ambitions du Pacte agricole

Le budget consacré à l'**agriculture** est proposé à **19,2 M€**, soit **+ 11,3 %** par rapport à 2019. Il est composé de **11,2 M€ (+ 16,6 %)** en **investissement** et **8 M€** en **fonctionnement (+ 4,6 %)**. Ambitieux et novateur, le **Pacte agricole adopté en 2018** voit ses **moyens à nouveau accrus en 2020**. La valorisation et l'accès à une **alimentation de qualité et de proximité** constituent tout l'enjeu du **Plan régional de l'alimentation** qui sera présenté au **printemps 2020**. Des actions nouvelles seront initiées en 2020 pour répondre à l'**objectif d'approvisionner 100 % des cantines des lycées en circuits courts et avec 50 % de produits biologiques à horizon 2024**. Le **soutien aux investissements agricoles**, en croissance régulière depuis le début de la mandature (multiplication par deux du soutien aux investissements depuis le début du mandat), **sera amplifié** afin de permettre aux **fermes franciliennes de réduire leur impact sur l'environnement**, de rapatrier de la valeur ajoutée, de mieux **résister aux aléas**, de mieux **maîtriser leurs charges**, de **diversifier et d'augmenter leurs revenus**, par le biais de la transformation et de la commercialisation des produits à la ferme mais aussi en développant les capacités de stockage pour améliorer la maîtrise de leur commercialisation. L'**aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits** est ainsi dotée de plus de **9M€ en 2020**. Ce Pacte remplit aussi ses promesses pour la **participation de l'agriculture à la transition énergétique**. L'essor de la **méthanisation agricole** est une opportunité pour renforcer la résilience des exploitations et réduire leur dépendance énergétique, et la Région y a consacré plus de **6M€ en 2019** (au titre du budget de l'environnement). Afin de soutenir les efforts faits par les producteurs, les **moyens dédiés aux mesures agro-environnementales et climatiques ciblant la protection de la biodiversité** seront **augmentés en 2020 (+ 25 %)**. Enfin, 2020 sera la **1^{ère} année pleine de mise en œuvre du dispositif de soutien à la réhabilitation du bâti agricole** pour permettre le logement des salariés et des apprentis (0,6 M€). **L'appel à projets sur**

l'agriculture urbaine sera relancé à la suite du succès de la 1^{ère} édition, avec des projets novateurs portés par des agriculteurs au cœur des villes ou dans les franges urbaines.

Un engagement international tourné vers le codéveloppement, la francophonie, la ville de demain et le soutien à la liberté

En 2020, il est proposé pour le secteur de l'international un budget à hauteur de **3,4 M€**, dont **1,8 M€** en dépenses d'**investissement** et **1,6 M€** en dépenses de **fonctionnement**. L'exercice 2020 constituera une étape nouvelle pour les **actions internationale**. Les **accords de coopération historiques et nouveaux** connaîtront une phase renouvelée. La Région Île-de-France manifestera cette année sa présence et inscrira ses engagements dans le cadre de ses partenariats privilégiés en **Asie**, au **Maghreb**, en **Afrique subsaharienne**, au **Proche-Orient**, dans l'**Océan indien**. Elle y portera tout particulièrement des **projets d'aménagement et d'équipement** identifiés et réalisés avec ses interlocuteurs nationaux et territoriaux (**Hanoï ; Pékin ; Singapour et Tokyo**). A **Madagascar**, elle poursuivra son engagement, notamment avec le développement de la « ville des pauvres » fondée par le Père Pedro Opeka. En articulation avec le **Sommet France-Afrique de juin 2020**, la Région continuera à **investir pour la francophonie**. La Région maintiendra sa **capacité d'intervention au titre de l'aide d'urgence et à la reconstruction**. Une action de la **Région auprès des Kurdes de Syrie** sera à ce titre mise à l'étude. La Région prolongera son engagement aux côtés des **minorités du Moyen-Orient victimes de violences et accompagnera, en Ile-de-France, des acteurs de la solidarité internationale**.

* *

*

4. Résorber les fractures sociales et territoriales

Renforcer la solidarité en Ile-de-France

Le budget qu'il est proposé de consacrer à l'**action sociale régionale** en 2020 s'élève à **34 M€** au total, dont **25 M€ au profit des investissements**. Cela représente une progression de **+ 33 % par rapport 2019**. En cela, la Région poursuit avec une ambition forte la concrétisation de sa délibération cadre de 2018 « *Région Ile-de-France, Région solidaire* », en donnant une **ampleur inédite à la lutte contre les inégalités territoriales et sociales et à ses actions permettant d'agir avec efficacité et pragmatisme sur des sujets de préoccupation majeurs pour les Franciliens**.

La Région a ainsi mis en œuvre une **politique de santé** inédite pour agir sur une dimension essentielle de la cohésion sociale. Cette politique se traduit notamment par une **lutte renforcée contre le SIDA** avec le déploiement du plan « **Agenda pour une Région Île-de-France sans SIDA** » adopté en 2017 (**24 M€ engagés en 3 ans**). Pour combattre ce fléau, il est impératif d'investir à la fois dans le soutien au dépistage, la lutte contre les discriminations, le soutien aux acteurs de terrains (Le Refuge, SOS Homophobie...) mais également la recherche. Les **investissements en faveur de la santé** sont pour leur part en progression de **+ 70 % en 2020** tandis que les crédits en faveur de la **prévention santé des jeunes** sont en hausse de **+ 11 %**.

Renforcer l'accès aux soins des Franciliens représente une action phare de la Région et de nombreuses actions sont menées à ce titre pour **attirer et fidéliser les professionnels de santé dans le premier désert médical de France**. La Région investit également dans le

développement d'outils numériques au service de la santé, de la prévention mais également au service de l'accès aux soins, par le déploiement de la télémédecine dans des zones prioritaires d'intervention. Depuis 2016, **112 structures d'exercice collectif ont été soutenues, dont 69 créations (pour un montant total cumulé de près de 15 M€)**. La Région est également déterminée à soutenir **l'innovation sociale** dans la lutte contre la précarité et l'isolement. C'est ainsi que le **projet de déploiement d'un réseau de maisons solidaires pour l'accueil et l'accompagnement des personnes sans-abris vivant et dormant dans le métro sera poursuivi en 2020**. Aujourd'hui, **deux maisons** sont d'ores et déjà opérationnelles pour **140 places**. En 2020, il est prévu de renforcer ce réseau grâce à la mobilisation des maires franciliens.

La situation des femmes en difficulté fera, en 2020, l'objet d'un nouvel effort avec un accueil, un soutien et un accompagnement adaptés aux besoins constatés sur le terrain. Une attention particulière sera portée aux femmes à la rue, avec de nouvelles actions majeures, dans la ligne directe du travail en cours mené par **Elina Dumont**. La Région renforce à nouveau ses crédits pour la prise en charge des personnes en situation de handicap, et portera une attention particulière à l'accès aux soins des personnes en situation de handicap, en définissant une feuille de route stratégique d'actions concrètes. Parmi les **actions majeures initiées en 2020**, la Région a pour ambition, grâce à la mise en place d'un **dispositif de fonds régional de Garantie immobilière solidaire, de faciliter l'accès à la propriété de personnes qui sont discriminées en raison d'antécédents médicaux** liés à certaines pathologies et de **ce fait se trouvent exclues de l'assurance emprunteur ou se voient imposer des surprimes d'assurance élevées**.

*

Conforter la construction équilibrée de logements et notre action pour le renouvellement urbain

Le contexte national de contraction du logement social devrait malheureusement se poursuivre en 2020 compte tenu des décisions prises par l'Etat. Il est néanmoins proposé de maintenir, dans le budget régional, une ambition forte pour 2020 avec **45 M€ d'autorisations de programme en faveur du logement social et du logement des jeunes et des étudiants**. Ces moyens seront mobilisés **en faveur de la mixité sociale**, en refusant d'accompagner les projets aboutissant à accentuer la ghettoïsation urbaine en aidant les communes les moins dotées à accélérer la construction de logement très social et en accompagnant les communes les plus dotées à construire du logement intermédiaire social. Il s'agit aussi de **maintenir le haut niveau de performance des opérations aidées** afin de contribuer à la **transition énergétique**. Ainsi, en 2019, plus de **78 % des logements aidés par la Région affichent des niveaux de performance supérieurs à la réglementation en vigueur, en net progrès par rapport à 2018 (65 %)**.

La réduction attendue des demandes de financement conduit à proposer parallèlement la mise en place d'une **mesure nouvelle afin d'éliminer les passoires thermiques dans le parc HLM francilien, dotée de 10 M€ d'autorisations de programme**. Cette mesure permettra tout à la fois de répondre à une **urgence sociale et environnementale** et de contribuer au renforcement de la capacité de production de nouveaux logements. En cohérence avec la délibération Région Île-de-France, Région solidaire, l'effort sur les copropriétés dégradées est maintenu. Enfin, après une année 2019 marquant la première mobilisation significative de moyens régionaux, il est proposé d'inscrire une dotation de **17 M€ en investissement** en faveur de l'accompagnement du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU).

*

Renforcer l'engagement pour la sécurité des Franciliens

Pour faire face à la menace terroriste et réduire la délinquance en Ile-de-France, le Conseil régional a souhaité agir pour améliorer la sécurité des Franciliens. Après avoir **triplé entre 2015 et 2016 puis progressé de + 10 % chaque année entre 2016 et 2019**, les crédits consacrés à la sécurité s'établiront à **27,490 M€ en 2020**, auxquels s'ajoutent **0,770 M€ pour financer les brigades de sécurité**. Cela représente une progression de **+ 6,8 % par rapport au BP 2019**. Il s'agit principalement de crédits d'investissement (27 M€) ; ces derniers ont été **multipliés par 4 depuis 2015**. Ils ont permis, depuis cette date, de **sécuriser 520 lycées** (393 publics et 127 privés) ; de soutenir **179 communes** et EPCI pour l'**équipement des polices municipales** ; d'accompagner **226 communes et EPCI** au titre de l'équipement en **vidéo-protection** ; de cofinancer la construction et rénovation de **14 commissariats de police municipale** ; de **soutenir 46 opérations de construction et de rénovation des commissariats et casernes de police nationale et de gendarmerie**. Cette action, au service de la première des libertés des Franciliens sera donc renforcée en 2020 avec un **soutien à l'équipement des Sapeurs-Pompiers et des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS)** à hauteur de **1,5 M€**. Au regard de la réussite des Brigades Régionales de Sécurité, **il est aussi prévu une brigade supplémentaire (5 agents)**. En effet, depuis avril 2019, les brigades ont procédé à 700 ilotages et 101 interventions suite aux déclenchements des proviseurs depuis avril 2019. Enfin, dans le cadre d'une expérimentation, ces brigades seront amenées à encadrer l'application de **Travaux d'intérêts généraux (TIG)** dans les **lycées**. Enfin des négociations sont en cours avec le ministère de la Justice pour aider à la **sécurisation des établissements pénitentiaires franciliens**.

*

Une politique culturelle ambitieuse : favoriser l'inclusion, soutenir la création, permettre l'itinérance, restaurer le patrimoine

En 2020, il est proposé un **budget dédié à la culture atteignant 118 M€, soit + 25 % par rapport à 2019**. C'est dire que **l'ambition d'augmenter de 20 % le budget de la culture sur la mandature sera atteinte et même très largement dépassée**. Le budget 2020 de la culture sera dédié à l'avenir, avec des crédits d'investissement s'élevant à **67 M€, soit un niveau 3,5 fois supérieur à 2015**. Après l'effort exceptionnel en 2019 de **10 M€ pour la reconstruction de Notre-Dame de Paris**, les moyens alloués à la conservation du patrimoine et aux musées territoriaux seront augmentés. La Région soutiendra le chantier de la flèche de Saint Denis. Les autres mesures annoncées aux Assises franciliennes du patrimoine seront progressivement engagées. Après l'effort consenti pour doter le FRAC Ile de France d'un nouveau lieu à Romainville, **20 M€ d'autorisations de programme** permettront le **lancement à Massy du Centre Pompidou Francilien - Fabrique de l'Art**, qui donnera un abri pérenne aux collections nationales et offrira aux franciliens un lieu unique de rencontre avec l'art contemporain. Ce chantier sera engagé tout en préservant totalement le soutien à la construction et à la modernisation des **lieux de spectacle vivant**, des médiathèques, des **centres d'arts**, des **cinémas d'art et d'essai**, au plus près des pratiques culturelles des franciliens. 100 nouvelles boîtes à livres seront installées dans les gares franciliennes. Ce budget bénéficiera aux artistes, avec la mise en place d'une **nouvelle politique d'aide à la diffusion dans le champ du spectacle vivant et l'amélioration des dispositifs existants**. Cette politique bénéficiera des **5 M€ de crédits alloués par la Région à Arcadi jusqu'en 2018, intégralement préservés**. Le fonds de soutien au cinéma se verra doté d'un volet international, avec des moyens nouveaux. Ce budget sera dédié à la jeunesse, avec globalement plus de **6 M€** consacrés à l'éducation artistique et culturelle et un million pour le Fonds régional des talents émergents qui confirme son succès. La Région soutiendra, par ailleurs, le projet de **Grand Concert des chorales lycéennes franciliennes**, en partenariat avec **l'ONDIF et Radio classique**. L'ambition du budget 2020 prolonge ainsi les résultats déjà obtenus : **aide à plus de 1 500 projets** de danse, musique, théâtre ; soutien à **230 films** et **rénovation de 20 salles de cinéma d'art et d'essai** ; **70 librairies indépendantes** soutenues ; plus de la moitié des lycées

d'Ile de France touchés par des actions d'éducation artistique et culturelle. Le budget proposé donne à la Région les moyens d'aller **plus vite, plus haut, plus fort** pour la culture.

*

Permettre au plus grand nombre l'accès à une pratique sportive sécurisée et de qualité

La **politique sportive régionale** établie depuis 2016 en **partenariat avec le mouvement sportif associatif** veille à déployer une pratique sportive sécurisée et de qualité à l'attention des dirigeants, des bénévoles, des éducateurs mais aussi des sportifs, du pratiquant au plus **haut niveau**, avec pour perspective de préparer et de mobiliser toute une génération aux **Jeux Olympiques et Paralympiques à Paris en 2024**. Concentrée dans un premier temps sur les têtes de réseau que sont les fédérations sportives et les ligues et comités régionaux, la Région souhaite désormais soutenir toute la chaîne sportive, de la fédération aux clubs, permettant ainsi de fédérer l'ensemble des acteurs du sport du territoire. **C'est l'objectif du nouveau dispositif d'aides aux petits clubs adopté en septembre dernier qui à la fin de l'année 2020 va permettre de soutenir près de 4 000 clubs**. En 2020, **23 M€** seront consacrés aux **équipements sportifs**. Cette ambition poursuit les résultats déjà obtenus en 2019 : participation au financement de **près de 350 équipements** (piscine, skate-parks, parcours sport santé bien être, gymnases, mur d'escalade...). En 2020, la Région souhaite poursuivre et amplifier le soutien aux sportifs de haut niveau en renforçant son dispositif unique des **Ambassadeurs du sport et en construisant des actions concrètes pour faciliter l'insertion professionnelle des sportifs de haut niveau**. **Dans la continuité, les 12 Iles de loisirs de la Région doivent être une réponse aux attentes de détente et d'activités de plein air des franciliens**. L'ambition reste forte en 2020 avec un budget total de **67 M€** au profit des **sports, des loisirs et de la jeunesse**, dont **55 M€** de crédits d'investissement en **progression de 86 % par rapport à 2015**.

* *

*

L'année 2020 sera donc une **amplification des actions menées depuis 2016**.

Les **résultats** sont là, les actions régionales sont **concrètes, innovantes** et au profit du **quotidien** de tous. La Région **s'engage en confiance** au plus proche des citoyens.

S'engager en confiance, c'est aussi le sens de la **démarche d'évaluation des politiques régionales**, que vous avez votée, à l'unanimité¹⁷, lors de la séance du conseil régional du 21 décembre dernier avec un rapport cadre. Cette **démarche innovante et ambitieuse** doit placer notre Région à la **pointe des grandes collectivités territoriales**. Progressivement **tous les dispositifs** adoptés par notre assemblée seront dotés **d'objectifs clairs et d'indicateurs** permettant de mesurer les **résultats**. Dès 2020, tous les dispositifs existants dont le montant d'engagement annuel moyen excède **20 M€** seront dotés d'objectifs et d'indicateurs. Ce sera également désormais le cas pour tout nouveau dispositif excédant **10 M€**. Le nouveau **Comité d'Evaluation des Politiques Publiques**, avec l'ensemble des groupes, sera réuni pour la première fois au mois de février 2020.

S'engager en confiance, c'est aussi le sens de la **certification des comptes**. Bien avant qu'elle ne devienne obligatoire, probablement en 2023 ou 2024, **la Région s'est volontairement engagée** pour obtenir dans les délais les plus rapides la certification de ses comptes. Elle le fait indépendamment de la démarche d'expérimentation prévue par la loi. La préparation à la

¹⁷ Sauf l'abstention du groupe Rassemblement national - Ile-de-France

certification est un **chantier particulièrement lourd et délicat** qui ne se résume pas à une affaire strictement comptable mais impacte le fonctionnement, les processus de contrôle de gestion et de contrôle interne à chaque entité de l'administration régionale, ainsi que ses systèmes d'information. Conformément aux engagements pris lors de la précédente discussion budgétaire (amendement de l'exécutif) un **Diagnostic général d'entrée en vue de la certification** est en cours et plusieurs chantiers techniques doivent être entrepris à sa suite.

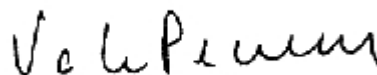
La certification des comptes de la Région doit procurer aux élus comme aux Franciliens une **assurance nouvelle quant à la transparence, à la régularité, à la sincérité et à l'image fidèle** des comptes de notre organisation.

L'ensemble de ces initiatives éclairera les débats de notre Assemblée, avec pour **seul but de mieux servir les Franciliens. C'est la politique par la preuve que l'Exécutif appelle de ses vœux.**

*

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSÉ

ANNEXES AU RAPPORT

Annexes au rapport

Les recettes

LES RECETTES DU BUDGET POUR 2020

	BP 2019 (M€)	Projet de BP 2020 (M€)	Evolution Projet de BP2020- BP2019 (M€)	Evolution Projet de BP2020- BP2019 (%)
FONCTIONNEMENT	3 612,737	3 485,351	-127,386	-3,5%
A. RECETTES FISCALES	3 465,008	3 260,802	-204,206	-5,9%
Fiscalité directe	955,679	1 038,285	+82,606	+8,6%
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)	2 988,900	3 122,000	+133,100	+4,5%
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER)	124,218	123,834	-0,384	-0,3%
Fonds national de garantie individuelle des ressources FNGIR (dépenses)	-674,816	-674,816	0,00	
Dotation de compensation du transfert de la CVAE (dépenses)	-1 372,419	-1 372,419	0,00	
Fonds de péréquation des ressources des régions (dépenses)	-110,204	-160,314	-50,110	+45,5%
Rôles supplémentaires	0,000	0,000	0,00	
Autres recettes fiscales	2 509,329	2 222,517	-286,812	-11,4%
Hors TICPE	1 436,296	1 212,035	-224,261	-15,6%
Taxe régionale sur les cartes grises	332,000	340,000	+8,000	+2,4%
Fraction régionale de la taxe d'apprentissage	243,284	0,000	-243,284	-100,0%
Reversement de la part régionale de la taxe sur les bureaux (TSB)	212,939	212,939	0,00	
Frais de gestion de fiscalité directe locale	88,625	88,111	-0,514	-0,6%
Taxe régionale additionnelle aux droits de mutation sur l'immobilier d'entreprise	60,000	60,000	0,00	
Fraction de TVA	499,448	510,985	+11,537	+2,3%
TICPE	1 073,033	1 010,482	-62,551	-5,8%
TICPE - compensations loi LRL 2004	893,022	895,400	+2,378	+0,3%
TICPE - ex modulation 2007	70,000	70,000	0,00	
TICPE - Formation Professionnelle	38,882	38,882	0,00	
TICPE - Primes apprentissage	30,818	0,000	-30,818	-100,0%
TICPE - Aide au recrutement d'apprentis	15,835	0,000	-15,835	-100,0%
TICPE - Ressource Régionale pour l'apprentissage	24,476	0,000	-24,476	-100,0%
TICPE - compensation réforme apprentissage	0,000	6,200	+6,200	
B. DOTATIONS	8,820	54,620	+45,800	
Dotation Générale de Décentralisation (DGD)	8,820	8,820	0,00	
Nouvelle recette pour le soutien à l'apprentissage en fonctionnement	0,000	18,000	+18,000	
Dotation de compensation - réforme apprentissage	0,000	2,900	+2,900	
Compensation provisionnelle extinction primes	0,000	24,900	+24,900	
C. RECETTES DIVERSES	138,909	169,929	+31,020	+22,3%
Intérêts perçus sur créances	0,000	0,000	0,00	
Fonds régional de restauration (FRR)	6,000	6,000	0,00	
Produits financiers	11,421	22,671	+11,250	+98,5%
Produits sur cessions	0,000	0,000	0,00	
Fonds européens - Programmation 2014-2020	66,025	79,993	+13,968	+21,2%
Conventions Etat-Région en matière de formation professionnelle	39,912	48,000	+8,088	+20,3%
Divers (ex : reversements de trop perçus de subventions)	21,765	13,265	-8,500	-39,1%
Intérêts courus non échus (ICNE)	-6,214	0,000	+6,214	+100,0%
INVESTISSEMENT	666,957	867,868	+200,911	+30,1%
A. RECETTES FISCALES	351,824	360,000	+8,176	+2,3%
Taxe sur la création de bureaux en Île-de-France (TCB-IDF)	110,000	110,000	0,00	
Part régionale de la taxe d'aménagement (TA) et reliquats de taxes d'urbanisme	32,824	40,000	+7,176	+21,9%
Taxe annuelle sur les surfaces de stationnement (TASS)	65,000	66,000	+1,000	+1,5%
Taxe additionnelle spéciale annuelle (TASA)	80,000	80,000	0,00	
TICPE Grenelle	64,000	64,000	0,00	
B. DOTATIONS	86,089	108,089	+22,000	+25,6%
Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES)	86,089	86,089	0,00	
Nouvelle recette pour le soutien à l'apprentissage en investissement	0,000	22,000	+22,000	
C. RECETTES DIVERSES	229,044	399,779	+170,735	+74,5%
Remboursements en capital des créances	38,054	36,865	-1,189	-3,1%
Amendes de police	64,000	69,388	+5,388	+8,4%
FCTVA	95,000	90,000	-5,000	-5,3%
Fonds européens - Programmation 2014-2020	9,810	5,516	-4,294	-43,8%
Prévision budgétaire relative aux produits sur cessions	0,000	189,300	+189,300	
Divers (ex : participations aux travaux dans les cités mixtes)	22,180	8,710	-13,470	-60,7%
TOTAL RECETTES (HORS EMPRUNTS)	4 279,694	4 353,219	+73,525	+1,7%
Emprunt	709,344	641,467	-67,877	-9,6%
Excédent N-1 de fonctionnement reporté	0,000	0,000	0,00	
Reprise des restes à réaliser	0,000	0,000	0,00	
TOTAL GENERAL RECETTES	4 989,038	4 994,686	+5,648	+0,1%

La dette

SITUATION DE LA DETTE AU 01/01/2020

(en euros)

Type d'opération	Etablissements arrangeurs dans le cadre des émissions obligataires et des placements privés, établissements prêteurs dans le cadre des prêts bancaires	Emprunt vert et responsable	Date début emprunt	Date fin emprunt	Durée du contrat	Type de taux (après swap le cas échéant, hors swaps de devises)	Capital initial	Capital restant à amortir au 01/01/2020	Annuité 2020 (1) + (2)	dont		
										Capital (1)	Intérêts nets des recettes de swap (2)	Intérêts bruts
EMPRUNTS OBLIGATAIRES												
Emission obligataire publique (EUR)	SOCIETE GENERALE et BANCA IMI (300,0 M€)	-	04/06/2010	04/06/2020	10,0	Fixe	300 000 000,00	300 000 000,00	309 600 000,00	300 000 000,00	9 600 000,00	9 600 000,00
Emission obligataire publique (EUR)	SOCIETE GENERALE, DB, HSBC France, Natixis (410,0 M€)	-	08/06/2011	07/01/2022	10,6	Fixe	410 000 000,00	410 000 000,00	14 862 500,00	0,00	14 862 500,00	14 862 500,00
Emission obligataire publique (EUR)	BNP PARIBAS et CACIB (350,0 M€)	OUI	27/03/2012	27/03/2024	12,0	Fixe	350 000 000,00	350 000 000,00	12 687 500,00	0,00	12 687 500,00	12 687 500,00
Emission obligataire publique (EUR)	BARCLAYS, NATIXIS (300,0 M€)	-	10/06/2013	10/06/2023	10,0	Fixe	300 000 000,00	300 000 000,00	6 750 000,00	0,00	6 750 000,00	6 750 000,00
Emission obligataire publique (EUR)	ISR CACIB, HSBC France & Natixis (600,0 M€)	OUI	24/04/2014	24/04/2026	12,0	Fixe	600 000 000,00	600 000 000,00	14 250 000,00	0,00	14 250 000,00	14 250 000,00
Emission obligataire publique (EUR)	ISR BNPP, CACIB, NATIXIS (500,0 M€)	OUI	23/04/2015	23/04/2027	12,0	Fixe	500 000 000,00	500 000 000,00	3 125 000,00	0,00	3 125 000,00	3 125 000,00
Emission obligataire publique (EUR)	TAP 2010.EP.EUR.300 avec ICBC, SG, UBS (110,0 M€)	-	19/10/2015	04/06/2020	4,7	Fixe	110 000 000,00	110 000 000,00	113 520 000,00	110 000 000,00	3 520 000,00	3 520 000,00
Emission obligataire publique (EUR)	TAP ISR 2012.EP.EUR.350 avec BNPP (25,0 M€)	OUI	28/10/2015	27/03/2024	8,4	Fixe	25 000 000,00	25 000 000,00	906 250,00	0,00	906 250,00	906 250,00
Emission obligataire publique (EUR)	ISR BNPP, CACIB, NATIXIS, SG (650,0 M€)	OUI	14/06/2016	14/06/2025	9,0	Fixe	650 000 000,00	650 000 000,00	3 250 000,00	0,00	3 250 000,00	3 250 000,00
Emission obligataire publique (EUR)	ISR BARCLAYS, CACIB, HSBC FRANCE, SG 500,0 M€	OUI	14/03/2017	14/03/2029	12,0	Fixe	500 000 000,00	500 000 000,00	6 875 000,00	0,00	6 875 000,00	6 875 000,00
Emission obligataire publique (EUR)	ISR CACIB, HSBC FRANCE, Natixis, SG 500,0 M€	OUI	20/06/2018	20/06/2033	15,0	Fixe	500 000 000,00	500 000 000,00	6 875 000,00	0,00	6 875 000,00	6 875 000,00
Placement privé (AUD)	CREDIT AGRICOLE CIB (66,8 M€)	-	28/06/2011	28/06/2021	10,0	Variable	66 796 318,16	66 796 318,16	738 192,09	0,00	738 192,09	738 192,09
Placement privé (EUR)	SOCIETE GENERALE (60,0 M€)	-	13/07/2011	13/07/2026	15,0	Variable après swap	60 000 000,00	60 000 000,00	717 833,33	0,00	717 833,33	3 138 833,33
Placement privé (EUR)	NATIXIS (40,0 M€)	-	28/03/2013	28/03/2025	12,0	Fixe	40 000 000,00	40 000 000,00	1 037 600,00	0,00	1 037 600,00	1 037 600,00
Placement privé (JPY)	CACIB (40,8 M€)	-	11/04/2013	11/04/2028	15,0	Variable	40 816 326,53	40 816 326,53	606 264,17	0,00	606 264,17	606 264,17
Placement privé (EUR)	HSBC France (70,0 M€)	-	31/10/2013	31/10/2028	15,0	Fixe	70 000 000,00	70 000 000,00	2 142 000,00	0,00	2 142 000,00	2 142 000,00
Placement privé (EUR)	Commerzbank (50,0 M€)	-	29/11/2013	29/11/2024	11,0	Fixe	50 000 000,00	50 000 000,00	1 337 500,00	0,00	1 337 500,00	1 337 500,00
Placement privé (EUR)	HSBC France (35,0 M€)	-	25/09/2014	25/09/2025	11,0	Fixe	35 000 000,00	35 000 000,00	574 000,00	0,00	574 000,00	574 000,00
Placement privé (EUR)	ISR Bred (100,0 M€)	OUI	31/07/2015	31/07/2021	6,0	Variable	100 000 000,00	100 000 000,00	861 805,56	0,00	861 805,56	861 805,56
EMPRUNT SCHULDSCHEIN												
Placement Schuldschein (EUR)	HELABA (50,0 M€)	-	10/04/2013	10/04/2028	15,0	Fixe	50 000 000,00	50 000 000,00	1 375 000,00	0,00	1 375 000,00	1 375 000,00
EMPRUNTS BANCAIRES												
Prêt bancaire (EUR)	Caisse des Dépôts et Consignations (252,0 M€)	-	20/12/2011	01/12/2026	15,0	Fixe	252 000 000,00	134 102 066,74	21 700 589,36	17 201 539,22	4 499 050,14	4 499 050,14
Prêt bancaire (EUR)	Banque Européenne d'Investissement (200,0 M€)	-	26/03/2012	25/03/2027	15,0	Fixe	200 000 000,00	200 000 000,00	7 654 000,00	0,00	7 654 000,00	7 654 000,00
Prêt bancaire (EUR)	Caisse des Dépôts et Consignations (40,0 M€)	-	06/03/2018	01/03/2038	20,0	Fixe	40 000 000,00	38 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00	0,00	0,00
Prêt bancaire (EUR)	Caisse des Dépôts et Consignations (60,0 M€)	-	08/06/2018	01/06/2033	15,0	Fixe	60 000 000,00	54 524 595,29	4 419 960,52	3 711 479,65	708 480,87	708 480,87
Prêt bancaire (EUR)	Banque Européenne d'Investissement (150,0 M€)	-	26/07/2019	22/11/2023	4,0	Fixe	150 000 000,00	150 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêt bancaire (EUR)	Banque Européenne d'Investissement (50,0 M€)	-	26/07/2019	20/11/2024	5,0	Fixe	50 000 000,00	50 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Prévision pour rachat de dette 2020											4 223 000,00	4 223 000,00
TOTAL GENERAL							5 509 612 644,69	5 384 239 306,72	537 865 995,03	432 913 018,87	109 175 976,16	111 596 976,16

**TABLEAU RECAPITULATIF DES OPERATIONS DE COUVERTURE DU RISQUE DE CHANGE ET DE GESTION ACTIVE DE DETTE PAR LIGNE D'EMPRUNT
EMPRUNTS & OPERATIONS EN COURS AU 01/01/2020**

Intitulé	Emprunt initial			1er Swap			2e Swap		
	Etablissement arrangeur	Durée du contrat	Taux initial	Etablissement contrepartie	Durée du contrat	Taux après le 1 ^{er} swap	Etablissement contrepartie	Durée du contrat	Taux après le 2 ^{ème} swap
<i>Emission obligataire EURO 200,0 M€</i>	<i>HSBC France, SG et Banca IMI</i>	<i>23/04/2009 à 23/04/2019</i>	<i>Taux fixe 4,5 %</i>	<i>HSBC France et SOCIETE GENERALE</i>	<i>23/04/2009 à 23/04/2019</i>	<i>EURIBOR 3 MOIS marge positive</i>			
Placement privé \$ AUD 66,8 M€	CA - CIB	28/06/2011 à 28/06/2021	Taux fixe 6,24% *	CA - CIB	28/06/2011 à 28/06/2021	EURIBOR 3 MOIS marge positive			
Placement privé EUR 60,0 M€	Société Générale	13/07/2011 à 13/07/2026	Taux fixe 4,035%	Société Générale	13/07/2011 à 13/07/2026	EURIBOR 3 MOIS marge positive			
Placement privé JPY 40,8 M€	CA - CIB	11/04/2013 à 11/04/2028	Taux fixe 1,3875% *	CA - CIB	11/04/2013 à 11/04/2028	EURIBOR 3 MOIS marge positive			

* niveau du taux fixe en devise (CHF, JPY, HKD, AUD), non payé par la Région.

Les opérations de gestion active en italique et grisées sont arrivées à échéance dans le courant de l'année 2019.

REPARTITION PAR TYPE DE RISQUE DES PRODUITS FINANCIERS UTILISES COMME INSTRUMENTS DE GESTION ACTIVE ¹								
AU 01/01/2020								
Contrepartie(s)	Montant	Année de souscription	Durée du contrat	Swaps : taux échangés		Option d'annulation	Caps : taux garanti	Barrière désactivante
				Taux reçu	Taux payé			
1/ Produits indexés sur un taux d'intérêt de la zone euro, dont								
- 1 swap simple d'échange de taux fixe contre taux variable								
Société Générale	60 000 000,00	2011	13/07/2011 à 13/07/2026	Fixe 4,035%	Eur3M	-	-	-
2/ Produits indexés sur l'inflation								
-								
3/ Produits indexés sur des écarts d'indices en zone euro								
-								
4/ Produits indexés sur des indices hors zone euro, ou écarts entre ces indices								
-								

Lecture : Eur3M correspond au taux variable Euribor 3 mois.

1) Les montants notionnels affichés sur ces produits de couverture ne peuvent être agrégés. En effet, si une même ligne d'emprunt peut avoir donné lieu à plusieurs opérations de gestion active de dette, le montant notionnel couvert reste celui de l'emprunt sous-jacent.

La contractualisation avec l'Etat le CPER 2015-2020 et CPIER

VOLET CPER	Rappels des engagements prévus au CPER après la clause de revoyure de 2016					Part Région Exécution prévisionnelle à fin 2019 (en M€)		Part Région Projet de budget 2020 (en M€)	
	Total	Région	Etat	SGP	Autres	Affectations	Mandats	AP - AE	CPI - CPF
V1 MOBILITE MULTIMODALE	8 878,3	3 456,6	1 892,7	1 621,0	1 908,0	2 499,5	787,8	621,9	497,0
V2 ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE ET INNOVATION	788,5	394,0	394,5	0,0	0,0	296,1	142,7	54,1	71,0
V3 TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE	323,2	157,5	165,7	0,0	0,0	124,0	51,3	67,5	25,9
V4 NUMERIQUE	232,9	102,7	130,2	0,0	0,0	53,9	13,4	10,5	6,0
V5 INNOVATION, FILIERES D'AVENIR, USINE DU FUTUR	30,0	15,0	15,0	0,0	0,0	7,9	7,6	1,8	2,0
V6 VOLET TERRITORIAL	641,9	322,6	319,3	0,0	0,0	151,2	55,9	49,0	40,8
V7 VOLET PROSPECTIF DU CPER	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0				
TOTAL CPER	10 894,8	4 448,4	2 917,3	1 621,0	1 908,0	3 132,5	1 058,7	804,8	642,7
TOTAL CPER (ETAT + REGION)	7 365,8	4 448,4	2 917,3						

CPIER	Rappels des engagements prévus au CPER après la clause de revoyure de 2016					Part Région Exécution prévisionnelle à fin 2019 (en M€)		Part Région Projet de budget 2020 (en M€)	
	Total	Région	Etat	SGP	Autres*	Affectations	Mandats	AP - AE	CPI - CPF
TOTAL CPIER	801,1	67,6	287,1	0,0	446,4	28,7	6,1	0,4	6,0

* Montants des cofinancements des autres régions et des opérateurs qui ne concernent pas uniquement les opérations Région.

** Comprend l'opération "requalification des berges du petit bras de Seine de l'île Saint-Denis au droit des anciens entrepôts du printemps" votée dans le cadre de la délibération CP 16-546 du 13 décembre 2016.

Le **Contrat de plan Etat - Région (CPER)** pour la période **2015 - 2020** a été signé entre **l'Etat et la Région** le 9 juillet 2015. Le montant total contractualisé s'élève à 7 330 M€ dont 2 902 M€ pour la part Etat (40 % du volume contractualisé) et 4 428 M€ pour la part régionale (60 % du volume contractualisé), auxquels s'ajoutent les financements au titre de la Société du Grand Paris et d'autres financeurs (bloc local et opérateurs de l'Etat).

Le précédent Gouvernement a cependant souhaité lancer une **revoyure des contrats de plan Etat - Régions 2015 - 2020**, approuvée lors de la séance de décembre 2016 du Conseil régional. Pour le CPER Ile-de-France, cette revoyure a porté sur les volets « Mobilité multimodale » et « Enseignement supérieur et recherche, innovation numérique et emploi », portant l'enveloppe des moyens mobilisés par l'Etat et par la Région respectivement à **2 917,3 M€** et à **4 448,4 M€, soit un total de 7 365,8 M€**.

Les engagements de la Région se répartissent en **six grands volets**⁷⁵ :

- 3 456,6 M€ sur le volet 1 « Mobilité multimodale » (soit 77,7 % du montant total des engagements régionaux sur ce contrat après clause de revoyure) ;
- 394 M€ sur le volet 2 « Enseignement supérieur et recherche et innovation » (soit 8,9 % du montant total des engagements régionaux sur ce contrat) ;
- 157,5 M€ sur le volet 3 « Transition écologique et énergétique » (soit 3,5 % du total des engagements régionaux sur ce contrat) ;
- 102,7 M€ sur le volet 4 « Numérique » (soit 2,3 % du total des engagements régionaux sur ce contrat) ;
- 15 M€ sur le volet 5 « Innovation, Filières d'avenir, et emploi » (soit 0,3 % du total des engagements régionaux initiaux sur ce contrat) ;
- 322,6 M€ sur le volet 6 « Volet territorial » (soit 7,3 % du total des engagements régionaux initiaux sur ce contrat).

⁷⁵ Auxquels s'ajoute un volet 7 « Prospectif » pour lequel aucune dotation n'est prévue au contrat.

Au cours de l'année **2018, 731 M€** d'autorisations de programme et d'engagement ont été affectés au titre du CPER 2015-2020, ce qui représente **42 % des engagements régionaux**. L'année **2019** devrait être marquée par des affectations à hauteur de 763,3 M€, portant à près de **70 % le niveau des engagements régionaux** au titre de ce contrat à l'issue de sa quatrième année d'application.

Par volet thématique du CPER, les dotations inscrites en autorisations de programme et d'engagement pour 2020 se répartissent comme suit :

❖ **Volet 1 – Mobilité multimodale (621,9 M€)**

• Sous-volet 11 – Opérations Nouveau Grand Paris :

- schémas directeurs des RER et Transiliens, tout particulièrement pour accueillir les nouveaux matériels roulants ;
- opérations de tramways, le T1 et le T10 ;
- métro Ligne 11 à Rosny-Bois Perrier ;
- lancement des travaux des TZen ;
- autres études de métro, tramways et Bus à haut niveau de service.

• Sous-volet 12 – Opérations hors NGP :

- RN406 – Desserte du port de Bonneuil (phase principale).

• Sous-volet 13 – Optimisation du réseau routier :

- A104 - Contournement Est de Roissy.

❖ **Volet 2 – Enseignement supérieur et recherche**

L'enveloppe de **54,130 M€** mobilisée en autorisation de programme (AP) sur ce volet permettra d'accompagner plusieurs opérations structurantes pour l'immobilier universitaire francilien, inscrites au CPER 2015-2020 notamment :

- la poursuite du suivi environnemental de la Maison Ile de France (0,07 M€) afin de mesurer les performances du bâtiment, conformément aux dispositions de l'appel à projets BEPOS de l'ADEME. Ce suivi permet d'optimiser la régulation de dispositifs de stockage de l'énergie uniques en France ;
- le soutien de la réhabilitation de la Faculté de Médecine de la Pitié Salpêtrière (2 M€), qui prévoit la réalisation d'une première tranche de travaux au 105 boulevard de l'Hôpital autour du laboratoire de Myologie ;
- la poursuite de la réalisation du bâtiment « Ader » à la Cité Descartes (0,81 M€), en prévoyant le budget nécessaire au lancement du concours d'architecture, à la rémunération du mandataire et à la réalisation des diagnostics techniques ;
- la restructuration du Restaurant Universitaire du CROUS « Les Etats-Unis » à Versailles (1,70 M€) afin d'améliorer l'offre de restauration étudiante ;
- l'accompagnement du projet de construction du learning center de l'Université d'Evry-Val-d'Essonne (0,50 M€) en prévoyant le budget nécessaire aux études préalables. Le projet prévoit la restructuration de la bibliothèque existante et l'accueil de l'UFR Sciences

Humaines et Sociales dans un lieu mutualisé ;

- le financement de la construction du Laboratoire d'Analyse, de Géométrie et d'Application (LAGA) (7 M€), 3^{ème} laboratoire de mathématiques généralistes d'Ile-de-France sur le campus universitaire de Villeteuse. Les locaux actuellement occupés sont exiguës et les installations obsolètes,

- le financement de la réalisation de l'Institut de l'Autonomie (5,6 M€), 2^{ème} phase du Pôle Longévité et vieillissement pour Sorbonne Université. Cette opération prévoit la réhabilitation du bâtiment Pasteur, qui accueillera un centre d'examen clinique mettant en œuvre la télémédecine et des plateaux de simulation pour étudier la perte d'autonomie des personnes âgées ;

- le financement de la seconde phase de restructuration de l'ENVA (2,8 M€) à Maisons-Alfort qui comprend la rénovation globale du campus de 12 hectares réalisée en plusieurs tranches. Un effort tout particulier a été consenti sur ce projet en accordant 1,5M€ de plus qu'initialement prévu par redéploiement ;

- la construction d'un ensemble immobilier pour la recherche biomédicale (1 M€) sur le site de la Faculté de médecine à Créteil. Le projet prévoit la construction de 6 000 m² ;

- l'accompagnement du futur Campus international de Cergy-Pontoise, qui permettra de regrouper dans un projet fédérateur l'Université et les grands établissements du territoire parmi lesquels l'ESSEC et l'EISTI. Sont ainsi prévus en 2020 l'engagement d'études de programmation des futures opérations à réaliser (0,17 M€) et l'engagement de la construction d'un bâtiment pour l'IUT de Neuville, site ayant vocation à devenir le pôle sciences et techniques du futur campus international de Cergy-Pontoise. (2 M€) ;

- la construction du bâtiment de recherche « Synergie 2 » pour le CNAM (1,5 M€). Ce projet prévoit la réalisation d'un bâtiment permettant d'accueillir trois laboratoires de biologie actuellement implantés dans des locaux inadaptés ;

- la construction d'un pôle universitaire sur le site de la Porte de la Chapelle (21,8 M€), volet parisien du Campus Condorcet qui prévoit sur 13 000 m² l'accueil des licences et masters de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, une bibliothèque, un restaurant universitaire et un espace d'initiatives étudiantes ;

- la rénovation de l'Hôtel de la Meilleraye pour l'Institut d'Etudes Politiques (2 M€) dans le cadre du projet « Campus 2022 » afin de confirmer ce site emblématique comme pôle d'enseignement et de vie étudiante de l'établissement ;

- l'aménagement d'un espace muséal à l'Observatoire de Meudon (0,75 M€), avec un parcours d'accueil du public sur l'histoire de l'astronomie. Le projet permettra notamment de rendre possible la visite de la grande coupole située à proximité ;

- la poursuite de la rénovation du bâtiment de l'Illustration à Bobigny (4 M€), avec notamment l'accueil de deux instituts de formation en soins infirmiers (IFSI), en cohérence avec l'objectif régional d'universitarisation des formations paramédicales.

Volet 3 – Transition écologique et énergétique

Les dotations inscrites pour 2020 en autorisations de programme et d'engagement (67,5 M€) sur ce volet correspondent :

- pour 49,9 M€, aux actions relevant du sous-volet « Energie et changement climatique » incluant, en investissement, le soutien à des opérations en matière d'énergie renouvelable et réseaux de

chaleur (49 M€) et, en fonctionnement, des actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie (0,9 M€) ;

- pour 5 M€, aux actions relevant du sous-volet « Economie circulaire et économie de ressources », à travers le soutien à des opérations de prévention et d'optimisation de la gestion des déchets ;

- pour 6,3 M€, aux actions relevant du sous-volet « Reconquête de la biodiversité et préservation des ressources » qui regroupe les actions régionales en matière de protection et restauration des milieux aquatiques et de la ressource en eau (2,2 M€ en investissement et 0,3 M€ en fonctionnement) et le soutien à des actions de protection des milieux naturels et des paysages (2 M€ en investissement et 1,75 M€ fonctionnement) dont le soutien aux réserves naturelles régionales) ;

- pour 4,8 M€, soutien apporté au département environnement de l'Institut Paris Region regroupant l'Agence régionale de la biodiversité (ARB) Ile-de-France, l'ORDIF et l'Agence régionale énergie-climat (AREC), au titre des trois sous-volets précédents ;

- pour 1,6 M€, soutien apporté à AirParif.

❖ **Volet 4 – Numérique**

Au titre du CPER 2015-2020, l'intervention régionale permettra de poursuivre la mise en oeuvre des schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique (SDTAN) en partenariat avec les Départements concernés à hauteur de 10,5 M€.

❖ **Volet 5 – Filières d'avenir et emploi**

Les dotations inscrites pour 2020 en autorisations d'engagement sur ce volet (1,5 M€) correspondent au soutien au GIP Carif francilien (Défi-métier).

❖ **Volet 6 – Territorial**

Les dotations inscrites pour 2020, en autorisations de programme et d'engagement (49,2 M€), se répartissent ainsi :

- Sous-volet 61 « Articulation entre l'aménagement et l'offre de transports en commun, au cœur de la stratégie d'accompagnement des territoires bâtisseurs » qui comprend notamment :

- le dispositif « Cent quartiers innovants et écologiques » doté de 30 M€ ;
- le soutien à l'aménagement durable et de l'innovation dont le dispositif de « Soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire ».

- Sous-volet 62 « Accompagner les territoires péri-urbains, ruraux et les pôles de centralité » qui comprend notamment :

- le soutien aux dynamiques territoriales ;
- le soutien à l'action foncière – SAFER (0,3 M€) ;
- le soutien aux Parcs naturels régionaux et à leur programme d'actions (8,6 M€ dont 3,6 M€ en investissement et 5 M€ en fonctionnement).

Les contrats de plan interrégionaux Etat-Régions (CPIER) : Plan Seine et Vallée de la Seine

CPIER Vallée de la Seine

La vallée de la Seine aval entre l'Ile-de-France et la façade maritime normande forme un ensemble exceptionnel à l'échelle européenne, caractérisé par une ville mondiale, le premier complexe portuaire et logistique de France, une forte concentration industrielle et un patrimoine naturel remarquable.

L'État et les Régions Ile-de-France et Normandie ont souhaité encourager et coordonner les initiatives en faveur du développement de ce grand territoire interrégional à travers un contrat de plan interrégional (CPIER), qui décline ces orientations sur la période 2015-2020 par des

engagements précis en matière d'aménagement durable, d'amélioration du réseau de transports et de développement économique.

Le Conseil régional d'Ile-de-France a approuvé ce contrat le 18 juin 2015 qui a fait l'objet d'une clause de revoyure en décembre 2016.

CPIER Plan Seine

Adopté en 2007, le Plan Seine coordonne les interventions publiques relatives au grand bassin hydrographique de la Seine, notamment en matière d'inondations, de qualité des eaux et de biodiversité. Il s'est concrétisé sur la période 2007-2013 par un premier contrat de plan interrégional (CPIER), qui a été reconduit sur la période 2015-2020, tout en proposant une concentration sur un nombre resserré de thématiques et d'actions interrégionales structurantes, en complémentarité des CPER des six anciennes régions (Ile-de-France, Haute et Basse-Normandie, Champagne-Ardenne, Picardie et Bourgogne) concernées.

Les thématiques inscrites dans ce nouveau CPIER portent ainsi sur :

- la connaissance et l'animation à l'échelle du bassin de la Seine ;
- l'adaptation au changement climatique ;
- la gestion des risques d'inondation ;
- la préservation et la restauration des ressources en eau, des espaces et des espèces aquatiques.

Les dotations inscrites au budget 2020 s'élèvent à 0,40 M€ en autorisations de programme et en autorisations d'engagement pour le CPIER Vallée de la Seine et le CPIER Plan Seine.

La répartition des enveloppes budgétaires

SECTION D'INVESTISSEMENT

Chapitres	Autorisations de programme		Crédits de paiement	
	BP 2019 en M€	BP 2020 en M€	BP 2019 en M€	BP 2020 en M€
900 - Services généraux	16,520	16,370	30,190	30,160
901 - Formation professionnelle et apprentissage	26,300	25,380	19,300	21,190
902 - Enseignement	714,590	685,058	629,540	668,740
903 - Cultures, Sports et Loisirs	95,850	120,845	90,000	93,915
904 - Santé et action sociale	18,950	25,250	25,000	25,000
905 - Aménagement des territoires	197,440	205,730	222,260	184,820
906 - Gestion des fonds européens	31,734	31,900	9,810	5,516
907 - Environnement	102,250	120,500	114,521	93,619
908 - Transports	742,000	823,449	602,479	641,751
909 - Action économique	136,550	147,850	144,900	123,990
TOTAL	2 082,184	2 202,332	1 888,000	1 888,701
hcdp	1 307,184	1 412,863	1 194,535	1 194,756
cdp			1,833	2,246
cpj	4,700	1,000	126,753	54,874
cpr	770,300	788,469	564,879	636,825

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Chapitres	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	BP 2019 en M€	BP 2020 en M€	BP 2019 en M€	BP 2020 en M€
930 - Services généraux	68,432	65,028	203,122	202,331
931 - Formation professionnelle et apprentissage	766,760	696,309	766,760	676,555
932 - Enseignement	310,791	293,328	608,763	610,343
933 - Cultures, Sports et Loisirs	64,220	62,865	64,220	62,865
934 - Santé et action sociale	9,841	9,346	9,841	9,346
935 - Aménagement des territoires	22,773	22,713	22,773	22,713
936 - Gestion des fonds européens	57,052	57,218	37,025	63,993
937 - Environnement	24,784	24,666	24,784	23,919
938 - Transports	771,022	779,276	770,472	779,276
939 - Action économique	82,481	76,442	82,481	76,926
TOTAL	2 178,156	2 087,191	2590,241	2 528,267
944 - Frais de fonctionnement des	0,040	0,040	2,870	2,870
TOTAL GENERAL	2 178,196	2 087,231	2 593,111	2 531,137
hcdp	2 168,194	2 070,571	2 583,109	2 519,273
cpj	-			
cpr	10,002	16,660	10,002	11,864

LE BILAN DES ENGAGEMENTS PLURIANNUELS

Les tableaux de suivi des autorisations de programme (AP) et des autorisations d'engagement (AE) confirment le montant des crédits de paiement restant à couvrir ou des crédits de paiement sur services votés à la fin d'un exercice budgétaire eu égard aux affectations et engagements pris par la Région (tableaux ventilés par année d'affectation ou par secteur).

La structuration des données en « mode LOLF » dans l'application de suivi budgétaire (soit par secteur, programme et action) rend possible une présentation de ces crédits complétant l'instruction budgétaire et comptable M71 pour s'attacher à leur présentation budgétaire sectorielle.

1. Le bilan des engagements pluriannuels par année de vote

1.1. En investissement

Le montant des restes à mandater sur AP affectées au 31 décembre de l'exercice est calculé par comptabilisation des différents mouvements de l'exercice 2018 sur le stock disponible d'affectations non couvertes par des crédits de paiement en début d'exercice 2018.

Le stock en début d'exercice 2018 est ainsi augmenté du total des affectations votées en 2018 ainsi que des demandes de prorogations du délai de validité des subventions régionales acceptées au cours de l'année.

Il est diminué des crédits de paiement mandatés sur l'exercice¹, des autorisations de programme clôturées à l'initiative des services opérationnels à l'issue du projet et de celles dont la caducité a été constatée en application des dispositions du règlement budgétaire et financier sous le régime duquel elles ont été votées².

Le même mécanisme est appliqué aux autorisations de programme engagées. L'écart entre les deux montants (« restes à mandater sur AP affectées au 31/12/2018 » et « restes à mandater sur AP affectées et engagées au 31/12/2018 ») correspond au disponible à l'engagement sur affectations (344,7 M€) et concerne essentiellement les dépenses directes pour lesquelles un délai est laissé pour l'engagement³.

Le montant des restes à mandater au 31/12/2018 s'élève à 5 145,40 M€ s'agissant des AP affectées, soit un ratio de couverture de 3,28 (3 ans et 3 mois) stable par rapport à celui constaté en 2017 (avec un ratio de couverture de 3,15 soit 3 ans et 2 mois).

Le niveau de restes à mandater sur AP affectées est en augmentation par rapport à 2017 de + 68,952 M€. Il convient de souligner que **le montant cumulé des « AP caduques en 2018 » et des « AP clôturées ou prorogées en 2018 » s'élève au total à - 242,45 M€ en 2018** contre - 348,83 M€ en 2017, -489,56 M€ en 2016 et -146,16 M€ en 2015. A noter que 108,89 M€ (contre 219,09 M€ en 2017, 389,83 M€ en 2016 et 39,42 M€ en 2015), soit près de 45 % des AP caduques et clôturées ou prorogées, concernent des millésimes antérieurs à 2010.

Cette diminution résulte en grande partie du travail de fiabilisation des restes à mandater engagé en 2016, 2017 et poursuivi en 2018 **sur l'ensemble des secteurs d'intervention régionale. Ainsi à titre d'exemple, 56 M€ d'AP affectées ont été apurés sur le secteur de l'enseignement secondaire, 34 M€ sur les secteurs des transports, 20 M€ sur le secteur sécurité, 12 M€ sur le secteur du développement économique et près de 8 M€ sur les secteurs ruralité et environnement.**

¹ Seuls les crédits de paiement sur AP sont pris en compte (comme en fonctionnement) ce qui explique le différentiel avec le total des dépenses réelles hors chapitres financiers présenté précédemment dans ce document.

² Les règles de caducité sont fixées dans la délibération du Conseil régional du 28 juin 1983 précisant la durée de validité des subventions d'investissement, le règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération CR 02-05 du 31 janvier 2005 et le règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogée par la délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016.

³ Pour les dépenses directes, la part des autorisations de programme et d'engagement affectée mais non engagée à la fin de la troisième année qui suit le 31 décembre de la date d'affectation est caduque et annulée.

Le stock des restes à mandater sur AP engagées s'élève à 4 800,68 M€ ; il est en diminution de - 7,16 M€ par rapport à 2017. Le ratio de couverture⁴ est de 3,06 (3 ans) similaire par rapport à celui constaté en 2017 (2,98 soit 3 ans).

Sur les autorisations de programme affectées

Années	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP affectées en 2018	AP caduques en 2018	AP clôturées ou prorogées en 2018	CP consommés en 2018	Restes à mandater sur AP affectées au 31/12/2018
1993-1999	57 185 277,55	-	-	-29 170 829,00	-	28 014 448,55
2000	25 653 263,48	-	-	-5 158 939,90	505 370,19	19 988 953,39
2001	26 426 123,31	-	-	-7 486 722,51	534 169,50	18 405 231,30
2002	29 812 134,08	-	-	-8 399 432,80	6 500 650,96	14 912 050,32
2003	35 547 496,08	-	-	-7 773 002,46	2 225 914,79	25 548 578,83
2004	46 551 495,68	-	-	-7 791 416,41	17 759 922,63	21 000 156,64
2005	35 287 053,65	-	-	-6 452 105,29	3 544 642,48	25 290 305,88
2006	70 423 809,31	-	-	-10 679 293,85	6 095 775,28	53 648 740,18
2007	63 127 132,05	-	-	-7 995 538,10	9 168 786,95	45 962 807,00
2008	110 237 514,89	-	-	-8 206 213,99	6 221 474,81	95 809 826,09
2009	58 307 084,22	-	-	-9 780 431,94	1 471 602,31	47 055 049,97
2010	64 838 131,27	-	-	-14 061 748,95	8 516 882,48	42 259 499,84
2011	147 611 195,03	-	-	-23 449 681,69	40 196 146,87	83 965 366,47
2012	201 380 135,69	-	-	-13 805 254,91	54 008 792,99	133 566 087,79
2013	242 817 136,09	-	-	-16 538 923,12	99 727 692,64	126 550 520,33
2014	518 984 732,80	-	-	-29 999 990,42	127 454 925,90	361 529 816,48
2015	786 247 639,72	-	-9 166 152,36	-22 338 320,76	228 994 878,02	525 748 288,58
2016	977 013 898,71	-	-	-2 578 731,05	293 374 304,76	681 060 862,90
2017	1 579 001 696,67	-	-	-1 118 913,86	400 354 031,73	1 177 528 751,08
2018	-	1 880 307 025,42	-489 211,86	-	262 258 468,28	1 617 559 345,28
Totaux	5 076 452 950,28	1 880 307 025,42	-9 655 364,22	-232 785 491,01	1 568 914 433,57	5 145 404 686,90

⁴ Le ratio de couverture exprime le délai nécessaire, à niveau de crédits de paiement constant et hors toute nouvelle affectation, pour apurer la dette née des engagements financiers antérieurs.

Sur les autorisations de programme engagées

Années	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP affectées et engagées en 2018	AP caduques en 2018	AP clôturées ou prorogées en 2018	CP consommés en 2018	Restes à mandater sur AP affectées et engagées au 31/12/2018
1993-1999	33 468 753,99	-	-	-29 170 829,00	-	4 297 924,99
2000	22 938 923,72	-	-	-5 336 556,52	505 370,19	17 096 997,01
2001	22 958 474,24	-	-	-7 486 722,51	534 169,50	14 937 582,23
2002	25 375 021,68	-	-	-8 399 432,80	6 500 650,96	10 474 937,92
2003	23 937 987,04	-	-	-8 331 886,60	2 225 914,79	13 380 185,65
2004	42 752 607,01	-	-	-8 224 096,87	17 759 922,63	16 768 587,51
2005	24 075 073,19	-	-	-6 565 121,72	3 544 642,48	13 965 308,99
2006	55 363 386,58	-	-	-11 029 268,78	6 095 775,28	38 238 342,52
2007	41 835 162,36	-	-	-8 012 182,69	9 168 786,95	24 654 192,72
2008	100 172 822,17	-	-	-8 217 220,52	6 221 474,81	85 734 126,84
2009	56 543 488,76	-	-240 945,61	-9 633 306,33	1 471 602,31	45 197 634,51
2010	64 461 595,89	260,90	-4 750 783,36	-8 957 017,95	8 516 882,48	42 237 173,00
2011	146 677 800,35	-	-5 276 541,66	-18 217 223,86	40 196 146,87	82 987 887,96
2012	201 397 530,76	-	-8 551 957,56	-5 087 847,59	54 008 792,99	133 748 932,62
2013	243 136 914,98	39 915,35	-8 900 385,14	-7 724 454,75	99 727 692,64	126 824 297,80
2014	519 091 322,81	2 250,00	-25 165 326,44	-4 799 538,70	127 454 925,90	361 673 781,77
2015	773 354 241,68	8 952 705,02	-18 865 384,68	-8 502 454,92	228 994 878,02	525 944 229,08
2016	955 107 579,88	7 258 928,66	-183 968,00	-983 448,22	293 374 304,76	667 824 787,56
2017	1 455 189 504,18	69 922 394,63	-	17 861 371,38	400 354 031,73	1 142 619 238,46
2018	-	1 697 644 142,09	-	-3 313 568,25	262 258 468,28	1 432 072 105,56
Totaux	4 807 838 191,27	1 783 820 596,65	-71 935 292,45	-150 130 807,20	1 568 914 433,57	4 800 678 254,70

1.2. En fonctionnement

Les mécanismes de calcul du bilan des engagements en fonctionnement sont identiques à ceux présentés ci-dessus. La situation des restes à mandater sur autorisations d'engagement (AE) doit cependant s'apprécier différemment de celle en investissement. Elle résulte en effet principalement de glissements d'exécution des engagements régionaux sur des exercices successifs plutôt que d'une véritable pluriannualité.

Le stock des restes à mandater sur AE engagées reste stable entre 2017 et 2018. Il s'élève à 756,73 M€ au 31 décembre 2018 contre 755,30 M€ en 2017 et correspond à un ratio de couverture de 0,38 (soit 5 mois) identique à celui constaté en 2017.

Il est de 797,05 M€ s'agissant des AE affectées (contre 786,17 M€ en 2017 et 819,92 M€ en 2016), soit un ratio de couverture de 0,40 (5 mois), identique par rapport à 2017 (0,38 soit 5 mois).

Il convient de souligner que **le montant cumulé des « AE caduques en 2018 » et des « AE clôturées ou prorogées en 2018 » s'élève au total à - 151,65 M€ en 2018**. A noter que 90,84 M€ (contre 3,04 M€ en 2017), soit près de 60 % des AE caduques et clôturées ou prorogées, concernent les millésimes antérieurs à 2013.

Le travail de **fiabilisation des restes à mandater** a été lancé également sur les autorisations d'engagement affectées et engagées en 2018 **sur l'ensemble des secteurs d'intervention régionale et notamment sur le secteur de la formation professionnelle sur lequel 94 M€ d'AE affectées ont été apurés**.

On constate une augmentation des autorisations d'engagement affectées en 2018 (+ 72,74 M€ par rapport à 2017) ainsi qu'une légère augmentation des restes à mandater de + 10,88 M€ et de + 2,24 M€⁵ M€ hors fonds européens. L'apurement des restes à mandater sur les AE affectées compense cette augmentation.

Sur les autorisations d'engagement affectées

Années	AE Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE affectées en 2018	AE caduques en 2018	AE clôturées ou prorogées en 2018	CP consommés en 2018	Restes à mandater sur AE affectées au 31/12/2018
2005	10 508 697,60	-	-	-843 810,98	-	9 664 886,62
2006	11 073 277,30	-	-	-8 855 745,14	-	2 217 532,16
2007	16 843 948,00	-	-	-15 592 404,02	-	1 251 543,98
2008	13 988 547,11	-	-	-13 370 532,30	-	618 014,81
2009	14 958 724,68	-	-	-14 345 882,56	-	612 842,12
2010	20 724 042,13	-	-	-13 470 521,98	-	7 253 520,15
2011	19 985 787,56	-	-	-12 063 080,11	-	7 922 707,45
2012	14 319 205,85	-	-	-10 082 770,17	22 453,96	4 213 981,72
2013	25 836 602,35	-	-	-2 213 031,96	7 636 416,85	15 987 153,54
2014	42 190 630,65	-	-	-8 011 498,89	12 906 121,97	21 273 009,79
2015	92 578 452,77	-	-1 656 800,87	-13 173 217,95	24 811 635,33	52 936 798,62
2016	200 384 654,64	-	-	-20 052 495,96	67 442 612,50	112 889 546,18
2017	302 773 038,82	-	-	-14 082 644,21	149 495 317,09	139 195 077,52
2018	-	2 137 630 513,10	-3 835 399,45	-	1 712 784 118,66	421 010 994,99
Totaux	786 165 609,46	2 137 630 513,10	-5 492 200,32	-146 157 636,23	1 975 098 676,36	797 047 609,65

⁵Données au périmètre de la nomenclature 2017.

Sur les autorisations d'engagement engagées

Années	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE affectées et engagées en 2018	AE caduques en 2018	AE clôturées ou prorogées en 2018	CP consommés en 2018	Restes à mandater sur AE affectées et engagées au 31/12/2018
2005	10 939 300,62	-	-	-1 274 414,00	-	9 664 886,62
2006	11 100 426,61	-	-	-8 882 894,45	-	2 217 532,16
2007	16 843 978,77	-	-	-16 698 032,34	-	145 946,43
2008	13 670 112,78	-	-	-13 397 982,10	-	272 130,68
2009	14 965 352,83	-	-	-14 356 966,31	-	608 386,52
2010	20 725 680,16	-	-	-13 500 550,98	-	7 225 129,18
2011	20 012 151,64	-	-96 790,82	-11 992 653,37	-	7 922 707,45
2012	14 320 776,17	-	-18 588,31	-10 065 752,18	22 453,96	4 213 981,72
2013	25 883 481,00	-	-1 877 420,48	-390 992,94	7 636 416,85	15 978 650,73
2014	42 190 093,23	-	-3 773 428,77	-4 131 813,92	12 906 121,97	21 378 728,57
2015	85 837 380,63	745 745,60	-2 838 537,01	-6 461 354,34	24 811 635,33	52 471 599,55
2016	196 243 583,49	1 342 105,47	-1 802 409,48	-18 388 148,80	67 442 612,50	109 952 518,18
2017	282 564 673,05	12 737 664,19	-361 976,00	-10 377 614,54	149 495 317,09	135 067 429,61
2018	-	2 068 583 080,65	-	33 815 166,88	1 712 784 118,66	389 614 128,87
Totaux	755 296 990,98	2 083 408 595,91	-10 769 150,87	-96 104 003,39	1 975 098 676,36	756 733 756,27

2. Le bilan des engagements pluriannuels par secteur⁶

2.1. En investissement

66,1 % des restes à mandater sur AP affectées (3 398,68 M€) s'attachent aux secteurs de l'enseignement secondaire, des transports (dont transports de marchandises) et mobilités, en augmentation par rapport à 2017 (64,3 %) et 2016 (62,1 %) bien que ces secteurs aient mobilisé en 2018 62,1 % des crédits de paiement mandatés (973,64 M€).

Le niveau des restes à mandater sur ces secteurs est en hausse de + 135,40 M€ entre 2017 et 2018 mais dans une moindre mesure compte tenu de l'apurement intervenu sur ces secteurs à hauteur de 112,96 M€ et l'augmentation des crédits de paiement consommés en 2018 sur le secteur des transports en hausse de + 40,32 M€ en 2018 par rapport à 2017 (470,03 M€). Cela s'explique notamment par les investissements qui se poursuivent avec + 51,76 M€ en 2018 par rapport à 2017 dont 23,06 M€ pour le secteur des transports et 28,71 M€ pour le secteur de l'enseignement secondaire.

Par ailleurs, le niveau des restes à mandater sur les autres secteurs (hors transports, mobilités et enseignement secondaire) continue de baisser de - 66,44 M€, avec 1 746,73 M€ contre 1 813,17 M€ en 2017 et 1 973,83 M€ en 2016. Plusieurs secteurs affichent des RAM en diminution sensible :

- le logement (-37,55 M€) ;
- la politique de la ville (-36,54 M€) ;
- le développement social et santé (-23,89 M€) ;
- développement économique, innovation et TIC (-20,33 M€) ;
- la sécurité (-17,68 M€).

L'examen des ratios de couverture conduit à distinguer deux catégories de secteurs.

- ❖ La première concerne la réalisation d'infrastructures lourdes :
 - sous la forme de subvention, principalement dans le domaine des transports et de la mobilité, pour lequel le délai moyen de couverture s'élève à 4,10 pour les transports en commun (soit 4 ans et 1 mois) et 3,97 pour le secteur de l'aménagement (soit 4 ans) ;
 - sous maîtrise d'ouvrage régionale, essentiellement sur le secteur des lycées où le ratio reste stable, passant de 2,18 en 2017 (2 ans et 2 mois) à 2,25 en 2017 (2 ans et 3 mois) du fait de l'augmentation des investissements de +28,71 M€ et d'une baisse des mandatement -22,85 M€ sur le secteur entre 2017 et 2018.
- ❖ La seconde porte sur le subventionnement où la complexité des partenariats induit des ratios de couverture variables d'un secteur d'intervention à l'autre.

⁶ Les montants ici présentés par secteurs au 01/01/2018 pour l'ensemble des états (AP affectées, AP engagées, AE affectées, AE engagées) prennent en compte les changements de périmètre opérés les années précédentes (notamment sur formation professionnelle, apprentissage et emploi ; développement économique, innovation et TIC ; recherche ; enseignement secondaire ; jusqu'en 2016 et sur aménagement ; environnement ; enseignement secondaire ; patrimoine et moyens généraux ; développement économique, innovation et TIC ; sports loisirs ; culture ; actions internationales ; formation professionnelle et apprentissage ; politique de la ville ; citoyenneté en 2017).

Restes à mandater sur autorisations de programme affectées par secteur

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP affectées en 2018	AP caduques en 2018	AP clôturées ou prorogées en 2018	CP consommés en 2018	Restes à mandater sur AP affectées	Ratio de couverture
Agriculture	2 963 623,99	8 649 999,24	-14 000,00	-30 772,38	7 597 700,00	3 971 150,85	0,52
Actions internationales	3 775 324,92	1 751 158,00	-	-1 482 802,14	945 157,62	3 098 723,16	3,28
Aménagement	231 332 701,48	75 242 130,89	-36 460,67	-18 937 734,25	57 859 123,92	229 741 513,53	3,97
Citoyenneté	150 000,00	300 000,00	-	-	7 150,00	442 850,00	61,94
Communication	20 988,70	244 000,00	-14 107,99	-11 418,00	235 742,60	3 718,11	0,02
Coopération interrégionale	-	-	-	-	-	-	-
Culture	77 048 918,31	39 402 861,32	-312 096,12	-2 919 735,39	29 575 706,32	83 644 241,80	2,83
Développement économique , innovation et TIC	271 814 952,61	87 355 265,96	-14 445,20	-22 654 566,10	85 012 173,26	251 489 034,01	2,96
Développement social et santé	68 155 849,58	16 998 899,42	-123 814,93	-9 743 914,40	31 018 245,59	44 268 774,08	1,43
Environnement et énergie	161 092 543,12	85 429 485,85	-99 801,28	-10 767 726,88	59 144 521,94	176 509 978,87	2,98
Enseignement secondaire	1 060 676 757,06	508 271 161,32	-8 693 576,76	-58 862 695,53	463 288 428,17	1 040 103 217,92	2,25
Enseignement supérieur	224 342 041,55	53 170 069,00	-373 023,00	-1 722 034,64	49 388 380,45	226 028 692,46	4,58
Formation professionnelle, apprentissage et emploi	87 462 205,52	31 169 461,95	-95 420,20	-1 338 420,38	20 225 019,99	96 972 806,90	4,79
Logement	253 280 651,98	73 297 232,57	-2 214,01	-11 640 493,50	99 205 840,33	215 709 336,71	2,17
Mobilités	418 709 470,86	110 846 742,88	-	-21 488 325,81	126 808 435,72	381 259 452,21	3,01
Patrimoine et Moyens généraux	15 232 800,78	21 940 600,00	-1 481 592,28	-157 030,70	7 795 232,13	27 739 545,67	3,56
Personnel et Ressources humaines	29 402,67	249 000,00	-8 585,20	-	217 998,44	51 819,03	0,24
Politique de la ville	64 033 503,79	1 993 457,21	-	-7 576 776,10	30 952 578,38	27 497 606,52	0,89
Recherche	110 493 712,73	28 824 167,49	-	-3 117 094,22	24 356 099,00	111 944 687,00	4,80
Ruralité	39 511 269,87	21 133 773,13	-25 597,67	-7 177 544,67	10 477 474,82	42 964 425,84	4,10
Sécurité	52 767 469,17	20 639 807,12	-41 510,17	-21 046 969,12	17 227 556,26	35 091 240,74	2,04
Systèmes d'information	5 506 643,40	8 260 000,00	-292 986,06	-2 351 183,95	7 263 202,42	3 859 270,97	0,53
Sports et Loisirs	73 238 020,15	49 677 499,25	-24 374,51	-2 494 809,07	44 717 507,33	75 678 828,49	1,69
Transports en commun	1 739 144 237,49	597 340 070,30	-1 758,17	-21 140 637,84	379 388 462,16	1 935 953 449,62	5,10
Transports de marchandise en site propre	44 751 447,73	5 535 541,77	-	-4 769 708,19	4 155 780,39	41 361 600,92	9,95
Tourisme	12 067 116,61	3 397 670,10	-	-1 254 778,57	1 987 081,06	12 222 927,08	6,15
Fonds européens	58 871 298,21	29 086 970,65	-	-98 519,18	10 063 855,27	77 795 894,41	7,73
TOTAL GENERAL	5 076 452 950,28	1 880 307 025,42	-9 655 364,22	-232 785 491,01	1 568 914 433,57	5 145 404 686,90	3,28

Restes à mandater sur autorisations de programme engagées par secteur

Libellés	AP Engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP engagées en 2018	AP caduques en 2018	AP clôturées ou prorogées en 2018	CP consommés en 2018	Restes à mandater sur AP engagées	Ratio de couverture
Agriculture	2 856 623,99	8 742 999,24	-30 714,23	-58,15	7 597 700,00	3 971 150,85	0,52
Actions internationales	3 775 325,02	1 751 158,00	-65 498,18	-1 417 104,06	945 157,62	3 098 723,16	3,28
Aménagement	223 740 996,02	75 242 130,89	-15 102 518,46	-3 800 727,42	57 859 123,92	222 220 757,11	3,84
Citoyenneté	150 000,00	300 000,00	-	-	7 150,00	442 850,00	61,94
Communication	20 988,70	229 892,01	-	-11 418,00	235 742,60	3 718,11	0,02
Coopération interrégionale	-	-	-	-	-	-	-
Culture	75 762 336,35	38 901 523,09	-3 236 832,08	325 551,90	29 575 706,32	82 176 872,94	2,78
Développement économique , innovation et TIC	264 067 113,27	88 981 145,96	-7 953 717,09	-12 143 551,40	85 012 173,26	247 938 817,48	2,92
Développement social et santé	68 107 371,13	16 998 899,42	-7 254 218,22	-2 491 627,02	31 018 245,59	44 342 179,72	1,43
Environnement et énergie	159 190 045,91	87 440 343,45	-5 662 631,66	-5 369 999,38	59 144 521,94	176 453 236,38	2,98
Enseignement secondaire	842 273 842,00	428 886 954,12	-1 367 356,57	-44 767 548,12	463 288 428,17	761 737 463,26	1,64
Enseignement supérieur	221 035 584,54	53 754 322,56	-1 181 000,00	-544 234,64	49 388 380,45	223 676 312,01	4,53
Formation professionnelle, apprentissage et emploi	87 267 292,28	31 169 461,95	-379 849,08	-980 745,81	20 225 019,99	96 951 339,35	4,79
Logement	253 456 489,34	73 297 232,57	-8 295 686,47	-3 406 440,24	99 205 840,33	215 845 754,87	2,18
Mobilités	415 880 781,64	110 846 742,88	-5 432 149,24	-15 799 012,71	126 808 435,72	378 667 926,85	2,99
Patrimoine et Moyens généraux	4 658 861,72	6 419 049,16	-	-998 046,47	7 795 232,13	2 284 632,28	0,29
Personnel et Ressources humaines	29 402,67	224 155,09	-	-1 030,13	217 998,44	34 529,19	0,16
Politique de la ville	64 044 265,78	1 993 457,21	-5 361 324,81	-1 986 289,32	30 952 578,38	27 757 530,48	0,90
Recherche	110 493 712,73	29 899 167,49	-310 774,14	-3 781 320,08	24 356 099,00	111 944 687,00	4,80
Ruralité	39 761 980,90	21 133 773,13	-1 488 662,96	-5 673 927,81	10 477 474,82	42 255 688,04	4,03
Sécurité	49 911 906,08	17 677 382,49	-1 194 158,00	-19 944 302,62	17 227 556,26	29 523 271,69	1,71
Systèmes d'information	5 213 657,34	8 437 164,24	-	-2 528 348,19	7 263 202,42	3 859 270,97	0,53
Sports et Loisirs	70 491 235,99	45 703 254,88	-2 364 341,83	-320 762,49	44 717 507,33	68 791 879,22	1,54
Transports en commun	1 730 600 713,47	597 470 204,30	-3 654 252,30	-19 126 861,55	379 388 462,16	1 925 901 341,76	5,08
Transports de marchandise en site propre	45 205 543,85	5 535 541,77	-529 226,20	-4 696 276,45	4 155 780,39	41 359 802,58	9,95
Tourisme	12 067 116,61	3 397 670,10	-1 070 580,93	-184 197,64	1 987 081,06	12 222 927,08	6,15
Fonds européens	58 795 005,64	29 086 970,65	-	-502 529,60	10 063 855,27	77 315 591,72	7,68
TOTAL GENERAL	4 807 838 191,27	1 783 820 596,65	-71 935 292,45	-150 130 807,20	1 568 914 433,57	4 800 678 254,70	3,06

2.2. En fonctionnement

Les restes à mandater sur AE engagées se concentrent à 79 % (598,41 M€) sur les secteurs de la formation professionnelle et de l'apprentissage (472,83 M€), de la culture (36,60 M€), de la recherche (35,15 M€), de l'enseignement secondaire (29,97 M€) et du développement économique, innovation et TIC (23,86 M€).

Tous ne présentent pas le même ratio de couverture sur les autorisations d'engagement affectées. Il est structurellement élevé sur des secteurs tels que la recherche (1,45 soit 1 an et 5 mois), en raison du caractère pluriannuel des projets soutenus (principalement des allocations doctorales de recherche).

Plus généralement et comme cela a déjà été dit précédemment, les ratios de couverture en fonctionnement traduisent davantage des glissements d'exécution des engagements régionaux sur des exercices consécutifs que la couverture de projets pluriannuels comme en investissement.

Le secteur de la formation professionnelle et de l'apprentissage présente des restes à mandater stables avec 472,83 M€ (contre 470,48 M€ en 2017) malgré un niveau d'engagement porté à 626,27 M€ contre 538,92 M€ en 2017 soit +88,35 M€ destinés notamment à financer le Pacte d'Investissement des Compétences et une baisse du niveau des mandatements de -65,97 M€ par rapport à 2017 (498,06 M€ contre 564,03 M€ en 2016). Cela s'explique par un important travail de fiabilisation des restes à mandater sur ce secteur qui conduit à apurer 94 M€ en 2018.

Restes à mandater sur autorisations d'engagement affectées par secteur

Libellés	AE Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE affectées en 2018	AE caduques en 2018	AE clôturées ou prorogées en 2018	CP consommés en 2018	Restes à mandater sur AE affectées	Ratio de couverture
Agriculture	7 441 198,82	7 570 475,03	-150 358,43	-323 451,19	4 835 011,55	9 702 852,68	2,01
Actions internationales	2 758 500,33	2 063 566,00	-15 430,65	-821 948,25	1 583 605,72	2 401 081,71	1,52
Aménagement	1 981 177,76	20 826 764,80	-189 125,62	-111 131,60	19 487 703,83	3 019 981,51	0,15
Citoyenneté	7 146 957,01	4 504 787,01	-21 194,10	-1 446 952,74	3 839 914,55	6 343 682,63	1,65
Communication	2 342 806,27	7 473 000,00	-350 285,26	-294 723,64	7 472 788,09	1 698 009,28	0,23
Culture	34 840 361,13	51 019 773,00	-189 442,70	-961 734,89	45 465 498,06	39 243 458,48	0,86
Développement économique , innovation et TIC	27 919 572,69	32 473 374,31	-187 181,68	-8 714 642,79	25 188 878,63	28 302 243,90	1,12
Développement social et santé	16 646 897,63	202 367 327,96	-246 039,23	-573 861,90	201 780 182,87	16 434 141,59	0,08
Environnement et énergie	11 048 435,09	19 827 475,54	-148 122,82	-1 686 326,98	21 542 965,57	7 498 495,26	0,35
Enseignement secondaire	52 164 586,93	265 286 557,36	-620 848,32	-1 042 349,53	265 287 695,11	50 500 251,33	0,19
Enseignement supérieur	5 833 426,33	10 636 677,00	-5 534,88	-436 933,60	7 621 313,01	8 106 321,84	1,02
Formation professionnelle, apprentissage et emploi	475 913 916,69	626 610 153,56	-675 815,70	-125 560 311,80	498 055 016,50	478 232 926,25	0,96
Logement	77 871,90	40 000,00	-	-13 680,00	48 632,35	55 559,55	1,14
Mobilités	325,86	-	-	-325,86	-	-	-
Patrimoine et Moyens généraux	3 489 124,80	41 000 099,00	-1 223 893,98	-363 061,33	37 922 096,56	4 980 201,73	0,13
Personnel et Ressources humaines	1 077 406,30	4 442 000,00	-889 119,42	-364 583,76	2 782 328,29	1 483 374,83	0,53
Politique de la ville	-	-	-	-	-	-	-
Recherche	42 772 821,00	18 724 036,70	-8 497,24	-2 218 309,13	24 213 317,33	35 056 734,00	1,45
Ruralité	2 442 693,91	5 111 424,43	-	-160 823,51	4 743 108,59	2 650 186,24	0,56
Sécurité	1 331 524,79	468 187,00	-	-174 824,89	679 723,76	945 163,14	1,39
Systèmes d'information	2 873 387,12	8 750 000,00	-	-645 396,90	7 426 904,68	3 551 085,54	0,48
Sports et Loisirs	7 874 827,18	10 667 188,52	-48 686,28	-290 534,83	7 591 583,70	10 611 010,89	1,40
Transports en commun	10 313 070,66	760 689 872,00	-49 520,00	-1 886 922,56	759 292 846,06	9 773 654,04	0,01
Tourisme	769 063,08	15 609 999,20	-22 840,56	-39 224,23	15 610 000,00	706 997,49	0,05
Fonds européens	67 105 856,38	21 467 774,68	-450 293,45	-25 580,32	12 347 561,55	75 750 195,74	6,13
TOTAL GENERAL	786 165 609,46	2 137 630 513,10	-5 492 200,32	-146 157 636,23	1 975 098 676,36	797 047 609,65	0,40

Restes à mandater sur autorisations d'engagement engagées par secteur

Libellés	AE Engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE engagées en 2018	AE caduques en 2018	AE clôturées ou prorogées en 2018	CP consommés en 2018	Restes à mandater sur AE engagées	Ratio de couverture
Agriculture	6 653 241,79	7 402 397,03	-191 010,42	-109 329,10	4 835 011,55	8 920 287,75	1,84
Actions internationales	2 764 033,74	1 885 876,15	-282 492,43	-556 096,23	1 583 605,72	2 227 715,51	1,41
Aménagement	1 163 521,09	20 714 283,15	-11 865,83	-640 113,84	19 487 703,83	1 738 120,74	0,09
Citoyenneté	7 026 107,23	4 521 505,21	-1 217 251,49	-207 367,87	3 839 914,55	6 283 078,53	1,64
Communication	2 360 046,17	7 302 788,95	-	-481 074,77	7 472 788,09	1 708 972,28	0,23
Culture	32 186 853,06	50 840 075,29	-640 204,68	-322 633,14	45 465 498,06	36 598 592,47	0,80
Développement économique , innovation et TIC	28 759 232,19	30 131 909,22	-1 249 123,47	-8 598 133,31	25 188 878,63	23 855 008,00	0,95
Développement social et santé	16 062 395,12	202 283 852,16	-301 999,75	-262 911,54	201 780 182,87	16 021 153,12	0,08
Environnement et énergie	10 527 095,76	19 480 301,08	-570 756,64	-1 182 402,52	21 542 965,57	6 691 272,11	0,31
Enseignement secondaire	35 877 389,54	223 648 584,89	-238 849,66	35 973 777,64	265 287 695,11	29 973 207,30	0,11
Enseignement supérieur	5 775 526,33	10 623 002,12	-144 679,00	-261 718,82	7 621 313,01	8 070 817,62	1,02
Formation professionnelle, apprentissage et emploi	470 475 040,16	626 274 905,81	-4 641 650,85	-121 227 469,22	498 055 016,50	472 825 809,40	0,95
Logement	77 871,90	40 000,00	-13 680,00	-	48 632,35	55 559,55	1,14
Mobilités	325,86	-	-	-325,86	-	-	-
Patrimoine et Moyens généraux	3 449 898,67	33 968 030,83	-	5 467 740,08	37 622 096,56	4 963 573,02	0,13
Personnel et Ressources humaines	1 052 780,70	3 625 617,18	-	-456 435,16	2 782 328,29	1 439 634,43	0,52
Politique de la ville	-	-	-	-	-	-	-
Recherche	42 822 646,82	18 715 777,44	-951 471,25	-1 224 919,74	24 213 317,33	35 148 715,94	1,45
Ruralité	2 445 525,52	5 111 424,43	-27 000,00	-136 655,12	4 743 108,59	2 650 186,24	0,56
Sécurité	1 331 524,79	468 187,00	-131 435,20	-43 389,69	679 723,76	945 163,14	1,39
Systèmes d'information	2 873 387,12	8 770 633,14	-	-766 030,04	7 426 904,68	3 451 085,54	0,46
Sports et Loisirs	6 325 247,57	10 158 915,60	-43 315,49	-277 779,79	7 591 583,70	8 571 484,19	1,13
Transports en commun	9 721 085,02	760 838 328,80	-98 490,10	-1 791 495,67	759 292 846,06	9 376 581,99	0,01
Tourisme	748 463,08	15 604 719,20	-	-39 224,23	15 610 000,00	703 958,05	0,05
Fonds européens	66 817 751,75	21 017 481,23	-13 874,61	-960 015,45	12 347 561,55	74 513 781,37	6,03
TOTAL GENERAL	755 296 990,98	2 083 408 595,91	-10 769 150,87	-96 104 003,39	1 975 098 676,36	756 733 756,27	0,38

Situation des restes à mandater sur les autorisations de programme de l'exercice 1993

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP affectées en 2018	AP caduques en 2018	AP clôturées ou prorogées en 2018	CP consommés en 2018	Restes à mandater sur AP affectées
AM - Aménagement	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	-	-	-	-	-	-
902 - Enseignement	-	-	-	-	-	-
222 - Lycées publics	-	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	-	-	-	-	-	-
SL - Sports et Loisirs	-	-	-	-	-	-
903 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-
32 - Sports	-	-	-	-	-	-
TC - Transports en commun	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	-	-	-	-	-	-
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	-	-	-	-	-	-
Total général	-	-	-	-	-	-

Situation des restes à mandater sur les autorisations de programme de l'exercice 1994

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP affectées en 2018	AP caduques en 2018	AP clôturées ou prorogées en 2018	CP consommés en 2018	Restes à mandater sur AP affectées
ESE - Enseignement secondaire	1 131 770,31	-	-	-1 131 770,31	-	-
902 - Enseignement	1 131 770,31	-	-	-1 131 770,31	-	-
222 - Lycées publics	1 131 770,31	-	-	-1 131 770,31	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	-	-	-	-	-	-
RUR - Ruralité	3 062,54	-	-	-1 293,07	-	1 769,47
907 - Environnement	3 062,54	-	-	-1 293,07	-	1 769,47
76 - Patrimoine naturel	3 062,54	-	-	-1 293,07	-	1 769,47
SL - Sports et Loisirs	-	-	-	-	-	-
903 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-
33 - Loisirs	-	-	-	-	-	-
TC - Transports en commun	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	-	-	-	-	-	-
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	-	-	-	-	-	-
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	-	-	-	-	-	-
Total général	1 134 832,85	-	-	-1 133 063,38	-	1 769,47

Situation des restes à mandater sur les autorisations de programme de l'exercice 1995

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP affectées en 2018	AP caduques en 2018	AP clôturées ou prorogées en 2018	CP consommés en 2018	Restes à mandater sur AP affectées
AM - Aménagement	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	4 269 552,19	-	-	-3 864 021,42	-	405 530,77
902 - Enseignement	4 269 552,19	-	-	-3 864 021,42	-	405 530,77
222 - Lycées publics	3 870 251,64	-	-	-3 464 720,87	-	405 530,77
224 - Participation à des cités mixtes	399 300,55	-	-	-399 300,55	-	-
RUR - Ruralité	1 175,15	-	-	-1 175,15	-	-
905 - Aménagement des territoires	1 175,15	-	-	-1 175,15	-	-
53 - Espace rural et autres espaces de développement	1 175,15	-	-	-1 175,15	-	-
Total général	4 270 727,34	-	-	-3 865 196,57	-	405 530,77

Situation des restes à mandater sur les autorisations de programme de l'exercice 1996

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP affectées en 2018	AP caduques en 2018	AP clôturées ou prorogées en 2018	CP consommés en 2018	Restes à mandater sur AP affectées
AM - Aménagement	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	-	-	-	-	-	-
EAE - Environnement et énergie	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	-	-	-	-	-	-
74 - Politique de l'eau	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	6 454 838,50	-	-	-5 596 093,18	-	858 745,32
902 - Enseignement	6 454 838,50	-	-	-5 596 093,18	-	858 745,32
222 - Lycées publics	6 173 051,74	-	-	-5 314 306,42	-	858 745,32
224 - Participation à des cités mixtes	281 786,76	-	-	-281 786,76	-	-
ESU - Enseignement supérieur	-	-	-	-	-	-
902 - Enseignement	-	-	-	-	-	-
23 - Enseignement supérieur	-	-	-	-	-	-
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	-	-	-	-	-	-
901 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-
MO - Mobilités	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	-	-	-	-	-	-
818 - Autres transports en commun	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-
RUR - Ruralité	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
53 - Espace rural et autres espaces de développement	-	-	-	-	-	-
SL - Sports et Loisirs	-	-	-	-	-	-
903 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-
33 - Loisirs	-	-	-	-	-	-
TC - Transports en commun	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	-	-	-	-	-	-
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	-	-	-	-	-	-
Total général	6 454 838,50	-	-	-5 596 093,18	-	858 745,32

Situation des restes à mandater sur les autorisations de programme de l'exercice 1997

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP affectées en 2018	AP caduques en 2018	AP clôturées ou prorogées en 2018	CP consommés en 2018	Restes à mandater sur AP affectées
AM - Aménagement	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	-	-	-	-	-	-
CU - Culture	-	-	-	-	-	-
903 - Culture, Sports et Loisirs	-	-	-	-	-	-
311 - Enseignement Artistique	-	-	-	-	-	-
312 - Activités culturelles et artistiques	-	-	-	-	-	-
DSS - Développement social et santé	-	-	-	-	-	-
904 - Santé et action sociale	-	-	-	-	-	-
42 - Action sociale	-	-	-	-	-	-
EAE - Environnement et énergie	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	-	-	-	-	-	-
74 - Politique de l'eau	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	348 643,97	-	-	-324 868,82	-	23 775,15
902 - Enseignement	348 643,97	-	-	-324 868,82	-	23 775,15
222 - Lycées publics	23 775,15	-	-	-	-	23 775,15
223 - Lycées privés	-	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	324 868,82	-	-	-324 868,82	-	-
ESU - Enseignement supérieur	-	-	-	-	-	-
902 - Enseignement	-	-	-	-	-	-
23 - Enseignement supérieur	-	-	-	-	-	-
MO - Mobilités	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	-	-	-	-	-	-
818 - Autres transports en commun	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-
92 - Recherche et innovation	-	-	-	-	-	-
RUR - Ruralité	7 318,49	-	-	-4 611,60	-	2 706,89
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
53 - Espace rural et autres espaces de développement	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	7 318,49	-	-	-4 611,60	-	2 706,89
76 - Patrimoine naturel	7 318,49	-	-	-4 611,60	-	2 706,89
SL - Sports et Loisirs	60 678,68	-	-	-	-	60 678,68
903 - Culture, sports et loisirs	60 678,68	-	-	-	-	60 678,68
33 - Loisirs	60 678,68	-	-	-	-	60 678,68
TC - Transports en commun	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	-	-	-	-	-	-
810 - Services communs	-	-	-	-	-	-
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	-	-	-	-	-	-
Total général	416 641,14	-	-	-329 480,42	-	87 160,72

Situation des restes à mandater sur les autorisations de programme de l'exercice 1998

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP affectées en 2018	AP caduques en 2018	AP clôturées ou prorogées en 2018	CP consommés en 2018	Restes à mandater sur AP affectées
AM - Aménagement	9 271,20	-	-	-	-	9 271,20
905 - Aménagement des territoires	9 271,20	-	-	-	-	9 271,20
52 - Agglomérations et villes moyennes	9 271,20	-	-	-	-	9 271,20
CU - Culture	-	-	-	-	-	-
903 - Culture, Sports et Loisirs	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	-	-	-	-	-	-
DSS - Développement social et santé	-	-	-	-	-	-
904 - Santé et action sociale	-	-	-	-	-	-
42 - Action sociale	-	-	-	-	-	-
EAE - Environnement et énergie	5 013,35	-	-	-5 013,35	-	-
907 - Environnement	5 013,35	-	-	-5 013,35	-	-
71 - Actions transversales	5 013,35	-	-	-5 013,35	-	-
72 - Actions en matière de déchets	-	-	-	-	-	-
74 - Politique de l'eau	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	13 018 505,96	-	-	-11 169 754,84	-	1 848 751,12
902 - Enseignement	13 018 505,96	-	-	-11 169 754,84	-	1 848 751,12
222 - Lycées publics	12 682 237,54	-	-	-10 833 486,42	-	1 848 751,12
223 - Lycées privés	-	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	336 268,42	-	-	-336 268,42	-	-
28 - Autres services périscolaires et annexes	-	-	-	-	-	-
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	-	-	-	-	-	-
901 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-
12 - Apprentissage	-	-	-	-	-	-
LO - Logement	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	-	-	-	-	-	-
MO - Mobilités	1 564 187,58	-	-	-579 724,08	-	984 463,50
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	1 564 187,58	-	-	-579 724,08	-	984 463,50
818 - Autres transports en commun	1 564 187,58	-	-	-579 724,08	-	984 463,50
825 - Sécurité routière	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-
92 - Recherche et innovation	-	-	-	-	-	-
RUR - Ruralité	81 972,55	-	-	-74 310,30	-	7 662,25
905 - Aménagement des territoires	68 126,24	-	-	-68 126,24	-	-
53 - Espace rural et autres espaces de développement	68 126,24	-	-	-68 126,24	-	-
907 - Environnement	13 846,31	-	-	-6 184,06	-	7 662,25
76 - Patrimoine naturel	13 846,31	-	-	-6 184,06	-	7 662,25
SE - Sécurité	697 609,06	-	-	-697 609,06	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	697 609,06	-	-	-697 609,06	-	-
87 - Sécurité	697 609,06	-	-	-697 609,06	-	-

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP affectées en 2018	AP caduques en 2018	AP clôturées ou prorogées en 2018	CP consommés en 2018	Restes à mandater sur AP affectées
SL - Sports et Loisirs	-	-	-	-	-	-
903 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-
33 - Loisirs	-	-	-	-	-	-
TC - Transports en commun	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	-	-	-	-	-	-
810 - Services communs	-	-	-	-	-	-
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	-	-	-	-	-	-
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	-	-	-	-	-	-
TMSP - Transports de marchandise en site propre	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	-	-	-	-	-	-
883 - Transports fluviaux	-	-	-	-	-	-
Total général	15 376 559,70	-	-	-12 526 411,63	-	2 850 148,07

Situation des restes à mandater sur les autorisations de programme de l'exercice 1999

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP affectées en 2018	AP caduques en 2018	AP clôturées ou prorogées en 2018	CP consommés en 2018	Restes à mandater sur AP affectées
AM - Aménagement	137 970,73	-	-	-	-	137 970,73
905 - Aménagement des territoires	137 970,73	-	-	-	-	137 970,73
52 - Agglomérations et villes moyennes	137 970,73	-	-	-	-	137 970,73
CU - Culture	-	-	-	-	-	-
903 - Culture, Sports et Loisirs	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	-	-	-	-	-	-
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	-	-	-
DSS - Développement social et santé	-	-	-	-	-	-
904 - Santé et action sociale	-	-	-	-	-	-
42 - Action sociale	-	-	-	-	-	-
EAE - Environnement et énergie	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	-	-	-	-	-	-
72 - Actions en matière de déchets	-	-	-	-	-	-
74 - Politique de l'eau	-	-	-	-	-	-
909 - Développement économique	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	27 500 774,63	-	-	-4 469 414,86	-	23 031 359,77
902 - Enseignement	27 500 774,63	-	-	-4 469 414,86	-	23 031 359,77
222 - Lycées publics	26 985 801,86	-	-	-3 954 442,09	-	23 031 359,77
223 - Lycées privés	-	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	514 972,77	-	-	-514 972,77	-	-
ESU - Enseignement supérieur	-	-	-	-	-	-
902 - Enseignement	-	-	-	-	-	-
23 - Enseignement supérieur	-	-	-	-	-	-
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	-	-	-	-	-	-
901 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-
10 - Services communs	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-
12 - Apprentissage	-	-	-	-	-	-
LO - Logement	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	-	-	-	-	-	-
MO - Mobilités	378 832,30	-	-	-	-	378 832,30
907 - Environnement	-	-	-	-	-	-
77 - Environnement des infrastructures de transport	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	378 832,30	-	-	-	-	378 832,30
818 - Autres transports en commun	378 832,30	-	-	-	-	378 832,30
821 - Voirie nationale	-	-	-	-	-	-
823 - Voirie départementale	-	-	-	-	-	-
825 - Sécurité routière	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	-	-	-	-	-	-

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP affectées en 2018	AP caduques en 2018	AP clôturées ou prorogées en 2018	CP consommés en 2018	Restes à mandater sur AP affectées
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-
92 - Recherche et innovation	-	-	-	-	-	-
RUR - Ruralité	9 444,23	-	-	-7 838,72	-	1 605,51
905 - Aménagement des territoires	9 444,23	-	-	-7 838,72	-	1 605,51
53 - Espace rural et autres espaces de développement	9 444,23	-	-	-7 838,72	-	1 605,51
907 - Environnement	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	-	-	-
SE - Sécurité	1 502 838,81	-	-	-1 243 330,24	-	259 508,57
902 - Enseignement	259 508,57	-	-	-	-	259 508,57
27 - Sécurité	259 508,57	-	-	-	-	259 508,57
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	1 243 330,24	-	-	-1 243 330,24	-	-
87 - Sécurité	1 243 330,24	-	-	-1 243 330,24	-	-
SL - Sports et Loisirs	1 817,32	-	-	-	-	1 817,32
903 - Culture, sports et loisirs	1 817,32	-	-	-	-	1 817,32
32 - Sports	-	-	-	-	-	-
33 - Loisirs	1 817,32	-	-	-	-	1 817,32
TC - Transports en commun	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	-	-	-	-	-	-
810 - Services communs	-	-	-	-	-	-
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	-	-	-	-	-	-
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	-	-	-	-	-	-
TMSP - Transports de marchandise en site propre	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	-	-	-	-	-	-
883 - Transports fluviaux	-	-	-	-	-	-
Total général	29 531 678,02	-	-	-5 720 583,82	-	23 811 094,20

Situation des restes à mandater sur les autorisations de programme de l'exercice 2000

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP affectées en 2018	AP caduques en 2018	AP clôturées ou prorogées en 2018	CP consommés en 2018	Restes à mandater sur AP affectées
AM - Aménagement	1 550 195,70	-	-	-	-	1 550 195,70
905 - Aménagement des territoires	1 550 195,70	-	-	-	-	1 550 195,70
52 - Agglomérations et villes moyennes	1 550 195,70	-	-	-	-	1 550 195,70
53 - Espace rural et autres espaces de développement	-	-	-	-	-	-
COO - Coopération interrégionale	-	-	-	-	-	-
900 - Services Généraux	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-
CU - Culture	-	-	-	-	-	-
903 - Culture, Sports et Loisirs	-	-	-	-	-	-
312 - Activités culturelles et artistiques	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	-	-	-	-	-	-
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	-	-	-
92 - Recherche et innovation	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	-	-	-	-	-	-
DSS - Développement social et santé	-	-	-	-	-	-
904 - Santé et action sociale	-	-	-	-	-	-
41 - Santé	-	-	-	-	-	-
42 - Action sociale	-	-	-	-	-	-
EAE - Environnement et énergie	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	-	-	-	-	-	-
72 - Actions en matière de déchets	-	-	-	-	-	-
73 - Politique de l'air	-	-	-	-	-	-
74 - Politique de l'eau	-	-	-	-	-	-
909 - Développement économique	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	9 431 169,05	-	-	-4 200 175,83	50 765,52	5 180 227,70
902 - Enseignement	9 431 169,05	-	-	-4 200 175,83	50 765,52	5 180 227,70
222 - Lycées publics	9 017 300,46	-	-	-3 837 072,76	-	5 180 227,70
223 - Lycées privés	-	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	413 868,59	-	-	-363 103,07	50 765,52	0,00
28 - Autres services périscolaires et annexes	-	-	-	-	-	-
ESU - Enseignement supérieur	11 214 118,47	-	-	-	8 704,80	11 205 413,67
902 - Enseignement	11 214 118,47	-	-	-	8 704,80	11 205 413,67
23 - Enseignement supérieur	11 214 118,47	-	-	-	8 704,80	11 205 413,67
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	-	-	-	-	-	-
901 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-
12 - Apprentissage	-	-	-	-	-	-
LO - Logement	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	-	-	-	-	-	-
MO - Mobilités	445 191,82	-	-	-	-	445 191,82
907 - Environnement	-	-	-	-	-	-
77 - Environnement des infrastructures de transport	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	-	-	-	-	-	-

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP affectées en 2018	AP caduques en 2018	AP clôturées ou prorogées en 2018	CP consommés en 2018	Restes à mandater sur AP affectées
908 - Transports	445 191,82	-	-	-	-	445 191,82
818 - Autres transports en commun	445 191,82	-	-	-	-	445 191,82
821 - Voirie nationale	-	-	-	-	-	-
823 - Voirie départementale	-	-	-	-	-	-
825 - Sécurité routière	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-
92 - Recherche et innovation	-	-	-	-	-	-
RUR - Ruralité	118 155,39	-	-	-111 653,42	-	6 501,97
905 - Aménagement des territoires	92 772,77	-	-	-90 692,89	-	2 079,88
53 - Espace rural et autres espaces de développement	92 772,77	-	-	-90 692,89	-	2 079,88
907 - Environnement	25 382,62	-	-	-20 960,53	-	4 422,09
76 - Patrimoine naturel	25 382,62	-	-	-20 960,53	-	4 422,09
SE - Sécurité	629 922,61	-	-	-260 687,82	-	369 234,79
902 - Enseignement	369 234,79	-	-	-	-	369 234,79
27 - Sécurité	369 234,79	-	-	-	-	369 234,79
903 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-
37 - Sécurité	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	260 687,82	-	-	-260 687,82	-	-
87 - Sécurité	260 687,82	-	-	-260 687,82	-	-
SI - Systèmes d'Information	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	-	-	-	-	-	-
SL - Sports et Loisirs	-	-	-	-	-	-
903 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-
32 - Sports	-	-	-	-	-	-
33 - Loisirs	-	-	-	-	-	-
TC - Transports en commun	2 264 510,44	-	-	-586 422,83	445 899,87	1 232 187,74
908 - Transports	2 264 510,44	-	-	-586 422,83	445 899,87	1 232 187,74
810 - Services communs	884 204,31	-	-	-	445 899,87	438 304,44
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	-	-	-	-	-	-
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	1 380 306,13	-	-	-586 422,83	-	793 883,30
TMSP - Transports de marchandise en site propre	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	-	-	-	-	-	-
883 - Transports fluviaux	-	-	-	-	-	-
884 - Transports ferroviaires de marchandises	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	-	-	-	-	-	-
Total général	25 653 263,48	-	-	-5 158 939,90	505 370,19	19 988 953,39

Situation des restes à mandater sur les autorisations de programme de l'exercice 2001

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP affectées en 2018	AP caduques en 2018	AP clôturées ou prorogées en 2018	CP consommés en 2018	Restes à mandater sur AP affectées
AM - Aménagement	2 802 811,16	-	-	-	-	2 802 811,16
905 - Aménagement des territoires	2 802 811,16	-	-	-	-	2 802 811,16
52 - Agglomérations et villes moyennes	2 802 811,16	-	-	-	-	2 802 811,16
53 - Espace rural et autres espaces de développement	-	-	-	-	-	-
COO - Coopération interrégionale	-	-	-	-	-	-
900 - Services Généraux	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-
CU - Culture	-	-	-	-	-	-
903 - Culture, Sports et Loisirs	-	-	-	-	-	-
312 - Activités culturelles et artistiques	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	-	-	-	-	-	-
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	-	-	-	-	-	-
DSS - Développement social et santé	-	-	-	-	-	-
904 - Santé et action sociale	-	-	-	-	-	-
42 - Action sociale	-	-	-	-	-	-
EAE - Environnement et énergie	3 190,94	-	-	-3 190,94	-	-
907 - Environnement	3 190,94	-	-	-3 190,94	-	-
71 - Actions transversales	3 190,94	-	-	-3 190,94	-	-
72 - Actions en matière de déchets	-	-	-	-	-	-
73 - Politique de l'air	-	-	-	-	-	-
74 - Politique de l'eau	-	-	-	-	-	-
75 - Politique de l'énergie	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	-	-	-
909 - Développement économique	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	9 258 913,72	-	-	-4 703 359,29	17 989,00	4 537 565,43
902 - Enseignement	9 258 913,72	-	-	-4 703 359,29	17 989,00	4 537 565,43
222 - Lycées publics	7 727 865,03	-	-	-4 394 970,19	-	3 332 894,84
223 - Lycées privés	-	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	1 531 048,69	-	-	-308 389,10	17 989,00	1 204 670,59
28 - Autres services périscolaires et annexes	-	-	-	-	-	-
ESU - Enseignement supérieur	2 613 693,80	-	-	-	98 320,63	2 515 373,17
902 - Enseignement	2 613 693,80	-	-	-	98 320,63	2 515 373,17
23 - Enseignement supérieur	2 613 693,80	-	-	-	98 320,63	2 515 373,17
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	-	-	-	-	-	-
901 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-
12 - Apprentissage	-	-	-	-	-	-
LO - Logement	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	-	-	-	-	-	-
MO - Mobilités	1 271 507,67	-	-	-900 072,94	-	371 434,73
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	-	-	-	-	-	-

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP affectées en 2018	AP caduques en 2018	AP clôturées ou prorogées en 2018	CP consommés en 2018	Restes à mandater sur AP affectées
907 - Environnement	-	-	-	-	-	-
77 - Environnement des infrastructures de transport	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	1 271 507,67	-	-	-900 072,94	-	371 434,73
818 - Autres transports en commun	1 271 507,67	-	-	-900 072,94	-	371 434,73
821 - Voirie nationale	-	-	-	-	-	-
823 - Voirie départementale	-	-	-	-	-	-
825 - Sécurité routière	-	-	-	-	-	-
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-
92 - Recherche et innovation	-	-	-	-	-	-
RUR - Ruralité	868 814,05	-	-	-868 814,05	-	-
905 - Aménagement des territoires	847 586,14	-	-	-847 586,14	-	-
53 - Espace rural et autres espaces de développement	847 586,14	-	-	-847 586,14	-	-
907 - Environnement	21 227,91	-	-	-21 227,91	-	-
76 - Patrimoine naturel	21 227,91	-	-	-21 227,91	-	-
SE - Sécurité	681 786,85	-	-	-457 083,92	-	224 702,93
902 - Enseignement	84 584,35	-	-	-	-	84 584,35
27 - Sécurité	84 584,35	-	-	-	-	84 584,35
903 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-
37 - Sécurité	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	597 202,50	-	-	-457 083,92	-	140 118,58
87 - Sécurité	597 202,50	-	-	-457 083,92	-	140 118,58
SI - Systèmes d'Information	1 196,00	-	-	-1 196,00	-	-
900 - Services généraux	1 196,00	-	-	-1 196,00	-	-
0202 - Autres moyens généraux	1 196,00	-	-	-1 196,00	-	-
SL - Sports et Loisirs	3 343,88	-	-	-	-	3 343,88
903 - Culture, sports et loisirs	3 343,88	-	-	-	-	3 343,88
33 - Loisirs	3 343,88	-	-	-	-	3 343,88
TC - Transports en commun	8 920 865,24	-	-	-553 005,37	417 859,87	7 950 000,00
908 - Transports	8 920 865,24	-	-	-553 005,37	417 859,87	7 950 000,00
810 - Services communs	417 859,87	-	-	-	417 859,87	-
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	8 503 005,37	-	-	-553 005,37	-	7 950 000,00
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	-	-	-	-	-	-
TMSP - Transports de marchandise en site propre	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	-	-	-	-	-	-
883 - Transports fluviaux	-	-	-	-	-	-
884 - Transports ferroviaires de marchandises	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	-	-	-	-	-	-
Total général	26 426 123,31	-	-	-7 486 722,51	534 169,50	18 405 231,30

Situation des restes à mandater sur les autorisations de programme de l'exercice 2002

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP affectées en 2018	AP caduques en 2018	AP clôturées ou prorogées en 2018	CP consommés en 2018	Restes à mandater sur AP affectées
AIE - Actions internationales	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-
044 - Aide publique au développement	-	-	-	-	-	-
AM - Aménagement	854 691,54	-	-	-	-	854 691,54
905 - Aménagement des territoires	854 691,54	-	-	-	-	854 691,54
52 - Agglomérations et villes moyennes	838 991,64	-	-	-	-	838 991,64
53 - Espace rural et autres espaces de développement	15 699,90	-	-	-	-	15 699,90
COO - Coopération interrégionale	-	-	-	-	-	-
900 - Services Généraux	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-
CU - Culture	-	-	-	-	-	-
903 - Culture, Sports et Loisirs	-	-	-	-	-	-
311 - Enseignement Artistique	-	-	-	-	-	-
312 - Activités culturelles et artistiques	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	-	-	-	-	-	-
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	-	-	-	-	-	-
DSS - Développement social et santé	-	-	-	-	-	-
904 - Santé et action sociale	-	-	-	-	-	-
41 - Santé	-	-	-	-	-	-
42 - Action sociale	-	-	-	-	-	-
EAE - Environnement et énergie	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	-	-	-	-	-	-
72 - Actions en matière de déchets	-	-	-	-	-	-
73 - Politique de l'air	-	-	-	-	-	-
74 - Politique de l'eau	-	-	-	-	-	-
75 - Politique de l'énergie	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	-	-	-	-	-	-
909 - Développement économique	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	13 877 304,26	-	-	-3 875 991,07	-	10 001 313,19
902 - Enseignement	13 877 304,26	-	-	-3 875 991,07	-	10 001 313,19
222 - Lycées publics	13 499 563,78	-	-	-3 500 350,59	-	9 999 213,19
223 - Lycées privés	-	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	377 740,48	-	-	-375 640,48	-	2 100,00
28 - Autres services périscolaires et annexes	-	-	-	-	-	-
ESU - Enseignement supérieur	20 157,18	-	-	-	-	20 157,18
902 - Enseignement	20 157,18	-	-	-	-	20 157,18
23 - Enseignement supérieur	20 157,18	-	-	-	-	20 157,18
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	-	-	-	-	-	-
901 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-
12 - Apprentissage	-	-	-	-	-	-
LO - Logement	-	-	-	-	-	-

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP affectées en 2018	AP caduques en 2018	AP clôturées ou prorogées en 2018	CP consommés en 2018	Restes à mandater sur AP affectées
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	-	-	-	-	-	-
MO - Mobilités	1 119 906,75	-	-	-	-	1 119 906,75
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	-	-	-	-	-	-
77 - Environnement des infrastructures de transport	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	1 119 906,75	-	-	-	-	1 119 906,75
818 - Autres transports en commun	1 119 906,75	-	-	-	-	1 119 906,75
821 - Voirie nationale	-	-	-	-	-	-
823 - Voirie départementale	-	-	-	-	-	-
825 - Sécurité routière	-	-	-	-	-	-
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-
92 - Recherche et innovation	-	-	-	-	-	-
RUR - Ruralité	410 342,88	-	-	-263 475,99	-	146 866,89
905 - Aménagement des territoires	396 953,26	-	-	-252 155,87	-	144 797,39
53 - Espace rural et autres espaces de développement	396 953,26	-	-	-252 155,87	-	144 797,39
907 - Environnement	13 389,62	-	-	-11 320,12	-	2 069,50
76 - Patrimoine naturel	13 389,62	-	-	-11 320,12	-	2 069,50
SE - Sécurité	4 401 790,65	-	-	-3 682 207,01	-	719 583,64
902 - Enseignement	719 583,64	-	-	-	-	719 583,64
27 - Sécurité	719 583,64	-	-	-	-	719 583,64
903 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-
37 - Sécurité	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	3 682 207,01	-	-	-3 682 207,01	-	-
87 - Sécurité	3 682 207,01	-	-	-3 682 207,01	-	-
SI - Systèmes d'Information	4 583,08	-	-	-4 583,08	-	-
900 - Services généraux	4 583,08	-	-	-4 583,08	-	-
0202 - Autres moyens généraux	4 583,08	-	-	-4 583,08	-	-
SL - Sports et Loisirs	16 496,00	-	-	-	-	16 496,00
903 - Culture, sports et loisirs	16 496,00	-	-	-	-	16 496,00
32 - Sports	-	-	-	-	-	-
33 - Loisirs	16 496,00	-	-	-	-	16 496,00
TC - Transports en commun	9 106 861,74	-	-	-573 175,65	6 500 650,96	2 033 035,13
908 - Transports	9 106 861,74	-	-	-573 175,65	6 500 650,96	2 033 035,13
810 - Services communs	7 567 475,74	-	-	-133 493,65	6 500 650,96	933 331,13
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	1 539 386,00	-	-	-439 682,00	-	1 099 704,00
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	-	-	-	-	-	-
TMSP - Transports de marchandise en site propre	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	-	-	-	-	-	-
883 - Transports fluviaux	-	-	-	-	-	-

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP affectées en 2018	AP caduques en 2018	AP clôturées ou prorogées en 2018	CP consommés en 2018	Restes à mandater sur AP affectées
884 - Transports ferroviaires de marchandises	-	-	-	-	-	-
885 - Liaisons multimodales	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	-	-	-	-	-	-
Total général	29 812 134,08	-	-	-8 399 432,80	6 500 650,96	14 912 050,32

Situation des restes à mandater sur les autorisations de programme de l'exercice 2003

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP affectées en 2018	AP caduques en 2018	AP clôturées ou prorogées en 2018	CP consommés en 2018	Restes à mandater sur AP affectées
AIE - Actions internationales	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-
044 - Aide publique au développement	-	-	-	-	-	-
AM - Aménagement	2 987 781,72	-	-	-	-	2 987 781,72
905 - Aménagement des territoires	2 987 781,72	-	-	-	-	2 987 781,72
52 - Agglomérations et villes moyennes	2 931 190,60	-	-	-	-	2 931 190,60
53 - Espace rural et autres espaces de développement	56 591,12	-	-	-	-	56 591,12
CI - Citoyenneté	-	-	-	-	-	-
904 - Développement social et Santé	-	-	-	-	-	-
40 - Services communs	-	-	-	-	-	-
COO - Coopération interrégionale	-	-	-	-	-	-
900 - Services Généraux	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-
CU - Culture	-	-	-	-	-	-
903 - Culture, Sports et Loisirs	-	-	-	-	-	-
311 - Enseignement Artistique	-	-	-	-	-	-
312 - Activités culturelles et artistiques	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	-	-	-	-	-	-
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	-	-	-
92 - Recherche et innovation	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	-	-	-	-	-	-
DSS - Développement social et santé	-	-	-	-	-	-
904 - Santé et action sociale	-	-	-	-	-	-
41 - Santé	-	-	-	-	-	-
42 - Action sociale	-	-	-	-	-	-
EAE - Environnement et énergie	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	-	-	-	-	-	-
72 - Actions en matière de déchets	-	-	-	-	-	-
73 - Politique de l'air	-	-	-	-	-	-
74 - Politique de l'eau	-	-	-	-	-	-
75 - Politique de l'énergie	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	-	-	-	-	-	-
909 - Développement économique	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	19 574 354,88	-	-	-2 882 532,70	477 780,93	16 214 041,25
902 - Enseignement	19 574 354,88	-	-	-2 882 532,70	477 780,93	16 214 041,25
222 - Lycées publics	8 499 961,79	-	-	-2 503 644,94	477 780,93	5 518 535,92
223 - Lycées privés	-	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	11 074 393,09	-	-	-378 887,76	-	10 695 505,33
28 - Autres services périscolaires et annexes	-	-	-	-	-	-
ESU - Enseignement supérieur	3 894 245,82	-	-	-4 151,09	-	3 890 094,73
902 - Enseignement	3 894 245,82	-	-	-4 151,09	-	3 890 094,73
23 - Enseignement supérieur	3 894 245,82	-	-	-4 151,09	-	3 890 094,73
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	-	-	-	-	-	-

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP affectées en 2018	AP caduques en 2018	AP clôturées ou prorogées en 2018	CP consommés en 2018	Restes à mandater sur AP affectées
901 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-
12 - Apprentissage	-	-	-	-	-	-
LO - Logement	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	-	-	-	-	-	-
MO - Mobilités	1 284 469,36	-	-	-873 589,36	-	410 880,00
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	-	-	-	-	-	-
77 - Environnement des infrastructures de transport	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	1 284 469,36	-	-	-873 589,36	-	410 880,00
818 - Autres transports en commun	579 406,33	-	-	-168 526,33	-	410 880,00
821 - Voirie nationale	119 428,79	-	-	-119 428,79	-	-
823 - Voirie départementale	585 634,24	-	-	-585 634,24	-	-
825 - Sécurité routière	-	-	-	-	-	-
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	695 892,00	-	-	-	134 018,00	561 874,00
909 - Action économique	695 892,00	-	-	-	134 018,00	561 874,00
92 - Recherche et innovation	695 892,00	-	-	-	134 018,00	561 874,00
RUR - Ruralité	265 917,75	-	-	-221 500,94	-	44 416,81
905 - Aménagement des territoires	254 413,75	-	-	-209 996,94	-	44 416,81
53 - Espace rural et autres espaces de développement	254 413,75	-	-	-209 996,94	-	44 416,81
907 - Environnement	11 504,00	-	-	-11 504,00	-	-
76 - Patrimoine naturel	11 504,00	-	-	-11 504,00	-	-
SE - Sécurité	2 641 635,25	-	-	-2 422 110,85	-	219 524,40
902 - Enseignement	219 524,40	-	-	-	-	219 524,40
27 - Sécurité	219 524,40	-	-	-	-	219 524,40
903 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-
37 - Sécurité	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	2 422 110,85	-	-	-2 422 110,85	-	-
87 - Sécurité	2 422 110,85	-	-	-2 422 110,85	-	-
SI - Systèmes d'Information	33 808,48	-	-	-33 808,48	-	-
900 - Services généraux	33 808,48	-	-	-33 808,48	-	-
0202 - Autres moyens généraux	33 808,48	-	-	-33 808,48	-	-
SL - Sports et Loisirs	41 417,69	-	-	-	-	41 417,69
903 - Culture, sports et loisirs	41 417,69	-	-	-	-	41 417,69
32 - Sports	-	-	-	-	-	-
33 - Loisirs	41 417,69	-	-	-	-	41 417,69
TC - Transports en commun	4 127 973,13	-	-	-1 335 309,04	1 614 115,86	1 178 548,23
908 - Transports	4 127 973,13	-	-	-1 335 309,04	1 614 115,86	1 178 548,23
810 - Services communs	3 942 948,81	-	-	-1 335 309,04	1 614 115,86	993 523,91
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	120 024,32	-	-	-	-	120 024,32

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP affectées en 2018	AP caduques en 2018	AP clôturées ou prorogées en 2018	CP consommés en 2018	Restes à mandater sur AP affectées
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	65 000,00	-	-	-	-	65 000,00
TMSP - Transports de marchandise en site propre	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	-	-	-	-	-	-
883 - Transports fluviaux	-	-	-	-	-	-
884 - Transports ferroviaires de marchandises	-	-	-	-	-	-
885 - Liaisons multimodales	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	-	-	-	-	-	-
Total général	35 547 496,08	-	-	-7 773 002,46	2 225 914,79	25 548 578,83

Situation des restes à mandater sur les autorisations de programme de l'exercice 2004

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP affectées en 2018	AP caduques en 2018	AP clôturées ou prorogées en 2018	CP consommés en 2018	Restes à mandater sur AP affectées
AIE - Actions internationales	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-
044 - Aide publique au développement	-	-	-	-	-	-
AM - Aménagement	873 773,10	-	-	-	-	873 773,10
905 - Aménagement des territoires	873 773,10	-	-	-	-	873 773,10
52 - Agglomérations et villes moyennes	843 283,22	-	-	-	-	843 283,22
53 - Espace rural et autres espaces de développement	30 489,88	-	-	-	-	30 489,88
CI - Citoyenneté	-	-	-	-	-	-
904 - Développement social et Santé	-	-	-	-	-	-
40 - Services communs	-	-	-	-	-	-
COO - Coopération interrégionale	-	-	-	-	-	-
900 - Services Généraux	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-
CU - Culture	-	-	-	-	-	-
903 - Culture, Sports et Loisirs	-	-	-	-	-	-
311 - Enseignement Artistique	-	-	-	-	-	-
312 - Activités culturelles et artistiques	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	-	-	-	-	-	-
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	-	-	-
92 - Recherche et innovation	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	-	-	-	-	-	-
DSS - Développement social et santé	-	-	-	-	-	-
904 - Santé et action sociale	-	-	-	-	-	-
41 - Santé	-	-	-	-	-	-
42 - Action sociale	-	-	-	-	-	-
EAE - Environnement et énergie	35 745,51	-	-	-35 745,51	-	-
907 - Environnement	35 745,51	-	-	-35 745,51	-	-
71 - Actions transversales	35 745,51	-	-	-35 745,51	-	-
72 - Actions en matière de déchets	-	-	-	-	-	-
73 - Politique de l'air	-	-	-	-	-	-
74 - Politique de l'eau	-	-	-	-	-	-
75 - Politique de l'énergie	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	-	-	-	-	-	-
909 - Développement économique	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	18 714 972,38	-	-	-2 428 156,21	11 627 475,92	4 659 340,25
902 - Enseignement	18 714 972,38	-	-	-2 428 156,21	11 627 475,92	4 659 340,25
222 - Lycées publics	17 172 438,81	-	-	-1 938 250,00	11 627 475,92	3 606 712,89
223 - Lycées privés	-	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	1 542 533,57	-	-	-489 906,21	-	1 052 627,36
28 - Autres services périscolaires et annexes	-	-	-	-	-	-
ESU - Enseignement supérieur	1 664 938,81	-	-	-18 593,06	133 348,12	1 512 997,63
902 - Enseignement	1 664 938,81	-	-	-18 593,06	133 348,12	1 512 997,63
23 - Enseignement supérieur	1 664 938,81	-	-	-18 593,06	133 348,12	1 512 997,63

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP affectées en 2018	AP caduques en 2018	AP clôturées ou prorogées en 2018	CP consommés en 2018	Restes à mandater sur AP affectées
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	76 264,91	-	-	-	-	76 264,91
901 - Formation professionnelle et apprentissage	76 264,91	-	-	-	-	76 264,91
10 - Services communs	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-
12 - Apprentissage	76 264,91	-	-	-	-	76 264,91
LO - Logement	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	-	-	-	-	-	-
MO - Mobilités	3 854 350,55	-	-	-	2 119 779,05	1 734 571,50
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	-	-	-	-	-	-
77 - Environnement des infrastructures de transport	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	3 854 350,55	-	-	-	2 119 779,05	1 734 571,50
818 - Autres transports en commun	3 207 068,84	-	-	-	2 092 497,34	1 114 571,50
821 - Voirie nationale	-	-	-	-	-	-
823 - Voirie départementale	647 281,71	-	-	-	27 281,71	620 000,00
825 - Sécurité routière	-	-	-	-	-	-
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	0,21	-	-	-0,21	-	-
900 - Services généraux	0,21	-	-	-0,21	-	-
0202 - Autres moyens généraux	0,21	-	-	-0,21	-	-
PV - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-
92 - Recherche et innovation	-	-	-	-	-	-
RUR - Ruralité	259 723,56	-	-	-210 945,57	-	48 777,99
905 - Aménagement des territoires	240 907,56	-	-	-192 129,57	-	48 777,99
53 - Espace rural et autres espaces de développement	240 907,56	-	-	-192 129,57	-	48 777,99
907 - Environnement	18 816,00	-	-	-18 816,00	-	-
76 - Patrimoine naturel	18 816,00	-	-	-18 816,00	-	-
SE - Sécurité	938 065,41	-	-	-934 395,41	-	3 670,00
902 - Enseignement	3 670,00	-	-	-	-	3 670,00
27 - Sécurité	3 670,00	-	-	-	-	3 670,00
903 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-
37 - Sécurité	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	934 395,41	-	-	-934 395,41	-	-
87 - Sécurité	934 395,41	-	-	-934 395,41	-	-
SI - Systèmes d'Information	116 915,22	-	-	-116 915,22	-	-
900 - Services généraux	116 915,22	-	-	-116 915,22	-	-
0202 - Autres moyens généraux	116 915,22	-	-	-116 915,22	-	-
SL - Sports et Loisirs	419 277,82	-	-	-	-	419 277,82
903 - Culture, sports et loisirs	419 277,82	-	-	-	-	419 277,82
32 - Sports	-	-	-	-	-	-
33 - Loisirs	419 277,82	-	-	-	-	419 277,82
TC - Transports en commun	19 597 468,20	-	-	-4 046 665,22	3 879 319,54	11 671 483,44
908 - Transports	19 597 468,20	-	-	-4 046 665,22	3 879 319,54	11 671 483,44

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP affectées en 2018	AP caduques en 2018	AP clôturées ou prorogées en 2018	CP consommés en 2018	Restes à mandater sur AP affectées
810 - Services communs	5 083 129,64	-	-	-771 129,64	3 879 319,54	432 680,46
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	14 514 338,56	-	-	-3 275 535,58	-	11 238 802,98
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	-	-	-	-	-	-
TMSP - Transports de marchandise en site propre	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	-	-	-	-	-	-
883 - Transports fluviaux	-	-	-	-	-	-
884 - Transports ferroviaires de marchandises	-	-	-	-	-	-
885 - Liaisons multimodales	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	-	-	-	-	-	-
Total général	46 551 495,68	-	-	-7 791 416,41	17 759 922,63	21 000 156,64

LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2005

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2005	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
AGRI - Agriculture	-	-	-	2 790 000,00	-	-	2 790 000,00	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	2 790 000,00	-	-	2 790 000,00	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro- industrie	-	-	-	2 790 000,00	-	-	2 790 000,00	-	-	-	-	-
AIE - Actions internationales	5 250 000,00	-	5 250 000,00	2 127 736,80	-	-	2 127 736,80	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	5 250 000,00	-	5 250 000,00	2 127 736,80	-	-	2 127 736,80	-	-	-	-	-
044 - Aide publique au développement	5 250 000,00	-	5 250 000,00	2 127 736,80	-	-	2 127 736,80	-	-	-	-	-
048 - Autres actions internationales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AM - Aménagement	90 518 000,00	35 700 000,00	126 218 000,00	79 738 422,81	3 641 698,87	-	79 304 486,37	3 207 762,43	-	134 600,00	3 507 098,87	3 073 162,43
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	87 500 000,00	35 700 000,00	123 200 000,00	79 738 422,81	3 641 698,87	-	79 304 486,37	3 207 762,43	-	134 600,00	3 507 098,87	3 073 162,43
50 - Services communs	50 000,00	20 000 000,00	20 050 000,00	17 431,70	-	-	17 431,70	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	80 550 000,00	9 900 000,00	90 450 000,00	76 663 581,91	3 591 086,13	-	76 280 258,21	3 207 762,43	-	134 600,00	3 456 486,13	3 073 162,43
53 - Espace rural et autres espaces de développement	6 900 000,00	5 800 000,00	12 700 000,00	3 057 409,20	50 612,74	-	3 006 796,46	-	-	-	50 612,74	-
907 - Environnement	3 018 000,00	-	3 018 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	3 018 000,00	-	3 018 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CI - Citoyenneté	100 000,00	-	100 000,00	85 696,99	-	-	85 696,99	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
904 - Développement social et Santé	100 000,00	-	100 000,00	85 696,99	-	-	85 696,99	-	-	-	-	-
40 - Services communs	100 000,00	-	100 000,00	85 696,99	-	-	85 696,99	-	-	-	-	-
COM - Communication	820 000,00	250 000,00	1 070 000,00	699 691,52	-	-	699 691,52	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	820 000,00	250 000,00	1 070 000,00	699 691,52	-	-	699 691,52	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	820 000,00	250 000,00	1 070 000,00	699 691,52	-	-	699 691,52	-	-	-	-	-
COO - Coopération interrégionale	10 990 000,00	-	10 990 000,00	100 000,00	-	-	100 000,00	-	-	-	-	-
900 - Services Généraux	10 990 000,00	-	10 990 000,00	100 000,00	-	-	100 000,00	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	10 990 000,00	-	10 990 000,00	100 000,00	-	-	100 000,00	-	-	-	-	-
CU - Culture	27 600 000,00	-	27 600 000,00	26 212 352,58	-	-	26 212 352,58	-	-	-	-	-
903 - Culture, Sports et Loisirs	27 600 000,00	-	27 600 000,00	26 212 352,58	-	-	26 212 352,58	-	-	-	-	-
311 - Enseignement Artistique	2 000 000,00	1 416 326,90	3 416 326,90	2 927 378,58	-	-	2 927 378,58	-	-	-	-	-
312 - Activités culturelles et artistiques	19 267 000,00	642 690,73	19 909 690,73	20 642 986,26	-	-	20 642 986,26	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	6 333 000,00	-2 059 017,63	4 273 982,37	2 641 987,74	-	-	2 641 987,74	-	-	-	-	-
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	29 150 000,00	-	29 150 000,00	30 346 225,88	-	-	30 346 225,88	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	2 267 076,37	-	-	2 267 076,37	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	2 267 076,37	-	-	2 267 076,37	-	-	-	-	-
909 - Action économique	29 150 000,00	-	29 150 000,00	28 079 149,51	-	-	28 079 149,51	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	19 120 000,00	-	19 120 000,00	12 352 492,23	-	-	12 352 492,23	-	-	-	-	-
92 - Recherche et innovation	-	-	-	13 441 331,28	-	-	13 441 331,28	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	10 030 000,00	-	10 030 000,00	2 285 326,00	-	-	2 285 326,00	-	-	-	-	-
DSS - Développement social et santé	71 400 000,00	-	71 400 000,00	57 442 460,44	-	-	57 442 460,44	-	-	-	-	-
901 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
904 - Santé et action sociale	71 400 000,00	-	71 400 000,00	57 442 460,44	-	-	57 442 460,44	-	-	-	-	-
41 - Santé	12 500 000,00	93 392,00	12 593 392,00	10 030 483,04	-	-	10 030 483,04	-	-	-	-	-
42 - Action sociale	58 900 000,00	-93 392,00	58 806 608,00	47 411 977,40	-	-	47 411 977,40	-	-	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2005	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
EAE - Environnement et énergie	107 230 000,00	-	107 230 000,00	59 629 095,69	-	-	59 629 095,69	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	104 185 000,00	-	104 185 000,00	59 629 095,69	-	-	59 629 095,69	-	-	-	-	-
71 - Actions transversales	500 000,00	-	500 000,00	3 250,46	-	-	3 250,46	-	-	-	-	-
72 - Actions en matière de déchets	1 750 000,00	-	1 750 000,00	157 906,20	-	-	157 906,20	-	-	-	-	-
73 - Politique de l'air	8 300 000,00	-	8 300 000,00	6 637 603,12	-	-	6 637 603,12	-	-	-	-	-
74 - Politique de l'eau	58 784 000,00	-	58 784 000,00	41 615 815,74	-	-	41 615 815,74	-	-	-	-	-
75 - Politique de l'énergie	7 000 000,00	-	7 000 000,00	1 576 371,50	-	-	1 576 371,50	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	26 851 000,00	-	26 851 000,00	9 552 093,07	-	-	9 552 093,07	-	-	-	-	-
77 - Environnement des infrastructures de transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	1 000 000,00	-	1 000 000,00	86 055,60	-	-	86 055,60	-	-	-	-	-
908 - Transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
883 - Transports fluviaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Développement économique	3 045 000,00	-	3 045 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	3 045 000,00	-	3 045 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	331 875 000,00	2 477 895,00	334 352 895,00	324 428 484,88	11 939 241,94	-1 958 689,83	314 893 577,81	2 405 515,43	-1 959 865,39	-	9 980 552,11	445 650,04
902 - Enseignement	331 875 000,00	2 477 895,00	334 352 895,00	324 428 484,88	11 939 241,94	-1 958 689,83	314 893 577,81	2 405 515,43	-1 959 865,39	-	9 980 552,11	445 650,04
21 - Enseignement du premier degré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
221 - Collèges	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
222 - Lycées publics	292 249 000,00	-11 547 844,53	280 701 155,47	274 652 287,73	10 277 179,84	-1 377 805,84	266 198 558,77	1 824 631,44	-1 378 981,40	-	8 899 374,00	445 650,04
223 - Lycées privés	14 070 000,00	-	14 070 000,00	12 122 756,60	510 272,73	-	11 612 483,87	-	-	-	510 272,73	-
224 - Participation à des cités mixtes	15 200 000,00	14 483 979,89	29 683 979,89	29 181 592,97	1 073 292,30	-502 386,92	28 610 687,59	502 386,92	-502 386,92	-	570 905,38	-
28 - Autres services périscolaires et annexes	10 356 000,00	-458 240,36	9 897 759,64	8 471 847,58	78 497,07	-78 497,07	8 471 847,58	78 497,07	-78 497,07	-	-	-
ESU - Enseignement supérieur	33 000 000,00	-2 477 895,00	30 522 105,00	22 369 498,73	69 378,20	-59 861,47	22 369 498,73	69 378,20	-59 861,47	-	9 516,73	9 516,73
902 - Enseignement	33 000 000,00	-2 477 895,00	30 522 105,00	22 369 498,73	69 378,20	-59 861,47	22 369 498,73	69 378,20	-59 861,47	-	9 516,73	9 516,73
23 - Enseignement supérieur	33 000 000,00	-2 477 895,00	30 522 105,00	22 369 498,73	69 378,20	-59 861,47	22 369 498,73	69 378,20	-59 861,47	-	9 516,73	9 516,73
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	29 762 000,00	-	29 762 000,00	22 420 974,57	-	-	22 420 974,57	-	-	-	-	-
901 - Formation professionnelle et apprentissage	29 762 000,00	-	29 762 000,00	22 420 974,57	-	-	22 420 974,57	-	-	-	-	-
10 - Services communs	152 000,00	-152 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	2 842 000,00	-926 707,80	1 915 292,20	377 301,01	-	-	377 301,01	-	-	-	-	-
12 - Apprentissage	26 768 000,00	1 078 707,80	27 846 707,80	22 043 673,56	-	-	22 043 673,56	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
LO - Logement	199 858 000,00	-35 700 000,00	164 158 000,00	111 438 037,86	-	-	111 438 037,86	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	199 858 000,00	-35 700 000,00	164 158 000,00	111 438 037,86	-	-	111 438 037,86	-	-	-	-	-
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	199 858 000,00	-35 700 000,00	164 158 000,00	111 438 037,86	-	-	111 438 037,86	-	-	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2005	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
MO - Mobilités	241 897 000,00	-9 667 648,49	232 229 351,51	175 056 334,82	3 557 021,70	-	175 056 334,82	3 557 021,70	-	-	3 557 021,70	3 557 021,70
905 - Aménagement des territoires	8 000 000,00	-	8 000 000,00	6 327 785,00	10 277,00	-	6 327 785,00	10 277,00	-	-	10 277,00	10 277,00
52 - Agglomérations et villes moyennes	8 000 000,00	-	8 000 000,00	6 327 785,00	10 277,00	-	6 327 785,00	10 277,00	-	-	10 277,00	10 277,00
907 - Environnement	59 497 000,00	-	59 497 000,00	44 632 343,16	-	-	44 632 343,16	-	-	-	-	-
77 - Environnement des infrastructures de transport	42 200 000,00	-	42 200 000,00	35 516 723,83	-	-	35 516 723,83	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	17 297 000,00	-	17 297 000,00	9 115 619,33	-	-	9 115 619,33	-	-	-	-	-
908 - Transports	174 400 000,00	-9 667 648,49	164 732 351,51	124 096 206,66	3 546 744,70	-	124 096 206,66	3 546 744,70	-	-	3 546 744,70	3 546 744,70
818 - Autres transports en commun	82 600 000,00	-9 667 648,49	72 932 351,51	40 583 063,99	3 546 744,70	-	40 583 063,99	3 546 744,70	-	-	3 546 744,70	3 546 744,70
821 - Voirie nationale	35 500 000,00	9 010 988,00	44 510 988,00	43 769 928,00	-	-	43 769 928,00	-	-	-	-	-
823 - Voirie départementale	25 000 000,00	-	25 000 000,00	22 804 175,88	-	-	22 804 175,88	-	-	-	-	-
824	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
825 - Sécurité routière	31 300 000,00	-9 010 988,00	22 289 012,00	16 939 038,79	-	-	16 939 038,79	-	-	-	-	-
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	7 380 000,00	-250 000,00	7 130 000,00	2 700 036,53	28,10	-28,10	2 700 036,53	28,10	-28,10	-	-	-
900 - Services généraux	6 380 000,00	-250 000,00	6 130 000,00	2 700 036,53	28,10	-28,10	2 700 036,53	28,10	-28,10	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	6 380 000,00	-250 000,00	6 130 000,00	2 700 036,53	28,10	-28,10	2 700 036,53	28,10	-28,10	-	-	-
903 - Culture, sports et loisirs	1 000 000,00	-	1 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	1 000 000,00	-	1 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PRH - Personnel et Ressources humaines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	40 500 000,00	-	40 500 000,00	25 782 334,63	-	-	25 782 334,63	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	40 500 000,00	-	40 500 000,00	25 782 334,63	-	-	25 782 334,63	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	40 500 000,00	-	40 500 000,00	25 782 334,63	-	-	25 782 334,63	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	66 800 000,00	-	66 800 000,00	41 558 984,92	-	-	41 558 984,92	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	3 500 000,00	-	3 500 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	3 500 000,00	-	3 500 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	63 300 000,00	-	63 300 000,00	41 558 984,92	-	-	41 558 984,92	-	-	-	-	-
92 - Recherche et innovation	63 300 000,00	-	63 300 000,00	41 558 984,92	-	-	41 558 984,92	-	-	-	-	-
RUR - Ruralité	-	-	-	9 229 038,37	981 003,19	-849 697,93	9 097 733,11	858 510,35	-849 697,93	-	131 305,26	8 812,42
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	8 163 813,54	981 003,19	-849 697,93	8 032 508,28	858 510,35	-849 697,93	-	131 305,26	8 812,42
53 - Espace rural et autres espaces de développement	-	-	-	8 163 813,54	981 003,19	-849 697,93	8 032 508,28	858 510,35	-849 697,93	-	131 305,26	8 812,42
907 - Environnement	-	-	-	1 065 224,83	-	-	1 065 224,83	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	1 065 224,83	-	-	1 065 224,83	-	-	-	-	-
SE - Sécurité	54 473 000,00	-	54 473 000,00	29 497 321,08	2 149 450,35	-2 149 115,37	29 497 321,08	2 149 450,35	-2 149 115,37	-	334,98	334,98
901 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
902 - Enseignement	7 622 000,00	-	7 622 000,00	5 307 715,17	-	-	5 307 715,17	-	-	-	-	-
27 - Sécurité	7 622 000,00	-	7 622 000,00	5 307 715,17	-	-	5 307 715,17	-	-	-	-	-
903 - Culture, sports et loisirs	2 630 000,00	-	2 630 000,00	1 136 809,99	334,98	-	1 136 809,99	334,98	-	-	334,98	334,98
37 - Sécurité	2 630 000,00	-	2 630 000,00	1 136 809,99	334,98	-	1 136 809,99	334,98	-	-	334,98	334,98
905 - Aménagement des territoires	20 221 000,00	-	20 221 000,00	8 494 452,85	-	-	8 494 452,85	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	20 221 000,00	-	20 221 000,00	8 494 452,85	-	-	8 494 452,85	-	-	-	-	-
908 - Transports	24 000 000,00	-	24 000 000,00	14 558 343,07	2 149 115,37	-2 149 115,37	14 558 343,07	2 149 115,37	-2 149 115,37	-	-	-
87 - Sécurité	24 000 000,00	-	24 000 000,00	14 558 343,07	2 149 115,37	-2 149 115,37	14 558 343,07	2 149 115,37	-2 149 115,37	-	-	-
SI - Systèmes d'Information	4 323 000,00	-	4 323 000,00	1 943 481,88	17 341,91	-17 341,91	1 943 481,88	17 341,91	-17 341,91	-	-	-
900 - Services généraux	4 323 000,00	-	4 323 000,00	1 943 481,88	17 341,91	-17 341,91	1 943 481,88	17 341,91	-17 341,91	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	4 323 000,00	-	4 323 000,00	1 943 481,88	17 341,91	-17 341,91	1 943 481,88	17 341,91	-17 341,91	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2005	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
SL - Sports et Loisirs	22 404 000,00	-	22 404 000,00	21 643 216,41	576 327,07	-	22 178 554,24	576 327,07	-	-	576 327,07	576 327,07
903 - Culture, sports et loisirs	22 404 000,00	-	22 404 000,00	21 643 216,41	576 327,07	-	22 178 554,24	576 327,07	-	-	576 327,07	576 327,07
32 - Sports	8 490 000,00	-985 000,00	7 505 000,00	7 504 820,00	-	-	7 504 820,00	-	-	-	-	-
33 - Loisirs	13 914 000,00	985 000,00	14 899 000,00	14 138 396,41	576 327,07	-	14 673 734,24	576 327,07	-	-	576 327,07	576 327,07
37 - Sécurité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TC - Transports en commun	320 100 000,00	9 667 648,49	329 767 648,49	185 096 637,43	12 355 562,32	-1 417 370,68	183 862 971,89	11 233 737,65	-1 529 211,55	3 410 042,48	7 528 149,16	6 294 483,62
908 - Transports	320 100 000,00	9 667 648,49	329 767 648,49	185 096 637,43	12 355 562,32	-1 417 370,68	183 862 971,89	11 233 737,65	-1 529 211,55	3 410 042,48	7 528 149,16	6 294 483,62
810 - Services communs	54 500 000,00	18 299 599,99	72 799 599,99	59 668 006,64	9 819 961,83	-1 099 114,49	59 137 885,41	9 401 681,47	-1 210 955,36	3 410 042,48	5 310 804,86	4 780 683,63
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	203 000 000,00	-41 292 421,50	161 707 578,50	36 622 103,85	1 021 800,50	-318 256,19	35 918 559,54	318 256,19	-318 256,19	-	703 544,31	-
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	62 600 000,00	32 660 470,00	95 260 470,00	88 806 526,94	1 513 799,99	-	88 806 526,94	1 513 799,99	-	-	1 513 799,99	1 513 799,99
TMSP - Transports de marchandise en site propre	15 650 000,00	-	15 650 000,00	4 935 458,78	-	-	4 935 458,78	-	-	-	-	-
908 - Transports	15 650 000,00	-	15 650 000,00	4 935 458,78	-	-	4 935 458,78	-	-	-	-	-
883 - Transports fluviaux	5 500 000,00	-	5 500 000,00	4 742 958,78	-	-	4 742 958,78	-	-	-	-	-
884 - Transports ferroviaires de marchandises	7 900 000,00	-	7 900 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
885 - Liaisons multimodales	2 200 000,00	-	2 200 000,00	192 500,00	-	-	192 500,00	-	-	-	-	-
888 - Autres	50 000,00	-	50 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	4 450 000,00	-	4 450 000,00	3 347 067,78	-	-	3 347 067,78	-	-	-	-	-
909 - Action économique	4 450 000,00	-	4 450 000,00	3 347 067,78	-	-	3 347 067,78	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	4 450 000,00	-	4 450 000,00	3 347 067,78	-	-	3 347 067,78	-	-	-	-	-
UE - Fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
906 - Gestion des fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62 - FEDER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	1 715 530 000,00	-	1 715 530 000,00	1 240 618 591,38	35 287 053,65	-6 452 105,29	1 229 820 114,90	24 075 073,19	-6 565 121,72	3 544 642,48	25 290 305,88	13 965 308,99
				72,32 %						0,29 %	-28,33 %	-41,99 %

LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2006

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2006	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
AGRI - Agriculture	-	-	-	3 980 000,00	-	-	3 980 000,00	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	3 980 000,00	-	-	3 980 000,00	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro- industrie	-	-	-	3 980 000,00	-	-	3 980 000,00	-	-	-	-	-
AIE - Actions internationales	4 150 000,00	-	4 150 000,00	2 414 840,50	-	-	2 414 840,50	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	4 150 000,00	-	4 150 000,00	2 414 840,50	-	-	2 414 840,50	-	-	-	-	-
044 - Aide publique au développement	4 150 000,00	-	4 150 000,00	2 414 840,50	-	-	2 414 840,50	-	-	-	-	-
048 - Autres actions internationales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AM - Aménagement	100 069 000,00	-	100 069 000,00	79 539 672,55	4 187 475,27	-37 154,12	78 952 078,86	3 599 881,58	-37 154,12	-	4 150 321,15	3 562 727,46
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	97 550 000,00	-	97 550 000,00	79 539 672,55	4 187 475,27	-37 154,12	78 952 078,86	3 599 881,58	-37 154,12	-	4 150 321,15	3 562 727,46
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	88 050 000,00	640 274,99	88 690 274,99	76 662 225,58	4 177 581,19	-37 154,12	76 084 525,97	3 599 881,58	-37 154,12	-	4 140 427,07	3 562 727,46
53 - Espace rural et autres espaces de développement	9 500 000,00	-640 274,99	8 859 725,01	2 877 446,97	9 894,08	-	2 867 552,89	-	-	-	9 894,08	-
907 - Environnement	2 519 000,00	-	2 519 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	2 519 000,00	-	2 519 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CI - Citoyenneté	300 000,00	-	300 000,00	22 530,88	-	-	22 530,88	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	200 000,00	-	200 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	200 000,00	-	200 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
904 - Développement social et Santé	100 000,00	-	100 000,00	22 530,88	-	-	22 530,88	-	-	-	-	-
40 - Services communs	100 000,00	-	100 000,00	22 530,88	-	-	22 530,88	-	-	-	-	-
COM - Communication	700 000,00	350 000,00	1 050 000,00	968 223,87	-	-	968 223,87	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	700 000,00	350 000,00	1 050 000,00	968 223,87	-	-	968 223,87	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	700 000,00	350 000,00	1 050 000,00	968 223,87	-	-	968 223,87	-	-	-	-	-
COO - Coopération interrégionale	13 200 000,00	-	13 200 000,00	1 295 066,77	-	-	1 295 066,77	-	-	-	-	-
900 - Services Généraux	13 200 000,00	-	13 200 000,00	1 295 066,77	-	-	1 295 066,77	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	13 200 000,00	-	13 200 000,00	1 295 066,77	-	-	1 295 066,77	-	-	-	-	-
CU - Culture	35 058 000,00	-	35 058 000,00	32 179 601,80	9 402,29	-	32 179 601,80	9 402,29	-	-	9 402,29	9 402,29
903 - Culture, Sports et Loisirs	35 058 000,00	-	35 058 000,00	32 179 601,80	9 402,29	-	32 179 601,80	9 402,29	-	-	9 402,29	9 402,29
311 - Enseignement Artistique	2 500 000,00	1 598 990,00	4 098 990,00	4 092 222,84	-	-	4 092 222,84	-	-	-	-	-
312 - Activités culturelles et artistiques	24 325 000,00	-1 288 206,05	23 036 793,95	21 898 683,36	-	-	21 898 683,36	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	8 233 000,00	-310 783,95	7 922 216,05	6 188 695,60	9 402,29	-	6 188 695,60	9 402,29	-	-	9 402,29	9 402,29
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	37 792 000,00	-1 200 000,00	36 592 000,00	51 894 304,03	-	-	51 894 304,03	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	16 601 711,05	-	-	16 601 711,05	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	16 601 711,05	-	-	16 601 711,05	-	-	-	-	-
909 - Action économique	37 792 000,00	-1 200 000,00	36 592 000,00	35 292 592,98	-	-	35 292 592,98	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	30 942 000,00	-900 000,00	30 042 000,00	17 479 033,15	-	-	17 479 033,15	-	-	-	-	-
92 - Recherche et innovation	-	-	-	16 373 559,83	-	-	16 373 559,83	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	6 850 000,00	-300 000,00	6 550 000,00	1 440 000,00	-	-	1 440 000,00	-	-	-	-	-
DSS - Développement social et santé	74 100 000,00	5 500 000,00	79 600 000,00	55 858 556,34	-	-	55 858 556,34	-	-	-	-	-
901 - Formation professionnelle et apprentissage	6 000 000,00	-	6 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	6 000 000,00	-	6 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
904 - Santé et action sociale	68 100 000,00	5 500 000,00	73 600 000,00	55 858 556,34	-	-	55 858 556,34	-	-	-	-	-
41 - Santé	9 600 000,00	4 412 475,00	14 012 475,00	1 020 600,71	-	-	1 020 600,71	-	-	-	-	-
42 - Action sociale	58 500 000,00	1 087 525,00	59 587 525,00	54 837 955,63	-	-	54 837 955,63	-	-	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2006	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
EAE - Environnement et énergie	110 873 000,00	6 200 000,00	117 073 000,00	78 182 748,18	-	-	78 182 748,18	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	107 473 000,00	5 000 000,00	112 473 000,00	78 182 748,18	-	-	78 182 748,18	-	-	-	-	-
71 - Actions transversales	200 000,00	-200 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
72 - Actions en matière de déchets	1 750 000,00	17 202 463,07	18 952 463,07	799 600,98	-	-	799 600,98	-	-	-	-	-
73 - Politique de l'air	6 924 000,00	-2 290 000,00	4 634 000,00	2 893 043,86	-	-	2 893 043,86	-	-	-	-	-
74 - Politique de l'eau	56 849 000,00	-5 212 463,07	51 636 536,93	47 523 829,07	-	-	47 523 829,07	-	-	-	-	-
75 - Politique de l'énergie	10 000 000,00	-1 200 000,00	8 800 000,00	4 949 500,39	-	-	4 949 500,39	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	29 648 000,00	-3 300 000,00	26 348 000,00	21 587 950,57	-	-	21 587 950,57	-	-	-	-	-
77 - Environnement des infrastructures de transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	2 102 000,00	-	2 102 000,00	428 823,31	-	-	428 823,31	-	-	-	-	-
908 - Transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
883 - Transports fluviaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Développement économique	3 400 000,00	1 200 000,00	4 600 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	3 400 000,00	1 200 000,00	4 600 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	477 000 000,00	-2 560 000,00	474 440 000,00	464 138 366,38	25 774 316,45	-3 469 607,96	452 448 868,81	14 127 223,36	-3 484 030,43	5 038 119,03	17 266 589,46	5 605 073,90
902 - Enseignement	477 000 000,00	-2 560 000,00	474 440 000,00	464 138 366,38	25 774 316,45	-3 469 607,96	452 448 868,81	14 127 223,36	-3 484 030,43	5 038 119,03	17 266 589,46	5 605 073,90
21 - Enseignement du premier degré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
221 - Collèges	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
222 - Lycées publics	418 600 000,00	16 721 247,60	435 321 247,60	429 758 061,57	22 829 078,64	-2 217 162,31	419 761 356,16	12 874 777,71	-2 231 584,78	5 038 119,03	15 573 797,30	5 605 073,90
223 - Lycées privés	19 000 000,00	-5 023 160,00	13 976 840,00	11 746 150,13	175 109,13	-	11 571 041,00	-	-	-	175 109,13	-
224 - Participation à des cités mixtes	29 100 000,00	-14 321 247,60	14 778 752,40	12 807 815,26	2 770 128,68	-1 252 445,65	11 290 132,23	1 252 445,65	-1 252 445,65	-	1 517 683,03	-
28 - Autres services périscolaires et annexes	10 300 000,00	63 160,00	10 363 160,00	9 826 339,42	-	-	9 826 339,42	-	-	-	-	-
ESU - Enseignement supérieur	86 314 000,00	-	86 314 000,00	70 188 412,15	-	-	70 188 412,15	-	-	-	-	-
902 - Enseignement	86 314 000,00	-	86 314 000,00	70 188 412,15	-	-	70 188 412,15	-	-	-	-	-
23 - Enseignement supérieur	86 314 000,00	-	86 314 000,00	70 188 412,15	-	-	70 188 412,15	-	-	-	-	-
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	26 808 000,00	20 000 000,00	46 808 000,00	45 168 729,02	25 610,87	-	45 143 118,15	-	-	-	25 610,87	-
901 - Formation professionnelle et apprentissage	26 808 000,00	20 000 000,00	46 808 000,00	45 168 729,02	25 610,87	-	45 143 118,15	-	-	-	25 610,87	-
10 - Services communs	100 000,00	-99 971,00	29,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	2 200 000,00	-818 208,00	1 381 792,00	1 380 730,00	-	-	1 380 730,00	-	-	-	-	-
12 - Apprentissage	24 508 000,00	20 918 179,00	45 426 179,00	43 787 999,02	25 610,87	-	43 762 388,15	-	-	-	25 610,87	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
LO - Logement	206 000 000,00	-12 714 206,00	193 285 794,00	139 430 716,13	79 625,86	-79 625,86	139 430 716,13	79 625,86	-79 625,86	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	206 000 000,00	-12 714 206,00	193 285 794,00	139 430 716,13	79 625,86	-79 625,86	139 430 716,13	79 625,86	-79 625,86	-	-	-
50 - Services communs	20 000 000,00	-	20 000 000,00	2 420 613,61	-	-	2 420 613,61	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	186 000 000,00	-12 714 206,00	173 285 794,00	137 010 102,52	79 625,86	-79 625,86	137 010 102,52	79 625,86	-79 625,86	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2006	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
MO - Mobilités	222 888 000,00	2 249 290,08	225 137 290,08	186 053 198,33	8 243 804,34	-1 250 292,59	185 694 989,63	8 176 573,14	-1 250 292,59	12 761,47	6 980 750,28	6 913 519,08
905 - Aménagement des territoires	8 000 000,00	-	8 000 000,00	7 230 716,00	-	-	7 230 716,00	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	8 000 000,00	-	8 000 000,00	7 230 716,00	-	-	7 230 716,00	-	-	-	-	-
907 - Environnement	47 408 000,00	-5 000 000,00	42 408 000,00	28 820 173,45	-	-	28 820 173,45	-	-	-	-	-
77 - Environnement des infrastructures de transport	28 700 000,00	-	28 700 000,00	16 134 919,68	-	-	16 134 919,68	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	18 708 000,00	-5 000 000,00	13 708 000,00	12 685 253,77	-	-	12 685 253,77	-	-	-	-	-
908 - Transports	167 480 000,00	7 249 290,08	174 729 290,08	150 002 308,88	8 243 804,34	-1 250 292,59	149 644 100,18	8 176 573,14	-1 250 292,59	12 761,47	6 980 750,28	6 913 519,08
818 - Autres transports en commun	65 900 000,00	8 469 292,08	74 369 292,08	56 520 674,26	3 705 010,47	-1 250 292,59	56 162 465,56	3 637 779,27	-1 250 292,59	-	2 454 717,88	2 387 486,68
821 - Voirie nationale	43 330 000,00	-1 220 002,00	42 109 998,00	40 642 899,74	-	-	40 642 899,74	-	-	-	-	-
823 - Voirie départementale	23 750 000,00	-	23 750 000,00	22 390 156,39	4 538 793,87	-	22 390 156,39	4 538 793,87	-	12 761,47	4 526 032,40	4 526 032,40
824	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
825 - Sécurité routière	34 500 000,00	-	34 500 000,00	30 448 578,49	-	-	30 448 578,49	-	-	-	-	-
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	9 015 000,00	-	9 015 000,00	4 068 531,61	-	-	4 068 531,61	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	8 015 000,00	-	8 015 000,00	4 068 531,61	-	-	4 068 531,61	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	8 015 000,00	-	8 015 000,00	4 068 531,61	-	-	4 068 531,61	-	-	-	-	-
903 - Culture, sports et loisirs	1 000 000,00	-	1 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	1 000 000,00	-	1 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PRH - Personnel et Ressources humaines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	40 500 000,00	12 714 206,00	53 214 206,00	44 591 366,16	-	-	44 591 366,16	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	40 500 000,00	12 714 206,00	53 214 206,00	44 591 366,16	-	-	44 591 366,16	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	40 500 000,00	12 714 206,00	53 214 206,00	44 591 366,16	-	-	44 591 366,16	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	88 770 000,00	500 000,00	89 270 000,00	40 790 234,79	231 964,00	-	40 790 234,79	231 964,00	-	-	231 964,00	231 964,00
905 - Aménagement des territoires	18 000 000,00	-	18 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	18 000 000,00	-	18 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	70 770 000,00	500 000,00	71 270 000,00	40 790 234,79	231 964,00	-	40 790 234,79	231 964,00	-	-	231 964,00	231 964,00
92 - Recherche et innovation	70 770 000,00	500 000,00	71 270 000,00	40 790 234,79	231 964,00	-	40 790 234,79	231 964,00	-	-	231 964,00	231 964,00
RUR - Ruralité	-	-	-	7 115 266,93	263 199,68	-213 427,55	6 909 222,78	213 427,55	-213 427,55	-	49 772,13	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	5 305 167,64	263 199,68	-213 427,55	5 099 123,49	213 427,55	-213 427,55	-	49 772,13	-
53 - Espace rural et autres espaces de développement	-	-	-	5 305 167,64	263 199,68	-213 427,55	5 099 123,49	213 427,55	-213 427,55	-	49 772,13	-
907 - Environnement	-	-	-	1 810 099,29	-	-	1 810 099,29	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	1 810 099,29	-	-	1 810 099,29	-	-	-	-	-
SE - Sécurité	50 500 000,00	-	50 500 000,00	23 650 065,30	4 146 934,36	-4 146 875,75	23 650 123,91	4 146 934,36	-4 146 875,75	-	58,61	58,61
901 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
902 - Enseignement	5 500 000,00	-	5 500 000,00	5 105 293,10	-	-	5 105 293,10	-	-	-	-	-
27 - Sécurité	5 500 000,00	-	5 500 000,00	5 105 293,10	-	-	5 105 293,10	-	-	-	-	-
903 - Culture, sports et loisirs	1 800 000,00	-	1 800 000,00	896 353,72	58,61	-	896 412,33	58,61	-	-	58,61	58,61
37 - Sécurité	1 800 000,00	-	1 800 000,00	896 353,72	58,61	-	896 412,33	58,61	-	-	58,61	58,61
905 - Aménagement des territoires	21 200 000,00	-	21 200 000,00	10 129 403,55	-	-	10 129 403,55	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	21 200 000,00	-	21 200 000,00	10 129 403,55	-	-	10 129 403,55	-	-	-	-	-
908 - Transports	22 000 000,00	-	22 000 000,00	7 519 014,93	4 146 875,75	-4 146 875,75	7 519 014,93	4 146 875,75	-4 146 875,75	-	-	-
87 - Sécurité	22 000 000,00	-	22 000 000,00	7 519 014,93	4 146 875,75	-4 146 875,75	7 519 014,93	4 146 875,75	-4 146 875,75	-	-	-
SI - Systèmes d'Information	4 400 000,00	-	4 400 000,00	2 249 151,74	1 057 431,74	-1 057 431,74	2 249 151,74	1 057 431,74	-1 057 431,74	-	-	-
900 - Services généraux	4 400 000,00	-	4 400 000,00	2 249 151,74	1 057 431,74	-1 057 431,74	2 249 151,74	1 057 431,74	-1 057 431,74	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	4 400 000,00	-	4 400 000,00	2 249 151,74	1 057 431,74	-1 057 431,74	2 249 151,74	1 057 431,74	-1 057 431,74	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2006	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
SL - Sports et Loisirs	30 492 000,00	-	30 492 000,00	29 697 530,54	186 667,45	-	29 697 530,54	186 667,45	-	-	186 667,45	186 667,45
903 - Culture, sports et loisirs	30 492 000,00	-	30 492 000,00	29 697 530,54	186 667,45	-	29 697 530,54	186 667,45	-	-	186 667,45	186 667,45
32 - Sports	11 990 000,00	-	11 990 000,00	11 608 417,20	-	-	11 608 417,20	-	-	-	-	-
33 - Loisirs	18 502 000,00	-	18 502 000,00	18 089 113,34	186 667,45	-	18 089 113,34	186 667,45	-	-	186 667,45	186 667,45
37 - Sécurité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TC - Transports en commun	380 300 000,00	-7 514 842,00	372 785 158,00	321 154 130,40	26 217 377,00	-424 878,28	318 019 030,99	23 534 255,25	-760 430,74	1 044 894,78	24 747 603,94	21 728 929,73
908 - Transports	380 300 000,00	-7 514 842,00	372 785 158,00	321 154 130,40	26 217 377,00	-424 878,28	318 019 030,99	23 534 255,25	-760 430,74	1 044 894,78	24 747 603,94	21 728 929,73
810 - Services communs	56 550 000,00	12 975 075,00	69 525 075,00	46 380 569,03	5 682 303,15	-	45 582 620,23	5 219 906,81	-335 552,46	1 044 894,78	4 637 408,37	3 839 459,57
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	276 950 000,00	-30 778 302,00	246 171 698,00	229 706 812,53	12 849 228,63	-424 878,28	229 590 387,30	12 849 228,60	-424 878,28	-	12 424 350,35	12 424 350,32
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	46 800 000,00	10 288 385,00	57 088 385,00	45 066 748,84	7 685 845,22	-	42 846 023,46	5 465 119,84	-	-	7 685 845,22	5 465 119,84
TMSP - Transports de marchandise en site propre	20 000 000,00	-954 450,08	19 045 549,92	13 002 499,99	-	-	13 002 499,99	-	-	-	-	-
908 - Transports	20 000 000,00	-954 450,08	19 045 549,92	13 002 499,99	-	-	13 002 499,99	-	-	-	-	-
883 - Transports fluviaux	9 850 000,00	-	9 850 000,00	9 849 999,99	-	-	9 849 999,99	-	-	-	-	-
884 - Transports ferroviaires de marchandises	7 900 000,00	-2 356 950,08	5 543 049,92	-	-	-	-	-	-	-	-	-
885 - Liaisons multimodales	2 200 000,00	1 452 500,00	3 652 500,00	3 152 500,00	-	-	3 152 500,00	-	-	-	-	-
888 - Autres	50 000,00	-50 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	4 450 000,00	-	4 450 000,00	3 164 935,45	-	-	3 164 935,45	-	-	-	-	-
909 - Action économique	4 450 000,00	-	4 450 000,00	3 164 935,45	-	-	3 164 935,45	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	4 450 000,00	-	4 450 000,00	3 164 935,45	-	-	3 164 935,45	-	-	-	-	-
UE - Fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
906 - Gestion des fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62 - FEDER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 023 679 000,00	22 569 998,00	2 046 248 998,00	1 700 798 679,84	70 423 809,31	-10 679 293,85	1 684 796 684,06	55 363 386,58	-11 029 268,78	6 095 775,28	53 648 740,18	38 238 342,52
				83,12 %						0,36 %	-23,82 %	-30,93 %

LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2007

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2007	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
AGRI - Agriculture	-	-	-	1 815 471,69	-	-	1 815 471,69	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	1 815 471,69	-	-	1 815 471,69	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro- industrie	-	-	-	1 815 471,69	-	-	1 815 471,69	-	-	-	-	-
AIE - Actions internationales	3 550 000,00	-	3 550 000,00	2 897 056,00	-	-	2 897 056,00	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	3 550 000,00	-	3 550 000,00	2 897 056,00	-	-	2 897 056,00	-	-	-	-	-
044 - Aide publique au développement	3 550 000,00	-	3 550 000,00	2 897 056,00	-	-	2 897 056,00	-	-	-	-	-
048 - Autres actions internationales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AM - Aménagement	94 500 000,00	-	94 500 000,00	51 672 850,41	1 507 777,70	-	50 165 072,71	-	-	-	1 507 777,70	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	92 000 000,00	-	92 000 000,00	51 672 850,41	1 507 777,70	-	50 165 072,71	-	-	-	1 507 777,70	-
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	77 500 000,00	-4 817 181,67	72 682 818,33	48 429 249,82	1 493 522,68	-	46 935 727,14	-	-	-	1 493 522,68	-
53 - Espace rural et autres espaces de développement	14 500 000,00	4 817 181,67	19 317 181,67	3 243 600,59	14 255,02	-	3 229 345,57	-	-	-	14 255,02	-
907 - Environnement	2 500 000,00	-	2 500 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	2 500 000,00	-	2 500 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CI - Citoyenneté	600 000,00	-	600 000,00	3 892,74	-	-	3 892,74	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	500 000,00	-	500 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	500 000,00	-	500 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
904 - Développement social et Santé	100 000,00	-	100 000,00	3 892,74	-	-	3 892,74	-	-	-	-	-
40 - Services communs	100 000,00	-	100 000,00	3 892,74	-	-	3 892,74	-	-	-	-	-
COM - Communication	1 280 000,00	-	1 280 000,00	1 267 459,79	-	-	1 267 459,79	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	1 280 000,00	-	1 280 000,00	1 267 459,79	-	-	1 267 459,79	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	1 280 000,00	-	1 280 000,00	1 267 459,79	-	-	1 267 459,79	-	-	-	-	-
COO - Coopération interrégionale	9 700 000,00	-	9 700 000,00	319 539,55	-	-	319 539,55	-	-	-	-	-
900 - Services Généraux	9 700 000,00	-	9 700 000,00	319 539,55	-	-	319 539,55	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	9 700 000,00	-	9 700 000,00	319 539,55	-	-	319 539,55	-	-	-	-	-
CU - Culture	33 137 000,00	-	33 137 000,00	26 261 603,97	37 483,37	-	26 261 603,97	37 483,37	-	-	37 483,37	37 483,37
903 - Culture, Sports et Loisirs	33 137 000,00	-	33 137 000,00	26 261 603,97	37 483,37	-	26 261 603,97	37 483,37	-	-	37 483,37	37 483,37
311 - Enseignement Artistique	4 500 000,00	-1 178 000,14	3 321 999,86	1 765 272,48	-	-	1 765 272,48	-	-	-	-	-
312 - Activités culturelles et artistiques	23 600 000,00	867 202,00	24 467 202,00	18 698 630,57	-	-	18 698 630,57	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	5 037 000,00	310 798,14	5 347 798,14	5 797 700,92	37 483,37	-	5 797 700,92	37 483,37	-	-	37 483,37	37 483,37
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	47 450 000,00	-	47 450 000,00	58 440 459,93	1 041 531,50	-15,50	58 440 459,93	1 041 531,50	-15,50	101 871,00	939 645,00	939 645,00
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	983 239,08	-	-	983 239,08	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	983 239,08	-	-	983 239,08	-	-	-	-	-
909 - Action économique	47 450 000,00	-	47 450 000,00	57 457 220,85	1 041 531,50	-15,50	57 457 220,85	1 041 531,50	-15,50	101 871,00	939 645,00	939 645,00
91 - Interventions économiques transversales	40 750 000,00	-	40 750 000,00	26 886 955,94	1 041 531,50	-15,50	26 886 955,94	1 041 531,50	-15,50	101 871,00	939 645,00	939 645,00
92 - Recherche et innovation	-	-	-	28 605 934,91	-	-	28 605 934,91	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	6 700 000,00	-	6 700 000,00	1 964 330,00	-	-	1 964 330,00	-	-	-	-	-
DSS - Développement social et santé	78 763 000,00	-	78 763 000,00	65 945 897,81	-	-	65 945 897,81	-	-	-	-	-
901 - Formation professionnelle et apprentissage	3 000 000,00	-	3 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	3 000 000,00	-	3 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
904 - Santé et action sociale	75 763 000,00	-	75 763 000,00	65 945 897,81	-	-	65 945 897,81	-	-	-	-	-
41 - Santé	12 000 000,00	-	12 000 000,00	9 095 335,18	-	-	9 095 335,18	-	-	-	-	-
42 - Action sociale	63 763 000,00	-	63 763 000,00	56 850 562,63	-	-	56 850 562,63	-	-	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2007	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
EAE - Environnement et énergie	115 000 000,00	-5 862 888,45	109 137 111,55	80 253 058,78	606 228,58	-606 228,58	80 253 058,78	606 228,58	-606 228,58	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	111 200 000,00	-5 862 888,45	105 337 111,55	80 253 058,78	606 228,58	-606 228,58	80 253 058,78	606 228,58	-606 228,58	-	-	-
71 - Actions transversales	700 000,00	-	700 000,00	59 244,39	30 000,00	-30 000,00	59 244,39	30 000,00	-30 000,00	-	-	-
72 - Actions en matière de déchets	2 250 000,00	-	2 250 000,00	576 257,29	-	-	576 257,29	-	-	-	-	-
73 - Politique de l'air	3 500 000,00	-	3 500 000,00	145 949,72	-	-	145 949,72	-	-	-	-	-
74 - Politique de l'eau	54 295 000,00	-	54 295 000,00	49 357 553,52	-	-	49 357 553,52	-	-	-	-	-
75 - Politique de l'énergie	16 000 000,00	-5 862 888,45	10 137 111,55	5 521 852,94	576 228,58	-576 228,58	5 521 852,94	576 228,58	-576 228,58	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	31 875 000,00	-	31 875 000,00	24 486 050,92	-	-	24 486 050,92	-	-	-	-	-
77 - Environnement des infrastructures de transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	2 580 000,00	-	2 580 000,00	106 150,00	-	-	106 150,00	-	-	-	-	-
908 - Transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
883 - Transports fluviaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Développement économique	3 800 000,00	-	3 800 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	3 800 000,00	-	3 800 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	432 775 000,00	1 800 000,00	434 575 000,00	426 740 950,53	29 186 421,07	-1 046 853,76	410 676 281,73	13 150 564,21	-1 063 498,35	8 955 948,95	19 183 618,36	3 131 116,91
902 - Enseignement	432 775 000,00	1 800 000,00	434 575 000,00	426 740 950,53	29 186 421,07	-1 046 853,76	410 676 281,73	13 150 564,21	-1 063 498,35	8 955 948,95	19 183 618,36	3 131 116,91
21 - Enseignement du premier degré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
221 - Collèges	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
222 - Lycées publics	373 792 000,00	14 880 610,71	388 672 610,71	385 753 286,36	28 793 829,66	-654 262,35	369 688 617,56	12 757 972,80	-670 906,94	8 955 948,95	19 183 618,36	3 131 116,91
223 - Lycées privés	19 000 000,00	-	19 000 000,00	16 586 361,61	-	-	16 586 361,61	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	26 600 000,00	-12 401 250,29	14 198 749,71	12 323 532,34	392 591,41	-392 591,41	12 323 532,34	392 591,41	-392 591,41	-	-	-
28 - Autres services périscolaires et annexes	13 383 000,00	-679 360,42	12 703 639,58	12 077 770,22	-	-	12 077 770,22	-	-	-	-	-
ESU - Enseignement supérieur	21 758 000,00	-	21 758 000,00	21 006 935,38	693 213,16	-40 520,84	20 990 434,76	693 213,16	-40 520,84	21 000,31	631 692,01	631 692,01
902 - Enseignement	21 758 000,00	-	21 758 000,00	21 006 935,38	693 213,16	-40 520,84	20 990 434,76	693 213,16	-40 520,84	21 000,31	631 692,01	631 692,01
23 - Enseignement supérieur	21 758 000,00	-	21 758 000,00	21 006 935,38	693 213,16	-40 520,84	20 990 434,76	693 213,16	-40 520,84	21 000,31	631 692,01	631 692,01
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	34 440 000,00	-	34 440 000,00	22 060 142,68	70 162,97	-	22 060 142,68	70 162,97	-	-	70 162,97	70 162,97
901 - Formation professionnelle et apprentissage	34 440 000,00	-	34 440 000,00	22 060 142,68	70 162,97	-	22 060 142,68	70 162,97	-	-	70 162,97	70 162,97
10 - Services communs	100 000,00	-100 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	740 000,00	-330 792,00	409 208,00	244 727,13	-	-	244 727,13	-	-	-	-	-
12 - Apprentissage	33 600 000,00	430 792,00	34 030 792,00	21 815 415,55	70 162,97	-	21 815 415,55	70 162,97	-	-	70 162,97	70 162,97
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
LO - Logement	166 660 000,00	8 024 107,00	174 684 107,00	162 494 568,68	-	-	162 494 568,68	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	166 660 000,00	8 024 107,00	174 684 107,00	162 494 568,68	-	-	162 494 568,68	-	-	-	-	-
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	166 660 000,00	8 024 107,00	174 684 107,00	162 494 568,68	-	-	162 494 568,68	-	-	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2007	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
MO - Mobilités	215 900 000,00	-22 693 462,86	193 206 537,14	174 210 798,76	7 611 838,49	-375 711,67	173 437 442,93	6 898 725,24	-375 711,67	-	7 236 126,82	6 523 013,57
905 - Aménagement des territoires	4 000 000,00	-	4 000 000,00	2 622 500,00	-	-	2 622 500,00	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	4 000 000,00	-	4 000 000,00	2 622 500,00	-	-	2 622 500,00	-	-	-	-	-
907 - Environnement	50 000 000,00	5 862 888,45	55 862 888,45	49 416 259,19	142 786,00	-	49 416 259,19	142 786,00	-	-	142 786,00	142 786,00
77 - Environnement des infrastructures de transport	35 500 000,00	-	35 500 000,00	31 143 521,04	142 786,00	-	31 143 521,04	142 786,00	-	-	142 786,00	142 786,00
78 - Autres actions	14 500 000,00	5 862 888,45	20 362 888,45	18 272 738,15	-	-	18 272 738,15	-	-	-	-	-
908 - Transports	161 900 000,00	-28 556 351,31	133 343 648,69	122 172 039,57	7 469 052,49	-375 711,67	121 398 683,74	6 755 939,24	-375 711,67	-	7 093 340,82	6 380 227,57
818 - Autres transports en commun	80 000 000,00	-28 556 351,31	51 443 648,69	45 234 734,57	5 108 652,48	-273 092,58	44 485 991,99	4 420 152,48	-273 092,58	-	4 835 559,90	4 147 059,90
821 - Voirie nationale	23 400 000,00	-	23 400 000,00	23 393 000,00	153 082,00	-	23 393 000,00	153 082,00	-	-	153 082,00	153 082,00
823 - Voirie départementale	24 000 000,00	-	24 000 000,00	21 946 816,46	2 182 704,76	-102 619,09	21 946 816,46	2 182 704,76	-102 619,09	-	2 080 085,67	2 080 085,67
824	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
825 - Sécurité routière	34 500 000,00	-	34 500 000,00	31 597 488,54	24 613,25	-	31 572 875,29	-	-	-	24 613,25	-
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	5 015 000,00	-	5 015 000,00	2 677 510,04	-	-	2 677 510,04	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	3 265 000,00	-	3 265 000,00	2 677 510,04	-	-	2 677 510,04	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	3 265 000,00	-	3 265 000,00	2 677 510,04	-	-	2 677 510,04	-	-	-	-	-
903 - Culture, sports et loisirs	1 750 000,00	-	1 750 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	1 750 000,00	-	1 750 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PRH - Personnel et Ressources humaines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	45 000 000,00	-8 024 107,00	36 975 893,00	6 051 009,11	-	-	6 051 009,11	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	45 000 000,00	-8 024 107,00	36 975 893,00	6 051 009,11	-	-	6 051 009,11	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	45 000 000,00	-8 024 107,00	36 975 893,00	6 051 009,11	-	-	6 051 009,11	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	82 200 000,00	-	82 200 000,00	28 234 052,38	-	-	28 234 052,38	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	5 500 000,00	-	5 500 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	5 500 000,00	-	5 500 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	76 700 000,00	-	76 700 000,00	28 234 052,38	-	-	28 234 052,38	-	-	-	-	-
92 - Recherche et innovation	76 700 000,00	-	76 700 000,00	28 234 052,38	-	-	28 234 052,38	-	-	-	-	-
RUR - Ruralité	-	-	-	15 739 602,78	1 609 637,60	-1 461 862,62	14 151 793,33	1 461 862,62	-1 461 862,62	-	147 774,98	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	14 955 816,06	1 609 637,60	-1 461 862,62	13 368 006,61	1 461 862,62	-1 461 862,62	-	147 774,98	-
53 - Espace rural et autres espaces de développement	-	-	-	14 955 816,06	1 609 637,60	-1 461 862,62	13 368 006,61	1 461 862,62	-1 461 862,62	-	147 774,98	-
907 - Environnement	-	-	-	783 786,72	-	-	783 786,72	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	783 786,72	-	-	783 786,72	-	-	-	-	-
SE - Sécurité	44 300 000,00	-	44 300 000,00	11 593 298,38	3 163 084,09	-3 163 084,09	11 593 298,38	3 163 084,09	-3 163 084,09	-	-	-
901 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
902 - Enseignement	5 500 000,00	-	5 500 000,00	5 041 249,17	-	-	5 041 249,17	-	-	-	-	-
27 - Sécurité	5 500 000,00	-	5 500 000,00	5 041 249,17	-	-	5 041 249,17	-	-	-	-	-
903 - Culture, sports et loisirs	1 800 000,00	-	1 800 000,00	1 670 437,00	-	-	1 670 437,00	-	-	-	-	-
37 - Sécurité	1 800 000,00	-	1 800 000,00	1 670 437,00	-	-	1 670 437,00	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	20 500 000,00	-	20 500 000,00	4 278 646,30	-	-	4 278 646,30	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	20 500 000,00	-	20 500 000,00	4 278 646,30	-	-	4 278 646,30	-	-	-	-	-
908 - Transports	16 500 000,00	-	16 500 000,00	602 965,91	3 163 084,09	-3 163 084,09	602 965,91	3 163 084,09	-3 163 084,09	-	-	-
87 - Sécurité	16 500 000,00	-	16 500 000,00	602 965,91	3 163 084,09	-3 163 084,09	602 965,91	3 163 084,09	-3 163 084,09	-	-	-
SI - Systèmes d'Information	4 130 000,00	-	4 130 000,00	2 462 088,61	188 961,05	-188 961,05	2 462 088,61	188 961,05	-188 961,05	-	-	-
900 - Services généraux	4 130 000,00	-	4 130 000,00	2 462 088,61	188 961,05	-188 961,05	2 462 088,61	188 961,05	-188 961,05	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	4 130 000,00	-	4 130 000,00	2 462 088,61	188 961,05	-188 961,05	2 462 088,61	188 961,05	-188 961,05	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2007	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
SL - Sports et Loisirs	32 389 000,00	-	32 389 000,00	31 672 738,12	165 342,63	-	31 672 738,12	165 342,63	-	-	165 342,63	165 342,63
903 - Culture, sports et loisirs	32 389 000,00	-	32 389 000,00	31 672 738,12	165 342,63	-	31 672 738,12	165 342,63	-	-	165 342,63	165 342,63
32 - Sports	16 505 000,00	-	16 505 000,00	16 213 824,20	-	-	16 213 824,20	-	-	-	-	-
33 - Loisirs	15 884 000,00	-	15 884 000,00	15 458 913,92	165 342,63	-	15 458 913,92	165 342,63	-	-	165 342,63	165 342,63
37 - Sécurité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TC - Transports en commun	395 100 000,00	28 556 351,31	423 656 351,31	371 373 220,47	17 245 449,84	-1 112 299,99	369 532 873,57	14 358 002,94	-1 112 299,99	89 966,69	16 043 183,16	13 155 736,26
908 - Transports	395 100 000,00	28 556 351,31	423 656 351,31	371 373 220,47	17 245 449,84	-1 112 299,99	369 532 873,57	14 358 002,94	-1 112 299,99	89 966,69	16 043 183,16	13 155 736,26
810 - Services communs	65 600 000,00	5 170 170,00	70 770 170,00	57 083 227,21	13 307 550,43	-975 300,00	55 242 880,34	11 578 103,56	-975 300,00	89 966,69	12 242 283,74	10 512 836,87
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	280 500 000,00	51 367 039,31	331 867 039,31	297 448 714,32	3 937 899,41	-136 999,99	297 448 714,29	2 779 899,38	-136 999,99	-	3 800 899,42	2 642 899,39
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	49 000 000,00	-27 980 858,00	21 019 142,00	16 841 278,94	-	-	16 841 278,94	-	-	-	-	-
TMSP - Transports de marchandise en site propre	15 600 000,00	-	15 600 000,00	13 810 937,67	-	-	13 810 937,67	-	-	-	-	-
908 - Transports	15 600 000,00	-	15 600 000,00	13 810 937,67	-	-	13 810 937,67	-	-	-	-	-
883 - Transports fluviaux	7 300 000,00	-	7 300 000,00	7 096 000,00	-	-	7 096 000,00	-	-	-	-	-
884 - Transports ferroviaires de marchandises	1 300 000,00	-1 073 800,00	226 200,00	125 000,00	-	-	125 000,00	-	-	-	-	-
885 - Liaisons multimodales	7 000 000,00	1 073 800,00	8 073 800,00	6 589 937,67	-	-	6 589 937,67	-	-	-	-	-
888 - Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	4 533 000,00	-	4 533 000,00	3 672 183,87	-	-	3 672 183,87	-	-	-	-	-
909 - Action économique	4 533 000,00	-	4 533 000,00	3 672 183,87	-	-	3 672 183,87	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	4 533 000,00	-	4 533 000,00	3 672 183,87	-	-	3 672 183,87	-	-	-	-	-
UE - Fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
906 - Gestion des fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62 - FEDER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	1 883 780 000,00	1 800 000,00	1 885 580 000,00	1 582 677 328,13	63 127 132,05	-7 995 538,10	1 560 886 868,83	41 835 162,36	-8 012 182,69	9 168 786,95	45 962 807,00	24 654 192,72
				83,94 %						0,58 %	-27,19 %	-41,07 %

LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2008

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2008	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
AGRI - Agriculture	-	-	-	2 565 848,57	-	-	2 565 848,57	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	2 565 848,57	-	-	2 565 848,57	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro- industrie	-	-	-	2 565 848,57	-	-	2 565 848,57	-	-	-	-	-
AIE - Actions internationales	5 200 000,00	-	5 200 000,00	4 125 925,00	50 000,00	-50 000,00	4 125 925,00	50 000,00	-50 000,00	-	-	-
900 - Services généraux	5 200 000,00	-	5 200 000,00	4 125 925,00	50 000,00	-50 000,00	4 125 925,00	50 000,00	-50 000,00	-	-	-
044 - Aide publique au développement	5 200 000,00	-	5 200 000,00	4 125 925,00	50 000,00	-50 000,00	4 125 925,00	50 000,00	-50 000,00	-	-	-
048 - Autres actions internationales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AM - Aménagement	76 330 000,00	401 087,43	76 731 087,43	38 453 338,39	836 423,62	-188 000,00	37 616 914,77	188 000,00	-188 000,00	-	648 423,62	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	74 650 000,00	-	74 650 000,00	38 453 338,39	836 423,62	-188 000,00	37 616 914,77	188 000,00	-188 000,00	-	648 423,62	-
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	64 150 000,00	-124 610,76	64 025 389,24	38 453 338,39	836 423,62	-188 000,00	37 616 914,77	188 000,00	-188 000,00	-	648 423,62	-
53 - Espace rural et autres espaces de développement	10 500 000,00	124 610,76	10 624 610,76	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	1 680 000,00	401 087,43	2 081 087,43	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	1 680 000,00	401 087,43	2 081 087,43	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CI - Citoyenneté	100 000,00	-	100 000,00	34 332,98	-	-	34 332,98	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
904 - Développement social et Santé	100 000,00	-	100 000,00	34 332,98	-	-	34 332,98	-	-	-	-	-
40 - Services communs	100 000,00	-	100 000,00	34 332,98	-	-	34 332,98	-	-	-	-	-
COM - Communication	1 200 000,00	-	1 200 000,00	1 180 159,57	-	-	1 180 159,57	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	1 200 000,00	-	1 200 000,00	1 180 159,57	-	-	1 180 159,57	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	1 200 000,00	-	1 200 000,00	1 180 159,57	-	-	1 180 159,57	-	-	-	-	-
COO - Coopération interrégionale	8 700 000,00	-	8 700 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services Généraux	8 700 000,00	-	8 700 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	8 700 000,00	-	8 700 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CU - Culture	29 550 000,00	-	29 550 000,00	23 017 338,35	-	-	23 017 338,35	-	-	-	-	-
903 - Culture, Sports et Loisirs	29 550 000,00	-	29 550 000,00	23 017 338,35	-	-	23 017 338,35	-	-	-	-	-
311 - Enseignement Artistique	4 000 000,00	854 811,00	4 854 811,00	4 781 746,02	-	-	4 781 746,02	-	-	-	-	-
312 - Activités culturelles et artistiques	21 795 000,00	-	21 795 000,00	15 934 143,56	-	-	15 934 143,56	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	3 755 000,00	-854 811,00	2 900 189,00	2 301 448,77	-	-	2 301 448,77	-	-	-	-	-
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	44 600 000,00	-	44 600 000,00	50 772 971,13	-	-	50 772 971,13	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	3 165 444,97	-	-	3 165 444,97	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	3 165 444,97	-	-	3 165 444,97	-	-	-	-	-
909 - Action économique	44 600 000,00	-	44 600 000,00	47 607 526,16	-	-	47 607 526,16	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	37 700 000,00	-	37 700 000,00	21 667 606,24	-	-	21 667 606,24	-	-	-	-	-
92 - Recherche et innovation	-	-	-	22 871 408,27	-	-	22 871 408,27	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	6 900 000,00	-	6 900 000,00	3 068 511,65	-	-	3 068 511,65	-	-	-	-	-
DSS - Développement social et santé	75 434 000,00	-	75 434 000,00	59 602 503,89	-	-	59 602 503,89	-	-	-	-	-
901 - Formation professionnelle et apprentissage	1 300 000,00	-	1 300 000,00	608 838,82	-	-	608 838,82	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	1 300 000,00	-	1 300 000,00	608 838,82	-	-	608 838,82	-	-	-	-	-
904 - Santé et action sociale	74 134 000,00	-	74 134 000,00	58 993 665,07	-	-	58 993 665,07	-	-	-	-	-
41 - Santé	9 300 000,00	-553 529,00	8 746 471,00	4 443 435,83	-	-	4 443 435,83	-	-	-	-	-
42 - Action sociale	64 834 000,00	553 529,00	65 387 529,00	54 550 229,24	-	-	54 550 229,24	-	-	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2008	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
EAE - Environnement et énergie	112 905 000,00	-894 587,98	112 010 412,02	83 787 643,21	177 795,42	-176 053,46	83 785 901,25	176 053,46	-176 053,46	-	1 741,96	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	109 255 000,00	-894 587,98	108 360 412,02	83 787 643,21	177 795,42	-176 053,46	83 785 901,25	176 053,46	-176 053,46	-	1 741,96	-
71 - Actions transversales	475 000,00	-	475 000,00	75 000,00	-	-	75 000,00	-	-	-	-	-
72 - Actions en matière de déchets	6 250 000,00	-894 587,98	5 355 412,02	285 188,43	474,39	-474,39	285 188,43	474,39	-474,39	-	-	-
73 - Politique de l'air	1 450 000,00	-254 667,84	1 195 332,16	211 789,00	-	-	211 789,00	-	-	-	-	-
74 - Politique de l'eau	53 720 000,00	-	53 720 000,00	50 987 274,21	13 575,91	-13 575,91	50 987 274,21	13 575,91	-13 575,91	-	-	-
75 - Politique de l'énergie	18 000 000,00	2 954 667,84	20 954 667,84	10 882 541,18	162 003,16	-162 003,16	10 882 541,18	162 003,16	-162 003,16	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	26 275 000,00	-	26 275 000,00	21 172 957,51	1 741,96	-	21 171 215,55	-	-	-	1 741,96	-
77 - Environnement des infrastructures de transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	3 085 000,00	-2 700 000,00	385 000,00	172 892,88	-	-	172 892,88	-	-	-	-	-
908 - Transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
883 - Transports fluviaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Développement économique	3 650 000,00	-	3 650 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	3 650 000,00	-	3 650 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	423 800 000,00	-	423 800 000,00	411 640 054,16	60 776 617,28	-1 508 065,01	404 815 644,15	54 029 756,92	-1 519 071,54	2 999 404,37	56 269 147,90	49 511 281,01
902 - Enseignement	423 800 000,00	-	423 800 000,00	411 640 054,16	60 776 617,28	-1 508 065,01	404 815 644,15	54 029 756,92	-1 519 071,54	2 999 404,37	56 269 147,90	49 511 281,01
21 - Enseignement du premier degré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
221 - Collèges	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
222 - Lycées publics	364 777 000,00	4 672 166,33	369 449 166,33	365 764 532,53	60 094 068,08	-854 961,03	358 944 485,03	53 351 570,23	-865 967,56	2 974 321,66	56 264 785,39	49 511 281,01
223 - Lycées privés	19 000 000,00	-	19 000 000,00	17 949 683,12	-	-	17 949 683,12	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	26 600 000,00	-837 231,34	25 762 768,66	21 520 940,95	682 549,20	-653 103,98	21 516 578,44	678 186,69	-653 103,98	25 082,71	4 362,51	-0,00
28 - Autres services périscolaires et annexes	13 423 000,00	-3 834 934,99	9 588 065,01	6 404 897,56	-	-	6 404 897,56	-	-	-	-	-
ESU - Enseignement supérieur	39 248 000,00	-	39 248 000,00	33 844 030,32	3 381 106,40	-1,10	33 846 132,66	3 380 974,21	-1,10	29 171,40	3 351 933,90	3 351 801,71
902 - Enseignement	39 248 000,00	-	39 248 000,00	33 844 030,32	3 381 106,40	-1,10	33 846 132,66	3 380 974,21	-1,10	29 171,40	3 351 933,90	3 351 801,71
23 - Enseignement supérieur	39 248 000,00	-	39 248 000,00	33 844 030,32	3 381 106,40	-1,10	33 846 132,66	3 380 974,21	-1,10	29 171,40	3 351 933,90	3 351 801,71
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	30 500 000,00	-	30 500 000,00	27 325 819,17	10 616,58	-852,89	27 325 819,17	10 616,58	-852,89	-	9 763,69	9 763,69
901 - Formation professionnelle et apprentissage	30 500 000,00	-	30 500 000,00	27 325 819,17	10 616,58	-852,89	27 325 819,17	10 616,58	-852,89	-	9 763,69	9 763,69
10 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	500 000,00	-417 889,00	82 111,00	9 147,11	852,89	-852,89	9 147,11	852,89	-852,89	-	-	-
12 - Apprentissage	30 000 000,00	417 889,00	30 417 889,00	27 316 672,06	9 763,69	-	27 316 672,06	9 763,69	-	-	9 763,69	9 763,69
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
LO - Logement	171 800 000,00	6 858 186,00	178 658 186,00	169 804 293,91	-	-	169 804 293,91	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	171 800 000,00	6 858 186,00	178 658 186,00	169 804 293,91	-	-	169 804 293,91	-	-	-	-	-
50 - Services communs	3 000 000,00	-	3 000 000,00	1 629 928,16	-	-	1 629 928,16	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	168 800 000,00	6 858 186,00	175 658 186,00	168 174 365,75	-	-	168 174 365,75	-	-	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2008	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
MO - Mobilités	248 100 000,00	-53 843 361,25	194 256 638,75	147 927 992,74	14 282 643,33	-4 163 854,46	145 642 412,08	13 255 879,78	-4 163 854,46	-	10 118 788,87	9 092 025,32
905 - Aménagement des territoires	4 000 000,00	-	4 000 000,00	677 775,00	-	-	677 775,00	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	4 000 000,00	-	4 000 000,00	677 775,00	-	-	677 775,00	-	-	-	-	-
907 - Environnement	50 000 000,00	493 500,55	50 493 500,55	40 489 435,64	4 560 667,59	-	40 489 435,64	4 560 667,59	-	-	4 560 667,59	4 560 667,59
77 - Environnement des infrastructures de transport	35 500 000,00	-	35 500 000,00	29 351 249,50	4 560 667,59	-	29 351 249,50	4 560 667,59	-	-	4 560 667,59	4 560 667,59
78 - Autres actions	14 500 000,00	493 500,55	14 993 500,55	11 138 186,14	-	-	11 138 186,14	-	-	-	-	-
908 - Transports	194 100 000,00	-54 336 861,80	139 763 138,20	106 760 782,10	9 721 975,74	-4 163 854,46	104 475 201,44	8 695 212,19	-4 163 854,46	-	5 558 121,28	4 531 357,73
818 - Autres transports en commun	129 500 000,00	-54 336 861,80	75 163 138,20	52 854 215,04	2 998 074,46	-310 147,06	52 493 116,83	2 947 123,31	-310 147,06	-	2 687 927,40	2 636 976,25
821 - Voirie nationale	23 500 000,00	-	23 500 000,00	23 500 000,00	-	-	23 500 000,00	-	-	-	-	-
823 - Voirie départementale	17 000 000,00	-	17 000 000,00	14 190 574,54	4 678 381,48	-2 784 000,00	14 190 574,54	4 678 381,48	-2 784 000,00	-	1 894 381,48	1 894 381,48
824	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
825 - Sécurité routière	24 100 000,00	-	24 100 000,00	16 215 992,52	2 045 519,80	-1 069 707,40	14 291 510,07	1 069 707,40	-1 069 707,40	-	975 812,40	-
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	2 950 000,00	-	2 950 000,00	2 124 795,31	-	-	2 124 795,31	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	2 300 000,00	-	2 300 000,00	2 124 795,31	-	-	2 124 795,31	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	2 300 000,00	-	2 300 000,00	2 124 795,31	-	-	2 124 795,31	-	-	-	-	-
903 - Culture, sports et loisirs	650 000,00	-	650 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	650 000,00	-	650 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PRH - Personnel et Ressources humaines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	45 000 000,00	-6 858 186,00	38 141 814,00	22 424 085,99	-	-	22 424 085,99	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	45 000 000,00	-6 858 186,00	38 141 814,00	22 424 085,99	-	-	22 424 085,99	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	45 000 000,00	-6 858 186,00	38 141 814,00	22 424 085,99	-	-	22 424 085,99	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	101 000 000,00	-	101 000 000,00	44 729 679,87	-	-	44 729 679,87	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	6 905 000,00	-	6 905 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	6 905 000,00	-	6 905 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	94 095 000,00	-	94 095 000,00	44 729 679,87	-	-	44 729 679,87	-	-	-	-	-
92 - Recherche et innovation	94 095 000,00	-	94 095 000,00	44 729 679,87	-	-	44 729 679,87	-	-	-	-	-
RUR - Ruralité	-	-	-	12 343 099,65	1 264 481,06	-1 086 880,33	11 135 081,36	1 086 880,33	-1 086 880,33	-	177 600,73	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	10 385 147,99	1 264 481,06	-1 086 880,33	9 177 129,70	1 086 880,33	-1 086 880,33	-	177 600,73	-
53 - Espace rural et autres espaces de développement	-	-	-	10 385 147,99	1 264 481,06	-1 086 880,33	9 177 129,70	1 086 880,33	-1 086 880,33	-	177 600,73	-
907 - Environnement	-	-	-	1 957 951,66	-	-	1 957 951,66	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	1 957 951,66	-	-	1 957 951,66	-	-	-	-	-
SE - Sécurité	32 000 000,00	-	32 000 000,00	16 391 527,68	601 968,71	-497 512,24	16 391 527,68	601 968,71	-497 512,24	-	104 456,47	104 456,47
901 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
902 - Enseignement	5 000 000,00	-	5 000 000,00	4 677 992,13	2 202,01	-	4 677 992,13	2 202,01	-	-	2 202,01	2 202,01
27 - Sécurité	5 000 000,00	-	5 000 000,00	4 677 992,13	2 202,01	-	4 677 992,13	2 202,01	-	-	2 202,01	2 202,01
903 - Culture, sports et loisirs	2 000 000,00	-	2 000 000,00	1 775 306,42	102 254,46	-	1 775 306,42	102 254,46	-	-	102 254,46	102 254,46
37 - Sécurité	2 000 000,00	-	2 000 000,00	1 775 306,42	102 254,46	-	1 775 306,42	102 254,46	-	-	102 254,46	102 254,46
905 - Aménagement des territoires	15 000 000,00	-	15 000 000,00	8 104 367,11	-	-	8 104 367,11	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	15 000 000,00	-	15 000 000,00	8 104 367,11	-	-	8 104 367,11	-	-	-	-	-
908 - Transports	10 000 000,00	-	10 000 000,00	1 833 862,02	497 512,24	-497 512,24	1 833 862,02	497 512,24	-497 512,24	-	-	-
87 - Sécurité	10 000 000,00	-	10 000 000,00	1 833 862,02	497 512,24	-497 512,24	1 833 862,02	497 512,24	-497 512,24	-	-	-
SI - Systèmes d'Information	5 075 000,00	-	5 075 000,00	4 949 705,36	189 948,77	-182 055,13	4 860 729,60	189 948,77	-182 055,13	-	7 893,64	7 893,64
900 - Services généraux	5 075 000,00	-	5 075 000,00	4 949 705,36	189 948,77	-182 055,13	4 860 729,60	189 948,77	-182 055,13	-	7 893,64	7 893,64
0202 - Autres moyens généraux	5 075 000,00	-	5 075 000,00	4 949 705,36	189 948,77	-182 055,13	4 860 729,60	189 948,77	-182 055,13	-	7 893,64	7 893,64

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2008	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
SL - Sports et Loisirs	40 280 000,00	-	40 280 000,00	30 975 597,08	120 292,53	-	30 975 597,08	120 292,53	-	-	120 292,53	120 292,53
903 - Culture, sports et loisirs	40 280 000,00	-	40 280 000,00	30 975 597,08	120 292,53	-	30 975 597,08	120 292,53	-	-	120 292,53	120 292,53
32 - Sports	18 100 000,00	-	18 100 000,00	15 860 634,10	358,92	-	15 860 634,10	358,92	-	-	358,92	358,92
33 - Loisirs	22 180 000,00	-	22 180 000,00	15 114 962,98	119 933,61	-	15 114 962,98	119 933,61	-	-	119 933,61	119 933,61
37 - Sécurité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TC - Transports en commun	512 300 000,00	52 851 861,80	565 151 861,80	487 372 402,71	28 543 922,85	-352 939,37	485 648 725,87	27 082 450,88	-352 939,37	3 192 899,04	24 998 084,44	23 536 612,47
908 - Transports	512 300 000,00	52 851 861,80	565 151 861,80	487 372 402,71	28 543 922,85	-352 939,37	485 648 725,87	27 082 450,88	-352 939,37	3 192 899,04	24 998 084,44	23 536 612,47
810 - Services communs	108 000 000,00	-43 086 431,00	64 913 569,00	22 707 855,28	3 111 273,61	-262 204,87	20 984 178,44	1 649 801,64	-262 204,87	-	2 849 068,74	1 387 596,77
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	365 300 000,00	92 451 861,80	457 751 861,80	433 170 531,36	23 147 258,29	-90 734,50	433 170 531,36	23 147 258,29	-90 734,50	3 192 899,04	19 863 624,75	19 863 624,75
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	39 000 000,00	3 486 431,00	42 486 431,00	31 494 016,07	2 285 390,95	-	31 494 016,07	2 285 390,95	-	-	2 285 390,95	2 285 390,95
TMSP - Transports de marchandise en site propre	34 400 000,00	1 485 000,00	35 885 000,00	30 710 178,96	1 698,34	-	30 708 480,62	-	-	-	1 698,34	-
908 - Transports	34 400 000,00	1 485 000,00	35 885 000,00	30 710 178,96	1 698,34	-	30 708 480,62	-	-	-	1 698,34	-
883 - Transports fluviaux	26 200 000,00	-1 000 000,00	25 200 000,00	22 812 474,16	-	-	22 812 474,16	-	-	-	-	-
884 - Transports ferroviaires de marchandises	2 700 000,00	4 539 960,00	7 239 960,00	7 220 713,40	1 698,34	-	7 219 015,06	-	-	-	1 698,34	-
885 - Liaisons multimodales	5 500 000,00	-2 054 960,00	3 445 040,00	676 991,40	-	-	676 991,40	-	-	-	-	-
888 - Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	4 020 000,00	-	4 020 000,00	3 331 436,02	-	-	3 331 436,02	-	-	-	-	-
909 - Action économique	4 020 000,00	-	4 020 000,00	3 331 436,02	-	-	3 331 436,02	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	4 020 000,00	-	4 020 000,00	3 331 436,02	-	-	3 331 436,02	-	-	-	-	-
UE - Fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
906 - Gestion des fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62 - FEDER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 044 492 000,00	-	2 044 492 000,00	1 709 434 760,02	110 237 514,89	-8 206 213,99	1 696 466 336,88	100 172 822,17	-8 217 220,52	6 221 474,81	95 809 826,09	85 734 126,84
				83,61 %						0,36 %	-13,09 %	-14,41 %

LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2009

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2009	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
AGRI - Agriculture	-	-	-	1 553 774,80	-	-	1 553 774,80	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	1 553 774,80	-	-	1 553 774,80	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro- industrie	-	-	-	1 553 774,80	-	-	1 553 774,80	-	-	-	-	-
AIE - Actions internationales	5 200 000,00	-	5 200 000,00	3 517 909,98	97 064,62	-97 064,62	3 517 909,98	97 064,62	-97 064,62	-	-	-
900 - Services généraux	5 200 000,00	-	5 200 000,00	3 517 909,98	97 064,62	-97 064,62	3 517 909,98	97 064,62	-97 064,62	-	-	-
044 - Aide publique au développement	5 200 000,00	-	5 200 000,00	3 517 909,98	97 064,62	-97 064,62	3 517 909,98	97 064,62	-97 064,62	-	-	-
048 - Autres actions internationales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AM - Aménagement	101 232 000,00	-16 941 451,00	84 290 549,00	62 371 411,58	1 060 540,90	-110 704,52	61 746 709,61	525 658,93	-200 524,52	55 151,80	894 684,58	269 982,61
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	98 000 000,00	-16 941 451,00	81 058 549,00	62 371 411,58	1 060 540,90	-110 704,52	61 746 709,61	525 658,93	-200 524,52	55 151,80	894 684,58	269 982,61
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	87 500 000,00	-15 277 386,20	72 222 613,80	62 371 411,58	1 060 540,90	-110 704,52	61 746 709,61	525 658,93	-200 524,52	55 151,80	894 684,58	269 982,61
53 - Espace rural et autres espaces de développement	10 500 000,00	-1 664 064,80	8 835 935,20	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	3 232 000,00	-	3 232 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	3 232 000,00	-	3 232 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CI - Citoyenneté	70 000,00	-	70 000,00	32 183,78	-	-	32 183,78	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
904 - Développement social et Santé	70 000,00	-	70 000,00	32 183,78	-	-	32 183,78	-	-	-	-	-
40 - Services communs	70 000,00	-	70 000,00	32 183,78	-	-	32 183,78	-	-	-	-	-
COM - Communication	1 600 000,00	-	1 600 000,00	1 594 520,41	-	-	1 594 520,41	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	1 600 000,00	-	1 600 000,00	1 594 520,41	-	-	1 594 520,41	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	1 600 000,00	-	1 600 000,00	1 594 520,41	-	-	1 594 520,41	-	-	-	-	-
COO - Coopération interrégionale	7 500 000,00	-	7 500 000,00	1 963 119,72	-	-	1 963 119,72	-	-	-	-	-
900 - Services Généraux	7 500 000,00	-	7 500 000,00	1 963 119,72	-	-	1 963 119,72	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	7 500 000,00	-	7 500 000,00	1 963 119,72	-	-	1 963 119,72	-	-	-	-	-
CU - Culture	30 005 000,00	-	30 005 000,00	26 441 891,50	19 997,12	-	26 441 891,50	19 997,12	-	-	19 997,12	19 997,12
903 - Culture, Sports et Loisirs	30 005 000,00	-	30 005 000,00	26 441 891,50	19 997,12	-	26 441 891,50	19 997,12	-	-	19 997,12	19 997,12
311 - Enseignement Artistique	1 500 000,00	-	1 500 000,00	1 290 949,00	-	-	1 290 949,00	-	-	-	-	-
312 - Activités culturelles et artistiques	24 305 000,00	619 107,00	24 924 107,00	22 117 694,03	-	-	22 117 694,03	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	4 200 000,00	-619 107,00	3 580 893,00	3 033 248,47	19 997,12	-	3 033 248,47	19 997,12	-	-	19 997,12	19 997,12
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	51 000 000,00	-	51 000 000,00	80 572 003,53	133 220,40	-133 220,40	80 572 003,53	133 220,40	-133 220,40	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	8 480 591,29	-	-	8 480 591,29	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	8 480 591,29	-	-	8 480 591,29	-	-	-	-	-
909 - Action économique	51 000 000,00	-	51 000 000,00	72 091 412,24	133 220,40	-133 220,40	72 091 412,24	133 220,40	-133 220,40	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	42 000 000,00	178 461,00	42 178 461,00	35 882 924,57	-	-	35 882 924,57	-	-	-	-	-
92 - Recherche et innovation	-	-	-	31 816 171,67	81 054,40	-81 054,40	31 816 171,67	81 054,40	-81 054,40	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	9 000 000,00	-178 461,00	8 821 539,00	4 392 316,00	52 166,00	-52 166,00	4 392 316,00	52 166,00	-52 166,00	-	-	-
DSS - Développement social et santé	76 300 000,00	-	76 300 000,00	51 597 346,62	8 959,61	-8 959,61	51 597 346,62	8 959,61	-8 959,61	-	-	-
901 - Formation professionnelle et apprentissage	1 200 000,00	-	1 200 000,00	603 909,81	-	-	603 909,81	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	1 200 000,00	-	1 200 000,00	603 909,81	-	-	603 909,81	-	-	-	-	-
904 - Santé et action sociale	75 100 000,00	-	75 100 000,00	50 993 436,81	8 959,61	-8 959,61	50 993 436,81	8 959,61	-8 959,61	-	-	-
41 - Santé	8 000 000,00	-	8 000 000,00	3 400 623,14	-	-	3 400 623,14	-	-	-	-	-
42 - Action sociale	67 100 000,00	-	67 100 000,00	47 592 813,67	8 959,61	-8 959,61	47 592 813,67	8 959,61	-8 959,61	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2009	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
EAE - Environnement et énergie	108 673 000,00	-2 815 602,10	105 857 397,90	85 928 253,03	54 051,39	-	85 874 201,64	-	-	-	54 051,39	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	104 973 000,00	-2 815 602,10	102 157 397,90	85 928 253,03	54 051,39	-	85 874 201,64	-	-	-	54 051,39	-
71 - Actions transversales	250 000,00	753 344,00	1 003 344,00	1 003 344,00	-	-	1 003 344,00	-	-	-	-	-
72 - Actions en matière de déchets	3 000 000,00	-778 566,32	2 221 433,68	1 796 077,04	54 051,39	-	1 742 025,65	-	-	-	54 051,39	-
73 - Politique de l'air	635 000,00	-143 403,78	491 596,22	237 992,69	-	-	237 992,69	-	-	-	-	-
74 - Politique de l'eau	51 900 000,00	-	51 900 000,00	48 469 755,36	-	-	48 469 755,36	-	-	-	-	-
75 - Politique de l'énergie	23 288 000,00	-254 912,00	23 033 088,00	12 203 142,89	-	-	12 203 142,89	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	24 300 000,00	-1 003 344,00	23 296 656,00	22 045 861,05	-	-	22 045 861,05	-	-	-	-	-
77 - Environnement des infrastructures de transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	1 600 000,00	-1 388 720,00	211 280,00	172 080,00	-	-	172 080,00	-	-	-	-	-
908 - Transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
883 - Transports fluviaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Développement économique	3 700 000,00	-	3 700 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	3 700 000,00	-	3 700 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	350 000 000,00	-	350 000 000,00	317 038 372,94	8 484 721,79	-861 269,91	317 027 037,96	8 475 286,78	-865 269,91	710 656,48	6 912 795,40	6 899 360,39
902 - Enseignement	350 000 000,00	-	350 000 000,00	317 038 372,94	8 484 721,79	-861 269,91	317 027 037,96	8 475 286,78	-865 269,91	710 656,48	6 912 795,40	6 899 360,39
21 - Enseignement du premier degré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
221 - Collèges	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
222 - Lycées publics	294 100 000,00	-13 604 533,28	280 495 466,72	256 006 685,99	7 864 125,83	-707 915,75	255 995 167,22	7 855 407,03	-711 915,75	576 270,21	6 579 939,87	6 567 221,07
223 - Lycées privés	19 000 000,00	-	19 000 000,00	17 973 304,11	-	-	17 973 304,11	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	26 600 000,00	9 795 601,29	36 395 601,29	29 677 516,46	620 595,96	-153 354,16	29 677 700,25	619 879,75	-153 354,16	134 386,27	332 855,53	332 139,32
28 - Autres services périscolaires et annexes	10 300 000,00	3 808 931,99	14 108 931,99	13 380 866,38	-	-	13 380 866,38	-	-	-	-	-
ESU - Enseignement supérieur	48 085 000,00	-	48 085 000,00	42 085 608,98	5 471 144,77	-1 435,09	42 085 608,98	5 471 144,77	-1 435,09	3 793,50	5 465 916,18	5 465 916,18
902 - Enseignement	48 085 000,00	-	48 085 000,00	42 085 608,98	5 471 144,77	-1 435,09	42 085 608,98	5 471 144,77	-1 435,09	3 793,50	5 465 916,18	5 465 916,18
23 - Enseignement supérieur	48 085 000,00	-	48 085 000,00	42 085 608,98	5 471 144,77	-1 435,09	42 085 608,98	5 471 144,77	-1 435,09	3 793,50	5 465 916,18	5 465 916,18
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	28 900 000,00	-	28 900 000,00	27 540 132,70	3 454,46	-3 057,29	27 540 132,70	3 454,46	-3 057,29	-	397,17	397,17
901 - Formation professionnelle et apprentissage	28 900 000,00	-	28 900 000,00	26 937 622,85	3 454,46	-3 057,29	26 937 622,85	3 454,46	-3 057,29	-	397,17	397,17
10 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	500 000,00	-172 698,00	327 302,00	226 060,94	3 057,29	-3 057,29	226 060,94	3 057,29	-3 057,29	-	-	-
12 - Apprentissage	28 400 000,00	172 698,00	28 572 698,00	26 711 561,91	397,17	-	26 711 561,91	397,17	-	-	397,17	397,17
909 - Action économique	-	-	-	602 509,85	-	-	602 509,85	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	602 509,85	-	-	602 509,85	-	-	-	-	-
LO - Logement	189 000 000,00	17 704 495,10	206 704 495,10	189 623 851,27	694 609,10	-694 609,10	189 623 851,27	694 609,10	-694 609,10	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	189 000 000,00	17 704 495,10	206 704 495,10	189 623 851,27	694 609,10	-694 609,10	189 623 851,27	694 609,10	-694 609,10	-	-	-
50 - Services communs	-	763 044,10	763 044,10	68 435,00	694 609,10	-694 609,10	68 435,00	694 609,10	-694 609,10	-	-	-
54 - Habitat - Logement	189 000 000,00	16 941 451,00	205 941 451,00	189 555 416,27	-	-	189 555 416,27	-	-	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2009	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
MO - Mobilités	224 100 000,00	6 261 397,10	230 361 397,10	165 407 117,39	14 312 726,39	-2 762 541,33	163 551 872,32	13 254 167,32	-2 762 541,33	292 534,62	11 257 650,44	10 199 091,37
905 - Aménagement des territoires	2 000 000,00	-	2 000 000,00	1 935 000,00	854 545,59	-	1 935 000,00	854 545,59	-	24 236,29	830 309,30	830 309,30
52 - Agglomérations et villes moyennes	2 000 000,00	-	2 000 000,00	1 935 000,00	854 545,59	-	1 935 000,00	854 545,59	-	24 236,29	830 309,30	830 309,30
907 - Environnement	50 700 000,00	2 815 602,10	53 515 602,10	44 260 258,98	-	-	44 260 258,98	-	-	-	-	-
77 - Environnement des infrastructures de transport	35 100 000,00	-	35 100 000,00	29 131 432,79	-	-	29 131 432,79	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	15 600 000,00	2 815 602,10	18 415 602,10	15 128 826,19	-	-	15 128 826,19	-	-	-	-	-
908 - Transports	171 400 000,00	3 445 795,00	174 845 795,00	119 211 858,41	13 458 180,80	-2 762 541,33	117 356 613,34	12 399 621,73	-2 762 541,33	268 298,33	10 427 341,14	9 368 782,07
818 - Autres transports en commun	109 500 000,00	-136 950,00	109 363 050,00	59 592 120,35	8 039 315,98	-631 812,00	58 555 624,41	7 634 632,04	-631 812,00	268 298,33	7 139 205,65	6 734 521,71
821 - Voirie nationale	25 000 000,00	3 582 745,00	28 582 745,00	28 232 745,00	25 171,00	-	28 207 574,00	-	-	-	25 171,00	-
823 - Voirie départementale	15 900 000,00	-	15 900 000,00	15 584 378,74	3 004 382,20	-265 600,00	14 999 801,79	2 419 805,25	-265 600,00	-	2 738 782,20	2 154 205,25
824	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
825 - Sécurité routière	21 000 000,00	-	21 000 000,00	15 802 614,32	2 389 311,62	-1 865 129,33	15 593 613,14	2 345 184,44	-1 865 129,33	-	524 182,29	480 055,11
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	6 870 000,00	-	6 870 000,00	6 244 173,69	39 938,66	-39 938,66	6 244 173,69	39 938,66	-39 938,66	-	-	-
900 - Services généraux	6 400 000,00	-	6 400 000,00	6 244 173,69	39 938,66	-39 938,66	6 244 173,69	39 938,66	-39 938,66	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	6 400 000,00	-	6 400 000,00	6 244 173,69	39 938,66	-39 938,66	6 244 173,69	39 938,66	-39 938,66	-	-	-
903 - Culture, sports et loisirs	470 000,00	-	470 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	470 000,00	-	470 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PRH - Personnel et Ressources humaines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	55 000 000,00	-763 044,10	54 236 955,90	48 011 988,60	-	-	48 011 988,60	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	55 000 000,00	-763 044,10	54 236 955,90	48 011 988,60	-	-	48 011 988,60	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	55 000 000,00	-763 044,10	54 236 955,90	48 011 988,60	-	-	48 011 988,60	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	110 500 000,00	-	110 500 000,00	43 174 434,69	-	-	43 174 434,69	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	11 120 000,00	-	11 120 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	11 120 000,00	-	11 120 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	99 380 000,00	-	99 380 000,00	43 174 434,69	-	-	43 174 434,69	-	-	-	-	-
92 - Recherche et innovation	99 380 000,00	-	99 380 000,00	43 174 434,69	-	-	43 174 434,69	-	-	-	-	-
RUR - Ruralité	-	-	-	11 236 268,94	-	-	11 236 268,94	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	8 360 190,44	-	-	8 360 190,44	-	-	-	-	-
53 - Espace rural et autres espaces de développement	-	-	-	8 360 190,44	-	-	8 360 190,44	-	-	-	-	-
907 - Environnement	-	-	-	2 876 078,50	-	-	2 876 078,50	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	2 876 078,50	-	-	2 876 078,50	-	-	-	-	-
SE - Sécurité	31 540 000,00	-2 000 000,00	29 540 000,00	17 028 334,72	5 455,29	-	17 028 334,72	5 455,29	-	-	5 455,29	5 455,29
901 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
902 - Enseignement	5 000 000,00	-	5 000 000,00	4 296 306,10	5 455,29	-	4 296 306,10	5 455,29	-	-	5 455,29	5 455,29
27 - Sécurité	5 000 000,00	-	5 000 000,00	4 296 306,10	5 455,29	-	4 296 306,10	5 455,29	-	-	5 455,29	5 455,29
903 - Culture, sports et loisirs	1 800 000,00	-	1 800 000,00	1 441 725,07	-	-	1 441 725,07	-	-	-	-	-
37 - Sécurité	1 800 000,00	-	1 800 000,00	1 441 725,07	-	-	1 441 725,07	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	15 740 000,00	-	15 740 000,00	11 290 303,55	-	-	11 290 303,55	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	15 740 000,00	-	15 740 000,00	11 290 303,55	-	-	11 290 303,55	-	-	-	-	-
908 - Transports	9 000 000,00	-2 000 000,00	7 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
87 - Sécurité	9 000 000,00	-2 000 000,00	7 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SI - Systèmes d'Information	6 655 000,00	-	6 655 000,00	6 417 320,76	172 640,07	-172 640,07	6 417 320,76	172 640,07	-172 640,07	-	-	-
900 - Services généraux	6 655 000,00	-	6 655 000,00	6 417 320,76	172 640,07	-172 640,07	6 417 320,76	172 640,07	-172 640,07	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	6 655 000,00	-	6 655 000,00	6 417 320,76	172 640,07	-172 640,07	6 417 320,76	172 640,07	-172 640,07	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2009	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
SL - Sports et Loisirs	42 030 000,00	-	42 030 000,00	36 978 557,98	73 917,24	-	36 978 557,98	73 917,24	-	-	73 917,24	73 917,24
903 - Culture, sports et loisirs	42 030 000,00	-	42 030 000,00	36 978 557,98	73 917,24	-	36 978 557,98	73 917,24	-	-	73 917,24	73 917,24
32 - Sports	20 150 000,00	-2 135 000,00	18 015 000,00	13 697 779,72	-	-	13 697 779,72	-	-	-	-	-
33 - Loisirs	21 880 000,00	2 135 000,00	24 015 000,00	23 280 778,26	73 917,24	-	23 280 778,26	73 917,24	-	-	73 917,24	73 917,24
37 - Sécurité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TC - Transports en commun	547 500 000,00	-3 795 795,00	543 704 205,00	495 474 391,46	21 900 767,68	-759 855,91	495 224 173,44	21 794 099,66	-759 855,91	409 465,91	20 731 445,86	20 624 777,84
908 - Transports	547 500 000,00	-3 795 795,00	543 704 205,00	495 474 391,46	21 900 767,68	-759 855,91	495 224 173,44	21 794 099,66	-759 855,91	409 465,91	20 731 445,86	20 624 777,84
810 - Services communs	4 000 000,00	7 345 730,00	11 345 730,00	2 727 202,66	133 305,91	-133 305,91	2 727 202,66	133 305,91	-133 305,91	-	-	-
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	488 500 000,00	-562 000,00	487 938 000,00	455 426 682,23	14 489 195,98	-626 550,00	455 176 464,21	14 382 527,96	-626 550,00	409 465,91	13 453 180,07	13 346 512,05
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	55 000 000,00	-10 579 525,00	44 420 475,00	37 320 506,57	7 278 265,79	-	37 320 506,57	7 278 265,79	-	-	7 278 265,79	7 278 265,79
TMSP - Transports de marchandise en site propre	34 400 000,00	2 350 000,00	36 750 000,00	27 091 268,91	5 773 874,73	-4 135 135,43	27 091 268,91	5 773 874,73	-4 135 135,43	-	1 638 739,30	1 638 739,30
908 - Transports	34 400 000,00	2 350 000,00	36 750 000,00	27 091 268,91	5 773 874,73	-4 135 135,43	27 091 268,91	5 773 874,73	-4 135 135,43	-	1 638 739,30	1 638 739,30
883 - Transports fluviaux	25 000 000,00	-3 367 000,00	21 633 000,00	19 036 099,85	3 127 945,43	-1 693 535,43	19 036 099,85	3 127 945,43	-1 693 535,43	-	1 434 410,00	1 434 410,00
884 - Transports ferroviaires de marchandises	6 300 000,00	-985 000,00	5 315 000,00	1 094 769,06	-	-	1 094 769,06	-	-	-	-	-
885 - Liaisons multimodales	3 100 000,00	6 702 000,00	9 802 000,00	6 960 400,00	2 645 929,30	-2 441 600,00	6 960 400,00	2 645 929,30	-2 441 600,00	-	204 329,30	204 329,30
888 - Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	4 470 000,00	-	4 470 000,00	3 586 493,35	-	-	3 586 493,35	-	-	-	-	-
909 - Action économique	4 470 000,00	-	4 470 000,00	3 586 493,35	-	-	3 586 493,35	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	4 470 000,00	-	4 470 000,00	3 586 493,35	-	-	3 586 493,35	-	-	-	-	-
UE - Fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
906 - Gestion des fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62 - FEDER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 060 630 000,00	-	2 060 630 000,00	1 752 510 731,33	58 307 084,22	-9 780 431,94	1 749 715 179,90	56 543 488,76	-9 874 251,94	1 471 602,31	47 055 049,97	45 197 634,51
				85,05 %						0,08 %	-19,30 %	-20,07 %

LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2010

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2010	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
AGRI - Agriculture	-	-	-	2 723 175,30	-	-	2 723 175,30	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	2 723 175,30	-	-	2 723 175,30	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro- industrie	-	-	-	2 723 175,30	-	-	2 723 175,30	-	-	-	-	-
AIE - Actions internationales	5 050 000,00	-	5 050 000,00	4 297 357,47	-	-	4 297 357,47	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	5 050 000,00	-	5 050 000,00	4 297 357,47	-	-	4 297 357,47	-	-	-	-	-
044 - Aide publique au développement	5 050 000,00	-	5 050 000,00	4 297 357,47	-	-	4 297 357,47	-	-	-	-	-
048 - Autres actions internationales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AM - Aménagement	108 295 000,00	-1 407 934,00	106 887 066,00	62 405 803,82	369 857,00	-369 857,00	62 405 803,82	369 857,00	-369 857,00	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	103 000 000,00	-1 407 934,00	101 592 066,00	62 405 803,82	369 857,00	-369 857,00	62 405 803,82	369 857,00	-369 857,00	-	-	-
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	94 200 000,00	-1 407 934,00	92 792 066,00	62 405 803,82	369 857,00	-369 857,00	62 405 803,82	369 857,00	-369 857,00	-	-	-
53 - Espace rural et autres espaces de développement	8 800 000,00	-	8 800 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	5 295 000,00	-	5 295 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	5 295 000,00	-	5 295 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CI - Citoyenneté	58 000,00	-	58 000,00	21 622,13	-	-	21 622,13	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
904 - Développement social et Santé	58 000,00	-	58 000,00	21 622,13	-	-	21 622,13	-	-	-	-	-
40 - Services communs	58 000,00	-	58 000,00	21 622,13	-	-	21 622,13	-	-	-	-	-
COM - Communication	900 000,00	-	900 000,00	704 522,68	-	-	704 522,68	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	900 000,00	-	900 000,00	704 522,68	-	-	704 522,68	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	900 000,00	-	900 000,00	704 522,68	-	-	704 522,68	-	-	-	-	-
COO - Coopération interrégionale	26 000 000,00	-	26 000 000,00	661 249,34	-	-	661 249,34	-	-	-	-	-
900 - Services Généraux	26 000 000,00	-	26 000 000,00	661 249,34	-	-	661 249,34	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	26 000 000,00	-	26 000 000,00	661 249,34	-	-	661 249,34	-	-	-	-	-
CU - Culture	29 700 000,00	-	29 700 000,00	17 265 369,76	204 089,05	-14 642,60	17 265 369,76	204 089,05	-14 642,60	185 472,40	3 974,05	3 974,05
903 - Culture, Sports et Loisirs	29 700 000,00	-	29 700 000,00	17 265 369,76	204 089,05	-14 642,60	17 265 369,76	204 089,05	-14 642,60	185 472,40	3 974,05	3 974,05
311 - Enseignement Artistique	2 000 000,00	-29 026,00	1 970 974,00	1 717 771,00	-	-	1 717 771,00	-	-	-	-	-
312 - Activités culturelles et artistiques	23 912 000,00	-	23 912 000,00	11 741 287,17	200 115,00	-14 642,60	11 741 287,17	200 115,00	-14 642,60	185 472,40	-	-
313 - Patrimoine	3 788 000,00	29 026,00	3 817 026,00	3 806 311,59	3 974,05	-	3 806 311,59	3 974,05	-	-	3 974,05	3 974,05
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	51 150 000,00	-	51 150 000,00	60 517 453,72	2 206 513,05	-91 313,99	60 638 575,87	2 206 513,05	-91 313,99	147 166,21	1 968 032,85	1 968 032,85
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	7 079 036,97	1 846 910,70	-	7 079 036,97	1 846 910,70	-	-	1 846 910,70	1 846 910,70
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	7 079 036,97	1 846 910,70	-	7 079 036,97	1 846 910,70	-	-	1 846 910,70	1 846 910,70
909 - Action économique	51 150 000,00	-	51 150 000,00	53 438 416,75	359 602,35	-91 313,99	53 559 538,90	359 602,35	-91 313,99	147 166,21	121 122,15	121 122,15
91 - Interventions économiques transversales	38 850 000,00	-	38 850 000,00	26 956 916,30	121 122,15	-	27 078 038,45	121 122,15	-	-	121 122,15	121 122,15
92 - Recherche et innovation	-	-	-	24 750 767,47	211 893,20	-64 726,99	24 750 767,47	211 893,20	-64 726,99	147 166,21	0,00	0,00
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	12 300 000,00	-	12 300 000,00	1 730 732,98	26 587,00	-26 587,00	1 730 732,98	26 587,00	-26 587,00	-	-	-
DSS - Développement social et santé	79 500 000,00	-	79 500 000,00	52 388 902,26	119 214,83	-25 891,90	52 387 281,81	117 594,38	-25 891,90	91 702,48	1 620,45	0,00
901 - Formation professionnelle et apprentissage	1 200 000,00	-	1 200 000,00	716 764,27	-	-	716 764,27	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	1 200 000,00	-	1 200 000,00	716 764,27	-	-	716 764,27	-	-	-	-	-
904 - Santé et action sociale	78 300 000,00	-	78 300 000,00	51 672 137,99	119 214,83	-25 891,90	51 670 517,54	117 594,38	-25 891,90	91 702,48	1 620,45	0,00
41 - Santé	6 000 000,00	-	6 000 000,00	1 811 772,06	-	-	1 811 772,06	-	-	-	-	-
42 - Action sociale	72 300 000,00	-	72 300 000,00	49 860 365,93	119 214,83	-25 891,90	49 858 745,48	117 594,38	-25 891,90	91 702,48	1 620,45	0,00

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2010	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
EAE - Environnement et énergie	115 105 000,00	-	115 105 000,00	80 398 839,82	550 247,86	-550 247,86	80 398 839,82	550 247,86	-550 247,86	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	111 555 000,00	-	111 555 000,00	80 398 839,82	550 247,86	-550 247,86	80 398 839,82	550 247,86	-550 247,86	-	-	-
71 - Actions transversales	570 000,00	368 918,78	938 918,78	899 145,23	-	-	899 145,23	-	-	-	-	-
72 - Actions en matière de déchets	6 150 000,00	-193 190,50	5 956 809,50	3 065 240,35	-	-	3 065 240,35	-	-	-	-	-
73 - Politique de l'air	935 000,00	-	935 000,00	304 640,90	-	-	304 640,90	-	-	-	-	-
74 - Politique de l'eau	52 800 000,00	-368 918,78	52 431 081,22	38 609 125,97	-	-	38 609 125,97	-	-	-	-	-
75 - Politique de l'énergie	26 600 000,00	193 190,50	26 793 190,50	18 211 239,45	509 517,21	-509 517,21	18 211 239,45	509 517,21	-509 517,21	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	23 200 000,00	-	23 200 000,00	19 083 116,77	40 730,65	-40 730,65	19 083 116,77	40 730,65	-40 730,65	-	-	-
77 - Environnement des infrastructures de transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	1 300 000,00	-	1 300 000,00	226 331,15	-	-	226 331,15	-	-	-	-	-
908 - Transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
883 - Transports fluviaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Développement économique	3 550 000,00	-	3 550 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	3 550 000,00	-	3 550 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	350 000 000,00	-	350 000 000,00	230 506 910,42	5 063 590,66	-1 045 864,88	230 405 135,22	4 687 238,83	-669 773,95	1 116 531,15	2 901 194,63	2 901 194,63
902 - Enseignement	350 000 000,00	-	350 000 000,00	230 506 910,42	5 063 590,66	-1 045 864,88	230 405 135,22	4 687 238,83	-669 773,95	1 116 531,15	2 901 194,63	2 901 194,63
21 - Enseignement du premier degré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
221 - Collèges	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
222 - Lycées publics	286 078 000,00	-4 622 150,00	281 455 850,00	189 847 933,13	2 886 210,71	-236 708,76	189 835 860,37	2 910 425,99	-260 924,04	1 035 387,75	1 614 114,20	1 614 114,20
223 - Lycées privés	19 000 000,00	-	19 000 000,00	14 525 133,29	378 435,35	-171 684,88	14 525 133,29	378 435,35	-171 684,88	-	206 750,47	206 750,47
224 - Participation à des cités mixtes	32 600 000,00	4 622 150,00	37 222 150,00	17 198 637,64	1 798 944,60	-637 471,24	17 108 935,20	1 398 377,49	-237 165,03	81 143,40	1 080 329,96	1 080 329,96
28 - Autres services périscolaires et annexes	12 322 000,00	-	12 322 000,00	8 935 206,36	-	-	8 935 206,36	-	-	-	-	-
ESU - Enseignement supérieur	50 906 000,00	-	50 906 000,00	36 291 400,51	521 493,79	-405,18	36 299 973,99	521 493,79	-405,18	27 290,17	493 798,44	493 798,44
902 - Enseignement	50 906 000,00	-	50 906 000,00	36 291 400,51	521 493,79	-405,18	36 299 973,99	521 493,79	-405,18	27 290,17	493 798,44	493 798,44
23 - Enseignement supérieur	50 906 000,00	-	50 906 000,00	36 291 400,51	521 493,79	-405,18	36 299 973,99	521 493,79	-405,18	27 290,17	493 798,44	493 798,44
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	33 500 000,00	-	33 500 000,00	25 904 669,53	6 013,08	-1 208,29	25 904 669,53	6 013,08	-1 208,29	-	4 804,79	4 804,79
901 - Formation professionnelle et apprentissage	33 500 000,00	-	33 500 000,00	25 015 432,31	6 013,08	-1 208,29	25 015 432,31	6 013,08	-1 208,29	-	4 804,79	4 804,79
10 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	500 000,00	-40 000,00	460 000,00	18 791,71	1 208,29	-1 208,29	18 791,71	1 208,29	-1 208,29	-	-	-
12 - Apprentissage	33 000 000,00	40 000,00	33 040 000,00	24 996 640,60	4 804,79	-	24 996 640,60	4 804,79	-	-	4 804,79	4 804,79
909 - Action économique	-	-	-	889 237,22	-	-	889 237,22	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	889 237,22	-	-	889 237,22	-	-	-	-	-
LO - Logement	209 000 000,00	-	209 000 000,00	167 782 186,23	-	-	167 782 186,23	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	209 000 000,00	-	209 000 000,00	167 782 186,23	-	-	167 782 186,23	-	-	-	-	-
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	209 000 000,00	-	209 000 000,00	167 782 186,23	-	-	167 782 186,23	-	-	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2010	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
MO - Mobilités	216 300 000,00	-5 771 170,30	210 528 829,70	132 720 239,03	15 757 021,94	-3 910 985,36	132 720 239,03	15 757 021,94	-3 910 985,36	2 888 621,85	8 957 414,73	8 957 414,73
905 - Aménagement des territoires	5 000 000,00	1 407 934,00	6 407 934,00	1 907 934,00	1 085 069,92	-	1 907 934,00	1 085 069,92	-	-	1 085 069,92	1 085 069,92
52 - Agglomérations et villes moyennes	5 000 000,00	1 407 934,00	6 407 934,00	1 907 934,00	1 085 069,92	-	1 907 934,00	1 085 069,92	-	-	1 085 069,92	1 085 069,92
907 - Environnement	46 500 000,00	-	46 500 000,00	38 034 533,33	2 279 511,32	-	38 034 533,33	2 279 511,32	-	-	2 279 511,32	2 279 511,32
77 - Environnement des infrastructures de transport	28 600 000,00	-1 768 724,11	26 831 275,89	24 398 739,09	2 279 511,32	-	24 398 739,09	2 279 511,32	-	-	2 279 511,32	2 279 511,32
78 - Autres actions	17 900 000,00	1 768 724,11	19 668 724,11	13 635 794,24	-	-	13 635 794,24	-	-	-	-	-
908 - Transports	164 800 000,00	-7 179 104,30	157 620 895,70	92 777 771,70	12 392 440,70	-3 910 985,36	92 777 771,70	12 392 440,70	-3 910 985,36	2 888 621,85	5 592 833,49	5 592 833,49
818 - Autres transports en commun	108 300 000,00	-7 179 104,30	101 120 895,70	42 742 420,52	8 466 027,08	-2 488 257,86	42 742 420,52	8 466 027,08	-2 488 257,86	2 887 768,07	3 090 001,15	3 090 001,15
821 - Voirie nationale	26 000 000,00	899 300,00	26 899 300,00	25 399 300,00	-	-	25 399 300,00	-	-	-	-	-
823 - Voirie départementale	14 500 000,00	-899 300,00	13 600 700,00	12 233 684,41	1 249 712,06	-150 000,00	12 233 684,41	1 249 712,06	-150 000,00	853,78	1 098 858,28	1 098 858,28
824	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
825 - Sécurité routière	16 000 000,00	-	16 000 000,00	12 402 366,77	2 676 701,56	-1 272 727,50	12 402 366,77	2 676 701,56	-1 272 727,50	-	1 403 974,06	1 403 974,06
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	11 350 000,00	-	11 350 000,00	10 067 450,71	179 805,16	-102 216,08	9 948 528,83	159 098,77	-102 216,08	-	77 589,08	56 882,69
900 - Services généraux	10 820 000,00	-	10 820 000,00	10 067 450,71	179 805,16	-102 216,08	9 948 528,83	159 098,77	-102 216,08	-	77 589,08	56 882,69
0202 - Autres moyens généraux	10 820 000,00	-	10 820 000,00	10 067 450,71	179 805,16	-102 216,08	9 948 528,83	159 098,77	-102 216,08	-	77 589,08	56 882,69
903 - Culture, sports et loisirs	530 000,00	-	530 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	530 000,00	-	530 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PRH - Personnel et Ressources humaines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	60 000 000,00	-	60 000 000,00	50 521 405,94	97 802,83	-97 802,83	50 521 405,94	97 802,83	-97 802,83	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	60 000 000,00	-	60 000 000,00	50 521 405,94	97 802,83	-97 802,83	50 521 405,94	97 802,83	-97 802,83	-	-	-
51 - Politique de la ville	60 000 000,00	-	60 000 000,00	50 521 405,94	97 802,83	-97 802,83	50 521 405,94	97 802,83	-97 802,83	-	-	-
RIN - Recherche	112 755 000,00	-	112 755 000,00	50 688 949,70	350 000,00	-	50 688 949,70	350 000,00	-	350 000,00	-	-
905 - Aménagement des territoires	10 800 000,00	-	10 800 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	10 800 000,00	-	10 800 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	101 955 000,00	-	101 955 000,00	50 688 949,70	350 000,00	-	50 688 949,70	350 000,00	-	350 000,00	-	-
92 - Recherche et innovation	101 955 000,00	-	101 955 000,00	50 688 949,70	350 000,00	-	50 688 949,70	350 000,00	-	350 000,00	-	-
RUR - Ruralité	-	-	-	11 326 586,82	9 000,00	-9 000,00	11 326 586,82	9 000,00	-9 000,00	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	7 276 994,49	9 000,00	-9 000,00	7 276 994,49	9 000,00	-9 000,00	-	-	-
53 - Espace rural et autres espaces de développement	-	-	-	7 276 994,49	9 000,00	-9 000,00	7 276 994,49	9 000,00	-9 000,00	-	-	-
907 - Environnement	-	-	-	4 049 592,33	-	-	4 049 592,33	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	4 049 592,33	-	-	4 049 592,33	-	-	-	-	-
SE - Sécurité	22 800 000,00	-	22 800 000,00	6 476 508,05	4 408,33	-	6 476 508,05	4 408,33	-	-	4 408,33	4 408,33
901 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
902 - Enseignement	5 000 000,00	-	5 000 000,00	3 606 563,05	4 408,33	-	3 606 563,05	4 408,33	-	-	4 408,33	4 408,33
27 - Sécurité	5 000 000,00	-	5 000 000,00	3 606 563,05	4 408,33	-	3 606 563,05	4 408,33	-	-	4 408,33	4 408,33
903 - Culture, sports et loisirs	1 800 000,00	-	1 800 000,00	822 000,00	-	-	822 000,00	-	-	-	-	-
37 - Sécurité	1 800 000,00	-	1 800 000,00	822 000,00	-	-	822 000,00	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	11 200 000,00	-	11 200 000,00	2 047 945,00	-	-	2 047 945,00	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	11 200 000,00	-	11 200 000,00	2 047 945,00	-	-	2 047 945,00	-	-	-	-	-
908 - Transports	4 800 000,00	-	4 800 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
87 - Sécurité	4 800 000,00	-	4 800 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SI - Systèmes d'Information	4 854 000,00	-	4 854 000,00	4 262 124,46	250 007,90	-250 007,90	4 262 124,46	250 007,90	-250 007,90	-	-	-
900 - Services généraux	4 854 000,00	-	4 854 000,00	4 262 124,46	250 007,90	-250 007,90	4 262 124,46	250 007,90	-250 007,90	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	4 854 000,00	-	4 854 000,00	4 262 124,46	250 007,90	-250 007,90	4 262 124,46	250 007,90	-250 007,90	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2010	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
SL - Sports et Loisirs	39 310 000,00	-	39 310 000,00	30 054 606,41	1 757 268,47	-1 749 358,00	30 061 673,42	1 757 268,47	-1 749 358,00	-	7 910,47	7 910,47
903 - Culture, sports et loisirs	39 310 000,00	-	39 310 000,00	30 054 606,41	1 757 268,47	-1 749 358,00	30 061 673,42	1 757 268,47	-1 749 358,00	-	7 910,47	7 910,47
32 - Sports	18 930 000,00	-	18 930 000,00	11 587 584,05	1 756 425,01	-1 749 358,00	11 594 651,06	1 756 425,01	-1 749 358,00	-	7 067,01	7 067,01
33 - Loisirs	20 380 000,00	-	20 380 000,00	18 467 022,36	843,46	-	18 467 022,36	843,46	-	-	843,46	843,46
37 - Sécurité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TC - Transports en commun	549 200 000,00	7 179 104,30	556 379 104,30	397 502 498,97	34 101 186,90	-5 798 569,23	397 502 498,97	34 123 330,19	-5 820 712,52	3 710 098,22	24 592 519,45	24 592 519,45
908 - Transports	549 200 000,00	7 179 104,30	556 379 104,30	397 502 498,97	34 101 186,90	-5 798 569,23	397 502 498,97	34 123 330,19	-5 820 712,52	3 710 098,22	24 592 519,45	24 592 519,45
810 - Services communs	12 000 000,00	14 687 800,00	26 687 800,00	19 877 366,26	3 735 848,83	-3 468 610,94	19 877 366,26	3 735 848,83	-3 468 610,94	267 237,89	0,00	0,00
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	496 200 000,00	-26 866 145,70	469 333 854,30	351 595 419,10	27 922 617,24	-	351 595 419,10	27 944 760,53	-22 143,29	3 442 860,33	24 479 756,91	24 479 756,91
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	41 000 000,00	19 357 450,00	60 357 450,00	26 029 713,61	2 442 720,83	-2 329 958,29	26 029 713,61	2 442 720,83	-2 329 958,29	-	112 762,54	112 762,54
TMSP - Transports de marchandise en site propre	34 000 000,00	-	34 000 000,00	6 579 098,16	3 290 610,42	-44 377,85	6 579 098,16	3 290 610,42	-44 377,85	-	3 246 232,57	3 246 232,57
908 - Transports	34 000 000,00	-	34 000 000,00	6 579 098,16	3 290 610,42	-44 377,85	6 579 098,16	3 290 610,42	-44 377,85	-	3 246 232,57	3 246 232,57
883 - Transports fluviaux	23 200 000,00	-	23 200 000,00	5 123 000,00	3 246 232,57	-	5 123 000,00	3 246 232,57	-	-	3 246 232,57	3 246 232,57
884 - Transports ferroviaires de marchandises	800 000,00	-	800 000,00	61 622,00	-	-	61 622,00	-	-	-	-	-
885 - Liaisons multimodales	10 000 000,00	-	10 000 000,00	1 394 476,16	44 377,85	-44 377,85	1 394 476,16	44 377,85	-44 377,85	-	-	-
888 - Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	4 190 000,00	-	4 190 000,00	3 227 173,61	-	-	3 227 173,61	-	-	-	-	-
909 - Action économique	4 190 000,00	-	4 190 000,00	3 227 173,61	-	-	3 227 173,61	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	4 190 000,00	-	4 190 000,00	3 227 173,61	-	-	3 227 173,61	-	-	-	-	-
UE - Fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
906 - Gestion des fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62 - FEDER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 113 923 000,00	-	2 113 923 000,00	1 445 296 104,85	64 838 131,27	-14 061 748,95	1 445 210 549,96	64 461 595,89	-13 707 801,31	8 516 882,48	42 259 499,84	42 237 173,00
				68,37 %						0,59 %	-34,82 %	-34,48 %

LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2011

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2011	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
AGRI - Agriculture	-	-	-	2 781 507,36	-	-	2 781 507,36	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	2 781 507,36	-	-	2 781 507,36	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro- industrie	-	-	-	2 781 507,36	-	-	2 781 507,36	-	-	-	-	-
AIE - Actions internationales	5 050 000,00	-	5 050 000,00	2 974 122,73	1 000,00	-1 000,00	2 974 122,73	1 000,00	-1 000,00	-	-	-
900 - Services généraux	5 050 000,00	-	5 050 000,00	2 974 122,73	1 000,00	-1 000,00	2 974 122,73	1 000,00	-1 000,00	-	-	-
044 - Aide publique au développement	5 050 000,00	-	5 050 000,00	2 974 122,73	1 000,00	-1 000,00	2 974 122,73	1 000,00	-1 000,00	-	-	-
048 - Autres actions internationales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AM - Aménagement	109 000 000,00	-	109 000 000,00	83 531 012,82	8 298 387,92	-2 561 831,23	82 554 072,17	7 321 447,27	-2 561 831,23	3 502 133,20	2 234 423,49	1 257 482,84
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	105 200 000,00	-	105 200 000,00	83 531 012,82	8 298 387,92	-2 561 831,23	82 554 072,17	7 321 447,27	-2 561 831,23	3 502 133,20	2 234 423,49	1 257 482,84
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	96 400 000,00	2 118 718,83	98 518 718,83	83 531 012,82	8 298 387,92	-2 561 831,23	82 554 072,17	7 321 447,27	-2 561 831,23	3 502 133,20	2 234 423,49	1 257 482,84
53 - Espace rural et autres espaces de développement	8 800 000,00	-2 118 718,83	6 681 281,17	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	3 800 000,00	-	3 800 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	3 800 000,00	-	3 800 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CI - Citoyenneté	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
904 - Développement social et Santé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
40 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
COM - Communication	600 000,00	-	600 000,00	338 432,53	-	-	338 432,53	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	600 000,00	-	600 000,00	338 432,53	-	-	338 432,53	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	600 000,00	-	600 000,00	338 432,53	-	-	338 432,53	-	-	-	-	-
COO - Coopération interrégionale	22 500 000,00	-	22 500 000,00	408 390,12	-	-	408 390,12	-	-	-	-	-
900 - Services Généraux	22 500 000,00	-	22 500 000,00	408 390,12	-	-	408 390,12	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	22 500 000,00	-	22 500 000,00	408 390,12	-	-	408 390,12	-	-	-	-	-
CU - Culture	32 700 000,00	-	32 700 000,00	27 473 973,88	103 915,89	-37 845,75	27 473 973,88	103 915,89	-37 845,75	-	66 070,14	66 070,14
903 - Culture, Sports et Loisirs	32 700 000,00	-	32 700 000,00	27 473 973,88	103 915,89	-37 845,75	27 473 973,88	103 915,89	-37 845,75	-	66 070,14	66 070,14
311 - Enseignement Artistique	2 500 000,00	-	2 500 000,00	2 227 080,00	-	-	2 227 080,00	-	-	-	-	-
312 - Activités culturelles et artistiques	26 712 000,00	-710 000,00	26 002 000,00	21 387 286,49	68 361,08	-37 845,75	21 387 286,49	68 361,08	-37 845,75	-	30 515,33	30 515,33
313 - Patrimoine	3 488 000,00	710 000,00	4 198 000,00	3 859 607,39	35 554,81	-	3 859 607,39	35 554,81	-	-	35 554,81	35 554,81
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	87 900 000,00	-	87 900 000,00	85 147 878,22	15 992 159,36	-10 981 003,86	85 147 878,22	15 992 159,36	-10 981 003,86	2 312 829,94	2 698 325,56	2 698 325,56
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	5 772 616,75	4 324,80	-1 152,44	5 772 616,75	4 324,80	-1 152,44	3 172,36	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	5 772 616,75	4 324,80	-1 152,44	5 772 616,75	4 324,80	-1 152,44	3 172,36	-	-
909 - Action économique	87 900 000,00	-	87 900 000,00	79 375 261,47	15 987 834,56	-10 979 851,42	79 375 261,47	15 987 834,56	-10 979 851,42	2 309 657,58	2 698 325,56	2 698 325,56
91 - Interventions économiques transversales	80 600 000,00	-	80 600 000,00	51 994 680,63	13 537 120,75	-9 999 100,00	51 994 680,63	13 537 120,75	-9 999 100,00	1 798 020,75	1 740 000,00	1 740 000,00
92 - Recherche et innovation	-	-	-	23 744 171,72	2 450 713,81	-980 751,42	23 744 171,72	2 450 713,81	-980 751,42	511 636,83	958 325,56	958 325,56
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	7 300 000,00	-	7 300 000,00	3 636 409,12	-	-	3 636 409,12	-	-	-	-	-
DSS - Développement social et santé	78 585 000,00	-	78 585 000,00	59 183 532,57	4 183 344,93	-1 004 472,36	59 183 532,57	4 183 344,93	-1 004 472,36	2 175 200,21	1 003 672,36	1 003 672,36
901 - Formation professionnelle et apprentissage	1 400 000,00	-	1 400 000,00	684 788,52	-	-	684 788,52	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	1 400 000,00	-	1 400 000,00	684 788,52	-	-	684 788,52	-	-	-	-	-
904 - Santé et action sociale	77 185 000,00	-	77 185 000,00	58 498 744,05	4 183 344,93	-1 004 472,36	58 498 744,05	4 183 344,93	-1 004 472,36	2 175 200,21	1 003 672,36	1 003 672,36
41 - Santé	5 500 000,00	768 214,62	6 268 214,62	2 217 899,98	283 329,56	-283 329,56	2 217 899,98	283 329,56	-283 329,56	-	-	-
42 - Action sociale	71 685 000,00	-768 214,62	70 916 785,38	56 280 844,07	3 900 015,37	-721 142,80	56 280 844,07	3 900 015,37	-721 142,80	2 175 200,21	1 003 672,36	1 003 672,36

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2011	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
EAE - Environnement et énergie	115 785 000,00	-	115 785 000,00	76 244 856,76	3 481 423,41	-2 664 172,70	76 244 856,76	3 481 423,41	-2 664 172,70	365 837,19	451 413,52	451 413,52
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	110 105 000,00	-	110 105 000,00	76 244 856,76	3 481 423,41	-2 664 172,70	76 244 856,76	3 481 423,41	-2 664 172,70	365 837,19	451 413,52	451 413,52
71 - Actions transversales	2 553 000,00	1 448 544,97	4 001 544,97	2 513 905,80	228,66	-228,66	2 513 905,80	228,66	-228,66	-	-	-
72 - Actions en matière de déchets	6 276 000,00	-1 295 136,33	4 980 863,67	2 821 772,89	325 499,65	-184 417,45	2 821 772,89	325 499,65	-184 417,45	-	141 082,20	141 082,20
73 - Politique de l'air	1 000 000,00	-	1 000 000,00	520 829,95	70 324,04	-37 677,05	520 829,95	70 324,04	-37 677,05	32 646,99	-0,00	-0,00
74 - Politique de l'eau	29 700 000,00	-	29 700 000,00	25 984 387,99	243 130,69	-108 321,15	25 984 387,99	243 130,69	-108 321,15	4 551,62	130 257,92	130 257,92
75 - Politique de l'énergie	45 000 000,00	-	45 000 000,00	20 125 565,34	2 777 458,94	-2 294 013,18	20 125 565,34	2 777 458,94	-2 294 013,18	328 638,58	154 807,18	154 807,18
76 - Patrimoine naturel	24 376 000,00	-153 408,64	24 222 591,36	23 882 204,79	64 781,43	-39 515,21	23 882 204,79	64 781,43	-39 515,21	-	25 266,22	25 266,22
77 - Environnement des infrastructures de transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	1 200 000,00	-	1 200 000,00	396 190,00	-	-	396 190,00	-	-	-	-	-
908 - Transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
883 - Transports fluviaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Développement économique	5 680 000,00	-	5 680 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	5 680 000,00	-	5 680 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	372 000 000,00	-	372 000 000,00	272 066 674,50	31 869 188,08	-1 954 517,33	272 150 783,98	31 891 529,72	-1 976 858,97	6 268 862,56	23 645 808,19	23 645 808,19
902 - Enseignement	372 000 000,00	-	372 000 000,00	272 066 674,50	31 869 188,08	-1 954 517,33	272 150 783,98	31 891 529,72	-1 976 858,97	6 268 862,56	23 645 808,19	23 645 808,19
21 - Enseignement du premier degré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
221 - Collèges	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
222 - Lycées publics	316 237 000,00	-16 830 258,88	299 406 741,12	217 882 957,69	22 213 335,61	-101 040,16	217 965 954,11	22 235 677,25	-123 381,80	6 040 470,07	16 071 825,38	16 071 825,38
223 - Lycées privés	8 300 000,00	-	8 300 000,00	7 295 155,27	505 524,94	-374 857,06	7 295 155,27	505 524,94	-374 857,06	36 010,20	94 657,68	94 657,68
224 - Participation à des cités mixtes	33 298 000,00	16 721 646,20	50 019 646,20	35 130 384,93	8 976 536,53	-1 478 620,11	35 131 497,99	8 976 536,53	-1 478 620,11	192 382,29	7 305 534,13	7 305 534,13
28 - Autres services périscolaires et annexes	14 165 000,00	108 612,68	14 273 612,68	11 758 176,61	173 791,00	-	11 758 176,61	173 791,00	-	-	173 791,00	173 791,00
ESU - Enseignement supérieur	52 629 000,00	-	52 629 000,00	38 669 738,55	252 745,04	-	38 669 738,55	252 745,04	-	15 168,40	237 576,64	237 576,64
902 - Enseignement	52 629 000,00	-	52 629 000,00	38 669 738,55	252 745,04	-	38 669 738,55	252 745,04	-	15 168,40	237 576,64	237 576,64
23 - Enseignement supérieur	52 629 000,00	-	52 629 000,00	38 669 738,55	252 745,04	-	38 669 738,55	252 745,04	-	15 168,40	237 576,64	237 576,64
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	38 000 000,00	-	38 000 000,00	34 039 696,17	581 467,84	-132 743,78	34 039 158,31	580 929,98	-132 743,78	442 367,61	6 356,45	5 818,59
901 - Formation professionnelle et apprentissage	38 000 000,00	-	38 000 000,00	33 307 696,17	139 100,23	-132 743,78	33 307 158,31	138 562,37	-132 743,78	-	6 356,45	5 818,59
10 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	1 000 000,00	-47 248,00	952 752,00	469 795,33	338,48	-338,48	469 795,33	338,48	-338,48	-	-	-
12 - Apprentissage	37 000 000,00	47 248,00	37 047 248,00	32 837 900,84	138 761,75	-132 405,30	32 837 362,98	138 223,89	-132 405,30	-	6 356,45	5 818,59
909 - Action économique	-	-	-	732 000,00	442 367,61	-	732 000,00	442 367,61	-	442 367,61	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	732 000,00	442 367,61	-	732 000,00	442 367,61	-	442 367,61	-	-
LO - Logement	227 700 000,00	-	227 700 000,00	187 074 478,03	1 138 607,92	-819 469,96	187 074 478,03	1 160 350,11	-841 212,15	233 665,13	85 472,83	85 472,83
905 - Aménagement des territoires	227 700 000,00	-	227 700 000,00	187 074 478,03	1 138 607,92	-819 469,96	187 074 478,03	1 160 350,11	-841 212,15	233 665,13	85 472,83	85 472,83
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	227 700 000,00	-	227 700 000,00	187 074 478,03	1 138 607,92	-819 469,96	187 074 478,03	1 160 350,11	-841 212,15	233 665,13	85 472,83	85 472,83

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2011	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
MO - Mobilités	190 000 000,00	-19 879 112,00	170 120 888,00	75 141 029,78	14 570 710,18	-967 313,65	75 141 029,78	14 570 710,18	-967 313,65	2 741 941,01	10 861 455,52	10 861 455,52
905 - Aménagement des territoires	2 000 000,00	-	2 000 000,00	1 775 059,46	808 031,03	-	1 775 059,46	808 031,03	-	1 425,00	806 606,03	806 606,03
52 - Agglomérations et villes moyennes	2 000 000,00	-	2 000 000,00	1 775 059,46	808 031,03	-	1 775 059,46	808 031,03	-	1 425,00	806 606,03	806 606,03
907 - Environnement	50 000 000,00	-	50 000 000,00	28 545 084,03	4 419 435,72	-165 550,28	28 545 084,03	4 419 435,72	-165 550,28	525 851,79	3 728 033,65	3 728 033,65
77 - Environnement des infrastructures de transport	26 000 000,00	-	26 000 000,00	13 542 724,44	2 903 531,83	-164 543,88	13 542 724,44	2 903 531,83	-164 543,88	509 351,79	2 229 636,16	2 229 636,16
78 - Autres actions	24 000 000,00	-	24 000 000,00	15 002 359,59	1 515 903,89	-1 006,40	15 002 359,59	1 515 903,89	-1 006,40	16 500,00	1 498 397,49	1 498 397,49
908 - Transports	138 000 000,00	-19 879 112,00	118 120 888,00	44 820 886,29	9 343 243,43	-801 763,37	44 820 886,29	9 343 243,43	-801 763,37	2 214 664,22	6 326 815,84	6 326 815,84
818 - Autres transports en commun	101 000 000,00	-21 558 771,00	79 441 229,00	20 600 634,10	3 706 730,22	-187 975,28	20 600 634,10	3 706 730,22	-187 975,28	1 473 433,44	2 045 321,50	2 045 321,50
821 - Voirie nationale	11 500 000,00	-135 900,00	11 364 100,00	11 336 675,00	-	-	11 336 675,00	-	-	-	-	-
823 - Voirie départementale	7 500 000,00	1 815 559,00	9 315 559,00	6 666 838,00	5 022 725,12	-	6 666 838,00	5 022 725,12	-	741 230,78	4 281 494,34	4 281 494,34
824	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
825 - Sécurité routière	18 000 000,00	-	18 000 000,00	6 216 739,19	613 788,09	-613 788,09	6 216 739,19	613 788,09	-613 788,09	-	-	-
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	15 920 000,00	-	15 920 000,00	14 749 123,06	39 631,07	-14 232,15	14 745 137,56	39 631,07	-14 232,15	-	25 398,92	25 398,92
900 - Services généraux	15 420 000,00	-	15 420 000,00	14 749 123,06	39 631,07	-14 232,15	14 745 137,56	39 631,07	-14 232,15	-	25 398,92	25 398,92
0202 - Autres moyens généraux	15 420 000,00	-	15 420 000,00	14 749 123,06	39 631,07	-14 232,15	14 745 137,56	39 631,07	-14 232,15	-	25 398,92	25 398,92
903 - Culture, sports et loisirs	500 000,00	-	500 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	500 000,00	-	500 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PRH - Personnel et Ressources humaines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	70 000 000,00	-	70 000 000,00	63 288 176,47	494 208,16	-266 267,41	63 288 176,47	494 208,16	-266 267,41	185 057,45	42 883,30	42 883,30
905 - Aménagement des territoires	70 000 000,00	-	70 000 000,00	63 288 176,47	494 208,16	-266 267,41	63 288 176,47	494 208,16	-266 267,41	185 057,45	42 883,30	42 883,30
51 - Politique de la ville	70 000 000,00	-	70 000 000,00	63 288 176,47	494 208,16	-266 267,41	63 288 176,47	494 208,16	-266 267,41	185 057,45	42 883,30	42 883,30
RIN - Recherche	104 615 000,00	-	104 615 000,00	42 163 568,51	10 698 464,91	-668 528,04	42 163 568,51	10 698 464,91	-668 528,04	4 642 594,49	5 387 342,38	5 387 342,38
905 - Aménagement des territoires	11 450 000,00	-	11 450 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	11 450 000,00	-	11 450 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	93 165 000,00	-	93 165 000,00	42 163 568,51	10 698 464,91	-668 528,04	42 163 568,51	10 698 464,91	-668 528,04	4 642 594,49	5 387 342,38	5 387 342,38
92 - Recherche et innovation	93 165 000,00	-	93 165 000,00	42 163 568,51	10 698 464,91	-668 528,04	42 163 568,51	10 698 464,91	-668 528,04	4 642 594,49	5 387 342,38	5 387 342,38
RUR - Ruralité	-	-	-	8 208 089,05	39 571,20	-7,62	8 208 089,05	39 571,20	-7,62	37 912,38	1 651,20	1 651,20
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	5 209 843,12	-	-	5 209 843,12	-	-	-	-	-
53 - Espace rural et autres espaces de développement	-	-	-	5 209 843,12	-	-	5 209 843,12	-	-	-	-	-
907 - Environnement	-	-	-	2 998 245,93	39 571,20	-7,62	2 998 245,93	39 571,20	-7,62	37 912,38	1 651,20	1 651,20
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	2 998 245,93	39 571,20	-7,62	2 998 245,93	39 571,20	-7,62	37 912,38	1 651,20	1 651,20
SE - Sécurité	24 800 000,00	13 176 757,00	37 976 757,00	26 445 257,19	906 304,67	-	26 445 257,19	906 304,67	-	686 500,00	219 804,67	219 804,67
901 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
902 - Enseignement	5 000 000,00	-	5 000 000,00	2 890 029,62	-	-	2 890 029,62	-	-	-	-	-
27 - Sécurité	5 000 000,00	-	5 000 000,00	2 890 029,62	-	-	2 890 029,62	-	-	-	-	-
903 - Culture, sports et loisirs	1 700 000,00	-	1 700 000,00	1 353 636,54	-	-	1 353 636,54	-	-	-	-	-
37 - Sécurité	1 700 000,00	-	1 700 000,00	1 353 636,54	-	-	1 353 636,54	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	11 000 000,00	-	11 000 000,00	7 424 916,50	906 304,67	-	7 424 916,50	906 304,67	-	686 500,00	219 804,67	219 804,67
57 - Sécurité	11 000 000,00	-	11 000 000,00	7 424 916,50	906 304,67	-	7 424 916,50	906 304,67	-	686 500,00	219 804,67	219 804,67
908 - Transports	7 100 000,00	13 176 757,00	20 276 757,00	14 776 674,53	-	-	14 776 674,53	-	-	-	-	-
87 - Sécurité	7 100 000,00	13 176 757,00	20 276 757,00	14 776 674,53	-	-	14 776 674,53	-	-	-	-	-
SI - Systèmes d'Information	4 800 000,00	-	4 800 000,00	4 654 242,45	148 595,19	-150 754,01	4 649 245,99	148 595,19	-150 754,01	-	-2 158,82	-2 158,82
900 - Services généraux	4 800 000,00	-	4 800 000,00	4 654 242,45	148 595,19	-150 754,01	4 649 245,99	148 595,19	-150 754,01	-	-2 158,82	-2 158,82
0202 - Autres moyens généraux	4 800 000,00	-	4 800 000,00	4 654 242,45	148 595,19	-150 754,01	4 649 245,99	148 595,19	-150 754,01	-	-2 158,82	-2 158,82

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2011	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
SL - Sports et Loisirs	39 176 000,00	-	39 176 000,00	30 716 356,43	402 619,17	-25 000,00	30 732 091,22	402 619,17	-25 000,00	339 283,16	38 336,01	38 336,01
903 - Culture, sports et loisirs	39 176 000,00	-	39 176 000,00	30 716 356,43	402 619,17	-25 000,00	30 732 091,22	402 619,17	-25 000,00	339 283,16	38 336,01	38 336,01
32 - Sports	19 426 000,00	-	19 426 000,00	16 713 847,57	360 960,68	-	16 713 847,57	360 960,68	-	339 283,16	21 677,52	21 677,52
33 - Loisirs	19 750 000,00	-	19 750 000,00	14 002 508,86	41 658,49	-25 000,00	14 018 243,65	41 658,49	-25 000,00	-	16 658,49	16 658,49
37 - Sécurité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TC - Transports en commun	600 250 000,00	23 792 082,73	624 042 082,73	373 790 006,04	54 063 456,74	-1 192 364,77	373 790 006,04	54 063 456,74	-1 192 364,77	16 246 794,14	36 624 297,83	36 624 297,83
908 - Transports	600 250 000,00	23 792 082,73	624 042 082,73	373 790 006,04	54 063 456,74	-1 192 364,77	373 790 006,04	54 063 456,74	-1 192 364,77	16 246 794,14	36 624 297,83	36 624 297,83
810 - Services communs	18 250 000,00	-2 565 000,00	15 685 000,00	11 766 672,54	1 688 289,15	-1 192 364,77	11 766 672,54	1 688 289,15	-1 192 364,77	495 924,38	-0,00	-
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	527 000 000,00	29 053 822,88	556 053 822,88	327 975 498,87	47 370 791,80	-	327 975 498,87	47 370 791,80	-	15 018 308,81	32 352 482,99	32 352 482,99
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	55 000 000,00	-2 696 740,15	52 303 259,85	34 047 834,63	5 004 375,79	-	34 047 834,63	5 004 375,79	-	732 560,95	4 271 814,84	4 271 814,84
TMSP - Transports de marchandise en site propre	45 000 000,00	-17 089 727,73	27 910 272,27	7 078 457,65	337 236,28	-	7 078 457,65	337 236,28	-	-	337 236,28	337 236,28
908 - Transports	45 000 000,00	-17 089 727,73	27 910 272,27	7 078 457,65	337 236,28	-	7 078 457,65	337 236,28	-	-	337 236,28	337 236,28
883 - Transports fluviaux	10 000 000,00	-2 240 000,00	7 760 000,00	6 948 533,65	337 236,28	-	6 948 533,65	337 236,28	-	-	337 236,28	337 236,28
884 - Transports ferroviaires de marchandises	800 000,00	-800 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
885 - Liaisons multimodales	34 200 000,00	-14 049 727,73	20 150 272,27	129 924,00	-	-	129 924,00	-	-	-	-	-
888 - Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	3 760 000,00	-	3 760 000,00	3 037 388,89	8 157,07	-8 157,07	3 037 388,89	8 157,07	-8 157,07	-	-	-0,00
909 - Action économique	3 760 000,00	-	3 760 000,00	3 037 388,89	8 157,07	-8 157,07	3 037 388,89	8 157,07	-8 157,07	-	-	-0,00
95 - Tourisme et thermalisme	3 760 000,00	-	3 760 000,00	3 037 388,89	8 157,07	-8 157,07	3 037 388,89	8 157,07	-8 157,07	-	-	-0,00
UE - Fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
906 - Gestion des fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62 - FEDER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 240 770 000,00	-	2 240 770 000,00	1 519 205 989,76	147 611 195,03	-23 449 681,69	1 518 319 373,56	146 677 800,35	-23 493 765,52	40 196 146,87	83 965 366,47	82 987 887,96
				67,80 %						2,65 %	-43,12 %	-43,42 %

LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2012

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2012	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
AGRI - Agriculture	-	-	-	2 848 992,54	21 763,00	-	2 848 992,54	21 763,00	-	-	21 763,00	21 763,00
909 - Action économique	-	-	-	2 848 992,54	21 763,00	-	2 848 992,54	21 763,00	-	-	21 763,00	21 763,00
93 - Agriculture, pêche et agro- industrie	-	-	-	2 848 992,54	21 763,00	-	2 848 992,54	21 763,00	-	-	21 763,00	21 763,00
AIE - Actions internationales	4 400 000,00	-	4 400 000,00	1 965 441,52	44 671,07	-16 579,55	1 965 441,52	44 671,07	-16 579,55	17 921,52	10 170,00	10 170,00
900 - Services généraux	4 400 000,00	-	4 400 000,00	1 965 441,52	44 671,07	-16 579,55	1 965 441,52	44 671,07	-16 579,55	17 921,52	10 170,00	10 170,00
044 - Aide publique au développement	4 400 000,00	-	4 400 000,00	1 965 441,52	44 671,07	-16 579,55	1 965 441,52	44 671,07	-16 579,55	17 921,52	10 170,00	10 170,00
048 - Autres actions internationales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AM - Aménagement	103 850 000,00	-	103 850 000,00	77 411 247,05	6 509 519,11	-1 389 443,87	77 411 247,05	6 509 519,11	-1 389 443,87	3 105 479,50	2 014 595,74	2 014 595,74
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	100 050 000,00	-	100 050 000,00	77 411 247,05	6 509 519,11	-1 389 443,87	77 411 247,05	6 509 519,11	-1 389 443,87	3 105 479,50	2 014 595,74	2 014 595,74
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	91 450 000,00	-	91 450 000,00	77 411 247,05	6 509 519,11	-1 389 443,87	77 411 247,05	6 509 519,11	-1 389 443,87	3 105 479,50	2 014 595,74	2 014 595,74
53 - Espace rural et autres espaces de développement	8 600 000,00	-	8 600 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	3 800 000,00	-	3 800 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	3 800 000,00	-	3 800 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CI - Citoyenneté	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
904 - Développement social et Santé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
40 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
COM - Communication	575 000,00	-	575 000,00	288 096,98	-	-	288 096,98	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	575 000,00	-	575 000,00	288 096,98	-	-	288 096,98	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	575 000,00	-	575 000,00	288 096,98	-	-	288 096,98	-	-	-	-	-
COO - Coopération interrégionale	22 520 000,00	-	22 520 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services Généraux	22 520 000,00	-	22 520 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	22 520 000,00	-	22 520 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CU - Culture	32 950 000,00	-	32 950 000,00	25 591 440,42	2 499 852,00	-506 891,61	25 589 676,93	2 499 852,00	-506 891,61	689 237,47	1 303 722,92	1 303 722,92
903 - Culture, Sports et Loisirs	32 950 000,00	-	32 950 000,00	25 591 440,42	2 499 852,00	-506 891,61	25 589 676,93	2 499 852,00	-506 891,61	689 237,47	1 303 722,92	1 303 722,92
311 - Enseignement Artistique	2 500 000,00	-88 109,00	2 411 891,00	1 829 388,00	-	-	1 829 388,00	-	-	-	-	-
312 - Activités culturelles et artistiques	26 962 000,00	1 506 511,00	28 468 511,00	21 468 490,40	2 358 035,45	-504 891,61	21 466 726,91	2 358 035,45	-504 891,61	689 237,47	1 163 906,37	1 163 906,37
313 - Patrimoine	3 488 000,00	-1 418 402,00	2 069 598,00	2 293 562,02	141 816,55	-2 000,00	2 293 562,02	141 816,55	-2 000,00	-	139 816,55	139 816,55
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	124 350 000,00	-	124 350 000,00	72 265 157,05	3 687 734,40	-412 416,76	72 265 157,05	3 687 734,40	-412 416,76	552 780,56	2 722 537,08	2 722 537,08
905 - Aménagement des territoires	20 340 000,00	-	20 340 000,00	2 602 339,28	592 466,22	-61 387,16	2 602 339,28	592 466,22	-61 387,16	-	531 079,06	531 079,06
56 - Technologies de l'information et de la communication	20 340 000,00	-	20 340 000,00	2 602 339,28	592 466,22	-61 387,16	2 602 339,28	592 466,22	-61 387,16	-	531 079,06	531 079,06
909 - Action économique	104 010 000,00	-	104 010 000,00	69 662 817,77	3 095 268,18	-351 029,60	69 662 817,77	3 095 268,18	-351 029,60	552 780,56	2 191 458,02	2 191 458,02
91 - Interventions économiques transversales	58 610 000,00	-	58 610 000,00	42 446 817,27	475 137,95	-8 623,73	42 446 817,27	475 137,95	-8 623,73	197 250,00	269 264,22	269 264,22
92 - Recherche et innovation	40 000 000,00	-	40 000 000,00	23 725 653,95	2 419 591,43	-141 867,07	23 725 653,95	2 419 591,43	-141 867,07	355 530,56	1 922 193,80	1 922 193,80
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	5 400 000,00	-	5 400 000,00	3 490 346,55	200 538,80	-200 538,80	3 490 346,55	200 538,80	-200 538,80	-	-	-
DSS - Développement social et santé	80 845 000,00	-	80 845 000,00	46 842 238,41	4 978 117,65	-980 632,29	46 791 039,81	4 978 117,65	-980 632,29	2 264 137,51	1 733 347,85	1 733 347,85
901 - Formation professionnelle et apprentissage	1 400 000,00	-	1 400 000,00	824 243,28	79 320,11	-26,59	824 243,28	79 320,11	-26,59	8 628,97	70 664,55	70 664,55
13 - Formations sanitaires et sociales	1 400 000,00	-	1 400 000,00	824 243,28	79 320,11	-26,59	824 243,28	79 320,11	-26,59	8 628,97	70 664,55	70 664,55
904 - Santé et action sociale	79 445 000,00	-	79 445 000,00	46 017 995,13	4 898 797,54	-980 605,70	45 966 796,53	4 898 797,54	-980 605,70	2 255 508,54	1 662 683,30	1 662 683,30
41 - Santé	7 960 000,00	-	7 960 000,00	3 311 200,94	88 179,65	-63 988,77	3 311 200,94	88 179,65	-63 988,77	-	24 190,88	24 190,88
42 - Action sociale	71 485 000,00	-	71 485 000,00	42 706 794,19	4 810 617,89	-916 616,93	42 655 595,59	4 810 617,89	-916 616,93	2 255 508,54	1 638 492,42	1 638 492,42

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2012	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
EAE - Environnement et énergie	102 294 000,00	2 300 000,00	104 594 000,00	60 749 343,27	4 780 539,24	-1 033 704,51	60 738 682,76	4 780 539,24	-1 043 698,38	1 137 436,85	2 609 397,88	2 599 404,01
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	98 314 000,00	2 300 000,00	100 614 000,00	60 749 343,27	4 780 539,24	-1 033 704,51	60 738 682,76	4 780 539,24	-1 043 698,38	1 137 436,85	2 609 397,88	2 599 404,01
71 - Actions transversales	1 610 000,00	-	1 610 000,00	933 744,91	120 985,17	-108 972,46	933 744,91	120 985,17	-108 972,46	2 363,42	9 649,29	9 649,29
72 - Actions en matière de déchets	4 500 000,00	-	4 500 000,00	2 354 331,43	380 092,56	-39 101,11	2 354 331,43	380 092,56	-39 101,11	-	340 991,45	340 991,45
73 - Politique de l'air	700 000,00	-	700 000,00	457 963,12	29 067,81	-	457 963,12	29 067,81	-	29 067,81	-	-
74 - Politique de l'eau	23 375 000,00	-468 859,90	22 906 140,10	17 678 520,40	293 716,29	-40 851,66	17 678 520,40	293 716,29	-40 851,66	4 843,20	248 021,43	248 021,43
75 - Politique de l'énergie	44 336 000,00	-69 140,10	44 266 859,90	13 855 888,83	3 337 853,53	-703 302,19	13 855 888,83	3 337 853,53	-703 302,19	1 018 021,23	1 616 530,11	1 616 530,11
76 - Patrimoine naturel	23 093 000,00	2 838 000,00	25 931 000,00	25 051 386,63	618 823,88	-141 477,09	25 040 726,12	618 823,88	-151 470,96	83 141,19	394 205,60	384 211,73
77 - Environnement des infrastructures de transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	700 000,00	-	700 000,00	417 507,95	-	-	417 507,95	-	-	-	-	-
908 - Transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
883 - Transports fluviaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Développement économique	3 980 000,00	-	3 980 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	3 980 000,00	-	3 980 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	399 158 000,00	-	399 158 000,00	317 330 182,23	32 138 524,96	-462 672,48	317 226 686,06	32 137 966,03	-462 113,55	12 511 821,01	19 164 031,47	19 164 031,47
902 - Enseignement	399 158 000,00	-	399 158 000,00	317 330 182,23	32 138 524,96	-462 672,48	317 226 686,06	32 137 966,03	-462 113,55	12 511 821,01	19 164 031,47	19 164 031,47
21 - Enseignement du premier degré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
221 - Collèges	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
222 - Lycées publics	335 232 000,00	-6 890 220,52	328 341 779,48	262 830 881,17	28 289 898,16	-344 122,84	262 729 259,32	28 292 339,23	-346 563,91	10 730 876,23	17 214 899,09	17 214 899,09
223 - Lycées privés	8 300 000,00	-312 030,00	7 987 970,00	7 324 077,73	1 411 378,25	-	7 324 077,73	1 411 378,25	-	164 036,26	1 247 341,99	1 247 341,99
224 - Participation à des cités mixtes	40 471 000,00	7 236 500,52	47 707 500,52	37 961 297,25	372 020,11	-118 549,64	37 959 422,94	369 020,11	-115 549,64	32 179,79	221 290,68	221 290,68
28 - Autres services périscolaires et annexes	15 155 000,00	-34 250,00	15 120 750,00	9 213 926,08	2 065 228,44	-	9 213 926,07	2 065 228,44	-	1 584 728,73	480 499,71	480 499,71
ESU - Enseignement supérieur	62 500 000,00	-	62 500 000,00	51 547 934,64	3 484 451,60	-416 066,81	51 626 194,40	3 484 451,60	-416 066,81	691 577,74	2 376 807,05	2 376 807,05
902 - Enseignement	62 500 000,00	-	62 500 000,00	51 547 934,64	3 484 451,60	-416 066,81	51 626 194,40	3 484 451,60	-416 066,81	691 577,74	2 376 807,05	2 376 807,05
23 - Enseignement supérieur	62 500 000,00	-	62 500 000,00	51 547 934,64	3 484 451,60	-416 066,81	51 626 194,40	3 484 451,60	-416 066,81	691 577,74	2 376 807,05	2 376 807,05
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	38 500 000,00	-	38 500 000,00	29 665 663,28	10 340 376,22	-193 531,06	29 665 663,28	10 340 376,22	-193 531,06	1 854 117,75	8 292 727,41	8 292 727,41
901 - Formation professionnelle et apprentissage	37 900 000,00	-	37 900 000,00	29 392 263,28	10 340 376,22	-193 531,06	29 392 263,28	10 340 376,22	-193 531,06	1 854 117,75	8 292 727,41	8 292 727,41
10 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	800 000,00	-289 474,00	510 526,00	140 896,79	2 738,48	-2 738,48	140 896,79	2 738,48	-2 738,48	-	-	-
12 - Apprentissage	37 100 000,00	289 474,00	37 389 474,00	29 251 366,49	10 337 637,74	-190 792,58	29 251 366,49	10 337 637,74	-190 792,58	1 854 117,75	8 292 727,41	8 292 727,41
909 - Action économique	600 000,00	-	600 000,00	273 400,00	-	-	273 400,00	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	600 000,00	-	600 000,00	273 400,00	-	-	273 400,00	-	-	-	-	-
LO - Logement	215 200 000,00	-7 502 003,17	207 697 996,83	159 714 623,80	5 182 856,32	-346 399,05	159 709 498,72	5 200 810,32	-364 515,53	2 775 465,81	2 060 991,46	2 060 828,98
905 - Aménagement des territoires	215 200 000,00	-7 502 003,17	207 697 996,83	159 714 623,80	5 182 856,32	-346 399,05	159 709 498,72	5 200 810,32	-364 515,53	2 775 465,81	2 060 991,46	2 060 828,98
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	215 200 000,00	-7 502 003,17	207 697 996,83	159 714 623,80	5 182 856,32	-346 399,05	159 709 498,72	5 200 810,32	-364 515,53	2 775 465,81	2 060 991,46	2 060 828,98

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2012	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
MO - Mobilités	191 393 000,00	12 801 052,00	204 194 052,00	110 498 121,20	23 838 398,87	-1 966 095,06	110 154 427,16	23 838 398,87	-1 773 093,88	2 299 050,21	19 573 253,60	19 766 254,78
905 - Aménagement des territoires	2 000 000,00	-	2 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	2 000 000,00	-	2 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	56 893 000,00	-2 300 000,00	54 593 000,00	27 001 383,25	6 724 186,18	-467 284,39	26 998 413,33	6 724 186,18	-467 284,39	1 368 226,07	4 888 675,72	4 888 675,72
77 - Environnement des infrastructures de transport	30 893 000,00	-71 756,70	30 821 243,30	11 587 512,20	4 236 588,19	-	11 587 512,20	4 236 588,19	-	-	4 236 588,19	4 236 588,19
78 - Autres actions	26 000 000,00	-2 228 243,30	23 771 756,70	15 413 871,05	2 487 597,99	-467 284,39	15 410 901,13	2 487 597,99	-467 284,39	1 368 226,07	652 087,53	652 087,53
908 - Transports	132 500 000,00	15 101 052,00	147 601 052,00	83 496 737,95	17 114 212,69	-1 498 810,67	83 156 013,83	17 114 212,69	-1 305 809,49	930 824,14	14 684 577,88	14 877 579,06
818 - Autres transports en commun	83 000 000,00	16 740 823,00	99 740 823,00	61 145 225,54	14 858 500,83	-1 420 610,67	60 804 501,42	14 858 500,83	-1 227 609,49	901 596,07	12 536 294,09	12 729 295,27
821 - Voirie nationale	15 000 000,00	-	15 000 000,00	14 598 005,67	-	-	14 598 005,67	-	-	-	-	-
823 - Voirie départementale	6 500 000,00	-	6 500 000,00	5 047 431,10	2 177 511,86	-	5 047 431,10	2 177 511,86	-	29 228,07	2 148 283,79	2 148 283,79
824	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
825 - Sécurité routière	28 000 000,00	-1 639 771,00	26 360 229,00	2 706 075,64	78 200,00	-78 200,00	2 706 075,64	78 200,00	-78 200,00	-	-	-
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	21 610 000,00	35 880,00	21 645 880,00	20 298 102,69	32 490,52	-615,50	20 298 102,69	32 490,52	-615,50	-	31 875,02	31 875,02
900 - Services généraux	20 910 000,00	35 880,00	20 945 880,00	20 298 102,69	32 490,52	-615,50	20 298 102,69	32 490,52	-615,50	-	31 875,02	31 875,02
0202 - Autres moyens généraux	20 910 000,00	35 880,00	20 945 880,00	20 298 102,69	32 490,52	-615,50	20 298 102,69	32 490,52	-615,50	-	31 875,02	31 875,02
903 - Culture, sports et loisirs	700 000,00	-	700 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	700 000,00	-	700 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PRH - Personnel et Ressources humaines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	75 000 000,00	7 502 003,17	82 502 003,17	73 434 095,53	8 446 927,05	-2 598 080,24	73 434 095,53	8 446 927,05	-2 598 080,24	4 454 756,39	1 394 090,42	1 394 090,42
905 - Aménagement des territoires	75 000 000,00	7 502 003,17	82 502 003,17	73 434 095,53	8 446 927,05	-2 598 080,24	73 434 095,53	8 446 927,05	-2 598 080,24	4 454 756,39	1 394 090,42	1 394 090,42
51 - Politique de la ville	75 000 000,00	7 502 003,17	82 502 003,17	73 434 095,53	8 446 927,05	-2 598 080,24	73 434 095,53	8 446 927,05	-2 598 080,24	4 454 756,39	1 394 090,42	1 394 090,42
RIN - Recherche	49 100 000,00	-	49 100 000,00	40 855 349,00	13 761 149,31	-1 440 828,65	40 811 263,16	13 761 149,31	-1 440 828,65	2 231 954,52	10 088 366,14	10 088 366,14
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	49 100 000,00	-	49 100 000,00	40 855 349,00	13 761 149,31	-1 440 828,65	40 811 263,16	13 761 149,31	-1 440 828,65	2 231 954,52	10 088 366,14	10 088 366,14
92 - Recherche et innovation	49 100 000,00	-	49 100 000,00	40 855 349,00	13 761 149,31	-1 440 828,65	40 811 263,16	13 761 149,31	-1 440 828,65	2 231 954,52	10 088 366,14	10 088 366,14
RUR - Ruralité	-	-	-	9 749 598,45	373 367,72	-28 897,10	9 749 598,45	373 367,72	-28 897,10	24 253,01	320 217,61	320 217,61
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	6 761 112,92	59 145,34	-	6 761 112,92	59 145,34	-	-	59 145,34	59 145,34
53 - Espace rural et autres espaces de développement	-	-	-	6 761 112,92	59 145,34	-	6 761 112,92	59 145,34	-	-	59 145,34	59 145,34
907 - Environnement	-	-	-	2 988 485,53	314 222,38	-28 897,10	2 988 485,53	314 222,38	-28 897,10	24 253,01	261 072,27	261 072,27
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	2 988 485,53	314 222,38	-28 897,10	2 988 485,53	314 222,38	-28 897,10	24 253,01	261 072,27	261 072,27
SE - Sécurité	25 800 000,00	-743 463,87	25 056 536,13	10 386 880,39	-	-	10 386 880,39	-	-	-	-	-
901 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
902 - Enseignement	4 600 000,00	-	4 600 000,00	2 718 638,41	-	-	2 718 638,41	-	-	-	-	-
27 - Sécurité	4 600 000,00	-	4 600 000,00	2 718 638,41	-	-	2 718 638,41	-	-	-	-	-
903 - Culture, sports et loisirs	1 200 000,00	-	1 200 000,00	1 068 241,98	-	-	1 068 241,98	-	-	-	-	-
37 - Sécurité	1 200 000,00	-	1 200 000,00	1 068 241,98	-	-	1 068 241,98	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	10 000 000,00	-	10 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	10 000 000,00	-	10 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	10 000 000,00	-743 463,87	9 256 536,13	6 600 000,00	-	-	6 600 000,00	-	-	-	-	-
87 - Sécurité	10 000 000,00	-743 463,87	9 256 536,13	6 600 000,00	-	-	6 600 000,00	-	-	-	-	-
SI - Systèmes d'Information	4 800 000,00	-35 880,00	4 764 120,00	3 988 186,65	128 211,52	-126 351,52	3 981 788,48	128 211,52	-126 351,52	-	1 860,00	1 860,00
900 - Services généraux	4 800 000,00	-35 880,00	4 764 120,00	3 988 186,65	128 211,52	-126 351,52	3 981 788,48	128 211,52	-126 351,52	-	1 860,00	1 860,00
0202 - Autres moyens généraux	4 800 000,00	-35 880,00	4 764 120,00	3 988 186,65	128 211,52	-126 351,52	3 981 788,48	128 211,52	-126 351,52	-	1 860,00	1 860,00

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2012	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
SL - Sports et Loisirs	51 100 000,00	-	51 100 000,00	40 756 482,04	2 198 501,11	-227 183,05	40 756 482,04	2 198 501,11	-227 183,05	13 086,02	1 958 232,04	1 958 232,04
903 - Culture, sports et loisirs	51 100 000,00	-	51 100 000,00	40 756 482,04	2 198 501,11	-227 183,05	40 756 482,04	2 198 501,11	-227 183,05	13 086,02	1 958 232,04	1 958 232,04
32 - Sports	31 350 000,00	-	31 350 000,00	25 218 425,03	1 796 346,43	-211 861,81	25 218 425,03	1 796 346,43	-211 861,81	-	1 584 484,62	1 584 484,62
33 - Loisirs	19 750 000,00	-	19 750 000,00	15 538 057,01	402 154,68	-15 321,24	15 538 057,01	402 154,68	-15 321,24	13 086,02	373 747,42	373 747,42
37 - Sécurité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TC - Transports en commun	621 600 000,00	-12 932 906,13	608 667 093,87	372 215 379,34	77 211 340,24	-1 017 647,18	369 899 474,16	77 211 340,24	-1 017 647,18	19 232 819,62	56 960 873,44	56 960 873,44
908 - Transports	621 600 000,00	-12 932 906,13	608 667 093,87	372 215 379,34	77 211 340,24	-1 017 647,18	369 899 474,16	77 211 340,24	-1 017 647,18	19 232 819,62	56 960 873,44	56 960 873,44
810 - Services communs	19 100 000,00	-1 095 626,13	18 004 373,87	14 910 869,48	42 457,54	-42 457,54	14 910 869,48	42 457,54	-42 457,54	-	-	-
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	546 500 000,00	-17 128 327,50	529 371 672,50	299 144 902,87	71 427 752,63	-18 472,06	299 144 902,87	71 427 752,63	-18 472,06	15 695 514,82	55 713 765,75	55 713 765,75
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	56 000 000,00	5 291 047,50	61 291 047,50	58 159 606,99	5 741 130,07	-956 717,58	55 843 701,81	5 741 130,07	-956 717,58	3 537 304,80	1 247 107,69	1 247 107,69
TMSP - Transports de marchandise en site propre	69 000 000,00	-1 424 682,00	67 575 318,00	10 365 164,47	995 989,51	-129 226,20	10 365 164,47	995 989,51	-129 226,20	152 897,50	713 865,81	713 865,81
908 - Transports	69 000 000,00	-1 424 682,00	67 575 318,00	10 365 164,47	995 989,51	-129 226,20	10 365 164,47	995 989,51	-129 226,20	152 897,50	713 865,81	713 865,81
883 - Transports fluviaux	10 000 000,00	-	10 000 000,00	6 149 782,36	843 092,01	-129 226,20	6 149 782,36	843 092,01	-129 226,20	-	713 865,81	713 865,81
884 - Transports ferroviaires de marchandises	2 500 000,00	-1 247 800,00	1 252 200,00	662 655,92	-	-	662 655,92	-	-	-	-	-
885 - Liaisons multimodales	56 500 000,00	-176 882,00	56 323 118,00	3 552 726,19	152 897,50	-	3 552 726,19	152 897,50	-	152 897,50	-	-
888 - Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	4 500 000,00	-	4 500 000,00	3 625 441,14	725 354,27	-511 992,42	3 598 918,01	725 354,27	-511 992,42	-	213 361,85	213 361,85
909 - Action économique	4 500 000,00	-	4 500 000,00	3 625 441,14	725 354,27	-511 992,42	3 598 918,01	725 354,27	-511 992,42	-	213 361,85	213 361,85
95 - Tourisme et thermalisme	4 500 000,00	-	4 500 000,00	3 625 441,14	725 354,27	-511 992,42	3 598 918,01	725 354,27	-511 992,42	-	213 361,85	213 361,85
UE - Fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
906 - Gestion des fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62 - FEDER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 301 045 000,00	-	2 301 045 000,00	1 542 393 162,09	201 380 135,69	-13 805 254,91	1 539 562 571,64	201 397 530,76	-13 639 805,15	54 008 792,99	133 566 087,79	133 748 932,62
				67,03 %						3,50 %	-33,67 %	-33,59 %

LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2013

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2013	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
AGRI - Agriculture	-	-	-	2 043 620,38	25 827,23	-25 827,23	2 043 620,38	25 827,23	-25 827,23	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	2 043 620,38	25 827,23	-25 827,23	2 043 620,38	25 827,23	-25 827,23	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro- industrie	-	-	-	2 043 620,38	25 827,23	-25 827,23	2 043 620,38	25 827,23	-25 827,23	-	-	-
AIE - Actions internationales	3 850 000,00	-	3 850 000,00	1 253 926,04	559 283,94	-485 301,53	1 253 926,04	559 284,04	-485 301,63	32 239,33	41 743,08	41 743,08
900 - Services généraux	3 850 000,00	-	3 850 000,00	1 253 926,04	559 283,94	-485 301,53	1 253 926,04	559 284,04	-485 301,63	32 239,33	41 743,08	41 743,08
044 - Aide publique au développement	3 450 000,00	-41 000,00	3 409 000,00	1 121 626,04	250 583,94	-176 601,53	1 121 626,04	250 584,04	-176 601,63	32 239,33	41 743,08	41 743,08
048 - Autres actions internationales	400 000,00	41 000,00	441 000,00	132 300,00	308 700,00	-308 700,00	132 300,00	308 700,00	-308 700,00	-	-	-
AM - Aménagement	104 850 000,00	-	104 850 000,00	81 319 009,67	14 796 547,46	-81 185,16	79 677 899,03	14 796 547,46	-81 185,16	4 281 148,85	10 434 213,45	10 434 213,45
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	101 050 000,00	-	101 050 000,00	81 319 009,67	14 796 547,46	-81 185,16	79 677 899,03	14 796 547,46	-81 185,16	4 281 148,85	10 434 213,45	10 434 213,45
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	93 400 000,00	-	93 400 000,00	81 319 009,67	14 796 547,46	-81 185,16	79 677 899,03	14 796 547,46	-81 185,16	4 281 148,85	10 434 213,45	10 434 213,45
53 - Espace rural et autres espaces de développement	7 650 000,00	-	7 650 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	3 800 000,00	-	3 800 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	3 800 000,00	-	3 800 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CI - Citoyenneté	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
904 - Développement social et Santé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
40 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
COM - Communication	500 000,00	-	500 000,00	214 469,00	-	-	214 469,00	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	500 000,00	-	500 000,00	214 469,00	-	-	214 469,00	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	500 000,00	-	500 000,00	214 469,00	-	-	214 469,00	-	-	-	-	-
COO - Coopération interrégionale	2 200 000,00	-	2 200 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services Généraux	2 200 000,00	-	2 200 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	2 200 000,00	-	2 200 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CU - Culture	32 950 000,00	-	32 950 000,00	25 887 598,55	4 062 928,47	-95 177,48	25 887 300,45	4 062 928,47	-95 177,48	1 490 316,50	2 477 434,49	2 477 434,49
903 - Culture, Sports et Loisirs	32 950 000,00	-	32 950 000,00	25 887 598,55	4 062 928,47	-95 177,48	25 887 300,45	4 062 928,47	-95 177,48	1 490 316,50	2 477 434,49	2 477 434,49
311 - Enseignement Artistique	2 500 000,00	-	2 500 000,00	2 286 735,00	514 214,52	-	2 286 735,00	514 214,52	-	-	514 214,52	514 214,52
312 - Activités culturelles et artistiques	27 825 000,00	95 967,00	27 920 967,00	21 539 718,49	3 461 433,30	-95 177,48	21 539 420,39	3 461 433,30	-95 177,48	1 490 316,50	1 875 939,32	1 875 939,32
313 - Patrimoine	2 625 000,00	-95 967,00	2 529 033,00	2 061 145,06	87 280,65	-	2 061 145,06	87 280,65	-	-	87 280,65	87 280,65
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	128 600 000,00	-35 000,00	128 565 000,00	89 523 100,65	18 309 216,21	-6 200 251,33	89 483 421,87	18 309 216,21	-6 200 251,33	2 622 027,75	9 486 937,13	9 486 937,13
905 - Aménagement des territoires	19 800 000,00	-	19 800 000,00	13 423 836,21	2 263 840,19	-2 051 838,92	13 423 836,21	2 263 840,19	-2 051 838,92	23 518,66	188 482,61	188 482,61
56 - Technologies de l'information et de la communication	19 800 000,00	-	19 800 000,00	13 423 836,21	2 263 840,19	-2 051 838,92	13 423 836,21	2 263 840,19	-2 051 838,92	23 518,66	188 482,61	188 482,61
909 - Action économique	108 800 000,00	-35 000,00	108 765 000,00	76 099 264,44	16 045 376,02	-4 148 412,41	76 059 585,66	16 045 376,02	-4 148 412,41	2 598 509,09	9 298 454,52	9 298 454,52
91 - Interventions économiques transversales	64 510 000,00	-35 000,00	64 475 000,00	44 311 470,68	8 132 329,66	-583 183,21	44 311 470,68	8 132 329,66	-583 183,21	661 558,88	6 887 587,57	6 887 587,57
92 - Recherche et innovation	38 490 000,00	-	38 490 000,00	27 679 286,31	6 556 824,32	-2 519 395,65	27 639 607,53	6 556 824,32	-2 519 395,65	1 924 522,72	2 112 905,95	2 112 905,95
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	5 800 000,00	-	5 800 000,00	4 108 507,45	1 356 222,04	-1 045 833,55	4 108 507,45	1 356 222,04	-1 045 833,55	12 427,49	297 961,00	297 961,00
DSS - Développement social et santé	81 072 000,00	-	81 072 000,00	37 814 026,68	6 509 404,02	-1 471 294,45	37 814 026,68	6 509 404,02	-1 471 294,45	3 444 143,77	1 593 965,80	1 593 965,80
901 - Formation professionnelle et apprentissage	5 372 000,00	-	5 372 000,00	4 793 789,12	999 625,05	-27 663,42	4 793 789,12	999 625,05	-27 663,42	806 908,07	165 053,56	165 053,56
13 - Formations sanitaires et sociales	5 372 000,00	-	5 372 000,00	4 793 789,12	999 625,05	-27 663,42	4 793 789,12	999 625,05	-27 663,42	806 908,07	165 053,56	165 053,56
904 - Santé et action sociale	75 700 000,00	-	75 700 000,00	33 020 237,56	5 509 778,97	-1 443 631,03	33 020 237,56	5 509 778,97	-1 443 631,03	2 637 235,70	1 428 912,24	1 428 912,24
41 - Santé	8 260 000,00	-	8 260 000,00	5 464 904,80	647 060,18	-214 827,71	5 464 904,80	647 060,18	-214 827,71	191 246,52	240 985,95	240 985,95
42 - Action sociale	67 440 000,00	-	67 440 000,00	27 555 332,76	4 862 718,79	-1 228 803,32	27 555 332,76	4 862 718,79	-1 228 803,32	2 445 989,18	1 187 926,29	1 187 926,29

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2013	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
EAE - Environnement et énergie	104 800 000,00	-	104 800 000,00	63 472 462,85	5 543 121,96	-484 309,78	63 293 846,43	5 772 361,08	-720 574,96	2 566 175,83	2 492 636,35	2 485 610,29
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	100 600 000,00	-	100 600 000,00	63 472 462,85	5 543 121,96	-484 309,78	63 293 846,43	5 772 361,08	-720 574,96	2 566 175,83	2 492 636,35	2 485 610,29
71 - Actions transversales	1 326 000,00	-	1 326 000,00	1 185 187,10	18 291,45	-8 819,33	1 185 187,10	18 291,45	-8 819,33	1 191,08	8 281,04	8 281,04
72 - Actions en matière de déchets	5 153 200,00	-1 000 000,00	4 153 200,00	1 534 371,82	328 431,14	-18 474,13	1 534 371,82	328 431,14	-18 474,13	6 209,00	303 748,01	303 748,01
73 - Politique de l'air	920 000,00	-	920 000,00	694 700,00	-	-	694 700,00	-	-	-	-	-
74 - Politique de l'eau	23 550 800,00	1 429 034,92	24 979 834,92	15 849 141,69	996 340,38	-144 396,19	15 849 141,69	1 225 579,50	-373 635,31	365 629,64	486 314,55	486 314,55
75 - Politique de l'énergie	44 800 000,00	-4 386 291,95	40 413 708,05	16 225 873,72	4 027 313,09	-280 142,46	16 054 213,90	4 027 313,09	-280 211,92	2 193 146,11	1 554 024,52	1 553 955,06
76 - Patrimoine naturel	24 250 000,00	3 957 257,03	28 207 257,03	27 569 564,66	172 745,90	-32 477,67	27 562 608,06	172 745,90	-39 434,27	-	140 268,23	133 311,63
77 - Environnement des infrastructures de transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	600 000,00	-	600 000,00	413 623,86	-	-	413 623,86	-	-	-	-	-
908 - Transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
883 - Transports fluviaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Développement économique	4 200 000,00	-	4 200 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	4 200 000,00	-	4 200 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	405 144 000,00	-	405 144 000,00	323 040 855,98	40 722 964,27	-140 338,33	322 952 555,11	40 717 144,50	-174 433,91	18 327 688,55	22 254 937,39	22 254 937,39
902 - Enseignement	405 144 000,00	-	405 144 000,00	323 040 855,98	40 722 964,27	-140 338,33	322 952 555,11	40 717 144,50	-174 433,91	18 327 688,55	22 254 937,39	22 254 937,39
21 - Enseignement du premier degré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
221 - Collèges	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
222 - Lycées publics	353 132 000,00	-2 632 444,41	350 499 555,59	289 199 221,00	37 795 737,50	-63 907,25	289 100 997,58	37 789 917,73	-98 002,83	17 872 240,61	19 859 589,64	19 859 589,64
223 - Lycées privés	8 300 000,00	-	8 300 000,00	7 601 066,22	1 462 920,98	-62 913,00	7 601 066,22	1 462 920,98	-62 913,00	307 726,25	1 092 281,73	1 092 281,73
224 - Participation à des cités mixtes	28 592 000,00	2 818 434,00	31 410 434,00	20 959 333,49	1 464 305,79	-13 518,08	20 969 256,04	1 464 305,79	-13 518,08	147 721,69	1 303 066,02	1 303 066,02
28 - Autres services périscolaires et annexes	15 120 000,00	-185 989,59	14 934 010,41	5 281 235,27	-	-	5 281 235,27	-	-	-	-	-
ESU - Enseignement supérieur	69 230 000,00	-	69 230 000,00	61 829 315,61	15 918 655,48	-	66 811 719,15	15 918 655,48	-	6 625 322,42	9 293 333,06	9 293 333,06
902 - Enseignement	69 230 000,00	-	69 230 000,00	61 829 315,61	15 918 655,48	-	66 811 719,15	15 918 655,48	-	6 625 322,42	9 293 333,06	9 293 333,06
23 - Enseignement supérieur	69 230 000,00	-	69 230 000,00	61 829 315,61	15 918 655,48	-	66 811 719,15	15 918 655,48	-	6 625 322,42	9 293 333,06	9 293 333,06
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	37 550 000,00	35 000,00	37 585 000,00	36 052 721,91	2 954 493,93	-337 700,10	36 099 975,91	2 954 493,93	-337 700,10	1 533 137,11	1 083 656,72	1 083 656,72
901 - Formation professionnelle et apprentissage	37 550 000,00	-	37 550 000,00	36 052 721,91	2 954 493,93	-337 700,10	36 099 975,91	2 954 493,93	-337 700,10	1 533 137,11	1 083 656,72	1 083 656,72
10 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	450 000,00	-168 383,98	281 616,02	159 864,30	4 382,05	-	159 864,30	4 382,05	-	-	4 382,05	4 382,05
12 - Apprentissage	37 100 000,00	168 383,98	37 268 383,98	35 892 857,61	2 950 111,88	-337 700,10	35 940 111,61	2 950 111,88	-337 700,10	1 533 137,11	1 079 274,67	1 079 274,67
909 - Action économique	-	35 000,00	35 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	35 000,00	35 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
LO - Logement	193 000 000,00	-9 114 563,89	183 885 436,11	143 953 379,11	15 953 688,78	-2 002 616,01	143 956 258,65	16 028 129,99	-2 077 057,22	5 892 404,52	8 058 668,25	8 058 668,25
905 - Aménagement des territoires	193 000 000,00	-9 114 563,89	183 885 436,11	143 953 379,11	15 953 688,78	-2 002 616,01	143 956 258,65	16 028 129,99	-2 077 057,22	5 892 404,52	8 058 668,25	8 058 668,25
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	193 000 000,00	-9 114 563,89	183 885 436,11	143 953 379,11	15 953 688,78	-2 002 616,01	143 956 258,65	16 028 129,99	-2 077 057,22	5 892 404,52	8 058 668,25	8 058 668,25

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2013	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
MO - Mobilités	166 000 000,00	5 542 620,00	171 542 620,00	95 683 535,56	19 869 121,94	-280 838,14	95 661 368,62	19 882 885,78	-294 601,98	2 176 713,33	17 411 570,47	17 411 570,47
905 - Aménagement des territoires	2 000 000,00	-	2 000 000,00	2 000 000,00	-	-	2 000 000,00	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	2 000 000,00	-	2 000 000,00	2 000 000,00	-	-	2 000 000,00	-	-	-	-	-
907 - Environnement	44 500 000,00	-	44 500 000,00	24 630 923,97	3 077 163,87	-240 971,00	24 608 757,03	3 075 615,89	-239 423,02	778 168,93	2 058 023,94	2 058 023,94
77 - Environnement des infrastructures de transport	18 500 000,00	-	18 500 000,00	8 011 565,27	525 669,01	-220 000,00	8 011 565,27	525 669,01	-220 000,00	-	305 669,01	305 669,01
78 - Autres actions	26 000 000,00	-	26 000 000,00	16 619 358,70	2 551 494,86	-20 971,00	16 597 191,76	2 549 946,88	-19 423,02	778 168,93	1 752 354,93	1 752 354,93
908 - Transports	119 500 000,00	5 542 620,00	125 042 620,00	69 052 611,59	16 791 958,07	-39 867,14	69 052 611,59	16 807 269,89	-55 178,96	1 398 544,40	15 353 546,53	15 353 546,53
818 - Autres transports en commun	66 500 000,00	-3 382 876,00	63 117 124,00	39 401 237,80	16 679 154,36	-	39 401 237,80	16 679 154,36	-	1 394 823,12	15 284 331,24	15 284 331,24
821 - Voirie nationale	22 000 000,00	9 000 000,00	31 000 000,00	21 000 000,00	-	-	21 000 000,00	-	-	-	-	-
823 - Voirie départementale	4 500 000,00	-	4 500 000,00	2 850 000,00	-	-	2 850 000,00	-	-	-	-	-
824	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
825 - Sécurité routière	26 500 000,00	-74 504,00	26 425 496,00	5 801 373,79	112 803,71	-39 867,14	5 801 373,79	128 115,53	-55 178,96	3 721,28	69 215,29	69 215,29
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	4 495 000,00	-	4 495 000,00	3 754 723,93	4 917,94	-	3 754 723,93	4 917,94	-	-	4 917,94	4 917,94
900 - Services généraux	4 290 000,00	-	4 290 000,00	3 754 723,93	4 917,94	-	3 754 723,93	4 917,94	-	-	4 917,94	4 917,94
0202 - Autres moyens généraux	4 290 000,00	-	4 290 000,00	3 754 723,93	4 917,94	-	3 754 723,93	4 917,94	-	-	4 917,94	4 917,94
903 - Culture, sports et loisirs	205 000,00	-	205 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	205 000,00	-	205 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PRH - Personnel et Ressources humaines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	90 000 000,00	9 114 563,89	99 114 563,89	87 795 068,92	13 592 268,92	-2 530 677,85	87 115 138,32	13 592 268,92	-2 270 753,89	5 977 595,38	5 083 995,69	5 343 919,65
905 - Aménagement des territoires	90 000 000,00	9 114 563,89	99 114 563,89	87 795 068,92	13 592 268,92	-2 530 677,85	87 115 138,32	13 592 268,92	-2 270 753,89	5 977 595,38	5 083 995,69	5 343 919,65
51 - Politique de la ville	90 000 000,00	9 114 563,89	99 114 563,89	87 795 068,92	13 592 268,92	-2 530 677,85	87 115 138,32	13 592 268,92	-2 270 753,89	5 977 595,38	5 083 995,69	5 343 919,65
RIN - Recherche	43 000 000,00	-	43 000 000,00	37 985 079,45	11 172 310,43	-674 865,10	37 518 383,23	11 172 310,43	-674 865,10	4 331 203,24	6 166 242,09	6 166 242,09
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	43 000 000,00	-	43 000 000,00	37 985 079,45	11 172 310,43	-674 865,10	37 518 383,23	11 172 310,43	-674 865,10	4 331 203,24	6 166 242,09	6 166 242,09
92 - Recherche et innovation	43 000 000,00	-	43 000 000,00	37 985 079,45	11 172 310,43	-674 865,10	37 518 383,23	11 172 310,43	-674 865,10	4 331 203,24	6 166 242,09	6 166 242,09
RUR - Ruralité	-	-	-	8 353 086,12	602 853,99	-105 495,94	8 338 696,62	611 008,38	-92 770,76	250 799,24	246 558,81	267 438,38
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	6 001 907,32	198 973,14	-	6 001 907,32	200 111,69	-1 138,55	153 160,67	45 812,47	45 812,47
53 - Espace rural et autres espaces de développement	-	-	-	6 001 907,32	198 973,14	-	6 001 907,32	200 111,69	-1 138,55	153 160,67	45 812,47	45 812,47
907 - Environnement	-	-	-	2 351 178,80	403 880,85	-105 495,94	2 336 789,30	410 896,69	-91 632,21	97 638,57	200 746,34	221 625,91
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	2 351 178,80	403 880,85	-105 495,94	2 336 789,30	410 896,69	-91 632,21	97 638,57	200 746,34	221 625,91
SE - Sécurité	26 100 000,00	-150 000,00	25 950 000,00	17 640 116,96	1 726 478,08	-6 994,77	17 640 116,96	1 726 478,08	-6 994,77	682 793,49	1 036 689,82	1 036 689,82
901 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
902 - Enseignement	3 800 000,00	-	3 800 000,00	3 017 320,00	48 922,04	-	3 017 320,00	48 922,04	-	371,52	48 550,52	48 550,52
27 - Sécurité	3 800 000,00	-	3 800 000,00	3 017 320,00	48 922,04	-	3 017 320,00	48 922,04	-	371,52	48 550,52	48 550,52
903 - Culture, sports et loisirs	2 700 000,00	-	2 700 000,00	2 622 168,61	399 945,41	-6 994,77	2 622 168,61	399 945,41	-6 994,77	392 917,68	32,96	32,96
37 - Sécurité	2 700 000,00	-	2 700 000,00	2 622 168,61	399 945,41	-6 994,77	2 622 168,61	399 945,41	-6 994,77	392 917,68	32,96	32,96
905 - Aménagement des territoires	9 600 000,00	-	9 600 000,00	6 150 628,35	1 277 610,63	-	6 150 628,35	1 277 610,63	-	289 504,29	988 106,34	988 106,34
57 - Sécurité	9 600 000,00	-	9 600 000,00	6 150 628,35	1 277 610,63	-	6 150 628,35	1 277 610,63	-	289 504,29	988 106,34	988 106,34
908 - Transports	10 000 000,00	-150 000,00	9 850 000,00	5 850 000,00	-	-	5 850 000,00	-	-	-	-	-
87 - Sécurité	10 000 000,00	-150 000,00	9 850 000,00	5 850 000,00	-	-	5 850 000,00	-	-	-	-	-
SI - Systèmes d'Information	4 624 000,00	-	4 624 000,00	4 467 404,81	46 583,92	-22 454,96	4 464 483,94	46 583,92	-22 454,96	24 128,92	0,04	0,04
900 - Services généraux	4 624 000,00	-	4 624 000,00	4 467 404,81	46 583,92	-22 454,96	4 464 483,94	46 583,92	-22 454,96	24 128,92	0,04	0,04
0202 - Autres moyens généraux	4 624 000,00	-	4 624 000,00	4 467 404,81	46 583,92	-22 454,96	4 464 483,94	46 583,92	-22 454,96	24 128,92	0,04	0,04

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2013	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
SL - Sports et Loisirs	51 400 000,00	-	51 400 000,00	39 806 550,26	985 327,22	-338 647,18	39 806 550,26	985 327,22	-338 647,18	2 200,00	644 480,04	644 480,04
903 - Culture, sports et loisirs	51 400 000,00	-	51 400 000,00	39 806 550,26	985 327,22	-338 647,18	39 806 550,26	985 327,22	-338 647,18	2 200,00	644 480,04	644 480,04
32 - Sports	35 342 000,00	-	35 342 000,00	34 125 899,96	666 609,00	-39 885,37	34 125 899,96	666 609,00	-39 885,37	-	626 723,63	626 723,63
33 - Loisirs	16 058 000,00	-	16 058 000,00	5 680 650,30	318 718,22	-298 761,81	5 680 650,30	318 718,22	-298 761,81	2 200,00	17 756,41	17 756,41
37 - Sécurité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TC - Transports en commun	623 850 000,00	-3 223 503,50	620 626 496,50	396 898 324,33	67 114 230,08	-988 824,23	396 898 324,33	67 114 230,08	-988 824,23	39 006 065,68	27 119 340,17	27 119 340,17
908 - Transports	623 850 000,00	-3 223 503,50	620 626 496,50	396 898 324,33	67 114 230,08	-988 824,23	396 898 324,33	67 114 230,08	-988 824,23	39 006 065,68	27 119 340,17	27 119 340,17
810 - Services communs	22 850 000,00	-6 094 237,30	16 755 762,70	16 486 038,74	159 065,94	-91 723,96	16 486 038,74	159 065,94	-91 723,96	-	67 341,98	67 341,98
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	553 000 000,00	12 183 073,80	565 183 073,80	349 731 746,02	66 879 711,75	-897 100,27	349 731 746,02	66 879 711,75	-897 100,27	39 006 065,68	26 976 545,80	26 976 545,80
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	48 000 000,00	-9 312 340,00	38 687 660,00	30 680 539,57	75 452,39	-	30 680 539,57	75 452,39	-	-	75 452,39	75 452,39
TMSP - Transports de marchandise en site propre	69 000 000,00	-2 169 116,50	66 830 883,50	10 321 565,72	1 436 402,71	-60 968,71	10 321 565,72	1 436 402,71	-60 968,71	333 953,84	1 041 480,16	1 041 480,16
908 - Transports	69 000 000,00	-2 169 116,50	66 830 883,50	10 321 565,72	1 436 402,71	-60 968,71	10 321 565,72	1 436 402,71	-60 968,71	333 953,84	1 041 480,16	1 041 480,16
883 - Transports fluviaux	10 000 000,00	-255 150,00	9 744 850,00	7 744 850,00	1 223 051,62	-	7 744 850,00	1 223 051,62	-	331 630,54	891 421,08	891 421,08
884 - Transports ferroviaires de marchandises	2 500 000,00	-1 219 314,00	1 280 686,00	54 198,50	-	-	54 198,50	-	-	-	-	-
885 - Liaisons multimodales	56 500 000,00	-694 652,50	55 805 347,50	2 522 517,22	213 351,09	-60 968,71	2 522 517,22	213 351,09	-60 968,71	2 323,30	150 059,08	150 059,08
888 - Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	5 000 000,00	-	5 000 000,00	4 417 448,87	910 509,11	-205 154,84	4 417 448,87	910 509,11	-205 154,84	127 634,89	577 719,38	577 719,38
909 - Action économique	5 000 000,00	-	5 000 000,00	4 417 448,87	910 509,11	-205 154,84	4 417 448,87	910 509,11	-205 154,84	127 634,89	577 719,38	577 719,38
95 - Tourisme et thermalisme	5 000 000,00	-	5 000 000,00	4 417 448,87	910 509,11	-205 154,84	4 417 448,87	910 509,11	-205 154,84	127 634,89	577 719,38	577 719,38
UE - Fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
906 - Gestion des fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62 - FEDER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 247 215 000,00	-	2 247 215 000,00	1 573 527 391,36	242 817 136,09	-16 538 923,12	1 575 425 819,50	243 136 914,98	-16 624 839,89	99 727 692,64	126 550 520,33	126 824 297,80
				70,02 %						6,34 %	-47,88 %	-47,84 %

LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2014

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2014	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
AGRI - Agriculture	-	-	-	2 685 747,42	288 283,26	-2 907,00	2 685 747,42	288 283,26	-2 907,00	-	285 376,26	285 376,26
909 - Action économique	-	-	-	2 685 747,42	288 283,26	-2 907,00	2 685 747,42	288 283,26	-2 907,00	-	285 376,26	285 376,26
93 - Agriculture, pêche et agro- industrie	-	-	-	2 685 747,42	288 283,26	-2 907,00	2 685 747,42	288 283,26	-2 907,00	-	285 376,26	285 376,26
AIE - Actions internationales	3 150 000,00	-	3 150 000,00	1 736 557,51	437 516,25	-132 637,05	1 715 189,29	437 516,25	-132 637,05	123 009,62	181 869,58	181 869,58
900 - Services généraux	3 150 000,00	-	3 150 000,00	1 736 557,51	437 516,25	-132 637,05	1 715 189,29	437 516,25	-132 637,05	123 009,62	181 869,58	181 869,58
044 - Aide publique au développement	2 950 000,00	-	2 950 000,00	1 736 557,51	437 516,25	-132 637,05	1 715 189,29	437 516,25	-132 637,05	123 009,62	181 869,58	181 869,58
048 - Autres actions internationales	200 000,00	-	200 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AM - Aménagement	119 500 000,00	-	119 500 000,00	84 454 469,26	44 333 491,65	-12 036 081,45	83 484 868,31	44 333 491,65	-12 036 081,45	12 082 654,16	20 214 756,04	20 214 756,04
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	115 900 000,00	-	115 900 000,00	84 454 469,26	44 333 491,65	-12 036 081,45	83 484 868,31	44 333 491,65	-12 036 081,45	12 082 654,16	20 214 756,04	20 214 756,04
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	108 000 000,00	-	108 000 000,00	84 454 469,26	44 333 491,65	-12 036 081,45	83 484 868,31	44 333 491,65	-12 036 081,45	12 082 654,16	20 214 756,04	20 214 756,04
53 - Espace rural et autres espaces de développement	7 900 000,00	-	7 900 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	3 600 000,00	-	3 600 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	3 600 000,00	-	3 600 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CI - Citoyenneté	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
904 - Développement social et Santé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
40 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
COM - Communication	400 000,00	-	400 000,00	192 776,66	-	-	192 776,66	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	400 000,00	-	400 000,00	192 776,66	-	-	192 776,66	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	400 000,00	-	400 000,00	192 776,66	-	-	192 776,66	-	-	-	-	-
COO - Coopération interrégionale	2 200 000,00	-	2 200 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services Généraux	2 200 000,00	-	2 200 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	2 200 000,00	-	2 200 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CU - Culture	34 100 000,00	-	34 100 000,00	20 560 871,14	4 967 182,75	-1 380 957,36	20 506 497,71	4 967 182,75	-1 380 957,36	540 634,41	3 045 590,98	3 045 590,98
903 - Culture, Sports et Loisirs	34 100 000,00	-	34 100 000,00	20 560 871,14	4 967 182,75	-1 380 957,36	20 506 497,71	4 967 182,75	-1 380 957,36	540 634,41	3 045 590,98	3 045 590,98
311 - Enseignement Artistique	2 500 000,00	-	2 500 000,00	762 245,00	936 516,48	-762 245,00	762 245,00	936 516,48	-762 245,00	174 271,48	-0,00	-0,00
312 - Activités culturelles et artistiques	28 475 000,00	-1 627 153,50	26 847 846,50	15 231 576,69	3 305 876,37	-611 462,36	15 222 983,26	3 305 876,37	-611 462,36	222 955,63	2 471 458,38	2 471 458,38
313 - Patrimoine	3 125 000,00	1 627 153,50	4 752 153,50	4 567 049,45	724 789,90	-7 250,00	4 521 269,45	724 789,90	-7 250,00	143 407,30	574 132,60	574 132,60
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	165 040 000,00	-	165 040 000,00	109 800 848,78	31 719 038,69	-1 823 594,16	109 597 690,93	31 719 038,69	-1 795 982,17	9 757 735,47	20 137 709,06	20 165 321,05
905 - Aménagement des territoires	26 900 000,00	-	26 900 000,00	22 415 175,07	13 401 556,61	-178 878,91	22 415 175,07	13 401 556,61	-178 878,91	4 045 839,85	9 176 837,85	9 176 837,85
56 - Technologies de l'information et de la communication	26 900 000,00	-	26 900 000,00	22 415 175,07	13 401 556,61	-178 878,91	22 415 175,07	13 401 556,61	-178 878,91	4 045 839,85	9 176 837,85	9 176 837,85
909 - Action économique	138 140 000,00	-	138 140 000,00	87 385 673,71	18 317 482,08	-1 644 715,25	87 182 515,86	18 317 482,08	-1 617 103,26	5 711 895,62	10 960 871,21	10 988 483,20
91 - Interventions économiques transversales	78 410 000,00	-1 895 241,00	76 514 759,00	35 375 769,07	4 760 075,90	-27 896,10	35 358 369,07	4 760 075,90	-27 896,10	1 759 758,45	2 972 421,35	2 972 421,35
92 - Recherche et innovation	39 290 000,00	-	39 290 000,00	30 987 549,65	7 878 983,26	-689 447,06	30 801 791,80	7 878 983,26	-661 835,07	3 169 246,97	4 020 289,23	4 047 901,22
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	20 440 000,00	1 895 241,00	22 335 241,00	21 022 354,99	5 678 422,92	-927 372,09	21 022 354,99	5 678 422,92	-927 372,09	782 890,20	3 968 160,63	3 968 160,63
DSS - Développement social et santé	69 060 000,00	-	69 060 000,00	33 097 952,37	14 973 327,51	-3 875 840,49	33 078 333,71	14 973 327,51	-3 875 840,49	7 810 937,11	3 286 549,91	3 286 549,91
901 - Formation professionnelle et apprentissage	3 300 000,00	-	3 300 000,00	2 549 707,09	452 452,50	-	2 549 707,09	452 452,50	-	-	452 452,50	452 452,50
13 - Formations sanitaires et sociales	3 300 000,00	-	3 300 000,00	2 549 707,09	452 452,50	-	2 549 707,09	452 452,50	-	-	452 452,50	452 452,50
904 - Santé et action sociale	65 760 000,00	-	65 760 000,00	30 548 245,28	14 520 875,01	-3 875 840,49	30 528 626,62	14 520 875,01	-3 875 840,49	7 810 937,11	2 834 097,41	2 834 097,41
41 - Santé	8 160 000,00	-	8 160 000,00	2 888 846,70	411 807,63	-274 400,02	2 888 846,70	411 807,63	-274 400,02	60 054,58	77 353,03	77 353,03
42 - Action sociale	57 600 000,00	-	57 600 000,00	27 659 398,58	14 109 067,38	-3 601 440,47	27 639 779,92	14 109 067,38	-3 601 440,47	7 750 882,53	2 756 744,38	2 756 744,38

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2014	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
EAE - Environnement et énergie	108 730 000,00	-	108 730 000,00	64 770 679,58	19 887 533,32	-2 194 349,87	62 446 497,07	19 887 533,32	-2 178 284,71	6 025 757,30	11 667 426,15	11 683 491,31
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	104 220 000,00	-	104 220 000,00	64 770 679,58	19 887 533,32	-2 194 349,87	62 446 497,07	19 887 533,32	-2 178 284,71	6 025 757,30	11 667 426,15	11 683 491,31
71 - Actions transversales	520 000,00	-	520 000,00	71 728,96	51 980,60	-31 275,00	71 728,96	51 980,60	-31 275,00	3 374,31	17 331,29	17 331,29
72 - Actions en matière de déchets	10 870 000,00	-	10 870 000,00	3 134 616,66	1 066 325,70	-117 666,78	3 134 616,66	1 066 325,70	-117 666,78	30 717,94	917 940,98	917 940,98
73 - Politique de l'air	620 000,00	-	620 000,00	610 604,80	-	-	610 604,80	-	-	-	-	-
74 - Politique de l'eau	16 970 000,00	817 880,94	17 787 880,94	14 322 647,13	3 862 098,88	-155 445,83	12 165 797,82	3 862 098,88	-139 380,67	1 627 637,87	2 079 015,18	2 095 080,34
75 - Politique de l'énergie	48 990 000,00	-	48 990 000,00	24 766 797,46	10 077 108,00	-1 871 762,26	24 766 797,46	10 077 108,00	-1 871 762,26	2 299 581,93	5 905 763,81	5 905 763,81
76 - Patrimoine naturel	25 750 000,00	-817 880,94	24 932 119,06	21 444 449,57	4 818 877,64	-10 000,00	21 277 116,37	4 818 877,64	-10 000,00	2 064 445,25	2 744 432,39	2 744 432,39
77 - Environnement des infrastructures de transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	500 000,00	-	500 000,00	419 835,00	11 142,50	-8 200,00	419 835,00	11 142,50	-8 200,00	-	2 942,50	2 942,50
908 - Transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
883 - Transports fluviaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Développement économique	4 510 000,00	-	4 510 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	4 510 000,00	-	4 510 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	424 150 000,00	-	424 150 000,00	359 452 598,26	74 705 492,63	-278 330,05	358 794 252,21	74 724 995,94	-300 083,36	24 620 732,62	49 806 429,96	49 806 429,96
902 - Enseignement	424 150 000,00	-	424 150 000,00	359 452 598,26	74 705 492,63	-278 330,05	358 794 252,21	74 724 995,94	-300 083,36	24 620 732,62	49 806 429,96	49 806 429,96
21 - Enseignement du premier degré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
221 - Collèges	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
222 - Lycées publics	383 258 000,00	-7 928 388,21	375 329 611,79	318 834 711,36	69 208 470,73	-251 118,16	318 229 003,40	69 209 470,73	-252 118,16	23 064 362,33	45 892 990,24	45 892 990,24
223 - Lycées privés	8 300 000,00	-	8 300 000,00	7 524 434,69	2 525 084,77	-	7 524 434,69	2 525 084,77	-	401 584,25	2 123 500,52	2 123 500,52
224 - Participation à des cités mixtes	19 972 000,00	10 822 677,21	30 794 677,21	27 487 440,00	2 398 663,77	-27 211,89	27 434 801,91	2 417 167,08	-47 965,20	670 902,68	1 700 549,20	1 700 549,20
28 - Autres services périscolaires et annexes	12 620 000,00	-2 894 289,00	9 725 711,00	5 606 012,21	573 273,36	-	5 606 012,21	573 273,36	-	483 883,36	89 390,00	89 390,00
ESU - Enseignement supérieur	69 000 000,00	-	69 000 000,00	52 060 782,60	10 885 846,51	-416 480,00	52 055 103,43	10 885 846,51	-419 680,00	3 194 265,77	7 275 100,74	7 271 900,74
902 - Enseignement	69 000 000,00	-	69 000 000,00	52 060 782,60	10 885 846,51	-416 480,00	52 055 103,43	10 885 846,51	-419 680,00	3 194 265,77	7 275 100,74	7 271 900,74
23 - Enseignement supérieur	69 000 000,00	-	69 000 000,00	52 060 782,60	10 885 846,51	-416 480,00	52 055 103,43	10 885 846,51	-419 680,00	3 194 265,77	7 275 100,74	7 271 900,74
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	37 600 000,00	-	37 600 000,00	29 329 395,14	19 216 398,72	-102 506,57	29 272 409,22	19 216 398,72	-144 449,81	2 072 639,41	17 041 252,74	16 999 309,50
901 - Formation professionnelle et apprentissage	37 600 000,00	-	37 600 000,00	29 329 395,14	19 216 398,72	-102 506,57	29 272 409,22	19 216 398,72	-144 449,81	2 072 639,41	17 041 252,74	16 999 309,50
10 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	300 000,00	-	300 000,00	78 820,43	73 461,85	-51 519,57	78 820,43	73 461,85	-51 519,57	21 942,28	0,00	0,00
12 - Apprentissage	37 300 000,00	-	37 300 000,00	29 250 574,71	19 142 936,87	-50 987,00	29 193 588,79	19 142 936,87	-92 930,24	2 050 697,13	17 041 252,74	16 999 309,50
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
LO - Logement	173 000 000,00	-	173 000 000,00	122 409 693,64	25 864 079,24	-2 365 939,86	122 101 847,72	25 943 897,09	-2 325 074,32	10 223 656,41	13 274 482,97	13 395 166,36
905 - Aménagement des territoires	173 000 000,00	-	173 000 000,00	122 409 693,64	25 864 079,24	-2 365 939,86	122 101 847,72	25 943 897,09	-2 325 074,32	10 223 656,41	13 274 482,97	13 395 166,36
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	173 000 000,00	-	173 000 000,00	122 409 693,64	25 864 079,24	-2 365 939,86	122 101 847,72	25 943 897,09	-2 325 074,32	10 223 656,41	13 274 482,97	13 395 166,36

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2014	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
MO - Mobilités	166 000 000,00	-5 770 521,00	160 229 479,00	96 915 204,24	43 958 015,36	-2 152 267,91	96 747 150,83	43 958 015,36	-2 152 267,91	6 947 963,67	34 857 783,78	34 857 783,78
905 - Aménagement des territoires	2 000 000,00	-	2 000 000,00	800 000,00	240 576,41	-	800 000,00	240 576,41	-	-	240 576,41	240 576,41
52 - Agglomérations et villes moyennes	2 000 000,00	-	2 000 000,00	800 000,00	240 576,41	-	800 000,00	240 576,41	-	-	240 576,41	240 576,41
907 - Environnement	32 250 000,00	-	32 250 000,00	22 985 893,66	11 219 774,37	-1 789 418,62	22 817 840,25	11 219 774,37	-1 789 418,62	3 466 862,09	5 963 493,66	5 963 493,66
77 - Environnement des infrastructures de transport	8 000 000,00	-137 955,71	7 862 044,29	5 642 604,41	2 991 802,14	-	5 642 604,41	2 991 802,14	-	1 620 921,70	1 370 880,44	1 370 880,44
78 - Autres actions	24 250 000,00	137 955,71	24 387 955,71	17 343 289,25	8 227 972,23	-1 789 418,62	17 175 235,84	8 227 972,23	-1 789 418,62	1 845 940,39	4 592 613,22	4 592 613,22
908 - Transports	131 750 000,00	-5 770 521,00	125 979 479,00	73 129 310,58	32 497 664,58	-362 849,29	73 129 310,58	32 497 664,58	-362 849,29	3 481 101,58	28 653 713,71	28 653 713,71
818 - Autres transports en commun	84 750 000,00	-6 357 321,00	78 392 679,00	46 349 805,16	28 054 355,11	-119 249,29	46 349 805,16	28 054 355,11	-119 249,29	3 294 627,32	24 640 478,50	24 640 478,50
821 - Voirie nationale	18 000 000,00	-13 000 000,00	5 000 000,00	5 000 000,00	-	-	5 000 000,00	-	-	-	-	-
823 - Voirie départementale	4 000 000,00	13 000 000,00	17 000 000,00	17 000 000,00	3 196 743,31	-	17 000 000,00	3 196 743,31	-	-	3 196 743,31	3 196 743,31
824	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
825 - Sécurité routière	25 000 000,00	586 800,00	25 586 800,00	4 779 505,42	1 246 566,16	-243 600,00	4 779 505,42	1 246 566,16	-243 600,00	186 474,26	816 491,90	816 491,90
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	2 600 000,00	-	2 600 000,00	1 939 983,04	35 196,17	-	1 939 983,04	35 703,18	-507,01	10 120,87	25 075,30	25 075,30
900 - Services généraux	2 310 000,00	-	2 310 000,00	1 939 983,04	35 196,17	-	1 939 983,04	35 703,18	-507,01	10 120,87	25 075,30	25 075,30
0202 - Autres moyens généraux	2 310 000,00	-	2 310 000,00	1 939 983,04	35 196,17	-	1 939 983,04	35 703,18	-507,01	10 120,87	25 075,30	25 075,30
903 - Culture, sports et loisirs	290 000,00	-	290 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	290 000,00	-	290 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PRH - Personnel et Ressources humaines	98 000,00	-	98 000,00	15 345,77	4 650,00	-	15 345,77	4 650,00	-	-	4 650,00	4 650,00
900 - Services généraux	98 000,00	-	98 000,00	15 345,77	4 650,00	-	15 345,77	4 650,00	-	-	4 650,00	4 650,00
0201 - Personnel non ventilé	98 000,00	-	98 000,00	15 345,77	4 650,00	-	15 345,77	4 650,00	-	-	4 650,00	4 650,00
PV - Politique de la ville	78 000 000,00	-	78 000 000,00	46 637 641,56	14 845 862,48	-875 969,21	46 616 133,59	14 856 624,47	-886 731,20	7 805 037,07	6 164 856,20	6 164 856,20
905 - Aménagement des territoires	78 000 000,00	-	78 000 000,00	46 637 641,56	14 845 862,48	-875 969,21	46 616 133,59	14 856 624,47	-886 731,20	7 805 037,07	6 164 856,20	6 164 856,20
51 - Politique de la ville	78 000 000,00	-	78 000 000,00	46 637 641,56	14 845 862,48	-875 969,21	46 616 133,59	14 856 624,47	-886 731,20	7 805 037,07	6 164 856,20	6 164 856,20
RIN - Recherche	33 000 000,00	-	33 000 000,00	21 582 069,43	11 061 455,84	-157 723,70	21 128 251,04	11 061 455,84	-157 723,70	2 706 392,47	8 197 339,67	8 197 339,67
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	33 000 000,00	-	33 000 000,00	21 582 069,43	11 061 455,84	-157 723,70	21 128 251,04	11 061 455,84	-157 723,70	2 706 392,47	8 197 339,67	8 197 339,67
92 - Recherche et innovation	33 000 000,00	-	33 000 000,00	21 582 069,43	11 061 455,84	-157 723,70	21 128 251,04	11 061 455,84	-157 723,70	2 706 392,47	8 197 339,67	8 197 339,67
RUR - Ruralité	-	-	-	8 267 704,97	1 380 427,79	-203 538,71	8 241 174,65	1 380 427,79	-174 790,57	419 623,64	757 265,44	786 013,58
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	7 060 219,43	1 097 572,69	-129 306,50	7 059 760,00	1 097 572,69	-129 306,50	327 538,54	640 727,65	640 727,65
53 - Espace rural et autres espaces de développement	-	-	-	7 060 219,43	1 097 572,69	-129 306,50	7 059 760,00	1 097 572,69	-129 306,50	327 538,54	640 727,65	640 727,65
907 - Environnement	-	-	-	1 207 485,54	282 855,10	-74 232,21	1 181 414,65	282 855,10	-45 484,07	92 085,10	116 537,79	145 285,93
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	1 207 485,54	282 855,10	-74 232,21	1 181 414,65	282 855,10	-45 484,07	92 085,10	116 537,79	145 285,93
SE - Sécurité	26 000 000,00	-	26 000 000,00	10 492 702,45	4 167 223,09	-1 194 158,10	10 492 702,45	4 167 223,09	-1 194 158,10	1 414 053,21	1 559 011,78	1 559 011,78
901 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
902 - Enseignement	3 839 000,00	-	3 839 000,00	3 202 523,83	66 737,92	-	3 202 523,83	66 737,92	-	34 498,33	32 239,59	32 239,59
27 - Sécurité	3 839 000,00	-	3 839 000,00	3 202 523,83	66 737,92	-	3 202 523,83	66 737,92	-	34 498,33	32 239,59	32 239,59
903 - Culture, sports et loisirs	3 380 000,00	-	3 380 000,00	2 821 394,56	1 369 305,69	-0,10	2 821 394,56	1 369 305,69	-0,10	65 380,08	1 303 925,51	1 303 925,51
37 - Sécurité	3 380 000,00	-	3 380 000,00	2 821 394,56	1 369 305,69	-0,10	2 821 394,56	1 369 305,69	-0,10	65 380,08	1 303 925,51	1 303 925,51
905 - Aménagement des territoires	9 600 000,00	-	9 600 000,00	4 468 784,06	2 731 179,48	-1 194 158,00	4 468 784,06	2 731 179,48	-1 194 158,00	1 314 174,80	222 846,68	222 846,68
57 - Sécurité	9 600 000,00	-	9 600 000,00	4 468 784,06	2 731 179,48	-1 194 158,00	4 468 784,06	2 731 179,48	-1 194 158,00	1 314 174,80	222 846,68	222 846,68
908 - Transports	9 181 000,00	-	9 181 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
87 - Sécurité	9 181 000,00	-	9 181 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SI - Systèmes d'Information	4 632 000,00	-	4 632 000,00	4 623 000,00	225 182,23	-	4 623 000,00	225 182,23	-	15 708,55	209 473,68	209 473,68
900 - Services généraux	4 632 000,00	-	4 632 000,00	4 623 000,00	225 182,23	-	4 623 000,00	225 182,23	-	15 708,55	209 473,68	209 473,68
0202 - Autres moyens généraux	4 632 000,00	-	4 632 000,00	4 623 000,00	225 182,23	-	4 623 000,00	225 182,23	-	15 708,55	209 473,68	209 473,68

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2014	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
SL - Sports et Loisirs	54 700 000,00	-	54 700 000,00	37 002 732,91	6 430 899,41	-72 875,69	36 998 732,76	6 426 899,26	-72 875,69	1 297 146,54	5 060 877,18	5 056 877,03
903 - Culture, sports et loisirs	54 700 000,00	-	54 700 000,00	37 002 732,91	6 430 899,41	-72 875,69	36 998 732,76	6 426 899,26	-72 875,69	1 297 146,54	5 060 877,18	5 056 877,03
32 - Sports	32 500 000,00	-	32 500 000,00	23 106 013,47	3 153 130,71	-	23 106 013,47	3 153 130,71	-	571 688,75	2 581 441,96	2 581 441,96
33 - Loisirs	22 200 000,00	-	22 200 000,00	13 896 719,44	3 277 768,70	-72 875,69	13 892 719,29	3 273 768,55	-72 875,69	725 457,79	2 479 435,22	2 475 435,07
37 - Sécurité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TC - Transports en commun	787 000 000,00	5 770 521,00	792 770 521,00	452 162 477,46	186 924 539,86	-456 133,24	452 162 477,46	186 924 539,86	-456 133,24	30 254 260,04	156 214 146,58	156 214 146,58
908 - Transports	787 000 000,00	5 770 521,00	792 770 521,00	452 162 477,46	186 924 539,86	-456 133,24	452 162 477,46	186 924 539,86	-456 133,24	30 254 260,04	156 214 146,58	156 214 146,58
810 - Services communs	27 000 000,00	-8 647 983,00	18 352 017,00	13 475 870,74	2 210 113,94	-	13 475 870,74	2 210 113,94	-	524 637,30	1 685 476,64	1 685 476,64
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	651 000 000,00	9 654 504,00	660 654 504,00	350 133 649,72	165 560 473,57	-455 090,24	350 133 649,72	165 560 473,57	-455 090,24	22 373 745,19	142 731 638,14	142 731 638,14
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	109 000 000,00	4 764 000,00	113 764 000,00	88 552 957,00	19 153 952,35	-1 043,00	88 552 957,00	19 153 952,35	-1 043,00	7 355 877,55	11 797 031,80	11 797 031,80
TMSP - Transports de marchandise en site propre	46 500 000,00	-	46 500 000,00	12 379 324,88	1 334 646,87	-	12 379 324,88	1 334 646,87	-	-	1 334 646,87	1 334 646,87
908 - Transports	46 500 000,00	-	46 500 000,00	12 379 324,88	1 334 646,87	-	12 379 324,88	1 334 646,87	-	-	1 334 646,87	1 334 646,87
883 - Transports fluviaux	9 850 000,00	415 000,00	10 265 000,00	9 739 562,18	1 334 646,87	-	9 739 562,18	1 334 646,87	-	-	1 334 646,87	1 334 646,87
884 - Transports ferroviaires de marchandises	1 500 000,00	-350 000,00	1 150 000,00	81 149,31	-	-	81 149,31	-	-	-	-	-
885 - Liaisons multimodales	35 150 000,00	-65 000,00	35 085 000,00	2 558 613,39	-	-	2 558 613,39	-	-	-	-	-
888 - Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	5 000 000,00	-	5 000 000,00	4 057 402,17	1 338 443,17	-277 700,00	4 005 367,99	1 338 443,17	-277 700,00	132 597,56	928 145,61	928 145,61
909 - Action économique	5 000 000,00	-	5 000 000,00	4 057 402,17	1 338 443,17	-277 700,00	4 005 367,99	1 338 443,17	-277 700,00	132 597,56	928 145,61	928 145,61
95 - Tourisme et thermalisme	5 000 000,00	-	5 000 000,00	4 057 402,17	1 338 443,17	-277 700,00	4 005 367,99	1 338 443,17	-277 700,00	132 597,56	928 145,61	928 145,61
UE - Fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
906 - Gestion des fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62 - FEDER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 409 460 000,00	-	2 409 460 000,00	1 576 627 961,24	518 984 732,80	-29 999 990,42	1 571 280 858,14	519 091 322,81	-29 964 865,14	127 454 925,90	361 529 816,48	361 673 781,77
				65,43 %						8,08 %	-30,34 %	-30,33 %

LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2015

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2015	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
AGRI - Agriculture	-	-	-	2 412 357,41	225 065,87	-15 980,00	2 412 357,41	118 065,87	-1 980,00	9 051,20	200 034,67	200 034,67
909 - Action économique	-	-	-	2 412 357,41	225 065,87	-15 980,00	2 412 357,41	118 065,87	-1 980,00	9 051,20	200 034,67	200 034,67
93 - Agriculture, pêche et agro- industrie	-	-	-	2 412 357,41	225 065,87	-15 980,00	2 412 357,41	118 065,87	-1 980,00	9 051,20	200 034,67	200 034,67
AIE - Actions internationales	3 400 000,00	-	3 400 000,00	1 643 306,59	1 267 144,39	-699 936,01	1 605 462,85	1 267 144,39	-699 936,01	160 229,13	406 979,25	406 979,25
900 - Services généraux	3 400 000,00	-	3 400 000,00	1 643 306,59	1 267 144,39	-699 936,01	1 605 462,85	1 267 144,39	-699 936,01	160 229,13	406 979,25	406 979,25
044 - Aide publique au développement	3 200 000,00	-	3 200 000,00	1 643 306,59	1 137 144,39	-569 936,01	1 605 462,85	1 137 144,39	-569 936,01	160 229,13	406 979,25	406 979,25
048 - Autres actions internationales	200 000,00	-	200 000,00	-	130 000,00	-130 000,00	-	130 000,00	-130 000,00	-	-	-
AM - Aménagement	114 500 000,00	-	114 500 000,00	61 519 554,86	39 171 604,01	-1 557 692,16	61 519 554,86	39 171 604,01	-1 396 923,12	7 721 971,44	29 891 940,41	30 052 709,45
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	112 000 000,00	-	112 000 000,00	61 519 554,86	39 171 604,01	-1 557 692,16	61 519 554,86	39 171 604,01	-1 396 923,12	7 721 971,44	29 891 940,41	30 052 709,45
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	104 400 000,00	-	104 400 000,00	61 519 554,86	39 171 604,01	-1 557 692,16	61 519 554,86	39 171 604,01	-1 396 923,12	7 721 971,44	29 891 940,41	30 052 709,45
53 - Espace rural et autres espaces de développement	7 600 000,00	-	7 600 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	2 500 000,00	-	2 500 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	2 500 000,00	-	2 500 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CI - Citoyenneté	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
904 - Développement social et Santé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
40 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
COM - Communication	400 000,00	-	400 000,00	61 729,76	-	-	61 729,76	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	400 000,00	-	400 000,00	61 729,76	-	-	61 729,76	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	400 000,00	-	400 000,00	61 729,76	-	-	61 729,76	-	-	-	-	-
COO - Coopération interrégionale	2 200 000,00	-	2 200 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services Généraux	2 200 000,00	-	2 200 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	2 200 000,00	-	2 200 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CU - Culture	34 100 000,00	-3 573 849,55	30 526 150,45	18 861 103,73	12 666 608,88	-1 036 502,25	17 835 125,38	12 338 739,36	-741 474,67	5 469 382,46	6 160 724,17	6 160 724,17
903 - Culture, Sports et Loisirs	34 100 000,00	-3 573 849,55	30 526 150,45	18 861 103,73	12 666 608,88	-1 036 502,25	17 835 125,38	12 338 739,36	-741 474,67	5 469 382,46	6 160 724,17	6 160 724,17
311 - Enseignement Artistique	2 500 000,00	-	2 500 000,00	1 829 388,00	1 097 632,80	-	1 829 388,00	1 097 632,80	-	914 694,00	182 938,80	182 938,80
312 - Activités culturelles et artistiques	27 812 000,00	-6 434 204,55	21 377 795,45	10 230 841,45	7 380 188,14	-619 923,50	9 402 021,16	7 297 383,74	-537 119,10	3 033 977,34	3 726 287,30	3 726 287,30
313 - Patrimoine	3 788 000,00	2 860 355,00	6 648 355,00	6 800 874,28	4 188 787,94	-416 578,75	6 603 716,22	3 943 722,82	-204 355,57	1 520 711,12	2 251 498,07	2 251 498,07
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	157 300 000,00	-	157 300 000,00	95 188 955,84	45 986 946,76	-2 591 538,89	94 822 938,55	45 986 946,76	-2 591 538,89	11 464 786,27	31 930 621,60	31 930 621,60
905 - Aménagement des territoires	26 800 000,00	-	26 800 000,00	19 041 003,60	16 354 821,71	-526 411,44	18 929 795,73	16 354 821,71	-526 411,44	4 087 398,17	11 741 012,10	11 741 012,10
56 - Technologies de l'information et de la communication	26 800 000,00	-	26 800 000,00	19 041 003,60	16 354 821,71	-526 411,44	18 929 795,73	16 354 821,71	-526 411,44	4 087 398,17	11 741 012,10	11 741 012,10
909 - Action économique	130 500 000,00	-	130 500 000,00	76 147 952,24	29 632 125,05	-2 065 127,45	75 893 142,82	29 632 125,05	-2 065 127,45	7 377 388,10	20 189 609,50	20 189 609,50
91 - Interventions économiques transversales	64 620 000,00	-	64 620 000,00	23 884 945,92	3 129 568,82	-636 512,58	23 884 945,92	3 129 568,82	-636 512,58	170 664,09	2 322 392,15	2 322 392,15
92 - Recherche et innovation	39 500 000,00	-	39 500 000,00	26 468 686,95	15 848 813,35	-1 413 614,87	26 213 877,53	15 848 813,35	-1 413 614,87	5 143 730,94	9 291 467,54	9 291 467,54
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	26 380 000,00	-	26 380 000,00	25 794 319,37	10 653 742,88	-15 000,00	25 794 319,37	10 653 742,88	-15 000,00	2 062 993,07	8 575 749,81	8 575 749,81
DSS - Développement social et santé	54 700 000,00	-	54 700 000,00	25 726 934,54	15 372 281,30	-2 113 316,34	25 726 934,54	15 372 281,30	-2 113 316,34	6 221 510,65	7 037 454,31	7 037 454,31
901 - Formation professionnelle et apprentissage	2 800 000,00	-	2 800 000,00	2 045 095,98	596 471,16	-57 082,71	2 045 095,98	596 471,16	-57 082,71	224 917,52	314 470,93	314 470,93
13 - Formations sanitaires et sociales	2 800 000,00	-	2 800 000,00	2 045 095,98	596 471,16	-57 082,71	2 045 095,98	596 471,16	-57 082,71	224 917,52	314 470,93	314 470,93
904 - Santé et action sociale	51 900 000,00	-	51 900 000,00	23 681 838,56	14 775 810,14	-2 056 233,63	23 681 838,56	14 775 810,14	-2 056 233,63	5 996 593,13	6 722 983,38	6 722 983,38
41 - Santé	8 200 000,00	-	8 200 000,00	4 690 349,89	2 367 575,22	-65 314,09	4 690 349,89	2 367 575,22	-65 314,09	1 587 994,58	714 266,55	714 266,55
42 - Action sociale	43 700 000,00	-	43 700 000,00	18 991 488,67	12 408 234,92	-1 990 919,54	18 991 488,67	12 408 234,92	-1 990 919,54	4 408 598,55	6 008 716,83	6 008 716,83

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2015	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
EAE - Environnement et énergie	113 600 000,00	-	113 600 000,00	67 142 747,53	36 645 694,11	-2 773 111,68	66 410 210,09	36 580 608,73	-2 708 020,67	20 950 087,63	12 922 494,80	12 922 500,43
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	108 000 000,00	-	108 000 000,00	67 142 747,53	36 645 694,11	-2 773 111,68	66 410 210,09	36 580 608,73	-2 708 020,67	20 950 087,63	12 922 494,80	12 922 500,43
71 - Actions transversales	300 000,00	-	300 000,00	107 621,55	173 641,20	-122 114,47	107 621,55	73 857,20	-22 330,47	16 782,86	34 743,87	34 743,87
72 - Actions en matière de déchets	12 630 000,00	-	12 630 000,00	4 306 200,51	3 037 096,42	-906 795,28	4 306 200,51	3 045 272,42	-914 971,28	880 468,89	1 249 832,25	1 249 832,25
73 - Politique de l'air	620 000,00	-	620 000,00	620 000,00	-	-	620 000,00	-	-	-	-	-
74 - Politique de l'eau	14 700 000,00	-178 814,94	14 521 185,06	6 018 591,52	2 513 984,64	-584 180,72	5 786 477,18	2 540 507,26	-610 697,71	459 976,51	1 469 827,41	1 469 833,04
75 - Politique de l'énergie	55 700 000,00	178 814,94	55 878 814,94	33 647 208,42	17 090 411,94	-893 524,72	33 427 489,54	17 090 411,94	-893 524,72	8 823 683,15	7 373 204,07	7 373 204,07
76 - Patrimoine naturel	23 650 000,00	-	23 650 000,00	22 133 825,53	13 821 259,91	-266 496,49	21 853 121,31	13 821 259,91	-266 496,49	10 769 176,22	2 785 587,20	2 785 587,20
77 - Environnement des infrastructures de transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	400 000,00	-	400 000,00	309 300,00	9 300,00	-	309 300,00	9 300,00	-	-	9 300,00	9 300,00
908 - Transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
883 - Transports fluviaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Développement économique	5 600 000,00	-	5 600 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	5 600 000,00	-	5 600 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	435 250 000,00	-2 357 184,00	432 892 816,00	374 347 303,29	104 544 631,74	-7 870 962,63	373 275 524,51	94 142 082,56	-5 984 766,93	44 797 451,77	51 876 217,34	51 881 532,49
902 - Enseignement	435 250 000,00	-2 357 184,00	432 892 816,00	374 347 303,29	104 544 631,74	-7 870 962,63	373 275 524,51	94 142 082,56	-5 984 766,93	44 797 451,77	51 876 217,34	51 881 532,49
21 - Enseignement du premier degré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
221 - Collèges	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
222 - Lycées publics	391 587 000,00	-5 403 768,45	386 183 231,55	333 948 335,94	90 267 554,63	-6 302 076,76	332 638 485,52	81 272 128,94	-3 066 867,67	38 385 230,60	45 580 247,27	45 585 562,42
223 - Lycées privés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	36 343 000,00	3 390 679,00	39 733 679,00	35 373 654,32	11 137 098,23	-888 839,87	35 611 725,96	9 729 974,74	-2 237 853,26	6 156 221,17	4 092 037,19	4 092 037,19
28 - Autres services périscolaires et annexes	7 320 000,00	-344 094,55	6 975 905,45	5 025 313,03	3 139 978,88	-680 046,00	5 025 313,03	3 139 978,88	-680 046,00	256 000,00	2 203 932,88	2 203 932,88
ESU - Enseignement supérieur	69 000 000,00	-	69 000 000,00	56 997 403,85	29 316 862,52	-1 137 543,00	55 874 380,85	28 943 839,52	-764 520,00	3 974 723,88	24 204 595,64	24 204 595,64
902 - Enseignement	69 000 000,00	-	69 000 000,00	56 997 403,85	29 316 862,52	-1 137 543,00	55 874 380,85	28 943 839,52	-764 520,00	3 974 723,88	24 204 595,64	24 204 595,64
23 - Enseignement supérieur	69 000 000,00	-	69 000 000,00	56 997 403,85	29 316 862,52	-1 137 543,00	55 874 380,85	28 943 839,52	-764 520,00	3 974 723,88	24 204 595,64	24 204 595,64
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	37 600 000,00	-	37 600 000,00	30 312 547,23	16 847 093,81	-185 080,96	30 308 250,02	16 754 663,81	-78 697,53	1 080 056,90	15 581 955,95	15 595 909,38
901 - Formation professionnelle et apprentissage	37 600 000,00	-	37 600 000,00	30 312 547,23	16 847 093,81	-185 080,96	30 308 250,02	16 754 663,81	-78 697,53	1 080 056,90	15 581 955,95	15 595 909,38
10 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	300 000,00	-	300 000,00	77 765,00	23 796,20	-	77 765,00	23 796,20	-	6 021,60	17 774,60	17 774,60
12 - Apprentissage	37 300 000,00	-	37 300 000,00	30 234 782,23	16 823 297,61	-185 080,96	30 230 485,02	16 730 867,61	-78 697,53	1 074 035,30	15 564 181,35	15 578 134,78
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
LO - Logement	162 500 000,00	-	162 500 000,00	122 128 101,88	60 793 455,03	-4 950 208,06	121 512 934,59	60 793 807,14	-4 934 662,92	24 351 724,76	31 491 522,21	31 507 419,46
905 - Aménagement des territoires	162 500 000,00	-	162 500 000,00	122 128 101,88	60 793 455,03	-4 950 208,06	121 512 934,59	60 793 807,14	-4 934 662,92	24 351 724,76	31 491 522,21	31 507 419,46
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	162 500 000,00	-	162 500 000,00	122 128 101,88	60 793 455,03	-4 950 208,06	121 512 934,59	60 793 807,14	-4 934 662,92	24 351 724,76	31 491 522,21	31 507 419,46

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2015	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
MO - Mobilités	166 000 000,00	17 597 379,93	183 597 379,93	124 474 800,72	68 664 243,34	-1 124 454,31	124 474 800,72	68 667 457,10	-1 127 668,07	23 994 215,27	43 545 573,76	43 545 573,76
905 - Aménagement des territoires	2 000 000,00	-	2 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	2 000 000,00	-	2 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	34 000 000,00	-	34 000 000,00	27 096 258,28	22 066 554,70	-808 590,56	27 096 258,28	22 069 768,46	-811 804,32	3 430 782,77	17 827 181,37	17 827 181,37
77 - Environnement des infrastructures de transport	9 500 000,00	1 623 104,41	11 123 104,41	11 123 104,41	9 442 789,41	-	11 123 104,41	9 442 789,41	-	471 846,74	8 970 942,67	8 970 942,67
78 - Autres actions	24 500 000,00	-1 623 104,41	22 876 895,59	15 973 153,87	12 623 765,29	-808 590,56	15 973 153,87	12 626 979,05	-811 804,32	2 958 936,03	8 856 238,70	8 856 238,70
908 - Transports	130 000 000,00	17 597 379,93	147 597 379,93	97 378 542,44	46 597 688,64	-315 863,75	97 378 542,44	46 597 688,64	-315 863,75	20 563 432,50	25 718 392,39	25 718 392,39
818 - Autres transports en commun	72 000 000,00	724 149,93	72 724 149,93	44 224 149,93	30 514 753,87	-	44 224 149,93	30 514 753,87	-	7 170 595,69	23 344 158,18	23 344 158,18
821 - Voirie nationale	18 000 000,00	20 800 000,00	38 800 000,00	38 800 000,00	11 986 288,71	-	38 800 000,00	11 986 288,71	-	10 946 288,71	1 040 000,00	1 040 000,00
823 - Voirie départementale	15 000 000,00	-5 618 770,00	9 381 230,00	8 319 565,41	2 467 475,14	-	8 319 565,41	2 467 475,14	-	1 467 054,42	1 000 420,72	1 000 420,72
824	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
825 - Sécurité routière	25 000 000,00	1 692 000,00	26 692 000,00	6 034 827,10	1 629 170,92	-315 863,75	6 034 827,10	1 629 170,92	-315 863,75	979 493,68	333 813,49	333 813,49
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	4 000 000,00	-	4 000 000,00	2 953 638,93	1 682 044,90	-1 353 906,22	2 052 301,41	130 648,69	-17 244,98	211 918,33	116 220,35	116 220,35
900 - Services généraux	3 430 000,00	-	3 430 000,00	2 953 638,93	1 682 044,90	-1 353 906,22	2 052 301,41	130 648,69	-17 244,98	211 918,33	116 220,35	116 220,35
0202 - Autres moyens généraux	3 430 000,00	-	3 430 000,00	2 953 638,93	1 682 044,90	-1 353 906,22	2 052 301,41	130 648,69	-17 244,98	211 918,33	116 220,35	116 220,35
903 - Culture, sports et loisirs	570 000,00	-	570 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	570 000,00	-	570 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PRH - Personnel et Ressources humaines	100 000,00	-	100 000,00	51 497,86	-	-	51 497,86	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	100 000,00	-	100 000,00	51 497,86	-	-	51 497,86	-	-	-	-	-
0201 - Personnel non ventilé	100 000,00	-	100 000,00	51 497,86	-	-	51 497,86	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	40 000 000,00	-	40 000 000,00	33 534 775,26	21 942 105,83	-1 203 245,96	32 319 488,39	21 942 105,83	-1 203 245,96	11 441 210,04	9 297 649,83	9 297 649,83
905 - Aménagement des territoires	40 000 000,00	-	40 000 000,00	33 534 775,26	21 942 105,83	-1 203 245,96	32 319 488,39	21 942 105,83	-1 203 245,96	11 441 210,04	9 297 649,83	9 297 649,83
51 - Politique de la ville	40 000 000,00	-	40 000 000,00	33 534 775,26	21 942 105,83	-1 203 245,96	32 319 488,39	21 942 105,83	-1 203 245,96	11 441 210,04	9 297 649,83	9 297 649,83
RIN - Recherche	33 000 000,00	-	33 000 000,00	27 567 591,87	13 254 815,83	-122 597,10	27 567 591,87	13 254 815,83	-122 597,10	7 172 133,73	5 960 085,00	5 960 085,00
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	33 000 000,00	-	33 000 000,00	27 567 591,87	13 254 815,83	-122 597,10	27 567 591,87	13 254 815,83	-122 597,10	7 172 133,73	5 960 085,00	5 960 085,00
92 - Recherche et innovation	33 000 000,00	-	33 000 000,00	27 567 591,87	13 254 815,83	-122 597,10	27 567 591,87	13 254 815,83	-122 597,10	7 172 133,73	5 960 085,00	5 960 085,00
RUR - Ruralité	-	-	-	7 199 020,98	4 805 391,19	-1 305 962,27	7 188 166,62	4 805 896,29	-1 306 467,37	1 803 794,19	1 695 634,73	1 695 634,73
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	5 466 977,12	3 602 855,82	-1 279 219,53	5 466 463,25	3 602 855,82	-1 279 219,53	1 285 346,83	1 038 289,46	1 038 289,46
53 - Espace rural et autres espaces de développement	-	-	-	5 466 977,12	3 602 855,82	-1 279 219,53	5 466 463,25	3 602 855,82	-1 279 219,53	1 285 346,83	1 038 289,46	1 038 289,46
907 - Environnement	-	-	-	1 732 043,86	1 202 535,37	-26 742,74	1 721 703,37	1 203 040,47	-27 247,84	518 447,36	657 345,27	657 345,27
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	1 732 043,86	1 202 535,37	-26 742,74	1 721 703,37	1 203 040,47	-27 247,84	518 447,36	657 345,27	657 345,27
SE - Sécurité	11 250 000,00	2 357 184,00	13 607 184,00	6 650 966,99	567 759,32	-40 957,01	6 650 966,99	456 802,31	-	309 461,19	217 341,12	217 341,12
901 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
902 - Enseignement	3 293 000,00	2 357 184,00	5 650 184,00	5 625 184,00	79 246,31	-	5 625 184,00	9 246,31	-	-	79 246,31	79 246,31
27 - Sécurité	3 293 000,00	2 357 184,00	5 650 184,00	5 625 184,00	79 246,31	-	5 625 184,00	9 246,31	-	-	79 246,31	79 246,31
903 - Culture, sports et loisirs	1 400 000,00	-	1 400 000,00	958 411,99	421 142,01	-40 957,01	958 411,99	380 185,00	-	242 090,19	138 094,81	138 094,81
37 - Sécurité	1 400 000,00	-	1 400 000,00	958 411,99	421 142,01	-40 957,01	958 411,99	380 185,00	-	242 090,19	138 094,81	138 094,81
905 - Aménagement des territoires	5 150 000,00	-	5 150 000,00	67 371,00	67 371,00	-	67 371,00	67 371,00	-	67 371,00	-	-
57 - Sécurité	5 150 000,00	-	5 150 000,00	67 371,00	67 371,00	-	67 371,00	67 371,00	-	67 371,00	-	-
908 - Transports	1 407 000,00	-	1 407 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
87 - Sécurité	1 407 000,00	-	1 407 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SI - Systèmes d'Information	5 500 000,00	-	5 500 000,00	4 952 043,94	430 180,33	-292 986,06	4 952 043,94	137 194,27	-	32 280,93	104 913,34	104 913,34
900 - Services généraux	5 500 000,00	-	5 500 000,00	4 952 043,94	430 180,33	-292 986,06	4 952 043,94	137 194,27	-	32 280,93	104 913,34	104 913,34
0202 - Autres moyens généraux	5 500 000,00	-	5 500 000,00	4 952 043,94	430 180,33	-292 986,06	4 952 043,94	137 194,27	-	32 280,93	104 913,34	104 913,34

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2015	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
SL - Sports et Loisirs	26 000 000,00	3 573 849,55	29 573 849,55	29 283 037,30	14 583 855,25	-9 627,63	28 963 933,78	14 559 022,14	-120,00	2 363 026,69	12 211 200,93	12 211 200,93
903 - Culture, sports et loisirs	26 000 000,00	3 573 849,55	29 573 849,55	29 283 037,30	14 583 855,25	-9 627,63	28 963 933,78	14 559 022,14	-120,00	2 363 026,69	12 211 200,93	12 211 200,93
32 - Sports	10 920 000,00	-	10 920 000,00	10 643 043,19	3 379 571,29	-	10 643 042,74	3 379 571,29	-	1 729 761,88	1 649 809,41	1 649 809,41
33 - Loisirs	15 080 000,00	3 573 849,55	18 653 849,55	18 639 994,11	11 204 283,96	-9 627,63	18 320 891,04	11 179 450,85	-120,00	633 264,81	10 561 391,52	10 561 391,52
37 - Sécurité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TC - Transports en commun	790 000 000,00	-13 606 064,73	776 393 935,27	417 794 839,06	288 714 937,60	-518 864,58	417 794 839,06	288 709 803,60	-518 864,58	53 231 341,61	234 964 731,41	234 964 731,41
908 - Transports	790 000 000,00	-13 606 064,73	776 393 935,27	417 794 839,06	288 714 937,60	-518 864,58	417 794 839,06	288 709 803,60	-518 864,58	53 231 341,61	234 964 731,41	234 964 731,41
810 - Services communs	27 000 000,00	-2 728 495,50	24 271 504,50	23 817 831,41	3 089 941,94	-273 642,00	23 817 831,41	3 084 807,94	-273 642,00	643 627,16	2 172 672,78	2 172 672,78
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	672 000 000,00	14 189 554,07	686 189 554,07	368 202 252,77	273 621 698,32	-137 924,44	368 202 252,77	273 621 698,32	-137 924,44	48 007 621,45	225 476 152,43	225 476 152,43
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	91 000 000,00	-25 067 123,30	65 932 876,70	25 774 754,88	12 003 297,34	-107 298,14	25 774 754,88	12 003 297,34	-107 298,14	4 580 093,00	7 315 906,20	7 315 906,20
TMSP - Transports de marchandise en site propre	46 500 000,00	-3 991 315,20	42 508 684,80	6 862 893,06	6 663 580,20	-400 000,00	6 862 893,06	7 119 374,66	-855 794,46	1 944 103,15	4 319 477,05	4 319 477,05
908 - Transports	46 500 000,00	-3 991 315,20	42 508 684,80	6 862 893,06	6 663 580,20	-400 000,00	6 862 893,06	7 119 374,66	-855 794,46	1 944 103,15	4 319 477,05	4 319 477,05
883 - Transports fluviaux	9 350 000,00	-2 939 335,73	6 410 664,27	3 664 872,53	3 664 872,53	-	3 664 872,53	4 120 666,99	-455 794,46	814 112,69	2 850 759,84	2 850 759,84
884 - Transports ferroviaires de marchandises	6 800 000,00	-1 348 070,47	5 451 929,53	251 929,53	600 000,00	-400 000,00	251 929,53	600 000,00	-400 000,00	-	200 000,00	200 000,00
885 - Liaisons multimodales	30 350 000,00	296 091,00	30 646 091,00	2 946 091,00	2 398 707,67	-	2 946 091,00	2 398 707,67	-	1 129 990,46	1 268 717,21	1 268 717,21
888 - Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	5 000 000,00	-	5 000 000,00	4 012 974,91	2 101 337,51	-200 000,00	3 582 974,91	2 101 337,51	-200 000,00	290 416,80	1 610 920,71	1 610 920,71
909 - Action économique	5 000 000,00	-	5 000 000,00	4 012 974,91	2 101 337,51	-200 000,00	3 582 974,91	2 101 337,51	-200 000,00	290 416,80	1 610 920,71	1 610 920,71
95 - Tourisme et thermalisme	5 000 000,00	-	5 000 000,00	4 012 974,91	2 101 337,51	-200 000,00	3 582 974,91	2 101 337,51	-200 000,00	290 416,80	1 610 920,71	1 610 920,71
UE - Fonds européens	25 116 000,00	-	25 116 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
906 - Gestion des fonds européens	25 116 000,00	-	25 116 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62 - FEDER	25 116 000,00	-	25 116 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 337 016 000,00	-	2 337 016 000,00	1 521 680 127,39	786 247 639,72	-31 504 473,12	1 513 826 902,02	773 354 241,68	-27 367 839,60	228 994 878,02	525 748 288,58	525 944 229,08
				65,11 %						15,05 %	-33,13 %	-31,99 %

LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2016

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2016	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
AGRI - Agriculture	-	-	-	5 846 970,63	1 301 449,43	-	4 951 970,63	1 301 449,43	-	48 898,00	1 252 551,43	1 252 551,43
909 - Action économique	-	-	-	5 846 970,63	1 301 449,43	-	4 951 970,63	1 301 449,43	-	48 898,00	1 252 551,43	1 252 551,43
93 - Agriculture, pêche et agro- industrie	-	-	-	5 846 970,63	1 301 449,43	-	4 951 970,63	1 301 449,43	-	48 898,00	1 252 551,43	1 252 551,43
AIE - Actions internationales	2 100 000,00	-	2 100 000,00	635 945,62	369 039,40	-83,38	634 535,45	369 039,40	-83,38	145 047,02	223 909,00	223 909,00
900 - Services généraux	2 100 000,00	-	2 100 000,00	635 945,62	369 039,40	-83,38	634 535,45	369 039,40	-83,38	145 047,02	223 909,00	223 909,00
044 - Aide publique au développement	1 800 000,00	-	1 800 000,00	635 945,62	369 039,40	-83,38	634 535,45	369 039,40	-83,38	145 047,02	223 909,00	223 909,00
048 - Autres actions internationales	300 000,00	-	300 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AM - Aménagement	72 633 000,00	-	72 633 000,00	36 497 746,51	32 296 880,09	-456 545,67	35 719 837,20	32 296 880,09	-456 545,67	9 065 130,89	22 775 203,53	22 775 203,53
900 - Services généraux	333 000,00	-	333 000,00	323 090,87	295 198,89	-	323 090,87	295 198,89	-	7 350,00	287 848,89	287 848,89
041 - Actions interrégionales	333 000,00	-	333 000,00	323 090,87	295 198,89	-	323 090,87	295 198,89	-	7 350,00	287 848,89	287 848,89
905 - Aménagement des territoires	70 500 000,00	-	70 500 000,00	36 174 655,64	32 001 681,20	-456 545,67	35 396 746,33	32 001 681,20	-456 545,67	9 057 780,89	22 487 354,64	22 487 354,64
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	57 000 000,00	-600 000,00	56 400 000,00	36 174 655,64	32 001 681,20	-456 545,67	35 396 746,33	32 001 681,20	-456 545,67	9 057 780,89	22 487 354,64	22 487 354,64
53 - Espace rural et autres espaces de développement	13 500 000,00	600 000,00	14 100 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	1 800 000,00	-	1 800 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	1 800 000,00	-	1 800 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CI - Citoyenneté	800 000,00	-	800 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	800 000,00	-	800 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	800 000,00	-	800 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
904 - Développement social et Santé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
40 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
COM - Communication	300 000,00	-	300 000,00	144 435,00	11 418,08	-11 418,00	133 016,92	11 418,08	-11 418,00	-	0,08	0,08
900 - Services généraux	300 000,00	-	300 000,00	144 435,00	11 418,08	-11 418,00	133 016,92	11 418,08	-11 418,00	-	0,08	0,08
0202 - Autres moyens généraux	300 000,00	-	300 000,00	144 435,00	11 418,08	-11 418,00	133 016,92	11 418,08	-11 418,00	-	0,08	0,08
COO - Coopération interrégionale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services Généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CU - Culture	32 400 000,00	-	32 400 000,00	24 419 324,15	17 284 015,00	-111 836,60	23 929 223,63	16 794 015,00	-103 336,60	7 686 455,21	9 485 723,19	9 004 223,19
903 - Culture, Sports et Loisirs	32 400 000,00	-	32 400 000,00	24 419 324,15	17 284 015,00	-111 836,60	23 929 223,63	16 794 015,00	-103 336,60	7 686 455,21	9 485 723,19	9 004 223,19
311 - Enseignement Artistique	1 000 000,00	-	1 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
312 - Activités culturelles et artistiques	27 685 000,00	-1 475 467,01	26 209 532,99	18 952 436,98	13 027 414,20	-111 836,60	18 702 336,46	12 777 414,20	-103 336,60	7 147 870,56	5 767 707,04	5 526 207,04
313 - Patrimoine	3 715 000,00	1 475 467,01	5 190 467,01	5 466 887,17	4 256 600,80	-	5 226 887,17	4 016 600,80	-	538 584,65	3 718 016,15	3 478 016,15
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	104 600 000,00	-425 000,00	104 175 000,00	101 767 053,06	68 542 791,49	-294 555,03	97 067 725,67	64 294 952,15	2 275 285,79	10 383 924,40	57 864 312,06	56 186 313,54
905 - Aménagement des territoires	12 500 000,00	-	12 500 000,00	10 409 455,75	8 911 973,68	-68 434,71	9 534 666,41	8 064 134,34	-70 384,71	400 851,03	8 442 687,94	7 592 898,60
56 - Technologies de l'information et de la communication	12 500 000,00	-	12 500 000,00	10 409 455,75	8 911 973,68	-68 434,71	9 534 666,41	8 064 134,34	-70 384,71	400 851,03	8 442 687,94	7 592 898,60
909 - Action économique	92 100 000,00	-425 000,00	91 675 000,00	91 357 597,31	59 630 817,81	-226 120,32	87 533 059,26	56 230 817,81	2 345 670,50	9 983 073,37	49 421 624,12	48 593 414,94
91 - Interventions économiques transversales	33 900 000,00	-12 264 000,00	21 636 000,00	21 574 247,69	9 242 021,03	-50 000,00	18 174 247,69	5 842 021,03	2 350 000,00	985 996,81	8 206 024,22	7 206 024,22
92 - Recherche et innovation	29 500 000,00	-	29 500 000,00	29 264 862,08	18 787 399,25	-171 790,82	28 840 324,03	18 787 399,25	-	2 832 279,92	15 783 328,51	15 955 119,33
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	28 700 000,00	11 839 000,00	40 539 000,00	40 518 487,54	31 601 397,53	-4 329,50	40 518 487,54	31 601 397,53	-4 329,50	6 164 796,64	25 432 271,39	25 432 271,39
DSS - Développement social et santé	17 150 000,00	-	17 150 000,00	14 087 414,77	9 963 122,36	-241 306,43	14 087 414,77	9 963 122,36	-239 890,59	2 433 585,99	7 288 229,94	7 289 645,78
901 - Formation professionnelle et apprentissage	3 500 000,00	-	3 500 000,00	2 053 321,72	1 399 268,94	-199 967,98	2 053 321,72	1 399 268,94	-199 009,75	118 386,84	1 080 914,12	1 081 872,35
13 - Formations sanitaires et sociales	3 500 000,00	-	3 500 000,00	2 053 321,72	1 399 268,94	-199 967,98	2 053 321,72	1 399 268,94	-199 009,75	118 386,84	1 080 914,12	1 081 872,35
904 - Santé et action sociale	13 650 000,00	-	13 650 000,00	12 034 093,05	8 563 853,42	-41 338,45	12 034 093,05	8 563 853,42	-40 880,84	2 315 199,15	6 207 315,82	6 207 773,43
41 - Santé	3 250 000,00	-	3 250 000,00	2 609 274,53	1 822 007,77	-11 426,29	2 609 274,53	1 822 007,77	-11 426,29	1 038 380,02	772 201,46	772 201,46
42 - Action sociale	10 400 000,00	-	10 400 000,00	9 424 818,52	6 741 845,65	-29 912,16	9 424 818,52	6 741 845,65	-29 454,55	1 276 819,13	5 435 114,36	5 435 571,97

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2016	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
EAE - Environnement et énergie	69 030 000,00	800 000,00	69 830 000,00	49 897 196,40	42 413 117,08	-291 180,61	47 733 984,10	42 413 117,08	-291 180,61	7 220 669,98	34 901 266,49	34 901 266,49
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	63 530 000,00	-	63 530 000,00	49 897 196,40	42 413 117,08	-291 180,61	47 733 984,10	42 413 117,08	-291 180,61	7 220 669,98	34 901 266,49	34 901 266,49
71 - Actions transversales	200 000,00	-	200 000,00	120 310,00	100 239,10	-	120 310,00	100 239,10	-	19 938,81	80 300,29	80 300,29
72 - Actions en matière de déchets	8 000 000,00	-	8 000 000,00	6 959 017,68	5 236 457,81	-194 089,53	6 958 684,68	5 236 457,81	-194 089,53	1 463 496,15	3 578 872,13	3 578 872,13
73 - Politique de l'air	1 560 000,00	-	1 560 000,00	1 560 000,00	1 330 453,45	-	1 560 000,00	1 330 453,45	-	117 453,45	1 213 000,00	1 213 000,00
74 - Politique de l'eau	5 800 000,00	2 043 813,63	7 843 813,63	7 242 791,39	5 633 979,04	-61 282,75	5 518 398,89	5 633 979,04	-61 282,75	1 434 836,42	4 137 859,87	4 137 859,87
75 - Politique de l'énergie	34 700 000,00	-1 931 566,24	32 768 433,76	22 427 022,77	20 990 758,06	-34 581,17	22 415 962,77	20 990 758,06	-34 581,17	3 848 287,90	17 107 888,99	17 107 888,99
76 - Patrimoine naturel	13 000 000,00	-112 247,39	12 887 752,61	11 318 054,56	9 056 060,04	-1 227,16	10 890 627,76	9 056 060,04	-1 227,16	271 487,67	8 783 345,21	8 783 345,21
77 - Environnement des infrastructures de transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	270 000,00	-	270 000,00	270 000,00	65 169,58	-	270 000,00	65 169,58	-	65 169,58	-	-
908 - Transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
883 - Transports fluviaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Développement économique	5 500 000,00	800 000,00	6 300 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	5 500 000,00	800 000,00	6 300 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	401 497 000,00	-130 688,00	401 366 312,00	397 728 599,81	149 551 958,67	-13 639,48	384 749 046,11	133 311 819,13	-754 784,93	74 314 880,12	75 223 439,07	65 166 859,62
902 - Enseignement	401 497 000,00	-130 688,00	401 366 312,00	397 728 599,81	149 551 958,67	-13 639,48	384 749 046,11	133 311 819,13	-754 784,93	74 314 880,12	75 223 439,07	65 166 859,62
21 - Enseignement du premier degré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
221 - Collèges	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
222 - Lycées publics	326 645 000,00	-12 557 125,50	314 087 874,50	310 847 366,49	104 030 863,83	-6 500,02	302 094 922,48	93 417 440,89	-1 029 187,85	56 271 860,98	47 752 502,83	40 443 173,58
223 - Lycées privés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	74 372 000,00	12 387 937,50	86 759 937,50	86 362 733,32	45 516 894,84	-7 139,46	82 139 823,63	39 894 378,24	274 402,92	18 043 019,14	27 466 736,24	24 723 686,04
28 - Autres services périscolaires et annexes	480 000,00	38 500,00	518 500,00	518 500,00	4 200,00	-	514 300,00	-	-	-	4 200,00	-
ESU - Enseignement supérieur	96 500 000,00	-	96 500 000,00	96 500 000,00	89 354 000,00	-	96 500 000,00	89 354 000,00	-	21 377 772,43	67 976 227,57	67 976 227,57
902 - Enseignement	96 500 000,00	-	96 500 000,00	96 500 000,00	89 354 000,00	-	96 500 000,00	89 354 000,00	-	21 377 772,43	67 976 227,57	67 976 227,57
23 - Enseignement supérieur	96 500 000,00	-	96 500 000,00	96 500 000,00	89 354 000,00	-	96 500 000,00	89 354 000,00	-	21 377 772,43	67 976 227,57	67 976 227,57
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	26 000 000,00	-	26 000 000,00	19 931 632,42	10 309 093,61	-459 456,60	19 930 158,82	10 309 093,61	-459 456,60	2 782 698,45	7 066 938,56	7 066 938,56
901 - Formation professionnelle et apprentissage	26 000 000,00	-	26 000 000,00	19 931 632,42	10 309 093,61	-459 456,60	19 930 158,82	10 309 093,61	-459 456,60	2 782 698,45	7 066 938,56	7 066 938,56
10 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12 - Apprentissage	26 000 000,00	-	26 000 000,00	19 931 632,42	10 309 093,61	-459 456,60	19 930 158,82	10 309 093,61	-459 456,60	2 782 698,45	7 066 938,56	7 066 938,56
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
LO - Logement	110 700 000,00	-	110 700 000,00	93 948 808,78	68 004 749,86	-328 978,29	93 980 103,01	68 004 749,86	-328 978,29	32 543 164,62	35 132 606,95	35 132 606,95
905 - Aménagement des territoires	110 700 000,00	-	110 700 000,00	93 948 808,78	68 004 749,86	-328 978,29	93 980 103,01	68 004 749,86	-328 978,29	32 543 164,62	35 132 606,95	35 132 606,95
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	110 700 000,00	-	110 700 000,00	93 948 808,78	68 004 749,86	-328 978,29	93 980 103,01	68 004 749,86	-328 978,29	32 543 164,62	35 132 606,95	35 132 606,95

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2016	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
MO - Mobilités	116 600 000,00	5 510 885,30	122 110 885,30	112 286 098,79	80 139 367,05	-44 580,54	110 498 898,79	80 139 367,30	-44 580,79	42 113 903,36	37 980 883,15	37 980 883,15
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	24 700 000,00	-	24 700 000,00	14 916 848,39	13 227 081,96	-2 945,89	14 916 848,39	13 227 081,96	-2 945,89	3 778 612,57	9 445 523,50	9 445 523,50
77 - Environnement des infrastructures de transport	7 700 000,00	-	7 700 000,00	265 000,00	-	-	265 000,00	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	17 000 000,00	-	17 000 000,00	14 651 848,39	13 227 081,96	-2 945,89	14 651 848,39	13 227 081,96	-2 945,89	3 778 612,57	9 445 523,50	9 445 523,50
908 - Transports	91 900 000,00	5 510 885,30	97 410 885,30	97 369 250,40	66 912 285,09	-41 634,65	95 582 050,40	66 912 285,34	-41 634,90	38 335 290,79	28 535 359,65	28 535 359,65
818 - Autres transports en commun	25 800 000,00	-5 961 510,00	19 838 490,00	19 838 489,75	16 026 984,75	-	18 051 289,75	16 026 985,00	-0,25	4 524 804,71	11 502 180,04	11 502 180,04
821 - Voirie nationale	47 100 000,00	7 180 000,00	54 280 000,00	54 280 000,00	35 112 019,50	-	54 280 000,00	35 112 019,50	-	24 134 017,68	10 978 001,82	10 978 001,82
823 - Voirie départementale	15 000 000,00	3 971 650,30	18 971 650,30	18 971 650,30	11 890 678,46	-	18 971 650,30	11 890 678,46	-	8 396 715,85	3 493 962,61	3 493 962,61
824	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
825 - Sécurité routière	4 000 000,00	320 745,00	4 320 745,00	4 279 110,35	3 882 602,38	-41 634,65	4 279 110,35	3 882 602,38	-41 634,65	1 279 752,55	2 561 215,18	2 561 215,18
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	2 655 000,00	-	2 655 000,00	1 478 285,51	669 851,56	-	1 160 913,44	156 900,66	-39 246,07	301 311,88	368 539,68	51 106,56
900 - Services généraux	2 295 000,00	-	2 295 000,00	1 478 285,51	669 851,56	-	1 160 913,44	156 900,66	-39 246,07	301 311,88	368 539,68	51 106,56
0202 - Autres moyens généraux	2 295 000,00	-	2 295 000,00	1 478 285,51	669 851,56	-	1 160 913,44	156 900,66	-39 246,07	301 311,88	368 539,68	51 106,56
903 - Culture, sports et loisirs	360 000,00	-	360 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	360 000,00	-	360 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PRH - Personnel et Ressources humaines	100 000,00	-	100 000,00	51 581,30	9 499,19	-	51 581,30	9 499,19	-	2 049,01	7 450,18	7 450,18
900 - Services généraux	100 000,00	-	100 000,00	51 581,30	9 499,19	-	51 581,30	9 499,19	-	2 049,01	7 450,18	7 450,18
0201 - Personnel non ventilé	100 000,00	-	100 000,00	51 581,30	9 499,19	-	51 581,30	9 499,19	-	2 049,01	7 450,18	7 450,18
PV - Politique de la ville	15 000 000,00	-	15 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	15 000 000,00	-	15 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	15 000 000,00	-	15 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	22 400 000,00	-375 000,00	22 025 000,00	19 846 075,87	19 674 432,57	-2 751,00	19 846 075,87	19 674 432,57	-2 751,00	1 022 182,81	18 649 498,76	18 649 498,76
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	22 400 000,00	-375 000,00	22 025 000,00	19 846 075,87	19 674 432,57	-2 751,00	19 846 075,87	19 674 432,57	-2 751,00	1 022 182,81	18 649 498,76	18 649 498,76
92 - Recherche et innovation	22 400 000,00	-375 000,00	22 025 000,00	19 846 075,87	19 674 432,57	-2 751,00	19 846 075,87	19 674 432,57	-2 751,00	1 022 182,81	18 649 498,76	18 649 498,76
RUR - Ruralité	-	-	-	15 257 046,66	11 242 218,40	-111 882,25	15 195 380,51	11 242 218,40	-112 298,70	3 165 569,07	7 964 767,08	7 964 350,63
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	13 607 591,48	9 881 867,80	-104 826,16	13 545 925,33	9 881 867,80	-105 242,61	2 728 644,16	7 048 397,48	7 047 981,03
53 - Espace rural et autres espaces de développement	-	-	-	13 607 591,48	9 881 867,80	-104 826,16	13 545 925,33	9 881 867,80	-105 242,61	2 728 644,16	7 048 397,48	7 047 981,03
907 - Environnement	-	-	-	1 649 455,18	1 360 350,60	-7 056,09	1 649 455,18	1 360 350,60	-7 056,09	436 924,91	916 369,60	916 369,60
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	1 649 455,18	1 360 350,60	-7 056,09	1 649 455,18	1 360 350,60	-7 056,09	436 924,91	916 369,60	916 369,60
SE - Sécurité	18 790 000,00	130 688,00	18 920 688,00	18 173 020,31	10 872 002,87	-94 153,79	17 946 318,83	10 647 595,00	-83 787,04	3 748 274,37	7 029 574,71	6 815 533,59
901 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
902 - Enseignement	10 290 000,00	130 688,00	10 420 688,00	10 411 518,22	3 450 013,38	-9 169,78	10 209 911,35	3 225 605,51	1 196,97	1 362 477,97	2 078 365,63	1 864 324,51
27 - Sécurité	10 290 000,00	130 688,00	10 420 688,00	10 411 518,22	3 450 013,38	-9 169,78	10 209 911,35	3 225 605,51	1 196,97	1 362 477,97	2 078 365,63	1 864 324,51
903 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
37 - Sécurité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	8 500 000,00	-	8 500 000,00	7 761 502,09	7 421 989,49	-84 984,01	7 736 407,48	7 421 989,49	-84 984,01	2 385 796,40	4 951 209,08	4 951 209,08
57 - Sécurité	8 500 000,00	-	8 500 000,00	7 761 502,09	7 421 989,49	-84 984,01	7 736 407,48	7 421 989,49	-84 984,01	2 385 796,40	4 951 209,08	4 951 209,08
908 - Transports	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
87 - Sécurité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SI - Systèmes d'Information	5 632 000,00	-	5 632 000,00	5 386 576,92	299 912,89	-	5 382 836,51	299 912,89	-	92 156,20	207 756,69	207 756,69
900 - Services généraux	5 632 000,00	-	5 632 000,00	5 386 576,92	299 912,89	-	5 382 836,51	299 912,89	-	92 156,20	207 756,69	207 756,69
0202 - Autres moyens généraux	5 632 000,00	-	5 632 000,00	5 386 576,92	299 912,89	-	5 382 836,51	299 912,89	-	92 156,20	207 756,69	207 756,69

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2016	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
SL - Sports et Loisirs	29 545 000,00	-	29 545 000,00	27 368 834,71	16 466 565,38	-46 554,26	27 354 125,40	16 351 876,22	-45 915,96	5 759 106,55	10 660 904,57	10 646 312,98
903 - Culture, sports et loisirs	29 545 000,00	-	29 545 000,00	27 368 834,71	16 466 565,38	-46 554,26	27 354 125,40	16 351 876,22	-45 915,96	5 759 106,55	10 660 904,57	10 646 312,98
32 - Sports	18 265 000,00	-	18 265 000,00	17 733 733,16	12 370 957,29	-45 637,84	17 726 173,26	12 349 037,03	-45 637,84	4 781 575,32	7 543 744,13	7 536 184,23
33 - Loisirs	9 880 000,00	-	9 880 000,00	8 340 148,56	3 419 675,59	-916,42	8 332 999,15	3 326 906,69	-278,12	901 031,23	2 517 727,94	2 510 696,25
37 - Sécurité	1 400 000,00	-	1 400 000,00	1 294 952,99	675 932,50	-	1 294 952,99	675 932,50	-	76 500,00	599 432,50	599 432,50
TC - Transports en commun	475 900 000,00	-5 510 885,30	470 389 114,70	454 604 093,38	327 183 485,90	-231,79	454 591 966,99	327 183 485,90	-231,79	64 090 608,32	263 092 645,79	263 092 645,79
908 - Transports	475 900 000,00	-5 510 885,30	470 389 114,70	454 604 093,38	327 183 485,90	-231,79	454 591 966,99	327 183 485,90	-231,79	64 090 608,32	263 092 645,79	263 092 645,79
810 - Services communs	27 200 000,00	37 570 823,20	64 770 823,20	64 770 591,41	32 949 338,39	-231,79	64 758 465,02	32 949 338,39	-231,79	12 673 211,94	20 275 894,66	20 275 894,66
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	421 500 000,00	-46 762 748,22	374 737 251,78	358 952 462,25	276 132 480,76	-	358 952 462,25	276 132 480,76	-	50 595 342,34	225 537 138,42	225 537 138,42
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	27 200 000,00	3 681 039,72	30 881 039,72	30 881 039,72	18 101 666,75	-	30 881 039,72	18 101 666,75	-	822 054,04	17 279 612,71	17 279 612,71
TMSP - Transports de marchandise en site propre	7 500 000,00	-	7 500 000,00	4 147 467,47	3 877 544,34	-	4 147 467,47	3 877 544,34	-	261 784,45	3 615 759,89	3 615 759,89
908 - Transports	7 500 000,00	-	7 500 000,00	4 147 467,47	3 877 544,34	-	4 147 467,47	3 877 544,34	-	261 784,45	3 615 759,89	3 615 759,89
883 - Transports fluviaux	3 200 000,00	159 600,00	3 359 600,00	3 359 600,00	3 281 378,64	-	3 359 600,00	3 281 378,64	-	261 784,45	3 019 594,19	3 019 594,19
884 - Transports ferroviaires de marchandises	2 370 000,00	-159 600,00	2 210 400,00	62 040,71	-	-	62 040,71	-	-	-	-	-
885 - Liaisons multimodales	1 930 000,00	-	1 930 000,00	725 826,76	596 165,70	-	725 826,76	596 165,70	-	-	596 165,70	596 165,70
888 - Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	4 000 000,00	-	4 000 000,00	3 273 879,47	2 544 495,60	-6 906,42	3 152 339,47	2 544 495,60	-6 906,42	502 217,83	2 035 371,35	2 035 371,35
909 - Action économique	4 000 000,00	-	4 000 000,00	3 273 879,47	2 544 495,60	-6 906,42	3 152 339,47	2 544 495,60	-6 906,42	502 217,83	2 035 371,35	2 035 371,35
95 - Tourisme et thermalisme	4 000 000,00	-	4 000 000,00	3 273 879,47	2 544 495,60	-6 906,42	3 152 339,47	2 544 495,60	-6 906,42	502 217,83	2 035 371,35	2 035 371,35
UE - Fonds européens	69 755 000,00	-	69 755 000,00	16 030 678,09	14 632 887,89	-62 670,91	14 943 647,42	14 556 595,62	-461 309,57	4 312 913,80	10 257 303,18	9 782 372,25
906 - Gestion des fonds européens	69 755 000,00	-	69 755 000,00	16 030 678,09	14 632 887,89	-62 670,91	14 943 647,42	14 556 595,62	-461 309,57	4 312 913,80	10 257 303,18	9 782 372,25
62 - FEDER	69 755 000,00	-	69 755 000,00	16 030 678,09	14 632 887,89	-62 670,91	14 943 647,42	14 556 595,62	-461 309,57	4 312 913,80	10 257 303,18	9 782 372,25
Total général	1 701 587 000,00	-	1 701 587 000,00	1 519 308 765,63	977 013 898,71	-2 578 731,05	1 493 688 568,31	955 107 579,88	-1 167 416,22	293 374 304,76	681 060 862,90	667 824 787,56
				89,29 %						19,31 %	-30,29 %	-30,08 %

LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2017

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2017	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
AGRI - Agriculture	6 500 000,00	1 595 847,38	8 095 847,38	8 095 789,23	1 101 235,20	-58,15	8 095 789,23	1 101 235,20	-58,15	524 087,78	577 089,27	577 089,27
909 - Action économique	6 500 000,00	1 595 847,38	8 095 847,38	8 095 789,23	1 101 235,20	-58,15	8 095 789,23	1 101 235,20	-58,15	524 087,78	577 089,27	577 089,27
93 - Agriculture, pêche et agro- industrie	6 500 000,00	1 595 847,38	8 095 847,38	8 095 789,23	1 101 235,20	-58,15	8 095 789,23	1 101 235,20	-58,15	524 087,78	577 089,27	577 089,27
AIE - Actions internationales	2 000 000,00	344 000,00	2 344 000,00	1 401 798,00	949 605,25	-	1 401 798,00	949 605,25	-	421 263,71	528 341,54	528 341,54
900 - Services généraux	2 000 000,00	344 000,00	2 344 000,00	1 401 798,00	949 605,25	-	1 401 798,00	949 605,25	-	421 263,71	528 341,54	528 341,54
044 - Aide publique au développement	450 000,00	-	450 000,00	300 800,00	237 778,25	-	300 800,00	237 778,25	-	73 524,31	164 253,94	164 253,94
048 - Autres actions internationales	1 550 000,00	344 000,00	1 894 000,00	1 100 998,00	711 827,00	-	1 100 998,00	711 827,00	-	347 739,40	364 087,60	364 087,60
AM - Aménagement	53 900 000,00	12 308 731,00	66 208 731,00	65 877 045,08	65 106 002,73	-149 239,07	65 588 106,52	65 106 002,73	-149 239,07	14 008 289,80	50 948 473,86	50 948 473,86
900 - Services généraux	400 000,00	-	400 000,00	375 400,00	375 400,00	-	375 400,00	375 400,00	-	40 900,00	334 500,00	334 500,00
041 - Actions interrégionales	400 000,00	-	400 000,00	375 400,00	375 400,00	-	375 400,00	375 400,00	-	40 900,00	334 500,00	334 500,00
905 - Aménagement des territoires	53 500 000,00	12 308 731,00	65 808 731,00	65 501 645,08	64 730 602,73	-149 239,07	65 212 706,52	64 730 602,73	-149 239,07	13 967 389,80	50 613 973,86	50 613 973,86
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	53 500 000,00	12 308 731,00	65 808 731,00	65 501 645,08	64 730 602,73	-149 239,07	65 212 706,52	64 730 602,73	-149 239,07	13 967 389,80	50 613 973,86	50 613 973,86
53 - Espace rural et autres espaces de développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CI - Citoyenneté	800 000,00	-	800 000,00	150 000,00	150 000,00	-	149 462,50	150 000,00	-	7 150,00	142 850,00	142 850,00
900 - Services généraux	800 000,00	-	800 000,00	150 000,00	150 000,00	-	149 462,50	150 000,00	-	7 150,00	142 850,00	142 850,00
021 - Conseil régional	800 000,00	-	800 000,00	150 000,00	150 000,00	-	149 462,50	150 000,00	-	7 150,00	142 850,00	142 850,00
904 - Développement social et Santé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
40 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
COM - Communication	280 000,00	-	280 000,00	88 793,34	9 568,62	-	88 793,34	9 568,62	-	9 568,62	-	-
900 - Services généraux	280 000,00	-	280 000,00	88 793,34	9 568,62	-	88 793,34	9 568,62	-	9 568,62	-	-
0202 - Autres moyens généraux	280 000,00	-	280 000,00	88 793,34	9 568,62	-	88 793,34	9 568,62	-	9 568,62	-	-
COO - Coopération interrégionale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services Généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CU - Culture	40 690 000,00	-2 832 335,00	37 857 665,00	36 981 147,48	35 193 443,49	-30 909,32	36 530 117,44	34 724 731,05	-30 909,31	8 552 871,49	26 609 662,68	26 160 632,65
903 - Culture, Sports et Loisirs	40 690 000,00	-2 832 335,00	37 857 665,00	36 981 147,48	35 193 443,49	-30 909,32	36 530 117,44	34 724 731,05	-30 909,31	8 552 871,49	26 609 662,68	26 160 632,65
311 - Enseignement Artistique	1 000 000,00	454 694,00	1 454 694,00	1 454 694,00	1 454 694,00	-	1 454 694,00	1 454 694,00	-	34 234,53	1 420 459,47	1 420 459,47
312 - Activités culturelles et artistiques	35 435 000,00	-3 693 688,00	31 741 312,00	30 876 731,29	29 292 547,53	-28 972,51	30 425 701,25	28 823 835,09	-28 972,50	8 038 055,71	21 225 519,31	20 776 489,28
313 - Patrimoine	4 255 000,00	406 659,00	4 661 659,00	4 649 722,19	4 446 201,96	-1 936,81	4 649 722,19	4 446 201,96	-1 936,81	480 581,25	3 963 683,90	3 963 683,90
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	138 390 000,00	-	138 390 000,00	130 156 492,08	84 195 800,75	-126 656,18	129 798 536,39	80 695 800,75	-152 366,18	19 454 646,63	64 614 497,94	64 214 667,94
905 - Aménagement des territoires	17 000 000,00	-	17 000 000,00	13 359 872,00	13 381 555,64	-100 000,00	13 359 872,00	13 381 555,64	-100 000,00	25 207,46	13 256 348,18	13 256 348,18
56 - Technologies de l'information et de la communication	17 000 000,00	-	17 000 000,00	13 359 872,00	13 381 555,64	-100 000,00	13 359 872,00	13 381 555,64	-100 000,00	25 207,46	13 256 348,18	13 256 348,18
909 - Action économique	121 390 000,00	-	121 390 000,00	116 796 620,08	70 814 245,11	-26 656,18	116 438 664,39	67 314 245,11	-52 366,18	19 429 439,17	51 358 149,76	50 958 319,76
91 - Interventions économiques transversales	39 500 000,00	1 814 250,00	41 314 250,00	41 313 750,00	12 989 850,00	-500,00	41 313 750,00	11 489 850,00	-500,00	6 527 312,50	6 462 037,50	6 462 037,50
92 - Recherche et innovation	42 000 000,00	400 000,00	42 400 000,00	41 677 120,08	26 543 305,77	-26 156,18	41 319 164,39	24 543 305,77	-51 866,18	4 962 234,28	21 554 915,31	21 155 085,31
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	39 890 000,00	-2 214 250,00	37 675 750,00	33 805 750,00	31 281 089,34	-	33 805 750,00	31 281 089,34	-	7 939 892,39	23 341 196,95	23 341 196,95
DSS - Développement social et santé	19 950 000,00	-905 125,00	19 044 875,00	13 957 149,00	12 048 077,37	-22 200,53	13 895 674,93	12 001 219,37	-22 147,03	4 072 534,02	7 953 342,82	7 906 538,32
901 - Formation professionnelle et apprentissage	4 500 000,00	-	4 500 000,00	3 511 252,30	2 928 016,35	-10 176,70	3 451 832,03	2 881 158,35	-10 176,70	727 519,16	2 190 320,49	2 143 462,49
13 - Formations sanitaires et sociales	4 500 000,00	-	4 500 000,00	3 511 252,30	2 928 016,35	-10 176,70	3 451 832,03	2 881 158,35	-10 176,70	727 519,16	2 190 320,49	2 143 462,49
904 - Santé et action sociale	15 450 000,00	-905 125,00	14 544 875,00	10 445 896,70	9 120 061,02	-12 023,83	10 443 842,90	9 120 061,02	-11 970,33	3 345 014,86	5 763 022,33	5 763 075,83
41 - Santé	3 750 000,00	-	3 750 000,00	3 246 349,29	3 153 857,37	-3 671,83	3 246 349,29	3 153 857,37	-3 671,83	1 121 998,33	2 028 187,21	2 028 187,21
42 - Action sociale	11 700 000,00	-905 125,00	10 794 875,00	7 199 547,41	5 966 203,65	-8 352,00	7 197 493,61	5 966 203,65	-8 298,50	2 223 016,53	3 734 835,12	3 734 888,62

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2017	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
EAE - Environnement et énergie	86 580 000,00	-10 569 526,29	76 010 473,71	60 371 642,99	46 908 840,95	-50 219,31	60 086 033,74	44 897 983,35	-50 219,31	10 646 605,58	36 212 016,06	36 212 016,06
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	82 580 000,00	-8 973 678,91	73 606 321,09	58 371 642,99	44 908 840,95	-50 219,31	58 086 033,74	44 897 983,35	-50 219,31	8 646 605,88	36 212 015,76	36 212 015,76
71 - Actions transversales	30 800 000,00	-3 875 841,31	26 924 158,69	20 740 755,41	19 966 000,62	-27 599,31	20 740 749,11	19 955 143,02	-27 599,31	6 674 738,25	13 263 663,06	13 263 663,06
72 - Actions en matière de déchets	4 000 000,00	-	4 000 000,00	2 414 686,20	2 425 110,30	-10 424,10	2 414 686,20	2 425 110,30	-10 424,10	167 667,49	2 247 018,71	2 247 018,71
73 - Politique de l'air	4 760 000,00	-	4 760 000,00	760 000,00	760 000,00	-	760 000,00	760 000,00	-	184 007,03	575 992,97	575 992,97
74 - Politique de l'eau	1 900 000,00	-291 008,69	1 608 991,31	1 608 991,31	1 569 669,06	-	1 608 991,31	1 569 669,06	-	317 509,43	1 252 159,63	1 252 159,63
75 - Politique de l'énergie	12 000 000,00	-	12 000 000,00	11 422 546,10	8 994 629,00	-12 195,90	11 376 103,15	8 994 629,00	-12 195,90	1 051 007,15	7 931 425,95	7 931 425,95
76 - Patrimoine naturel	13 850 000,00	-806 828,91	13 043 171,09	10 687 663,97	8 887 663,97	-	10 448 503,97	8 887 663,97	-	143 676,53	8 743 987,44	8 743 987,44
77 - Environnement des infrastructures de transport	15 000 000,00	-4 000 000,00	11 000 000,00	10 467 000,00	2 197 768,00	-	10 467 000,00	2 197 768,00	-	-	2 197 768,00	2 197 768,00
78 - Autres actions	270 000,00	-	270 000,00	270 000,00	108 000,00	-	270 000,00	108 000,00	-	108 000,00	-	-
908 - Transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
883 - Transports fluviaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Développement économique	4 000 000,00	-1 595 847,38	2 404 152,62	2 000 000,00	2 000 000,00	-	2 000 000,00	-	-	1 999 999,70	0,30	0,30
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	4 000 000,00	-1 595 847,38	2 404 152,62	2 000 000,00	2 000 000,00	-	2 000 000,00	-	-	1 999 999,70	0,30	0,30
ESE - Enseignement secondaire	504 500 000,00	-2 804 063,00	501 695 937,00	479 300 818,42	362 338 287,67	-200 138,93	425 317 322,23	257 667 146,56	19 575 149,84	122 715 595,39	239 422 553,35	212 173 974,19
902 - Enseignement	504 500 000,00	-2 804 063,00	501 695 937,00	479 300 818,42	362 338 287,67	-200 138,93	425 317 322,23	257 667 146,56	19 575 149,84	122 715 595,39	239 422 553,35	212 173 974,19
21 - Enseignement du premier degré	4 500 000,00	-4 167,00	4 495 833,00	4 495 832,65	4 326 158,21	-	4 411 832,65	4 326 158,21	-	1 186 942,63	3 139 215,58	3 139 215,58
221 - Collèges	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
222 - Lycées publics	393 630 000,00	-3 477 344,00	390 152 656,00	389 778 880,54	286 561 043,01	-50 138,93	349 166 654,47	201 814 180,03	19 509 755,53	113 572 665,33	172 938 238,75	157 438 903,51
223 - Lycées privés	2 000 000,00	-	2 000 000,00	1 985 057,00	2 000 000,00	-	2 000 000,00	2 000 000,00	-	310 949,26	1 689 050,74	1 689 050,74
224 - Participation à des cités mixtes	103 390 000,00	677 448,00	104 067 448,00	82 372 488,23	69 019 026,45	-150 000,00	69 070 275,11	49 094 748,32	65 394,31	7 212 978,17	61 656 048,28	49 906 804,36
28 - Autres services périscolaires et annexes	980 000,00	-	980 000,00	668 560,00	432 060,00	-	668 560,00	432 060,00	-	432 060,00	-	-
ESU - Enseignement supérieur	50 700 000,00	-	50 700 000,00	49 089 072,00	45 585 990,00	-	48 926 612,18	44 839 276,18	-	8 187 604,88	37 398 385,12	37 235 925,30
902 - Enseignement	50 700 000,00	-	50 700 000,00	49 089 072,00	45 585 990,00	-	48 926 612,18	44 839 276,18	-	8 187 604,88	37 398 385,12	37 235 925,30
23 - Enseignement supérieur	50 700 000,00	-	50 700 000,00	49 089 072,00	45 585 990,00	-	48 926 612,18	44 839 276,18	-	8 187 604,88	37 398 385,12	37 235 925,30
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	28 000 000,00	-	28 000 000,00	27 984 780,05	27 021 158,52	-14 712,84	27 549 458,73	27 021 088,92	-5 707,34	7 560 386,66	19 446 059,02	19 454 994,92
901 - Formation professionnelle et apprentissage	28 000 000,00	-	28 000 000,00	27 984 780,05	27 021 158,52	-14 712,84	27 549 458,73	27 021 088,92	-5 707,34	7 560 386,66	19 446 059,02	19 454 994,92
10 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12 - Apprentissage	28 000 000,00	-	28 000 000,00	27 984 780,05	27 021 158,52	-14 712,84	27 549 458,73	27 021 088,92	-5 707,34	7 560 386,66	19 446 059,02	19 454 994,92
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
LO - Logement	80 100 000,00	-	80 100 000,00	78 544 093,69	75 548 979,87	-52 647,31	78 528 918,29	75 550 509,87	-54 177,31	17 773 267,28	57 723 065,28	57 723 065,28
905 - Aménagement des territoires	80 100 000,00	-	80 100 000,00	78 544 093,69	75 548 979,87	-52 647,31	78 528 918,29	75 550 509,87	-54 177,31	17 773 267,28	57 723 065,28	57 723 065,28
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	80 100 000,00	-	80 100 000,00	78 544 093,69	75 548 979,87	-52 647,31	78 528 918,29	75 550 509,87	-54 177,31	17 773 267,28	57 723 065,28	57 723 065,28

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2017	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
MO - Mobilités	74 500 000,00	26 009 903,86	100 509 903,86	97 632 485,83	93 986 111,90	-136 004,41	97 604 002,44	93 986 111,90	-54 863,88	22 222 620,59	71 627 486,90	71 708 627,43
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	17 000 000,00	-	17 000 000,00	16 880 065,16	16 906 108,88	-86 351,22	16 880 065,16	16 906 108,88	-5 210,69	1 619 697,77	15 200 059,89	15 281 200,42
77 - Environnement des infrastructures de transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	17 000 000,00	-	17 000 000,00	16 880 065,16	16 906 108,88	-86 351,22	16 880 065,16	16 906 108,88	-5 210,69	1 619 697,77	15 200 059,89	15 281 200,42
908 - Transports	57 500 000,00	26 009 903,86	83 509 903,86	80 752 420,67	77 080 003,02	-49 653,19	80 723 937,28	77 080 003,02	-49 653,19	20 602 922,82	56 427 427,01	56 427 427,01
818 - Autres transports en commun	23 000 000,00	-9 188 407,91	13 811 592,09	11 103 762,09	8 381 691,25	-	11 103 762,09	8 381 691,25	-	89 905,85	8 291 785,40	8 291 785,40
821 - Voirie nationale	14 500 000,00	2 000 000,00	16 500 000,00	16 500 000,00	15 500 000,00	-	16 500 000,00	15 500 000,00	-	11 862 500,00	3 637 500,00	3 637 500,00
823 - Voirie départementale	14 000 000,00	35 550 000,00	49 550 000,00	49 550 000,00	49 550 000,00	-	49 550 000,00	49 550 000,00	-	7 154 146,03	42 395 853,97	42 395 853,97
824	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
825 - Sécurité routière	6 000 000,00	-2 351 688,23	3 648 311,77	3 598 658,58	3 648 311,77	-49 653,19	3 570 175,19	3 648 311,77	-49 653,19	1 496 370,94	2 102 287,64	2 102 287,64
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	12 995 000,00	-	12 995 000,00	12 825 802,98	12 548 896,49	-	9 227 827,72	4 059 503,92	-784 342,71	7 013 927,10	5 534 969,39	1 542 085,12
900 - Services généraux	12 995 000,00	-	12 995 000,00	12 825 802,98	12 548 896,49	-	9 227 827,72	4 059 503,92	-784 342,71	7 013 927,10	5 534 969,39	1 542 085,12
0202 - Autres moyens généraux	12 995 000,00	-	12 995 000,00	12 825 802,98	12 548 896,49	-	9 227 827,72	4 059 503,92	-784 342,71	7 013 927,10	5 534 969,39	1 542 085,12
903 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PRH - Personnel et Ressources humaines	200 000,00	-	200 000,00	81 676,46	15 253,48	-	81 676,46	15 253,48	-	12 751,10	2 502,38	2 502,38
900 - Services généraux	200 000,00	-	200 000,00	81 676,46	15 253,48	-	81 676,46	15 253,48	-	12 751,10	2 502,38	2 502,38
0201 - Personnel non ventilé	200 000,00	-	200 000,00	81 676,46	15 253,48	-	81 676,46	15 253,48	-	12 751,10	2 502,38	2 502,38
PV - Politique de la ville	15 000 000,00	-	15 000 000,00	4 609 595,92	4 614 328,52	-4 732,60	4 609 595,92	4 614 328,52	-4 732,60	1 088 922,05	3 520 673,87	3 520 673,87
905 - Aménagement des territoires	15 000 000,00	-	15 000 000,00	4 609 595,92	4 614 328,52	-4 732,60	4 609 595,92	4 614 328,52	-4 732,60	1 088 922,05	3 520 673,87	3 520 673,87
51 - Politique de la ville	15 000 000,00	-	15 000 000,00	4 609 595,92	4 614 328,52	-4 732,60	4 609 595,92	4 614 328,52	-4 732,60	1 088 922,05	3 520 673,87	3 520 673,87
RIN - Recherche	30 510 000,00	-	30 510 000,00	30 451 199,37	29 593 227,84	-49 800,63	30 451 199,37	29 593 227,84	-49 800,63	585 307,78	28 958 119,43	28 958 119,43
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	30 510 000,00	-	30 510 000,00	30 451 199,37	29 593 227,84	-49 800,63	30 451 199,37	29 593 227,84	-49 800,63	585 307,78	28 958 119,43	28 958 119,43
92 - Recherche et innovation	30 510 000,00	-	30 510 000,00	30 451 199,37	29 593 227,84	-49 800,63	30 451 199,37	29 593 227,84	-49 800,63	585 307,78	28 958 119,43	28 958 119,43
RUR - Ruralité	17 000 000,00	773 678,91	17 773 678,91	15 184 415,59	14 914 191,46	-35 273,54	15 151 565,86	14 914 191,46	-35 273,54	3 065 343,46	11 813 574,46	11 813 574,46
905 - Aménagement des territoires	15 000 000,00	-	15 000 000,00	12 411 014,56	12 194 512,55	-35 273,54	12 396 723,91	12 194 512,55	-35 273,54	2 436 427,89	9 722 811,12	9 722 811,12
53 - Espace rural et autres espaces de développement	15 000 000,00	-	15 000 000,00	12 411 014,56	12 194 512,55	-35 273,54	12 396 723,91	12 194 512,55	-35 273,54	2 436 427,89	9 722 811,12	9 722 811,12
907 - Environnement	2 000 000,00	773 678,91	2 773 678,91	2 773 401,03	2 719 678,91	-	2 754 841,95	2 719 678,91	-	628 915,57	2 090 763,34	2 090 763,34
76 - Patrimoine naturel	2 000 000,00	773 678,91	2 773 678,91	2 773 401,03	2 719 678,91	-	2 754 841,95	2 719 678,91	-	628 915,57	2 090 763,34	2 090 763,34
SE - Sécurité	21 000 000,00	2 799 896,00	23 799 896,00	22 316 881,70	12 962 751,37	-97 650,70	21 405 643,97	11 985 372,83	-101 840,92	3 051 260,92	9 813 839,75	9 099 176,08
901 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
902 - Enseignement	10 290 000,00	2 799 896,00	13 089 896,00	13 073 697,02	3 893 412,71	-16 198,98	12 344 576,29	2 916 034,17	-26 481,04	1 103 340,40	2 773 873,33	2 053 117,82
27 - Sécurité	10 290 000,00	2 799 896,00	13 089 896,00	13 073 697,02	3 893 412,71	-16 198,98	12 344 576,29	2 916 034,17	-26 481,04	1 103 340,40	2 773 873,33	2 053 117,82
903 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
37 - Sécurité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	10 710 000,00	-	10 710 000,00	9 243 184,68	9 069 338,66	-81 451,72	9 061 067,68	9 069 338,66	-75 359,88	1 947 920,52	7 039 966,42	7 046 058,26
57 - Sécurité	10 710 000,00	-	10 710 000,00	9 243 184,68	9 069 338,66	-81 451,72	9 061 067,68	9 069 338,66	-75 359,88	1 947 920,52	7 039 966,42	7 046 058,26
908 - Transports	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
87 - Sécurité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SI - Systèmes d'Information	8 000 000,00	600 000,00	8 600 000,00	8 599 999,40	2 195 143,10	-26 682,88	8 357 603,93	2 195 143,10	-26 682,88	1 649 333,71	519 126,51	519 126,51
900 - Services généraux	8 000 000,00	600 000,00	8 600 000,00	8 599 999,40	2 195 143,10	-26 682,88	8 357 603,93	2 195 143,10	-26 682,88	1 649 333,71	519 126,51	519 126,51
0202 - Autres moyens généraux	8 000 000,00	600 000,00	8 600 000,00	8 599 999,40	2 195 143,10	-26 682,88	8 357 603,93	2 195 143,10	-26 682,88	1 649 333,71	519 126,51	519 126,51

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2017	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
SL - Sports et Loisirs	46 600 000,00	-367 104,00	46 232 896,00	31 663 114,38	28 747 405,83	-35 190,89	29 840 206,74	26 144 807,02	-99 249,27	11 434 966,78	17 277 248,16	15 472 282,32
903 - Culture, sports et loisirs	46 600 000,00	-367 104,00	46 232 896,00	31 663 114,38	28 747 405,83	-35 190,89	29 840 206,74	26 144 807,02	-99 249,27	11 434 966,78	17 277 248,16	15 472 282,32
32 - Sports	37 470 000,00	155 696,00	37 625 696,00	24 134 872,44	22 369 699,10	-27 456,62	22 792 163,78	20 570 887,10	-27 456,61	8 527 548,33	13 814 694,15	12 488 843,86
33 - Loisirs	7 730 000,00	-1 570 700,00	6 159 300,00	5 080 715,14	4 032 706,73	-7 405,39	4 980 836,42	3 658 919,92	-71 463,78	1 906 757,33	2 118 544,01	2 019 111,26
37 - Sécurité	1 400 000,00	1 047 900,00	2 447 900,00	2 447 526,80	2 345 000,00	-328,88	2 067 206,54	1 915 000,00	-328,88	1 000 661,12	1 344 010,00	964 327,20
TC - Transports en commun	630 000 000,00	-26 009 903,86	603 990 096,14	571 852 530,13	553 550 301,73	-6 080,48	571 677 530,13	553 250 301,73	-6 080,48	129 529 714,41	424 014 506,84	423 839 506,84
908 - Transports	630 000 000,00	-26 009 903,86	603 990 096,14	571 852 530,13	553 550 301,73	-6 080,48	571 677 530,13	553 250 301,73	-6 080,48	129 529 714,41	424 014 506,84	423 839 506,84
810 - Services communs	26 000 000,00	15 997 857,91	41 997 857,91	41 713 913,52	41 479 994,00	-6 080,48	41 538 913,52	41 179 994,00	-6 080,48	24 278 359,91	17 195 553,61	17 020 553,61
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	583 000 000,00	-40 444 450,00	542 555 550,00	517 436 681,36	504 168 372,48	-	517 436 681,36	504 168 372,48	-	102 806 166,92	401 362 205,56	401 362 205,56
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	21 000 000,00	-1 563 311,77	19 436 688,23	12 701 935,25	7 901 935,25	-	12 701 935,25	7 901 935,25	-	2 445 187,58	5 456 747,67	5 456 747,67
TMSP - Transports de marchandise en site propre	24 500 000,00	-	24 500 000,00	21 039 864,33	21 039 864,33	-	21 039 864,33	21 039 864,33	-	655 336,74	20 384 527,59	20 384 527,59
908 - Transports	24 500 000,00	-	24 500 000,00	21 039 864,33	21 039 864,33	-	21 039 864,33	21 039 864,33	-	655 336,74	20 384 527,59	20 384 527,59
883 - Transports fluviaux	13 000 000,00	5 129 015,33	18 129 015,33	18 129 015,33	18 129 015,33	-	18 129 015,33	18 129 015,33	-	-	18 129 015,33	18 129 015,33
884 - Transports ferroviaires de marchandises	500 000,00	-	500 000,00	180 000,00	180 000,00	-	180 000,00	180 000,00	-	-	180 000,00	180 000,00
885 - Liaisons multimodales	11 000 000,00	-5 129 015,33	5 870 984,67	2 730 849,00	2 730 849,00	-	2 730 849,00	2 730 849,00	-	655 336,74	2 075 512,26	2 075 512,26
888 - Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	6 000 000,00	-	6 000 000,00	4 639 417,68	4 438 819,88	-44 867,82	4 639 417,68	4 438 819,88	-44 867,82	796 558,51	3 597 393,55	3 597 393,55
909 - Action économique	6 000 000,00	-	6 000 000,00	4 639 417,68	4 438 819,88	-44 867,82	4 639 417,68	4 438 819,88	-44 867,82	796 558,51	3 597 393,55	3 597 393,55
95 - Tourisme et thermalisme	6 000 000,00	-	6 000 000,00	4 639 417,68	4 438 819,88	-44 867,82	4 639 417,68	4 438 819,88	-44 867,82	796 558,51	3 597 393,55	3 597 393,55
UE - Fonds européens	103 660 000,00	-	103 660 000,00	48 624 611,09	44 238 410,32	-35 848,27	36 305 114,80	44 238 410,32	-41 220,03	5 314 116,74	38 888 445,31	38 883 073,55
906 - Gestion des fonds européens	103 660 000,00	-	103 660 000,00	48 624 611,09	44 238 410,32	-35 848,27	36 305 114,80	44 238 410,32	-41 220,03	5 314 116,74	38 888 445,31	38 883 073,55
62 - FEDER	103 660 000,00	-	103 660 000,00	48 624 611,09	44 238 410,32	-35 848,27	36 305 114,80	44 238 410,32	-41 220,03	5 314 116,74	38 888 445,31	38 883 073,55
Total général	2 002 355 000,00	944 000,00	2 003 299 000,00	1 821 520 216,22	1 579 001 696,67	-1 118 913,86	1 746 347 872,87	1 455 189 504,18	17 861 371,38	400 354 031,73	1 177 528 751,08	1 142 619 238,46
				90,93 %						21,98 %	-25,43 %	-21,48 %

LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2018

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2018	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
AGRI - Agriculture	8 650 000,00	-	8 650 000,00	8 649 999,24	-	-	8 649 999,24	-	-	7 015 663,02	1 634 336,22	1 634 336,22
909 - Action économique	8 650 000,00	-	8 650 000,00	8 649 999,24	-	-	8 649 999,24	-	-	7 015 663,02	1 634 336,22	1 634 336,22
93 - Agriculture, pêche et agro- industrie	8 650 000,00	-	8 650 000,00	8 649 999,24	-	-	8 649 999,24	-	-	7 015 663,02	1 634 336,22	1 634 336,22
AIE - Actions internationales	1 900 000,00	-	1 900 000,00	1 751 158,00	-	-	1 751 158,00	-	-	45 447,29	1 705 710,71	1 705 710,71
900 - Services généraux	1 900 000,00	-	1 900 000,00	1 751 158,00	-	-	1 751 158,00	-	-	45 447,29	1 705 710,71	1 705 710,71
044 - Aide publique au développement	450 000,00	100 000,00	550 000,00	546 168,00	-	-	546 168,00	-	-	-	546 168,00	546 168,00
048 - Autres actions internationales	1 450 000,00	-100 000,00	1 350 000,00	1 204 990,00	-	-	1 204 990,00	-	-	45 447,29	1 159 542,71	1 159 542,71
AM - Aménagement	61 000 000,00	14 258 340,89	75 258 340,89	75 242 130,89	-	-36 460,67	75 242 130,89	-	-36 460,67	3 902 564,28	71 303 105,94	71 303 105,94
900 - Services généraux	300 000,00	-	300 000,00	283 790,00	-	-	283 790,00	-	-	-	283 790,00	283 790,00
041 - Actions interrégionales	300 000,00	-	300 000,00	283 790,00	-	-	283 790,00	-	-	-	283 790,00	283 790,00
905 - Aménagement des territoires	60 700 000,00	14 258 340,89	74 958 340,89	74 958 340,89	-	-36 460,67	74 958 340,89	-	-36 460,67	3 902 564,28	71 019 315,94	71 019 315,94
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	60 700 000,00	14 258 340,89	74 958 340,89	74 958 340,89	-	-36 460,67	74 958 340,89	-	-36 460,67	3 902 564,28	71 019 315,94	71 019 315,94
53 - Espace rural et autres espaces de développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CI - Citoyenneté	500 000,00	-	500 000,00	300 000,00	-	-	300 000,00	-	-	-	300 000,00	300 000,00
900 - Services généraux	500 000,00	-	500 000,00	300 000,00	-	-	300 000,00	-	-	-	300 000,00	300 000,00
021 - Conseil régional	500 000,00	-	500 000,00	300 000,00	-	-	300 000,00	-	-	-	300 000,00	300 000,00
904 - Développement social et Santé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
40 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
COM - Communication	260 000,00	-	260 000,00	244 000,00	-	-14 107,99	229 892,01	-	-	226 173,98	3 718,03	3 718,03
900 - Services généraux	260 000,00	-	260 000,00	244 000,00	-	-14 107,99	229 892,01	-	-	226 173,98	3 718,03	3 718,03
0202 - Autres moyens généraux	260 000,00	-	260 000,00	244 000,00	-	-14 107,99	229 892,01	-	-	226 173,98	3 718,03	3 718,03
COO - Coopération interrégionale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services Généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CU - Culture	41 000 000,00	-1 597 138,68	39 402 861,32	39 402 861,32	-	-17 068,54	38 848 998,75	-	-44,80	4 961 336,38	34 424 456,40	33 887 617,57
903 - Culture, Sports et Loisirs	41 000 000,00	-1 597 138,68	39 402 861,32	39 402 861,32	-	-17 068,54	38 848 998,75	-	-44,80	4 961 336,38	34 424 456,40	33 887 617,57
311 - Enseignement Artistique	1 000 000,00	518 522,00	1 518 522,00	1 518 522,00	-	-	1 518 522,00	-	-	-	1 518 522,00	1 518 522,00
312 - Activités culturelles et artistiques	31 930 000,00	299 734,60	32 229 734,60	32 229 734,60	-	-	31 692 895,77	-	-	4 703 018,35	27 526 716,25	26 989 877,42
313 - Patrimoine	8 070 000,00	-2 415 395,28	5 654 604,72	5 654 604,72	-	-17 068,54	5 637 580,98	-	-44,80	258 318,03	5 379 218,15	5 379 218,15
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	100 000 000,00	-24 167,49	99 975 832,51	87 355 265,96	-	-14 445,20	85 855 265,96	-	-14 445,20	28 214 405,03	59 126 415,73	57 626 415,73
905 - Aménagement des territoires	11 000 000,00	-	11 000 000,00	10 909 717,41	-	-	10 909 717,41	-	-	578 750,60	10 330 966,81	10 330 966,81
56 - Technologies de l'information et de la communication	11 000 000,00	-	11 000 000,00	10 909 717,41	-	-	10 909 717,41	-	-	578 750,60	10 330 966,81	10 330 966,81
909 - Action économique	89 000 000,00	-24 167,49	88 975 832,51	76 445 548,55	-	-14 445,20	74 945 548,55	-	-14 445,20	27 635 654,43	48 795 448,92	47 295 448,92
91 - Interventions économiques transversales	6 900 000,00	-	6 900 000,00	4 540 000,00	-	-	4 540 000,00	-	-	800 000,00	3 740 000,00	3 740 000,00
92 - Recherche et innovation	44 500 000,00	7 877 195,00	52 377 195,00	47 981 136,55	-	-14 445,20	46 481 136,55	-	-14 445,20	24 885 693,34	23 080 998,01	21 580 998,01
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	37 600 000,00	-7 901 362,49	29 698 637,51	23 924 412,00	-	-	23 924 412,00	-	-	1 949 961,09	21 974 450,91	21 974 450,91
DSS - Développement social et santé	19 585 000,00	-1 104 416,00	18 480 584,00	16 998 899,42	-	-123 814,93	16 998 899,42	-	-3 400,18	2 504 493,85	14 370 590,64	14 491 005,39
901 - Formation professionnelle et apprentissage	3 635 000,00	-	3 635 000,00	2 667 246,00	-	-	2 667 246,00	-	-	233 442,24	2 433 803,76	2 433 803,76
13 - Formations sanitaires et sociales	3 635 000,00	-	3 635 000,00	2 667 246,00	-	-	2 667 246,00	-	-	233 442,24	2 433 803,76	2 433 803,76
904 - Santé et action sociale	15 950 000,00	-1 104 416,00	14 845 584,00	14 331 653,42	-	-123 814,93	14 331 653,42	-	-3 400,18	2 271 051,61	11 936 786,88	12 057 201,63
41 - Santé	4 250 000,00	658 684,99	4 908 684,99	4 908 684,99	-	-123 269,11	4 908 684,99	-	-2 854,36	370 490,79	4 414 925,09	4 535 339,84
42 - Action sociale	11 700 000,00	-1 763 100,99	9 936 899,01	9 422 968,43	-	-545,82	9 422 968,43	-	-545,82	1 900 560,82	7 521 861,79	7 521 861,79

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2018	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
EAE - Environnement et énergie	89 700 000,00	-4 218 378,81	85 481 621,19	85 429 485,85	-	-	85 429 485,85	-	-	10 231 951,58	75 197 534,27	75 197 534,27
905 - Aménagement des territoires	5 000 000,00	-2 138 786,38	2 861 213,62	2 858 588,59	-	-	2 858 588,59	-	-	12 922,31	2 845 666,28	2 845 666,28
52 - Agglomérations et villes moyennes	5 000 000,00	-2 138 786,38	2 861 213,62	2 858 588,59	-	-	2 858 588,59	-	-	12 922,31	2 845 666,28	2 845 666,28
907 - Environnement	76 700 000,00	-2 522 725,43	74 177 274,57	74 127 764,26	-	-	74 127 764,26	-	-	8 802 689,00	65 325 075,26	65 325 075,26
71 - Actions transversales	420 000,00	-420 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
72 - Actions en matière de déchets	8 000 000,00	-1 722 215,30	6 277 784,70	6 277 784,70	-	-	6 277 784,70	-	-	24 121,25	6 253 663,45	6 253 663,45
73 - Politique de l'air	4 760 000,00	-2 003 276,20	2 756 723,80	2 727 450,00	-	-	2 727 450,00	-	-	-	2 727 450,00	2 727 450,00
74 - Politique de l'eau	2 700 000,00	422 000,00	3 122 000,00	3 120 336,41	-	-	3 120 336,41	-	-	10 397,80	3 109 938,61	3 109 938,61
75 - Politique de l'énergie	28 100 000,00	-6 853 125,00	21 246 875,00	21 233 540,01	-	-	21 233 540,01	-	-	3 010 504,05	18 223 035,96	18 223 035,96
76 - Patrimoine naturel	17 450 000,00	7 207 616,50	24 657 616,50	24 652 378,57	-	-	24 652 378,57	-	-	4 667 882,00	19 984 496,57	19 984 496,57
77 - Environnement des infrastructures de transport	15 000 000,00	846 274,57	15 846 274,57	15 846 274,57	-	-	15 846 274,57	-	-	900 783,90	14 945 490,67	14 945 490,67
78 - Autres actions	270 000,00	-	270 000,00	270 000,00	-	-	270 000,00	-	-	189 000,00	81 000,00	81 000,00
908 - Transport	5 000 000,00	443 133,00	5 443 133,00	5 443 133,00	-	-	5 443 133,00	-	-	-	5 443 133,00	5 443 133,00
883 - Transports fluviaux	5 000 000,00	443 133,00	5 443 133,00	5 443 133,00	-	-	5 443 133,00	-	-	-	5 443 133,00	5 443 133,00
909 - Développement économique	3 000 000,00	-	3 000 000,00	3 000 000,00	-	-	3 000 000,00	-	-	1 416 340,27	1 583 659,73	1 583 659,73
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	1 000 000,00	-	1 000 000,00	1 000 000,00	-	-	1 000 000,00	-	-	-	1 000 000,00	1 000 000,00
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	2 000 000,00	-	2 000 000,00	2 000 000,00	-	-	2 000 000,00	-	-	1 416 340,27	583 659,73	583 659,73
ESE - Enseignement secondaire	507 500 000,00	771 162,64	508 271 162,64	508 271 161,32	-	-99 183,18	355 750 880,52	-	-1 849 364,78	128 736 724,80	379 435 253,34	225 164 790,94
902 - Enseignement	507 500 000,00	771 162,64	508 271 162,64	508 271 161,32	-	-99 183,18	355 750 880,52	-	-1 849 364,78	128 736 724,80	379 435 253,34	225 164 790,94
21 - Enseignement du premier degré	4 500 000,00	-90 726,00	4 409 274,00	4 409 273,08	-	-	4 409 273,08	-	-	596 336,37	3 812 936,71	3 812 936,71
221 - Collèges	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
222 - Lycées publics	443 429 000,00	11 678 798,82	455 107 798,82	455 107 798,42	-	-47 126,62	320 691 927,64	-	-1 629 478,15	107 651 862,71	347 408 809,09	211 410 586,78
223 - Lycées privés	4 000 000,00	800 000,00	4 800 000,00	4 800 000,00	-	-	4 800 000,00	-	-	59 739,15	4 740 260,85	4 740 260,85
224 - Participation à des cités mixtes	54 366 000,00	-11 130 030,18	43 235 969,82	43 235 969,82	-	-52 056,56	25 131 559,80	-	-219 886,63	20 030 126,57	23 153 786,69	4 881 546,60
28 - Autres services périscolaires et annexes	1 205 000,00	-486 880,00	718 120,00	718 120,00	-	-	718 120,00	-	-	398 660,00	319 460,00	319 460,00
ESU - Enseignement supérieur	52 400 000,00	1 021 406,00	53 421 406,00	53 170 069,00	-	-	53 170 068,56	-	-	5 000 296,00	48 169 773,00	48 169 772,56
902 - Enseignement	52 400 000,00	1 021 406,00	53 421 406,00	53 170 069,00	-	-	53 170 068,56	-	-	5 000 296,00	48 169 773,00	48 169 772,56
23 - Enseignement supérieur	52 400 000,00	1 021 406,00	53 421 406,00	53 170 069,00	-	-	53 170 068,56	-	-	5 000 296,00	48 169 773,00	48 169 772,56
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	33 190 000,00	-	33 190 000,00	31 169 461,95	-	-2 990,20	31 169 461,95	-	-2 990,20	2 899 616,10	28 266 855,65	28 266 855,65
901 - Formation professionnelle et apprentissage	33 190 000,00	-	33 190 000,00	31 169 461,95	-	-2 990,20	31 169 461,95	-	-2 990,20	2 899 616,10	28 266 855,65	28 266 855,65
10 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12 - Apprentissage	33 190 000,00	-	33 190 000,00	31 169 461,95	-	-2 990,20	31 169 461,95	-	-2 990,20	2 899 616,10	28 266 855,65	28 266 855,65
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
LO - Logement	63 800 000,00	9 497 690,80	73 297 690,80	73 297 232,57	-	-2 214,01	73 297 232,57	-	-2 214,01	5 412 491,80	67 882 526,76	67 882 526,76
905 - Aménagement des territoires	63 800 000,00	9 497 690,80	73 297 690,80	73 297 232,57	-	-2 214,01	73 297 232,57	-	-2 214,01	5 412 491,80	67 882 526,76	67 882 526,76
50 - Services communs	-	4 051 000,00	4 051 000,00	4 050 541,77	-	-	4 050 541,77	-	-	3 814 475,77	236 066,00	236 066,00
54 - Habitat - Logement	63 800 000,00	5 446 690,80	69 246 690,80	69 246 690,80	-	-2 214,01	69 246 690,80	-	-2 214,01	1 598 016,03	67 646 460,76	67 646 460,76

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2018	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
MO - Mobilités	138 600 000,00	-27 715 019,87	110 884 980,13	110 846 742,88	-	-	110 846 742,88	-	-	18 998 331,29	91 848 411,59	91 848 411,59
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	18 000 000,00	-846 274,57	17 153 725,43	17 125 590,93	-	-	17 125 590,93	-	-	-	17 125 590,93	17 125 590,93
77 - Environnement des infrastructures de transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	18 000 000,00	-846 274,57	17 153 725,43	17 125 590,93	-	-	17 125 590,93	-	-	-	17 125 590,93	17 125 590,93
908 - Transports	120 600 000,00	-26 868 745,30	93 731 254,70	93 721 151,95	-	-	93 721 151,95	-	-	18 998 331,29	74 722 820,66	74 722 820,66
818 - Autres transports en commun	46 450 000,00	-15 756 997,37	30 693 002,63	30 693 002,63	-	-	30 693 002,63	-	-	295 710,13	30 397 292,50	30 397 292,50
821 - Voirie nationale	32 400 000,00	7 268 015,00	39 668 015,00	39 668 015,00	-	-	39 668 015,00	-	-	18 395 500,29	21 272 514,71	21 272 514,71
823 - Voirie départementale	35 750 000,00	-16 040 000,00	19 710 000,00	19 710 000,00	-	-	19 710 000,00	-	-	61 107,15	19 648 892,85	19 648 892,85
824	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
825 - Sécurité routière	6 000 000,00	-2 339 762,93	3 660 237,07	3 650 134,32	-	-	3 650 134,32	-	-	246 013,72	3 404 120,60	3 404 120,60
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	21 987 000,00	-	21 987 000,00	21 940 600,00	-	-127 686,06	688 699,33	-	325,00	257 953,95	21 554 959,99	431 070,38
900 - Services généraux	21 987 000,00	-	21 987 000,00	21 940 600,00	-	-127 686,06	688 699,33	-	325,00	257 953,95	21 554 959,99	431 070,38
0202 - Autres moyens généraux	21 987 000,00	-	21 987 000,00	21 940 600,00	-	-127 686,06	688 699,33	-	325,00	257 953,95	21 554 959,99	431 070,38
903 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PRH - Personnel et Ressources humaines	190 000,00	70 000,00	260 000,00	249 000,00	-	-8 585,20	224 155,09	-	-1 030,13	203 198,33	37 216,47	19 926,63
900 - Services généraux	190 000,00	70 000,00	260 000,00	249 000,00	-	-8 585,20	224 155,09	-	-1 030,13	203 198,33	37 216,47	19 926,63
0201 - Personnel non ventilé	190 000,00	70 000,00	260 000,00	249 000,00	-	-8 585,20	224 155,09	-	-1 030,13	203 198,33	37 216,47	19 926,63
PV - Politique de la ville	20 000 000,00	-6 246 690,80	13 753 309,20	1 993 457,21	-	-	1 993 457,21	-	-	-	1 993 457,21	1 993 457,21
905 - Aménagement des territoires	20 000 000,00	-6 246 690,80	13 753 309,20	1 993 457,21	-	-	1 993 457,21	-	-	-	1 993 457,21	1 993 457,21
51 - Politique de la ville	20 000 000,00	-6 246 690,80	13 753 309,20	1 993 457,21	-	-	1 993 457,21	-	-	-	1 993 457,21	1 993 457,21
RIN - Recherche	28 900 000,00	24 167,49	28 924 167,49	28 924 167,49	-	-	29 899 167,49	-	-975 000,00	1 180 311,96	27 743 855,53	27 743 855,53
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	28 900 000,00	24 167,49	28 924 167,49	28 924 167,49	-	-	29 899 167,49	-	-975 000,00	1 180 311,96	27 743 855,53	27 743 855,53
92 - Recherche et innovation	28 900 000,00	24 167,49	28 924 167,49	28 924 167,49	-	-	29 899 167,49	-	-975 000,00	1 180 311,96	27 743 855,53	27 743 855,53
RUR - Ruralité	18 200 000,00	2 965 812,49	21 165 812,49	21 133 773,13	-	-25 597,67	21 133 773,13	-	-25 597,67	1 710 179,83	19 397 995,63	19 397 995,63
905 - Aménagement des territoires	15 000 000,00	2 965 812,49	17 965 812,49	17 942 711,13	-	-25 597,67	17 942 711,13	-	-25 597,67	1 694 519,83	16 222 593,63	16 222 593,63
53 - Espace rural et autres espaces de développement	15 000 000,00	2 965 812,49	17 965 812,49	17 942 711,13	-	-25 597,67	17 942 711,13	-	-25 597,67	1 694 519,83	16 222 593,63	16 222 593,63
907 - Environnement	3 200 000,00	-	3 200 000,00	3 191 062,00	-	-	3 191 062,00	-	-	15 660,00	3 175 402,00	3 175 402,00
76 - Patrimoine naturel	3 200 000,00	-	3 200 000,00	3 191 062,00	-	-	3 191 062,00	-	-	15 660,00	3 175 402,00	3 175 402,00
SE - Sécurité	23 010 000,00	416 705,36	23 426 705,36	20 639 807,12	-	-553,16	17 640 477,40	-	-97 668,03	7 335 213,08	13 304 040,88	10 207 596,29
901 - Formation professionnelle et apprentissage	300 000,00	-	300 000,00	97 311,00	-	-	97 311,00	-	-	-	97 311,00	97 311,00
13 - Formations sanitaires et sociales	300 000,00	-	300 000,00	97 311,00	-	-	97 311,00	-	-	-	97 311,00	97 311,00
902 - Enseignement	11 300 000,00	416 705,36	11 716 705,36	11 716 705,36	-	-	9 268 975,64	-	-97 114,87	7 204 291,90	4 512 413,46	1 967 568,87
27 - Sécurité	11 300 000,00	416 705,36	11 716 705,36	11 716 705,36	-	-	9 268 975,64	-	-97 114,87	7 204 291,90	4 512 413,46	1 967 568,87
903 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
37 - Sécurité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	11 410 000,00	-	11 410 000,00	8 825 790,76	-	-553,16	8 274 190,76	-	-553,16	130 921,18	8 694 316,42	8 142 716,42
57 - Sécurité	11 410 000,00	-	11 410 000,00	8 825 790,76	-	-553,16	8 274 190,76	-	-553,16	130 921,18	8 694 316,42	8 142 716,42
908 - Transports	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
87 - Sécurité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SI - Systèmes d'Information	9 000 000,00	-70 000,00	8 930 000,00	8 260 000,00	-	-	8 437 164,24	-	-177 164,24	5 449 594,11	2 810 405,89	2 810 405,89
900 - Services généraux	9 000 000,00	-70 000,00	8 930 000,00	8 260 000,00	-	-	8 437 164,24	-	-177 164,24	5 449 594,11	2 810 405,89	2 810 405,89
0202 - Autres moyens généraux	9 000 000,00	-70 000,00	8 930 000,00	8 260 000,00	-	-	8 437 164,24	-	-177 164,24	5 449 594,11	2 810 405,89	2 810 405,89

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2018	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
SL - Sports et Loisirs	56 005 000,00	-63 086,32	55 941 913,68	49 677 499,25	-	-14 746,88	44 726 778,78	-	-126 755,17	23 508 691,59	26 154 060,78	21 091 332,02
903 - Culture, sports et loisirs	56 005 000,00	-63 086,32	55 941 913,68	49 677 499,25	-	-14 746,88	44 726 778,78	-	-126 755,17	23 508 691,59	26 154 060,78	21 091 332,02
32 - Sports	46 775 000,00	-63 086,32	46 711 913,68	40 508 187,44	-	-11 608,88	37 304 684,26	-	-11 608,88	20 953 441,75	19 543 136,81	16 339 633,63
33 - Loisirs	7 730 000,00	-133 239,00	7 596 761,00	7 536 072,81	-	-1 830,00	6 122 061,52	-	-115 146,29	2 479 455,84	5 054 786,97	3 527 459,39
37 - Sécurité	1 500 000,00	133 239,00	1 633 239,00	1 633 239,00	-	-1 308,00	1 300 033,00	-	-	75 794,00	1 556 137,00	1 224 239,00
TC - Transports en commun	570 950 000,00	26 390 070,30	597 340 070,30	597 340 070,30	-	-1 758,17	597 340 070,30	-	-1 758,17	3 081 645,12	594 256 667,01	594 256 667,01
908 - Transports	570 950 000,00	26 390 070,30	597 340 070,30	597 340 070,30	-	-1 758,17	597 340 070,30	-	-1 758,17	3 081 645,12	594 256 667,01	594 256 667,01
810 - Services communs	42 000 000,00	835 850,45	42 835 850,45	42 835 850,45	-	-832,60	42 835 850,45	-	-832,60	568 004,40	42 267 013,45	42 267 013,45
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	499 350 000,00	42 217 114,85	541 567 114,85	541 567 114,85	-	-	541 567 114,85	-	-	1 198 865,36	540 368 249,49	540 368 249,49
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	29 600 000,00	-16 662 895,00	12 937 105,00	12 937 105,00	-	-925,57	12 937 105,00	-	-925,57	1 314 775,36	11 621 404,07	11 621 404,07
TMSP - Transports de marchandise en site propre	5 500 000,00	35 542,00	5 535 542,00	5 535 541,77	-	-	5 535 541,77	-	-	807 704,71	4 727 837,06	4 727 837,06
908 - Transports	5 500 000,00	35 542,00	5 535 542,00	5 535 541,77	-	-	5 535 541,77	-	-	807 704,71	4 727 837,06	4 727 837,06
883 - Transports fluviaux	-	2 940 000,00	2 940 000,00	2 940 000,00	-	-	2 940 000,00	-	-	751 585,77	2 188 414,23	2 188 414,23
884 - Transports ferroviaires de marchandises	500 000,00	1 821 475,61	2 321 475,61	2 321 475,61	-	-	2 321 475,61	-	-	56 118,94	2 265 356,67	2 265 356,67
885 - Liaisons multimodales	5 000 000,00	-4 725 933,61	274 066,39	274 066,16	-	-	274 066,16	-	-	-	274 066,16	274 066,16
888 - Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	6 000 000,00	-1 000 000,00	5 000 000,00	3 397 670,10	-	-	3 397 670,10	-	-	137 655,47	3 260 014,63	3 260 014,63
909 - Action économique	6 000 000,00	-1 000 000,00	5 000 000,00	3 397 670,10	-	-	3 397 670,10	-	-	137 655,47	3 260 014,63	3 260 014,63
95 - Tourisme et thermalisme	6 000 000,00	-1 000 000,00	5 000 000,00	3 397 670,10	-	-	3 397 670,10	-	-	137 655,47	3 260 014,63	3 260 014,63
UE - Fonds européens	66 990 000,00	-	66 990 000,00	29 086 970,65	-	-	29 086 970,65	-	-	436 824,73	28 650 145,92	28 650 145,92
906 - Gestion des fonds européens	66 990 000,00	-	66 990 000,00	29 086 970,65	-	-	29 086 970,65	-	-	436 824,73	28 650 145,92	28 650 145,92
62 - FEDER	66 990 000,00	-	66 990 000,00	29 086 970,65	-	-	29 086 970,65	-	-	436 824,73	28 650 145,92	28 650 145,92
Total général	1 944 817 000,00	13 412 000,00	1 958 229 000,00	1 880 307 025,42	-	-489 211,86	1 697 644 142,09	-	-3 313 568,25	262 258 468,28	1 617 559 345,28	1 432 072 105,56
				96,02 %						13,95 %	-	-

LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT 2005

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2005	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
AGRI - Agriculture	-	-	-	2 656 070,11	36 575,75	-36 575,75	2 656 070,11	36 575,75	-36 575,75	-	-	-
939 - Action économique	-	-	-	2 656 070,11	36 575,75	-36 575,75	2 656 070,11	36 575,75	-36 575,75	-	-	-
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	-	-	-	2 656 070,11	36 575,75	-36 575,75	2 656 070,11	36 575,75	-36 575,75	-	-	-
AIE - Actions internationales	3 725 000,00	10 000,00	3 735 000,00	3 165 939,96	-	-	3 165 939,96	-	-	-	-	-
930 - Services généraux	3 725 000,00	10 000,00	3 735 000,00	3 165 939,96	-	-	3 165 939,96	-	-	-	-	-
042 - Actions européennes	500 000,00	-70 000,00	430 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
044 - Aide publique au développement	2 735 000,00	-	2 735 000,00	2 638 564,37	-	-	2 638 564,37	-	-	-	-	-
048 - Autres actions internationales	490 000,00	80 000,00	570 000,00	527 375,59	-	-	527 375,59	-	-	-	-	-
AM - Aménagement	26 443 000,00	2 000 000,00	28 443 000,00	21 152 638,54	-	-	21 152 638,54	430 603,02	-430 603,02	-	-	-
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	23 789 000,00	2 000 000,00	25 789 000,00	21 152 638,54	-	-	21 152 638,54	430 603,02	-430 603,02	-	-	-
50 - Services communs	21 872 000,00	2 000 000,00	23 872 000,00	19 980 323,72	-	-	19 980 323,72	430 603,02	-430 603,02	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	1 917 000,00	-	1 917 000,00	1 172 314,82	-	-	1 172 314,82	-	-	-	-	-
937 - Environnement	2 654 000,00	-	2 654 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	2 654 000,00	-	2 654 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CI - Citoyenneté	2 600 000,00	-330 104,00	2 269 896,00	7 990 824,91	35 880,00	-	8 026 704,91	35 880,00	-	-	35 880,00	35 880,00
930 - Services généraux	2 000 000,00	-	2 000 000,00	602 224,72	-	-	602 224,72	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	2 000 000,00	-	2 000 000,00	602 224,72	-	-	602 224,72	-	-	-	-	-
934 - Développement social et santé	600 000,00	-330 104,00	269 896,00	233 964,71	-	-	233 964,71	-	-	-	-	-
40 - Services communs	600 000,00	-330 104,00	269 896,00	233 964,71	-	-	233 964,71	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	7 154 635,48	35 880,00	-	7 190 515,48	35 880,00	-	-	35 880,00	35 880,00
51 - Politique de la ville	-	-	-	7 154 635,48	35 880,00	-	7 190 515,48	35 880,00	-	-	35 880,00	35 880,00
COM - Communication	14 930 000,00	39 129,90	14 969 129,90	12 490 308,10	93 835,72	-93 835,72	12 490 308,10	93 835,72	-93 835,72	-	-	-
930 - Services généraux	14 930 000,00	39 129,90	14 969 129,90	12 490 308,10	93 835,72	-93 835,72	12 490 308,10	93 835,72	-93 835,72	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	14 930 000,00	39 129,90	14 969 129,90	12 490 308,10	93 835,72	-93 835,72	12 490 308,10	93 835,72	-93 835,72	-	-	-
CU - Culture	43 136 000,00	2 239 761,00	45 375 761,00	43 663 129,15	9 284,73	-	43 672 413,88	9 284,73	-	-	9 284,73	9 284,73
933 - Culture, sports et loisirs	43 136 000,00	2 239 761,00	45 375 761,00	43 663 129,15	9 284,73	-	43 672 413,88	9 284,73	-	-	9 284,73	9 284,73
312 - Activités culturelles et artistiques	43 136 000,00	2 127 902,75	45 263 902,75	43 349 153,66	9 284,73	-	43 358 438,39	9 284,73	-	-	9 284,73	9 284,73
313 - Patrimoine	-	111 858,25	111 858,25	313 975,49	-	-	313 975,49	-	-	-	-	-
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	31 583 000,00	63 500,00	31 646 500,00	29 146 350,97	225 917,53	-225 917,53	29 146 350,97	225 917,53	-225 917,53	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	630 000,00	-	-	630 000,00	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	630 000,00	-	-	630 000,00	-	-	-	-	-
939 - Action économique	31 583 000,00	63 500,00	31 646 500,00	28 516 350,97	225 917,53	-225 917,53	28 516 350,97	225 917,53	-225 917,53	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	24 151 000,00	-1 108 900,00	23 042 100,00	16 000 799,40	225 917,53	-225 917,53	16 000 799,40	225 917,53	-225 917,53	-	-	-
92 - Recherche et innovation	-	-	-	6 123 789,03	-	-	6 123 789,03	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	7 432 000,00	1 172 400,00	8 604 400,00	6 391 762,54	-	-	6 391 762,54	-	-	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2005	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
DSS - Développement social et santé	13 425 000,00	85 704 711,80	99 129 711,80	93 988 606,14	-	-	93 988 606,14	-	-	-	-	-
931 - Formation professionnelle et apprentissage	-	1 699 048,80	1 699 048,80	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
113	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	-	1 699 048,80	1 699 048,80	-	-	-	-	-	-	-	-	-
934 - Santé et Action sociale	13 425 000,00	84 005 663,00	97 430 663,00	93 988 606,14	-	-	93 988 606,14	-	-	-	-	-
40 - Services communs	2 205 000,00	351 607,80	2 556 607,80	1 811 330,44	-	-	1 811 330,44	-	-	-	-	-
41 - Santé	5 904 000,00	53 213 364,60	59 117 364,60	59 816 516,76	-	-	59 816 516,76	-	-	-	-	-
42 - Action sociale	5 316 000,00	30 440 690,60	35 756 690,60	32 360 758,94	-	-	32 360 758,94	-	-	-	-	-
EAE - Environnement et énergie	19 872 000,00	263 554,60	20 135 554,60	11 791 143,80	20 880,29	-20 880,29	11 791 143,80	20 880,29	-20 880,29	-	-	-
932	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
28	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	16 355 000,00	227 054,60	16 582 054,60	11 791 143,80	20 880,29	-20 880,29	11 791 143,80	20 880,29	-20 880,29	-	-	-
71 - Actions transversales	5 965 000,00	256 574,60	6 221 574,60	4 502 926,70	17 989,86	-17 989,86	4 502 926,70	17 989,86	-17 989,86	-	-	-
72 - Actions en matière de déchets	1 145 000,00	-	1 145 000,00	195 982,21	-	-	195 982,21	-	-	-	-	-
73 - Politique de l'air	1 050 000,00	-	1 050 000,00	664 400,00	-	-	664 400,00	-	-	-	-	-
74 - Politique de l'eau	854 000,00	-	854 000,00	304 164,63	-	-	304 164,63	-	-	-	-	-
75 - Politique de l'énergie	320 000,00	-	320 000,00	6 900,05	-	-	6 900,05	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	6 552 000,00	-	6 552 000,00	6 030 467,02	2 890,43	-2 890,43	6 030 467,02	2 890,43	-2 890,43	-	-	-
78 - Autres actions	469 000,00	-29 520,00	439 480,00	86 303,19	-	-	86 303,19	-	-	-	-	-
939 - Action Economique	3 517 000,00	36 500,00	3 553 500,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	3 517 000,00	36 500,00	3 553 500,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	172 500 000,00	-	172 500 000,00	57 942 672,60	48 437,20	-48 437,20	57 942 672,60	48 437,20	-48 437,20	-	-	-
932 - Enseignement	172 500 000,00	-	172 500 000,00	57 942 672,60	48 437,20	-48 437,20	57 942 672,60	48 437,20	-48 437,20	-	-	-
222 - Lycées publics	113 340 000,00	279 444,98	113 619 444,98	13 184 531,70	-	-	13 184 531,70	-	-	-	-	-
223 - Lycées privés	20 500 000,00	357 768,66	20 857 768,66	20 857 768,66	-	-	20 857 768,66	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	13 640 000,00	-342 930,33	13 297 069,67	835 073,67	-	-	835 073,67	-	-	-	-	-
28 - Autres services périscolaires et annexes	25 020 000,00	-294 283,31	24 725 716,69	23 065 298,57	48 437,20	-48 437,20	23 065 298,57	48 437,20	-48 437,20	-	-	-
ESU - Enseignement supérieur	6 433 000,00	-	6 433 000,00	5 391 725,63	73 448,37	-73 448,37	5 391 725,63	73 448,37	-73 448,37	-	-	-
932 - Enseignement	6 433 000,00	-	6 433 000,00	5 391 725,63	73 448,37	-73 448,37	5 391 725,63	73 448,37	-73 448,37	-	-	-
23 - Enseignement supérieur	6 433 000,00	-	6 433 000,00	5 391 725,63	73 448,37	-73 448,37	5 391 725,63	73 448,37	-73 448,37	-	-	-
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	499 065 000,00	3 474 429,97	502 539 429,97	471 485 258,04	9 719 257,61	-103 653,68	471 485 258,04	9 719 257,61	-103 653,68	-	9 615 603,93	9 615 603,93
931 - Formation professionnelle et apprentissage	499 065 000,00	3 474 429,97	502 539 429,97	470 244 715,08	9 719 257,61	-103 653,68	470 244 715,08	9 719 257,61	-103 653,68	-	9 615 603,93	9 615 603,93
10 - Services Communs	7 975 000,00	-130 442,00	7 844 558,00	7 135 357,43	-	-	7 135 357,43	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	229 341 000,00	3 234 871,97	232 575 871,97	212 490 864,14	9 129 099,49	-103 653,68	212 490 864,14	9 129 099,49	-103 653,68	-	9 025 445,81	9 025 445,81
111	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
112	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
113	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
114	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
115	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
116	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12 - Apprentissage	261 749 000,00	370 000,00	262 119 000,00	250 618 493,51	590 158,12	-	250 618 493,51	590 158,12	-	-	590 158,12	590 158,12
939 - Action économique	-	-	-	1 240 542,96	-	-	1 240 542,96	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	1 240 542,96	-	-	1 240 542,96	-	-	-	-	-
LO - Logement	1 740 000,00	-	1 740 000,00	1 479 576,00	-	-	1 479 576,00	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	1 740 000,00	-	1 740 000,00	1 479 576,00	-	-	1 479 576,00	-	-	-	-	-
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	1 740 000,00	-	1 740 000,00	1 479 576,00	-	-	1 479 576,00	-	-	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2005	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
MO - Mobilités	291 000,00	-225 566,59	65 433,41	15 000,00	-	-	15 000,00	-	-	-	-	-
937 - Environnement	291 000,00	-225 566,59	65 433,41	15 000,00	-	-	15 000,00	-	-	-	-	-
78 - Autre actions	291 000,00	-225 566,59	65 433,41	15 000,00	-	-	15 000,00	-	-	-	-	-
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	43 924 000,00	-1 280 000,00	42 644 000,00	37 054 316,10	177 272,14	-177 272,14	37 054 316,10	177 272,14	-177 272,14	-	-	-
930 - Services généraux	43 654 000,00	-1 280 000,00	42 374 000,00	37 054 316,10	177 272,14	-177 272,14	37 054 316,10	177 272,14	-177 272,14	-	-	-
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	39 323 000,00	-1 280 000,00	38 043 000,00	32 949 265,98	177 116,99	-177 116,99	32 949 265,98	177 116,99	-177 116,99	-	-	-
021 - Conseil régional	3 756 000,00	-	3 756 000,00	3 771 257,28	155,15	-155,15	3 771 257,28	155,15	-155,15	-	-	-
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	575 000,00	-	575 000,00	333 792,84	-	-	333 792,84	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	270 000,00	-	270 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	270 000,00	-	270 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PRH - Personnel et Ressources humaines	12 797 000,00	-200 000,00	12 597 000,00	1 529 820,60	12 578,61	-12 578,61	1 529 820,60	12 578,61	-12 578,61	-	-	-
930 - Services généraux	12 797 000,00	-200 000,00	12 597 000,00	1 529 820,60	12 578,61	-12 578,61	1 529 820,60	12 578,61	-12 578,61	-	-	-
0201 - Personnel non ventilé	-	-200 000,00	-200 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	1 830 000,00	-	1 830 000,00	1 068 035,83	12 578,61	-12 578,61	1 068 035,83	12 578,61	-12 578,61	-	-	-
021 - Conseil régional	8 465 000,00	-	8 465 000,00	461 610,77	-	-	461 610,77	-	-	-	-	-
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	2 502 000,00	-	2 502 000,00	174,00	-	-	174,00	-	-	-	-	-
932 - Enseignement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
222 - Lycées publics	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	8 574 000,00	-	8 574 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	8 574 000,00	-	8 574 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	8 574 000,00	-	8 574 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	25 830 000,00	-100 000,00	25 730 000,00	15 828 410,27	-	-	15 828 410,27	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	630 000,00	-	630 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information	630 000,00	-	630 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	25 200 000,00	-100 000,00	25 100 000,00	15 828 410,27	-	-	15 828 410,27	-	-	-	-	-
92 - Recherche et innovation	25 200 000,00	-100 000,00	25 100 000,00	15 828 410,27	-	-	15 828 410,27	-	-	-	-	-
RUR - Ruralité	-	-	-	2 114 166,40	242,01	-242,01	2 114 166,40	242,01	-242,01	-	-	-
937 - Environnement	-	-	-	2 114 166,40	242,01	-242,01	2 114 166,40	242,01	-242,01	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	2 114 166,40	242,01	-242,01	2 114 166,40	242,01	-242,01	-	-	-
SE - Sécurité	2 635 000,00	-	2 635 000,00	2 318 893,12	215,27	-	2 319 108,39	215,27	-	-	215,27	215,27
932 - Enseignement	435 000,00	-	435 000,00	118 956,28	215,27	-	119 171,55	215,27	-	-	215,27	215,27
222	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
27 - Sécurité	435 000,00	-	435 000,00	118 956,28	215,27	-	119 171,55	215,27	-	-	215,27	215,27
935 - Aménagement des territoires	2 200 000,00	-	2 200 000,00	2 199 936,84	-	-	2 199 936,84	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	2 200 000,00	-	2 200 000,00	2 199 936,84	-	-	2 199 936,84	-	-	-	-	-
SI - Systèmes d'Information	3 237 000,00	480 000,00	3 717 000,00	3 649 300,20	50 969,68	-50 969,68	3 649 300,20	50 969,68	-50 969,68	-	-	-
930 - Services généraux	3 237 000,00	480 000,00	3 717 000,00	3 649 300,20	50 969,68	-50 969,68	3 649 300,20	50 969,68	-50 969,68	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	3 237 000,00	480 000,00	3 717 000,00	3 649 300,20	50 969,68	-50 969,68	3 649 300,20	50 969,68	-50 969,68	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2005	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
SL - Sports et Loisirs	9 390 000,00	-	9 390 000,00	7 713 760,87	3 902,69	-	7 717 663,56	3 902,69	-	-	3 902,69	3 902,69
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
931 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
114	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	9 390 000,00	-	9 390 000,00	7 713 760,87	3 902,69	-	7 717 663,56	3 902,69	-	-	3 902,69	3 902,69
32 - Sports	8 595 000,00	-30 900,00	8 564 100,00	7 092 566,90	-	-	7 092 566,90	-	-	-	-	-
33 - Loisirs	795 000,00	30 900,00	825 900,00	621 193,97	3 902,69	-	625 096,66	3 902,69	-	-	3 902,69	3 902,69
TC - Transports en commun	325 000 000,00	553 389,93	325 553 389,93	301 407 572,35	-	-	301 407 572,35	-	-	-	-	-
938 - Transports	325 000 000,00	553 389,93	325 553 389,93	301 407 572,35	-	-	301 407 572,35	-	-	-	-	-
80 - Services communs	500 000,00	-	500 000,00	57 394,94	-	-	57 394,94	-	-	-	-	-
810 - Services communs	321 400 000,00	503 389,93	321 903 389,93	298 800 177,41	-	-	298 800 177,41	-	-	-	-	-
818 - Autres transports en commun	3 100 000,00	50 000,00	3 150 000,00	2 550 000,00	-	-	2 550 000,00	-	-	-	-	-
TMSP - Transports de marchandise en site propre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
938	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
885	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	10 627 000,00	-	10 627 000,00	10 207 605,01	-	-	10 207 605,01	-	-	-	-	-
939 - Action économique	10 627 000,00	-	10 627 000,00	10 207 605,01	-	-	10 207 605,01	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	10 627 000,00	-	10 627 000,00	10 207 605,01	-	-	10 207 605,01	-	-	-	-	-
UE - Fonds européens	-	-	-	428 632,41	-	-	428 632,41	-	-	-	-	-
930 - Services généraux	-	-	-	428 632,41	-	-	428 632,41	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
042 - Actions européennes	-	-	-	428 632,41	-	-	428 632,41	-	-	-	-	-
936 - Gestion des fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
61 - FSE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62 - FEDER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
63 - Autres (FEADER)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
630 - FEADER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	1 277 757 000,00	92 692 806,61	1 370 449 806,61	1 144 611 721,28	10 508 697,60	-843 810,98	1 144 661 003,97	10 939 300,62	-1 274 414,00	-	9 664 886,62	9 664 886,62
				83,52 %						-	-8,03 %	-11,65 %

LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT 2006

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2006	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
AGRI - Agriculture	-	-	-	3 010 944,84	12 477,82	-12 477,82	3 010 944,84	12 477,82	-12 477,82	-	-	-
939 - Action économique	-	-	-	3 010 944,84	12 477,82	-12 477,82	3 010 944,84	12 477,82	-12 477,82	-	-	-
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	-	-	-	3 010 944,84	12 477,82	-12 477,82	3 010 944,84	12 477,82	-12 477,82	-	-	-
AIE - Actions internationales	4 090 000,00	-	4 090 000,00	3 072 908,01	44 937,35	-44 937,35	3 072 908,01	44 937,35	-44 937,35	-	-	-
930 - Services généraux	4 090 000,00	-	4 090 000,00	3 072 908,01	44 937,35	-44 937,35	3 072 908,01	44 937,35	-44 937,35	-	-	-
042 - Actions européennes	600 000,00	-62 981,20	537 018,80	-	-	-	-	-	-	-	-	-
044 - Aide publique au développement	2 810 000,00	229 992,20	3 039 992,20	2 662 921,26	39 234,09	-39 234,09	2 662 921,26	39 234,09	-39 234,09	-	-	-
048 - Autres actions internationales	680 000,00	-167 011,00	512 989,00	409 986,75	5 703,26	-5 703,26	409 986,75	5 703,26	-5 703,26	-	-	-
AM - Aménagement	24 855 000,00	-350 000,00	24 505 000,00	20 185 097,37	5 123,27	-5 123,27	20 185 097,37	32 272,58	-32 272,58	-	-	-
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	22 326 000,00	-350 000,00	21 976 000,00	20 185 097,37	5 123,27	-5 123,27	20 185 097,37	32 272,58	-32 272,58	-	-	-
50 - Services communs	20 700 000,00	-350 000,00	20 350 000,00	18 899 356,61	5 123,27	-5 123,27	18 899 356,61	32 272,58	-32 272,58	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	1 626 000,00	-	1 626 000,00	1 285 740,76	-	-	1 285 740,76	-	-	-	-	-
937 - Environnement	2 529 000,00	-	2 529 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	2 529 000,00	-	2 529 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CI - Citoyenneté	3 700 000,00	-	3 700 000,00	9 494 908,88	390,71	-	9 495 299,59	390,71	-	-	390,71	390,71
930 - Services généraux	3 250 000,00	-	3 250 000,00	2 076 700,70	390,71	-	2 077 091,41	390,71	-	-	390,71	390,71
0202 - Autres moyens généraux	500 000,00	-	500 000,00	309 107,43	-	-	309 107,43	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	2 750 000,00	-	2 750 000,00	1 767 593,27	390,71	-	1 767 983,98	390,71	-	-	390,71	390,71
934 - Développement social et santé	450 000,00	-	450 000,00	259 694,50	-	-	259 694,50	-	-	-	-	-
40 - Services communs	450 000,00	-	450 000,00	259 694,50	-	-	259 694,50	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	7 158 513,68	-	-	7 158 513,68	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	-	-	-	7 158 513,68	-	-	7 158 513,68	-	-	-	-	-
COM - Communication	16 302 000,00	-	16 302 000,00	15 615 055,03	1 676,41	-1 676,41	15 615 055,03	1 676,41	-1 676,41	-	-	-
930 - Services généraux	16 302 000,00	-	16 302 000,00	15 615 055,03	1 676,41	-1 676,41	15 615 055,03	1 676,41	-1 676,41	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	16 302 000,00	-	16 302 000,00	15 615 055,03	1 676,41	-1 676,41	15 615 055,03	1 676,41	-1 676,41	-	-	-
CU - Culture	46 265 000,00	2 105 000,00	48 370 000,00	45 423 270,79	28 991,91	-	45 444 228,70	28 991,91	-	-	28 991,91	28 991,91
933 - Culture, sports et loisirs	46 265 000,00	2 105 000,00	48 370 000,00	45 423 270,79	28 991,91	-	45 444 228,70	28 991,91	-	-	28 991,91	28 991,91
312 - Activités culturelles et artistiques	46 140 000,00	2 105 000,00	48 245 000,00	45 048 984,71	28 991,91	-	45 069 942,62	28 991,91	-	-	28 991,91	28 991,91
313 - Patrimoine	125 000,00	-	125 000,00	374 286,08	-	-	374 286,08	-	-	-	-	-
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	59 207 000,00	-	59 207 000,00	30 027 023,93	477 028,81	-477 028,81	30 027 023,93	477 028,81	-477 028,81	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	690 000,00	-	-	690 000,00	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	690 000,00	-	-	690 000,00	-	-	-	-	-
939 - Action économique	59 207 000,00	-	59 207 000,00	29 337 023,93	477 028,81	-477 028,81	29 337 023,93	477 028,81	-477 028,81	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	50 543 000,00	-	50 543 000,00	18 556 462,21	477 028,81	-477 028,81	18 556 462,21	477 028,81	-477 028,81	-	-	-
92 - Recherche et innovation	-	-	-	7 032 439,17	-	-	7 032 439,17	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	8 664 000,00	-	8 664 000,00	3 748 122,55	-	-	3 748 122,55	-	-	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2006	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
DSS - Développement social et santé	147 146 000,00	3 577 000,00	150 723 000,00	148 054 673,80	119,60	-	148 054 793,40	119,60	-	-	119,60	119,60
931 - Formation professionnelle et apprentissage	135 352 000,00	2 877 000,00	138 229 000,00	137 875 645,74	-	-	137 875 645,74	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
113	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	135 352 000,00	2 877 000,00	138 229 000,00	137 875 645,74	-	-	137 875 645,74	-	-	-	-	-
934 - Santé et Action sociale	11 794 000,00	700 000,00	12 494 000,00	10 179 028,06	119,60	-	10 179 147,66	119,60	-	-	119,60	119,60
40 - Services communs	2 218 000,00	-	2 218 000,00	1 819 553,81	119,60	-	1 819 673,41	119,60	-	-	119,60	119,60
41 - Santé	5 576 000,00	700 000,00	6 276 000,00	5 656 309,16	-	-	5 656 309,16	-	-	-	-	-
42 - Action sociale	4 000 000,00	-	4 000 000,00	2 703 165,09	-	-	2 703 165,09	-	-	-	-	-
EAE - Environnement et énergie	22 569 000,00	-	22 569 000,00	13 579 901,37	232 682,38	-232 682,38	13 579 901,37	232 682,38	-232 682,38	-	-	-
932	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
28	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	18 662 000,00	-	18 662 000,00	13 579 901,37	232 682,38	-232 682,38	13 579 901,37	232 682,38	-232 682,38	-	-	-
71 - Actions transversales	6 683 000,00	-	6 683 000,00	5 224 708,36	205 884,86	-205 884,86	5 224 708,36	205 884,86	-205 884,86	-	-	-
72 - Actions en matière de déchets	1 250 000,00	-	1 250 000,00	540 410,89	15 953,51	-15 953,51	540 410,89	15 953,51	-15 953,51	-	-	-
73 - Politique de l'air	1 456 000,00	-	1 456 000,00	650 000,00	-	-	650 000,00	-	-	-	-	-
74 - Politique de l'eau	800 000,00	-52 644,00	747 356,00	350 947,30	-	-	350 947,30	-	-	-	-	-
75 - Politique de l'énergie	300 000,00	52 644,00	352 644,00	49 300,00	3 344,00	-3 344,00	49 300,00	3 344,00	-3 344,00	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	7 756 000,00	-	7 756 000,00	6 514 211,37	7 500,01	-7 500,01	6 514 211,37	7 500,01	-7 500,01	-	-	-
78 - Autres actions	417 000,00	-	417 000,00	250 323,45	-	-	250 323,45	-	-	-	-	-
939 - Action Economique	3 907 000,00	-	3 907 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	3 907 000,00	-	3 907 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	197 845 000,00	9 213 000,00	207 058 000,00	201 026 848,65	24 574,00	-24 574,00	201 026 848,65	24 574,00	-24 574,00	-	-	-
932 - Enseignement	197 845 000,00	9 213 000,00	207 058 000,00	201 026 848,65	24 574,00	-24 574,00	201 026 848,65	24 574,00	-24 574,00	-	-	-
222 - Lycées publics	121 274 000,00	5 048 558,93	126 322 558,93	123 782 510,45	24 574,00	-24 574,00	123 782 510,45	24 574,00	-24 574,00	-	-	-
223 - Lycées privés	22 000 000,00	-745 625,84	21 254 374,16	21 254 374,16	-	-	21 254 374,16	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	13 541 000,00	244 895,83	13 785 895,83	13 785 893,86	-	-	13 785 893,86	-	-	-	-	-
28 - Autres services périscolaires et annexes	41 030 000,00	4 665 171,08	45 695 171,08	42 204 070,18	-	-	42 204 070,18	-	-	-	-	-
ESU - Enseignement supérieur	9 794 000,00	-	9 794 000,00	8 432 987,96	45 114,78	-45 114,78	8 432 987,96	45 114,78	-45 114,78	-	-	-
932 - Enseignement	9 794 000,00	-	9 794 000,00	8 432 987,96	45 114,78	-45 114,78	8 432 987,96	45 114,78	-45 114,78	-	-	-
23 - Enseignement supérieur	9 794 000,00	-	9 794 000,00	8 432 987,96	45 114,78	-45 114,78	8 432 987,96	45 114,78	-45 114,78	-	-	-
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	537 016 000,00	30 710 000,00	567 726 000,00	526 778 144,64	9 939 319,23	-7 772 961,39	526 778 144,64	9 939 319,23	-7 772 961,39	-	2 166 357,84	2 166 357,84
931 - Formation professionnelle et apprentissage	537 016 000,00	30 710 000,00	567 726 000,00	515 408 712,35	9 939 319,23	-7 772 961,39	515 408 712,35	9 939 319,23	-7 772 961,39	-	2 166 357,84	2 166 357,84
10 - Services Communs	9 828 000,00	-690 134,28	9 137 865,72	8 248 944,79	0,40	-0,40	8 248 944,79	0,40	-0,40	-	-	-
11 - Formation professionnelle	245 198 000,00	1 400 134,28	246 598 134,28	214 065 674,09	7 772 960,99	-7 772 960,99	214 065 674,09	7 772 960,99	-7 772 960,99	-	-	-
111	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
112	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
113	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
114	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
115	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
116	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12 - Apprentissage	281 990 000,00	30 000 000,00	311 990 000,00	293 094 093,47	2 166 357,84	-	293 094 093,47	2 166 357,84	-	-	2 166 357,84	2 166 357,84
939 - Action économique	-	-	-	11 369 432,29	-	-	11 369 432,29	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	11 369 432,29	-	-	11 369 432,29	-	-	-	-	-
LO - Logement	3 740 000,00	-	3 740 000,00	2 057 416,00	-	-	2 057 416,00	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	3 740 000,00	-	3 740 000,00	2 057 416,00	-	-	2 057 416,00	-	-	-	-	-
50 - Services communs	2 000 000,00	-	2 000 000,00	322 200,00	-	-	322 200,00	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	1 740 000,00	-	1 740 000,00	1 735 216,00	-	-	1 735 216,00	-	-	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2006	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
MO - Mobilités	141 000,00	-	141 000,00	10 169,09	-	-	10 169,09	-	-	-	-	-
937 - Environnement	141 000,00	-	141 000,00	10 169,09	-	-	10 169,09	-	-	-	-	-
78 - Autre actions	141 000,00	-	141 000,00	10 169,09	-	-	10 169,09	-	-	-	-	-
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	46 763 000,00	-30 000,00	46 733 000,00	40 798 969,00	5 172,27	-5 172,27	40 798 969,00	5 172,27	-5 172,27	-	-	-
930 - Services généraux	46 263 000,00	-30 000,00	46 233 000,00	40 798 969,00	5 172,27	-5 172,27	40 798 969,00	5 172,27	-5 172,27	-	-	-
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	41 932 000,00	-280 000,00	41 652 000,00	36 461 807,25	5 172,27	-5 172,27	36 461 807,25	5 172,27	-5 172,27	-	-	-
021 - Conseil régional	3 756 000,00	250 000,00	4 006 000,00	3 840 300,04	-	-	3 840 300,04	-	-	-	-	-
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	575 000,00	-	575 000,00	496 861,71	-	-	496 861,71	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	500 000,00	-	500 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	500 000,00	-	500 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PRH - Personnel et Ressources humaines	3 329 000,00	30 000,00	3 359 000,00	1 683 527,38	48 474,53	-48 474,53	1 683 527,38	48 474,53	-48 474,53	-	-	-
930 - Services généraux	2 514 000,00	30 000,00	2 544 000,00	1 683 527,38	48 474,53	-48 474,53	1 683 527,38	48 474,53	-48 474,53	-	-	-
0201 - Personnel non ventilé	-	30 000,00	30 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	1 571 000,00	-	1 571 000,00	1 249 682,83	10 246,13	-10 246,13	1 249 682,83	10 246,13	-10 246,13	-	-	-
021 - Conseil régional	770 000,00	-	770 000,00	415 368,13	38 228,40	-38 228,40	415 368,13	38 228,40	-38 228,40	-	-	-
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	173 000,00	-	173 000,00	18 476,42	-	-	18 476,42	-	-	-	-	-
932 - Enseignement	815 000,00	-	815 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
222 - Lycées publics	815 000,00	-	815 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	8 000 000,00	-	8 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	8 000 000,00	-	8 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	8 000 000,00	-	8 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	36 290 000,00	-	36 290 000,00	21 515 897,95	-	-	21 515 897,95	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	720 000,00	-	720 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information	720 000,00	-	720 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	35 570 000,00	-	35 570 000,00	21 515 897,95	-	-	21 515 897,95	-	-	-	-	-
92 - Recherche et innovation	35 570 000,00	-	35 570 000,00	21 515 897,95	-	-	21 515 897,95	-	-	-	-	-
RUR - Ruralité	-	-	-	1 632 975,58	98,00	-98,00	1 632 975,58	98,00	-98,00	-	-	-
937 - Environnement	-	-	-	1 632 975,58	98,00	-98,00	1 632 975,58	98,00	-98,00	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	1 632 975,58	98,00	-98,00	1 632 975,58	98,00	-98,00	-	-	-
SE - Sécurité	2 925 000,00	-	2 925 000,00	3 028 575,75	-	-	3 028 575,75	-	-	-	-	-
932 - Enseignement	135 000,00	-	135 000,00	91 237,55	-	-	91 237,55	-	-	-	-	-
222	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
27 - Sécurité	135 000,00	-	135 000,00	91 237,55	-	-	91 237,55	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	2 790 000,00	-	2 790 000,00	2 937 338,20	-	-	2 937 338,20	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	2 790 000,00	-	2 790 000,00	2 937 338,20	-	-	2 937 338,20	-	-	-	-	-
SI - Systèmes d'Information	3 300 000,00	-	3 300 000,00	3 415 917,82	81 422,13	-81 422,13	3 415 917,82	81 422,13	-81 422,13	-	-	-
930 - Services généraux	3 300 000,00	-	3 300 000,00	3 415 917,82	81 422,13	-81 422,13	3 415 917,82	81 422,13	-81 422,13	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	3 300 000,00	-	3 300 000,00	3 415 917,82	81 422,13	-81 422,13	3 415 917,82	81 422,13	-81 422,13	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2006	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
SL - Sports et Loisirs	9 894 000,00	-	9 894 000,00	9 133 538,33	2 000,00	-	9 135 538,33	2 000,00	-	-	2 000,00	2 000,00
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
931 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
114	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	9 894 000,00	-	9 894 000,00	9 133 538,33	2 000,00	-	9 135 538,33	2 000,00	-	-	2 000,00	2 000,00
32 - Sports	8 881 000,00	-	8 881 000,00	8 659 360,31	2 000,00	-	8 661 360,31	2 000,00	-	-	2 000,00	2 000,00
33 - Loisirs	1 013 000,00	-	1 013 000,00	474 178,02	-	-	474 178,02	-	-	-	-	-
TC - Transports en commun	567 740 000,00	-	567 740 000,00	482 109 750,00	104 002,00	-104 002,00	482 109 750,00	104 002,00	-104 002,00	-	-	-
938 - Transports	567 740 000,00	-	567 740 000,00	482 109 750,00	104 002,00	-104 002,00	482 109 750,00	104 002,00	-104 002,00	-	-	-
80 - Services communs	500 000,00	803 440,00	1 303 440,00	50,00	104 002,00	-104 002,00	50,00	104 002,00	-104 002,00	-	-	-
810 - Services communs	563 240 000,00	-954 140,00	562 285 860,00	477 959 000,00	-	-	477 959 000,00	-	-	-	-	-
818 - Autres transports en commun	4 000 000,00	150 700,00	4 150 700,00	4 150 700,00	-	-	4 150 700,00	-	-	-	-	-
TMSP - Transports de marchandise en site propre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
938	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
885	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	16 150 000,00	-	16 150 000,00	16 225 234,71	-	-	16 225 234,71	-	-	-	-	-
939 - Action économique	16 150 000,00	-	16 150 000,00	16 225 234,71	-	-	16 225 234,71	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	16 150 000,00	-	16 150 000,00	16 225 234,71	-	-	16 225 234,71	-	-	-	-	-
UE - Fonds européens	-	-	-	463 542,14	19 672,10	-	463 542,14	19 672,10	-	-	19 672,10	19 672,10
930 - Services généraux	-	-	-	463 542,14	19 672,10	-	463 542,14	19 672,10	-	-	19 672,10	19 672,10
0202 - Autres moyens généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
042 - Actions européennes	-	-	-	463 542,14	19 672,10	-	463 542,14	19 672,10	-	-	19 672,10	19 672,10
936 - Gestion des fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
61 - FSE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62 - FEDER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
63 - Autres (FEADER)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
630 - FEADER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	1 767 061 000,00	45 255 000,00	1 812 316 000,00	1 606 777 279,02	11 073 277,30	-8 855 745,14	1 606 800 747,24	11 100 426,61	-8 882 894,45	-	2 217 532,16	2 217 532,16
				88,66 %						-	-79,97 %	-80,02 %

LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT 2007

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2007	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
AGRI - Agriculture	-	-	-	3 703 654,60	4 492,96	-3 294,98	3 699 161,64	4 492,96	-4 492,96	-	1 197,98	-
939 - Action économique	-	-	-	3 703 654,60	4 492,96	-3 294,98	3 699 161,64	4 492,96	-4 492,96	-	1 197,98	-
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	-	-	-	3 703 654,60	4 492,96	-3 294,98	3 699 161,64	4 492,96	-4 492,96	-	1 197,98	-
AIE - Actions internationales	4 494 000,00	-	4 494 000,00	3 258 303,77	36 989,79	-36 989,79	3 258 303,77	36 989,79	-36 989,79	-	-	-
930 - Services généraux	4 494 000,00	-	4 494 000,00	3 258 303,77	36 989,79	-36 989,79	3 258 303,77	36 989,79	-36 989,79	-	-	-
042 - Actions européennes	700 000,00	-	700 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
044 - Aide publique au développement	2 875 000,00	96 300,00	2 971 300,00	2 649 240,55	36 989,79	-36 989,79	2 649 240,55	36 989,79	-36 989,79	-	-	-
048 - Autres actions internationales	919 000,00	-96 300,00	822 700,00	609 063,22	-	-	609 063,22	-	-	-	-	-
AM - Aménagement	25 450 000,00	-	25 450 000,00	21 953 261,46	340,66	-340,66	21 953 261,46	371,43	-371,43	-	-	-
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	23 271 000,00	-	23 271 000,00	21 953 261,46	340,66	-340,66	21 953 261,46	371,43	-371,43	-	-	-
50 - Services communs	21 450 000,00	-287 000,00	21 163 000,00	20 105 261,46	340,66	-340,66	20 105 261,46	371,43	-371,43	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	1 821 000,00	287 000,00	2 108 000,00	1 848 000,00	-	-	1 848 000,00	-	-	-	-	-
937 - Environnement	2 179 000,00	-	2 179 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	2 179 000,00	-	2 179 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CI - Citoyenneté	4 590 000,00	-500 000,00	4 090 000,00	9 376 891,46	22 794,50	-2 033,25	9 397 652,71	22 794,50	-2 033,25	-	20 761,25	20 761,25
930 - Services généraux	4 140 000,00	-500 000,00	3 640 000,00	2 657 696,99	2 767,44	-2 033,25	2 658 431,18	2 767,44	-2 033,25	-	734,19	734,19
0202 - Autres moyens généraux	500 000,00	-500 000,00	-	440 490,63	2 033,25	-2 033,25	440 490,63	2 033,25	-2 033,25	-	-	-
021 - Conseil régional	3 640 000,00	-	3 640 000,00	2 217 206,36	734,19	-	2 217 940,55	734,19	-	-	734,19	734,19
934 - Développement social et santé	450 000,00	-	450 000,00	213 857,36	-	-	213 857,36	-	-	-	-	-
40 - Services communs	450 000,00	-	450 000,00	213 857,36	-	-	213 857,36	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	6 505 337,11	20 027,06	-	6 525 364,17	20 027,06	-	-	20 027,06	20 027,06
51 - Politique de la ville	-	-	-	6 505 337,11	20 027,06	-	6 525 364,17	20 027,06	-	-	20 027,06	20 027,06
COM - Communication	15 124 000,00	500 000,00	15 624 000,00	14 636 765,47	1 674,40	-1 674,40	14 636 765,47	1 674,40	-1 674,40	-	-	-
930 - Services généraux	15 124 000,00	500 000,00	15 624 000,00	14 636 765,47	1 674,40	-1 674,40	14 636 765,47	1 674,40	-1 674,40	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	15 124 000,00	500 000,00	15 624 000,00	14 636 765,47	1 674,40	-1 674,40	14 636 765,47	1 674,40	-1 674,40	-	-	-
CU - Culture	52 302 000,00	2 135 000,00	54 437 000,00	52 615 678,78	66 620,01	-	52 619 935,13	66 620,01	-	-	66 620,01	66 620,01
933 - Culture, sports et loisirs	52 302 000,00	2 135 000,00	54 437 000,00	52 615 678,78	66 620,01	-	52 619 935,13	66 620,01	-	-	66 620,01	66 620,01
312 - Activités culturelles et artistiques	52 163 000,00	2 135 000,00	54 298 000,00	52 078 678,04	43 943,85	-	52 082 934,39	43 943,85	-	-	43 943,85	43 943,85
313 - Patrimoine	139 000,00	-	139 000,00	537 000,74	22 676,16	-	537 000,74	22 676,16	-	-	22 676,16	22 676,16
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	64 885 000,00	-75 000,00	64 810 000,00	26 662 308,23	1 643 230,12	-538 830,55	25 557 908,66	1 643 230,12	-1 643 230,12	-	1 104 399,57	-
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	947 899,07	-	-	947 899,07	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	947 899,07	-	-	947 899,07	-	-	-	-	-
939 - Action économique	64 885 000,00	-75 000,00	64 810 000,00	25 714 409,16	1 643 230,12	-538 830,55	24 610 009,59	1 643 230,12	-1 643 230,12	-	1 104 399,57	-
91 - Interventions économiques transversales	54 474 000,00	-75 000,00	54 399 000,00	18 454 296,31	1 104 399,57	-	17 349 896,74	1 104 399,57	-1 104 399,57	-	1 104 399,57	-
92 - Recherche et innovation	-	-	-	4 502 595,53	-	-	4 502 595,53	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	10 411 000,00	-	10 411 000,00	2 757 517,32	538 830,55	-538 830,55	2 757 517,32	538 830,55	-538 830,55	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2007	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
DSS - Développement social et santé	168 384 000,00	-255 000,00	168 129 000,00	165 607 284,73	55 559,24	-	165 662 843,97	55 559,24	-	-	55 559,24	55 559,24
931 - Formation professionnelle et apprentissage	156 225 000,00	-	156 225 000,00	154 939 407,34	-	-	154 939 407,34	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
113	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	156 225 000,00	-	156 225 000,00	154 939 407,34	-	-	154 939 407,34	-	-	-	-	-
934 - Santé et Action sociale	12 159 000,00	-255 000,00	11 904 000,00	10 667 877,39	55 559,24	-	10 723 436,63	55 559,24	-	-	55 559,24	55 559,24
40 - Services communs	2 238 000,00	-255 000,00	1 983 000,00	1 796 231,16	1 614,11	-	1 797 845,27	1 614,11	-	-	1 614,11	1 614,11
41 - Santé	5 686 000,00	-	5 686 000,00	5 103 238,35	-	-	5 103 238,35	-	-	-	-	-
42 - Action sociale	4 235 000,00	-	4 235 000,00	3 768 407,88	53 945,13	-	3 822 353,01	53 945,13	-	-	53 945,13	53 945,13
EAE - Environnement et énergie	25 000 000,00	105 000,00	25 105 000,00	16 717 927,97	92 304,04	-92 304,04	16 717 927,97	92 304,04	-92 304,04	-	-	-
932	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
28	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	20 098 000,00	105 000,00	20 203 000,00	16 717 927,97	92 304,04	-92 304,04	16 717 927,97	92 304,04	-92 304,04	-	-	-
71 - Actions transversales	7 678 000,00	-496 774,00	7 181 226,00	5 282 425,27	7 800,40	-7 800,40	5 282 425,27	7 800,40	-7 800,40	-	-	-
72 - Actions en matière de déchets	1 250 000,00	601 774,00	1 851 774,00	1 638 049,82	22 955,23	-22 955,23	1 638 049,82	22 955,23	-22 955,23	-	-	-
73 - Politique de l'air	1 550 000,00	-	1 550 000,00	1 082 149,29	59 630,40	-59 630,40	1 082 149,29	59 630,40	-59 630,40	-	-	-
74 - Politique de l'eau	520 000,00	-	520 000,00	429 410,27	-	-	429 410,27	-	-	-	-	-
75 - Politique de l'énergie	300 000,00	150 012,60	450 012,60	356 333,80	-	-	356 333,80	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	8 411 000,00	-150 012,60	8 260 987,40	7 609 937,07	0,01	-0,01	7 609 937,07	0,01	-0,01	-	-	-
78 - Autres actions	389 000,00	-	389 000,00	319 622,45	1 918,00	-1 918,00	319 622,45	1 918,00	-1 918,00	-	-	-
939 - Action Economique	4 902 000,00	-	4 902 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	4 902 000,00	-	4 902 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	222 488 000,00	1 034 891,00	223 522 891,00	219 646 465,86	-	-	219 646 465,86	-	-	-	-	-
932 - Enseignement	222 488 000,00	1 034 891,00	223 522 891,00	219 646 465,86	-	-	219 646 465,86	-	-	-	-	-
222 - Lycées publics	124 537 000,00	1 564 626,30	126 101 626,30	123 447 132,25	-	-	123 447 132,25	-	-	-	-	-
223 - Lycées privés	38 900 000,00	488 980,33	39 388 980,33	39 380 636,65	-	-	39 380 636,65	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	16 419 000,00	1 636 446,80	18 055 446,80	18 053 427,78	-	-	18 053 427,78	-	-	-	-	-
28 - Autres services périscolaires et annexes	42 632 000,00	-2 655 162,43	39 976 837,57	38 765 269,18	-	-	38 765 269,18	-	-	-	-	-
ESU - Enseignement supérieur	12 852 000,00	-	12 852 000,00	11 109 219,05	28 810,00	-28 810,00	11 109 219,05	28 810,00	-28 810,00	-	-	-
932 - Enseignement	12 852 000,00	-	12 852 000,00	11 109 219,05	28 810,00	-28 810,00	11 109 219,05	28 810,00	-28 810,00	-	-	-
23 - Enseignement supérieur	12 852 000,00	-	12 852 000,00	11 109 219,05	28 810,00	-28 810,00	11 109 219,05	28 810,00	-28 810,00	-	-	-
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	629 138 000,00	-	629 138 000,00	561 133 748,71	14 630 410,79	-14 628 887,46	561 133 748,69	14 630 410,79	-14 628 887,46	-	1 523,33	1 523,33
931 - Formation professionnelle et apprentissage	629 138 000,00	-	629 138 000,00	540 603 947,74	14 630 410,79	-14 628 887,46	540 603 947,72	14 630 410,79	-14 628 887,46	-	1 523,33	1 523,33
10 - Services Communs	9 390 000,00	-	9 390 000,00	7 492 859,87	1 523,35	-0,02	7 492 859,85	1 523,35	-0,02	-	1 523,33	1 523,33
11 - Formation professionnelle	288 004 000,00	150 000,00	288 154 000,00	223 666 247,29	14 628 887,44	-14 628 887,44	223 666 247,29	14 628 887,44	-14 628 887,44	-	-	-
111	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
112	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
113	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
114	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
115	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
116	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12 - Apprentissage	331 744 000,00	-150 000,00	331 594 000,00	309 444 840,58	-	-	309 444 840,58	-	-	-	-	-
939 - Action économique	-	-	-	20 529 800,97	-	-	20 529 800,97	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	20 529 800,97	-	-	20 529 800,97	-	-	-	-	-
LO - Logement	1 920 000,00	-	1 920 000,00	1 543 516,00	-	-	1 543 516,00	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	1 920 000,00	-	1 920 000,00	1 543 516,00	-	-	1 543 516,00	-	-	-	-	-
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	1 920 000,00	-	1 920 000,00	1 543 516,00	-	-	1 543 516,00	-	-	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2007	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
MO - Mobilités	300 000,00	-	300 000,00	13 173,68	-	-	13 173,68	-	-	-	-	-
937 - Environnement	300 000,00	-	300 000,00	13 173,68	-	-	13 173,68	-	-	-	-	-
78 - Autre actions	300 000,00	-	300 000,00	13 173,68	-	-	13 173,68	-	-	-	-	-
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	46 548 000,00	-905 000,00	45 643 000,00	43 293 289,02	63 005,57	-63 005,57	43 293 289,02	63 005,57	-63 005,57	-	-	-
930 - Services généraux	45 858 000,00	-905 000,00	44 953 000,00	43 293 289,02	63 005,57	-63 005,57	43 293 289,02	63 005,57	-63 005,57	-	-	-
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	41 414 000,00	-950 000,00	40 464 000,00	38 923 640,83	62 607,32	-62 607,32	38 923 640,83	62 607,32	-62 607,32	-	-	-
021 - Conseil régional	3 869 000,00	45 000,00	3 914 000,00	3 860 297,56	-	-	3 860 297,56	-	-	-	-	-
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	575 000,00	-	575 000,00	509 350,63	398,25	-398,25	509 350,63	398,25	-398,25	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	690 000,00	-	690 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	690 000,00	-	690 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PRH - Personnel et Ressources humaines	2 760 000,00	-	2 760 000,00	1 845 052,20	28 777,85	-28 777,85	1 845 052,20	28 777,85	-28 777,85	-	-	-
930 - Services généraux	2 366 000,00	-	2 366 000,00	1 718 138,96	28 777,85	-28 777,85	1 718 138,96	28 777,85	-28 777,85	-	-	-
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	1 423 000,00	-	1 423 000,00	1 229 556,71	9 433,35	-9 433,35	1 229 556,71	9 433,35	-9 433,35	-	-	-
021 - Conseil régional	770 000,00	-	770 000,00	462 606,25	19 344,50	-19 344,50	462 606,25	19 344,50	-19 344,50	-	-	-
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	173 000,00	-	173 000,00	25 976,00	-	-	25 976,00	-	-	-	-	-
932 - Enseignement	394 000,00	-	394 000,00	126 913,24	-	-	126 913,24	-	-	-	-	-
222 - Lycées publics	394 000,00	-	394 000,00	126 913,24	-	-	126 913,24	-	-	-	-	-
944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	10 100 000,00	82 414,65	10 182 414,65	-	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	10 100 000,00	82 414,65	10 182 414,65	-	-	-	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	10 100 000,00	82 414,65	10 182 414,65	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	42 075 000,00	-60 000,00	42 015 000,00	25 307 521,65	-	-	25 307 521,65	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	1 220 000,00	-	1 220 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information	1 220 000,00	-	1 220 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	40 855 000,00	-60 000,00	40 795 000,00	25 307 521,65	-	-	25 307 521,65	-	-	-	-	-
92 - Recherche et innovation	40 855 000,00	-60 000,00	40 795 000,00	25 307 521,65	-	-	25 307 521,65	-	-	-	-	-
RUR - Ruralité	-	-	-	1 436 072,29	350,44	-350,44	1 436 072,29	350,44	-350,44	-	-	-
937 - Environnement	-	-	-	1 436 072,29	350,44	-350,44	1 436 072,29	350,44	-350,44	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	1 436 072,29	350,44	-350,44	1 436 072,29	350,44	-350,44	-	-	-
SE - Sécurité	2 790 000,00	-97 414,65	2 692 585,35	3 123 248,07	-	-	3 123 248,07	-	-	-	-	-
932 - Enseignement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
222	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
27 - Sécurité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	2 790 000,00	-97 414,65	2 692 585,35	3 123 248,07	-	-	3 123 248,07	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	2 790 000,00	-97 414,65	2 692 585,35	3 123 248,07	-	-	3 123 248,07	-	-	-	-	-
SI - Systèmes d'Information	3 810 000,00	950 000,00	4 760 000,00	4 522 691,65	165 470,23	-165 470,23	4 522 691,65	165 470,23	-165 470,23	-	-	-
930 - Services généraux	3 810 000,00	950 000,00	4 760 000,00	4 522 691,65	165 470,23	-165 470,23	4 522 691,65	165 470,23	-165 470,23	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	3 810 000,00	950 000,00	4 760 000,00	4 522 691,65	165 470,23	-165 470,23	4 522 691,65	165 470,23	-165 470,23	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2007	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
SL - Sports et Loisirs	9 926 000,00	447 000,00	10 373 000,00	9 193 846,55	-	-	9 193 846,55	-	-	-	-	-
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
931 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
114	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	9 926 000,00	447 000,00	10 373 000,00	9 193 846,55	-	-	9 193 846,55	-	-	-	-	-
32 - Sports	8 565 000,00	447 000,00	9 012 000,00	8 656 337,55	-	-	8 656 337,55	-	-	-	-	-
33 - Loisirs	1 361 000,00	-	1 361 000,00	537 509,00	-	-	537 509,00	-	-	-	-	-
TC - Transports en commun	643 165 000,00	-	643 165 000,00	632 494 526,88	1 634,80	-1 634,80	632 494 526,88	1 634,80	-1 634,80	-	-	-
938 - Transports	643 165 000,00	-	643 165 000,00	632 494 526,88	1 634,80	-1 634,80	632 494 526,88	1 634,80	-1 634,80	-	-	-
80 - Services communs	500 000,00	-150 000,00	350 000,00	286 910,00	1 146,00	-1 146,00	286 910,00	1 146,00	-1 146,00	-	-	-
810 - Services communs	635 965 000,00	150 000,00	636 115 000,00	628 463 345,11	488,80	-488,80	628 463 345,11	488,80	-488,80	-	-	-
818 - Autres transports en commun	6 700 000,00	-	6 700 000,00	3 744 271,77	-	-	3 744 271,77	-	-	-	-	-
TMSP - Transports de marchandise en site propre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
938	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
885	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	16 637 000,00	-	16 637 000,00	17 080 171,19	-	-	17 080 171,19	-	-	-	-	-
939 - Action économique	16 637 000,00	-	16 637 000,00	17 080 171,19	-	-	17 080 171,19	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	16 637 000,00	-	16 637 000,00	17 080 171,19	-	-	17 080 171,19	-	-	-	-	-
UE - Fonds européens	-	-	-	399 556,42	1 482,60	-	401 039,02	1 482,60	-	-	1 482,60	1 482,60
930 - Services généraux	-	-	-	399 556,42	1 482,60	-	401 039,02	1 482,60	-	-	1 482,60	1 482,60
0202 - Autres moyens généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
042 - Actions européennes	-	-	-	399 556,42	1 482,60	-	401 039,02	1 482,60	-	-	1 482,60	1 482,60
936 - Gestion des fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
61 - FSE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62 - FEDER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
63 - Autres (FEADER)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
630 - FEADER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 004 738 000,00	3 361 891,00	2 008 099 891,00	1 846 674 175,69	16 843 948,00	-15 592 404,02	1 845 647 342,58	16 843 978,77	-16 698 032,34	-	1 251 543,98	145 946,43
				91,96 %						-	-92,57 %	-99,13 %

LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT 2008

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2008	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
AGRI - Agriculture	-	-	-	4 600 463,32	85 221,55	-2 695,78	4 517 937,55	2 695,78	-2 695,78	-	82 525,77	-
939 - Action économique	-	-	-	4 600 463,32	85 221,55	-2 695,78	4 517 937,55	2 695,78	-2 695,78	-	82 525,77	-
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	-	-	-	4 600 463,32	85 221,55	-2 695,78	4 517 937,55	2 695,78	-2 695,78	-	82 525,77	-
AIE - Actions internationales	4 840 000,00	-	4 840 000,00	3 078 249,98	75 566,10	-75 566,10	3 078 249,98	75 566,10	-75 566,10	-	-	-
930 - Services généraux	4 840 000,00	-	4 840 000,00	3 078 249,98	75 566,10	-75 566,10	3 078 249,98	75 566,10	-75 566,10	-	-	-
042 - Actions européennes	1 200 000,00	-	1 200 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
044 - Aide publique au développement	2 675 000,00	39 290,59	2 714 290,59	2 524 949,71	75 481,65	-75 481,65	2 524 949,71	75 481,65	-75 481,65	-	-	-
048 - Autres actions internationales	965 000,00	-39 290,59	925 709,41	553 300,27	84,45	-84,45	553 300,27	84,45	-84,45	-	-	-
AM - Aménagement	27 855 000,00	-	27 855 000,00	22 709 489,27	188,40	-188,40	22 709 489,27	27 638,20	-27 638,20	-	0,00	-
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	23 805 000,00	-	23 805 000,00	22 709 489,27	188,40	-188,40	22 709 489,27	27 638,20	-27 638,20	-	0,00	-
50 - Services communs	19 920 000,00	-	19 920 000,00	19 682 089,27	188,40	-188,40	19 682 089,27	27 638,20	-27 638,20	-	0,00	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	3 885 000,00	-	3 885 000,00	3 027 400,00	-	-	3 027 400,00	-	-	-	-	-
937 - Environnement	4 050 000,00	-	4 050 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	4 050 000,00	-	4 050 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CI - Citoyenneté	4 715 000,00	-500 000,00	4 215 000,00	7 895 290,02	20 689,03	-2 619,19	7 895 290,02	20 689,03	-2 619,19	-	18 069,84	18 069,84
930 - Services généraux	4 265 000,00	-500 000,00	3 765 000,00	3 171 354,75	9 446,25	-2 619,19	3 171 354,75	9 446,25	-2 619,19	-	6 827,06	6 827,06
0202 - Autres moyens généraux	500 000,00	-500 000,00	-	349 690,39	2 619,19	-2 619,19	349 690,39	2 619,19	-2 619,19	-	-	-
021 - Conseil régional	3 765 000,00	-	3 765 000,00	2 821 664,36	6 827,06	-	2 821 664,36	6 827,06	-	-	6 827,06	6 827,06
934 - Développement social et santé	450 000,00	-	450 000,00	411 191,00	-	-	411 191,00	-	-	-	-	-
40 - Services communs	450 000,00	-	450 000,00	411 191,00	-	-	411 191,00	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	4 312 744,27	11 242,78	-	4 312 744,27	11 242,78	-	-	11 242,78	11 242,78
51 - Politique de la ville	-	-	-	4 312 744,27	11 242,78	-	4 312 744,27	11 242,78	-	-	11 242,78	11 242,78
COM - Communication	15 124 000,00	500 000,00	15 624 000,00	14 561 854,04	78 043,29	-78 043,29	14 561 854,04	78 043,29	-78 043,29	-	-	-
930 - Services généraux	15 124 000,00	500 000,00	15 624 000,00	14 561 854,04	78 043,29	-78 043,29	14 561 854,04	78 043,29	-78 043,29	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	15 124 000,00	500 000,00	15 624 000,00	14 561 854,04	78 043,29	-78 043,29	14 561 854,04	78 043,29	-78 043,29	-	-	-
CU - Culture	53 420 000,00	2 000 000,00	55 420 000,00	54 647 491,84	45 291,63	-	54 647 491,84	45 291,63	-	-	45 291,63	45 291,63
933 - Culture, sports et loisirs	53 420 000,00	2 000 000,00	55 420 000,00	54 647 491,84	45 291,63	-	54 647 491,84	45 291,63	-	-	45 291,63	45 291,63
312 - Activités culturelles et artistiques	53 241 000,00	2 000 000,00	55 241 000,00	54 178 823,30	29 782,67	-	54 178 823,30	29 782,67	-	-	29 782,67	29 782,67
313 - Patrimoine	179 000,00	-	179 000,00	468 668,54	15 508,96	-	468 668,54	15 508,96	-	-	15 508,96	15 508,96
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	69 557 000,00	651 018,00	70 208 018,00	34 472 931,63	1 264 916,99	-1 264 916,99	34 472 931,63	1 264 916,99	-1 264 916,99	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	1 114 041,83	-	-	1 114 041,83	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	1 114 041,83	-	-	1 114 041,83	-	-	-	-	-
939 - Action économique	69 557 000,00	651 018,00	70 208 018,00	33 358 889,80	1 264 916,99	-1 264 916,99	33 358 889,80	1 264 916,99	-1 264 916,99	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	58 812 000,00	507 510,03	59 319 510,03	19 732 190,16	684 990,77	-684 990,77	19 732 190,16	684 990,77	-684 990,77	-	-	-
92 - Recherche et innovation	-	-	-	6 780 189,88	-	-	6 780 189,88	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	10 745 000,00	143 507,97	10 888 507,97	6 846 509,76	579 926,22	-579 926,22	6 846 509,76	579 926,22	-579 926,22	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2008	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
DSS - Développement social et santé	177 188 000,00	-	177 188 000,00	172 513 315,97	154 644,02	-	172 513 315,97	154 644,02	-	-	154 644,02	154 644,02
931 - Formation professionnelle et apprentissage	164 151 000,00	-	164 151 000,00	160 848 491,61	14 270,84	-	160 848 491,61	14 270,84	-	-	14 270,84	14 270,84
11 - Formation professionnelle	3 388 000,00	-	3 388 000,00	3 251 342,40	-	-	3 251 342,40	-	-	-	-	-
113	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	160 763 000,00	-	160 763 000,00	157 597 149,21	14 270,84	-	157 597 149,21	14 270,84	-	-	14 270,84	14 270,84
934 - Santé et Action sociale	13 037 000,00	-	13 037 000,00	11 664 824,36	140 373,18	-	11 664 824,36	140 373,18	-	-	140 373,18	140 373,18
40 - Services communs	1 992 000,00	111 500,00	2 103 500,00	1 925 446,86	4 828,18	-	1 925 446,86	4 828,18	-	-	4 828,18	4 828,18
41 - Santé	6 045 000,00	-80 000,00	5 965 000,00	5 690 061,22	-	-	5 690 061,22	-	-	-	-	-
42 - Action sociale	5 000 000,00	-31 500,00	4 968 500,00	4 049 316,28	135 545,00	-	4 049 316,28	135 545,00	-	-	135 545,00	135 545,00
EAE - Environnement et énergie	30 858 000,00	-141 018,00	30 716 982,00	21 904 721,82	164 600,10	-164 600,10	21 904 721,82	164 600,10	-164 600,10	-	-	-
932	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
28	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	25 438 000,00	-	25 438 000,00	21 904 721,82	164 600,10	-164 600,10	21 904 721,82	164 600,10	-164 600,10	-	-	-
71 - Actions transversales	7 210 000,00	-	7 210 000,00	5 580 238,34	6 943,50	-6 943,50	5 580 238,34	6 943,50	-6 943,50	-	-	-
72 - Actions en matière de déchets	1 700 000,00	-	1 700 000,00	1 321 325,20	153 108,39	-153 108,39	1 321 325,20	153 108,39	-153 108,39	-	-	-
73 - Politique de l'air	1 500 000,00	-28 551,00	1 471 449,00	881 363,14	3 825,24	-3 825,24	881 363,14	3 825,24	-3 825,24	-	-	-
74 - Politique de l'eau	775 000,00	-	775 000,00	448 840,11	-	-	448 840,11	-	-	-	-	-
75 - Politique de l'énergie	433 000,00	28 551,00	461 551,00	259 590,51	-	-	259 590,51	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	13 270 000,00	-	13 270 000,00	12 907 704,52	722,97	-722,97	12 907 704,52	722,97	-722,97	-	-	-
78 - Autres actions	550 000,00	-	550 000,00	505 660,00	-	-	505 660,00	-	-	-	-	-
939 - Action Economique	5 420 000,00	-141 018,00	5 278 982,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	5 420 000,00	-141 018,00	5 278 982,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	210 893 000,00	2 434 383,00	213 327 383,00	209 032 014,35	10 064,39	-10 064,39	209 032 014,35	10 064,39	-10 064,39	-	-	-
932 - Enseignement	210 893 000,00	2 434 383,00	213 327 383,00	209 032 014,35	10 064,39	-10 064,39	209 032 014,35	10 064,39	-10 064,39	-	-	-
222 - Lycées publics	125 921 000,00	6 722 281,72	132 643 281,72	130 055 460,13	10 064,39	-10 064,39	130 055 460,13	10 064,39	-10 064,39	-	-	-
223 - Lycées privés	38 900 000,00	1 239 155,27	40 139 155,27	39 927 484,13	-	-	39 927 484,13	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	16 062 000,00	2 568 387,55	18 630 387,55	18 622 646,22	-	-	18 622 646,22	-	-	-	-	-
28 - Autres services périscolaires et annexes	30 010 000,00	-8 095 441,54	21 914 558,46	20 426 423,87	-	-	20 426 423,87	-	-	-	-	-
ESU - Enseignement supérieur	13 300 000,00	-	13 300 000,00	11 560 637,36	-	-	11 560 637,36	-	-	-	-	-
932 - Enseignement	13 300 000,00	-	13 300 000,00	11 560 637,36	-	-	11 560 637,36	-	-	-	-	-
23 - Enseignement supérieur	13 300 000,00	-	13 300 000,00	11 560 637,36	-	-	11 560 637,36	-	-	-	-	-
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	634 083 000,00	560 978,00	634 643 978,00	600 803 340,17	11 970 143,52	-11 676 433,51	600 803 340,17	11 706 785,16	-11 676 433,51	-	293 710,01	30 351,65
931 - Formation professionnelle et apprentissage	634 083 000,00	560 978,00	634 643 978,00	562 663 471,30	11 930 555,92	-11 636 845,91	562 663 471,30	11 667 197,56	-11 636 845,91	-	293 710,01	30 351,65
10 - Services Communs	7 966 000,00	63 836,50	8 029 836,50	7 445 059,09	30 351,65	-	7 445 059,09	30 351,65	-	-	30 351,65	30 351,65
11 - Formation professionnelle	275 397 000,00	560 978,00	275 957 978,00	250 657 342,49	11 900 204,27	-11 636 845,91	250 657 342,49	11 636 845,91	-11 636 845,91	-	263 358,36	-
111	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
112	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
113	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
114	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
115	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
116	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12 - Apprentissage	350 720 000,00	-63 836,50	350 656 163,50	304 561 069,72	-	-	304 561 069,72	-	-	-	-	-
939 - Action économique	-	-	-	38 139 868,87	39 587,60	-39 587,60	38 139 868,87	39 587,60	-39 587,60	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	38 139 868,87	39 587,60	-39 587,60	38 139 868,87	39 587,60	-39 587,60	-	-	-
LO - Logement	1 950 000,00	-	1 950 000,00	1 378 941,40	-	-	1 378 941,40	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	1 950 000,00	-	1 950 000,00	1 378 941,40	-	-	1 378 941,40	-	-	-	-	-
50 - Services communs	100 000,00	-	100 000,00	7 100,00	-	-	7 100,00	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	1 850 000,00	-	1 850 000,00	1 371 841,40	-	-	1 371 841,40	-	-	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2008	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
MO - Mobilités	150 000,00	-	150 000,00	918,30	-	-	918,30	-	-	-	-	-
937 - Environnement	150 000,00	-	150 000,00	918,30	-	-	918,30	-	-	-	-	-
78 - Autre actions	150 000,00	-	150 000,00	918,30	-	-	918,30	-	-	-	-	-
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	47 812 000,00	350 000,00	48 162 000,00	46 490 675,63	19 319,30	-19 319,30	46 490 675,63	19 319,30	-19 319,30	-	-	-
930 - Services généraux	47 312 000,00	350 000,00	47 662 000,00	46 490 675,63	19 319,30	-19 319,30	46 490 675,63	19 319,30	-19 319,30	-	-	-
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	42 753 000,00	350 000,00	43 103 000,00	42 341 962,27	18 635,36	-18 635,36	42 341 962,27	18 635,36	-18 635,36	-	-	-
021 - Conseil régional	3 899 000,00	-	3 899 000,00	3 734 013,87	585,96	-585,96	3 734 013,87	585,96	-585,96	-	-	-
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	660 000,00	-	660 000,00	414 699,49	97,98	-97,98	414 699,49	97,98	-97,98	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	500 000,00	-	500 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	500 000,00	-	500 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PRH - Personnel et Ressources humaines	3 642 000,00	-350 000,00	3 292 000,00	2 798 934,17	7 211,60	-7 211,60	2 798 934,17	7 211,60	-7 211,60	-	-	-
930 - Services généraux	3 262 000,00	-350 000,00	2 912 000,00	2 424 760,86	7 211,60	-7 211,60	2 424 760,86	7 211,60	-7 211,60	-	-	-
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	2 319 000,00	-350 000,00	1 969 000,00	1 796 304,06	-	-	1 796 304,06	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	770 000,00	-	770 000,00	587 593,52	7 211,60	-7 211,60	587 593,52	7 211,60	-7 211,60	-	-	-
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	173 000,00	-	173 000,00	40 863,28	-	-	40 863,28	-	-	-	-	-
932 - Enseignement	380 000,00	-	380 000,00	374 173,31	-	-	374 173,31	-	-	-	-	-
222 - Lycées publics	380 000,00	-	380 000,00	374 173,31	-	-	374 173,31	-	-	-	-	-
944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	9 940 000,00	-70 763,50	9 869 236,50	3 090 232,06	-	-	3 090 232,06	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	9 940 000,00	-70 763,50	9 869 236,50	3 090 232,06	-	-	3 090 232,06	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	9 940 000,00	-70 763,50	9 869 236,50	3 090 232,06	-	-	3 090 232,06	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	41 648 000,00	-	41 648 000,00	26 653 042,64	-	-	26 653 042,64	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	1 848 000,00	-	1 848 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information	1 848 000,00	-	1 848 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	39 800 000,00	-	39 800 000,00	26 653 042,64	-	-	26 653 042,64	-	-	-	-	-
92 - Recherche et innovation	39 800 000,00	-	39 800 000,00	26 653 042,64	-	-	26 653 042,64	-	-	-	-	-
RUR - Ruralité	-	-	-	3 515 075,67	2 247,39	-2 247,39	3 515 075,67	2 247,39	-2 247,39	-	-	-
937 - Environnement	-	-	-	3 515 075,67	2 247,39	-2 247,39	3 515 075,67	2 247,39	-2 247,39	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	3 515 075,67	2 247,39	-2 247,39	3 515 075,67	2 247,39	-2 247,39	-	-	-
SE - Sécurité	2 756 000,00	70 763,50	2 826 763,50	2 648 269,15	-	-	2 648 269,15	-	-	-	-	-
932 - Enseignement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
222	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
27 - Sécurité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	2 756 000,00	70 763,50	2 826 763,50	2 648 269,15	-	-	2 648 269,15	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	2 756 000,00	70 763,50	2 826 763,50	2 648 269,15	-	-	2 648 269,15	-	-	-	-	-
SI - Systèmes d'Information	4 117 000,00	-	4 117 000,00	4 086 502,73	10 001,80	-10 001,80	4 086 502,73	10 001,80	-10 001,80	-	-	-
930 - Services généraux	4 117 000,00	-	4 117 000,00	4 086 502,73	10 001,80	-10 001,80	4 086 502,73	10 001,80	-10 001,80	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	4 117 000,00	-	4 117 000,00	4 086 502,73	10 001,80	-10 001,80	4 086 502,73	10 001,80	-10 001,80	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2008	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
SL - Sports et Loisirs	9 585 000,00	-	9 585 000,00	8 662 786,59	51,65	-	8 662 786,59	51,65	-	-	51,65	51,65
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
931 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
114	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	9 585 000,00	-	9 585 000,00	8 662 786,59	51,65	-	8 662 786,59	51,65	-	-	51,65	51,65
32 - Sports	8 115 000,00	75 000,00	8 190 000,00	7 971 804,28	51,65	-	7 971 804,28	51,65	-	-	51,65	51,65
33 - Loisirs	1 470 000,00	-75 000,00	1 395 000,00	690 982,31	-	-	690 982,31	-	-	-	-	-
TC - Transports en commun	677 415 000,00	-	677 415 000,00	654 577 124,16	56 624,46	-56 624,46	654 577 124,16	56 624,46	-56 624,46	-	-	-
938 - Transports	677 415 000,00	-	677 415 000,00	654 577 124,16	56 624,46	-56 624,46	654 577 124,16	56 624,46	-56 624,46	-	-	-
80 - Services communs	770 000,00	54 052,00	824 052,00	433 170,29	56 619,48	-56 619,48	433 170,29	56 619,48	-56 619,48	-	-	-
810 - Services communs	667 645 000,00	-54 052,00	667 590 948,00	649 984 296,19	4,98	-4,98	649 984 296,19	4,98	-4,98	-	-	-
818 - Autres transports en commun	9 000 000,00	-	9 000 000,00	4 159 657,68	-	-	4 159 657,68	-	-	-	-	-
TMSP - Transports de marchandise en site propre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
938	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
885	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	23 675 000,00	-	23 675 000,00	24 123 133,43	-	-	24 123 133,43	-	-	-	-	-
939 - Action économique	23 675 000,00	-	23 675 000,00	24 123 133,43	-	-	24 123 133,43	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	23 675 000,00	-	23 675 000,00	24 123 133,43	-	-	24 123 133,43	-	-	-	-	-
UE - Fonds européens	-	-	-	960 049,84	23 721,89	-	966 481,50	23 721,89	-	-	23 721,89	23 721,89
930 - Services généraux	-	-	-	960 049,84	23 721,89	-	966 481,50	23 721,89	-	-	23 721,89	23 721,89
0202 - Autres moyens généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
042 - Actions européennes	-	-	-	960 049,84	23 721,89	-	966 481,50	23 721,89	-	-	23 721,89	23 721,89
936 - Gestion des fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
61 - FSE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62 - FEDER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
63 - Autres (FEADER)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
630 - FEADER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 064 523 000,00	5 505 361,00	2 070 028 361,00	1 936 765 485,54	13 988 547,11	-13 370 532,30	1 936 689 391,43	13 670 112,78	-13 397 982,10	-	618 014,81	272 130,68
				93,56 %						-	-95,58 %	-98,01 %

LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT 2009

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2009	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
AGRI - Agriculture	-	-	-	4 346 677,40	4 800,00	-4 800,00	4 346 677,40	4 800,00	-4 800,00	-	-	-
939 - Action économique	-	-	-	4 346 677,40	4 800,00	-4 800,00	4 346 677,40	4 800,00	-4 800,00	-	-	-
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	-	-	-	4 346 677,40	4 800,00	-4 800,00	4 346 677,40	4 800,00	-4 800,00	-	-	-
AIE - Actions internationales	4 703 000,00	-500 000,00	4 203 000,00	2 703 656,85	126 237,24	-118 322,92	2 692 677,62	126 237,24	-118 322,92	-	7 914,32	7 914,32
930 - Services généraux	4 703 000,00	-500 000,00	4 203 000,00	2 703 656,85	126 237,24	-118 322,92	2 692 677,62	126 237,24	-118 322,92	-	7 914,32	7 914,32
042 - Actions européennes	1 200 000,00	-178 813,00	1 021 187,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
044 - Aide publique au développement	2 250 000,00	-	2 250 000,00	1 936 760,36	8 479,23	-3 064,91	1 928 281,13	8 479,23	-3 064,91	-	5 414,32	5 414,32
048 - Autres actions internationales	1 253 000,00	-321 187,00	931 813,00	766 896,49	117 758,01	-115 258,01	764 396,49	117 758,01	-115 258,01	-	2 500,00	2 500,00
AM - Aménagement	29 447 000,00	-	29 447 000,00	23 580 035,84	32 961,38	-32 961,38	23 580 035,84	44 045,13	-44 045,13	-	-	-
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	25 450 000,00	-	25 450 000,00	23 580 035,84	32 961,38	-32 961,38	23 580 035,84	44 045,13	-44 045,13	-	-	-
50 - Services communs	21 450 000,00	-	21 450 000,00	20 560 473,34	32 961,38	-32 961,38	20 560 473,34	44 045,13	-44 045,13	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	4 000 000,00	-	4 000 000,00	3 019 562,50	-	-	3 019 562,50	-	-	-	-	-
937 - Environnement	3 997 000,00	-	3 997 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	3 997 000,00	-	3 997 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CI - Citoyenneté	5 540 000,00	-544 000,00	4 996 000,00	10 702 541,10	8 061,33	-	10 702 541,10	8 061,33	-	-	8 061,33	8 061,33
930 - Services généraux	4 540 000,00	-544 000,00	3 996 000,00	3 095 359,69	8 061,33	-	3 095 359,69	8 061,33	-	-	8 061,33	8 061,33
0202 - Autres moyens généraux	350 000,00	-350 000,00	-	465 712,43	-	-	465 712,43	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	4 190 000,00	-194 000,00	3 996 000,00	2 629 647,26	8 061,33	-	2 629 647,26	8 061,33	-	-	8 061,33	8 061,33
934 - Développement social et santé	1 000 000,00	-	1 000 000,00	573 064,99	-	-	573 064,99	-	-	-	-	-
40 - Services communs	1 000 000,00	-	1 000 000,00	573 064,99	-	-	573 064,99	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	7 034 116,42	-	-	7 034 116,42	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	-	-	-	7 034 116,42	-	-	7 034 116,42	-	-	-	-	-
COM - Communication	13 900 000,00	434 000,00	14 334 000,00	13 158 548,84	4 990,00	-4 990,00	13 158 548,84	4 990,00	-4 990,00	-	-	-
930 - Services généraux	13 900 000,00	434 000,00	14 334 000,00	13 158 548,84	4 990,00	-4 990,00	13 158 548,84	4 990,00	-4 990,00	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	13 900 000,00	434 000,00	14 334 000,00	13 158 548,84	4 990,00	-4 990,00	13 158 548,84	4 990,00	-4 990,00	-	-	-
CU - Culture	54 560 000,00	2 010 000,00	56 570 000,00	54 737 482,40	6 340,62	-	54 733 026,80	1 885,02	-	-	6 340,62	1 885,02
933 - Culture, sports et loisirs	54 560 000,00	2 010 000,00	56 570 000,00	54 737 482,40	6 340,62	-	54 733 026,80	1 885,02	-	-	6 340,62	1 885,02
312 - Activités culturelles et artistiques	54 381 000,00	2 000 000,00	56 381 000,00	54 168 201,75	1 871,01	-	54 168 201,75	1 871,01	-	-	1 871,01	1 871,01
313 - Patrimoine	179 000,00	10 000,00	189 000,00	569 280,65	4 469,61	-	564 825,05	14,01	-	-	4 469,61	14,01
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	92 669 000,00	-	92 669 000,00	40 181 910,62	658 002,47	-658 002,47	40 181 910,62	658 002,47	-658 002,47	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	2 299 518,43	-	-	2 299 518,43	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	2 299 518,43	-	-	2 299 518,43	-	-	-	-	-
939 - Action économique	92 669 000,00	-	92 669 000,00	37 882 392,19	658 002,47	-658 002,47	37 882 392,19	658 002,47	-658 002,47	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	74 054 000,00	-163 985,00	73 890 015,00	19 196 733,41	2 651,49	-2 651,49	19 196 733,41	2 651,49	-2 651,49	-	-	-
92 - Recherche et innovation	-	-	-	7 597 007,53	-	-	7 597 007,53	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	18 615 000,00	163 985,00	18 778 985,00	11 088 651,25	655 350,98	-655 350,98	11 088 651,25	655 350,98	-655 350,98	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2009	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
DSS - Développement social et santé	179 916 000,00	-	179 916 000,00	172 197 395,04	248 529,28	-	172 197 395,04	248 529,28	-	-	248 529,28	248 529,28
931 - Formation professionnelle et apprentissage	166 629 000,00	-	166 629 000,00	160 590 241,19	4 181,35	-	160 590 241,19	4 181,35	-	-	4 181,35	4 181,35
11 - Formation professionnelle	3 388 000,00	-	3 388 000,00	2 160 118,00	-	-	2 160 118,00	-	-	-	-	-
113	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	163 241 000,00	-	163 241 000,00	158 430 123,19	4 181,35	-	158 430 123,19	4 181,35	-	-	4 181,35	4 181,35
934 - Santé et Action sociale	13 287 000,00	-	13 287 000,00	11 607 153,85	244 347,93	-	11 607 153,85	244 347,93	-	-	244 347,93	244 347,93
40 - Services communs	1 942 000,00	155 825,00	2 097 825,00	1 892 481,90	55 442,26	-	1 892 481,90	55 442,26	-	-	55 442,26	55 442,26
41 - Santé	6 447 000,00	-	6 447 000,00	6 130 334,33	179 446,07	-	6 130 334,33	179 446,07	-	-	179 446,07	179 446,07
42 - Action sociale	4 898 000,00	-155 825,00	4 742 175,00	3 584 337,62	9 459,60	-	3 584 337,62	9 459,60	-	-	9 459,60	9 459,60
EAE - Environnement et énergie	32 649 000,00	-	32 649 000,00	24 603 736,46	67 660,18	-67 660,18	24 603 736,46	67 660,18	-67 660,18	-	-	-
932	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
28	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	27 279 000,00	-	27 279 000,00	24 603 736,46	67 660,18	-67 660,18	24 603 736,46	67 660,18	-67 660,18	-	-	-
71 - Actions transversales	6 510 000,00	-9 738,80	6 500 261,20	5 575 487,42	35 317,99	-35 317,99	5 575 487,42	35 317,99	-35 317,99	-	-	-
72 - Actions en matière de déchets	1 750 000,00	-	1 750 000,00	1 520 637,58	30 814,12	-30 814,12	1 520 637,58	30 814,12	-30 814,12	-	-	-
73 - Politique de l'air	1 554 000,00	-57 812,52	1 496 187,48	1 037 800,08	1 528,07	-1 528,07	1 037 800,08	1 528,07	-1 528,07	-	-	-
74 - Politique de l'eau	535 000,00	16 151,32	551 151,32	495 009,82	-	-	495 009,82	-	-	-	-	-
75 - Politique de l'énergie	540 000,00	51 400,00	591 400,00	386 489,24	-	-	386 489,24	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	15 640 000,00	-	15 640 000,00	14 884 312,32	-	-	14 884 312,32	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	750 000,00	-	750 000,00	704 000,00	-	-	704 000,00	-	-	-	-	-
939 - Action Economique	5 370 000,00	-	5 370 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	5 370 000,00	-	5 370 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	221 934 000,00	-	221 934 000,00	211 317 891,06	104 900,94	-104 900,94	211 317 891,06	104 900,94	-104 900,94	-	-	-
932 - Enseignement	221 934 000,00	-	221 934 000,00	211 317 891,06	104 900,94	-104 900,94	211 317 891,06	104 900,94	-104 900,94	-	-	-
222 - Lycées publics	130 011 000,00	1 367 714,20	131 378 714,20	129 010 417,28	104 900,94	-104 900,94	129 010 417,28	104 900,94	-104 900,94	-	-	-
223 - Lycées privés	39 990 000,00	1 682 488,60	41 672 488,60	41 672 487,66	-	-	41 672 487,66	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	18 033 000,00	392 059,00	18 425 059,00	18 401 988,80	-	-	18 401 988,80	-	-	-	-	-
28 - Autres services périscolaires et annexes	33 900 000,00	-3 442 261,80	30 457 738,20	22 232 997,32	-	-	22 232 997,32	-	-	-	-	-
ESU - Enseignement supérieur	13 080 000,00	-	13 080 000,00	11 284 248,71	46 686,59	-46 686,59	11 284 248,71	46 686,59	-46 686,59	-	-	-
932 - Enseignement	13 080 000,00	-	13 080 000,00	11 284 248,71	46 686,59	-46 686,59	11 284 248,71	46 686,59	-46 686,59	-	-	-
23 - Enseignement supérieur	13 080 000,00	-	13 080 000,00	11 284 248,71	46 686,59	-46 686,59	11 284 248,71	46 686,59	-46 686,59	-	-	-
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	633 767 000,00	-	633 767 000,00	576 135 763,92	13 145 580,54	-13 123 784,15	576 135 763,92	13 145 580,54	-13 123 784,15	-	21 796,39	21 796,39
931 - Formation professionnelle et apprentissage	633 767 000,00	-	633 767 000,00	527 726 853,27	13 138 687,54	-13 116 891,15	527 726 853,27	13 138 687,54	-13 116 891,15	-	21 796,39	21 796,39
10 - Services Communs	8 203 000,00	200 000,00	8 403 000,00	7 680 178,93	21 796,39	-	7 680 178,93	21 796,39	-	-	21 796,39	21 796,39
11 - Formation professionnelle	273 086 000,00	4 451 852,00	277 537 852,00	254 522 302,83	13 116 891,15	-13 116 891,15	254 522 302,83	13 116 891,15	-13 116 891,15	-	-	-
111	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
112	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
113	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
114	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
115	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
116	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12 - Apprentissage	352 478 000,00	-4 651 852,00	347 826 148,00	265 524 371,51	-	-	265 524 371,51	-	-	-	-	-
939 - Action économique	-	-	-	48 408 910,65	6 893,00	-6 893,00	48 408 910,65	6 893,00	-6 893,00	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	48 408 910,65	6 893,00	-6 893,00	48 408 910,65	6 893,00	-6 893,00	-	-	-
LO - Logement	1 790 000,00	-	1 790 000,00	1 253 641,60	-	-	1 253 641,60	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	1 790 000,00	-	1 790 000,00	1 253 641,60	-	-	1 253 641,60	-	-	-	-	-
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	1 790 000,00	-	1 790 000,00	1 253 641,60	-	-	1 253 641,60	-	-	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2009	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
MO - Mobilités	50 000,00	-	50 000,00	18 887,59	325,86	-325,86	18 887,59	325,86	-325,86	-	-	-
937 - Environnement	50 000,00	-	50 000,00	18 887,59	325,86	-325,86	18 887,59	325,86	-325,86	-	-	-
78 - Autre actions	50 000,00	-	50 000,00	18 887,59	325,86	-325,86	18 887,59	325,86	-325,86	-	-	-
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	49 858 000,00	-943 000,00	48 915 000,00	47 922 585,73	9 911,22	-9 911,22	47 922 585,73	9 911,22	-9 911,22	-	-	-
930 - Services généraux	49 358 000,00	-943 000,00	48 415 000,00	47 922 585,73	9 911,22	-9 911,22	47 922 585,73	9 911,22	-9 911,22	-	-	-
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	44 883 000,00	-943 000,00	43 940 000,00	43 859 987,37	9 729,27	-9 729,27	43 859 987,37	9 729,27	-9 729,27	-	-	-
021 - Conseil régional	3 915 000,00	-	3 915 000,00	3 584 364,84	181,95	-181,95	3 584 364,84	181,95	-181,95	-	-	-
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	560 000,00	-	560 000,00	478 233,52	-	-	478 233,52	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	500 000,00	-	500 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	500 000,00	-	500 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PRH - Personnel et Ressources humaines	3 258 000,00	-	3 258 000,00	2 844 450,84	56 606,08	-56 606,08	2 844 450,84	56 606,08	-56 606,08	-	-	-
930 - Services généraux	2 943 000,00	-	2 943 000,00	2 532 245,75	56 604,08	-56 604,08	2 532 245,75	56 604,08	-56 604,08	-	-	-
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	2 000 000,00	113 000,00	2 113 000,00	1 946 389,99	35 097,33	-35 097,33	1 946 389,99	35 097,33	-35 097,33	-	-	-
021 - Conseil régional	770 000,00	-	770 000,00	530 365,76	18 356,75	-18 356,75	530 365,76	18 356,75	-18 356,75	-	-	-
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	173 000,00	-113 000,00	60 000,00	55 490,00	3 150,00	-3 150,00	55 490,00	3 150,00	-3 150,00	-	-	-
932 - Enseignement	315 000,00	-	315 000,00	312 205,09	2,00	-2,00	312 205,09	2,00	-2,00	-	-	-
222 - Lycées publics	315 000,00	-	315 000,00	312 205,09	2,00	-2,00	312 205,09	2,00	-2,00	-	-	-
944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	9 600 000,00	-	9 600 000,00	36 720,00	-	-	36 720,00	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	9 600 000,00	-	9 600 000,00	36 720,00	-	-	36 720,00	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	9 600 000,00	-	9 600 000,00	36 720,00	-	-	36 720,00	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	43 146 000,00	-	43 146 000,00	26 358 466,44	2 392,00	-2 392,00	26 358 466,44	2 392,00	-2 392,00	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	2 816 000,00	-	2 816 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information	2 816 000,00	-	2 816 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	40 330 000,00	-	40 330 000,00	26 358 466,44	2 392,00	-2 392,00	26 358 466,44	2 392,00	-2 392,00	-	-	-
92 - Recherche et innovation	40 330 000,00	-	40 330 000,00	26 358 466,44	2 392,00	-2 392,00	26 358 466,44	2 392,00	-2 392,00	-	-	-
RUR - Ruralité	-	-	-	3 618 310,43	28 499,59	-28 499,59	3 618 310,43	28 499,59	-28 499,59	-	-	-
937 - Environnement	-	-	-	3 618 310,43	28 499,59	-28 499,59	3 618 310,43	28 499,59	-28 499,59	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	3 618 310,43	28 499,59	-28 499,59	3 618 310,43	28 499,59	-28 499,59	-	-	-
SE - Sécurité	3 248 000,00	-	3 248 000,00	2 997 573,35	-	-	2 997 573,35	-	-	-	-	-
932 - Enseignement	487 000,00	-	487 000,00	487 000,00	-	-	487 000,00	-	-	-	-	-
222	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
27 - Sécurité	487 000,00	-	487 000,00	487 000,00	-	-	487 000,00	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	2 761 000,00	-	2 761 000,00	2 510 573,35	-	-	2 510 573,35	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	2 761 000,00	-	2 761 000,00	2 510 573,35	-	-	2 510 573,35	-	-	-	-	-
SI - Systèmes d'Information	4 893 000,00	1 553 000,00	6 446 000,00	5 284 847,64	85 884,27	-85 884,27	5 284 847,64	85 884,27	-85 884,27	-	-	-
930 - Services généraux	4 893 000,00	1 553 000,00	6 446 000,00	5 284 847,64	85 884,27	-85 884,27	5 284 847,64	85 884,27	-85 884,27	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	4 893 000,00	1 553 000,00	6 446 000,00	5 284 847,64	85 884,27	-85 884,27	5 284 847,64	85 884,27	-85 884,27	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2009	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
SL - Sports et Loisirs	9 469 000,00	-	9 469 000,00	8 157 716,53	25 512,20	-	8 157 716,53	25 512,20	-	-	25 512,20	25 512,20
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
931 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
114	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	9 469 000,00	-	9 469 000,00	8 157 716,53	25 512,20	-	8 157 716,53	25 512,20	-	-	25 512,20	25 512,20
32 - Sports	8 059 000,00	-	8 059 000,00	7 578 647,24	25 000,20	-	7 578 647,24	25 000,20	-	-	25 000,20	25 000,20
33 - Loisirs	1 410 000,00	-	1 410 000,00	579 069,29	512,00	-	579 069,29	512,00	-	-	512,00	512,00
TC - Transports en commun	693 355 000,00	-	693 355 000,00	686 415 078,01	154,91	-154,91	686 415 078,01	154,91	-154,91	-	-	-
938 - Transports	693 355 000,00	-	693 355 000,00	686 415 078,01	154,91	-154,91	686 415 078,01	154,91	-154,91	-	-	-
80 - Services communs	1 000 000,00	-	1 000 000,00	53 779,26	154,91	-154,91	53 779,26	154,91	-154,91	-	-	-
810 - Services communs	683 355 000,00	-	683 355 000,00	679 822 006,58	-	-	679 822 006,58	-	-	-	-	-
818 - Autres transports en commun	9 000 000,00	-	9 000 000,00	6 539 292,17	-	-	6 539 292,17	-	-	-	-	-
TMSP - Transports de marchandise en site propre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
938	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
885	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	24 583 000,00	-	24 583 000,00	25 015 882,27	118,00	-	25 015 764,27	118,00	-	-	118,00	118,00
939 - Action économique	24 583 000,00	-	24 583 000,00	25 015 882,27	118,00	-	25 015 764,27	118,00	-	-	118,00	118,00
95 - Tourisme et thermalisme	24 583 000,00	-	24 583 000,00	25 015 882,27	118,00	-	25 015 764,27	118,00	-	-	118,00	118,00
UE - Fonds européens	-	-	-	972 808,72	294 569,98	-	972 808,72	294 569,98	-	-	294 569,98	294 569,98
930 - Services généraux	-	-	-	972 808,72	294 569,98	-	972 808,72	294 569,98	-	-	294 569,98	294 569,98
0202 - Autres moyens généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
042 - Actions européennes	-	-	-	972 808,72	294 569,98	-	972 808,72	294 569,98	-	-	294 569,98	294 569,98
936 - Gestion des fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
61 - FSE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62 - FEDER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
63 - Autres (FEADER)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
630 - FEADER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 125 415 000,00	2 010 000,00	2 127 425 000,00	1 955 846 857,39	14 958 724,68	-14 345 882,56	1 955 831 304,56	14 965 352,83	-14 356 966,31	-	612 842,12	608 386,52
				91,93 %						-	-95,90 %	-95,93 %

LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT 2010

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2010	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
AGRI - Agriculture	-	-	-	4 885 991,08	610,35	-610,35	4 885 991,08	610,35	-610,35	-	-	-
939 - Action économique	-	-	-	4 885 991,08	610,35	-610,35	4 885 991,08	610,35	-610,35	-	-	-
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	-	-	-	4 885 991,08	610,35	-610,35	4 885 991,08	610,35	-610,35	-	-	-
AIE - Actions internationales	5 110 000,00	-	5 110 000,00	2 943 166,39	431,91	-431,91	2 943 166,39	431,91	-431,91	-	-	-
930 - Services généraux	5 110 000,00	-	5 110 000,00	2 943 166,39	431,91	-431,91	2 943 166,39	431,91	-431,91	-	-	-
042 - Actions européennes	1 200 000,00	-	1 200 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
044 - Aide publique au développement	2 460 000,00	-	2 460 000,00	2 081 554,18	45,04	-45,04	2 081 554,18	45,04	-45,04	-	-	-
048 - Autres actions internationales	1 450 000,00	-	1 450 000,00	861 612,21	386,87	-386,87	861 612,21	386,87	-386,87	-	-	-
AM - Aménagement	28 622 000,00	-	28 622 000,00	19 781 421,95	0,01	-0,01	19 781 421,95	1 638,04	-1 638,04	-	-0,00	-
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	23 924 000,00	-	23 924 000,00	19 781 421,95	0,01	-0,01	19 781 421,95	1 638,04	-1 638,04	-	-0,00	-
50 - Services communs	20 714 000,00	-70 000,00	20 644 000,00	19 678 120,86	0,01	-0,01	19 678 120,86	1 638,04	-1 638,04	-	-0,00	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	3 210 000,00	70 000,00	3 280 000,00	103 301,09	-	-	103 301,09	-	-	-	-	-
937 - Environnement	4 698 000,00	-	4 698 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	4 698 000,00	-	4 698 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CI - Citoyenneté	5 500 000,00	-	5 500 000,00	10 174 404,44	15 609,29	-	10 174 496,91	15 609,29	-	-	15 609,29	15 609,29
930 - Services généraux	4 500 000,00	-	4 500 000,00	3 068 834,97	13 827,22	-	3 068 927,44	13 827,22	-	-	13 827,22	13 827,22
0202 - Autres moyens généraux	300 000,00	-	300 000,00	185 493,08	-	-	185 493,08	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	4 200 000,00	-	4 200 000,00	2 883 341,89	13 827,22	-	2 883 434,36	13 827,22	-	-	13 827,22	13 827,22
934 - Développement social et santé	1 000 000,00	-	1 000 000,00	581 275,61	-	-	581 275,61	-	-	-	-	-
40 - Services communs	1 000 000,00	-	1 000 000,00	581 275,61	-	-	581 275,61	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	6 524 293,86	1 782,07	-	6 524 293,86	1 782,07	-	-	1 782,07	1 782,07
51 - Politique de la ville	-	-	-	6 524 293,86	1 782,07	-	6 524 293,86	1 782,07	-	-	1 782,07	1 782,07
COM - Communication	13 900 000,00	-	13 900 000,00	11 484 062,50	3 289,00	-3 289,00	11 484 062,50	3 289,00	-3 289,00	-	-	-
930 - Services généraux	13 900 000,00	-	13 900 000,00	11 484 062,50	3 289,00	-3 289,00	11 484 062,50	3 289,00	-3 289,00	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	13 900 000,00	-	13 900 000,00	11 484 062,50	3 289,00	-3 289,00	11 484 062,50	3 289,00	-3 289,00	-	-	-
CU - Culture	55 704 000,00	2 000 000,00	57 704 000,00	55 423 992,10	2 535,89	-	55 423 992,10	2 535,89	-	-	2 535,89	2 535,89
933 - Culture, sports et loisirs	55 704 000,00	2 000 000,00	57 704 000,00	55 423 992,10	2 535,89	-	55 423 992,10	2 535,89	-	-	2 535,89	2 535,89
312 - Activités culturelles et artistiques	55 525 000,00	2 000 000,00	57 525 000,00	54 881 471,91	2 535,88	-	54 881 471,91	2 535,88	-	-	2 535,88	2 535,88
313 - Patrimoine	179 000,00	-	179 000,00	542 520,19	0,01	-	542 520,19	0,01	-	-	0,01	0,01
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	87 875 000,00	-	87 875 000,00	39 318 008,18	1 405 580,42	-1 405 580,42	39 318 008,18	1 405 580,42	-1 405 580,42	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	1 476 220,47	-	-	1 476 220,47	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	1 476 220,47	-	-	1 476 220,47	-	-	-	-	-
939 - Action économique	87 875 000,00	-	87 875 000,00	37 841 787,71	1 405 580,42	-1 405 580,42	37 841 787,71	1 405 580,42	-1 405 580,42	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	72 075 000,00	-	72 075 000,00	21 175 139,86	555 745,02	-555 745,02	21 175 139,86	555 745,02	-555 745,02	-	-	-
92 - Recherche et innovation	-	-	-	8 195 979,94	-	-	8 195 979,94	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	15 800 000,00	-	15 800 000,00	8 470 667,91	849 835,40	-849 835,40	8 470 667,91	849 835,40	-849 835,40	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2010	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
DSS - Développement social et santé	178 305 000,00	-	178 305 000,00	171 684 209,29	10 628,58	-	171 684 209,29	10 628,58	-	-	10 628,58	10 628,58
931 - Formation professionnelle et apprentissage	166 910 000,00	-	166 910 000,00	161 622 727,66	240,75	-	161 622 727,66	240,75	-	-	240,75	240,75
11 - Formation professionnelle	3 388 000,00	-	3 388 000,00	3 296 045,00	-	-	3 296 045,00	-	-	-	-	-
113	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	163 522 000,00	-	163 522 000,00	158 326 682,66	240,75	-	158 326 682,66	240,75	-	-	240,75	240,75
934 - Santé et Action sociale	11 395 000,00	-	11 395 000,00	10 061 481,63	10 387,83	-	10 061 481,63	10 387,83	-	-	10 387,83	10 387,83
40 - Services communs	1 852 000,00	44 296,00	1 896 296,00	1 700 532,11	1 106,27	-	1 700 532,11	1 106,27	-	-	1 106,27	1 106,27
41 - Santé	6 037 000,00	-	6 037 000,00	5 454 713,00	9 281,56	-	5 454 713,00	9 281,56	-	-	9 281,56	9 281,56
42 - Action sociale	3 506 000,00	-44 296,00	3 461 704,00	2 906 236,52	-	-	2 906 236,52	-	-	-	-	-
EAE - Environnement et énergie	32 630 000,00	-	32 630 000,00	24 390 023,82	151 011,82	-122 620,85	24 267 016,31	151 011,82	-151 011,82	-	28 390,97	-
932	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
28	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	27 140 000,00	-	27 140 000,00	24 390 023,82	151 011,82	-122 620,85	24 267 016,31	151 011,82	-151 011,82	-	28 390,97	-
71 - Actions transversales	6 275 000,00	166 201,67	6 441 201,67	5 825 988,75	5 741,03	-5 741,03	5 825 988,75	5 741,03	-5 741,03	-	-	-
72 - Actions en matière de déchets	2 750 000,00	-	2 750 000,00	2 435 714,91	123 218,47	-94 827,50	2 312 707,40	123 218,47	-123 218,47	-	28 390,97	-
73 - Politique de l'air	1 130 000,00	-44 775,12	1 085 224,88	869 532,16	207,51	-207,51	869 532,16	207,51	-207,51	-	-	-
74 - Politique de l'eau	565 000,00	44 775,12	609 775,12	550 278,62	-	-	550 278,62	-	-	-	-	-
75 - Politique de l'énergie	480 000,00	-89 105,00	390 895,00	472 142,36	74,14	-74,14	472 142,36	74,14	-74,14	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	15 240 000,00	-77 096,67	15 162 903,33	13 568 567,02	21 770,67	-21 770,67	13 568 567,02	21 770,67	-21 770,67	-	-	-
78 - Autres actions	700 000,00	-	700 000,00	667 800,00	-	-	667 800,00	-	-	-	-	-
939 - Action Economique	5 490 000,00	-	5 490 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	5 490 000,00	-	5 490 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	213 807 000,00	253 068,00	214 060 068,00	221 402 344,17	48 407,89	-48 407,89	221 402 344,17	48 407,89	-48 407,89	-	-	-
932 - Enseignement	213 807 000,00	253 068,00	214 060 068,00	221 402 344,17	48 407,89	-48 407,89	221 402 344,17	48 407,89	-48 407,89	-	-	-
222 - Lycées publics	128 883 000,00	1 504 307,00	130 387 307,00	128 540 941,97	10 707,51	-10 707,51	128 540 941,97	10 707,51	-10 707,51	-	-	-
223 - Lycées privés	41 749 000,00	410 834,37	42 159 834,37	42 159 834,37	-	-	42 159 834,37	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	17 059 000,00	-291 307,00	16 767 693,00	16 725 344,62	37 608,38	-37 608,38	16 725 344,62	37 608,38	-37 608,38	-	-	-
28 - Autres services périscolaires et annexes	26 116 000,00	-1 370 766,37	24 745 233,63	33 976 223,21	92,00	-92,00	33 976 223,21	92,00	-92,00	-	-	-
ESU - Enseignement supérieur	12 207 000,00	-253 068,00	11 953 932,00	9 606 648,73	1 800,00	-1 800,00	9 606 648,73	1 800,00	-1 800,00	-	-	-
932 - Enseignement	12 207 000,00	-253 068,00	11 953 932,00	9 606 648,73	1 800,00	-1 800,00	9 606 648,73	1 800,00	-1 800,00	-	-	-
23 - Enseignement supérieur	12 207 000,00	-253 068,00	11 953 932,00	9 606 648,73	1 800,00	-1 800,00	9 606 648,73	1 800,00	-1 800,00	-	-	-
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	646 737 000,00	-	646 737 000,00	597 369 163,96	18 931 492,02	-11 782 783,53	597 369 163,96	18 931 492,02	-11 782 783,53	-	7 148 708,49	7 148 708,49
931 - Formation professionnelle et apprentissage	646 737 000,00	-	646 737 000,00	558 765 341,62	18 924 883,65	-11 776 175,16	558 765 341,62	18 924 883,65	-11 776 175,16	-	7 148 708,49	7 148 708,49
10 - Services Communs	8 072 000,00	268 603,62	8 340 603,62	7 810 493,42	11 756,58	-	7 810 493,42	11 756,58	-	-	11 756,58	11 756,58
11 - Formation professionnelle	292 965 000,00	-	292 965 000,00	256 834 640,52	18 913 127,07	-11 776 175,16	256 834 640,52	18 913 127,07	-11 776 175,16	-	7 136 951,91	7 136 951,91
111	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
112	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
113	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
114	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
115	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
116	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12 - Apprentissage	345 700 000,00	-268 603,62	345 431 396,38	294 120 207,68	-	-	294 120 207,68	-	-	-	-	-
939 - Action économique	-	-	-	38 603 822,34	6 608,37	-6 608,37	38 603 822,34	6 608,37	-6 608,37	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	38 603 822,34	6 608,37	-6 608,37	38 603 822,34	6 608,37	-6 608,37	-	-	-
LO - Logement	1 353 000,00	-	1 353 000,00	1 245 744,00	-	-	1 245 744,00	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	1 353 000,00	-	1 353 000,00	1 245 744,00	-	-	1 245 744,00	-	-	-	-	-
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	1 353 000,00	-	1 353 000,00	1 245 744,00	-	-	1 245 744,00	-	-	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2010	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
MO - Mobilités	35 000,00	-	35 000,00	14 361,28	-	-	14 361,28	-	-	-	-	-
937 - Environnement	35 000,00	-	35 000,00	14 361,28	-	-	14 361,28	-	-	-	-	-
78 - Autre actions	35 000,00	-	35 000,00	14 361,28	-	-	14 361,28	-	-	-	-	-
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	50 242 000,00	65 000,00	50 307 000,00	45 490 739,77	30 485,75	-30 485,75	45 490 739,77	30 485,75	-30 485,75	-	-	-
930 - Services généraux	49 857 000,00	65 000,00	49 922 000,00	45 490 739,77	30 485,75	-30 485,75	45 490 739,77	30 485,75	-30 485,75	-	-	-
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	45 442 000,00	65 000,00	45 507 000,00	41 451 253,25	29 797,02	-29 797,02	41 451 253,25	29 797,02	-29 797,02	-	-	-
021 - Conseil régional	3 915 000,00	-	3 915 000,00	3 616 407,46	688,73	-688,73	3 616 407,46	688,73	-688,73	-	-	-
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	500 000,00	-	500 000,00	423 079,06	-	-	423 079,06	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	385 000,00	-	385 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	385 000,00	-	385 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PRH - Personnel et Ressources humaines	3 505 000,00	-65 000,00	3 440 000,00	2 886 437,70	12 626,72	-11 985,55	2 885 555,50	12 626,72	-11 985,55	-	641,17	641,17
930 - Services généraux	3 070 000,00	-65 000,00	3 005 000,00	2 480 551,41	1 523,37	-882,20	2 479 669,21	1 523,37	-882,20	-	641,17	641,17
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	2 127 000,00	-65 000,00	2 062 000,00	1 820 340,26	1 523,37	-882,20	1 819 458,06	1 523,37	-882,20	-	641,17	641,17
021 - Conseil régional	770 000,00	-	770 000,00	574 993,55	-	-	574 993,55	-	-	-	-	-
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	173 000,00	-	173 000,00	85 217,60	-	-	85 217,60	-	-	-	-	-
932 - Enseignement	435 000,00	-	435 000,00	405 886,29	11 103,35	-11 103,35	405 886,29	11 103,35	-11 103,35	-	-	-
222 - Lycées publics	435 000,00	-	435 000,00	405 886,29	11 103,35	-11 103,35	405 886,29	11 103,35	-11 103,35	-	-	-
944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	9 300 000,00	-	9 300 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	9 300 000,00	-	9 300 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	9 300 000,00	-	9 300 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	43 377 000,00	-	43 377 000,00	25 919 734,28	-	-	25 919 734,28	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	2 572 000,00	-	2 572 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information	2 572 000,00	-	2 572 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	40 805 000,00	-	40 805 000,00	25 919 734,28	-	-	25 919 734,28	-	-	-	-	-
92 - Recherche et innovation	40 805 000,00	-	40 805 000,00	25 919 734,28	-	-	25 919 734,28	-	-	-	-	-
RUR - Ruralité	-	-	-	3 934 339,40	115,32	-115,32	3 934 339,40	115,32	-115,32	-	-	-
937 - Environnement	-	-	-	3 934 339,40	115,32	-115,32	3 934 339,40	115,32	-115,32	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	3 934 339,40	115,32	-115,32	3 934 339,40	115,32	-115,32	-	-	-
SE - Sécurité	3 723 000,00	-	3 723 000,00	3 285 374,14	33 012,40	-	3 285 374,14	33 012,40	-	-	33 012,40	33 012,40
932 - Enseignement	1 115 000,00	-	1 115 000,00	1 115 064,00	33 012,40	-	1 115 064,00	33 012,40	-	-	33 012,40	33 012,40
222	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
27 - Sécurité	1 115 000,00	-	1 115 000,00	1 115 064,00	33 012,40	-	1 115 064,00	33 012,40	-	-	33 012,40	33 012,40
935 - Aménagement des territoires	2 608 000,00	-	2 608 000,00	2 170 310,14	-	-	2 170 310,14	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	2 608 000,00	-	2 608 000,00	2 170 310,14	-	-	2 170 310,14	-	-	-	-	-
SI - Systèmes d'Information	5 125 000,00	-	5 125 000,00	5 061 003,34	62 382,32	-62 382,32	5 061 003,34	62 382,32	-62 382,32	-	-	-
930 - Services généraux	5 125 000,00	-	5 125 000,00	5 061 003,34	62 382,32	-62 382,32	5 061 003,34	62 382,32	-62 382,32	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	5 125 000,00	-	5 125 000,00	5 061 003,34	62 382,32	-62 382,32	5 061 003,34	62 382,32	-62 382,32	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2010	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
SL - Sports et Loisirs	9 304 000,00	-	9 304 000,00	7 853 213,19	13 757,00	-	7 853 213,19	13 757,00	-	-	13 757,00	13 757,00
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
931 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
114	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	9 304 000,00	-	9 304 000,00	7 853 213,19	13 757,00	-	7 853 213,19	13 757,00	-	-	13 757,00	13 757,00
32 - Sports	7 722 000,00	-	7 722 000,00	7 067 123,00	13 757,00	-	7 067 123,00	13 757,00	-	-	13 757,00	13 757,00
33 - Loisirs	1 582 000,00	-	1 582 000,00	786 090,19	-	-	786 090,19	-	-	-	-	-
TC - Transports en commun	716 055 000,00	-	716 055 000,00	714 372 474,36	-	-	714 372 474,36	-	-	-	-	-
938 - Transports	716 055 000,00	-	716 055 000,00	714 372 474,36	-	-	714 372 474,36	-	-	-	-	-
80 - Services communs	140 000,00	65 105,50	205 105,50	155 118,68	-	-	155 118,68	-	-	-	-	-
810 - Services communs	707 915 000,00	-3 565 105,50	704 349 894,50	704 349 524,49	-	-	704 349 524,49	-	-	-	-	-
818 - Autres transports en commun	8 000 000,00	3 500 000,00	11 500 000,00	9 867 831,19	-	-	9 867 831,19	-	-	-	-	-
TMSP - Transports de marchandise en site propre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
938	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
885	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	24 747 000,00	-	24 747 000,00	24 079 906,50	29,08	-29,08	24 079 906,50	29,08	-29,08	-	-	-
939 - Action économique	24 747 000,00	-	24 747 000,00	24 079 906,50	29,08	-29,08	24 079 906,50	29,08	-29,08	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	24 747 000,00	-	24 747 000,00	24 079 906,50	29,08	-29,08	24 079 906,50	29,08	-29,08	-	-	-
UE - Fonds européens	-	-	-	795 010,06	236,36	-	795 010,06	236,36	-	-	236,36	236,36
930 - Services généraux	-	-	-	795 010,06	236,36	-	795 010,06	236,36	-	-	236,36	236,36
0202 - Autres moyens généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
042 - Actions européennes	-	-	-	795 010,06	236,36	-	795 010,06	236,36	-	-	236,36	236,36
936 - Gestion des fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
61 - FSE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62 - FEDER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
63 - Autres (FEADER)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
630 - FEADER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 147 163 000,00	2 000 000,00	2 149 163 000,00	2 003 401 774,63	20 724 042,13	-13 470 521,98	2 003 277 977,39	20 725 680,16	-13 500 550,98	-	7 253 520,15	7 225 129,18
				93,22 %						-	-65,00 %	-65,14 %

LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT 2011

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2011	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
AGRI - Agriculture	-	-	-	5 171 978,13	0,03	-0,03	5 171 978,13	0,03	-0,03	-	-	-
939 - Action économique	-	-	-	5 171 978,13	0,03	-0,03	5 171 978,13	0,03	-0,03	-	-	-
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	-	-	-	5 171 978,13	0,03	-0,03	5 171 978,13	0,03	-0,03	-	-	-
AIE - Actions internationales	5 028 000,00	230 000,00	5 258 000,00	3 450 216,38	33,72	-33,72	3 450 216,38	33,72	-33,72	-	-	-
930 - Services généraux	5 028 000,00	230 000,00	5 258 000,00	3 450 216,38	33,72	-33,72	3 450 216,38	33,72	-33,72	-	-	-
042 - Actions européennes	1 200 000,00	230 000,00	1 430 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
044 - Aide publique au développement	2 730 000,00	-	2 730 000,00	2 366 916,87	0,20	-0,20	2 366 916,87	0,20	-0,20	-	-	-
048 - Autres actions internationales	1 098 000,00	-	1 098 000,00	1 083 299,51	33,52	-33,52	1 083 299,51	33,52	-33,52	-	-	-
AM - Aménagement	30 887 000,00	-	30 887 000,00	25 827 497,26	4 364,77	-4 364,76	25 827 497,26	30 728,85	-30 728,84	-	0,01	0,01
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	26 321 000,00	-	26 321 000,00	25 827 497,26	4 364,77	-4 364,76	25 827 497,26	30 728,85	-30 728,84	-	0,01	0,01
50 - Services communs	23 290 000,00	-12 426,00	23 277 574,00	22 819 402,39	4 364,77	-4 364,76	22 819 402,39	30 728,85	-30 728,84	-	0,01	0,01
52 - Agglomérations et villes moyennes	3 031 000,00	12 426,00	3 043 426,00	3 008 094,87	-	-	3 008 094,87	-	-	-	-	-
937 - Environnement	4 566 000,00	-	4 566 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	4 566 000,00	-	4 566 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CI - Citoyenneté	5 525 000,00	-	5 525 000,00	10 621 874,80	5 547,98	-	10 621 874,80	5 547,98	-	-	5 547,98	5 547,98
930 - Services généraux	4 275 000,00	-	4 275 000,00	3 042 771,35	5 547,97	-	3 042 771,35	5 547,97	-	-	5 547,97	5 547,97
0202 - Autres moyens généraux	300 000,00	-	300 000,00	157 196,95	-	-	157 196,95	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	3 975 000,00	-	3 975 000,00	2 885 574,40	5 547,97	-	2 885 574,40	5 547,97	-	-	5 547,97	5 547,97
934 - Développement social et santé	1 250 000,00	-	1 250 000,00	922 035,96	-	-	922 035,96	-	-	-	-	-
40 - Services communs	1 250 000,00	-	1 250 000,00	922 035,96	-	-	922 035,96	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	6 657 067,49	0,01	-	6 657 067,49	0,01	-	-	0,01	0,01
51 - Politique de la ville	-	-	-	6 657 067,49	0,01	-	6 657 067,49	0,01	-	-	0,01	0,01
COM - Communication	14 250 000,00	-	14 250 000,00	12 117 206,80	517,87	-517,87	12 117 206,80	517,87	-517,87	-	-	-
930 - Services généraux	14 250 000,00	-	14 250 000,00	12 117 206,80	517,87	-517,87	12 117 206,80	517,87	-517,87	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	14 250 000,00	-	14 250 000,00	12 117 206,80	517,87	-517,87	12 117 206,80	517,87	-517,87	-	-	-
CU - Culture	57 414 000,00	2 011 000,00	59 425 000,00	56 894 577,78	27 690,81	-	56 894 577,78	27 690,81	-	-	27 690,81	27 690,81
933 - Culture, sports et loisirs	57 414 000,00	2 011 000,00	59 425 000,00	56 894 577,78	27 690,81	-	56 894 577,78	27 690,81	-	-	27 690,81	27 690,81
312 - Activités culturelles et artistiques	57 235 000,00	2 000 000,00	59 235 000,00	56 376 016,95	23 009,12	-	56 376 016,95	23 009,12	-	-	23 009,12	23 009,12
313 - Patrimoine	179 000,00	11 000,00	190 000,00	518 560,83	4 681,69	-	518 560,83	4 681,69	-	-	4 681,69	4 681,69
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	81 200 000,00	-	81 200 000,00	38 416 134,25	29 291,65	-29 291,65	38 416 134,25	29 291,65	-29 291,65	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	2 300 611,94	-	-	2 300 611,94	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	2 300 611,94	-	-	2 300 611,94	-	-	-	-	-
939 - Action économique	81 200 000,00	-	81 200 000,00	36 115 522,31	29 291,65	-29 291,65	36 115 522,31	29 291,65	-29 291,65	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	68 722 000,00	-	68 722 000,00	18 339 983,53	29 291,65	-29 291,65	18 339 983,53	29 291,65	-29 291,65	-	-	-
92 - Recherche et innovation	-	-	-	9 423 107,87	-	-	9 423 107,87	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	12 478 000,00	-	12 478 000,00	8 352 430,91	-	-	8 352 430,91	-	-	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2011	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
DSS - Développement social et santé	179 104 000,00	-	179 104 000,00	176 553 860,26	346 441,86	-	176 553 860,26	346 441,86	-	-	346 441,86	346 441,86
931 - Formation professionnelle et apprentissage	166 013 000,00	-	166 013 000,00	165 143 910,46	4 469,02	-	165 143 910,46	4 469,02	-	-	4 469,02	4 469,02
11 - Formation professionnelle	3 388 000,00	355 154,00	3 743 154,00	3 667 199,00	-	-	3 667 199,00	-	-	-	-	-
113	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	162 625 000,00	-355 154,00	162 269 846,00	161 476 711,46	4 469,02	-	161 476 711,46	4 469,02	-	-	4 469,02	4 469,02
934 - Santé et Action sociale	13 091 000,00	-	13 091 000,00	11 409 949,80	341 972,84	-	11 409 949,80	341 972,84	-	-	341 972,84	341 972,84
40 - Services communs	1 940 000,00	-	1 940 000,00	1 722 607,83	15 530,06	-	1 722 607,83	15 530,06	-	-	15 530,06	15 530,06
41 - Santé	8 302 000,00	-424 297,00	7 877 703,00	6 793 659,60	326 442,78	-	6 793 659,60	326 442,78	-	-	326 442,78	326 442,78
42 - Action sociale	2 849 000,00	424 297,00	3 273 297,00	2 893 682,37	-	-	2 893 682,37	-	-	-	-	-
EAE - Environnement et énergie	33 837 000,00	-	33 837 000,00	25 373 953,38	124 654,49	-124 654,25	25 372 239,31	124 654,49	-124 654,25	-	0,24	0,24
932	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
28	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	27 905 000,00	-	27 905 000,00	25 373 953,38	124 654,49	-124 654,25	25 372 239,31	124 654,49	-124 654,25	-	0,24	0,24
71 - Actions transversales	6 420 000,00	624 384,06	7 044 384,06	6 361 694,39	49 581,39	-49 581,38	6 361 210,56	49 581,39	-49 581,38	-	0,01	0,01
72 - Actions en matière de déchets	2 783 000,00	-48 000,00	2 735 000,00	1 866 066,85	13 420,66	-13 420,43	1 864 836,61	13 420,66	-13 420,43	-	0,23	0,23
73 - Politique de l'air	1 165 000,00	-133 754,06	1 031 245,94	867 692,60	50,00	-50,00	867 692,60	50,00	-50,00	-	-	-
74 - Politique de l'eau	1 080 000,00	-399 444,00	680 556,00	531 890,01	-	-	531 890,01	-	-	-	-	-
75 - Politique de l'énergie	700 000,00	107 814,00	807 814,00	657 091,86	17 675,40	-17 675,40	657 091,86	17 675,40	-17 675,40	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	14 421 000,00	-	14 421 000,00	14 119 517,67	43 927,04	-43 927,04	14 119 517,67	43 927,04	-43 927,04	-	-	-
78 - Autres actions	1 336 000,00	-151 000,00	1 185 000,00	970 000,00	-	-	970 000,00	-	-	-	-	-
939 - Action Economique	5 932 000,00	-	5 932 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	5 932 000,00	-	5 932 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	225 670 000,00	-	225 670 000,00	223 316 338,72	158 069,44	-158 069,44	223 316 338,72	158 069,44	-158 069,44	-	-	-
932 - Enseignement	225 670 000,00	-	225 670 000,00	223 316 338,72	158 069,44	-158 069,44	223 316 338,72	158 069,44	-158 069,44	-	-	-
222 - Lycées publics	131 208 000,00	2 250 873,46	133 458 873,46	131 671 282,22	38 543,73	-38 543,73	131 671 282,22	38 543,73	-38 543,73	-	-	-
223 - Lycées privés	42 162 000,00	744 091,49	42 906 091,49	42 906 091,49	-	-	42 906 091,49	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	13 012 000,00	2 263 408,17	15 275 408,17	15 270 408,16	5 000,01	-5 000,01	15 270 408,16	5 000,01	-5 000,01	-	-	-
28 - Autres services périscolaires et annexes	39 288 000,00	-5 258 373,12	34 029 626,88	33 468 556,85	114 525,70	-114 525,70	33 468 556,85	114 525,70	-114 525,70	-	-	-
ESU - Enseignement supérieur	12 207 300,00	-	12 207 300,00	9 914 339,77	-	-	9 914 339,77	-	-	-	-	-
932 - Enseignement	12 207 300,00	-	12 207 300,00	9 914 339,77	-	-	9 914 339,77	-	-	-	-	-
23 - Enseignement supérieur	12 207 300,00	-	12 207 300,00	9 914 339,77	-	-	9 914 339,77	-	-	-	-	-
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	649 610 000,00	12 000 000,00	661 610 000,00	634 469 126,01	18 767 708,08	-11 488 028,40	634 469 126,01	18 767 708,08	-11 488 028,40	-	7 279 679,68	7 279 679,68
931 - Formation professionnelle et apprentissage	649 610 000,00	12 000 000,00	661 610 000,00	598 930 184,98	18 752 762,82	-11 473 083,14	598 930 184,98	18 752 762,82	-11 473 083,14	-	7 279 679,68	7 279 679,68
10 - Services Communs	8 967 000,00	59 639,00	9 026 639,00	8 192 668,68	8 777,78	-	8 192 668,68	8 777,78	-	-	8 777,78	8 777,78
11 - Formation professionnelle	294 443 000,00	-	294 443 000,00	268 000 995,89	18 743 985,04	-11 473 083,14	268 000 995,89	18 743 985,04	-11 473 083,14	-	7 270 901,90	7 270 901,90
111	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
112	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
113	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
114	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
115	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
116	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12 - Apprentissage	346 200 000,00	11 940 361,00	358 140 361,00	322 736 520,41	-	-	322 736 520,41	-	-	-	-	-
939 - Action économique	-	-	-	35 538 941,03	14 945,26	-14 945,26	35 538 941,03	14 945,26	-14 945,26	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	35 538 941,03	14 945,26	-14 945,26	35 538 941,03	14 945,26	-14 945,26	-	-	-
LO - Logement	960 000,00	-	960 000,00	926 166,12	-	-	926 166,12	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	960 000,00	-	960 000,00	926 166,12	-	-	926 166,12	-	-	-	-	-
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	960 000,00	-	960 000,00	926 166,12	-	-	926 166,12	-	-	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2011	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
MO - Mobilités	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autre actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	45 386 000,00	-70 000,00	45 316 000,00	39 211 424,72	2 237,15	-2 237,15	39 211 424,72	2 237,15	-2 237,15	-	-	-
930 - Services généraux	45 006 000,00	-70 000,00	44 936 000,00	39 211 424,72	2 237,15	-2 237,15	39 211 424,72	2 237,15	-2 237,15	-	-	-
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	40 629 000,00	-85 000,00	40 544 000,00	34 847 054,61	2 046,19	-2 046,19	34 847 054,61	2 046,19	-2 046,19	-	-	-
021 - Conseil régional	3 952 000,00	-	3 952 000,00	3 942 406,89	15,92	-15,92	3 942 406,89	15,92	-15,92	-	-	-
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	425 000,00	15 000,00	440 000,00	421 963,22	175,04	-175,04	421 963,22	175,04	-175,04	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	380 000,00	-	380 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	380 000,00	-	380 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PRH - Personnel et Ressources humaines	3 324 000,00	70 000,00	3 394 000,00	3 028 003,48	26 097,29	-23 255,59	3 026 613,33	26 097,29	-23 255,59	-	2 841,70	2 841,70
930 - Services généraux	2 889 000,00	70 000,00	2 959 000,00	2 600 257,06	25 917,88	-23 076,18	2 598 866,91	25 917,88	-23 076,18	-	2 841,70	2 841,70
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	2 019 000,00	296 000,00	2 315 000,00	2 211 353,82	7 237,88	-4 396,18	2 209 963,67	7 237,88	-4 396,18	-	2 841,70	2 841,70
021 - Conseil régional	770 000,00	-211 000,00	559 000,00	355 628,24	18 680,00	-18 680,00	355 628,24	18 680,00	-18 680,00	-	-	-
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	100 000,00	-15 000,00	85 000,00	33 275,00	-	-	33 275,00	-	-	-	-	-
932 - Enseignement	435 000,00	-	435 000,00	427 746,42	179,41	-179,41	427 746,42	179,41	-179,41	-	-	-
222 - Lycées publics	435 000,00	-	435 000,00	427 746,42	179,41	-179,41	427 746,42	179,41	-179,41	-	-	-
944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	9 300 000,00	-	9 300 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	9 300 000,00	-	9 300 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	9 300 000,00	-	9 300 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	44 750 000,00	-	44 750 000,00	27 547 555,17	96 790,82	-96 790,82	27 547 555,17	96 790,82	-96 790,82	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	3 170 000,00	-	3 170 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information	3 170 000,00	-	3 170 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	41 580 000,00	-	41 580 000,00	27 547 555,17	96 790,82	-96 790,82	27 547 555,17	96 790,82	-96 790,82	-	-	-
92 - Recherche et innovation	41 580 000,00	-	41 580 000,00	27 547 555,17	96 790,82	-96 790,82	27 547 555,17	96 790,82	-96 790,82	-	-	-
RUR - Ruralité	-	-	-	3 961 482,09	1 252,55	-1 252,54	3 961 167,71	1 252,55	-1 252,54	-	0,01	0,01
937 - Environnement	-	-	-	3 961 482,09	1 252,55	-1 252,54	3 961 167,71	1 252,55	-1 252,54	-	0,01	0,01
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	3 961 482,09	1 252,55	-1 252,54	3 961 167,71	1 252,55	-1 252,54	-	0,01	0,01
SE - Sécurité	3 923 000,00	-	3 923 000,00	3 296 688,96	-	-	3 296 688,96	-	-	-	-	-
932 - Enseignement	1 116 000,00	-	1 116 000,00	1 105 064,00	-	-	1 105 064,00	-	-	-	-	-
222	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
27 - Sécurité	1 116 000,00	-	1 116 000,00	1 105 064,00	-	-	1 105 064,00	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	2 807 000,00	-	2 807 000,00	2 191 624,96	-	-	2 191 624,96	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	2 807 000,00	-	2 807 000,00	2 191 624,96	-	-	2 191 624,96	-	-	-	-	-
SI - Systèmes d'Information	4 550 000,00	-	4 550 000,00	4 465 857,40	82 212,43	-82 212,43	4 465 857,40	82 212,43	-82 212,43	-	-	-
930 - Services généraux	4 550 000,00	-	4 550 000,00	4 465 857,40	82 212,43	-82 212,43	4 465 857,40	82 212,43	-82 212,43	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	4 550 000,00	-	4 550 000,00	4 465 857,40	82 212,43	-82 212,43	4 465 857,40	82 212,43	-82 212,43	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2011	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
SL - Sports et Loisirs	10 481 000,00	-	10 481 000,00	9 780 884,43	164 592,06	-	9 780 884,43	164 592,06	-	-	164 592,06	164 592,06
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
931 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
114	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	10 481 000,00	-	10 481 000,00	9 780 884,43	164 592,06	-	9 780 884,43	164 592,06	-	-	164 592,06	164 592,06
32 - Sports	8 783 000,00	-41 225,00	8 741 775,00	8 257 913,49	164 592,06	-	8 257 913,49	164 592,06	-	-	164 592,06	164 592,06
33 - Loisirs	1 698 000,00	41 225,00	1 739 225,00	1 522 970,94	-	-	1 522 970,94	-	-	-	-	-
TC - Transports en commun	746 700 000,00	-	746 700 000,00	736 382 493,78	129 105,25	-52 371,46	736 394 367,20	129 105,25	-52 371,46	-	76 733,79	76 733,79
938 - Transports	746 700 000,00	-	746 700 000,00	736 382 493,78	129 105,25	-52 371,46	736 394 367,20	129 105,25	-52 371,46	-	76 733,79	76 733,79
80 - Services communs	2 438 000,00	323 804,00	2 761 804,00	1 932 292,44	129 105,25	-52 371,46	1 944 165,86	129 105,25	-52 371,46	-	76 733,79	76 733,79
810 - Services communs	732 762 000,00	-323 804,00	732 438 196,00	725 164 215,03	-	-	725 164 215,03	-	-	-	-	-
818 - Autres transports en commun	11 500 000,00	-	11 500 000,00	9 285 986,31	-	-	9 285 986,31	-	-	-	-	-
TMSP - Transports de marchandise en site propre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
938	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
885	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	24 550 000,00	-	24 550 000,00	24 497 241,51	-	-	24 497 241,51	-	-	-	-	-
939 - Action économique	24 550 000,00	-	24 550 000,00	24 497 241,51	-	-	24 497 241,51	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	24 550 000,00	-	24 550 000,00	24 497 241,51	-	-	24 497 241,51	-	-	-	-	-
UE - Fonds européens	-	-	-	1 033 694,21	19 179,31	-	1 033 694,21	19 179,31	-	-	19 179,31	19 179,31
930 - Services généraux	-	-	-	1 033 694,21	19 179,31	-	1 033 694,21	19 179,31	-	-	19 179,31	19 179,31
0202 - Autres moyens généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
042 - Actions européennes	-	-	-	1 033 694,21	19 179,31	-	1 033 694,21	19 179,31	-	-	19 179,31	19 179,31
936 - Gestion des fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
61 - FSE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62 - FEDER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
63 - Autres (FEADER)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
630 - FEADER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 188 656 300,00	14 241 000,00	2 202 897 300,00	2 076 258 595,41	19 985 787,56	-12 063 080,11	2 076 267 050,23	20 012 151,64	-12 089 444,19	-	7 922 707,45	7 922 707,45
				94,25 %						-	-60,36 %	-60,41 %

LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT 2012

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2012	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
AGRI - Agriculture	-	-	-	5 422 255,00	1 926,45	-1 926,45	5 422 255,00	1 926,45	-1 926,45	-	-	-
939 - Action économique	-	-	-	5 422 255,00	1 926,45	-1 926,45	5 422 255,00	1 926,45	-1 926,45	-	-	-
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	-	-	-	5 422 255,00	1 926,45	-1 926,45	5 422 255,00	1 926,45	-1 926,45	-	-	-
AIE - Actions internationales	5 666 000,00	292 000,00	5 958 000,00	3 567 564,90	3 293,74	-3 293,74	3 567 564,90	3 293,74	-3 293,74	-	-	-
930 - Services généraux	5 666 000,00	292 000,00	5 958 000,00	3 567 564,90	3 293,74	-3 293,74	3 567 564,90	3 293,74	-3 293,74	-	-	-
042 - Actions européennes	1 000 000,00	295 811,00	1 295 811,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
044 - Aide publique au développement	3 018 000,00	-	3 018 000,00	2 335 392,55	1 525,23	-1 525,23	2 335 392,55	1 525,23	-1 525,23	-	-	-
048 - Autres actions internationales	1 648 000,00	-3 811,00	1 644 189,00	1 232 172,35	1 768,51	-1 768,51	1 232 172,35	1 768,51	-1 768,51	-	-	-
AM - Aménagement	31 974 000,00	-186 582,97	31 787 417,03	27 316 712,18	34 713,51	-34 713,46	27 285 832,73	36 283,83	-36 283,78	-	0,05	0,05
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	27 816 000,00	-	27 816 000,00	27 316 712,18	34 713,51	-34 713,46	27 285 832,73	36 283,83	-36 283,78	-	0,05	0,05
50 - Services communs	24 666 000,00	22 626,00	24 688 626,00	24 316 712,18	34 713,51	-34 713,46	24 285 832,73	36 283,83	-36 283,78	-	0,05	0,05
52 - Agglomérations et villes moyennes	3 150 000,00	-22 626,00	3 127 374,00	3 000 000,00	-	-	3 000 000,00	-	-	-	-	-
937 - Environnement	4 158 000,00	-186 582,97	3 971 417,03	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	4 158 000,00	-186 582,97	3 971 417,03	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CI - Citoyenneté	6 155 000,00	-	6 155 000,00	10 220 110,99	361,66	-	10 220 110,99	361,66	-	-	361,66	361,66
930 - Services généraux	4 705 000,00	-	4 705 000,00	3 104 115,91	361,66	-	3 104 115,91	361,66	-	-	361,66	361,66
0202 - Autres moyens généraux	150 000,00	-	150 000,00	99 735,65	-	-	99 735,65	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	4 555 000,00	-	4 555 000,00	3 004 380,26	361,66	-	3 004 380,26	361,66	-	-	361,66	361,66
934 - Développement social et santé	1 450 000,00	-	1 450 000,00	1 203 994,63	-	-	1 203 994,63	-	-	-	-	-
40 - Services communs	1 450 000,00	-	1 450 000,00	1 203 994,63	-	-	1 203 994,63	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	5 912 000,45	-	-	5 912 000,45	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	-	-	-	5 912 000,45	-	-	5 912 000,45	-	-	-	-	-
COM - Communication	13 650 000,00	-	13 650 000,00	12 937 152,15	432,28	-432,28	12 937 152,15	432,28	-432,28	-	-	-
930 - Services généraux	13 650 000,00	-	13 650 000,00	12 937 152,15	432,28	-432,28	12 937 152,15	432,28	-432,28	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	13 650 000,00	-	13 650 000,00	12 937 152,15	432,28	-432,28	12 937 152,15	432,28	-432,28	-	-	-
CU - Culture	60 844 000,00	2 018 000,00	62 862 000,00	61 128 759,39	221 188,40	-	61 132 569,60	221 188,40	-	-	221 188,40	221 188,40
933 - Culture, sports et loisirs	60 844 000,00	2 018 000,00	62 862 000,00	61 128 759,39	221 188,40	-	61 132 569,60	221 188,40	-	-	221 188,40	221 188,40
312 - Activités culturelles et artistiques	60 665 000,00	2 000 000,00	62 665 000,00	60 656 472,47	219 003,00	-	60 660 282,68	219 003,00	-	-	219 003,00	219 003,00
313 - Patrimoine	179 000,00	18 000,00	197 000,00	472 286,92	2 185,40	-	472 286,92	2 185,40	-	-	2 185,40	2 185,40
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	52 050 000,00	-	52 050 000,00	42 585 128,83	15 145,80	-15 145,80	42 585 128,83	15 145,80	-15 145,80	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	3 950 000,00	-	3 950 000,00	3 276 845,77	-	-	3 276 845,77	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	3 950 000,00	-	3 950 000,00	3 276 845,77	-	-	3 276 845,77	-	-	-	-	-
939 - Action économique	48 100 000,00	-	48 100 000,00	39 308 283,06	15 145,80	-15 145,80	39 308 283,06	15 145,80	-15 145,80	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	22 800 000,00	-	22 800 000,00	19 932 741,75	15 145,80	-15 145,80	19 932 741,75	15 145,80	-15 145,80	-	-	-
92 - Recherche et innovation	11 100 000,00	-	11 100 000,00	10 376 374,11	-	-	10 376 374,11	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	14 200 000,00	-	14 200 000,00	8 999 167,20	-	-	8 999 167,20	-	-	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2012	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
DSS - Développement social et santé	182 509 050,00	-	182 509 050,00	179 868 100,05	51 385,67	-	179 868 100,05	51 385,67	-	-	51 385,67	51 385,67
931 - Formation professionnelle et apprentissage	169 995 000,00	-	169 995 000,00	169 169 809,31	-	-	169 169 809,31	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	3 388 000,00	-	3 388 000,00	3 336 000,00	-	-	3 336 000,00	-	-	-	-	-
113	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	166 607 000,00	-	166 607 000,00	165 833 809,31	-	-	165 833 809,31	-	-	-	-	-
934 - Santé et Action sociale	12 514 050,00	-	12 514 050,00	10 698 290,74	51 385,67	-	10 698 290,74	51 385,67	-	-	51 385,67	51 385,67
40 - Services communs	1 660 000,00	-	1 660 000,00	1 578 974,20	25 193,88	-	1 578 974,20	25 193,88	-	-	25 193,88	25 193,88
41 - Santé	7 885 050,00	-413 045,84	7 472 004,16	6 038 373,63	26 191,79	-	6 038 373,63	26 191,79	-	-	26 191,79	26 191,79
42 - Action sociale	2 969 000,00	413 045,84	3 382 045,84	3 080 942,91	-	-	3 080 942,91	-	-	-	-	-
EAE - Environnement et énergie	35 945 000,00	186 582,97	36 131 582,97	27 221 434,06	13 372,02	-5 171,86	27 221 434,06	13 372,02	-5 171,86	8 200,16	-	-
932	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
28	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	28 578 000,00	186 582,97	28 764 582,97	27 221 434,06	13 372,02	-5 171,86	27 221 434,06	13 372,02	-5 171,86	8 200,16	-	-
71 - Actions transversales	7 172 000,00	-340 994,11	6 831 005,89	6 399 236,00	3 035,30	-3 035,30	6 399 236,00	3 035,30	-3 035,30	-	-	-
72 - Actions en matière de déchets	3 136 000,00	153 742,50	3 289 742,50	2 906 316,25	1 418,58	-1 418,58	2 906 316,25	1 418,58	-1 418,58	-	-	-
73 - Politique de l'air	1 065 000,00	59 725,00	1 124 725,00	1 087 352,62	0,02	-0,02	1 087 352,62	0,02	-0,02	-	-	-
74 - Politique de l'eau	780 000,00	127 526,61	907 526,61	790 625,67	8 200,20	-0,04	790 625,67	8 200,20	-0,04	8 200,16	-	-
75 - Politique de l'énergie	1 060 000,00	-	1 060 000,00	765 737,40	347,90	-347,90	765 737,40	347,90	-347,90	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	14 365 000,00	186 582,97	14 551 582,97	14 272 166,12	370,02	-370,02	14 272 166,12	370,02	-370,02	-	-	-
78 - Autres actions	1 000 000,00	-	1 000 000,00	1 000 000,00	-	-	1 000 000,00	-	-	-	-	-
939 - Action Economique	7 367 000,00	-	7 367 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	7 367 000,00	-	7 367 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	250 880 000,00	-68 000,00	250 812 000,00	244 881 587,93	69 432,21	-16 741,21	244 881 587,93	69 432,21	-16 741,21	-	52 691,00	52 691,00
932 - Enseignement	250 880 000,00	-68 000,00	250 812 000,00	244 881 587,93	69 432,21	-16 741,21	244 881 587,93	69 432,21	-16 741,21	-	52 691,00	52 691,00
222 - Lycées publics	135 298 000,00	1 790 401,55	137 088 401,55	135 355 300,02	253,80	-253,80	135 355 300,02	253,80	-253,80	-	-	-
223 - Lycées privés	61 000 000,00	-	61 000 000,00	59 954 324,12	-	-	59 954 324,12	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	14 891 000,00	1 608 614,01	16 499 614,01	16 362 824,00	50 000,00	-	16 362 824,00	50 000,00	-	-	50 000,00	50 000,00
28 - Autres services périscolaires et annexes	39 691 000,00	-3 467 015,56	36 223 984,44	33 209 139,79	19 178,41	-16 487,41	33 209 139,79	19 178,41	-16 487,41	-	2 691,00	2 691,00
ESU - Enseignement supérieur	10 947 000,00	-	10 947 000,00	9 552 091,99	900,00	-900,00	9 552 091,99	900,00	-900,00	-	-	-
932 - Enseignement	10 947 000,00	-	10 947 000,00	9 552 091,99	900,00	-900,00	9 552 091,99	900,00	-900,00	-	-	-
23 - Enseignement supérieur	10 947 000,00	-	10 947 000,00	9 552 091,99	900,00	-900,00	9 552 091,99	900,00	-900,00	-	-	-
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	681 620 000,00	8 941 000,00	690 561 000,00	633 861 481,20	13 215 979,27	-9 819 068,23	633 861 481,20	13 215 979,27	-9 819 068,23	14 253,80	3 382 657,24	3 382 657,24
931 - Formation professionnelle et apprentissage	641 337 000,00	8 941 000,00	650 278 000,00	597 745 142,79	13 213 123,52	-9 816 212,48	597 745 142,79	13 213 123,52	-9 816 212,48	14 253,80	3 382 657,24	3 382 657,24
10 - Services Communs	8 178 000,00	595 974,05	8 773 974,05	8 247 834,92	113 261,83	-91 599,06	8 247 834,92	113 261,83	-91 599,06	-	21 662,77	21 662,77
11 - Formation professionnelle	271 759 000,00	-354 974,05	271 404 025,95	251 606 649,55	13 093 420,31	-9 724 613,42	251 606 649,55	13 093 420,31	-9 724 613,42	14 253,80	3 354 553,09	3 354 553,09
111	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
112	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
113	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
114	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
115	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
116	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12 - Apprentissage	361 400 000,00	8 700 000,00	370 100 000,00	337 890 658,32	6 441,38	-	337 890 658,32	6 441,38	-	-	6 441,38	6 441,38
939 - Action économique	40 283 000,00	-	40 283 000,00	36 116 338,41	2 855,75	-2 855,75	36 116 338,41	2 855,75	-2 855,75	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	40 283 000,00	-	40 283 000,00	36 116 338,41	2 855,75	-2 855,75	36 116 338,41	2 855,75	-2 855,75	-	-	-
LO - Logement	1 785 000,00	-	1 785 000,00	1 022 302,40	-	-	1 022 302,40	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	1 785 000,00	-	1 785 000,00	1 022 302,40	-	-	1 022 302,40	-	-	-	-	-
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	1 785 000,00	-	1 785 000,00	1 022 302,40	-	-	1 022 302,40	-	-	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2012	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
MO - Mobilités	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autre actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	43 323 000,00	-750 000,00	42 573 000,00	39 916 251,97	404 555,55	-38 263,25	39 882 083,62	404 555,55	-38 263,25	-	366 292,30	366 292,30
930 - Services généraux	42 943 000,00	-750 000,00	42 193 000,00	39 916 251,97	404 555,55	-38 263,25	39 882 083,62	404 555,55	-38 263,25	-	366 292,30	366 292,30
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	38 516 000,00	-750 000,00	37 766 000,00	35 798 984,05	397 390,46	-35 291,14	35 764 886,91	397 390,46	-35 291,14	-	362 099,32	362 099,32
021 - Conseil régional	4 002 000,00	-	4 002 000,00	3 728 952,95	4 766,19	-573,21	3 728 881,74	4 766,19	-573,21	-	4 192,98	4 192,98
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	425 000,00	-	425 000,00	388 314,97	2 398,90	-2 398,90	388 314,97	2 398,90	-2 398,90	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	380 000,00	-	380 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	380 000,00	-	380 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PRH - Personnel et Ressources humaines	3 536 000,00	68 000,00	3 604 000,00	2 907 884,88	70 087,05	-68 887,05	2 900 167,36	70 087,05	-68 887,05	-	1 200,00	1 200,00
930 - Services généraux	3 048 000,00	-	3 048 000,00	2 360 372,32	60 634,92	-60 634,92	2 360 372,32	60 634,92	-60 634,92	-	-	-
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	2 178 000,00	-	2 178 000,00	1 911 834,90	42 756,46	-42 756,46	1 911 834,90	42 756,46	-42 756,46	-	-	-
021 - Conseil régional	770 000,00	-	770 000,00	374 397,62	14 818,46	-14 818,46	374 397,62	14 818,46	-14 818,46	-	-	-
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	100 000,00	-	100 000,00	74 139,80	3 060,00	-3 060,00	74 139,80	3 060,00	-3 060,00	-	-	-
932 - Enseignement	488 000,00	68 000,00	556 000,00	547 512,56	9 452,13	-8 252,13	539 795,04	9 452,13	-8 252,13	-	1 200,00	1 200,00
222 - Lycées publics	488 000,00	68 000,00	556 000,00	547 512,56	9 452,13	-8 252,13	539 795,04	9 452,13	-8 252,13	-	1 200,00	1 200,00
944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	9 650 000,00	-	9 650 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	9 650 000,00	-	9 650 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	9 650 000,00	-	9 650 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	29 990 000,00	-	29 990 000,00	26 863 149,35	18 823,92	-18 823,92	26 863 149,35	18 823,92	-18 823,92	-	-	-0,00
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	29 990 000,00	-	29 990 000,00	26 863 149,35	18 823,92	-18 823,92	26 863 149,35	18 823,92	-18 823,92	-	-	-0,00
92 - Recherche et innovation	29 990 000,00	-	29 990 000,00	26 863 149,35	18 823,92	-18 823,92	26 863 149,35	18 823,92	-18 823,92	-	-	-0,00
RUR - Ruralité	-	-	-	3 464 247,06	12 815,28	-12 815,28	3 464 247,06	12 815,28	-12 815,28	-	-	-
937 - Environnement	-	-	-	3 464 247,06	12 815,28	-12 815,28	3 464 247,06	12 815,28	-12 815,28	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	3 464 247,06	12 815,28	-12 815,28	3 464 247,06	12 815,28	-12 815,28	-	-	-
SE - Sécurité	4 807 000,00	-	4 807 000,00	3 504 503,73	16 900,40	-	3 504 503,73	16 900,40	-	-	16 900,40	16 900,40
932 - Enseignement	1 150 000,00	-	1 150 000,00	1 150 000,00	-	-	1 150 000,00	-	-	-	-	-
222	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
27 - Sécurité	1 150 000,00	-	1 150 000,00	1 150 000,00	-	-	1 150 000,00	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	3 657 000,00	-	3 657 000,00	2 354 503,73	16 900,40	-	2 354 503,73	16 900,40	-	-	16 900,40	16 900,40
57 - Sécurité	3 657 000,00	-	3 657 000,00	2 354 503,73	16 900,40	-	2 354 503,73	16 900,40	-	-	16 900,40	16 900,40
SI - Systèmes d'Information	4 626 000,00	750 000,00	5 376 000,00	5 349 053,36	46 707,74	-46 586,96	5 329 413,03	46 707,74	-46 586,96	-	120,78	120,78
930 - Services généraux	4 626 000,00	750 000,00	5 376 000,00	5 349 053,36	46 707,74	-46 586,96	5 329 413,03	46 707,74	-46 586,96	-	120,78	120,78
0202 - Autres moyens généraux	4 626 000,00	750 000,00	5 376 000,00	5 349 053,36	46 707,74	-46 586,96	5 329 413,03	46 707,74	-46 586,96	-	120,78	120,78

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2012	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
SL - Sports et Loisirs	10 434 000,00	-	10 434 000,00	9 428 280,56	113 244,51	-	9 428 280,56	113 244,51	-	-	113 244,51	113 244,51
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
931 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
114	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	10 434 000,00	-	10 434 000,00	9 428 280,56	113 244,51	-	9 428 280,56	113 244,51	-	-	113 244,51	113 244,51
32 - Sports	8 652 000,00	-	8 652 000,00	7 860 026,13	113 211,51	-	7 860 026,13	113 211,51	-	-	113 211,51	113 211,51
33 - Loisirs	1 782 000,00	-	1 782 000,00	1 568 254,43	33,00	-	1 568 254,43	33,00	-	-	33,00	33,00
TC - Transports en commun	757 791 000,00	-	757 791 000,00	751 980 339,54	948,23	-0,68	751 980 339,54	948,23	-0,68	-	947,55	947,55
938 - Transports	757 791 000,00	-	757 791 000,00	751 980 339,54	948,23	-0,68	751 980 339,54	948,23	-0,68	-	947,55	947,55
80 - Services communs	2 998 000,00	-	2 998 000,00	1 214 617,90	948,23	-0,68	1 214 617,90	948,23	-0,68	-	947,55	947,55
810 - Services communs	741 793 000,00	-	741 793 000,00	740 168 227,09	-	-	740 168 227,09	-	-	-	-	-
818 - Autres transports en commun	13 000 000,00	-	13 000 000,00	10 597 494,55	-	-	10 597 494,55	-	-	-	-	-
TMSP - Transports de marchandise en site propre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
938	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
885	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	26 630 000,00	-	26 630 000,00	26 542 509,53	-	-	26 542 509,53	-	-	-	-	-
939 - Action économique	26 630 000,00	-	26 630 000,00	26 542 509,53	-	-	26 542 509,53	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	26 630 000,00	-	26 630 000,00	26 542 509,53	-	-	26 542 509,53	-	-	-	-	-
UE - Fonds européens	-	-	-	1 008 112,59	6 992,16	-	1 008 112,59	6 992,16	-	-	6 992,16	6 992,16
930 - Services généraux	-	-	-	1 008 112,59	6 992,16	-	1 008 112,59	6 992,16	-	-	6 992,16	6 992,16
0202 - Autres moyens généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
042 - Actions européennes	-	-	-	1 008 112,59	6 992,16	-	1 008 112,59	6 992,16	-	-	6 992,16	6 992,16
936 - Gestion des fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
61 - FSE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62 - FEDER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
63 - Autres (FEADER)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
630 - FEADER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 224 812 050,00	11 251 000,00	2 236 063 050,00	2 130 549 013,64	14 319 205,85	-10 082 770,17	2 130 460 418,20	14 320 776,17	-10 084 340,49	22 453,96	4 213 981,72	4 213 981,72
				95,28 %						0,00 %	-70,57 %	-70,57 %

LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT 2013

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2013	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
AGRI - Agriculture	-	-	-	5 891 130,76	48 111,33	-48 111,33	5 891 130,76	48 111,33	-48 111,33	-	-	-
939 - Action économique	-	-	-	5 891 130,76	48 111,33	-48 111,33	5 891 130,76	48 111,33	-48 111,33	-	-	-
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	-	-	-	5 891 130,76	48 111,33	-48 111,33	5 891 130,76	48 111,33	-48 111,33	-	-	-
AIE - Actions internationales	6 130 000,00	-	6 130 000,00	4 235 292,99	39 640,24	-39 565,24	4 235 292,99	39 640,24	-39 565,24	-	75,00	75,00
930 - Services généraux	6 130 000,00	-	6 130 000,00	4 235 292,99	39 640,24	-39 565,24	4 235 292,99	39 640,24	-39 565,24	-	75,00	75,00
042 - Actions européennes	1 000 000,00	-	1 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
044 - Aide publique au développement	2 475 000,00	143 202,45	2 618 202,45	2 175 792,54	1 374,00	-1 374,00	2 175 792,54	1 374,00	-1 374,00	-	-	-
048 - Autres actions internationales	2 655 000,00	-143 202,45	2 511 797,55	2 059 500,45	38 266,24	-38 191,24	2 059 500,45	38 266,24	-38 191,24	-	75,00	75,00
AM - Aménagement	31 600 000,00	-	31 600 000,00	26 262 810,18	23 786,42	-23 786,42	26 262 810,18	24 282,45	-24 282,45	-	0,00	-
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	27 308 000,00	-	27 308 000,00	26 262 810,18	23 786,42	-23 786,42	26 262 810,18	24 282,45	-24 282,45	-	0,00	-
50 - Services communs	24 158 000,00	40 805,00	24 198 805,00	23 262 810,18	23 786,42	-23 786,42	23 262 810,18	24 282,45	-24 282,45	-	0,00	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	3 150 000,00	-40 805,00	3 109 195,00	3 000 000,00	-	-	3 000 000,00	-	-	-	-	-
937 - Environnement	4 292 000,00	-	4 292 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	4 292 000,00	-	4 292 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CI - Citoyenneté	5 943 000,00	-	5 943 000,00	10 919 670,73	240 352,51	-177 500,48	10 919 670,73	240 352,51	-177 500,48	1 000,00	61 852,03	61 852,03
930 - Services généraux	4 543 000,00	-	4 543 000,00	3 641 993,15	101 240,10	-40 774,09	3 641 993,15	101 240,10	-40 774,09	1 000,00	59 466,01	59 466,01
0202 - Autres moyens généraux	150 000,00	-	150 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	4 393 000,00	-	4 393 000,00	3 641 993,15	101 240,10	-40 774,09	3 641 993,15	101 240,10	-40 774,09	1 000,00	59 466,01	59 466,01
934 - Développement social et santé	1 400 000,00	-	1 400 000,00	1 275 533,88	9 844,85	-9 844,85	1 275 533,88	9 844,85	-9 844,85	-	-	-
40 - Services communs	1 400 000,00	-	1 400 000,00	1 275 533,88	9 844,85	-9 844,85	1 275 533,88	9 844,85	-9 844,85	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	6 002 143,70	129 267,56	-126 881,54	6 002 143,70	129 267,56	-126 881,54	-	2 386,02	2 386,02
51 - Politique de la ville	-	-	-	6 002 143,70	129 267,56	-126 881,54	6 002 143,70	129 267,56	-126 881,54	-	2 386,02	2 386,02
COM - Communication	13 000 000,00	-	13 000 000,00	11 771 451,68	-	-	11 771 451,68	5 320,80	-5 320,80	-	-	-
930 - Services généraux	13 000 000,00	-	13 000 000,00	11 771 451,68	-	-	11 771 451,68	5 320,80	-5 320,80	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	13 000 000,00	-	13 000 000,00	11 771 451,68	-	-	11 771 451,68	5 320,80	-5 320,80	-	-	-
CU - Culture	62 503 000,00	2 000 000,00	64 503 000,00	62 204 053,25	231 518,65	-83 700,16	62 203 682,26	231 147,66	-83 700,16	2 359,00	145 459,49	145 088,50
933 - Culture, sports et loisirs	62 503 000,00	2 000 000,00	64 503 000,00	62 204 053,25	231 518,65	-83 700,16	62 203 682,26	231 147,66	-83 700,16	2 359,00	145 459,49	145 088,50
312 - Activités culturelles et artistiques	62 324 000,00	1 947 875,00	64 271 875,00	61 601 959,99	230 029,81	-83 700,16	61 601 959,99	230 029,81	-83 700,16	2 359,00	143 970,65	143 970,65
313 - Patrimoine	179 000,00	52 125,00	231 125,00	602 093,26	1 488,84	-	601 722,27	1 117,85	-	-	1 488,84	1 117,85
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	52 700 000,00	-	52 700 000,00	45 720 856,81	574 139,20	-492 193,11	45 720 856,81	574 139,20	-492 193,11	6 786,09	75 160,00	75 160,00
935 - Aménagement des territoires	4 000 000,00	-	4 000 000,00	3 349 095,50	70 621,61	-63 835,52	3 349 095,50	70 621,61	-63 835,52	6 786,09	0,00	0,00
56 - Technologies de l'information et de la communication	4 000 000,00	-	4 000 000,00	3 349 095,50	70 621,61	-63 835,52	3 349 095,50	70 621,61	-63 835,52	6 786,09	0,00	0,00
939 - Action économique	48 700 000,00	-	48 700 000,00	42 371 761,31	503 517,59	-428 357,59	42 371 761,31	503 517,59	-428 357,59	-	75 160,00	75 160,00
91 - Interventions économiques transversales	22 850 000,00	4 584,28	22 854 584,28	21 465 912,21	98 375,46	-96 375,46	21 465 912,21	98 375,46	-96 375,46	-	2 000,00	2 000,00
92 - Recherche et innovation	11 400 000,00	-	11 400 000,00	10 925 860,93	-	-	10 925 860,93	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	14 450 000,00	-4 584,28	14 445 415,72	9 979 988,17	405 142,13	-331 982,13	9 979 988,17	405 142,13	-331 982,13	-	73 160,00	73 160,00

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2013	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
DSS - Développement social et santé	183 985 000,00	-	183 985 000,00	181 885 090,78	176 611,05	-76 266,02	181 885 090,78	176 611,05	-76 266,02	-	100 345,03	100 345,03
931 - Formation professionnelle et apprentissage	172 493 000,00	-	172 493 000,00	171 482 042,12	96 408,19	-	171 482 042,12	96 408,19	-	-	96 408,19	96 408,19
11 - Formation professionnelle	3 388 000,00	-	3 388 000,00	3 335 830,00	-	-	3 335 830,00	-	-	-	-	-
113	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	169 105 000,00	-	169 105 000,00	168 146 212,12	96 408,19	-	168 146 212,12	96 408,19	-	-	96 408,19	96 408,19
934 - Santé et Action sociale	11 492 000,00	-	11 492 000,00	10 403 048,66	80 202,86	-76 266,02	10 403 048,66	80 202,86	-76 266,02	-	3 936,84	3 936,84
40 - Services communs	1 640 000,00	-	1 640 000,00	1 575 756,30	-	-	1 575 756,30	-	-	-	-	-
41 - Santé	6 983 000,00	-	6 983 000,00	6 351 320,69	58 591,74	-54 654,90	6 351 320,69	58 591,74	-54 654,90	-	3 936,84	3 936,84
42 - Action sociale	2 869 000,00	-	2 869 000,00	2 475 971,67	21 611,12	-21 611,12	2 475 971,67	21 611,12	-21 611,12	-	-	-
EAE - Environnement et énergie	36 695 000,00	-	36 695 000,00	26 983 884,94	295 071,20	-160 055,00	27 085 025,32	303 843,20	-168 827,00	-	135 016,20	135 016,20
932	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
28	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	30 063 000,00	-	30 063 000,00	26 983 884,94	295 071,20	-160 055,00	27 085 025,32	303 843,20	-168 827,00	-	135 016,20	135 016,20
71 - Actions transversales	6 846 000,00	-	6 846 000,00	5 875 323,38	87 064,91	-87 064,91	5 875 323,38	87 064,91	-87 064,91	-	-	0,00
72 - Actions en matière de déchets	3 609 000,00	23 346,05	3 632 346,05	2 790 985,23	46 771,95	-46 771,95	2 790 985,23	55 543,95	-55 543,95	-	-	-0,00
73 - Politique de l'air	1 045 000,00	-	1 045 000,00	898 109,26	4 204,70	-4 204,70	898 109,26	4 204,70	-4 204,70	-	-	-
74 - Politique de l'eau	1 060 000,00	91 780,25	1 151 780,25	937 225,98	135 016,18	-	1 039 854,16	135 016,18	-	-	135 016,18	135 016,18
75 - Politique de l'énergie	1 090 000,00	-23 346,05	1 066 653,95	630 393,42	1 369,32	-1 369,32	630 393,42	1 369,32	-1 369,32	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	15 463 000,00	-91 780,25	15 371 219,75	14 901 847,67	20 644,14	-20 644,12	14 900 359,87	20 644,14	-20 644,12	-	0,02	0,02
78 - Autres actions	950 000,00	-	950 000,00	950 000,00	-	-	950 000,00	-	-	-	-	-
939 - Action Economique	6 632 000,00	-	6 632 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	6 632 000,00	-	6 632 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	276 607 000,00	-	276 607 000,00	270 185 345,07	10 653 980,86	-50 474,26	268 846 657,01	10 653 980,86	-50 474,26	6 662 628,58	3 940 878,02	3 940 878,02
932 - Enseignement	276 607 000,00	-	276 607 000,00	270 185 345,07	10 653 980,86	-50 474,26	268 846 657,01	10 653 980,86	-50 474,26	6 662 628,58	3 940 878,02	3 940 878,02
222 - Lycées publics	170 467 000,00	-796 365,53	169 670 634,47	167 775 270,95	10 326 238,49	-	166 436 582,89	10 326 238,49	-	6 662 628,58	3 663 609,91	3 663 609,91
223 - Lycées privés	61 000 000,00	-	61 000 000,00	60 324 079,50	-	-	60 324 079,50	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	15 894 000,00	796 365,53	16 690 365,53	16 685 230,53	-	-	16 685 230,53	-	-	-	-	-
28 - Autres services périscolaires et annexes	29 246 000,00	-	29 246 000,00	25 400 764,09	327 742,37	-50 474,26	25 400 764,09	327 742,37	-50 474,26	-	277 268,11	277 268,11
ESU - Enseignement supérieur	10 650 000,00	-	10 650 000,00	9 088 644,92	37 740,00	-37 740,00	9 088 644,92	37 740,00	-37 740,00	-	-	-
932 - Enseignement	10 650 000,00	-	10 650 000,00	9 088 644,92	37 740,00	-37 740,00	9 088 644,92	37 740,00	-37 740,00	-	-	-
23 - Enseignement supérieur	10 650 000,00	-	10 650 000,00	9 088 644,92	37 740,00	-37 740,00	9 088 644,92	37 740,00	-37 740,00	-	-	-
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	704 165 000,00	-	704 165 000,00	656 925 906,32	11 567 863,64	-422 533,26	656 934 147,73	11 558 260,64	-412 930,26	0,03	11 145 330,35	11 145 330,35
931 - Formation professionnelle et apprentissage	651 150 000,00	-	651 150 000,00	617 086 176,09	11 544 270,10	-399 044,60	617 094 522,38	11 544 270,10	-399 044,60	0,03	11 145 225,47	11 145 225,47
10 - Services Communs	8 533 000,00	-426 102,34	8 106 897,66	7 724 741,15	24 163,49	-0,08	7 733 087,44	24 163,49	-0,08	-	24 163,41	24 163,41
11 - Formation professionnelle	277 967 000,00	7 016 993,18	284 983 993,18	269 597 304,85	11 159 141,99	-325 562,52	269 597 304,85	11 159 141,99	-325 562,52	0,03	10 833 579,44	10 833 579,44
111	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
112	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
113	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
114	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
115	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
116	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12 - Apprentissage	364 650 000,00	-6 590 890,84	358 059 109,16	339 764 130,09	360 964,62	-73 482,00	339 764 130,09	360 964,62	-73 482,00	-	287 482,62	287 482,62
939 - Action économique	53 015 000,00	-	53 015 000,00	39 839 730,23	23 593,54	-23 488,66	39 839 625,35	13 990,54	-13 885,66	-	104,88	104,88
91 - Interventions économiques transversales	53 015 000,00	-	53 015 000,00	39 839 730,23	23 593,54	-23 488,66	39 839 625,35	13 990,54	-13 885,66	-	104,88	104,88
LO - Logement	1 300 000,00	-	1 300 000,00	1 015 045,00	13 680,00	-13 680,00	1 015 045,00	13 680,00	-13 680,00	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	1 300 000,00	-	1 300 000,00	1 015 045,00	13 680,00	-13 680,00	1 015 045,00	13 680,00	-13 680,00	-	-	-
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	1 300 000,00	-	1 300 000,00	1 015 045,00	13 680,00	-13 680,00	1 015 045,00	13 680,00	-13 680,00	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2013	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
MO - Mobilités	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autre actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	41 889 000,00	-	41 889 000,00	40 045 374,78	176 463,58	-	40 037 243,76	168 331,76	-	-	176 463,58	168 331,76
930 - Services généraux	41 509 000,00	-	41 509 000,00	40 045 374,78	176 463,58	-	40 037 243,76	168 331,76	-	-	176 463,58	168 331,76
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	37 194 000,00	-	37 194 000,00	36 021 652,65	51 096,37	-	36 013 521,63	42 964,55	-	-	51 096,37	42 964,55
021 - Conseil régional	3 893 000,00	-	3 893 000,00	3 669 578,31	124 783,66	-	3 669 578,31	124 783,66	-	-	124 783,66	124 783,66
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	422 000,00	-	422 000,00	354 143,82	583,55	-	354 143,82	583,55	-	-	583,55	583,55
933 - Culture, sports et loisirs	380 000,00	-	380 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	380 000,00	-	380 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PRH - Personnel et Ressources humaines	3 681 000,00	-	3 681 000,00	3 155 894,91	75 436,09	-	3 165 321,08	75 436,09	-	-	75 436,09	75 436,09
930 - Services généraux	3 011 000,00	-	3 011 000,00	2 511 873,39	69 306,67	-	2 515 170,14	69 306,67	-	-	69 306,67	69 306,67
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	2 141 000,00	-	2 141 000,00	1 995 389,78	51 110,81	-	1 998 686,53	51 110,81	-	-	51 110,81	51 110,81
021 - Conseil régional	770 000,00	-	770 000,00	458 401,71	18 195,86	-	458 401,71	18 195,86	-	-	18 195,86	18 195,86
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	100 000,00	-	100 000,00	58 081,90	-	-	58 081,90	-	-	-	-	-
932 - Enseignement	670 000,00	-	670 000,00	644 021,52	6 129,42	-	650 150,94	6 129,42	-	-	6 129,42	6 129,42
222 - Lycées publics	670 000,00	-	670 000,00	644 021,52	6 129,42	-	650 150,94	6 129,42	-	-	6 129,42	6 129,42
944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	9 000 000,00	-	9 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	9 000 000,00	-	9 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	9 000 000,00	-	9 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	31 400 000,00	-	31 400 000,00	27 910 791,60	1 432 931,53	-467 192,84	27 910 791,60	1 483 327,16	-517 588,47	960 739,15	4 999,54	4 999,54
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	31 400 000,00	-	31 400 000,00	27 910 791,60	1 432 931,53	-467 192,84	27 910 791,60	1 483 327,16	-517 588,47	960 739,15	4 999,54	4 999,54
92 - Recherche et innovation	31 400 000,00	-	31 400 000,00	27 910 791,60	1 432 931,53	-467 192,84	27 910 791,60	1 483 327,16	-517 588,47	960 739,15	4 999,54	4 999,54
RUR - Ruralité	-	-	-	3 090 322,25	308,47	-308,47	3 090 322,25	308,47	-308,47	-	-	-
937 - Environnement	-	-	-	3 090 322,25	308,47	-308,47	3 090 322,25	308,47	-308,47	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	3 090 322,25	308,47	-308,47	3 090 322,25	308,47	-308,47	-	-	-
SE - Sécurité	5 550 000,00	-	5 550 000,00	4 716 175,90	187 419,27	-82 728,82	4 716 175,90	187 419,27	-82 728,82	-	104 690,45	104 690,45
932 - Enseignement	1 350 000,00	-	1 350 000,00	1 350 000,00	103 770,45	-	1 350 000,00	103 770,45	-	-	103 770,45	103 770,45
222	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
27 - Sécurité	1 350 000,00	-	1 350 000,00	1 350 000,00	103 770,45	-	1 350 000,00	103 770,45	-	-	103 770,45	103 770,45
935 - Aménagement des territoires	4 200 000,00	-	4 200 000,00	3 366 175,90	83 648,82	-82 728,82	3 366 175,90	83 648,82	-82 728,82	-	920,00	920,00
57 - Sécurité	4 200 000,00	-	4 200 000,00	3 366 175,90	83 648,82	-82 728,82	3 366 175,90	83 648,82	-82 728,82	-	920,00	920,00
SI - Systèmes d'Information	4 800 000,00	-	4 800 000,00	4 633 679,60	11 527,80	-11 527,80	4 633 679,60	11 527,80	-11 527,80	-	-	-
930 - Services généraux	4 800 000,00	-	4 800 000,00	4 633 679,60	11 527,80	-11 527,80	4 633 679,60	11 527,80	-11 527,80	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	4 800 000,00	-	4 800 000,00	4 633 679,60	11 527,80	-11 527,80	4 633 679,60	11 527,80	-11 527,80	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2013	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
SL - Sports et Loisirs	10 056 000,00	-	10 056 000,00	9 109 102,80	15,99	-	9 109 102,80	15,99	-	-	15,99	15,99
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
931 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
114	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	10 056 000,00	-	10 056 000,00	9 109 102,80	15,99	-	9 109 102,80	15,99	-	-	15,99	15,99
32 - Sports	8 268 000,00	-	8 268 000,00	7 521 558,89	15,99	-	7 521 558,89	15,99	-	-	15,99	15,99
33 - Loisirs	1 788 000,00	-	1 788 000,00	1 587 543,91	-	-	1 587 543,91	-	-	-	-	-
TC - Transports en commun	770 310 000,00	-	770 310 000,00	766 707 434,60	50 004,52	-25 668,75	766 707 434,60	50 004,52	-25 668,75	2 904,00	21 431,77	21 431,77
938 - Transports	770 310 000,00	-	770 310 000,00	766 707 434,60	50 004,52	-25 668,75	766 707 434,60	50 004,52	-25 668,75	2 904,00	21 431,77	21 431,77
80 - Services communs	2 170 000,00	-	2 170 000,00	903 832,29	34 712,92	-10 377,15	903 832,29	34 712,92	-10 377,15	2 904,00	21 431,77	21 431,77
810 - Services communs	754 810 000,00	-	754 810 000,00	754 716 552,47	15 291,60	-15 291,60	754 716 552,47	15 291,60	-15 291,60	-	-	-
818 - Autres transports en commun	13 330 000,00	-	13 330 000,00	11 087 049,84	-	-	11 087 049,84	-	-	-	-	-
TMSP - Transports de marchandise en site propre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
938	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
885	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	24 600 000,00	-	24 600 000,00	20 799 975,00	-	-	20 799 975,00	-	-	-	-	-
939 - Action économique	24 600 000,00	-	24 600 000,00	20 799 975,00	-	-	20 799 975,00	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	24 600 000,00	-	24 600 000,00	20 799 975,00	-	-	20 799 975,00	-	-	-	-	-
UE - Fonds européens	-	-	-	931 109,40	-	-	931 109,40	-	-	-	-	-
930 - Services généraux	-	-	-	931 109,40	-	-	931 109,40	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
042 - Actions européennes	-	-	-	931 109,40	-	-	931 109,40	-	-	-	-	-
936 - Gestion des fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
61 - FSE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62 - FEDER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
63 - Autres (FEADER)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
630 - FEADER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 286 564 000,00	2 000 000,00	2 288 564 000,00	2 194 189 044,27	25 836 602,35	-2 213 031,96	2 192 960 662,16	25 883 481,00	-2 268 413,42	7 636 416,85	15 987 153,54	15 978 650,73
				95,88 %						0,35 %	-38,12 %	-38,27 %

LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT 2014

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2014	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
AGRI - Agriculture	-	-	-	6 395 110,19	375 301,53	-146 698,89	6 389 687,25	369 878,59	-137 541,99	138 466,90	90 135,74	93 869,70
939 - Action économique	-	-	-	6 395 110,19	375 301,53	-146 698,89	6 389 687,25	369 878,59	-137 541,99	138 466,90	90 135,74	93 869,70
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	-	-	-	6 395 110,19	375 301,53	-146 698,89	6 389 687,25	369 878,59	-137 541,99	138 466,90	90 135,74	93 869,70
AIE - Actions internationales	6 350 000,00	-	6 350 000,00	3 515 495,87	462 524,31	-296 601,69	3 466 010,36	465 349,72	-299 427,10	106 218,57	59 704,05	59 704,05
930 - Services généraux	6 350 000,00	-	6 350 000,00	3 515 495,87	462 524,31	-296 601,69	3 466 010,36	465 349,72	-299 427,10	106 218,57	59 704,05	59 704,05
042 - Actions européennes	1 000 000,00	-	1 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
044 - Aide publique au développement	2 890 000,00	-	2 890 000,00	1 905 118,07	282 689,05	-218 330,64	1 888 650,16	282 689,05	-218 330,64	37 671,96	26 686,45	26 686,45
048 - Autres actions internationales	2 460 000,00	-	2 460 000,00	1 610 377,80	179 835,26	-78 271,05	1 577 360,20	182 660,67	-81 096,46	68 546,61	33 017,60	33 017,60
AM - Aménagement	28 400 611,00	-	28 400 611,00	24 389 438,15	9 653,24	-9 653,24	24 389 438,15	12 158,34	-12 158,34	-	-	-
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	24 631 611,00	-	24 631 611,00	24 389 438,15	9 653,24	-9 653,24	24 389 438,15	12 158,34	-12 158,34	-	-	-
50 - Services communs	22 531 611,00	-	22 531 611,00	22 289 444,15	9 653,24	-9 653,24	22 289 444,15	12 158,34	-12 158,34	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	2 100 000,00	-	2 100 000,00	2 099 994,00	-	-	2 099 994,00	-	-	-	-	-
937 - Environnement	3 769 000,00	-	3 769 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	3 769 000,00	-	3 769 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CI - Citoyenneté	7 300 000,00	-	7 300 000,00	10 695 670,28	1 101 443,67	-699 984,79	10 695 670,28	1 101 443,67	-685 415,72	151 018,96	250 439,92	265 008,99
930 - Services généraux	5 250 000,00	-	5 250 000,00	3 812 026,82	300 085,53	-154 836,12	3 812 026,82	300 085,53	-154 836,12	97 063,92	48 185,49	48 185,49
0202 - Autres moyens généraux	300 000,00	-	300 000,00	106 121,60	-	-	106 121,60	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	4 950 000,00	-	4 950 000,00	3 705 905,22	300 085,53	-154 836,12	3 705 905,22	300 085,53	-154 836,12	97 063,92	48 185,49	48 185,49
934 - Développement social et santé	2 050 000,00	-	2 050 000,00	1 482 666,01	15 655,59	-15 655,59	1 482 666,01	15 655,59	-15 655,59	-	-	-
40 - Services communs	2 050 000,00	-	2 050 000,00	1 482 666,01	15 655,59	-15 655,59	1 482 666,01	15 655,59	-15 655,59	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	5 400 977,45	785 702,55	-529 493,08	5 400 977,45	785 702,55	-514 924,01	53 955,04	202 254,43	216 823,50
51 - Politique de la ville	-	-	-	5 400 977,45	785 702,55	-529 493,08	5 400 977,45	785 702,55	-514 924,01	53 955,04	202 254,43	216 823,50
COM - Communication	12 500 000,00	-	12 500 000,00	11 133 917,71	-	-	11 133 917,71	1 310,82	-1 310,82	-	-	-
930 - Services généraux	12 500 000,00	-	12 500 000,00	11 133 917,71	-	-	11 133 917,71	1 310,82	-1 310,82	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	12 500 000,00	-	12 500 000,00	11 133 917,71	-	-	11 133 917,71	1 310,82	-1 310,82	-	-	-
CU - Culture	63 100 000,00	2 000 000,00	65 100 000,00	62 634 800,79	966 117,94	-160 033,92	62 634 800,79	966 117,94	-160 033,92	355 420,86	450 663,16	450 663,16
933 - Culture, sports et loisirs	63 100 000,00	2 000 000,00	65 100 000,00	62 634 800,79	966 117,94	-160 033,92	62 634 800,79	966 117,94	-160 033,92	355 420,86	450 663,16	450 663,16
312 - Activités culturelles et artistiques	62 821 000,00	1 990 000,00	64 811 000,00	62 023 594,72	966 114,69	-160 033,92	62 023 594,72	966 114,69	-160 033,92	355 420,86	450 659,91	450 659,91
313 - Patrimoine	279 000,00	10 000,00	289 000,00	611 206,07	3,25	-	611 206,07	3,25	-	-	3,25	3,25
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	47 373 000,00	-	47 373 000,00	40 900 366,42	1 298 364,08	-403 942,82	40 900 186,42	1 298 364,08	-403 942,82	803 490,42	90 930,84	90 930,84
935 - Aménagement des territoires	3 910 000,00	-	3 910 000,00	3 156 523,04	148 006,49	-5 205,13	3 156 523,04	148 006,49	-5 205,13	112 533,11	30 268,25	30 268,25
56 - Technologies de l'information et de la communication	3 910 000,00	-	3 910 000,00	3 156 523,04	148 006,49	-5 205,13	3 156 523,04	148 006,49	-5 205,13	112 533,11	30 268,25	30 268,25
939 - Action économique	43 463 000,00	-	43 463 000,00	37 743 843,38	1 150 357,59	-398 737,69	37 743 663,38	1 150 357,59	-398 737,69	690 957,31	60 662,59	60 662,59
91 - Interventions économiques transversales	24 600 000,00	-	24 600 000,00	22 356 069,83	391 452,49	-105 280,88	22 356 069,83	391 452,49	-105 280,88	225 689,02	60 482,59	60 482,59
92 - Recherche et innovation	13 092 000,00	-	13 092 000,00	11 090 407,51	-	-	11 090 407,51	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	5 771 000,00	-	5 771 000,00	4 297 366,04	758 905,10	-293 456,81	4 297 186,04	758 905,10	-293 456,81	465 268,29	180,00	180,00

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2014	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
DSS - Développement social et santé	189 221 000,00	-	189 221 000,00	186 821 255,55	468 731,68	-134 474,73	186 821 255,55	468 731,68	-134 474,73	123 766,54	210 490,41	210 490,41
931 - Formation professionnelle et apprentissage	177 271 000,00	-	177 271 000,00	176 727 921,32	216 332,42	-92 004,00	176 727 921,32	216 332,42	-92 004,00	12 258,00	112 070,42	112 070,42
11 - Formation professionnelle	3 388 000,00	-	3 388 000,00	3 324 400,00	3 600,00	-3 600,00	3 324 400,00	3 600,00	-3 600,00	-	-	-
113	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	173 883 000,00	-	173 883 000,00	173 403 521,32	212 732,42	-88 404,00	173 403 521,32	212 732,42	-88 404,00	12 258,00	112 070,42	112 070,42
934 - Santé et Action sociale	11 950 000,00	-	11 950 000,00	10 093 334,23	252 399,26	-42 470,73	10 093 334,23	252 399,26	-42 470,73	111 508,54	98 419,99	98 419,99
40 - Services communs	1 593 000,00	-	1 593 000,00	1 573 785,38	288,00	-	1 573 785,38	288,00	-	-	288,00	288,00
41 - Santé	7 748 000,00	-198 498,75	7 549 501,25	5 880 562,45	116 253,52	-28 169,73	5 880 562,45	116 253,52	-28 169,73	27 544,20	60 539,59	60 539,59
42 - Action sociale	2 609 000,00	198 498,75	2 807 498,75	2 638 986,40	135 857,74	-14 301,00	2 638 986,40	135 857,74	-14 301,00	83 964,34	37 592,40	37 592,40
EAE - Environnement et énergie	36 410 000,00	-	36 410 000,00	27 316 549,72	688 647,97	-368 305,51	27 316 549,72	688 647,97	-368 305,51	246 871,11	73 471,35	73 471,35
932	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
28	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	29 175 000,00	-	29 175 000,00	27 316 549,72	688 647,97	-368 305,51	27 316 549,72	688 647,97	-368 305,51	246 871,11	73 471,35	73 471,35
71 - Actions transversales	6 480 000,00	92 418,59	6 572 418,59	6 066 505,01	108 249,89	-57 799,89	6 066 505,01	108 249,89	-57 799,89	24 017,89	26 432,11	26 432,11
72 - Actions en matière de déchets	3 794 000,00	-29 775,75	3 764 224,25	3 067 289,15	389 328,04	-279 764,68	3 067 289,15	389 328,04	-279 764,68	80 486,92	29 076,44	29 076,44
73 - Politique de l'air	858 000,00	-	858 000,00	857 944,90	0,01	-0,01	857 944,90	0,01	-0,01	-	-	-
74 - Politique de l'eau	900 000,00	-	900 000,00	684 641,41	17 962,80	-	684 641,41	17 962,80	-	-	17 962,80	17 962,80
75 - Politique de l'énergie	950 000,00	-23 598,70	926 401,30	689 829,01	20 738,71	-20 738,71	689 829,01	20 738,71	-20 738,71	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	15 097 000,00	-39 044,14	15 057 955,86	14 854 340,24	152 368,52	-10 002,22	14 854 340,24	152 368,52	-10 002,22	142 366,30	-	-
78 - Autres actions	1 096 000,00	-	1 096 000,00	1 096 000,00	-	-	1 096 000,00	-	-	-	-	-
939 - Action Economique	7 235 000,00	-	7 235 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	7 235 000,00	-	7 235 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	249 400 000,00	-	249 400 000,00	243 767 544,94	9 300 866,84	-12 848,96	242 737 544,94	9 300 866,84	-12 848,96	2 232 658,54	7 055 359,34	7 055 359,34
932 - Enseignement	249 400 000,00	-	249 400 000,00	243 767 544,94	9 300 866,84	-12 848,96	242 737 544,94	9 300 866,84	-12 848,96	2 232 658,54	7 055 359,34	7 055 359,34
222 - Lycées publics	139 907 036,00	-3 838 241,00	136 068 795,00	135 869 849,37	7 152 451,00	-	135 369 849,37	7 152 451,00	-	1 736 326,54	5 416 124,46	5 416 124,46
223 - Lycées privés	61 000 000,00	-	61 000 000,00	60 869 061,54	-	-	60 869 061,54	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	17 348 778,00	3 838 241,00	21 187 019,00	20 926 017,00	2 042 311,52	-	20 396 017,00	2 042 311,52	-	496 332,00	1 545 979,52	1 545 979,52
28 - Autres services périscolaires et annexes	31 144 186,00	-	31 144 186,00	26 102 617,03	106 104,32	-12 848,96	26 102 617,03	106 104,32	-12 848,96	-	93 255,36	93 255,36
ESU - Enseignement supérieur	7 210 000,00	-	7 210 000,00	6 852 334,56	119 118,00	-96 559,28	6 852 334,56	119 118,00	-96 559,28	19 048,72	3 510,00	3 510,00
932 - Enseignement	7 210 000,00	-	7 210 000,00	6 852 334,56	119 118,00	-96 559,28	6 852 334,56	119 118,00	-96 559,28	19 048,72	3 510,00	3 510,00
23 - Enseignement supérieur	7 210 000,00	-	7 210 000,00	6 852 334,56	119 118,00	-96 559,28	6 852 334,56	119 118,00	-96 559,28	19 048,72	3 510,00	3 510,00
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	693 900 000,00	-	693 900 000,00	633 616 541,67	16 505 934,31	-4 420 373,44	633 612 106,68	16 503 892,74	-4 420 373,44	329 023,27	11 756 537,60	11 754 496,03
931 - Formation professionnelle et apprentissage	640 250 000,00	-	640 250 000,00	598 213 397,40	16 036 792,00	-3 958 864,36	598 213 395,64	16 036 792,00	-3 958 864,36	329 023,27	11 748 904,37	11 748 904,37
10 - Services Communs	8 400 000,00	357 731,60	8 757 731,60	8 473 167,42	28 147,55	-22 100,80	8 473 165,66	28 147,55	-22 100,80	-	6 046,75	6 046,75
11 - Formation professionnelle	281 300 000,00	6 319 183,97	287 619 183,97	270 689 983,45	15 708 839,28	-3 881 053,53	270 689 983,45	15 708 839,28	-3 881 053,53	326 692,95	11 501 092,80	11 501 092,80
111	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
112	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
113	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
114	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
115	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
116	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12 - Apprentissage	350 550 000,00	-6 676 915,57	343 873 084,43	319 050 246,53	299 805,17	-55 710,03	319 050 246,53	299 805,17	-55 710,03	2 330,32	241 764,82	241 764,82
939 - Action économique	53 650 000,00	-	53 650 000,00	35 403 144,27	469 142,31	-461 509,08	35 398 711,04	467 100,74	-461 509,08	-	7 633,23	5 591,66
91 - Interventions économiques transversales	53 650 000,00	-	53 650 000,00	35 403 144,27	469 142,31	-461 509,08	35 398 711,04	467 100,74	-461 509,08	-	7 633,23	5 591,66
LO - Logement	1 290 000,00	-	1 290 000,00	1 164 025,17	3 456,00	-	1 164 025,17	3 456,00	-	-	3 456,00	3 456,00
935 - Aménagement des territoires	1 290 000,00	-	1 290 000,00	1 164 025,17	3 456,00	-	1 164 025,17	3 456,00	-	-	3 456,00	3 456,00
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	1 290 000,00	-	1 290 000,00	1 164 025,17	3 456,00	-	1 164 025,17	3 456,00	-	-	3 456,00	3 456,00

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2014	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
MO - Mobilités	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autre actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	43 771 500,00	-3 132 600,00	40 638 900,00	38 925 063,13	141 321,23	-	38 932 552,17	141 300,30	-	-	141 321,23	141 300,30
930 - Services généraux	43 421 500,00	-3 132 600,00	40 288 900,00	38 925 063,13	141 321,23	-	38 932 552,17	141 300,30	-	-	141 321,23	141 300,30
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	39 218 000,00	-3 132 600,00	36 085 400,00	35 304 880,94	59 157,90	-	35 312 369,98	59 136,97	-	-	59 157,90	59 136,97
021 - Conseil régional	3 814 500,00	-	3 814 500,00	3 365 961,32	82 017,63	-	3 365 961,32	82 017,63	-	-	82 017,63	82 017,63
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	389 000,00	-	389 000,00	254 220,87	145,70	-	254 220,87	145,70	-	-	145,70	145,70
933 - Culture, sports et loisirs	350 000,00	-	350 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	350 000,00	-	350 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PRH - Personnel et Ressources humaines	4 001 150,00	-	4 001 150,00	2 876 841,03	0,66	-	2 876 841,03	0,66	-	-	0,66	0,66
930 - Services généraux	3 159 950,00	-	3 159 950,00	2 134 876,38	0,65	-	2 134 876,38	0,65	-	-	0,65	0,65
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	2 289 950,00	-	2 289 950,00	1 789 245,18	0,62	-	1 789 245,18	0,62	-	-	0,62	0,62
021 - Conseil régional	770 000,00	-	770 000,00	335 181,20	0,03	-	335 181,20	0,03	-	-	0,03	0,03
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	100 000,00	-	100 000,00	10 450,00	-	-	10 450,00	-	-	-	-	-
932 - Enseignement	841 200,00	-	841 200,00	741 964,65	0,01	-	741 964,65	0,01	-	-	0,01	0,01
222 - Lycées publics	841 200,00	-	841 200,00	741 964,65	0,01	-	741 964,65	0,01	-	-	0,01	0,01
944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	9 000 000,00	-438 130,00	8 561 870,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	9 000 000,00	-438 130,00	8 561 870,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	9 000 000,00	-438 130,00	8 561 870,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	25 800 000,00	301 336,00	26 101 336,00	24 560 094,61	10 376 799,83	-1 156 207,95	24 484 374,77	10 376 799,83	-1 066 729,20	8 312 389,78	908 202,10	997 680,85
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	25 800 000,00	301 336,00	26 101 336,00	24 560 094,61	10 376 799,83	-1 156 207,95	24 484 374,77	10 376 799,83	-1 066 729,20	8 312 389,78	908 202,10	997 680,85
92 - Recherche et innovation	25 800 000,00	301 336,00	26 101 336,00	24 560 094,61	10 376 799,83	-1 156 207,95	24 484 374,77	10 376 799,83	-1 066 729,20	8 312 389,78	908 202,10	997 680,85
RUR - Ruralité	-	-	-	3 356 086,83	137 135,00	-70 896,38	3 356 086,83	137 135,00	-70 896,38	49 784,94	16 453,68	16 453,68
937 - Environnement	-	-	-	3 356 086,83	137 135,00	-70 896,38	3 356 086,83	137 135,00	-70 896,38	49 784,94	16 453,68	16 453,68
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	3 356 086,83	137 135,00	-70 896,38	3 356 086,83	137 135,00	-70 896,38	49 784,94	16 453,68	16 453,68
SE - Sécurité	3 353 000,00	438 130,00	3 791 130,00	3 525 779,55	51 793,38	-18 006,38	3 525 779,55	51 793,38	-18 006,38	8 800,00	24 987,00	24 987,00
932 - Enseignement	990 000,00	-	990 000,00	990 000,00	-	-	990 000,00	-	-	-	-	-
222	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
27 - Sécurité	990 000,00	-	990 000,00	990 000,00	-	-	990 000,00	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	2 363 000,00	438 130,00	2 801 130,00	2 535 779,55	51 793,38	-18 006,38	2 535 779,55	51 793,38	-18 006,38	8 800,00	24 987,00	24 987,00
57 - Sécurité	2 363 000,00	438 130,00	2 801 130,00	2 535 779,55	51 793,38	-18 006,38	2 535 779,55	51 793,38	-18 006,38	8 800,00	24 987,00	24 987,00
SI - Systèmes d'Information	5 452 000,00	-	5 452 000,00	5 452 000,00	94 610,78	-	5 452 000,00	94 610,78	-	5 068,98	89 541,80	89 541,80
930 - Services généraux	5 452 000,00	-	5 452 000,00	5 452 000,00	94 610,78	-	5 452 000,00	94 610,78	-	5 068,98	89 541,80	89 541,80
0202 - Autres moyens généraux	5 452 000,00	-	5 452 000,00	5 452 000,00	94 610,78	-	5 452 000,00	94 610,78	-	5 068,98	89 541,80	89 541,80

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2014	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
SL - Sports et Loisirs	10 120 000,00	-	10 120 000,00	9 431 000,51	22 406,26	-3 024,00	9 431 000,01	22 405,76	-3 024,00	4 430,36	14 951,90	14 951,40
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
931 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
114	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	10 120 000,00	-	10 120 000,00	9 431 000,51	22 406,26	-3 024,00	9 431 000,01	22 405,76	-3 024,00	4 430,36	14 951,90	14 951,40
32 - Sports	8 307 000,00	-3 302,07	8 303 697,93	7 841 618,61	3 923,40	-	7 841 618,61	3 923,40	-	-	3 923,40	3 923,40
33 - Loisirs	1 813 000,00	3 302,07	1 816 302,07	1 589 381,90	18 482,86	-3 024,00	1 589 381,40	18 482,36	-3 024,00	4 430,36	11 028,50	11 028,00
TC - Transports en commun	785 676 000,00	-	785 676 000,00	782 651 569,20	64 637,76	-12 120,73	782 651 569,20	64 637,76	-12 120,73	19 664,02	32 853,01	32 853,01
938 - Transports	785 676 000,00	-	785 676 000,00	782 651 569,20	64 637,76	-12 120,73	782 651 569,20	64 637,76	-12 120,73	19 664,02	32 853,01	32 853,01
80 - Services communs	1 233 000,00	-	1 233 000,00	516 943,84	52 908,16	-391,13	516 943,84	52 908,16	-391,13	19 664,02	32 853,01	32 853,01
810 - Services communs	770 873 000,00	5 100,00	770 878 100,00	770 865 316,40	11 729,60	-11 729,60	770 865 316,40	11 729,60	-11 729,60	-	-	-
818 - Autres transports en commun	13 570 000,00	-5 100,00	13 564 900,00	11 269 308,96	-	-	11 269 308,96	-	-	-	-	-
TMSP - Transports de marchandise en site propre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
938	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
885	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	23 710 000,00	-	23 710 000,00	22 988 084,00	-	-	22 988 084,00	-	-	-	-	-
939 - Action économique	23 710 000,00	-	23 710 000,00	22 988 084,00	-	-	22 988 084,00	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	23 710 000,00	-	23 710 000,00	22 988 084,00	-	-	22 988 084,00	-	-	-	-	-
UE - Fonds européens	-	-	-	951 440,74	1 766,18	-1 766,18	951 440,74	2 073,37	-2 073,37	-	-0,00	-0,00
930 - Services généraux	-	-	-	951 440,74	1 766,18	-1 766,18	951 440,74	2 073,37	-2 073,37	-	-0,00	-0,00
0202 - Autres moyens généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
042 - Actions européennes	-	-	-	951 440,74	1 766,18	-1 766,18	951 440,74	2 073,37	-2 073,37	-	-0,00	-0,00
936 - Gestion des fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
61 - FSE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62 - FEDER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
63 - Autres (FEADER)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
630 - FEADER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 253 338 261,00	-831 264,00	2 252 506 997,00	2 153 921 010,62	42 190 630,65	-8 011 498,89	2 152 763 255,88	42 190 093,23	-7 905 242,69	12 906 121,97	21 273 009,79	21 378 728,57
				95,62 %						0,60 %	-49,58 %	-49,33 %

LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT 2015

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2015	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
AGRI - Agriculture	-	-	-	6 367 103,41	950 419,61	-164 886,96	6 367 103,41	800 247,59	-186,41	106 872,58	678 660,07	693 188,60
939 - Action économique	-	-	-	6 367 103,41	950 419,61	-164 886,96	6 367 103,41	800 247,59	-186,41	106 872,58	678 660,07	693 188,60
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	-	-	-	6 367 103,41	950 419,61	-164 886,96	6 367 103,41	800 247,59	-186,41	106 872,58	678 660,07	693 188,60
AIE - Actions internationales	5 525 000,00	-	5 525 000,00	3 149 441,46	711 116,86	-108 551,34	3 052 182,98	711 116,86	-108 551,34	444 575,93	157 989,59	157 989,59
930 - Services généraux	5 525 000,00	-	5 525 000,00	3 149 441,46	711 116,86	-108 551,34	3 052 182,98	711 116,86	-108 551,34	444 575,93	157 989,59	157 989,59
042 - Actions européennes	1 400 000,00	-38 696,80	1 361 303,20	-	-	-	-	-	-	-	-	-
044 - Aide publique au développement	2 291 000,00	22 960,80	2 313 960,80	1 626 438,65	379 105,95	-43 068,17	1 626 438,65	379 105,95	-43 068,17	310 871,58	25 166,20	25 166,20
048 - Autres actions internationales	1 834 000,00	15 736,00	1 849 736,00	1 523 002,81	332 010,91	-65 483,17	1 425 744,33	332 010,91	-65 483,17	133 704,35	132 823,39	132 823,39
AM - Aménagement	28 041 000,00	-	28 041 000,00	24 179 515,31	414 491,00	-189 125,50	24 179 515,31	237 323,24	-11 957,74	95 865,50	129 500,00	129 500,00
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	24 491 000,00	-	24 491 000,00	24 179 515,31	414 491,00	-189 125,50	24 179 515,31	237 323,24	-11 957,74	95 865,50	129 500,00	129 500,00
50 - Services communs	22 791 000,00	-	22 791 000,00	22 529 515,31	216 125,50	-189 125,50	22 529 515,31	38 957,74	-11 957,74	7 500,00	19 500,00	19 500,00
52 - Agglomérations et villes moyennes	1 700 000,00	-	1 700 000,00	1 650 000,00	198 365,50	-	1 650 000,00	198 365,50	-	88 365,50	110 000,00	110 000,00
937 - Environnement	3 550 000,00	-	3 550 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	3 550 000,00	-	3 550 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CI - Citoyenneté	7 806 000,00	-	7 806 000,00	10 351 087,85	1 269 799,65	-149 459,41	10 349 635,23	1 211 312,62	-128 746,79	615 808,53	504 531,71	504 531,71
930 - Services généraux	5 556 000,00	-	5 556 000,00	4 243 727,58	676 009,92	-114 147,59	4 242 274,96	636 882,69	-112 794,77	389 378,12	172 484,21	172 484,21
0202 - Autres moyens généraux	150 000,00	-	150 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	5 406 000,00	-	5 406 000,00	4 243 727,58	676 009,92	-114 147,59	4 242 274,96	636 882,69	-112 794,77	389 378,12	172 484,21	172 484,21
934 - Développement social et santé	2 250 000,00	-	2 250 000,00	1 533 671,97	208 231,40	-8 826,21	1 533 671,97	208 231,40	-8 826,21	159 725,19	39 680,00	39 680,00
40 - Services communs	2 250 000,00	-	2 250 000,00	1 533 671,97	208 231,40	-8 826,21	1 533 671,97	208 231,40	-8 826,21	159 725,19	39 680,00	39 680,00
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	4 573 688,30	385 558,33	-26 485,61	4 573 688,30	366 198,53	-7 125,81	66 705,22	292 367,50	292 367,50
51 - Politique de la ville	-	-	-	4 573 688,30	385 558,33	-26 485,61	4 573 688,30	366 198,53	-7 125,81	66 705,22	292 367,50	292 367,50
COM - Communication	11 500 000,00	-	11 500 000,00	9 096 351,07	25 686,97	-20 388,73	9 078 160,35	25 296,49	-19 998,25	95,84	5 202,40	5 202,40
930 - Services généraux	11 500 000,00	-	11 500 000,00	9 096 351,07	25 686,97	-20 388,73	9 078 160,35	25 296,49	-19 998,25	95,84	5 202,40	5 202,40
0202 - Autres moyens généraux	11 500 000,00	-	11 500 000,00	9 096 351,07	25 686,97	-20 388,73	9 078 160,35	25 296,49	-19 998,25	95,84	5 202,40	5 202,40
CU - Culture	65 657 000,00	-	65 657 000,00	62 403 287,97	3 934 343,43	-508 200,90	61 751 882,72	3 792 953,41	-376 537,07	1 203 600,35	2 222 542,18	2 222 542,18
933 - Culture, sports et loisirs	65 657 000,00	-	65 657 000,00	62 403 287,97	3 934 343,43	-508 200,90	61 751 882,72	3 792 953,41	-376 537,07	1 203 600,35	2 222 542,18	2 222 542,18
312 - Activités culturelles et artistiques	65 378 000,00	-	65 378 000,00	61 786 749,51	3 872 518,56	-508 200,90	61 177 844,26	3 731 128,54	-376 537,07	1 182 533,97	2 181 783,69	2 181 783,69
313 - Patrimoine	279 000,00	-	279 000,00	616 538,46	61 824,87	-	574 038,46	61 824,87	-	21 066,38	40 758,49	40 758,49
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	46 340 000,00	-	46 340 000,00	35 946 107,64	1 712 394,33	-670 235,43	35 938 009,33	1 673 170,33	-631 011,43	649 520,86	392 638,04	392 638,04
935 - Aménagement des territoires	3 708 000,00	-	3 708 000,00	2 764 738,48	55 632,64	-14 392,64	2 764 738,48	55 632,64	-14 392,64	35 000,00	6 240,00	6 240,00
56 - Technologies de l'information et de la communication	3 708 000,00	-	3 708 000,00	2 764 738,48	55 632,64	-14 392,64	2 764 738,48	55 632,64	-14 392,64	35 000,00	6 240,00	6 240,00
939 - Action économique	42 632 000,00	-	42 632 000,00	33 181 369,16	1 656 761,69	-655 842,79	33 173 270,85	1 617 537,69	-616 618,79	614 520,86	386 398,04	386 398,04
91 - Interventions économiques transversales	27 859 000,00	119 843,28	27 978 843,28	23 106 622,40	768 250,32	-363 672,07	23 106 622,40	768 250,32	-363 672,07	220 039,79	184 538,46	184 538,46
92 - Recherche et innovation	9 163 000,00	-	9 163 000,00	6 525 385,40	197 545,97	-6 858,11	6 525 385,40	197 245,97	-6 558,11	190 687,86	0,00	0,00
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	5 610 000,00	-119 843,28	5 490 156,72	3 549 361,36	690 965,40	-285 312,61	3 541 263,05	652 041,40	-246 388,61	203 793,21	201 859,58	201 859,58

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2015	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
DSS - Développement social et santé	192 660 000,00	-	192 660 000,00	189 107 562,15	971 878,20	-207 710,56	189 106 684,56	799 761,90	-35 594,26	138 980,83	625 186,81	625 186,81
931 - Formation professionnelle et apprentissage	181 465 000,00	-	181 465 000,00	179 169 223,21	461 538,02	-150 000,00	179 169 223,21	311 538,02	-	22 753,71	288 784,31	288 784,31
11 - Formation professionnelle	3 388 000,00	-	3 388 000,00	3 254 000,00	42 000,00	-	3 254 000,00	42 000,00	-	-	42 000,00	42 000,00
113	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	178 077 000,00	-	178 077 000,00	175 915 223,21	419 538,02	-150 000,00	175 915 223,21	269 538,02	-	22 753,71	246 784,31	246 784,31
934 - Santé et Action sociale	11 195 000,00	-	11 195 000,00	9 938 338,94	510 340,18	-57 710,56	9 937 461,35	488 223,88	-35 594,26	116 227,12	336 402,50	336 402,50
40 - Services communs	1 572 000,00	10 000,00	1 582 000,00	1 555 921,89	21 696,91	-21 238,71	1 555 921,89	458,20	-	-	458,20	458,20
41 - Santé	7 223 000,00	-713 327,00	6 509 673,00	5 401 447,03	87 204,95	-2 219,03	5 400 569,44	86 327,36	-1 341,44	16 104,67	68 881,25	68 881,25
42 - Action sociale	2 400 000,00	703 327,00	3 103 327,00	2 980 970,02	401 438,32	-34 252,82	2 980 970,02	401 438,32	-34 252,82	100 122,45	267 063,05	267 063,05
EAE - Environnement et énergie	39 763 000,00	-	39 763 000,00	28 628 734,84	2 361 306,38	-131 272,94	28 400 413,31	2 209 756,75	-18 032,23	415 223,97	1 814 809,47	1 814 809,47
932	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
28	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	31 376 000,00	-	31 376 000,00	28 628 734,84	2 361 306,38	-131 272,94	28 400 413,31	2 209 756,75	-18 032,23	415 223,97	1 814 809,47	1 814 809,47
71 - Actions transversales	7 466 000,00	230 060,00	7 696 060,00	7 168 108,28	206 212,41	-40 833,96	7 167 771,92	173 658,47	-8 280,02	66 496,67	98 881,78	98 881,78
72 - Actions en matière de déchets	3 400 000,00	-29 319,10	3 370 680,90	3 108 803,41	1 155 840,08	-63 984,64	2 921 761,16	1 062 776,39	-9 229,87	185 015,26	906 840,18	906 840,18
73 - Politique de l'air	915 000,00	40 000,00	955 000,00	865 108,00	-	-	865 108,00	-	-	-	-	-
74 - Politique de l'eau	740 000,00	-22 780,90	717 219,10	520 117,64	8 205,02	-	520 117,64	8 205,02	-	1 840,00	6 365,02	6 365,02
75 - Politique de l'énergie	3 050 000,00	-217 960,00	2 832 040,00	1 416 987,48	653 848,20	-0,40	1 416 987,48	653 848,20	-0,40	127 073,95	526 773,85	526 773,85
76 - Patrimoine naturel	14 665 000,00	-	14 665 000,00	14 449 610,03	337 200,67	-26 453,94	14 408 667,11	311 268,67	-521,94	34 798,09	275 948,64	275 948,64
78 - Autres actions	1 140 000,00	-	1 140 000,00	1 100 000,00	-	-	1 100 000,00	-	-	-	-	-
939 - Action Economique	8 387 000,00	-	8 387 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	8 387 000,00	-	8 387 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	268 750 000,00	-	268 750 000,00	262 400 477,11	9 693 524,72	-265 422,03	259 954 683,26	4 702 230,38	4 375 817,98	5 811 098,57	3 617 004,12	3 617 004,12
932 - Enseignement	268 750 000,00	-	268 750 000,00	262 400 477,11	9 693 524,72	-265 422,03	259 954 683,26	4 702 230,38	4 375 817,98	5 811 098,57	3 617 004,12	3 617 004,12
222 - Lycées publics	140 763 700,00	321 990,33	141 085 690,33	140 969 983,97	7 014 132,07	-15 922,84	139 951 614,14	2 401 536,90	4 395 430,00	5 064 531,63	1 933 677,60	1 933 677,60
223 - Lycées privés	66 100 000,00	-	66 100 000,00	66 099 227,91	-	-	66 099 227,91	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	21 459 300,00	-181 990,33	21 277 309,67	21 214 264,00	1 995 353,50	-	19 817 858,69	1 995 353,50	-	656 856,74	1 338 496,76	1 338 496,76
28 - Autres services périscolaires et annexes	40 427 000,00	-140 000,00	40 287 000,00	34 117 001,23	684 039,15	-249 499,19	34 085 982,52	305 339,98	-19 612,02	89 710,20	344 829,76	344 829,76
ESU - Enseignement supérieur	6 560 000,00	-	6 560 000,00	5 884 361,53	215 402,03	-7 561,33	5 884 361,53	214 502,03	-7 256,33	36 811,70	171 029,00	170 434,00
932 - Enseignement	6 560 000,00	-	6 560 000,00	5 884 361,53	215 402,03	-7 561,33	5 884 361,53	214 502,03	-7 256,33	36 811,70	171 029,00	170 434,00
23 - Enseignement supérieur	6 560 000,00	-	6 560 000,00	5 884 361,53	215 402,03	-7 561,33	5 884 361,53	214 502,03	-7 256,33	36 811,70	171 029,00	170 434,00
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	652 057 000,00	47 080 000,00	699 137 000,00	618 943 426,81	41 568 096,67	-12 217 743,59	618 886 997,83	41 211 915,85	-11 860 713,81	6 506 272,25	22 844 080,83	22 844 929,79
931 - Formation professionnelle et apprentissage	598 370 000,00	47 080 000,00	645 450 000,00	594 227 006,73	27 714 976,31	-2 272 528,91	594 187 546,73	27 487 873,49	-2 044 577,13	2 944 420,09	22 498 027,31	22 498 876,27
10 - Services Communs	8 400 000,00	609 663,00	9 009 663,00	7 935 882,20	828 233,89	-173 652,57	7 908 070,59	660 182,74	-4 752,46	26 994,39	627 586,93	628 435,89
11 - Formation professionnelle	282 920 000,00	54 179 387,02	337 099 387,02	313 462 792,87	25 914 272,32	-2 014 065,67	313 462 792,87	25 914 272,32	-2 014 065,67	2 917 425,70	20 982 780,95	20 982 780,95
111	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
112	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
113	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
114	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
115	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
116	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12 - Apprentissage	307 050 000,00	-7 709 050,02	299 340 949,98	272 828 331,66	972 470,10	-84 810,67	272 816 683,27	913 418,43	-25 759,00	-	887 659,43	887 659,43
939 - Action économique	53 687 000,00	-	53 687 000,00	24 716 420,08	13 853 120,36	-9 945 214,68	24 699 451,10	13 724 042,36	-9 816 136,68	3 561 852,16	346 053,52	346 053,52
91 - Interventions économiques transversales	53 687 000,00	-	53 687 000,00	24 716 420,08	13 853 120,36	-9 945 214,68	24 699 451,10	13 724 042,36	-9 816 136,68	3 561 852,16	346 053,52	346 053,52
LO - Logement	877 000,00	-	877 000,00	724 240,18	9 673,45	-	724 240,18	9 673,45	-	-	9 673,45	9 673,45
935 - Aménagement des territoires	877 000,00	-	877 000,00	724 240,18	9 673,45	-	724 240,18	9 673,45	-	-	9 673,45	9 673,45
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	877 000,00	-	877 000,00	724 240,18	9 673,45	-	724 240,18	9 673,45	-	-	9 673,45	9 673,45

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2015	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
MO - Mobilités	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autre actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	40 915 000,00	-	40 915 000,00	37 001 164,33	170 060,66	-	37 056 223,02	170 060,66	-	8 880,00	161 180,66	161 180,66
930 - Services généraux	40 530 000,00	-	40 530 000,00	37 001 164,33	170 060,66	-	37 056 223,02	170 060,66	-	8 880,00	161 180,66	161 180,66
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	36 391 000,00	-	36 391 000,00	33 753 045,95	113 060,35	-	33 755 030,87	113 060,35	-	8 880,00	104 180,35	104 180,35
021 - Conseil régional	3 750 000,00	-	3 750 000,00	2 977 367,25	53 073,77	-	3 030 441,02	53 073,77	-	-	53 073,77	53 073,77
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	389 000,00	-	389 000,00	270 751,13	3 926,54	-	270 751,13	3 926,54	-	-	3 926,54	3 926,54
933 - Culture, sports et loisirs	385 000,00	-	385 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	385 000,00	-	385 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PRH - Personnel et Ressources humaines	4 316 000,00	-	4 316 000,00	3 104 787,23	37 925,42	-	3 116 322,73	37 925,42	-	-	37 925,42	37 925,42
930 - Services généraux	3 506 000,00	-	3 506 000,00	2 495 020,60	35 575,41	-	2 506 556,10	35 575,41	-	-	35 575,41	35 575,41
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	2 636 000,00	-	2 636 000,00	2 121 282,19	12 135,43	-	2 132 817,69	12 135,43	-	-	12 135,43	12 135,43
021 - Conseil régional	770 000,00	-	770 000,00	345 453,24	13 539,98	-	345 453,24	13 539,98	-	-	13 539,98	13 539,98
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	100 000,00	-	100 000,00	28 285,17	9 900,00	-	28 285,17	9 900,00	-	-	9 900,00	9 900,00
932 - Enseignement	810 000,00	-	810 000,00	609 766,63	2 350,01	-	609 766,63	2 350,01	-	-	2 350,01	2 350,01
222 - Lycées publics	810 000,00	-	810 000,00	609 766,63	2 350,01	-	609 766,63	2 350,01	-	-	2 350,01	2 350,01
944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	5 300 000,00	-	5 300 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	5 300 000,00	-	5 300 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	5 300 000,00	-	5 300 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	19 900 000,00	-	19 900 000,00	18 850 246,81	10 195 185,46	-61 316,35	18 654 340,93	10 195 185,46	-54 999,74	3 201 389,09	6 932 480,02	6 938 796,63
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	19 900 000,00	-	19 900 000,00	18 850 246,81	10 195 185,46	-61 316,35	18 654 340,93	10 195 185,46	-54 999,74	3 201 389,09	6 932 480,02	6 938 796,63
92 - Recherche et innovation	19 900 000,00	-	19 900 000,00	18 850 246,81	10 195 185,46	-61 316,35	18 654 340,93	10 195 185,46	-54 999,74	3 201 389,09	6 932 480,02	6 938 796,63
RUR - Ruralité	-	-	-	2 979 586,91	304 237,51	-4 243,79	2 977 003,40	307 069,12	-7 075,40	119 946,94	180 046,78	180 046,78
937 - Environnement	-	-	-	2 979 586,91	304 237,51	-4 243,79	2 977 003,40	307 069,12	-7 075,40	119 946,94	180 046,78	180 046,78
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	2 979 586,91	304 237,51	-4 243,79	2 977 003,40	307 069,12	-7 075,40	119 946,94	180 046,78	180 046,78
SE - Sécurité	3 050 000,00	-	3 050 000,00	2 739 508,02	47 870,14	-	2 739 508,02	47 870,14	-	21 000,00	26 870,14	26 870,14
932 - Enseignement	990 000,00	-	990 000,00	990 000,00	-	-	990 000,00	-	-	-	-	-
222	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
27 - Sécurité	990 000,00	-	990 000,00	990 000,00	-	-	990 000,00	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	2 060 000,00	-	2 060 000,00	1 749 508,02	47 870,14	-	1 749 508,02	47 870,14	-	21 000,00	26 870,14	26 870,14
57 - Sécurité	2 060 000,00	-	2 060 000,00	1 749 508,02	47 870,14	-	1 749 508,02	47 870,14	-	21 000,00	26 870,14	26 870,14
SI - Systèmes d'Information	6 000 000,00	-	6 000 000,00	5 993 649,53	96 229,24	-2 296,08	5 974 062,72	96 229,24	-2 296,08	42 051,19	51 881,97	51 881,97
930 - Services généraux	6 000 000,00	-	6 000 000,00	5 993 649,53	96 229,24	-2 296,08	5 974 062,72	96 229,24	-2 296,08	42 051,19	51 881,97	51 881,97
0202 - Autres moyens généraux	6 000 000,00	-	6 000 000,00	5 993 649,53	96 229,24	-2 296,08	5 974 062,72	96 229,24	-2 296,08	42 051,19	51 881,97	51 881,97

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2015	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
SL - Sports et Loisirs	10 470 000,00	-	10 470 000,00	9 657 286,35	132 857,75	-5 905,71	9 652 673,48	7 708,85	-1 291,49	85 899,00	41 053,04	41 724,11
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
931 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
114	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	10 470 000,00	-	10 470 000,00	9 657 286,35	132 857,75	-5 905,71	9 652 673,48	7 708,85	-1 291,49	85 899,00	41 053,04	41 724,11
32 - Sports	8 560 000,00	-	8 560 000,00	7 874 993,11	31 512,92	-1 962,56	7 874 322,04	7 708,85	-1 291,49	23 133,00	6 417,36	7 088,43
33 - Loisirs	1 910 000,00	-	1 910 000,00	1 782 293,24	101 344,83	-3 943,15	1 778 351,44	-	-	62 766,00	34 635,68	34 635,68
TC - Transports en commun	800 779 000,00	47 000 000,00	847 779 000,00	843 556 125,49	1 215 543,63	-104 283,03	843 516 260,69	985 410,83	-62 826,23	229 356,65	881 903,95	881 903,95
938 - Transports	800 779 000,00	47 000 000,00	847 779 000,00	843 556 125,49	1 215 543,63	-104 283,03	843 516 260,69	985 410,83	-62 826,23	229 356,65	881 903,95	881 903,95
80 - Services communs	1 233 000,00	-	1 233 000,00	804 861,55	444 883,14	-71 191,29	764 996,75	214 750,34	-29 734,49	229 356,65	144 335,20	144 335,20
810 - Services communs	785 466 000,00	47 071 039,00	832 537 039,00	831 036 791,00	-	-	831 036 791,00	-	-	-	-	-
818 - Autres transports en commun	14 080 000,00	-71 039,00	14 008 961,00	11 714 472,94	770 660,49	-33 091,74	11 714 472,94	770 660,49	-33 091,74	-	737 568,75	737 568,75
TMSP - Transports de marchandise en site propre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
938	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
885	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	21 000 000,00	-	21 000 000,00	20 998 173,00	600,00	-600,00	20 998 173,00	-	-	-	-	-
939 - Action économique	21 000 000,00	-	21 000 000,00	20 998 173,00	600,00	-600,00	20 998 173,00	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	21 000 000,00	-	21 000 000,00	20 998 173,00	600,00	-600,00	20 998 173,00	-	-	-	-	-
UE - Fonds européens	78 058 000,00	-	78 058 000,00	23 335 051,64	16 539 809,66	-10 815,14	22 738 696,37	16 390 660,01	-348 634,73	5 078 385,55	11 450 608,97	10 963 639,73
930 - Services généraux	-	-	-	896 892,04	20 532,43	-10 815,14	896 892,04	20 532,43	-10 815,14	2 293,29	7 424,00	7 424,00
0202 - Autres moyens généraux	-	-	-	186 405,60	-	-	186 405,60	-	-	-	-	-
042 - Actions européennes	-	-	-	710 486,44	20 532,43	-10 815,14	710 486,44	20 532,43	-10 815,14	2 293,29	7 424,00	7 424,00
936 - Gestion des fonds européens	78 058 000,00	-	78 058 000,00	22 438 159,60	16 519 277,23	-	21 841 804,33	16 370 127,58	-337 819,59	5 076 092,26	11 443 184,97	10 956 215,73
61 - FSE	65 674 000,00	-	65 674 000,00	21 657 307,83	15 941 215,02	-	21 060 952,56	15 792 065,37	-337 819,59	4 902 106,21	11 039 108,81	10 552 139,57
62 - FEDER	4 148 000,00	-	4 148 000,00	780 851,77	578 062,21	-	780 851,77	578 062,21	-	173 986,05	404 076,16	404 076,16
63 - Autres (FEADER)	8 236 000,00	-	8 236 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
630 - FEADER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 315 324 000,00	94 080 000,00	2 409 404 000,00	2 225 397 276,64	92 578 452,77	-14 830 018,82	2 221 097 134,36	85 837 380,63	-9 299 891,35	24 811 635,33	52 936 798,62	52 471 599,55
				92,36 %						1,11 %	-42,82 %	-38,87 %

LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT 2016

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2016	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
AGRI - Agriculture	-	-	-	12 716 545,71	1 552 969,69	-5 500,00	12 439 019,85	1 124 363,83	-5 516,24	366 195,37	1 181 274,32	903 732,22
939 - Action économique	-	-	-	12 716 545,71	1 552 969,69	-5 500,00	12 439 019,85	1 124 363,83	-5 516,24	366 195,37	1 181 274,32	903 732,22
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	-	-	-	12 716 545,71	1 552 969,69	-5 500,00	12 439 019,85	1 124 363,83	-5 516,24	366 195,37	1 181 274,32	903 732,22
AIE - Actions internationales	3 310 000,00	-	3 310 000,00	584 071,44	123 796,98	-61 945,40	583 765,24	126 504,98	-64 959,60	22 813,63	39 037,95	38 731,75
930 - Services généraux	3 310 000,00	-	3 310 000,00	584 071,44	123 796,98	-61 945,40	583 765,24	126 504,98	-64 959,60	22 813,63	39 037,95	38 731,75
042 - Actions européennes	800 000,00	-	800 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
044 - Aide publique au développement	1 240 000,00	-	1 240 000,00	334 793,47	36 349,95	-	334 487,27	36 907,95	-864,20	-	36 349,95	36 043,75
048 - Autres actions internationales	1 270 000,00	-	1 270 000,00	249 277,97	87 447,03	-61 945,40	249 277,97	89 597,03	-64 095,40	22 813,63	2 688,00	2 688,00
AM - Aménagement	26 791 000,00	-200 000,00	26 591 000,00	20 314 723,00	536 624,58	-	20 014 723,00	136 624,58	-	125 052,58	411 572,00	111 572,00
930 - Services généraux	200 000,00	-	200 000,00	143 037,00	30 339,67	-	143 037,00	30 339,67	-	22 304,67	8 035,00	8 035,00
041 - Actions interrégionales	200 000,00	-	200 000,00	143 037,00	30 339,67	-	143 037,00	30 339,67	-	22 304,67	8 035,00	8 035,00
935 - Aménagement des territoires	23 051 000,00	-200 000,00	22 851 000,00	20 171 686,00	506 284,91	-	19 871 686,00	106 284,91	-	102 747,91	403 537,00	103 537,00
50 - Services communs	21 551 000,00	-200 000,00	21 351 000,00	19 193 548,00	403 537,00	-	18 893 548,00	3 537,00	-	-	403 537,00	103 537,00
52 - Agglomérations et villes moyennes	1 500 000,00	-	1 500 000,00	978 138,00	102 747,91	-	978 138,00	102 747,91	-	102 747,91	-	-
937 - Environnement	3 540 000,00	-	3 540 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	3 540 000,00	-	3 540 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CI - Citoyenneté	4 900 000,00	-	4 900 000,00	3 687 528,16	1 593 600,70	-408 464,78	3 682 170,58	1 593 600,70	-408 464,78	641 562,21	543 573,71	543 573,71
930 - Services généraux	3 650 000,00	-	3 650 000,00	1 121 929,43	223 519,06	-22 024,66	1 121 929,43	223 519,06	-22 024,66	76 806,09	124 688,31	124 688,31
0202 - Autres moyens généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	3 650 000,00	-	3 650 000,00	1 121 929,43	223 519,06	-22 024,66	1 121 929,43	223 519,06	-22 024,66	76 806,09	124 688,31	124 688,31
934 - Développement social et santé	1 250 000,00	-	1 250 000,00	536 564,76	309 807,42	-44 749,12	535 771,17	309 807,42	-44 749,12	186 483,24	78 575,06	78 575,06
40 - Services communs	1 250 000,00	-	1 250 000,00	536 564,76	309 807,42	-44 749,12	535 771,17	309 807,42	-44 749,12	186 483,24	78 575,06	78 575,06
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	2 029 033,97	1 060 274,22	-341 691,00	2 024 469,98	1 060 274,22	-341 691,00	378 272,88	340 310,34	340 310,34
51 - Politique de la ville	-	-	-	2 029 033,97	1 060 274,22	-341 691,00	2 024 469,98	1 060 274,22	-341 691,00	378 272,88	340 310,34	340 310,34
COM - Communication	8 550 000,00	-200 000,00	8 350 000,00	3 980 113,36	62 804,86	-2 762,18	3 977 351,18	73 803,62	-13 760,94	27 939,60	32 103,08	32 103,08
930 - Services généraux	8 550 000,00	-200 000,00	8 350 000,00	3 980 113,36	62 804,86	-2 762,18	3 977 351,18	73 803,62	-13 760,94	27 939,60	32 103,08	32 103,08
0202 - Autres moyens généraux	8 550 000,00	-200 000,00	8 350 000,00	3 980 113,36	62 804,86	-2 762,18	3 977 351,18	73 803,62	-13 760,94	27 939,60	32 103,08	32 103,08
CU - Culture	56 380 000,00	-	56 380 000,00	51 712 116,14	5 582 213,81	-116 397,09	51 614 106,10	5 441 251,53	-113 564,82	4 112 959,99	1 352 856,73	1 242 429,83
933 - Culture, sports et loisirs	56 380 000,00	-	56 380 000,00	51 712 116,14	5 582 213,81	-116 397,09	51 614 106,10	5 441 251,53	-113 564,82	4 112 959,99	1 352 856,73	1 242 429,83
312 - Activités culturelles et artistiques	56 044 000,00	-	56 044 000,00	51 102 687,74	5 468 464,40	-116 397,09	50 983 862,35	5 330 685,36	-113 564,82	4 070 598,78	1 281 468,53	1 171 091,57
313 - Patrimoine	336 000,00	-	336 000,00	609 428,40	113 749,41	-	630 243,75	110 566,17	-	42 361,21	71 388,20	71 338,26
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	32 760 000,00	-	32 760 000,00	28 429 792,20	2 942 300,57	-160 663,37	28 391 860,60	2 906 941,13	-160 663,37	1 387 049,15	1 394 588,05	1 359 228,61
935 - Aménagement des territoires	2 700 000,00	-	2 700 000,00	1 738 772,07	1 960,00	-	1 736 812,07	-	-	-	1 960,00	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	2 700 000,00	-	2 700 000,00	1 738 772,07	1 960,00	-	1 736 812,07	-	-	-	1 960,00	-
939 - Action économique	30 060 000,00	-	30 060 000,00	26 691 020,13	2 940 340,57	-160 663,37	26 655 048,53	2 906 941,13	-160 663,37	1 387 049,15	1 392 628,05	1 359 228,61
91 - Interventions économiques transversales	20 203 000,00	-	20 203 000,00	18 285 887,27	1 910 629,82	-155 107,12	18 283 315,11	1 910 629,82	-155 107,12	641 521,08	1 114 001,62	1 114 001,62
92 - Recherche et innovation	5 897 000,00	-	5 897 000,00	5 671 147,07	530 383,98	-2 988,03	5 638 547,07	497 783,98	-2 988,03	276 068,96	251 326,99	218 726,99
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	3 960 000,00	-	3 960 000,00	2 733 985,79	499 326,77	-2 568,22	2 733 186,35	498 527,33	-2 568,22	469 459,11	27 299,44	26 500,00

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2016	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
DSS - Développement social et santé	197 235 000,00	200 000,00	197 435 000,00	195 278 946,46	2 155 182,22	-127 946,31	195 055 684,86	1 928 113,56	-115 071,36	1 121 826,95	905 408,96	695 263,25
931 - Formation professionnelle et apprentissage	189 566 000,00	-	189 566 000,00	187 825 491,79	563 202,12	-39 637,64	187 720 963,79	458 674,12	-39 637,64	298 358,48	225 206,00	120 678,00
11 - Formation professionnelle	4 172 000,00	-	4 172 000,00	4 015 514,00	290 259,00	-28 840,00	4 015 514,00	290 259,00	-28 840,00	244 619,00	16 800,00	16 800,00
113	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	185 394 000,00	-	185 394 000,00	183 809 977,79	272 943,12	-10 797,64	183 705 449,79	168 415,12	-10 797,64	53 739,48	208 406,00	103 878,00
934 - Santé et Action sociale	7 669 000,00	200 000,00	7 869 000,00	7 453 454,67	1 591 980,10	-88 308,67	7 334 721,07	1 469 439,44	-75 433,72	823 468,47	680 202,96	574 585,25
40 - Services communs	1 058 000,00	-	1 058 000,00	871 172,11	135 806,36	-13 917,89	801 172,11	65 806,36	-13 917,89	51 888,47	70 000,00	-
41 - Santé	4 961 000,00	-328 943,00	4 632 057,00	4 499 500,96	200 263,77	-5 407,41	4 451 175,30	147 890,11	-5 407,41	136 264,91	58 591,45	10 265,79
42 - Action sociale	1 650 000,00	528 943,00	2 178 943,00	2 082 781,60	1 255 909,97	-68 983,37	2 082 373,66	1 255 742,97	-56 108,42	635 315,09	551 611,51	564 319,46
EAE - Environnement et énergie	30 060 000,00	6 700 000,00	36 760 000,00	21 604 325,50	1 143 709,59	-157 430,30	21 509 631,50	1 068 447,72	-176 524,18	385 970,25	600 309,04	505 953,29
932	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
28	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	23 570 000,00	-	23 570 000,00	21 604 325,50	1 143 709,59	-157 430,30	21 509 631,50	1 068 447,72	-176 524,18	385 970,25	600 309,04	505 953,29
71 - Actions transversales	4 140 000,00	42 286,00	4 182 286,00	3 850 154,45	139 412,44	-67 125,95	3 850 154,45	139 412,44	-66 787,70	51 861,88	20 424,61	20 762,86
72 - Actions en matière de déchets	1 860 000,00	-62 286,00	1 797 714,00	1 376 537,02	493 293,52	-52 799,80	1 360 463,02	477 327,52	-52 907,80	128 906,10	311 587,62	295 513,62
73 - Politique de l'air	950 000,00	240,00	950 240,00	950 240,00	240,00	-	950 000,00	-	-	-	240,00	-
74 - Politique de l'eau	580 000,00	-	580 000,00	474 012,31	15 600,00	-	474 012,31	15 600,00	-	15 600,00	-	-
75 - Politique de l'énergie	1 600 000,00	-23 107,00	1 576 893,00	777 631,46	189 795,86	-8 811,95	699 251,46	130 578,80	-27 974,89	56 627,82	124 356,09	45 976,09
76 - Patrimoine naturel	13 410 000,00	20 000,00	13 430 000,00	13 122 883,26	305 367,77	-28 692,60	13 122 883,26	305 528,96	-28 853,79	132 974,45	143 700,72	143 700,72
78 - Autres actions	1 030 000,00	22 867,00	1 052 867,00	1 052 867,00	-	-	1 052 867,00	-	-	-	-	-
939 - Action Economique	6 490 000,00	6 700 000,00	13 190 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	6 490 000,00	6 700 000,00	13 190 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	265 156 000,00	-213 300,00	264 942 700,00	257 742 209,76	3 173 192,48	-150 972,67	256 829 201,74	1 239 118,64	277 177,89	1 192 076,42	1 830 143,39	994 363,76
932 - Enseignement	265 156 000,00	-213 300,00	264 942 700,00	257 742 209,76	3 173 192,48	-150 972,67	256 829 201,74	1 239 118,64	277 177,89	1 192 076,42	1 830 143,39	994 363,76
222 - Lycées publics	134 454 000,00	664 639,60	135 118 639,60	135 012 297,55	1 322 342,29	-	134 940 616,90	314 944,64	435 717,00	623 295,99	699 046,30	627 365,65
223 - Lycées privés	66 586 000,00	-	66 586 000,00	66 583 602,61	-	-	66 583 602,61	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	18 787 000,00	2 040 981,17	20 827 981,17	20 823 794,17	589 614,92	-	20 409 891,00	86 417,75	-10 000,00	166 041,68	423 573,24	49 670,07
28 - Autres services périscolaires et annexes	45 329 000,00	-2 918 920,77	42 410 079,23	35 322 515,43	1 261 235,27	-150 972,67	34 895 091,23	837 756,25	-148 539,11	402 738,75	707 523,85	317 328,04
ESU - Enseignement supérieur	6 445 000,00	213 300,00	6 658 300,00	6 590 765,52	966 702,00	-33 369,48	6 590 765,52	966 702,00	-33 363,70	629 657,30	303 675,22	303 681,00
932 - Enseignement	6 445 000,00	213 300,00	6 658 300,00	6 590 765,52	966 702,00	-33 369,48	6 590 765,52	966 702,00	-33 363,70	629 657,30	303 675,22	303 681,00
23 - Enseignement supérieur	6 445 000,00	213 300,00	6 658 300,00	6 590 765,52	966 702,00	-33 369,48	6 590 765,52	966 702,00	-33 363,70	629 657,30	303 675,22	303 681,00
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	686 384 000,00	29 642 000,00	716 026 000,00	599 272 631,39	147 664 284,41	-18 214 101,88	598 959 939,52	147 389 435,53	-18 308 705,67	49 315 467,41	80 134 715,12	79 809 646,25
931 - Formation professionnelle et apprentissage	660 234 000,00	29 642 000,00	689 876 000,00	584 633 877,87	136 288 193,50	-10 107 280,91	584 362 563,13	136 083 573,55	-10 201 844,70	49 108 291,89	77 072 620,70	76 780 908,96
10 - Services Communs	6 700 000,00	-	6 700 000,00	6 442 923,19	1 183 927,71	-15 250,00	6 410 423,19	1 151 427,71	-15 250,00	169 843,26	998 834,45	966 334,45
11 - Formation professionnelle	381 534 000,00	29 642 000,00	411 176 000,00	324 703 873,61	130 155 085,61	-9 955 885,91	324 703 873,61	130 155 097,02	-9 955 897,32	47 757 599,39	72 441 600,31	72 441 600,31
111	-	-	-	625 976,81	-	-	646 373,81	-	-	-	-	-
112	-	-	-	49 000,20	-	-	49 000,20	-	-	-	-	-
113	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
114	-	-	-	41 006,25	-	-	41 006,25	-	-	-	-	-
115	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
116	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12 - Apprentissage	272 000 000,00	-	272 000 000,00	252 771 097,81	4 949 180,18	-136 145,00	252 511 886,07	4 777 048,82	-230 697,38	1 180 849,24	3 632 185,94	3 372 974,20
939 - Action économique	26 150 000,00	-	26 150 000,00	14 638 753,52	11 376 090,91	-8 106 820,97	14 597 376,39	11 305 861,98	-8 106 860,97	207 175,52	3 062 094,42	3 028 737,29
91 - Interventions économiques transversales	26 150 000,00	-	26 150 000,00	14 638 753,52	11 376 090,91	-8 106 820,97	14 597 376,39	11 305 861,98	-8 106 860,97	207 175,52	3 062 094,42	3 028 737,29
LO - Logement	305 000,00	-	305 000,00	172 822,77	-	-	172 822,77	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	305 000,00	-	305 000,00	172 822,77	-	-	172 822,77	-	-	-	-	-
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	305 000,00	-	305 000,00	172 822,77	-	-	172 822,77	-	-	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2016	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
MO - Mobilités	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autre actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	40 667 000,00	-	40 667 000,00	36 431 619,29	322 471,15	-	36 502 572,35	322 471,15	-	57 556,05	264 915,10	264 915,10
930 - Services généraux	40 287 000,00	-	40 287 000,00	36 431 619,29	322 471,15	-	36 502 572,35	322 471,15	-	57 556,05	264 915,10	264 915,10
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	36 533 000,00	-	36 533 000,00	33 110 071,48	198 259,69	-	33 150 009,34	198 259,69	-	57 556,05	140 703,64	140 703,64
021 - Conseil régional	3 426 000,00	-	3 426 000,00	3 093 006,90	92 912,34	-	3 093 006,90	92 912,34	-	-	92 912,34	92 912,34
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	328 000,00	-	328 000,00	228 540,91	31 299,12	-	259 556,11	31 299,12	-	-	31 299,12	31 299,12
933 - Culture, sports et loisirs	380 000,00	-	380 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	380 000,00	-	380 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PRH - Personnel et Ressources humaines	4 320 000,00	-	4 320 000,00	2 824 238,52	74 984,55	-24 625,60	2 810 514,10	50 358,95	-	1 200,00	49 158,95	49 158,95
930 - Services généraux	3 470 000,00	-	3 470 000,00	2 302 847,90	63 623,09	-24 625,60	2 277 356,30	38 997,49	-	-	38 997,49	38 997,49
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	2 600 000,00	-	2 600 000,00	1 900 711,17	57 508,09	-24 625,60	1 876 085,57	32 882,49	-	-	32 882,49	32 882,49
021 - Conseil régional	770 000,00	-	770 000,00	356 756,73	5 115,00	-	355 890,73	5 115,00	-	-	5 115,00	5 115,00
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	100 000,00	-	100 000,00	45 380,00	1 000,00	-	45 380,00	1 000,00	-	-	1 000,00	1 000,00
932 - Enseignement	810 000,00	-	810 000,00	510 720,62	11 361,46	-	522 487,80	11 361,46	-	1 200,00	10 161,46	10 161,46
222 - Lycées publics	810 000,00	-	810 000,00	510 720,62	11 361,46	-	522 487,80	11 361,46	-	1 200,00	10 161,46	10 161,46
944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	40 000,00	-	40 000,00	10 670,00	-	-	10 670,00	-	-	-	-	-
-- Frais de fonctionnement des groupes d'élus	40 000,00	-	40 000,00	10 670,00	-	-	10 670,00	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	2 900 000,00	-	2 900 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	2 900 000,00	-	2 900 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	2 900 000,00	-	2 900 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	13 800 000,00	-	13 800 000,00	11 897 516,17	6 273 778,56	-412 236,06	11 664 245,24	6 273 208,75	-412 266,25	1 601 733,55	4 259 808,95	4 259 208,95
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	13 800 000,00	-	13 800 000,00	11 897 516,17	6 273 778,56	-412 236,06	11 664 245,24	6 273 208,75	-412 266,25	1 601 733,55	4 259 808,95	4 259 208,95
92 - Recherche et innovation	13 800 000,00	-	13 800 000,00	11 897 516,17	6 273 778,56	-412 236,06	11 664 245,24	6 273 208,75	-412 266,25	1 601 733,55	4 259 808,95	4 259 208,95
RUR - Ruralité	-	-	-	2 934 705,56	435 747,25	-39 609,30	2 934 705,56	435 747,25	-39 609,30	219 402,42	176 735,53	176 735,53
937 - Environnement	-	-	-	2 934 705,56	435 747,25	-39 609,30	2 934 705,56	435 747,25	-39 609,30	219 402,42	176 735,53	176 735,53
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	2 934 705,56	435 747,25	-39 609,30	2 934 705,56	435 747,25	-39 609,30	219 402,42	176 735,53	176 735,53
SE - Sécurité	1 740 000,00	-	1 740 000,00	1 425 610,26	384 631,39	-47 214,00	1 425 570,77	384 631,39	-47 214,00	100 461,07	236 956,32	236 956,32
932 - Enseignement	640 000,00	-	640 000,00	540 000,00	178 470,40	-	540 000,00	178 470,40	-	-	178 470,40	178 470,40
222	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
27 - Sécurité	640 000,00	-	640 000,00	540 000,00	178 470,40	-	540 000,00	178 470,40	-	-	178 470,40	178 470,40
935 - Aménagement des territoires	1 100 000,00	-	1 100 000,00	885 610,26	206 160,99	-47 214,00	885 570,77	206 160,99	-47 214,00	100 461,07	58 485,92	58 485,92
57 - Sécurité	1 100 000,00	-	1 100 000,00	885 610,26	206 160,99	-47 214,00	885 570,77	206 160,99	-47 214,00	100 461,07	58 485,92	58 485,92
SI - Systèmes d'Information	6 510 000,00	-	6 510 000,00	6 509 846,06	225 258,65	-	6 507 687,83	225 258,65	-11 655,38	69 483,51	155 775,14	155 775,14
930 - Services généraux	6 510 000,00	-	6 510 000,00	6 509 846,06	225 258,65	-	6 507 687,83	225 258,65	-11 655,38	69 483,51	155 775,14	155 775,14
0202 - Autres moyens généraux	6 510 000,00	-	6 510 000,00	6 509 846,06	225 258,65	-	6 507 687,83	225 258,65	-11 655,38	69 483,51	155 775,14	155 775,14

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2016	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
SL - Sports et Loisirs	16 120 000,00	-	16 120 000,00	14 681 880,33	793 271,11	-55 258,92	14 659 732,98	440 984,19	-57 384,92	346 761,26	391 250,93	369 929,54
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
931 - Formation professionnelle et apprentissage	1 750 000,00	-	1 750 000,00	1 566 630,79	110 999,09	-	1 566 630,79	110 999,09	-	-	110 999,09	110 999,09
11 - Formation professionnelle	1 750 000,00	-	1 750 000,00	1 566 630,79	110 999,09	-	1 566 630,79	110 999,09	-	-	110 999,09	110 999,09
114	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	14 370 000,00	-	14 370 000,00	13 115 249,54	682 272,02	-55 258,92	13 093 102,19	329 985,10	-57 384,92	346 761,26	280 251,84	258 930,45
32 - Sports	12 836 000,00	-	12 836 000,00	11 582 652,27	554 288,76	-55 258,92	11 581 826,31	317 940,86	-55 258,92	319 227,59	179 802,25	179 802,25
33 - Loisirs	1 534 000,00	-	1 534 000,00	1 532 597,27	127 983,26	-	1 511 275,88	12 044,24	-2 126,00	27 533,67	100 449,59	79 128,20
TC - Transports en commun	795 481 000,00	-	795 481 000,00	792 276 138,10	2 161 353,02	-30 998,62	792 154 285,25	2 039 500,18	-30 998,63	1 018 757,15	1 111 597,25	989 744,40
938 - Transports	795 481 000,00	-	795 481 000,00	792 276 138,10	2 161 353,02	-30 998,62	792 154 285,25	2 039 500,18	-30 998,63	1 018 757,15	1 111 597,25	989 744,40
80 - Services communs	850 000,00	-	850 000,00	252 921,38	139 623,86	-2 998,62	131 068,53	17 771,02	-2 998,63	1 447,15	135 178,09	13 325,24
810 - Services communs	780 631 000,00	30 450,00	780 661 450,00	779 983 606,00	28 000,00	-28 000,00	779 983 606,00	28 000,00	-28 000,00	-	-	-
818 - Autres transports en commun	14 000 000,00	-30 450,00	13 969 550,00	12 039 610,72	1 993 729,16	-	12 039 610,72	1 993 729,16	-	1 017 310,00	976 419,16	976 419,16
TMSP - Transports de marchandise en site propre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
938	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
885	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	19 671 000,00	-	19 671 000,00	18 808 280,00	-	-	18 808 280,00	-	-	-	-	-
939 - Action économique	19 671 000,00	-	19 671 000,00	18 808 280,00	-	-	18 808 280,00	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	19 671 000,00	-	19 671 000,00	18 808 280,00	-	-	18 808 280,00	-	-	-	-	-
UE - Fonds européens	59 973 000,00	-	59 973 000,00	25 566 753,01	22 215 777,07	-3 000,00	24 571 588,94	22 076 515,16	-468 013,03	4 698 686,63	17 514 090,44	16 909 815,50
930 - Services généraux	-	-	-	942 755,04	310 248,92	-3 000,00	942 755,04	310 248,92	-3 000,00	142 284,46	164 964,46	164 964,46
0202 - Autres moyens généraux	-	-	-	678 955,04	307 248,92	-	678 955,04	307 248,92	-	142 284,46	164 964,46	164 964,46
042 - Actions européennes	-	-	-	263 800,00	3 000,00	-3 000,00	263 800,00	3 000,00	-3 000,00	-	-	-
936 - Gestion des fonds européens	59 973 000,00	-	59 973 000,00	24 623 997,97	21 905 528,15	-	23 628 833,90	21 766 266,24	-465 013,03	4 556 402,17	17 349 125,98	16 744 851,04
61 - FSE	39 983 000,00	-	39 983 000,00	23 220 515,44	20 823 670,82	-	22 225 351,37	20 684 408,91	-465 013,03	4 489 438,68	16 334 232,14	15 729 957,20
62 - FEDER	7 990 000,00	-	7 990 000,00	1 403 482,53	1 081 857,33	-	1 403 482,53	1 081 857,33	-	66 963,49	1 014 893,84	1 014 893,84
63 - Autres (FEADER)	12 000 000,00	-	12 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
630 - FEADER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 279 458 000,00	36 142 000,00	2 315 600 000,00	2 115 443 178,71	200 384 654,64	-20 052 495,96	2 111 860 225,48	196 243 583,49	-20 190 558,28	67 442 612,50	112 889 546,18	109 952 518,18
				91,36 %						3,19 %	-43,66 %	-43,97 %

LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT 2017

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2017	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
AGRI - Agriculture	6 740 000,00	405 000,00	7 145 000,00	7 094 004,39	4 368 291,75	-46 231,28	6 800 666,15	4 247 061,31	-45 404,41	2 694 310,75	1 627 749,72	1 557 346,15
939 - Action économique	6 740 000,00	405 000,00	7 145 000,00	7 094 004,39	4 368 291,75	-46 231,28	6 800 666,15	4 247 061,31	-45 404,41	2 694 310,75	1 627 749,72	1 557 346,15
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	6 740 000,00	405 000,00	7 145 000,00	7 094 004,39	4 368 291,75	-46 231,28	6 800 666,15	4 247 061,31	-45 404,41	2 694 310,75	1 627 749,72	1 557 346,15
AIE - Actions internationales	1 750 000,00	200 000,00	1 950 000,00	1 662 698,18	1 133 932,09	-35 709,05	1 661 228,83	1 133 932,09	-35 709,05	757 565,85	340 657,19	340 657,19
930 - Services généraux	1 750 000,00	200 000,00	1 950 000,00	1 662 698,18	1 133 932,09	-35 709,05	1 661 228,83	1 133 932,09	-35 709,05	757 565,85	340 657,19	340 657,19
042 - Actions européennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
044 - Aide publique au développement	150 000,00	-	150 000,00	100 000,00	100 000,00	-	100 000,00	100 000,00	-	89 937,00	10 063,00	10 063,00
048 - Autres actions internationales	1 600 000,00	200 000,00	1 800 000,00	1 562 698,18	1 033 932,09	-35 709,05	1 561 228,83	1 033 932,09	-35 709,05	667 628,85	330 594,19	330 594,19
AM - Aménagement	19 900 000,00	-	19 900 000,00	19 484 532,12	918 930,52	-	19 353 199,04	149 551,40	-	384 883,69	534 046,83	402 713,75
930 - Services généraux	201 000,00	-	201 000,00	200 153,00	149 551,40	-	200 153,00	149 551,40	-	62 473,01	87 078,39	87 078,39
041 - Actions interrégionales	201 000,00	-	201 000,00	200 153,00	149 551,40	-	200 153,00	149 551,40	-	62 473,01	87 078,39	87 078,39
935 - Aménagement des territoires	19 699 000,00	-	19 699 000,00	19 284 379,12	769 379,12	-	19 153 046,04	-	-	322 410,68	446 968,44	315 635,36
50 - Services communs	19 699 000,00	-	19 699 000,00	19 284 379,12	769 379,12	-	19 153 046,04	-	-	322 410,68	446 968,44	315 635,36
52 - Agglomérations et villes moyennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CI - Citoyenneté	5 900 000,00	-440 000,00	5 460 000,00	3 471 477,06	2 832 425,98	-27 784,94	3 419 907,24	2 770 063,23	-19 839,15	1 619 999,24	1 184 641,80	1 161 088,78
930 - Services généraux	2 800 000,00	-440 000,00	2 360 000,00	1 943 841,41	1 276 425,98	-4 420,59	1 892 342,60	1 214 063,23	-2 045,59	825 534,66	446 470,73	417 346,92
0202 - Autres moyens généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	2 800 000,00	-440 000,00	2 360 000,00	1 943 841,41	1 276 425,98	-4 420,59	1 892 342,60	1 214 063,23	-2 045,59	825 534,66	446 470,73	417 346,92
934 - Développement social et santé	1 100 000,00	-	1 100 000,00	365 000,00	365 000,00	-	365 000,00	365 000,00	-	194 108,76	170 891,24	170 891,24
40 - Services communs	1 100 000,00	-	1 100 000,00	365 000,00	365 000,00	-	365 000,00	365 000,00	-	194 108,76	170 891,24	170 891,24
935 - Aménagement des territoires	2 000 000,00	-	2 000 000,00	1 162 635,65	1 191 000,00	-23 364,35	1 162 564,64	1 191 000,00	-17 793,56	600 355,82	567 279,83	572 850,62
51 - Politique de la ville	2 000 000,00	-	2 000 000,00	1 162 635,65	1 191 000,00	-23 364,35	1 162 564,64	1 191 000,00	-17 793,56	600 355,82	567 279,83	572 850,62
COM - Communication	7 950 000,00	-477 000,00	7 473 000,00	6 684 137,00	2 069 855,47	-89 491,77	6 609 000,23	2 069 855,47	-78 631,77	1 807 608,85	172 754,85	183 614,85
930 - Services généraux	7 950 000,00	-477 000,00	7 473 000,00	6 684 137,00	2 069 855,47	-89 491,77	6 609 000,23	2 069 855,47	-78 631,77	1 807 608,85	172 754,85	183 614,85
0202 - Autres moyens généraux	7 950 000,00	-477 000,00	7 473 000,00	6 684 137,00	2 069 855,47	-89 491,77	6 609 000,23	2 069 855,47	-78 631,77	1 807 608,85	172 754,85	183 614,85
CU - Culture	52 552 000,00	-	52 552 000,00	47 572 700,71	23 718 223,30	-225 066,65	46 742 312,17	21 351 894,12	-205 183,76	16 740 210,74	6 752 945,91	6 007 583,90
933 - Culture, sports et loisirs	52 552 000,00	-	52 552 000,00	47 572 700,71	23 718 223,30	-225 066,65	46 742 312,17	21 351 894,12	-205 183,76	16 740 210,74	6 752 945,91	6 007 583,90
312 - Activités culturelles et artistiques	51 716 000,00	-25 000,00	51 691 000,00	46 717 070,81	23 396 881,38	-225 066,65	45 895 527,08	21 228 561,02	-206 687,21	16 540 952,90	6 630 861,83	5 893 202,94
313 - Patrimoine	836 000,00	25 000,00	861 000,00	855 629,90	321 341,92	-	846 785,09	123 333,10	1 503,45	199 257,84	122 084,08	114 380,96
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	44 428 000,00	3 025 080,00	47 453 080,00	45 061 872,71	15 673 260,72	-412 117,84	44 632 041,56	14 587 503,66	-439 599,04	7 236 981,23	8 024 161,65	7 592 789,79
935 - Aménagement des territoires	1 850 000,00	-	1 850 000,00	1 702 664,82	373 266,84	-15 913,18	1 702 664,82	373 266,84	-15 913,18	282 444,44	74 909,22	74 909,22
56 - Technologies de l'information et de la communication	1 850 000,00	-	1 850 000,00	1 702 664,82	373 266,84	-15 913,18	1 702 664,82	373 266,84	-15 913,18	282 444,44	74 909,22	74 909,22
939 - Action économique	42 578 000,00	3 025 080,00	45 603 080,00	43 359 207,89	15 299 993,88	-396 204,66	42 929 376,74	14 214 236,82	-423 685,86	6 954 536,79	7 949 252,43	7 517 880,57
91 - Interventions économiques transversales	31 421 000,00	2 637 080,00	34 058 080,00	32 885 772,15	9 388 750,29	-212 775,81	32 641 319,00	9 011 529,23	-212 775,81	3 485 758,90	5 690 215,58	5 486 694,52
92 - Recherche et innovation	4 747 000,00	988 000,00	5 735 000,00	5 617 614,21	3 366 380,59	-50 503,25	5 443 360,21	2 686 380,59	-95 396,45	2 457 488,52	858 388,82	641 662,02
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	6 410 000,00	-600 000,00	5 810 000,00	4 855 821,53	2 544 863,00	-132 925,60	4 844 697,53	2 516 327,00	-115 513,60	1 011 289,37	1 400 648,03	1 389 524,03

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2017	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
DSS - Développement social et santé	199 192 000,00	1 400 000,00	200 592 000,00	198 657 881,51	12 007 186,23	-199 580,58	198 543 930,10	11 821 868,68	-199 577,88	9 752 636,88	2 054 968,77	1 905 865,12
931 - Formation professionnelle et apprentissage	191 192 000,00	1 400 000,00	192 592 000,00	191 303 646,39	8 606 537,83	-123 258,07	191 342 666,11	8 606 537,83	-123 258,07	7 835 948,72	647 331,04	647 331,04
11 - Formation professionnelle	4 594 000,00	-	4 594 000,00	4 035 426,16	2 804 793,40	-106 077,00	4 035 426,16	2 804 793,40	-106 077,00	2 345 890,30	352 826,10	352 826,10
113	-	-	-	181 998,60	-	-	221 018,32	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	186 598 000,00	1 400 000,00	187 998 000,00	187 086 221,63	5 801 744,43	-17 181,07	187 086 221,63	5 801 744,43	-17 181,07	5 490 058,42	294 504,94	294 504,94
934 - Santé et Action sociale	8 000 000,00	-	8 000 000,00	7 354 235,12	3 400 648,40	-76 322,51	7 201 263,99	3 215 330,85	-76 319,81	1 916 688,16	1 407 637,73	1 258 534,08
40 - Services communs	705 000,00	-	705 000,00	652 659,00	369,00	-	652 659,00	369,00	-	-	369,00	369,00
41 - Santé	5 340 000,00	-	5 340 000,00	4 920 170,24	1 644 232,19	-12 131,39	4 771 063,89	1 458 914,64	-12 128,69	986 479,40	645 621,40	496 517,75
42 - Action sociale	1 955 000,00	-	1 955 000,00	1 781 405,88	1 756 047,21	-64 191,12	1 777 541,10	1 756 047,21	-64 191,12	930 208,76	761 647,33	761 647,33
EAE - Environnement et énergie	22 490 000,00	-426 080,38	22 063 919,62	20 601 708,30	5 692 534,63	-161 283,68	20 488 776,30	5 389 234,80	-149 305,68	4 483 957,96	1 047 292,99	984 838,96
932	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
28	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	22 490 000,00	-426 080,38	22 063 919,62	20 601 708,30	5 692 534,63	-161 283,68	20 488 776,30	5 389 234,80	-149 305,68	4 483 957,96	1 047 292,99	984 838,96
71 - Actions transversales	3 938 000,00	-	3 938 000,00	3 613 731,07	1 749 787,80	-3 599,93	3 613 731,07	1 749 787,80	-3 599,93	1 633 011,20	113 176,67	113 176,67
72 - Actions en matière de déchets	1 577 000,00	-235 000,00	1 342 000,00	1 152 790,94	668 025,50	-35 000,00	1 117 448,94	542 447,50	-35 114,00	504 891,06	128 134,44	92 792,44
73 - Politique de l'air	1 050 000,00	-144 423,20	905 576,80	905 576,80	55 576,80	-	905 576,80	-	-	36 148,94	19 427,86	19 427,86
74 - Politique de l'eau	330 000,00	-46 657,18	283 342,82	202 851,40	125 964,53	-6 970,65	202 851,40	125 964,53	-6 970,65	106 465,40	12 528,48	12 528,48
75 - Politique de l'énergie	1 230 000,00	-	1 230 000,00	755 958,47	714 413,80	-107 785,04	709 763,47	592 174,29	-95 598,56	384 924,79	221 703,97	194 591,94
76 - Patrimoine naturel	13 405 000,00	-	13 405 000,00	13 010 799,62	2 378 766,20	-7 928,06	12 979 404,62	2 378 860,68	-8 022,54	1 818 516,57	552 321,57	552 321,57
78 - Autres actions	960 000,00	-	960 000,00	960 000,00	-	-	960 000,00	-	-	-	-	-
939 - Action Economique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	269 420 000,00	124 000,00	269 544 000,00	263 479 428,77	18 879 135,96	-397 246,55	260 417 404,97	9 517 306,75	3 161 608,81	11 798 182,03	6 683 707,38	5 450 638,06
932 - Enseignement	269 420 000,00	124 000,00	269 544 000,00	263 479 428,77	18 879 135,96	-397 246,55	260 417 404,97	9 517 306,75	3 161 608,81	11 798 182,03	6 683 707,38	5 450 638,06
222 - Lycées publics	136 268 000,00	1 896 476,40	138 164 476,40	138 086 782,66	4 907 417,22	-24 692,00	136 959 598,87	2 579 605,81	1 769 588,61	3 413 940,77	1 468 784,45	1 105 273,58
223 - Lycées privés	67 180 000,00	-	67 180 000,00	67 115 884,33	-	-	67 115 884,33	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	19 367 000,00	-112 000,00	19 255 000,00	19 120 534,00	1 941 964,59	-	17 901 237,53	448 519,44	1 493 445,15	1 157 037,42	784 927,17	784 927,17
28 - Autres services périscolaires et annexes	46 605 000,00	-1 660 476,40	44 944 523,60	39 156 227,78	12 029 754,15	-372 554,55	38 440 684,24	6 489 181,50	-101 424,95	7 227 203,84	4 429 995,76	3 560 437,31
ESU - Enseignement supérieur	8 430 000,00	40 000,00	8 470 000,00	8 398 632,08	4 297 704,56	-65 843,77	8 018 551,98	4 240 704,56	-34 718,77	2 860 013,22	1 371 847,57	1 362 292,57
932 - Enseignement	8 430 000,00	40 000,00	8 470 000,00	8 398 632,08	4 297 704,56	-65 843,77	8 018 551,98	4 240 704,56	-34 718,77	2 860 013,22	1 371 847,57	1 362 292,57
23 - Enseignement supérieur	8 430 000,00	40 000,00	8 470 000,00	8 398 632,08	4 297 704,56	-65 843,77	8 018 551,98	4 240 704,56	-34 718,77	2 860 013,22	1 371 847,57	1 362 292,57
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	594 040 000,00	-	594 040 000,00	464 516 111,05	148 287 846,60	-10 421 961,35	464 116 301,05	143 755 002,70	-10 461 642,51	68 864 978,56	69 000 906,69	68 454 955,25
931 - Formation professionnelle et apprentissage	579 240 000,00	-	579 240 000,00	461 009 458,53	136 279 981,72	-64 781,14	460 860 944,17	132 085 427,78	-104 462,30	68 575 053,81	67 640 146,77	67 345 490,97
10 - Services Communs	7 099 000,00	-	7 099 000,00	6 048 183,30	4 651 896,58	-36 219,07	5 793 551,63	557 342,64	-36 219,07	3 250 956,63	1 364 720,88	1 109 746,24
11 - Formation professionnelle	303 921 000,00	-	303 921 000,00	216 708 697,91	129 550 460,85	-28 210,07	216 708 697,91	129 550 460,85	-28 210,07	64 518 307,00	65 003 943,78	65 003 943,78
111	-	-	-	283 009,56	-	-	283 009,56	-	-	-	-	-
112	-	-	-	131 578,62	-	-	131 578,62	-	-	-	-	-
113	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
114	-	-	-	85 696,59	-	-	85 696,59	-	-	-	-	-
115	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
116	-	-	-	150 990,00	-	-	299 670,00	-	-	-	-	-
12 - Apprentissage	268 220 000,00	-	268 220 000,00	237 601 302,55	2 077 624,29	-352,00	237 558 739,86	1 977 624,29	-40 033,16	805 790,18	1 271 482,11	1 231 800,95
939 - Action économique	14 800 000,00	-	14 800 000,00	3 506 652,52	12 007 864,88	-10 357 180,21	3 255 356,88	11 669 574,92	-10 357 180,21	289 924,75	1 360 759,92	1 109 464,28
91 - Interventions économiques transversales	14 800 000,00	-	14 800 000,00	3 506 652,52	12 007 864,88	-10 357 180,21	3 255 356,88	11 669 574,92	-10 357 180,21	289 924,75	1 360 759,92	1 109 464,28
LO - Logement	960 000,00	-	960 000,00	70 000,00	51 062,45	-	70 000,00	51 062,45	-	21 062,45	30 000,00	30 000,00
935 - Aménagement des territoires	960 000,00	-	960 000,00	70 000,00	51 062,45	-	70 000,00	51 062,45	-	21 062,45	30 000,00	30 000,00
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	960 000,00	-	960 000,00	70 000,00	51 062,45	-	70 000,00	51 062,45	-	21 062,45	30 000,00	30 000,00

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2017	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
MO - Mobilités	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autre actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	43 320 000,00	-	43 320 000,00	39 735 042,91	1 966 849,03	-17 394,68	39 715 801,27	1 935 775,85	-12 273,51	1 298 712,78	650 741,57	648 944,72
930 - Services généraux	43 320 000,00	-	43 320 000,00	39 735 042,91	1 966 849,03	-17 394,68	39 715 801,27	1 935 775,85	-12 273,51	1 298 712,78	650 741,57	648 944,72
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	39 735 000,00	-	39 735 000,00	36 399 882,75	1 741 868,72	-15 382,61	36 376 892,53	1 736 599,79	-10 533,49	1 165 767,23	560 718,88	560 299,07
021 - Conseil régional	3 270 000,00	-	3 270 000,00	3 114 065,41	213 248,54	-2 012,07	3 119 191,03	188 821,33	-1 740,02	131 681,55	79 554,92	79 554,92
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	315 000,00	-	315 000,00	221 094,75	11 731,77	-	219 717,71	10 354,73	-	1 264,00	10 467,77	9 090,73
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PRH - Personnel et Ressources humaines	4 000 000,00	-164 000,00	3 836 000,00	3 325 659,40	626 599,85	-82 181,30	3 265 503,10	626 599,85	-85 061,30	296 845,18	247 573,37	247 573,37
930 - Services généraux	3 145 000,00	-	3 145 000,00	2 694 646,10	493 424,58	-34 114,92	2 682 556,18	541 490,96	-85 061,30	255 540,18	203 769,48	203 769,48
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	2 475 000,00	-	2 475 000,00	2 338 932,10	382 517,35	-34 114,92	2 326 842,18	430 583,73	-85 061,30	180 953,58	167 448,85	167 448,85
021 - Conseil régional	570 000,00	-	570 000,00	322 224,00	106 208,23	-	322 224,00	106 208,23	-	73 976,60	32 231,63	32 231,63
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	100 000,00	-	100 000,00	33 490,00	4 699,00	-	33 490,00	4 699,00	-	610,00	4 089,00	4 089,00
932 - Enseignement	815 000,00	-164 000,00	651 000,00	631 013,30	133 175,27	-48 066,38	582 946,92	85 108,89	-	41 305,00	43 803,89	43 803,89
222 - Lycées publics	815 000,00	-164 000,00	651 000,00	631 013,30	133 175,27	-48 066,38	582 946,92	85 108,89	-	41 305,00	43 803,89	43 803,89
944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	40 000,00	-	40 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Frais de fonctionnement des groupes d'élus	40 000,00	-	40 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	18 290 000,00	1 569 920,00	19 859 920,00	19 828 189,51	14 376 118,88	-3 349,19	19 722 561,21	14 376 118,88	-6 562,61	4 873 309,65	9 499 460,04	9 496 246,62
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	18 290 000,00	1 569 920,00	19 859 920,00	19 828 189,51	14 376 118,88	-3 349,19	19 722 561,21	14 376 118,88	-6 562,61	4 873 309,65	9 499 460,04	9 496 246,62
92 - Recherche et innovation	18 290 000,00	1 569 920,00	19 859 920,00	19 828 189,51	14 376 118,88	-3 349,19	19 722 561,21	14 376 118,88	-6 562,61	4 873 309,65	9 499 460,04	9 496 246,62
RUR - Ruralité	3 500 000,00	426 080,38	3 926 080,38	3 925 935,38	1 519 645,10	-145,00	3 922 261,74	1 519 645,10	-145,00	500 554,68	1 018 945,42	1 018 945,42
937 - Environnement	3 500 000,00	426 080,38	3 926 080,38	3 925 935,38	1 519 645,10	-145,00	3 922 261,74	1 519 645,10	-145,00	500 554,68	1 018 945,42	1 018 945,42
76 - Patrimoine naturel	3 500 000,00	426 080,38	3 926 080,38	3 925 935,38	1 519 645,10	-145,00	3 922 261,74	1 519 645,10	-145,00	500 554,68	1 018 945,42	1 018 945,42
SE - Sécurité	800 000,00	-	800 000,00	582 806,85	609 682,54	-26 875,69	582 806,85	609 682,54	-26 875,69	549 462,69	33 344,16	33 344,16
932 - Enseignement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
222	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
27 - Sécurité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	800 000,00	-	800 000,00	582 806,85	609 682,54	-26 875,69	582 806,85	609 682,54	-26 875,69	549 462,69	33 344,16	33 344,16
57 - Sécurité	800 000,00	-	800 000,00	582 806,85	609 682,54	-26 875,69	582 806,85	609 682,54	-26 875,69	549 462,69	33 344,16	33 344,16
SI - Systèmes d'Information	6 750 000,00	917 000,00	7 667 000,00	7 667 000,00	1 860 710,05	-46 643,20	7 607 337,64	1 860 710,05	-131 761,60	1 235 713,42	578 353,43	578 353,43
930 - Services généraux	6 750 000,00	917 000,00	7 667 000,00	7 667 000,00	1 860 710,05	-46 643,20	7 607 337,64	1 860 710,05	-131 761,60	1 235 713,42	578 353,43	578 353,43
0202 - Autres moyens généraux	6 750 000,00	917 000,00	7 667 000,00	7 667 000,00	1 860 710,05	-46 643,20	7 607 337,64	1 860 710,05	-131 761,60	1 235 713,42	578 353,43	578 353,43

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2017	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
SL - Sports et Loisirs	17 100 000,00	-	17 100 000,00	14 517 607,41	6 603 015,96	-230 960,42	14 095 236,14	5 531 072,67	-230 960,42	5 020 593,43	1 351 462,11	931 310,84
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
931 - Formation professionnelle et apprentissage	1 800 000,00	-	1 800 000,00	1 580 293,57	1 671 955,40	-65 328,43	1 580 293,57	1 661 119,40	-65 328,43	1 502 799,47	103 827,50	103 827,50
11 - Formation professionnelle	1 800 000,00	-	1 800 000,00	1 580 293,57	1 671 955,40	-65 328,43	1 580 293,57	1 661 119,40	-65 328,43	1 502 799,47	103 827,50	103 827,50
114	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	15 300 000,00	-	15 300 000,00	12 937 313,84	4 931 060,56	-165 631,99	12 514 942,57	3 869 953,27	-165 631,99	3 517 793,96	1 247 634,61	827 483,34
32 - Sports	13 720 000,00	-	13 720 000,00	11 519 640,34	4 142 337,27	-165 631,99	11 238 576,22	3 632 337,27	-165 631,99	3 396 689,96	580 015,32	301 171,20
33 - Loisirs	1 580 000,00	-	1 580 000,00	1 417 673,50	788 723,29	-	1 276 366,35	237 616,00	-	121 104,00	667 619,29	526 312,14
TC - Transports en commun	763 536 000,00	-	763 536 000,00	760 139 773,00	6 529 062,08	-1 543 583,12	759 984 523,32	6 289 062,08	-1 543 583,12	4 459 647,01	525 831,95	379 812,75
938 - Transports	763 536 000,00	-	763 536 000,00	760 139 773,00	6 529 062,08	-1 543 583,12	759 984 523,32	6 289 062,08	-1 543 583,12	4 459 647,01	525 831,95	379 812,75
80 - Services communs	1 000 000,00	-	1 000 000,00	600 386,13	600 386,13	-	445 136,45	360 386,13	-	186 196,68	414 189,45	268 170,25
810 - Services communs	748 536 000,00	-	748 536 000,00	748 312 969,99	6 000,00	-	748 312 969,99	6 000,00	-	-	6 000,00	6 000,00
818 - Autres transports en commun	14 000 000,00	-	14 000 000,00	11 226 416,88	5 922 675,95	-1 543 583,12	11 226 416,88	5 922 675,95	-1 543 583,12	4 273 450,33	105 642,50	105 642,50
TMSP - Transports de marchandise en site propre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
938	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
885	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	17 270 000,00	-	17 270 000,00	16 880 520,85	768 316,00	-39 195,15	16 795 949,35	748 316,00	-39 195,15	475 966,98	253 153,87	233 153,87
939 - Action économique	17 270 000,00	-	17 270 000,00	16 880 520,85	768 316,00	-39 195,15	16 795 949,35	748 316,00	-39 195,15	475 966,98	253 153,87	233 153,87
95 - Tourisme et thermalisme	17 270 000,00	-	17 270 000,00	16 880 520,85	768 316,00	-39 195,15	16 795 949,35	748 316,00	-39 195,15	475 966,98	253 153,87	233 153,87
UE - Fonds européens	83 280 000,00	-	83 280 000,00	28 886 145,90	27 982 649,07	-9 999,00	28 636 695,34	27 982 648,81	-155 168,93	1 762 119,82	26 210 530,25	26 065 360,06
930 - Services généraux	2 480 000,00	-	2 480 000,00	700 462,45	414 536,00	-23,65	695 095,56	414 536,00	-23,65	122 679,77	291 832,58	291 832,58
0202 - Autres moyens généraux	1 800 000,00	-	1 800 000,00	352 260,10	320 070,00	-	352 260,10	320 070,00	-	80 070,00	240 000,00	240 000,00
042 - Actions européennes	680 000,00	-	680 000,00	348 202,35	94 466,00	-23,65	342 835,46	94 466,00	-23,65	42 609,77	51 832,58	51 832,58
936 - Gestion des fonds européens	80 800 000,00	-	80 800 000,00	28 185 683,45	27 568 113,07	-9 975,35	27 941 599,78	27 568 112,81	-155 145,28	1 639 440,05	25 918 697,67	25 773 527,48
61 - FSE	53 450 000,00	-	53 450 000,00	13 799 914,97	13 977 178,92	-9 975,35	13 584 291,02	13 977 178,66	-126 685,56	1 188 517,68	12 778 685,89	12 661 975,42
62 - FEDER	15 350 000,00	-	15 350 000,00	14 385 768,48	13 590 934,15	-	14 357 308,76	13 590 934,15	-28 459,72	450 922,37	13 140 011,78	13 111 552,06
63 - Autres (FEADER)	12 000 000,00	-	12 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
630 - FEADER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 191 598 000,00	6 600 000,00	2 198 198 000,00	1 982 243 865,09	302 773 038,82	-14 082 644,21	1 975 201 995,58	282 564 673,05	-10 739 590,54	149 495 317,09	139 195 077,52	135 067 429,61
				90,18 %						7,54 %	-54,03 %	-52,20 %

LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT 2018

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2018	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
AGRI - Agriculture	7 600 000,00	-	7 600 000,00	7 570 475,03	-	-	7 201 317,03	-	-	1 529 165,95	6 041 309,08	5 672 151,08
939 - Action économique	7 600 000,00	-	7 600 000,00	7 570 475,03	-	-	7 201 317,03	-	-	1 529 165,95	6 041 309,08	5 672 151,08
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	7 600 000,00	-	7 600 000,00	7 570 475,03	-	-	7 201 317,03	-	-	1 529 165,95	6 041 309,08	5 672 151,08
AIE - Actions internationales	1 700 000,00	489 850,00	2 189 850,00	2 063 566,00	-	-15 430,65	1 885 876,15	-	-10 800,80	252 431,74	1 795 703,61	1 622 643,61
930 - Services généraux	1 700 000,00	489 850,00	2 189 850,00	2 063 566,00	-	-15 430,65	1 885 876,15	-	-10 800,80	252 431,74	1 795 703,61	1 622 643,61
042 - Actions européennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
044 - Aide publique au développement	150 000,00	-	150 000,00	96 172,00	-	-	96 172,00	-	-	76 937,60	19 234,40	19 234,40
048 - Autres actions internationales	1 550 000,00	489 850,00	2 039 850,00	1 967 394,00	-	-15 430,65	1 789 704,15	-	-10 800,80	175 494,14	1 776 469,21	1 603 409,21
AM - Aménagement	18 878 000,00	2 070 000,00	20 948 000,00	20 826 764,80	-	-0,12	19 976 237,11	-	-0,12	18 881 902,06	1 944 862,62	1 094 334,93
930 - Services généraux	200 000,00	-	200 000,00	149 260,00	-	-	149 260,00	-	-	-	149 260,00	149 260,00
041 - Actions interrégionales	200 000,00	-	200 000,00	149 260,00	-	-	149 260,00	-	-	-	149 260,00	149 260,00
935 - Aménagement des territoires	18 678 000,00	2 070 000,00	20 748 000,00	20 677 504,80	-	-0,12	19 826 977,11	-	-0,12	18 881 902,06	1 795 602,62	945 074,93
50 - Services communs	18 678 000,00	710 297,86	19 388 297,86	19 343 297,86	-	-	18 492 770,17	-	-	17 723 000,00	1 620 297,86	769 770,17
52 - Agglomérations et villes moyennes	-	1 359 702,14	1 359 702,14	1 334 206,94	-	-0,12	1 334 206,94	-	-0,12	1 158 902,06	175 304,76	175 304,76
937 - Environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CI - Citoyenneté	5 500 000,00	-	5 500 000,00	4 504 787,01	-	-300,00	4 452 866,86	-	-	810 525,61	3 693 961,40	3 642 341,25
930 - Services généraux	2 600 000,00	-	2 600 000,00	2 391 583,01	-	-300,00	2 344 662,86	-	-	787 758,72	1 603 524,29	1 556 904,14
0202 - Autres moyens généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	2 600 000,00	-	2 600 000,00	2 391 583,01	-	-300,00	2 344 662,86	-	-	787 758,72	1 603 524,29	1 556 904,14
934 - Développement social et santé	900 000,00	-	900 000,00	436 954,00	-	-	436 954,00	-	-	-	436 954,00	436 954,00
40 - Services communs	900 000,00	-	900 000,00	436 954,00	-	-	436 954,00	-	-	-	436 954,00	436 954,00
935 - Aménagement des territoires	2 000 000,00	-	2 000 000,00	1 676 250,00	-	-	1 671 250,00	-	-	22 766,89	1 653 483,11	1 648 483,11
51 - Politique de la ville	2 000 000,00	-	2 000 000,00	1 676 250,00	-	-	1 671 250,00	-	-	22 766,89	1 653 483,11	1 648 483,11
COM - Communication	7 950 000,00	-400 000,00	7 550 000,00	7 473 000,00	-	-347 907,25	7 302 788,95	-	-177 593,22	5 637 143,80	1 487 948,95	1 488 051,93
930 - Services généraux	7 950 000,00	-400 000,00	7 550 000,00	7 473 000,00	-	-347 907,25	7 302 788,95	-	-177 593,22	5 637 143,80	1 487 948,95	1 488 051,93
0202 - Autres moyens généraux	7 950 000,00	-400 000,00	7 550 000,00	7 473 000,00	-	-347 907,25	7 302 788,95	-	-177 593,22	5 637 143,80	1 487 948,95	1 488 051,93
CU - Culture	52 630 000,00	-	52 630 000,00	51 019 773,00	-	-57 778,87	49 201 561,71	-	-23 818,09	23 050 947,12	27 911 047,01	26 126 796,50
933 - Culture, sports et loisirs	52 630 000,00	-	52 630 000,00	51 019 773,00	-	-57 778,87	49 201 561,71	-	-23 818,09	23 050 947,12	27 911 047,01	26 126 796,50
312 - Activités culturelles et artistiques	51 594 000,00	-12 000,00	51 582 000,00	49 972 185,00	-	-25 000,44	48 266 806,33	-	-4 985,07	22 504 340,09	27 442 844,47	25 757 481,17
313 - Patrimoine	1 036 000,00	12 000,00	1 048 000,00	1 047 588,00	-	-32 778,43	934 755,38	-	-18 833,02	546 607,03	468 202,54	369 315,33
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	36 111 000,00	-	36 111 000,00	32 473 374,31	-	-147 957,68	29 450 042,82	-	-733,22	15 105 050,88	17 220 365,75	14 344 258,72
935 - Aménagement des territoires	1 000 000,00	-	1 000 000,00	992 280,00	-	-90 703,78	902 309,44	-	-733,22	763 668,68	137 907,54	137 907,54
56 - Technologies de l'information et de la communication	1 000 000,00	-	1 000 000,00	992 280,00	-	-90 703,78	902 309,44	-	-733,22	763 668,68	137 907,54	137 907,54
939 - Action économique	35 111 000,00	-	35 111 000,00	31 481 094,31	-	-57 253,90	28 547 733,38	-	-	14 341 382,20	17 082 458,21	14 206 351,18
91 - Interventions économiques transversales	25 221 000,00	-248 620,00	24 972 380,00	22 218 267,28	-	-	21 371 915,28	-	-	11 799 341,11	10 418 926,17	9 572 574,17
92 - Recherche et innovation	5 100 000,00	298 620,00	5 398 620,00	5 098 620,00	-	-57 253,90	3 524 048,10	-	-	1 270 658,40	3 770 707,70	2 253 389,70
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	4 790 000,00	-50 000,00	4 740 000,00	4 164 207,03	-	-	3 651 770,00	-	-	1 271 382,69	2 892 824,34	2 380 387,31

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2018	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
DSS - Développement social et santé	207 415 000,00	500 000,00	207 915 000,00	202 367 327,96	-	-73 922,93	202 243 592,96	-	-3 927,04	190 622 971,67	11 670 433,36	11 616 694,25
931 - Formation professionnelle et apprentissage	198 974 000,00	500 000,00	199 474 000,00	195 420 024,00	-	-59 270,92	195 410 024,00	-	-3 156,03	186 453 683,39	8 907 069,69	8 953 184,58
11 - Formation professionnelle	3 574 000,00	500 000,00	4 074 000,00	3 682 718,00	-	-	3 682 718,00	-	-	1 115 767,40	2 566 950,60	2 566 950,60
113	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	195 400 000,00	-	195 400 000,00	191 737 306,00	-	-59 270,92	191 727 306,00	-	-3 156,03	185 337 915,99	6 340 119,09	6 386 233,98
934 - Santé et Action sociale	8 441 000,00	-	8 441 000,00	6 947 303,96	-	-14 652,01	6 833 568,96	-	-771,01	4 169 288,28	2 763 363,67	2 663 509,67
40 - Services communs	695 000,00	10 000,00	705 000,00	705 000,00	-	-11 679,00	693 321,00	-	-	691 476,00	1 845,00	1 845,00
41 - Santé	5 791 000,00	-53 897,96	5 737 102,04	4 243 406,00	-	-	4 155 154,00	-	-	3 276 657,50	966 748,50	878 496,50
42 - Action sociale	1 955 000,00	43 897,96	1 998 897,96	1 998 897,96	-	-2 973,01	1 985 093,96	-	-771,01	201 154,78	1 794 770,17	1 783 168,17
EAE - Environnement et énergie	20 814 000,00	-	20 814 000,00	19 827 475,54	-	-25 528,42	19 193 124,36	-	-13 199,64	16 002 742,12	3 799 205,00	3 177 182,60
932	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
28	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	20 314 000,00	-	20 314 000,00	19 327 475,54	-	-25 528,42	18 711 880,36	-	-13 199,64	15 960 524,72	3 341 422,40	2 738 156,00
71 - Actions transversales	5 136 000,00	-	5 136 000,00	5 071 783,40	-	-13 199,64	4 988 757,00	-	-13 199,64	4 781 557,36	277 026,40	194 000,00
72 - Actions en matière de déchets	1 108 000,00	-	1 108 000,00	816 603,40	-	-7 328,78	289 184,62	-	-	37 988,12	771 286,50	251 196,50
73 - Politique de l'air	850 000,00	-	850 000,00	850 000,00	-	-	850 000,00	-	-	841 731,06	8 268,94	8 268,94
74 - Politique de l'eau	300 000,00	-	300 000,00	217 525,06	-	-	217 525,06	-	-	97 536,36	119 988,70	119 988,70
75 - Politique de l'énergie	1 130 000,00	-	1 130 000,00	855 120,00	-	-	855 120,00	-	-	30 755,57	824 364,43	824 364,43
76 - Patrimoine naturel	10 830 000,00	-	10 830 000,00	10 614 043,68	-	-5 000,00	10 608 893,68	-	-	9 268 556,25	1 340 487,43	1 340 337,43
78 - Autres actions	960 000,00	-	960 000,00	902 400,00	-	-	902 400,00	-	-	902 400,00	-	-
939 - Action Economique	500 000,00	-	500 000,00	500 000,00	-	-	481 244,00	-	-	42 217,40	457 782,60	439 026,60
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	500 000,00	-	500 000,00	500 000,00	-	-	481 244,00	-	-	42 217,40	457 782,60	439 026,60
ESE - Enseignement secondaire	271 947 000,00	280 000,00	272 227 000,00	265 286 557,36	-	-375 038,31	218 058 482,38	-	28 394 841,59	237 591 050,97	27 320 468,08	8 862 273,00
932 - Enseignement	271 947 000,00	280 000,00	272 227 000,00	265 286 557,36	-	-375 038,31	218 058 482,38	-	28 394 841,59	237 591 050,97	27 320 468,08	8 862 273,00
222 - Lycées publics	139 007 000,00	4 149 564,76	143 156 564,76	143 156 564,76	-	-47 242,50	108 066 406,71	-	24 564 174,12	130 561 045,49	12 548 276,77	2 069 535,34
223 - Lycées privés	67 573 000,00	71 660,14	67 644 660,14	67 644 660,14	-	-	67 644 660,14	-	-	67 531 633,94	113 026,20	113 026,20
224 - Participation à des cités mixtes	19 461 000,00	-94 713,47	19 366 286,53	19 056 648,53	-	-3 761,00	13 405 953,39	-	4 010 568,94	17 306 991,76	1 745 895,77	109 530,57
28 - Autres services périscolaires et annexes	45 906 000,00	-3 846 511,43	42 059 488,57	35 428 683,93	-	-324 034,81	28 941 462,14	-	-179 901,47	22 191 379,78	12 913 269,34	6 570 180,89
ESU - Enseignement supérieur	12 130 000,00	-280 000,00	11 850 000,00	10 636 677,00	-	-4 634,88	10 606 682,12	-	-	4 375 782,07	6 256 260,05	6 230 900,05
932 - Enseignement	12 130 000,00	-280 000,00	11 850 000,00	10 636 677,00	-	-4 634,88	10 606 682,12	-	-	4 375 782,07	6 256 260,05	6 230 900,05
23 - Enseignement supérieur	12 130 000,00	-280 000,00	11 850 000,00	10 636 677,00	-	-4 634,88	10 606 682,12	-	-	4 375 782,07	6 256 260,05	6 230 900,05
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	534 439 000,00	107 119 318,80	641 558 318,80	626 610 153,56	-	-143 813,63	622 203 948,39	-	-9 154,03	373 025 021,18	253 441 318,75	249 169 773,18
931 - Formation professionnelle et apprentissage	526 639 000,00	107 119 318,80	633 758 318,80	619 278 153,56	-	-143 813,63	614 871 948,39	-	-9 154,03	372 458 498,07	246 675 841,86	242 404 296,29
10 - Services Communs	6 955 000,00	6 000 000,00	12 955 000,00	10 101 332,16	-	-34 659,60	5 825 791,99	-	-	2 555 706,20	7 510 966,36	3 270 085,79
11 - Formation professionnelle	274 295 000,00	101 119 318,80	375 414 318,80	371 419 932,77	-	-	371 419 932,77	-	-	137 509 612,43	233 910 320,34	233 910 320,34
111	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
112	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
113	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
114	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
115	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
116	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12 - Apprentissage	245 389 000,00	-	245 389 000,00	237 756 888,63	-	-109 154,03	237 626 223,63	-	-9 154,03	232 393 179,44	5 254 555,16	5 223 890,16
939 - Action économique	7 800 000,00	-	7 800 000,00	7 332 000,00	-	-	7 332 000,00	-	-	566 523,11	6 765 476,89	6 765 476,89
91 - Interventions économiques transversales	7 800 000,00	-	7 800 000,00	7 332 000,00	-	-	7 332 000,00	-	-	566 523,11	6 765 476,89	6 765 476,89
LO - Logement	800 000,00	-700 000,00	100 000,00	40 000,00	-	-	40 000,00	-	-	27 569,90	12 430,10	12 430,10
935 - Aménagement des territoires	800 000,00	-700 000,00	100 000,00	40 000,00	-	-	40 000,00	-	-	27 569,90	12 430,10	12 430,10
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	800 000,00	-700 000,00	100 000,00	40 000,00	-	-	40 000,00	-	-	27 569,90	12 430,10	12 430,10

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2018	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
MO - Mobilités	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autre actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	42 661 000,00	-400 000,00	42 261 000,00	41 000 099,00	-	-1 223 863,98	33 943 875,67	-	5 825 680,24	36 556 947,73	3 219 287,29	3 212 608,18
930 - Services généraux	42 661 000,00	-400 000,00	42 261 000,00	41 000 099,00	-	-1 223 863,98	33 943 875,67	-	5 825 680,24	36 556 947,73	3 219 287,29	3 212 608,18
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	39 036 000,00	-400 000,00	38 636 000,00	37 463 999,00	-	-1 087 451,32	30 875 297,34	-	5 492 105,06	33 353 774,88	3 022 772,80	3 013 627,52
021 - Conseil régional	3 310 000,00	-	3 310 000,00	3 240 000,00	-	-29 812,23	2 877 046,45	-	336 552,72	3 026 403,52	183 784,25	187 195,65
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	315 000,00	-	315 000,00	296 100,00	-	-106 600,43	191 531,88	-	-2 977,54	176 769,33	12 730,24	11 785,01
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PRH - Personnel et Ressources humaines	4 450 000,00	-	4 450 000,00	4 442 000,00	-	-889 119,42	3 622 737,18	-	-113 597,00	2 484 283,11	1 068 597,47	1 024 857,07
930 - Services généraux	3 665 000,00	-	3 665 000,00	3 665 000,00	-	-708 463,68	3 026 392,89	-	-113 596,97	1 971 085,18	985 451,14	941 710,74
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	2 995 000,00	310 000,00	3 305 000,00	3 305 000,00	-	-680 523,28	2 694 333,29	-	-113 596,97	1 686 330,38	938 146,34	894 405,94
021 - Conseil régional	570 000,00	-270 000,00	300 000,00	300 000,00	-	-5 230,40	294 769,60	-	-	255 514,80	39 254,80	39 254,80
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	100 000,00	-40 000,00	60 000,00	60 000,00	-	-22 710,00	37 290,00	-	-	29 240,00	8 050,00	8 050,00
932 - Enseignement	745 000,00	-	745 000,00	745 000,00	-	-148 805,74	596 194,29	-	-0,03	513 197,93	82 996,33	82 996,33
222 - Lycées publics	745 000,00	-	745 000,00	745 000,00	-	-148 805,74	596 194,29	-	-0,03	513 197,93	82 996,33	82 996,33
944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	40 000,00	-	40 000,00	32 000,00	-	-31 850,00	150,00	-	-	-	150,00	150,00
-- Frais de fonctionnement des groupes d'élus	40 000,00	-	40 000,00	32 000,00	-	-31 850,00	150,00	-	-	-	150,00	150,00
PV - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	18 900 000,00	-	18 900 000,00	18 724 036,70	-	-8 497,24	18 715 777,44	-	-237,98	5 263 756,11	13 451 783,35	13 451 783,35
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	18 900 000,00	-	18 900 000,00	18 724 036,70	-	-8 497,24	18 715 777,44	-	-237,98	5 263 756,11	13 451 783,35	13 451 783,35
92 - Recherche et innovation	18 900 000,00	-	18 900 000,00	18 724 036,70	-	-8 497,24	18 715 777,44	-	-237,98	5 263 756,11	13 451 783,35	13 451 783,35
RUR - Ruralité	5 500 000,00	-	5 500 000,00	5 111 424,43	-	-	5 111 424,43	-	-	3 853 419,61	1 258 004,82	1 258 004,82
937 - Environnement	5 500 000,00	-	5 500 000,00	5 111 424,43	-	-	5 111 424,43	-	-	3 853 419,61	1 258 004,82	1 258 004,82
76 - Patrimoine naturel	5 500 000,00	-	5 500 000,00	5 111 424,43	-	-	5 111 424,43	-	-	3 853 419,61	1 258 004,82	1 258 004,82
SE - Sécurité	600 000,00	-	600 000,00	468 187,00	-	-	468 187,00	-	-	-	468 187,00	468 187,00
932 - Enseignement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
222	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
27 - Sécurité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	600 000,00	-	600 000,00	468 187,00	-	-	468 187,00	-	-	-	468 187,00	468 187,00
57 - Sécurité	600 000,00	-	600 000,00	468 187,00	-	-	468 187,00	-	-	-	468 187,00	468 187,00
SI - Systèmes d'Information	7 950 000,00	800 000,00	8 750 000,00	8 750 000,00	-	-	8 673 859,36	-	-23 859,36	6 074 587,58	2 675 412,42	2 575 412,42
930 - Services généraux	7 950 000,00	800 000,00	8 750 000,00	8 750 000,00	-	-	8 673 859,36	-	-23 859,36	6 074 587,58	2 675 412,42	2 575 412,42
0202 - Autres moyens généraux	7 950 000,00	800 000,00	8 750 000,00	8 750 000,00	-	-	8 673 859,36	-	-23 859,36	6 074 587,58	2 675 412,42	2 575 412,42

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2018	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2018	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2018	CP mandatés en 2018	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2018	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2018
SL - Sports et Loisirs	13 171 000,00	3 669,20	13 174 669,20	10 667 188,52	-	-44 072,06	9 052 826,30	-	-28 434,45	2 133 899,65	8 489 216,81	6 890 492,20
930 - Services généraux	50 000,00	-	50 000,00	45 000,00	-	-	-	-	-	-	45 000,00	-
021 - Conseil régional	50 000,00	-	50 000,00	45 000,00	-	-	-	-	-	-	45 000,00	-
931 - Formation professionnelle et apprentissage	1 800 000,00	3 669,20	1 803 669,20	1 803 669,20	-	-	1 796 330,00	-	-	26 129,60	1 777 539,60	1 770 200,40
11 - Formation professionnelle	1 800 000,00	3 669,20	1 803 669,20	1 803 669,20	-	-	1 796 330,00	-	-	26 129,60	1 777 539,60	1 770 200,40
114	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	11 321 000,00	-	11 321 000,00	8 818 519,32	-	-44 072,06	7 256 496,30	-	-28 434,45	2 107 770,05	6 666 677,21	5 120 291,80
32 - Sports	9 636 000,00	-	9 636 000,00	7 634 115,00	-	-43 651,26	6 854 115,00	-	-28 434,45	2 073 246,53	5 517 217,21	4 752 434,02
33 - Loisirs	1 685 000,00	-	1 685 000,00	1 184 404,32	-	-420,80	402 381,30	-	-	34 523,52	1 149 460,00	367 857,78
TC - Transports en commun	762 880 000,00	-	762 880 000,00	760 689 872,00	-	-5 000,00	760 555 672,00	-	-	753 562 517,23	7 122 354,77	6 993 154,77
938 - Transports	762 880 000,00	-	762 880 000,00	760 689 872,00	-	-5 000,00	760 555 672,00	-	-	753 562 517,23	7 122 354,77	6 993 154,77
80 - Services communs	750 000,00	908 405,00	1 658 405,00	1 407 440,00	-	-5 000,00	1 274 740,00	-	-	12 108,24	1 390 331,76	1 262 631,76
810 - Services communs	748 130 000,00	-178 055,00	747 951 945,00	747 182 432,00	-	-	747 180 932,00	-	-	747 180 932,00	1 500,00	-
818 - Autres transports en commun	14 000 000,00	-730 350,00	13 269 650,00	12 100 000,00	-	-	12 100 000,00	-	-	6 369 476,99	5 730 523,01	5 730 523,01
TMSP - Transports de marchandise en site propre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
938	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
885	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	15 910 000,00	-300 000,00	15 610 000,00	15 609 999,20	-	-22 240,56	15 604 719,20	-	-	15 134 033,02	453 725,62	470 686,18
939 - Action économique	15 910 000,00	-300 000,00	15 610 000,00	15 609 999,20	-	-22 240,56	15 604 719,20	-	-	15 134 033,02	453 725,62	470 686,18
95 - Tourisme et thermalisme	15 910 000,00	-300 000,00	15 610 000,00	15 609 999,20	-	-22 240,56	15 604 719,20	-	-	15 134 033,02	453 725,62	470 686,18
UE - Fonds européens	67 585 000,00	-	67 585 000,00	21 467 774,68	-	-450 293,45	21 017 481,23	-	-	808 369,55	20 209 111,68	20 209 111,68
930 - Services généraux	2 650 000,00	-	2 650 000,00	2 097 936,00	-	-450 293,45	1 647 642,55	-	-	708 582,76	939 059,79	939 059,79
0202 - Autres moyens généraux	1 800 000,00	-	1 800 000,00	1 325 000,00	-	-447 085,60	877 914,40	-	-	40 501,00	837 413,40	837 413,40
042 - Actions européennes	850 000,00	-	850 000,00	772 936,00	-	-3 207,85	769 728,15	-	-	668 081,76	101 646,39	101 646,39
936 - Gestion des fonds européens	64 935 000,00	-	64 935 000,00	19 369 838,68	-	-	19 369 838,68	-	-	99 786,79	19 270 051,89	19 270 051,89
61 - FSE	50 175 000,00	-	50 175 000,00	18 540 716,84	-	-	18 540 716,84	-	-	99 786,79	18 440 930,05	18 440 930,05
62 - FEDER	2 760 000,00	-	2 760 000,00	829 121,84	-	-	829 121,84	-	-	-	829 121,84	829 121,84
63 - Autres (FEADER)	12 000 000,00	-12 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
630 - FEADER	-	12 000 000,00	12 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 117 521 000,00	109 182 838,00	2 226 703 838,00	2 137 630 513,10	-	-3 835 399,45	2 068 583 080,65	-	33 815 166,88	1 712 784 118,66	421 010 994,99	389 614 128,87
				96,00 %						80,13 %	-	-

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
*	
LES DONNEES DU BUDGET 2020	23
*	
1. POURSUIVRE LA GESTION EXEMPLAIRE AU SERVICE DES FRANCILIENS	29
1.1. Des perspectives baissières pour les recettes régionales	29
1.1.1. <i>Des recettes volatiles, incertaines et contraintes.....</i>	30
1.1.2. <i>Un repli des recettes de fonctionnement.....</i>	35
1.1.3. <i>Des recettes d'investissement peu dynamiques.....</i>	43
1.2. Une gestion économe en fonctionnement et ambitieuse en investissement.....	46
1.2.1. <i>Une relance de l'investissement de + 41 % depuis 2015</i>	46
1.2.2. <i>Des dépenses de fonctionnement en baisse de - 20 % depuis 2015</i>	48
1.2.3. <i>Un recentrage progressif sur les dépenses obligatoires.....</i>	48
1.2.4. <i>Une administration modernisée et récompensée</i>	49
1.2.5. <i>Une charge de la dette et des frais financiers en baisse</i>	55
1.3. Un émetteur reconnu et 100 % vert et responsable	58
1.3.1. <i>Une stratégie et une gouvernance de financement saluées.....</i>	58
1.3.2. <i>Un engagement croissant et innovant dans la finance verte</i>	60
1.3.3. <i>Une gestion de la dette prudente et une gestion de la trésorerie optimisée</i>	62
1.4. Une baisse volontariste de la dette régionale.....	64
1.4.1. <i>Les ratios financiers les plus performants depuis 15 ans</i>	64
1.4.2. <i>Une diminution de l'encours de dette en 2019 et en 2020.....</i>	65
*	
2. LES PRIORITES REGIONALES POUR 2020	66
2.1. Accélérer la transformation écologique de l'Île-de-France.....	66
2.1.1. <i>Amplifier nos réponses face à l'urgence écologique</i>	66
2.1.2. <i>Confirmer la priorité totale donnée à l'amélioration des transports du quotidien.....</i>	68
2.1.3. <i>Aménager durablement l'Île-de-France.....</i>	70
2.2. Investir pour l'emploi, former les Franciliens, développer nos entreprises.....	71
2.2.1. <i>Un effort sans précédent pour les lycées</i>	71
2.2.2. <i>Répondre aux besoins des apprentis dans un cadre national nouveau.....</i>	74
2.2.3. <i>Favoriser la réussite dans les formations sanitaires et sociales</i>	74
2.2.4. <i>Etre la 1^{ère} région européenne scientifique et technologique.....</i>	76

2.2.5.	Un effort sans précédent dans l'accès à l'emploi par la formation et l'insertion professionnelle.....	78
2.2.6.	Accélérer la stratégie Leader pour devenir la région la plus attractive d'Europe	80
2.2.7.	Conforter la première destination touristique mondiale	83
2.2.8.	Concrétiser les ambitions du Pacte agricole	84
2.2.9.	Un engagement international tourné vers le codéveloppement, la francophonie, la ville de demain et le soutien à la liberté.....	85
2.3.	Résorber les fractures sociales et territoriales.....	86
2.3.1.	Renforcer la solidarité en Ile-de-France	86
2.3.2.	Conforter la construction équilibrée de logements	88
2.3.3.	Renforcer l'engagement pour la sécurité des Franciliens.....	90
2.3.4.	Une politique culturelle ambitieuse : favoriser l'inclusion, soutenir la création, permettre l'itinérance	91
2.3.5.	Permettre au plus grand nombre l'accès à une pratique sportive sécurisée et de qualité	92
2.3.6.	Des Iles de loisirs en réponse aux attentes de détente et d'activités de plein air.....	93
2.3.7.	Une politique de jeunesse concertée	95
2.3.8.	Un engagement continu pour la citoyenneté et la vie associative	95
2.4.	Atteindre les objectifs de programmation et de certification	96

ANNEXES AU RAPPORT	99
LES RECETTES.....	100
LA DETTE	102
LA CONTRACTUALISATION AVEC L'ETAT LE CPER 2015-2020 ET CPIER.....	106
LA REPARTITION DES ENVELOPPES BUDGETAIRES	111

* * *

*

Les données du budget 2020

LES GRANDES MASSES DU PROJET DE BUDGET 2020

(en millions d'euros)

	BP 2015	BP 2019	PROJET DE BUDGET PRIMITIF 2020	EVOLUTION 2019-2020 EN %	EVOLUTION 2015-2020 EN %
LES RECETTES					
RECETTES HORS EMPRUNT	4 093,63	4 279,69	4 353,22	+1,7%	+6,3%
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	3 431,37	3 612,74	3 485,35	-3,5%	+1,6%
FISCALITE DIRECTE (1)	782,07	955,68	1 038,29	+8,6%	+32,8%
AUTRES RECETTES FISCALES Y COMPRIS TICPE (2)	1 848,94	2 509,33	2 222,52	-11,4%	+20,2%
DOTATIONS (3)	646,92	8,82	54,62		
RECETTES DIVERSES (4)	153,44	138,91	169,93	+22,3%	+10,7%
RECETTES D'INVESTISSEMENT	662,27	666,96	867,87	+30,1%	+31,0%
RECETTES FISCALES Y COMPRIS TICPE (5)	368,60	351,82	360,00	+2,3%	-2,3%
DOTATIONS	86,09	86,09	108,09	+25,6%	+25,6%
RECETTES DIVERSES	207,58	229,04	399,78	+74,5%	+92,6%
EMPRUNT	855,80	709,34	641,47	-9,6%	-25,0%
TOTAL DES RECETTES	4 949,43	4 989,04	4 994,69	+0,1%	+0,9%

LES DÉPENSES					
FONCTIONNEMENT (6)	2 793,96	2 732,77	2 651,07	-3,0%	-5,1%
FONCTIONNEMENT HORS DETTE	2 636,66	2 593,11	2 531,14	-2,4%	-4,0%
DONT FONCTIONNEMENT SECTORIEL	2 444,93	2 393,88	2 332,48	-2,6%	-4,6%
DONT FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUTION REGIONALE	191,73	199,23	198,66	-0,3%	+3,6%
CHARGE DE LA DETTE ET AUTRES MOUVEMENTS FINANCIERS (7)	157,30	139,66	119,93	-14,1%	-23,8%
INVESTISSEMENT	2 155,47	2 256,27	2 343,62	+3,9%	+8,7%
EQUIPEMENT HORS DETTE	1 688,92	1 888,00	1 888,70	+0,0%	+11,8%
DONT EQUIPEMENT SECTORIEL	1 677,72	1 860,36	1 861,09	+0,0%	+10,9%
DONT EQUIPEMENT DE L'INSTITUTION REGIONALE (8)	11,20	27,64	27,61	-0,1%	+146,5%
CHARGE DE LA DETTE ET AUTRES MOUVEMENTS FINANCIERS (9)	466,56	368,27	454,91	+23,5%	-2,5%
TOTAL DES DÉPENSES	4 949,43	4 989,04	4 994,69	+0,1%	+0,9%

	BP 2015 [9] (M€)	BP 2019 (M€)	PROJET DE BUDGET PRIMITIF 2020	EVOLUTION 2019-2020 EN %	EVOLUTION 2015-2020 EN %
LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME	1 615,02	2 082,18	2 202,33	+5,8%	+36,4%
DONT AP HORS FONDS UE	1 589,90	2 050,45	2 170,43	+5,9%	+36,5%
LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT	2 265,42	2 178,20	2 087,23	-4,2%	-7,9%
DONT AE HORS FONDS UE ET PLAN D'INVESTISSEMENT DANS LES COMPETENCES (PIC)	2 215,52	2 008,74	1 867,73	-7,0%	-15,7%
DONT FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUTION REGIONALE	62,73	62,50	59,51	-4,8%	-5,1%

(1) Y compris : IFER ; CVAE nette de FNGIR, de péréquation CVAE et de la dotation de compensation CVAE versée aux départements à compter de 2017.

(2) Principalement : taxe sur les cartes grises, frais de gestion de fiscalité directe et fraction de TVA à compter de 2018.

(3) Dont DGF jusqu'en 2017, remplacée par une fraction de TVA à compter de 2018.

(4) Y compris FCTVA, flux sur swaps et incidence ICNE.

(5) TICPE Grenelle, taxe pour création de bureaux, taxe d'aménagement, taxe additionnelle spéciale annuelle et taxe sur les surfaces de stationnement.

(6) Hors prélèvements péréquation CVAE, FNGIR et dotation de compensation CVAE versée aux départements à compter de 2017.

(7) Y compris frais financiers divers et incidence ICNE.

(8) L'évolution des dépenses de l'institution régionale prend en compte le rattachement 2018/2019 lié à la réalisation en maîtrise d'ouvrage directe de l'hémicycle d'influence 2.

(9) Hors mouvements sur les lignes de crédit à long terme à encours variable (opérations de trésorerie et de refinancement).

PROJET DE BUDGET PRIMITIF 2020

EQUILIBRE FINANCIER DU PROJET DE BUDGET PRIMITIF 2020

	BP 2015 (M€)	BP 2018 (M€)	CA 2018 (M€)	BP 2019 (M€)	Projet BP 2020 (M€)	Evolution BP2020- BP2019 (M€)	Evolution BP2020- BP2019 (%)
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	3 431,368	3 488,462	3 538,268	3 612,737	3 485,351	-127,386	-3,5%
Recettes fiscales (1)	2631,008	3383,517	3398,387	3465,008	3260,802	-204,206	-5,9%
Dotations	646,923	8,820	8,820	8,820	54,620	+45,800	+519,3%
Recettes diverses	153,437	96,125	131,061	138,909	169,929	+31,020	+22,3%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (2)	2 793,960	2 718,623	2 552,729	2 732,766	2 651,071	-81,695	-3,0%
Dépenses d'intervention sectorielle et dépenses de l'institution	2636,661	2577,395	2430,068	2593,111	2531,137	-61,974	-2,4%
Charge de la dette et divers mouvements financiers	157,299	141,228	122,661	139,655	119,934	-19,721	-14,1%
Excédent N-1 de fonctionnement reporté	0,000	0,000	66,287	0,000	0,000		
EPARGNE BRUTE (3)	637,408	769,839	1 051,827	879,971	834,280	-45,691	-5,2%
TAUX D'EPARGNE BRUTE (4)	18,6%	22,1%	29,2%	24,4%	23,9%		
EPARGNE NETTE (5)	195,852	241,310	524,949	533,699	401,366	-132,333	-24,8%
TAUX D'EPARGNE NETTE (6)	5,7%	6,9%	14,6%	14,8%	11,5%		
RECETTES D'INVESTISSEMENT	662,265	859,513	767,271	666,957	867,868	+200,911	+30,1%
Recettes fiscales	368,600	373,000	408,763	351,824	360,000	+8,176	+2,3%
Dotations	86,089	86,089	86,089	86,089	108,089	+22,000	+25,6%
Recettes diverses	207,576	400,424	272,420	229,044	399,779	+170,735	+74,5%
RECETTES NETTES D'INVESTISSEMENT (7)	637,265	837,513	749,753	644,957	845,868	+200,911	+31,2%
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	833,117	1 078,823	1 274,702	1 178,656	1 247,234	+68,578	+5,8%
DEPENSES D'INVESTISSEMENT (Dépenses d'intervention et dépenses de l'institution)	1 688,918	1 888,393	1 569,004	1 888,000	1 888,701	+0,701	+0,0%
TAUX D'AUTOFINANCEMENT	49,3%	57,1%	81,2%	62,4%	66,0%		
EMPRUNT BUDGETAIRE (8)	855,801	809,570	600,000	709,344	641,467	-67,877	-9,6%
ENCOURS DE DETTE PREVISIONNEL AU 31/12/N							
Encours de dette au 31/12/N (9)	5 506,8	5 938,4	5 660,5	5 993,6	5 592,8	-400,790	-6,7%
Reports N-1 à reprendre au budget de l'année au BS	+1,013	+60,640		+305,698	+352		
Encours de dette au 31/12/N yc reports N-1 dès le BP (10)	5 505,8	5 877,8	5 660,5	5 687,9	5 240,7	-447,148	-7,9%
Capacité de désendettement sans reports N-1 (nb d'années) (11)	8,6	7,7	5,4	6,8	6,7		
Capacité de désendettement yc reports N-1 (nb d'années) (11)	8,6	7,1	5,4	4,8	4,4		

(1) Recettes nettes des versements au titre du FNGIR, de la péréquation et de la dotation aux départements franciliens en compensation de l'attribution de CVAE.

(2) Hors versements au titre du FNGIR, de la péréquation CVAE et de la dotation versée aux départements franciliens.

(3) Recettes de fonctionnement yc excédent N-1 reporté - dépenses de fonctionnement.

(4) Epargne brute/recettes de fonctionnement.

(5) Epargne brute - amortissement de la dette.

(6) Epargne nette/recettes de fonctionnement.

(7) Après restitutions de taxes en investissement, autres mouvements financiers et reprise des restes à réaliser en section d'investissement.

(8) Montant de l'emprunt d'équilibre inscrit au Budget, et montant de l'emprunt mobilisé entrant dans le résultat de l'exercice au CA (hors opérations éventuelles de refinancement).

(9) Pour l'encours de dette affiché au BP N, il est calculé par rapport à la valeur la plus à jour de l'encours de dette au 31/12/N-1, au moment de la préparation du Budget.

(10) Calcul de l'encours de dette affiché au BP N comme précédemment, cf. (9), intégrant en plus le report constaté au 31/12/N-1 et qui est à reprendre sur l'exercice N. Pour 2020, il s'agit de données estimatives prévisionnelles.

(11) Les nouvelles recettes fiscales créées en loi de finances pour 2015 au bénéfice de la Région Ile-de-France (146 M€ inscrits au BP 2020) en vue de financer les dépenses d'investissement en faveur des transports en commun ont vocation à permettre l'amortissement sur longue période de la dette contractée pour financer l'effort supplémentaire de la Région dans ce domaine. Ces recettes pourraient dès-lors être prises en compte dans le calcul de la capacité de désendettement. Corrigée de ces recettes, la capacité de désendettement s'établirait à 5,7 ans au BP 2020.

PROJET DE BUDGET PRIMITIF 2020

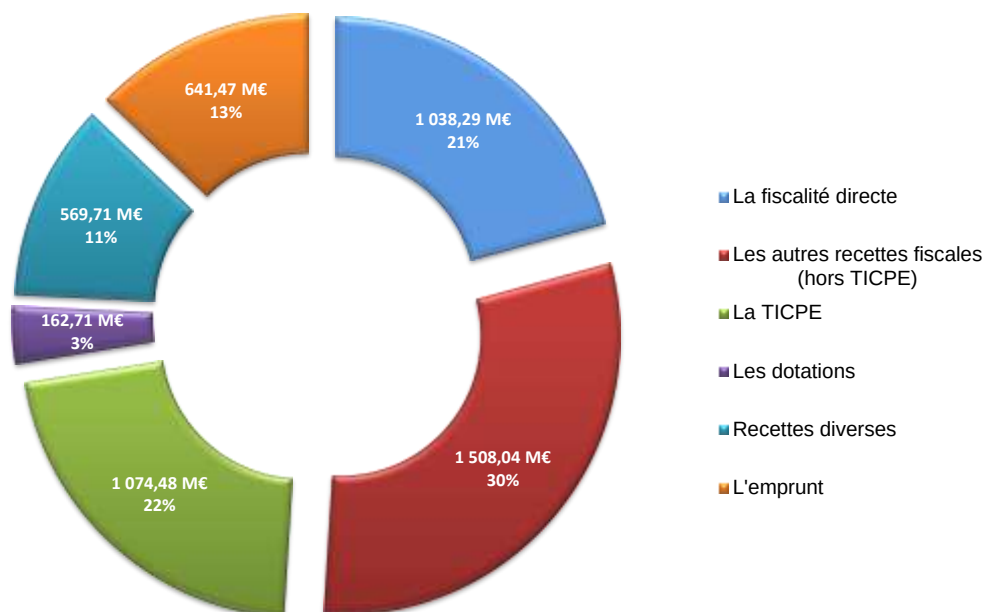
EQUILIBRE FONCTIONNEMENT INVESTISSEMENT

DEPENSES (€)		RECETTES (€)	
FONCTIONNEMENT			
Opérations réelles	4 858 620 000	Opérations réelles	5 692 900 000
Dépenses réelles (hors ICNE)	4 859 783 000	Recettes réelles (hors ICNE)	5 692 900 000
Dépenses d'intervention sectorielle et dépenses de l'institution régionale	2 531 137 000		
Prélèvement FNGIR, péréquation CVAE et compensation CVAE des départements	2 207 549 000	Fiscalité directe	3 245 834 000
Charge de la dette et divers mouvements financiers	116 097 000	Autres recettes fiscales	2 222 517 000
Provision	2 000 000	Dotations	54 620 000
Restitutions de taxe	3 000 000	Recettes diverses	169 929 000
Intérêts Courus Non Echus (ICNE)	- 1 163 000	Intérêts Courus Non Echus (ICNE)	-
Opérations d'ordre	1 144 259 000	Opérations d'ordre	309 979 000
Dotation aux amortissements des immobilisations	993 234 000	Reprise sur autofinancement	309 979 000
VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	151 025 000		
TOTAL FONCTIONNEMENT	6 002 879 000	TOTAL FONCTIONNEMENT	6 002 879 000

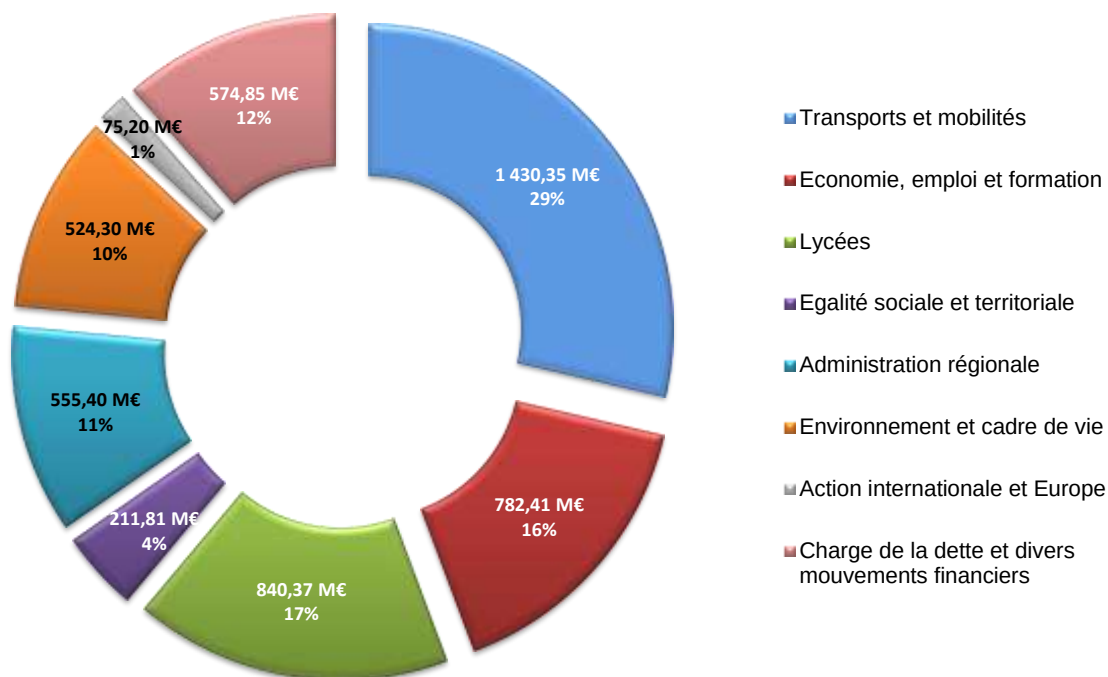
INVESTISSEMENT			
Opérations réelles	3 517 615 000	Opérations réelles	2 683 335 000
Dépenses réelles (hors mouvements sur lignes à encours variable)	2 343 615 000	Recettes réelles (hors mouvements sur lignes à encours variable)	1 509 335 000
Dépenses d'intervention sectorielle et dépenses de l'institution régionale	1 888 701 000	Recettes fiscales	360 000 000
Charge de la dette et divers mouvements financiers	432 914 000	Dotations	108 089 000
Restitutions de taxe	22 000 000	Recettes diverses	399 779 000
		Emprunt	641 467 000
Mouvements sur lignes à encours variable	1 174 000 000	Mouvements sur lignes à encours variable	1 174 000 000
Fonctionnement lignes à encours variable (trésorerie)	587 000 000	Fonctionnement lignes à encours variable (trésorerie)	587 000 000
Refinancement éventuel de l'encours mobilisé et utilisation en trésorerie sur les lignes à encours variable	587 000 000	Refinancement éventuel de l'encours mobilisé et utilisation en trésorerie sur les lignes à encours variable	587 000 000
Opérations d'ordre	1 196 779 000	Opérations d'ordre	2 031 059 000
Reprise sur autofinancement	309 979 000	Amortissement des immobilisations	993 234 000
Opérations patrimoniales	886 800 000	Opérations patrimoniales	886 800 000
		VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	151 025 000
TOTAL INVESTISSEMENT	4 714 394 000	TOTAL INVESTISSEMENT	4 714 394 000

TOTAL BUDGET	10 717 273 000	TOTAL BUDGET	10 717 273 000

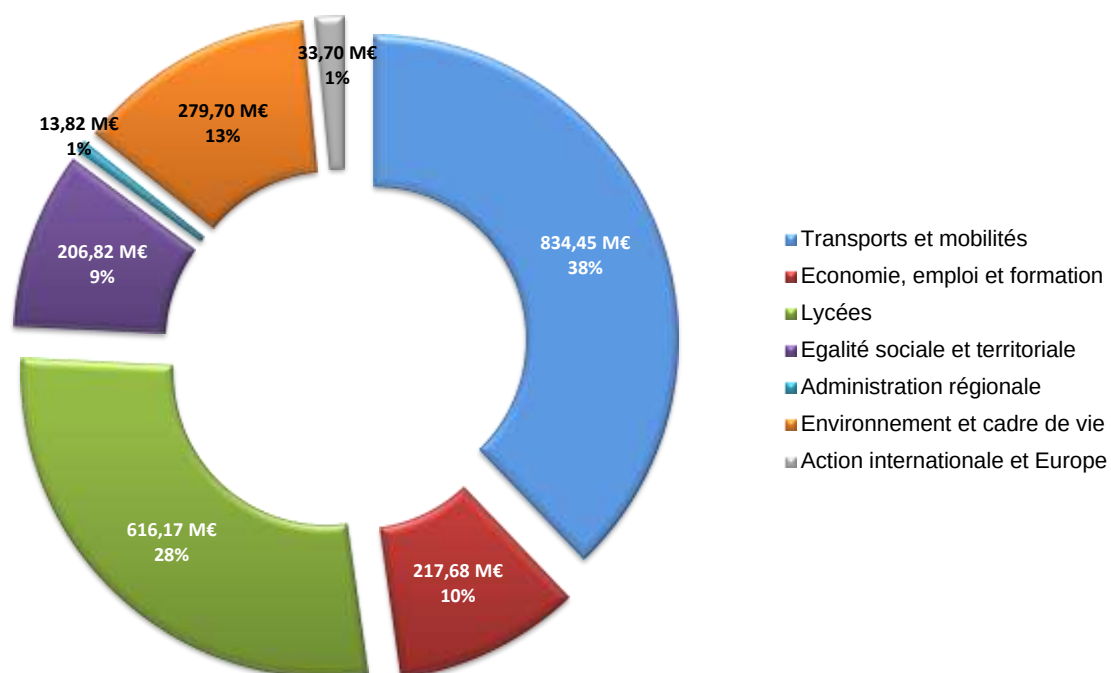
Les recettes du projet de budget 2020 4 995 millions d'euros



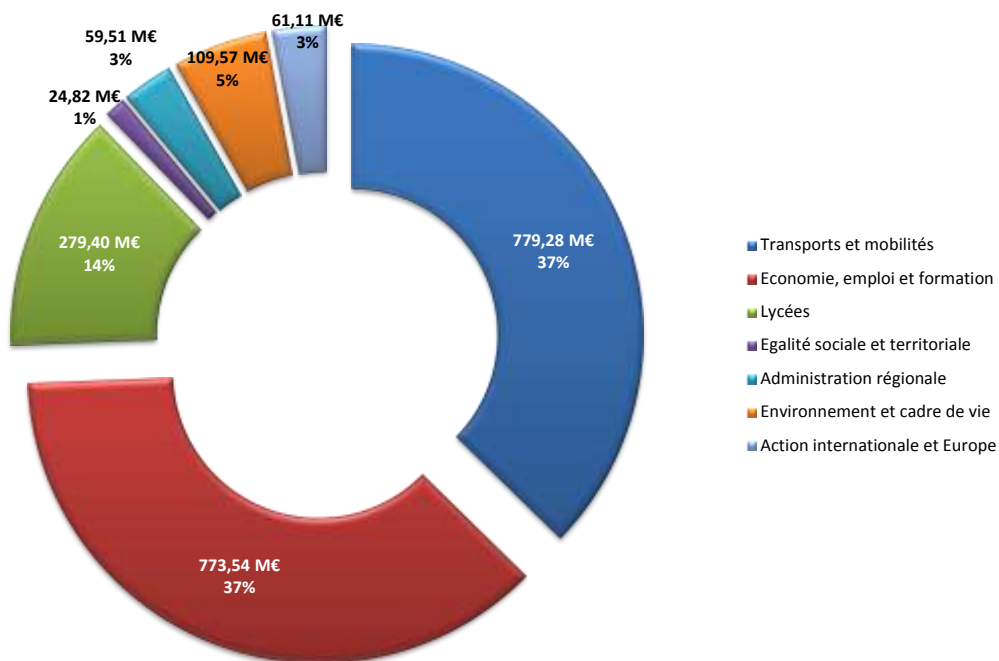
Les dépenses du projet de budget 2020 4 995 millions d'euros de crédits de paiement



Le projet de budget 2020
2 202 millions d'euros d'autorisations de programme



Le projet de budget 2020
2 087 millions d'euros d'autorisations d'engagement



1. Poursuivre la gestion exemplaire au service des Franciliens

1.1. Des perspectives baissières pour les recettes régionales

Les recettes inscrites au projet de budget **pour 2020 s'élèvent à 4 353,2 M€**, soit **+ 1,7 % par rapport au BP 2019 (4 279,7 M€)** mais **- 2,7 % par rapport à l'exécution prévisionnelle de 2019, qui devrait constituer un point haut du cycle**. Les recettes attendues en 2019 sont **strictement en phase avec les prévisions** du budget supplémentaire de mai dernier, comme avec les éléments transmis lors du débat budgétaire 2019, fin 2018.

Outre les effets attendus du **ralentissement sensible de la conjoncture**, la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) en 2019 se traduira mécaniquement par une **moindre recette de 50 M€ en 2020** liée à la contribution au fonds de péréquation des régions. Par ailleurs, les **incidences en recettes de la réforme de l'apprentissage**, telles qu'elles se dessinent dans le projet de loi de finances 2020, ne sont pas du tout favorables aux régions, en général, et à la Région Ile-de-France en particulier.

Ces **chocs négatifs** devraient être partiellement atténués en 2020 par des **recettes exceptionnelles de cessions** qui ont pu être dégagées par la **politique de valorisation foncière menée par la Région**. Cette politique a notamment été présentée lors de l'avant dernière séance du conseil régional¹⁸.

En réalité, les recettes 2020 sont donc en recul de **- 7,3 % si l'on retire les produits exceptionnels de cessions** qu'il est proposé d'inscrire au BP 2020¹⁹, et qui viennent atténuer, en recettes, l'impact négatif de la réforme de l'apprentissage. Ce retraitement est nécessaire pour obtenir le **socle tendanciel de recettes**. Or, il traduit une **perspective baissière**.

Ainsi le **constat des orientations budgétaires 2020**²⁰, présenté par l'Exécutif il y a un mois, **est inchangé**. C'est pourquoi, le présent projet de budget pour 2020 s'appuie sur les sous-jacents de ces orientations, en recettes, comme en dépenses.

Le présent exposé des motifs contient **une mesure de simplification** : alors que pour les années précédentes les périmètres des recettes étaient distinct entre les orientations budgétaires et le projet de budget²¹, le **périmètre est désormais identique**, conformément à une demande exprimée en commission des finances.

La prévision des recettes associée au présent projet de budget traduit en effet leur **caractère contraint et difficile à prévoir**, car elles ne suivent pas avec la même ampleur les évolutions à long terme des grands agrégats économiques, et présentent une certaine variabilité. Le contexte de **volatilité et d'incertitudes sur l'environnement normatif** accentue plus encore cette difficulté de prévision.

*

¹⁸ Rapport CR 2019-048 : « Une politique immobilière dynamique qui permet de rendre de l'argent aux Franciliens. Valorisation de l'option d'achat sur l'immeuble Influence 2.0 ».

¹⁹ Il est attendu un montant exceptionnel de recettes de cessions en 2020, à hauteur de 209,6 M€, du fait de la cession d'Invalides, de la vente du lycée Fortuny et de la monétisation de l'option d'achat détenue par la Région sur le bâtiment Influence 2.

²⁰ Rapport CR 2019-064 : « Orientations budgétaires pour 2020 ».

²¹ Pour les OB : hors fonds européens, Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC) et remboursements anticipés de créances.

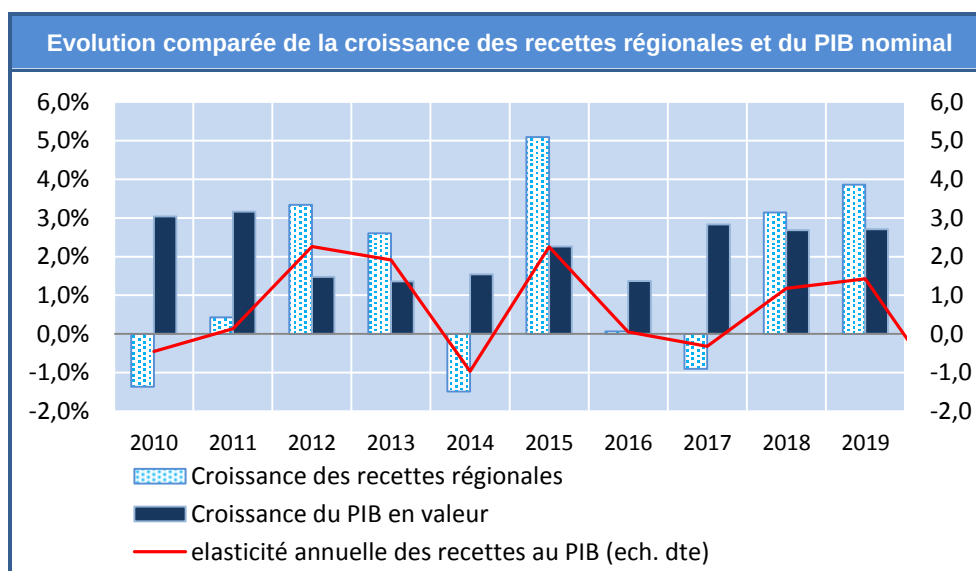
1.1.1. Des recettes volatiles, incertaines et contraintes

Des recettes fluctuantes et incertaines

L'**élasticité** des recettes au PIB est faible et fluctuante dans le temps. Il ressort en effet plusieurs éléments de l'observation de **l'élasticité des recettes régionales par rapport au PIB** :

- l'élasticité des recettes au PIB a été fluctuante d'une année sur l'autre : les recettes ont par exemple progressé légèrement plus vite que le PIB en 2018, alors qu'elles ont baissé sur les exercices 2010, 2014 et 2017, quand le PIB augmentait ;
- en **moyenne de long terme**, **l'élasticité des recettes régionales au PIB est inférieure à 1** : elle a été de 0,7 en moyenne entre 2010 et 2018, ce qui signifie que les recettes ont progressé moins vite que le PIB national. Pour comparaison, l'élasticité des recettes fiscales nettes de l'Etat au PIB présentée dans le projet de loi de finances 2020 se situe à 1,8 en 2018, 1,0 en 2020 puis 1,6 en 2021.

Concrètement, cela veut dire que lorsque le PIB augmente, les recettes de la Région augmentent moins vite que les recettes de l'Etat.

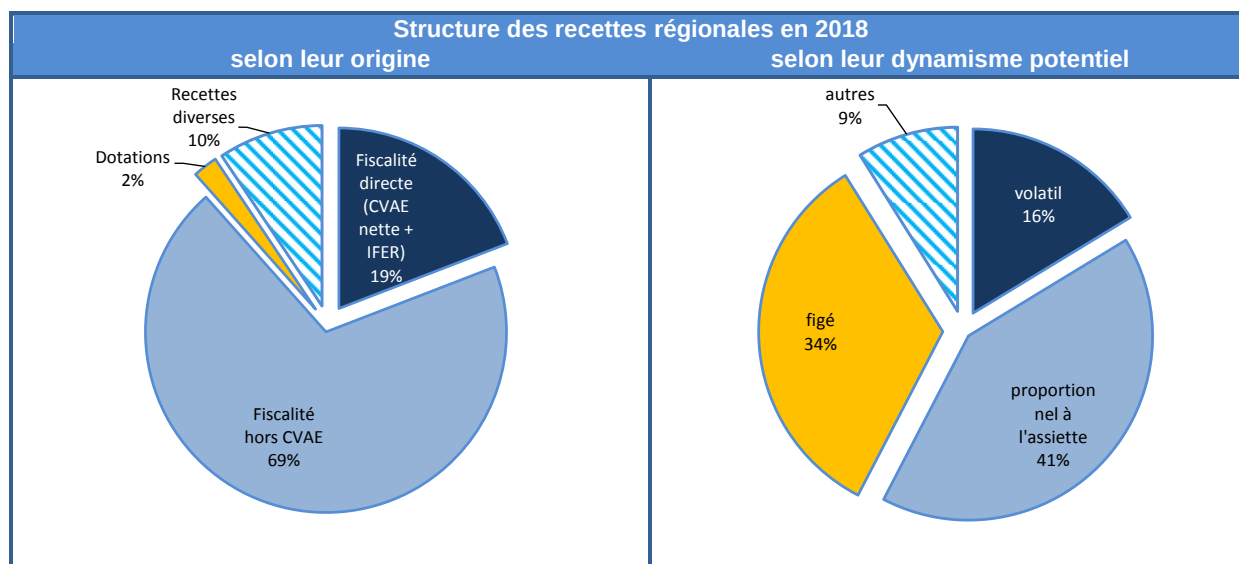


Source : direction des finances - Région Ile-de-France

*

Des recettes hétérogènes et contraintes

Les recettes régionales, hors emprunts, sont composées à titre principal par des **recettes fiscales**, à hauteur de **88 %** (dont 19 % pour la CVAE nette avec impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER) et 69 % pour les autres recettes fiscales) ; **2 %** des recettes relèvent de **dotations** de l'Etat, et le solde, soit **10 %**, constitue des **recettes diverses**. Afin de rendre compte plus précisément du **potentiel de dynamisme des recettes régionales**, le graphique de droite propose une répartition selon la sensibilité du produit encaissé par la Région à l'évolution de son assiette.



Source : direction des finances - Région Ile-de-France

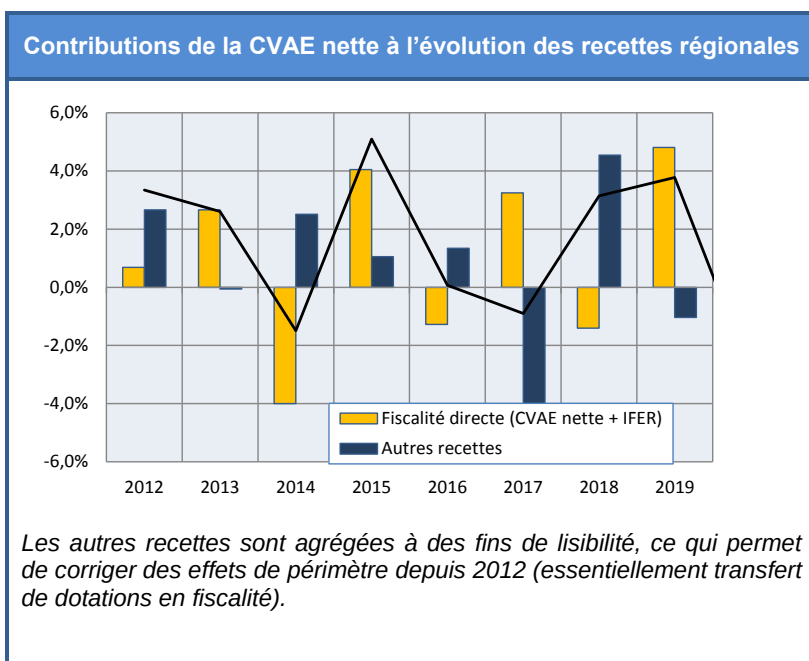
Cette analyse, initiée dans les orientations budgétaires, est réalisée **pour la première fois** pour le budget 2020.

Des recettes d'origine fiscale mais contraintes : il ressort que **seuls 41 % des produits encaissés par la Région ont présenté une dynamique en phase avec leur assiette sous-jacente, alors même que 88 % des recettes sont d'origine fiscale**. A l'opposé, 34 % des produits encaissés par la Région sont figés, alors même que seulement 2 % prennent la forme de dotations à l'origine. Cette situation s'explique par le fait que **les modalités de versement à la Région de certaines recettes fiscales sont particulièrement contraignantes et ne permettent pas de bénéficier de la dynamique des assiettes sous-jacentes**. C'est par exemple le cas de la taxe sur les bureaux (212,9 M€), qui est d'origine fiscale mais dont le produit est gelé pour la Région ; il en va de même s'agissant des fractions de taxe intérieure sur les consommations de produits énergétiques (TICPE) versées en regard de droits à compensation de dépenses (895 M€ prévus en 2020), qui s'apparentent en fait à des quasi-dotations du fait de leurs modalités de calcul.

Un produit de CVAE particulièrement volatil : 16 % des produits encaissés sont volatils et correspondent au produit de CVAE nette, après prélèvements et péréquation. Compte-tenu de son poids dans les recettes régionales, la CVAE est déterminante pour expliquer les fluctuations annuelles des recettes, comme l'illustre le graphique ci-dessous.

Les origines de la volatilité de la CVAE sont multiples.

D'une part, le produit versé suit très imparfaitement les évolutions de la valeur ajoutée des entreprises, notamment du fait des **décalages calendaires significatifs entre la date du produit versé à la Région et l'assiette sur laquelle il repose**, et des **possibilités de modulation** des deux premiers acomptes qui sont versés par les entreprises en fonction de leurs anticipations sur la valeur ajoutée (cf. encadré infra sur « la difficulté de prévoir les recettes de CVAE »). D'autre part, s'agissant de la Région Ile-de-France, **cette volatilité est accrue par la mécanique du fonds de péréquation des ressources des régions**, une forte dynamique sur le produit de la CVAE une année venant accroître la péréquation l'année suivante (et inversement un mauvais rendement en N entraînant une moindre péréquation en N+1).



Source : direction des finances - Région Ile-de-France

La région Ile-de-France reste la principale contributrice à la péréquation entre régions

Au-delà de la volatilité des recettes régionales, **le système actuel de péréquation accentue les variations d'une année sur l'autre.**

La région Ile-de-France est la **principale contributrice aux mécanismes de péréquation horizontale appliquée sur la fiscalité directe locale**. La Région est l'unique contributrice parmi les régions au fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) et sa participation au fonds de péréquation des ressources des régions a représenté 81 % de l'ensemble du montant collecté en 2019²². Au total, il **s'agit d'un montant péréqué de 755 M€ en 2017, 790 M€ en 2018, 784 M€ en 2019, 835 M€ en 2020.**

Si les mécanismes de péréquation sont nécessaires pour préserver l'équilibre entre les territoires, **la participation de la région Ile-de-France au titre de cette péréquation est très élevée** et représente **17 % de ses recettes de fonctionnement**. C'est presque autant que la contribution de la Région au fonctionnement des transports publics franciliens, alors que la région Ile-de-France concentre des enjeux de transports sans comparaison, et supporte chaque année 1,5 fois plus de trajets que l'ensemble des autres collectivités réunies. Il convient de rappeler aussi que **les recettes de la région Ile-de-France par habitant sont les plus faibles parmi les régions françaises, et qu'elles sont inférieures de 19 % à la moyenne des régions métropolitaines**²³. Les dépenses par habitant sont aussi les plus faibles (*cf. infra*) ce qui traduit une gestion rigoureuse des deniers publics. En outre, la Région se trouve confrontée à des **enjeux forts de centralité** : région capitale avec une population jeune et nombreuse, densité urbaine notamment.

*

²² Le solde de 19 % était issu de trois autres régions en 2019 (Auvergne - Rhône Alpes, Corse et Pays de la Loire).

²³ « Les finances des régions en 2018 », données DGCL.

Des recettes soumises à l'instabilité des normes de l'Etat

Les **modifications législatives** ont un impact significatif sur le dynamisme potentiel des recettes régionales. Le tableau ci-après synthétise les **principales modifications intervenues depuis 2018**, en seulement deux ans.

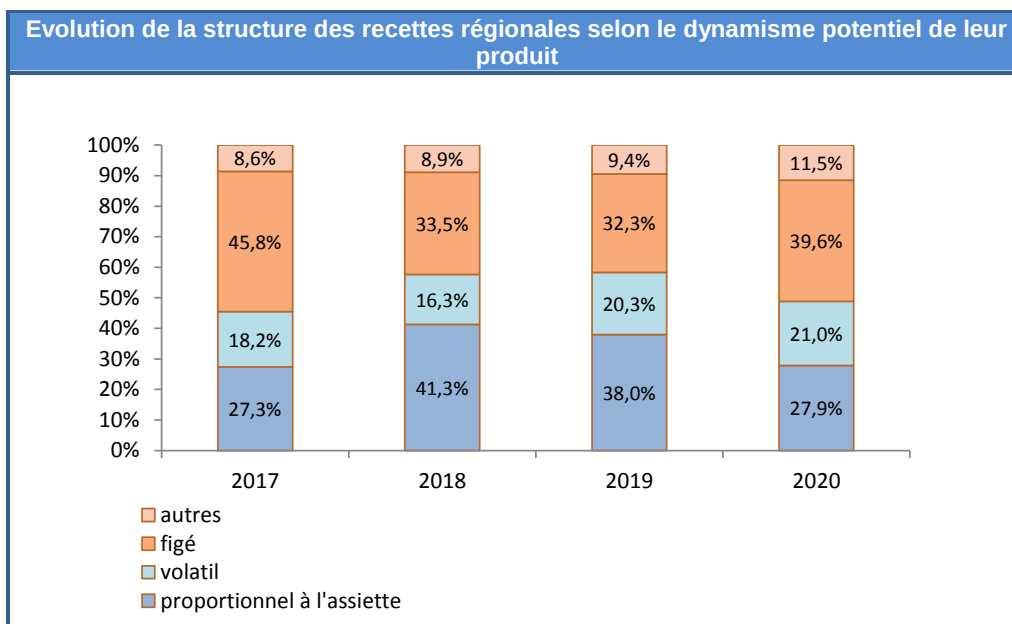
<u>Décisions passées</u>	<u>date d'effet</u>
swap DGF - TVA	01/01/2018
Amendes police : gel de la recette suite à la réforme du forfait post - stationnement	01/01/2019
TASS : plafonnement du produit régional	01/01/2019
<u>En cours de discussion au projet de loi de finances 2020</u>	
Réforme de l'apprentissage - suppression des recettes RRA assises sur la masse salariale et remplacement par de moindres recettes, principalement sous forme de dotations gelées	01/01/2020
Compensation de la réforme TH sur la recette de frais de gestion par une dotation budgétaire	01/01/2020

Source : direction des finances - Région Ile-de-France

Ces changements de législation affectent la **sensibilité des recettes régionales**. Ainsi la part des recettes figées a fortement diminué en 2018 à la suite de l'échange de la dotation globale forfaitaire (DGF) contre une fraction de TVA assise sur la consommation des ménages (le « *swap* » présenté dans le tableau *supra*), ce qui a **renforcé la sensibilité des recettes à l'activité économique**. Mais compte tenu des modifications normatives intervenues en 2019 ou prévues pour 2020 dans le PLF, les recettes retrouveraient à compter de 2020 leur sensibilité de 2017, c'est-à-dire avant le *swap* DGF-TVA, effaçant ainsi son incidence positive : le **poids des recettes figées augmente à nouveau significativement, de 8 points entre 2019 et 2020**, en conséquence de la réforme apprentissage et de la fixation du produit de certaines recettes (*cf.* tableau *supra*). **Cette évolution est très dommageable** pour notre Région.

Dans les **orientations budgétaires pour 2020**, les **recettes** sont **classées selon la sensibilité théorique**, pour un exercice budgétaire donné, du produit encaissé par la Région au regard de l'évolution de l'assiette sous-jacente. Le sous-ensemble « proportionnel » intègre les recettes pour lesquelles le produit encaissé par la Région évolue proportionnellement à la dynamique de l'assiette (par exemple la fraction de TVA). Le sous-ensemble « figé » intègre les recettes présentant un produit encaissé par la Région qui est figé et sans lien avec l'assiette. Le sous-ensemble « volatil » correspond aux recettes présentant une élasticité très volatile d'un exercice à l'autre (par exemple la CVAE versée aux régions qui ne reproduit pas les mêmes évolutions de la valeur ajoutée économique), voire négative (par exemple la péréquation CVAE). Les autres recettes sont celles dont le produit ne relève pas de la dynamique d'une assiette sous-jacente (en particulier s'agissant des recettes diverses).

La Région se doit d'être vigilante car des modifications législatives envisagées pourraient se traduire à la fois par des recettes plus contraintes et par des pertes significatives : ainsi **l'éventuelle territorialisation de la CVAE pourrait entraîner une perte de 175 M€ par an**, selon des estimations du gouvernement en 2017.



Source : direction des finances - Région Ile-de-France

*

Les recettes sont présentées dans le cadre de ce projet de budget selon la **distinction habituelle fonctionnement / investissement**, plutôt que selon la typologie d'origine, qui a été retenue pour les orientations budgétaires depuis trois exercices désormais²⁴.

La distinction traditionnelle fonctionnement / investissement revêt en effet un caractère structurant et obligatoire pour les finances des collectivités territoriales. Il est, dès lors, naturel de s'y conformer pour le vote du budget, y compris dès l'exposé général des motifs.

*

²⁴ Cf. orientations budgétaires pour 2020, à partir de la page 13.

1.1.2. Un repli des recettes de fonctionnement

Il est proposé d'inscrire un **montant de recettes de fonctionnement** de **3 485,35 M€** au BP 2020, après 3 612,7 M€ au BP 2019, mais révisé à 3 791,9 M€ par le budget supplémentaire et la décision modificative (DM) du 21 novembre 2019²⁵.

Le montant prévu pour 2020 apparaît en **repli de - 7,6 % par rapport aux dernières estimations connues pour 2019**, ce qui s'explique pour l'essentiel par l'incidence de la réforme de l'apprentissage (*cf. infra* autres recettes fiscales et encadré).

Les recettes de fonctionnement représentent 80,1 % des recettes hors emprunt inscrites au présent projet de budget.

1.1.2.1. La fiscalité directe régionale (29,8 % des recettes de fonctionnement)

Le **produit de la fiscalité directe régionale**, net des prélèvements²⁶, est attendu à **1 038,3 M€ pour 2020**, après un montant initial inscrit au BP 2019 de 955,7 M€, révisé en cours d'année à 1 031,3 M€, notamment par la prise en compte au budget supplémentaire de la notification de mars 2019 du produit de CVAE versé à la Région pour 2019. Il s'agit donc d'une progression attendue de seulement + 0,7 % en 2020 par rapport au montant actualisé pour 2019.

Il est proposé d'inscrire les crédits suivants au BP 2020.

En recettes, un montant de **3 122,0 M€ au titre de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)**, avant prélèvements²⁷. Au regard de la difficulté de prévoir cette recette (*cf.* développements précédents et orientations budgétaires), l'hypothèse retenue correspond aux estimations provisoires transmises par la direction régionale des finances publiques (DRFIP)²⁸. Elle implique une progression du produit de CVAE par rapport au montant notifié en 2019 (+ 1,9 %).

En recettes, un montant de **123,8 M€ au titre des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER)**, pour 124,2 M€ inscrit initialement au BP 2019, puis révisé à 123,2 M€ au budget supplémentaire de mi-année ; il s'agirait donc d'une légère progression de + 0,5 % attendue pour 2020 par rapport à la dernière estimation 2019 actualisée, soit une dynamique légèrement supérieure à la moyenne annuelle constatée depuis 2011 (+ 0,2 % par an en moyenne). A compter de 2020, ce sont les montants et tarifs applicables aux deux IFER octroyés à la Région, qui seront revalorisés chaque année comme le taux prévisionnel d'évolution des prix à la consommation des ménages, hors tabac, associé au projet de loi de finances de l'année²⁹. Par ailleurs, à compter de 2019³⁰, l'assiette de l'IFER 'répartiteurs cuivre' a été élargie aux réseaux fibre optique coaxial, cette extension s'accompagnant toutefois d'une exonération de 5 ans sur les nouvelles lignes créées par les opérateurs.

En dépenses, un montant de **160,3 M€ relatif au prélèvement pour le fonds de péréquation** des ressources perçues par les régions. Il s'agit d'une forte hausse + 50 M€ en 2020 par rapport au montant inscrit au BP 2019, en lien avec la variabilité constatée du produit de CVAE entre 2018 et 2019³¹.

²⁵ Rapport CR 2019-065.

²⁶ Prélèvements au titre du fonds de péréquation des ressources perçues par les régions, du fonds national de garantie individuelle des ressources régionales (FNGIR), et de la part reversée aux départements.

²⁷ Prélèvements au titre du fonds de péréquation des ressources perçues par les régions, du fonds national de garantie individuelle des ressources régionales (FNGIR), et de la part reversée aux départements.

²⁸ Le calendrier de ces notifications est présenté dans l'encadré n° 2.

²⁹ Jusqu'en 2019, seule la composante IFER matériel roulant était indexée sur l'IPC hors tabac ; *cf.* article 1635-0 quinquies du CGI, en application de l'article 49 IV de la loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017.

³⁰ Article 49 de la loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017.

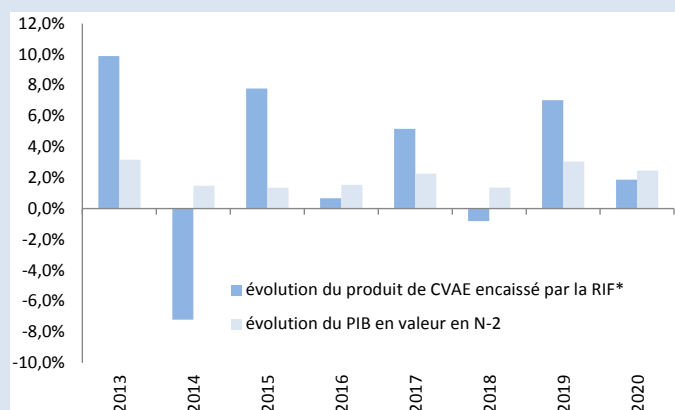
³¹ L'estimation du niveau de prélèvement correspond à un maximum. En effet, en l'absence de données des autres régions sur l'évolution sur la période de leurs ressources rentrant dans l'assiette du calcul de cette péréquation, la prévision se fonde, à l'heure

En dépenses, un montant de **674,8 M€ relatif au prélèvement pour le fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR)**. Ce prélèvement est figé à ce niveau depuis 2013.

En dépenses, un montant de **1 372,4 M€, qui correspond à l'attribution fixe de compensation versée aux départements franciliens³²**, comme en 2019.

La difficulté de prévoir les recettes de CVAE

En première approche, le produit encaissé par la Région en N repose en théorie sur la **contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)** versée en N-1 par les entreprises, sur la base de la valeur ajoutée déclarée en N-2. Ainsi, la recette de CVAE constatée par la Région en N pourrait en théorie refléter le dynamisme de la croissance économique avec un décalage de deux ans ; toutefois cette **corrélation est difficile à illustrer quantitativement**, la CVAE se contractant certaines années (2014, 2018) alors même que le PIB progresse.



*corrigé des effets de base consécutifs au passage de 25 à 50 points de CVAE en 2017.

Source : direction des finances - Région Ile-de-France

L'une des difficultés de prévision tient aux **modalités de versement de la recette par les entreprises**. Au cours d'une année, les entreprises versent deux acomptes au titre de la valeur ajoutée de l'année N, et le solde concernant la valeur ajoutée de l'année N-1. Outre les **décalages temporels**, ces acomptes peuvent revêtir un caractère prévisionnel, par exemple quand l'entreprise n'a pas encore arrêté ses comptes au moment du paiement du premier acompte, ou encore lorsqu'elle anticipe une variation de la valeur ajoutée qu'elle a produite par rapport à l'exercice précédent.

Par ailleurs, la forte augmentation constatée du produit de CVAE en 2019 s'expliquerait également en partie par le **rattrapage sur le solde 2018** de la **faiblesse des acomptes 2017** versés par les entreprises en conséquence de la décision du Conseil constitutionnel³³ sur la consolidation du chiffre d'affaires pour les groupes au regard de leur intégration fiscale.

Ainsi la **méthodologie retenue par la DGFIP** pour fournir aux régions une première estimation de la CVAE qui leur sera versée en 2020, ne repose **pas tant sur les prévisions de croissance passées, que sur les dynamiques des premiers versements réalisés par les entreprises au cours de l'année 2019**. La première estimation d'août repose sur le premier acompte versé en juin qui est ensuite multiplié par 2. Une seconde estimation en novembre est ensuite communiquée, une fois constaté le second acompte versé en septembre ; toutefois cette estimation a été en général révisée significativement par le passé, afin de tenir compte de diverses corrections. La Région intégrera la notification définitive de mars 2020 concernant le produit de CVAE 2020 à l'occasion du budget supplémentaire, comme elle l'a fait les années précédentes.

actuelle, sur l'application du mécanisme de garantie prévu à l'article 113 de la loi de finances initiale pour 2013 : « Le montant du prélèvement ne peut excéder, pour une région ou la collectivité territoriale de Corse contributrice, 50 % de la différence entre les ressources définies au I et perçues l'année précédant la répartition et ces mêmes ressources perçues en 2011 ».

³² L'article 89 de la LFI 2016 a porté en effet la part de CVAE revenant aux régions de 25 % à 50 %, à compter de janvier 2017. Une attribution de compensation financière versée par les régions aux départements, figée au niveau de 2016, est prévue pour ajuster le partage des ressources à la hauteur des transferts de compétences entre les départements et les régions. Conformément au protocole transports de juin 2016 et à la LFI 2017, l'attribution à l'Île-de-France du bénéfice de la dynamique / an des 25 points supplémentaires a été confirmée. En conséquence, la part reversée aux départements franciliens a été déduite du calcul de la péréquation, conformément à l'article 163 de la loi de finances initiale pour 2018, afin de ne pas contribuer à la péréquation sur des recettes non acquises.

³³ Décision n°2016-629 QPC du 19 mai 2017.

1.1.2.2. Les autres recettes fiscales (63,8 % des recettes de fonctionnement)

Le produit des autres recettes fiscales inscrites en section de fonctionnement est attendu à **2 222,5 M€ pour 2020**, après **2 509,3 M€ inscrit au BP 2019**. C'est un **repli significatif**, de **11,4 %**, qui s'explique principalement par le **retrait de la compétence apprentissage** avec la suppression, à compter de 2020, des recettes fiscales associées (fraction de taxe d'apprentissage et trois fractions de TICPE), pour un montant total de 314 M€ au BP 2019. De nouvelles recettes sont prévues à compter de 2020 pour les régions, estimées à 49 M€ pour l'Île-de-France, soit un faible montant, et qui devrait prendre essentiellement la forme de dotations (cf. encadré *infra*).

Des recettes régionales aux contours encore incertains avec l'entrée en vigueur de la réforme de l'apprentissage au 1^{er} janvier 2020

En application de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, les régions se sont vues retirer l'exercice de la compétence apprentissage. **A compter de 2020** (art. 34 et 37 de la loi précitée), **les régions ne percevront donc plus les ressources régionales pour l'apprentissage, composées de la taxe d'apprentissage** (251 M€ constatés pour la Région en 2018) et d'une fraction de TICPE (à hauteur de 24 M€ pour la Région) ; par ailleurs, les recettes en compensation des versements par la Région des primes d'aide aux apprentis (48 M€ au total) devraient s'éteindre progressivement, les régions prévoyant encore des dépenses sur ces dispositifs jusqu'en 2021.

En revanche, de **nouvelles recettes sont prévues afin de soutenir le financement des CFA, sur une base volontaire** et dès lors que des besoins d'aménagement du territoire et de développement économique que les régions identifient le justifient (article 6211-3 révisé du code du travail).

Le projet de loi de finances 2020, en particulier son article 24, ne permet pas en l'état d'avoir une vision précise des futures recettes dont bénéficiera la Région et des vecteurs par lesquels elles seront versées. **Trois sujets restent à clarifier :**

1. S'agissant des **recettes pour la poursuite du financement des CFA sur une base facultative** : un courrier du Premier ministre au président de Régions de France en date du 17 septembre 2019 précise les contours de **deux enveloppes** qui seront allouées aux Régions. **La première, en fonctionnement, portera sur un montant global de 138 M€,** et pourrait être indexée sur l'évolution de la contribution unique au titre de la formation professionnelle. **La seconde, en investissement, s'élèverait à 180 M€ au total,** mais il n'est pas précisé qu'elle serait dynamique. On ne connaît pas encore les modalités précises (clé de répartition entre régions, indexation), toutefois en supposant une clé de répartition fondée sur les dépenses moyennes constatées au sein de chaque région sur la période 2016-2018, l'Île de France pourrait recevoir une recette de 18 M€ en fonctionnement et de 22 M€ en investissement. A ce stade, il s'agit encore d'une estimation.

2. Le principe d'une **enveloppe de compensation a également été acté par le Premier ministre dans ce même courrier**, afin de compenser la suppression de la recette de taxe d'apprentissage. L'Etat a évalué cette enveloppe à « **environ 220 M€** », sur la base de l'écart entre les ressources perçues au titre de la taxe d'apprentissage et les dépenses engagées en faveur de l'apprentissage, en retenant 2017 comme borne supérieure. Or **cette évaluation est très sensible à la période de référence**, les simulations de Régions de France aboutissant à un montant d'enveloppe de 268 M€ sur la période 2017 - 2018. Par ailleurs, l'article 24 du projet de loi de finances pour 2020 présente une répartition de cette enveloppe entre régions qui est surprenante et très contestable, car sans lien avec l'engagement de chaque région dans l'exercice de ses compétences et de ses besoins sur le territoire. Le montant alloué à la Région Ile-de-France serait de 9,1 M€, soit seulement 4 % de l'enveloppe. Enfin, **cette enveloppe serait versée sous forme de dotation fixe** (dotation budgétaire et part fixe de TICPE gelée en valeur).

3. S'agissant de **l'extinction progressive des primes**, l'article 22 du projet de loi de finances 2020 supprime les fractions de TICPE versées en compensation de ces primes, sans toutefois organiser les modalités de la compensation extinctive, s'agissant des dépenses qui continueront d'être faites jusqu'en 2021 sur les contrats en cours. Il convient donc d'être vigilant sur les modalités d'une compensation provisionnelle, dont les montants pourraient être actualisés à l'occasion d'une prochaine séance de la commission consultative sur l'évaluation des charges (CCEC).

Sous toutes réserves, compte-tenu des incertitudes évoquées ci-avant, le tableau suivant propose une **esquisse des incidences de la réforme en recettes au regard des informations disponibles à l'automne 2019**. Il en ressort au total une **baisse attendue de recettes de 265 M€**, hors compensation temporaire liée à l'extinction des dispositifs 'primes'.

Incidence prévue de la réforme apprentissage en recette en 2020

selon les informations disponibles à la mi-octobre 2019

	BP 2019	hypothèse 2020
<u>1) Recettes supprimées à compter du 1er janvier 2020</u>		
<u>Ressources régionales pour l'apprentissage (RRA)</u>	<u>267,8</u>	
<i>dont part de la taxe apprentissage</i>	243,3	0
<i>dont fraction de TICPE</i>	24,5	0
<u>Dispositifs primes</u>	<u>46,7</u>	
<i>Fraction de TICPE en compensation de l'aide au recrutement d'apprentis</i>	15,8	0
<i>Fraction de TICPE en compensation de la prime apprentissage</i>	30,8	0
<u>2) Recettes prévisionnelles attendues à compter du 1er janvier 2020</u>		
Soutien aux CFA en fonctionnement		<u>18</u>
Soutien aux CFA en investissement		<u>22</u>
Enveloppe "de compensation"		<u>9,1</u>
<i>dont dotations budgétaire</i>		2,9
<i>dont part fixe de TICPE</i>		6,2
TOTAL (hors compensation extinction primes)	314,4	49,1
<i>Compensation prévisionnelle extinction des primes sur 2020 et 2021</i>		24,9

Taxe sur les certificats d'immatriculation de véhicules (taxe carte grise) : il est proposé d'inscrire une recette de **340 M€ au BP 2020**, ce qui correspond à la reconduction du rendement estimé à ce stade pour 2019 après 332 M€ inscrits au BP 2019.

Les perspectives pour cette taxe apparaissent en effet peu dynamiques en Ile-de-France. D'une part, le marché des immatriculations de véhicules particuliers neufs - qui expliquent près du tiers du produit de la taxe sur les cartes grises - est structurellement moins dynamique en Ile-de-France : **la part des immatriculations neuves en Ile-de-France est en recul sur longue période, à + 17,7 % en 2018 après + 18,2 % en 2017 et + 19,2 % en 2015**. D'autre part, la Région met en œuvre une **fiscalité écologique incitative sur cette taxe en exonérant les véhicules « propres »** comme l'autorise la loi. **La part de ces véhicules augmente chaque année, ce qui accroît d'autant les 'dépendances fiscales' sur cette taxe**. Par ailleurs, la refonte des taxes sur les véhicules à moteur prévue au projet de loi de finances incite à la prudence (*cf. encadré infra*).

Incidence pour la Région de la refonte de diverses taxes automobiles

Le projet de loi de finances pour 2020 intègre **diverses dispositions modifiant les modalités de mise en œuvre de certaines taxes automobiles.**

1. Refonte des taxes sur les véhicules à moteur : l'article 18 du PLF, avec à l'article 16 la suppression de certaines taxes à faible rendement, prévoit une **refonte des taxes sur les véhicules à moteur**, visant à simplifier en passant de six à deux taxes, et à préparer la mise en place au 1^{er} semestre 2020 d'un certificat de conformité électronique dans le cadre de la refonte de la procédure d'immatriculation des véhicules de tourisme. Il en résultera le passage vers la norme internationale harmonisée WLTP (Worldwide harmonized Light vehicles Test Procedures) s'agissant des émissions de CO₂, qui aboutirait à des niveaux d'émission structurellement plus élevés de 24,8 % par rapport à la précédente norme (NEDC New European Driving Cycle).

Il ressort des évaluations préalables de ces deux articles que les diverses mesures impactant les régions se neutraliseraient : d'une part, la suppression de la taxe fixe octroyée aux régions sur les cartes grises (articles 1599 septdécies et 1599 octodécies du CGI) est évaluée à un coût de 71 M€ par an, d'autre part la modification des règles de calcul de la puissance administrative, visant à rendre le calcul de la puissance administrative indépendant de l'impact CO₂, impliquerait une recette supplémentaire pour les régions de 71 M€.

Ces évaluations étant estimatives, il importera de **veiller à ce que le gouvernement puisse produire une évaluation du dispositif sur une année pleine**, sur des données constatées, afin de **vérifier la neutralité effective du dispositif**. La formule retenue pour le calcul de la puissance administrative n'est effectivement pas neutre. La rendre indépendante des émissions de CO₂ est certes une bonne nouvelle dans un contexte de baisse du volume d'émissions ; toutefois on ne sait pas s'il existe des conditions dans lesquelles cette modification de formule pourrait être défavorable aux régions.

2. Suppression d'exonérations facultatives : les articles 16 et 18 prévoient la **suppression de la taxe sur les permis de conduire dont pouvaient bénéficier les régions**, et elle rend obligatoire l'exonération de cartes grises pour les véhicules fonctionnant entièrement à l'électricité ou à l'hydrogène. Ces deux dispositions bénéficiaient déjà d'une **exonération facultative mise en place par la Région**, telle que le prévoyait la législation, aussi l'Etat n'a pas prévu de compenser la Région.

Il pourrait tout de même être **envisagé un principe de compensation pour que les collectivités ne prennent pas en charge les exonérations dès lors qu'elles ne sont plus facultatives**. En effet, cette non-compensation pose problème à plusieurs titres. D'une part, les deux suppressions d'exonérations facultatives affectent le potentiel fiscal des régions, et leur autonomie financière, puisqu'elles ne peuvent désormais plus décider, le cas échéant, de revenir sur ces exonérations. D'autre part, les exonérations facultatives constituent des dépenses fiscales facultatives ; lorsque ces exonérations deviennent obligatoires, ces dépenses fiscales le deviennent également. Elle pose enfin un problème de fond, puisque cette mécanique pourrait permettre à l'Etat de faire supporter des baisses de taxes aux collectivités, en ouvrant dans un premier temps une possibilité d'exonération, puis en la rendant obligatoire dans un second temps. A cet égard, il apparaît important d'appréhender avec prudence les nouvelles possibilités d'exonérations ouvertes par le projet de loi de finances 2020 (articles 47 et 48 notamment), cela d'autant qu'il n'y a pas eu d'évaluation de la mesure.

Taxe sur les bureaux (TSB, ex-FARIF) : il est proposé d'inscrire **212,9 M€ au BP 2020** comme en 2019, le produit octroyé à la Région sur cette taxe étant plafonné à ce niveau. Cette taxe avait bénéficié d'une revalorisation de 30 M€ du produit plafond, intégrée à l'article 147 de la loi de finances initiale pour 2017, suite aux négociations menées avec le Premier ministre par l'exécutif régional en 2016. Bien que le rendement de cette taxe ait été amélioré en loi de finances pour 2019, cette nouvelle dynamique ne bénéficiera pas à la Région qui continuera de recevoir un montant gelé.

Recette relative aux frais de gestion de fiscalité directe (FGFD)³⁴ : il est proposé d'inscrire **88,1 M€ au BP 2020**, après 88,6 M€ au BP 2019 révisé à 88,1 M€ après budget supplémentaire et décision modificative. Le rendement de cette recette pourrait être plus contraint avec la mise en œuvre de l'article 5 du projet de loi de finances 2020 qui organise la suppression de la taxe d'habitation et qui prévoit d'en compenser l'incidence sous forme de dotations budgétaires. Dans le débat parlementaire, certains élus proposent de remplacer cette dotation budgétaire par une fraction supplémentaire de TVA, comme c'est le cas, dans ce même article, pour les EPCI et les départements, s'agissant respectivement de la TH et de la TFPB.

Taxe sur les droits de mutation de locaux professionnels³⁵ : par prudence, il est proposé d'inscrire un montant de **60 M€ au BP 2020**, comme au BP 2019. Il s'agit d'une hypothèse conservatoire au regard de la dynamique de la taxe en 2019 à ce stade de l'année, mais qui demeure conjoncturelle et qui pourrait donc se retourner rapidement.

Fraction régionale de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) : il est proposé d'inscrire **511 M€ au BP 2020** après 499,5 M€ au BP 2019, soit une progression de +2,3% qui correspond à l'évolution annuelle moyenne de cette taxe sur longue période. Après un rythme soutenu en 2018, un ralentissement du dynamisme de cette taxe est attendu dans les prévisions du projet de loi de finances 2020³⁶. Cette fraction de la TVA est affectée aux régions depuis 2018 en remplacement de la dotation globale de fonctionnement, à hauteur de 2,45 % des recettes budgétaires nettes de TVA³⁷ de l'Etat.

Fractions de tarif de TICPE pour couvrir des droits à compensation³⁸ : pour 2020, il est proposé d'inscrire au BP un montant de 895,4 M€ après 893,0 M€ au BP 2019. L'évaluation 2020 intègre le transfert aux régions des missions exercées par les **délégations régionales de l'Office national d'information sur les enseignements et les professions (DRONISEP)³⁹** qui se traduirait par une **compensation supplémentaire de 1,5 M€ à compter de 2020** (cf. point 1.2.4.4. *infra*). Par ailleurs une compensation financière complémentaire est attendue relative au transfert des crédits d'animation des pôles de compétitivité. Ces compensations n'ont toutefois pas été intégrées à ce stade au projet de loi de finances 2020.

Fraction de TICPE versée pour financer la formation professionnelle : il est proposé d'inscrire 38,9 M€ au BP 2020, comme au BP 2019, ce qui correspond au montant notifié par l'Etat en 2019, à 38,9 M€, et qui est reconduit conventionnellement chaque année.

Nouvelle part de TICPE octroyée à compter de 2020 au titre de l'exercice de la compétence formation professionnelle suite à la réforme de l'apprentissage : il est proposé d'inscrire **6,2 M€** pour cette nouvelle recette au BP 2020, conformément aux modalités prévues à l'article 24 du projet de loi de finances pour 2020. Cette recette formerait la première composante de la recette « *de compensation* » (cf. encadré *supra*), la seconde composante étant versée sous forme de dotation budgétaire. Par ailleurs, cette part de TICPE serait gelée en valeur et ne constitue donc pas une nouvelle fraction de tarifs.

³⁴ Transférée au titre du financement de la formation professionnelle, cette taxe correspond à une fraction des produits de prélèvements appliqués à la cotisation foncière des entreprises, à la CVAE et à la taxe d'habitation, pour un montant arrêté à 601,8 M€ en valeur 2016 pour l'ensemble des régions (cf. version actuellement en vigueur de l'article 41 de la loi n°2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014), assortie d'un mécanisme d'indexation reposant sur la dynamique du produit de ces taxes.

³⁵ Cette taxe a été créée en 2015 pour compenser la perte de recette occasionnée par la réforme de la redevance sur la création de bureaux, désormais intitulée taxe sur les constructions de bureaux, locaux commerciaux et entrepôts (cf. article 50 de la loi n°2015-1786 du 29 décembre 2015 - Taxe additionnelle aux droits d'enregistrement ou à la taxe de publicité foncière exigibles sur les mutations à titre onéreux de locaux à usage de bureaux, de locaux commerciaux et de locaux de stockage).

³⁶ Les prévisions inscrites dans le projet de loi de finances 2020 sont de +2,4% en 2019 et + 3,0% en 2020 après +4,4% en 2018.

³⁷ Correspond aux recettes budgétaires brutes de TVA, après déduction des remboursements et restitutions effectués pour l'année en cours par les comptables assignataires.

³⁸ Ces droits à compensation ont été définis dans le cadre des transferts de compétences prévus par la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, la loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale, la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM), et la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

³⁹ Cf. Article 18 de la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel.

Il n'est **pas projeté que ces fractions de tarif de TICPE génèrent un produit supérieur aux montants des droits à compensation**. En effet, ces fractions de tarif s'avèrent insuffisantes pour couvrir les droits à compensation dans un contexte de baisse des consommations en volume, ce qui conduit à un versement complémentaire de l'Etat en fin d'année pour atteindre les droits à compensation. Ainsi cette année, les prévisions de consommation retenues pour le projet de loi de finances 2020 supposent une réduction spontanée de - 0,1 % de la TICPE brute encaissée, du fait d'une baisse attendue des consommations de gazole et de fioul domestique, qui ne serait que partiellement compensée par la hausse des consommations d'essence.

A noter que les régions ne bénéficieront pas des dispositions de l'article 16 du projet de loi de finances 2020 prévoyant la suppression progressive du taux réduit de tarif de TICPE pour certains usages de gazole non routier. Cette mesure conduit à une hausse estimée de la recette de + 870 M€ en régime de croisière ; toutefois un mécanisme correcteur est prévu par le gouvernement de telle sorte que cette recette n'augmente pas les assiettes sur les fractions de TICPE octroyées aux régions.

Fraction de TICPE « ex-modulation 2007 »⁴⁰ : il est proposé de retenir pour le BP 2020 un montant de **70 M€**, comme au BP 2019. Cette projection est prudente du fait des projections de baisse du rendement de la consommation de gazole attendue par le Gouvernement (*cf. supra*). A noter que le rendement de la TICPE « ex-modulation » (comme celui de la TICPE Grenelle inscrite en investissement, *cf. infra*) dépend des consommations de carburants et n'est pas assorti d'un droit à compensation préalablement défini.

1.1.2.3. Les dotations (1,6 % des recettes de fonctionnement)

Le niveau des dotations en fonctionnement devrait se situer à **54,62 M€** au BP 2020, après 8,8 M€ au BP 2019. Cette progression sur 2020 s'explique par des effets de périmètre suite à la réforme de l'apprentissage.

Dotation générale de décentralisation (DGD) : il est proposé d'inscrire des crédits en recettes à hauteur de **8,82 M€** au BP 2020, comme en 2019. Ce montant est destiné à compenser une part des compétences transférées aux collectivités territoriales par les lois de décentralisation. Cette dotation a été très largement réduite par la réforme du financement de l'apprentissage en 2014⁴¹, et ce reliquat pourrait faire l'objet d'un échange contre une fraction complémentaire de TVA⁴², comme cela a été le cas avec la DGF à compter de 2018.

Nouvelle recette pour le soutien des CFA en fonctionnement (*cf. encadré supra*) : il est proposé d'inscrire **18 M€** au BP 2020. A ce stade, le montant de l'enveloppe pour les régions est prévu à 138 M€, mais les autres modalités entourant cette recette, notamment s'agissant de la clé de répartition entre les régions, sont encore très incertaines.

Nouvelle dotation budgétaire octroyée à compter de 2020 (*cf. encadré supra*) au titre de l'exercice de la compétence formation professionnelle suite à la réforme de l'apprentissage : il est proposé d'inscrire **2,9 M€** pour cette nouvelle recette au BP 2020, conformément aux modalités prévues à l'article 24 du projet de loi de finances pour 2020. Cette recette formerait la seconde composante de la recette « *de compensation* » (*cf. encadré supra*), au côté de la part de TICPE gelée en valeur. Comme le précise l'encadré, ces recettes régionales représenteraient seulement 4 % de l'enveloppe aux régions et ne sont assorties d'aucune dynamique. Elles ne sont évidemment pas à la hauteur des enjeux en Ile-de-France.

⁴⁰ Par un amendement du gouvernement repris à l'article 89 de la loi de finances rectificative pour 2016, il a été mis fin, à compter de 2017, à la modulation par les régions de la taxe sur les supercarburants et le gazole. Une fraction a été arrêtée au niveau du plafond de modulation, soit 1,77 € par hectolitre pour des supercarburants sans plomb (y compris E10) et 1,15 € par hectolitre pour le gazole.

⁴¹ Jusqu'en 2013, les entreprises employant des apprentis recevaient sous certaines conditions une prime par apprenti, dénommée indemnité compensatrice forfaitaire (ICF). Cette prime était versée par les régions, qui recevaient en compensation une recette sous forme de DGD. C'est à l'occasion de la loi de finances pour 2014 que le régime des aides versées aux entreprises employant des apprentis a été modifié, avec notamment la suppression des indemnités compensatrices forfaitaires.

⁴² La DGD, comme la DRES, pourraient être remplacées par une fraction de TVA ; cela donnerait une dynamique car destinées à compenser des charges de décentralisation, elles-mêmes dynamiques.

1.1.2.4. Les recettes diverses (4,9 % des recettes de fonctionnement)

Les recettes diverses de la section de fonctionnement pourraient s'élever à **169,93 M€** en 2020 contre 138,9 M€ inscrits au BP 2019, révisé à 243,8 M€ au BS 2019 après prise en compte des recettes liées aux conventions avec l'Etat portant sur le plan d'investissement relatif aux compétences (PIC et PACTE). La progression attendue en 2020 reflète la **valorisation du patrimoine immobilier francilien** mise en œuvre par l'exécutif régional, qui se traduit par des **recettes exceptionnelles en 2020**, dont une partie liée à la monétisation de l'option d'achat sur le site Influence 2 (cf. *infra*) est inscrite en fonctionnement.

Plan d'investissement relatif aux compétences (PIC et PACTE) : il est proposé d'inscrire en recettes **48 M€** au BP 2020 au titre de la mise en œuvre des conventions avec l'Etat sur le pan d'investissement relatif aux compétences.

Recettes sur la programmation 2014-2020 des fonds européens, pour laquelle la Région est autorité de gestion : il est proposé d'inscrire, au BP 2020, **49 M€** en recettes de fonctionnement, qui équilibrent des dépenses de même montant⁴³. Il est également proposé d'inscrire **31 M€** de recettes relevant du FSE et qui concerne le remboursement de dépenses engagées depuis 2015 par la Région et portant sur des co-financements de marchés publics.

Recette au titre de la contribution des familles aux services de restauration dans les lycées : il est proposé d'inscrire **6 M€** au BP 2020, comme en 2019, au titre de la nouvelle « contribution restauration ».

Produits financiers relevant des recettes de swaps : il est proposé d'inscrire **2,4 M€** au BP 2020 après 11,4 M€ au BP 2019, cette baisse illustrant l'extinction progressive des contrats de swaps signés par la Région.

Produit lié à la monétisation de l'option d'achat sur le site Influence 2 de Saint-Ouen : il est proposé d'inscrire 20,25 M€ au BP 2020, en conséquence de la renonciation au droit d'option qui implique une contrepartie financière de **46 M€**, dont 20,3 M€ versés en 2020 et le reste sous forme d'une économie de loyers 2020 - 2022.⁴⁴

Recette prévue au titre des intérêts courus non échus (ICNE) : il est proposé de **ne pas inscrire de crédits** au BP 2020, cette recette étant attendue nulle en 2020. Le stock des ICNE en recettes n'évolue en effet pas entre 2019 et 2020 ;

Autres recettes diverses de fonctionnement : il est proposé d'inscrire **13,3 M€** au BP 2020, ventilés comme suit :

- 1,0 M€ au titre de remboursements d'assurances contractées sur les lycées d'Ile-de-France ;
- 0,35 M€ au titre du reversement du Fonds national de compensation du supplément familial de traitement (FNCSFT) pour les agents des lycées ;
- 9,0 M€ au titre des reversements des départements pour les dépenses de personnels et de fluides liées au fonctionnement des cités mixtes régionales (CMR) ;
- 2,6 M€ au titre de la participation du Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC) au dispositif « 1 euros pour deux euros » ;
- la part de TVA récupérable en fonctionnement au titre du FCTVA est estimée à 0,03 M€ en 2020, soit la reconduction de la prévision d'exécution 2019 ;
- 0,15 M€ au titre de la participation de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) au Plan régional de prévention des déchets ;
- 0,14 M€ au titre de la participation de l'ADEME au CODREC (contrat d'objectifs pour une dynamique régionale déchets et économie circulaire).

⁴³ L'instruction du 11 février 2015 relative au traitement budgétaire et comptable des opérations relatives aux fonds européens pour la programmation 2014-2020 indique que « les recettes attendues en contrepartie des dépenses exposées au titre des programmes européens sont à considérer comme des recettes certaines et ont en conséquence vocation à être inscrites au budget de l'exercice concerné ».

⁴⁴ Délibération n° CR 2019-048 de septembre 2019.

1.1.3. Des recettes d'investissement peu dynamiques

Le montant attendu des **recettes d'investissement** pourrait s'élever à **867,87 M€** en 2020, après 667,0 M€ inscrits au BP 2019. Les recettes d'investissement représenteraient alors 19,9% des recettes hors emprunt inscrites au BP 2020. La progression attendue en 2020 reflète la **valorisation du patrimoine immobilier francilien** mise en œuvre par l'exécutif régional, qui se traduit par des **recettes exceptionnelles de cessions en 2020** ; hors cessions, les recettes d'investissement sont quasi-stables au BP 2020 par rapport au BP 2019.

1.1.3.1. Recettes fiscales (41,5 % des recettes d'investissement)

Taxe sur les constructions de bureaux, locaux commerciaux et entrepôts : il est proposé d'inscrire **110 M€** au BP 2020, comme en 2019. Le produit de la taxe est bien orienté sur 2019, toutefois une hypothèse prudente apparaît préférable du fait de la volatilité de l'assiette, ainsi que du manque d'historique sur le rendement de cette taxe : des changements de barème et de mode de calcul jusqu'en 2017 impliquent qu'on ne dispose au final que de très peu d'observations pour inférer le profil de cette taxe révisée.

Part régionale de la taxe d'aménagement : il est proposé d'inscrire **40 M€** au BP 2020, après 32,8 M€ au BP 2019, l'hypothèse 2019 correspondant à un rendement de 40 M€ corrigé en 2019 des trop versés par les services fiscaux de l'Etat. Cette prévision est prudente, le produit de cette taxe ayant été particulièrement volatil ces dernières années⁴⁵.

Taxe annuelle sur les surfaces de stationnement (TASS) : il est proposé d'inscrire **66 M€** au BP 2020, ce qui correspondrait au plafond maximum du produit octroyé à la Région, conformément à la mise en œuvre de loi de finances initiale pour 2019. La probabilité d'atteindre ce plafond en 2020 est forte, le rendement de cette taxe pour la Région ayant été supérieur à 66 M€ en 2016, 2017 et 2018, lorsqu'il n'était pas plafonné.

Taxe additionnelle spéciale annuelle (TASA) : il est proposé d'inscrire **80 M€** au BP 2020, ce qui correspond au produit annuel plafond garanti, tel qu'il a été adopté par délibération du Conseil Régional du 21 novembre 2019⁴⁶.

Fraction de TICPE « Grenelle » : il est proposé de retenir pour le BP 2020 un montant de **64 M€**, comme au BP 2019. Cette projection est prudente du fait des projections de baisse du rendement de la consommation de gazole attendue par le gouvernement (*cf. supra*). A noter que le rendement de la TICPE Grenelle dépend des consommations de carburants, et qu'il s'agit de la seule fraction de TICPE pour laquelle la Région dispose d'un pouvoir de majoration, dans une limite de 0,73 € par hectolitre pour le sans plomb et de 1,35 € par hectolitre pour le gazole. Ces taux ont été reconduits pour 2020 par délibération du Conseil régional du 21 novembre 2019 (*cf. supra*).

Par ailleurs, l'article 16 - IX du projet de loi de finances pour 2020 prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2020, le produit de la fraction de TICPE Grenelle (ainsi que celui de l'ex-modulation 2007 inscrite en fonctionnement) ne sera plus déterminé sur la base des consommations régionales mais sur la base des consommations nationales, *au prorata* de la part des consommations régionales constatées en 2019. Cette évolution permettra peut-être de limiter l'impact des régularisations trimestrielles, toutefois elle n'est pas explicitée dans l'exposé des motifs de l'article du PLF, et elle ne fait pas non plus l'objet d'un développement dans l'évaluation préalable.

⁴⁵ 34 M€ en 2014, puis 52 M€ constaté en 2016, 43 M€ en 2017 puis 50,6 M€ en 2018.

⁴⁶ Délibération CR 2019-071 : « *Diverses dispositions d'ordre financières* ».

1.1.3.2. Dotations (12,5 % des recettes d'investissement)

Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES) : il est proposé d'inscrire, comme les années précédentes, **86,1 M€** au BP 2020 par an, cette dotation étant gelée. Ce gel est très défavorable pour la Région Ile-de-France : le montant perçu de DRES rapporté au nombre d'enfants scolarisés était de 219 € en 2008 pour tomber à 206 € en 2017. Compte-tenu de la croissance démographique qui s'est traduite sur la dernière décennie par un besoin jusqu'à présent de près de 2 nouveaux lycées par an en Ile-de-France, la DRES suffit juste à faire face aux constructions supplémentaires alors qu'elle est affectée également aux reconstructions, aux grosses réparations et à l'équipement.

N'ayant pas reçu de réponse positive à sa lettre de 2018 au ministre de l'Intérieur, demandant une indexation de la DRES sur la croissance démographique en Ile-de-France (+ 6 % depuis 2008), la Présidente de la Région va saisir le Premier ministre.

Nouvelle recette pour le financement des investissements des régions dans les CFA (cf. encadré *supra*) : il est proposé d'inscrire **22 M€** en 2020. A ce stade, le montant de l'enveloppe pour les régions serait de 180 M€, mais les autres modalités entourant cette recette, notamment la clé de répartition entre les régions, sont encore très incertaines.

1.1.3.3. Recettes diverses (46,1 % des recettes d'investissement)

Recettes sur créances détenues par la Région sur divers organismes : il est proposé d'inscrire **36,9 M€** au BP 2020, dont 32,6 M€ relevant des créances détenues sur les opérateurs de transport et 4,3 M€ relevant des créances détenues sur les villes nouvelles. Ces crédits correspondent à l'échéancier attendu des remboursements.

Amendes de police de la circulation routière : il est proposé d'inscrire **69,4 M€** au BP 2020, le produit de cette recette étant gelé depuis 2019 sur la base du niveau constaté de la recette en 2018. Ce gel vise à compenser l'impact de la dépenalisation du stationnement payant intervenue le 1^{er} janvier 2018, qui a modifié les modalités de répartition du produit des amendes de police, conformément aux dispositions de l'article 78 de la loi de finances rectificative pour 2016, et qui se seraient traduites par une baisse du produit des amendes pour la Région Ile-de-France.

La part de TVA récupérable au titre du FCTVA : il est proposé d'inscrire **90 M€** au BP 2020, soit un montant retenu légèrement plus faible que celui inscrit BP 2019 (95 M€) par prudence. La recette de FCTVA en 2019 pourrait en effet constituer un point haut historique illustrant la réorientation à long terme des dépenses en faveur de l'investissement.

Il est par ailleurs à noter que l'article 77 du projet de loi de finances 2020 prévoit à nouveau un report d'un an de la réforme de l'automatisation du FCTVA⁴⁷, avec une mise en œuvre à compter de 2021. Selon les simulations, l'incidence de la réforme aboutit à une contraction de 20 % de l'assiette à compter de 2021. Cette réforme serait donc défavorable à la région Ile-de-France en dépit d'une forte progression de ses investissements. Ce report est donc une nouvelle accueillie favorablement.

Programmation 2014-2020 des fonds européens : il est proposé d'inscrire **5,5 M€** au BP 2020 en investissement au titre des projets où la Région intervient en tant qu'autorité de gestion, et qui sont équilibrés par des dépenses de même montant (cf. *infra*).

Recettes exceptionnelles de cessions consécutives à la mise en œuvre d'une politique immobilière dynamique : il est proposé d'inscrire **189,3 M€** au BP 2020.

⁴⁷ Cette réforme, dont l'entrée en vigueur avait déjà été décalée d'un an (article 80 du PLF 2019), permettra d'automatiser la gestion du FCTVA par un recours à une base comptable des dépenses engagées et de mises en paiement permettant la dématérialisation quasi intégrale de la chaîne de dépense.

Ces recettes proviendront de la **vente du siège administratif historique du boulevard des Invalides** (immeubles Invalides, Murat et Monsieur), pour **176,1 M€** ; de la vente d'un appartement détenu au sein de cet ensemble, pour **0,7 M€** ⁴⁸ ; enfin de la **cession du lycée Fortuny** à Paris, pour **12,5 M€**. Cette politique **immobilière dynamique et volontariste** a été présentée aux élus lors de la séance du conseil régional de septembre 2019⁴⁹.

Ces recettes de **cessions immobilières sont traitées** conformément à l'instruction budgétaire et comptable **M71** :

- en prévision budgétaire avec l'inscription du montant estimatif du prix de cession en recette d'investissement au chapitre 954 ;
- en exécution budgétaire : les opérations de cession génèrent trois types de flux :
 - l'encaissement du prix de cession (flux réel) en recette de fonctionnement au compte 775
 - la sortie de l'immobilisation cédée du compte 21 (flux d'ordre budgétaire)
 - le transfert de la plus-value de cession en crédit au compte 192 et en débit au compte 676 (flux d'ordre budgétaire).⁵⁰

Autres recettes diverses d'investissement : il est proposé d'inscrire **8,7 M€** au BP 2020, ventilés comme suit :

- 0,5 M€ au titre des reversements de trop-perçus sur les avances versées aux établissements publics locaux d'enseignement (EPL) ;
- 2,0 M€ au titre des reversements des mandataires dans le cadre des bilans de fin de mission ;
- 6,2 M€ au titre des reversements des Départements pour les travaux dans les CMR.

* *

*

⁴⁸ Délibération n° CR 2019-048 de septembre 2019.

⁴⁹ **CR 2019-048** : *Une politique immobilière dynamique qui permet de rendre de l'argent aux Franciliens. Valorisation de l'option d'achat sur l'immeuble Influence 2.0.*

⁵⁰ Pour la gestion de l'actif: reprise des amortissements et des éventuelles subventions transférables et apurement du compte 23 : valorisation des fiches aux 21X pour leur montant connu certain ; provisionnement au compte 1511 (créances en contentieux) ou à un compte de classe 4 (selon la situation juridique) du montant des marchés non soldés, pour traitement ultérieur en charges ou produits exceptionnels lors du dénouement du litige.

1.2. Une gestion économe en fonctionnement et ambitieuse en investissement

1.2.1. Une relance de l'investissement de + 41 % depuis 2015

Depuis 2015, les investissements programmés ont **très substantiellement augmentés**. Le **niveau des affectations** de ces investissements (engagements juridiques sur des projets précis) est **exceptionnel** : 90 % en 2016 ; 91 % en 2017 ; 97 % en 2018 et 98 % en 2019. C'est **20 points de plus en moyenne que sur la précédente mandature**.

Les engagements budgétaires pluriannuels

La Région gère la majeure partie de son budget en **autorisations de programme (AP)** sur sa section d'**investissement** et en **autorisations d'engagement (AE)** sur sa section de **fonctionnement**, à l'exception des dépenses salariales, de la dette et des opérations dites financières. Ces dernières dépenses ne font ainsi pas l'objet d'AP, ni d'AE.

Ces AP et ces AE se déclinent respectivement, et chaque année, en **crédits de paiement d'investissement (CPI)** et **crédits de paiement de fonctionnement (CPF)**. Les premiers sont donc une **autorisation pluriannuelle à engager** accordée par l'assemblée délibérante ; les seconds une **autorisation pluriannuelle à dépenser**. La réalité des **engagements régionaux dans la durée**, mais surtout la réalité de **l'ambition politique régionale**, se traduit ainsi par le niveau des AP et des AE votées dans le projet de budget, puis affectées en cours d'année. Elles illustrent **l'impulsion de la décision**. Au-delà, la chronique de réalisation, et donc de consommation des CPI et des CPF, traduit pour sa part, la réalité d'une **concrétisation d'un projet** qui, par nature, est étalée dans le temps. Cet étalement dans la durée est particulièrement fort et naturel pour les projets régionaux d'investissements, principalement au bénéfice des **transports** et des **lycées**.

Cet étalement dans le temps de la consommation des CPI et CPF se traduit d'un point de vue budgétaire par des **restes à mandater**, il s'agit des CP engendrés sur plusieurs années suite à une affectation donnée d'AP ou d'AE. Ils s'élèvent à **5 145 Md€ en investissement**⁵¹ et à **797 Md€ en fonctionnement**⁵² pour la Région Ile-de-France. Ces restes à mandater font en outre l'objet d'un examen annuel par les services de la Région pour en écarter les dépenses qui n'ont plus lieu d'être. Il s'agit de **l'apurement des restes à mandater**. Depuis 2016, la Région a procédé à un apurement sans précédent : **1,2 Md€** en investissement et **152 M€** en fonctionnement.

La relance massive de l'investissement impulsée par l'Exécutif à partir de 2016 se traduit par un **niveau inégalé d'affectations d'autorisations de programme**. Il devrait se situer autour de **2 170 M€** 2019. Ce **point haut historique** est à comparer avec le niveau des affectations des AP en 2010 (**1 580 M€**) ou en 2015 (**1 557 M€**). S'agissant des crédits de paiement d'investissement, la prévision d'exécution 2019 est en ligne avec celle de l'année précédente.

Depuis 2016, le **taux d'exécution des crédits de paiement d'investissement** est en moyenne de **86,3 %**. En 2019, ce taux sera également en ligne avec cette moyenne.

Ce fort niveau d'affectation s'est aussi traduit par un **pourcentage d'exécution en CPI des AP affectées supérieur à celui des années précédentes**. En effet, si nous comparons les 3 premières années des 3 dernières mandatures (2005 - 2007 ; 2010 - 2012 ; 2016 - 2018), le taux d'exécution en CPI des AP affectées est respectivement de 24 % ; 28 % et 33 %.

⁵¹ RAM sur AP affectées.

⁵² RAM sur AE affectées.

Le suivi du contrat de Plan Etat Région 2015 - 2020⁵³ fait l'objet d'une annexe au présent projet de budget pour 2020⁵⁴.

Au cours de l'année 2018, 731 M€ d'autorisations de programme et d'engagement ont été affectés au titre du CPER 2015-2020, ce qui représente **42 % des engagements régionaux**. L'année 2019 devrait être marquée par des affectations à hauteur de 757 M€, portant à près de **70 % le niveau des engagements régionaux** au titre de ce contrat à l'issue de sa troisième année d'application. La prospective financière est fondée sur un objectif minimum d'investissement de 808 M€ de crédits d'investissement sur les trois principaux volets (transports, enseignement supérieur et territoire qui représentent **88 % du montant global**) en 2020 afin de conforter le rythme de programmation.

Principaux secteurs couverts par le CPER

En M€ - AP / AE	Prev. Exécution 2019	BP 2020
Secteur des transports et mobilités	602	622
Enseignement supérieur	49	54
Volet territorial	42	49
Total	693	725

Source : direction du budget - Région Ile-de-France

Il convient par ailleurs de rappeler que **l'Etat n'est pas au rendez-vous financier du CPER qu'il a initié et dont il a fixé les conditions de sa revoyure en 2016**. A peine l'avenant de la revoyure signé par le Premier ministre lui-même au début de l'année 2017, l'Etat indiquait être dans l'incapacité de mettre en place le financement nécessaire au tram train T12 Express Massy-Evry.

La Région a dû consentir une avance de 50 M€ qui ne sera résorbée qu'en 2020. L'année suivante, alors qu'il avait lui-même négocié le protocole d'électrification de la ligne P, l'Etat avouait là aussi être dans l'incapacité de mettre en place son financement conduisant **la Région Île-de-France, le département de Seine-et-Marne et les autres collectivités de la région Grand Est à se substituer et à faire une nouvelle avance à l'Etat de plus de 20 M€.**

2020 est censée être l'année de rattrapage de cette avance alors que les besoins des opérations sont très importants et alors que l'Etat vient d'annoncer, par défaut de financement, la prolongation de deux années du volet mobilité du CPER. **400 M€ de l'État sont attendus sur le volet transports en commun du CPER alors que l'Etat n'a pu mobiliser cette année que 280 M€.**

*

⁵³ Les contrats de plan interrégionaux (CPIER) : Plan Seine et Vallée de la Seine.

⁵⁴ Il s'agit d'une mesure de simplification par rapport aux précédents exposés des motifs afin que les données relatives soient rassemblées au même endroit.

1.2.2. Des dépenses de fonctionnement en baisse de - 20 % depuis 2015

En 2020, pour la **5^{ème} année consécutive**, la Région baissera ses dépenses de fonctionnement, avec une nouvelle diminution de - 7 % de ses autorisations d'engagement, ce qui porte la baisse à - 20 % depuis 2015.

Au total, depuis 2016, la Région a fait **1,5 Md€ d'économies** en fonctionnement, soit près de **294 €** par foyer francilien.

En 2019, pour la première fois depuis 15 ans, les dépenses de fonctionnement passaient sous la barre symbolique des 50 % des dépenses totales. **En 2020, leur part continuera à reculer avec 46 %, contre 60 % en 2015.**

Cette **gestion vertueuse** a été relevée par la **Cour des comptes** dans son rapport national sur les finances locales en 2019. L'Ile-de-France est la **seule Région à avoir baissé ses dépenses de fonctionnement en 2018 et chaque année depuis 2016**, de plus de - 8 % en tout (crédits de paiements). La Cour précisait en outre que la variation des dépenses de personnel en Ile-de-France est l'une « *des progressions les plus contenues* » en France (la 2^{ème} ex aequo).

Cette **gestion économe** résulte de la mobilisation **quotidienne des services régionaux**. A titre d'exemple, ces services ont été **regroupés sur 4 sites au lieu de 16** auparavant ; les **1 607 heures travaillées** ont été rétablies ; les **effectifs du siège** ont **diminué** de 50 postes par an. En 4 ans, le nombre annuel de **feuilles de papier imprimées** a diminué de - 60 %.

Cette **bonne gestion** est également soulignée par les **agences chargées de la notation de la Région**. Fitch relève ainsi le « *contrôle strict sur ses dépenses (...), la rigueur de sa prévision et de son exécution budgétaires* » qui ont permis de baisser les dépenses de gestion « *chaque année depuis 2016* » et de respecter « *les règles prudentielles mises en place par l'Etat* ».

Au total, la Région **fait mieux que respecter la contrainte fixée par l'Etat** d'une progression de ses dépenses réelles de fonctionnement de + 1,14 % (« norme de dépense »)⁵⁵. Ainsi, lorsque le Préfet de région a validé le respect de cette norme pour 2018, il a relevé que « **Cet excellent résultat témoigne de l'engagement de votre collectivité dans la maîtrise des comptes publics.**⁵⁶ »

*

1.2.3. Un recentrage progressif sur les dépenses obligatoires

D'une manière générale, **les dépenses ont été concentrées sur celles, obligatoires, qui relèvent strictement de la compétence de la Région**. En 2015, les dépenses non obligatoires représentaient 25 % des dépenses totales. En 2020, leur part est désormais d'environ 20 %.

Les **dépenses obligatoires de fonctionnement** représentaient un montant global de 2 062 M€ en CPF au budget primitif 2019, soit **80 % des dépenses sectorielles de fonctionnement** (total de 2 593 Md€). Pour 2020, cette part devrait se stabiliser, indépendamment d'une évolution à la baisse de - 3,3 % par rapport à 2019 avec la réforme de l'apprentissage.

⁵⁵ L'article 29 de la loi n° 2018 - 32 de programmation des finances publiques (LPFP) pour les années 2018 à 2022 introduit une norme assortie de la possible signature de contrats, au plus tard au 30 juin 2018 et pour une durée de trois ans (2018 - 2020), afin de cadrer la progression des dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales. La norme de référence est fixée à 1,2 % avec trois malus et trois bonus potentiels, chacun de 0,15 %. Cette norme s'applique sur les crédits de paiement de fonctionnement (CPF) et non sur les autorisations d'engagement (AE).

⁵⁶ Courrier du Préfet de la région Ile-de-France à la Présidente - 24 octobre 2019.

Le tableau *infra* présente les évolutions tendanciennes de ces principaux postes de dépenses obligatoires de fonctionnement. Hors dépenses de la formation professionnelle et de l'apprentissage, ces dépenses obligatoires progressent de + 0,8 % par rapport à 2019.

	Prév. 2019	Projet de BP 2020
Contribution à IDFM	658	667
Ressources humaines*	469	473
Lycées**	232	230
Formation professionnelle et apprentissage ***	430	422
Formations sanitaires et sociales	198	202
Total dépenses obligatoires	1 987	1 994

Evolution des dépenses obligatoires de fonctionnement

* Correspond aux dépenses du budget sectoriel

** Hors autres services périscolaires et annexes non obligatoires (aides sociales, schéma des formations)

*** Soutien aux missions locales, Actions VAE, Accès aux savoirs de base, Formations qualifiantes, Rémunération des stagiaires

Source : direction du budget – Région Ile-de-France

A périmètre constant, les principales hypothèses sont :

- en matière de **transports**, une évolution de la contribution à Ile-de-France mobilité (IDFM) à hauteur de + 1,3 % par rapport au niveau 2019 ;
- une évolution tendancielle à la baisse du volume des dotations aux **lycées publics**, en tenant compte de la baisse des crédits sur les prestations chauffage et de l'évolution à la baisse des effectifs ;
- une évolution à la hausse des dotations en faveur des **centres de formations sanitaires et sociales** de + 1 %, sous l'effet principal de la dynamique salariale (GVT), les dépenses de personnel pesant en moyenne pour 80 % des charges des personnels des établissements accompagnés par la Région ;
- une dynamique des **dépenses de personnel** estimée à ce stade à + 0,7 % par rapport au budget 2019 sous l'effet des évolutions statutaires ; de l'effet en année pleine des mesures adoptées en 2019.

*

1.2.4. Une administration modernisée et récompensée

Sont ici présentées les dépenses relatives aux **moyens généraux** puis aux **ressources humaines** (les principes, les dépenses de personnel, les effectifs, le temps de travail).

D'une manière générale, en 2020, le **train de vie de la collectivité**⁵⁷ sera à nouveau **réduit**. Les dépenses relatives au **fonctionnement de l'institution régionale** sont en **baisse de - 4 %** l'année prochaine, soit une nouvelle économie de - **3 M€**.

1.2.4.1. Les moyens généraux

En 2020, en dépit d'une augmentation prévisible des coûts de maintenance des bâtiments du siège liée au haut niveau d'équipement et de confort de l'ensemble Influence 1 et 2, **le budget de fonctionnement** de l'administration, du Conseil régional et du CESER (hors informatique et téléphonie) continue de **s'inscrire dans la tendance baissière initiée en 2016 avec une réduction supplémentaire de - 5,67 % par rapport au BP 2019**. Il s'agit d'une **démarche volontariste forte**.

⁵⁷ Dépenses de fonctionnement de l'institution régionale (loyers, fluides, informatique, communication ...).

Cette réduction ne concerne pas uniquement les loyers (libération des locaux loués à Nord-Pont, franchise de loyers durant les 3 premières années du bail d'Influence 2) mais la plupart des dépenses de fonctionnement courant, effet du regroupement sur un site unique et de la dématérialisation et de la **volonté de l'exécutif d'une administration exemplaire**.

Le **budget d'investissement** sera essentiellement consacré aux derniers travaux d'adaptation et aux équipements nécessaires à l'installation des élus et des services dans leurs nouveaux locaux de Saint-Ouen. Il permettra également de procéder aux indispensables travaux de rénovation et d'accessibilité des immeubles parisiens de Barbet et de Vaneau pour leur permettre d'accueillir les deux organismes associés : comité régional du tourisme (CRT) et *Choose Paris Region*.

Pour leur part, en 2020, les dépenses **informatiques** ou de **communication** seront réduites de - **3 %**. Cette exigence s'applique aussi aux **organismes associés de la Région**, dont les dépenses de fonctionnement sont également en baisse.

*

1.2.4.2. Une politique RH ambitieuse

La Région poursuit sa **politique ambitieuse de ressources humaines** tout en **maîtrisant ses dépenses**.

La Région a construit sa politique en matière de Ressources Humaines sur les **valeurs de confiance**, de **responsabilité** et de **sens du collectif**. **L'ensemble des services du siège sera réuni à Saint-Ouen**, marquant ainsi la **fin du déménagement entamé au début de la mandature en janvier 2016**. La Région est maintenant dotée d'un **site moderne, ouvert, et connecté**. Cela s'est accompagné d'une transformation complète des modes de travail, chantier qui se poursuivra au-delà de l'emménagement.

Généralisé en janvier 2018, le **télétravail** est maintenant une **pratique largement partagée dans les services du siège**. Aujourd'hui, en 2019, **1 103 agents ont opté pour le télétravail, jusqu'à deux jours par semaine, sur environ 1 400 postes éligibles (79 %)**. Ce **succès indéniable** s'assortit d'un **effort de formation** des équipes, et d'un accompagnement fort des managers. Le télétravail modifie en profondeur les habitudes de collaboration des agents. La Région peut aujourd'hui se positionner sur des **sujets innovants** comme le **lissage des heures de pointe**, la **modularité des horaires**, le **travail en mode projet**, ou encore le **management visuel**.

Cette année, la Région a également finalisé un grand chantier de **dématérialisation des dossiers des agents**. Ainsi, la **gestion** de ces dossiers est **simplifiée, économe en papier et plus simplement accessible** pour l'ensemble des agents. Cette réforme a été menée parallèlement à la **préparation du prélèvement à la source** qui est entré en vigueur au 1^{er} janvier 2019. Enfin, l'ensemble des agents régionaux ont maintenant la possibilité de recevoir leurs bulletins de salaire dématérialisés, avec mise à disposition d'un coffre-fort électronique sécurisé.

Ces améliorations sont accomplies avec en parallèle la **rationalisation des dépenses de fonctionnement**. La **réduction des effectifs du siège** entamée dès 2016 continuera en 2020, accompagnée d'une **étude précise des métiers, des impacts de la modernisation et de la numérisation** ainsi que des possibilités de **changements organisationnels**, afin de répartir équitablement la charge de travail entre les agents.

La politique de **ressources humaines des lycées** s'inscrit dans un **contexte de nombreux départs en retraite**. Ainsi, d'ici 2022, environ le quart des 8 500 agents permanents des lycées devra être remplacé pour maintenir à l'identique les moyens humains des 465 EPLE franciliens. Afin de faciliter les recrutements futurs, de nombreuses actions de communication et

de *sourcing* (origination) tendent à mieux faire connaître la Région en tant qu'employeur, à attirer de jeunes Franciliens, formés ou à former, vers les métiers de l'entretien, de la restauration et de la maintenance. Ainsi, des parcours de formation dédiés sont mis en place à l'image de la « promotion jeunes professionnels » dont les effectifs ont été doublés en 2019.

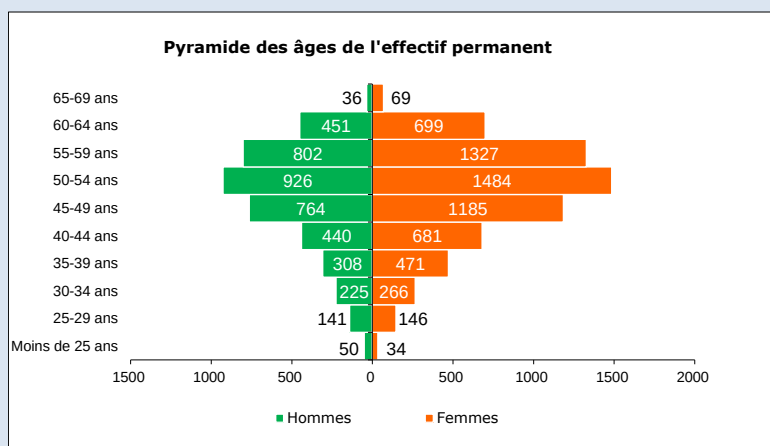
Parallèlement, il s'agit, en **lien très étroit avec les équipes de direction des EPLE et dans le cadre de la confiance retrouvée**, de mettre les **bonnes forces aux bons endroits** pour **garantir un niveau de service satisfaisant et équitable** à l'échelle du territoire. Les diagnostics d'objectivation des dotations en effectifs visent à définir la dotation cible la mieux adaptée à chaque établissement. La démarche d'objectivation des effectifs des EPLE se déroule depuis le mois d'avril 2018 jusqu'à avril 2020. Chaque année, une liste prévisionnelle des lycées qui sont visités mois par mois est produite et communiquée aux établissements. L'objectif est que le diagnostic fasse foi tant que la situation de l'EPLE ne change pas de façon significative. Il doit donc être étayé et factuel pour pouvoir être expliqué à une nouvelle équipe de direction qui prendrait le document en l'état. Dans le cadre de cette étude est également envisagée la possibilité d'octroyer des postes de compensation lorsqu'une équipe est composée d'agents ayant beaucoup de restrictions médicales. Plus de 40 % des établissements sont actuellement concernés par cet audit.

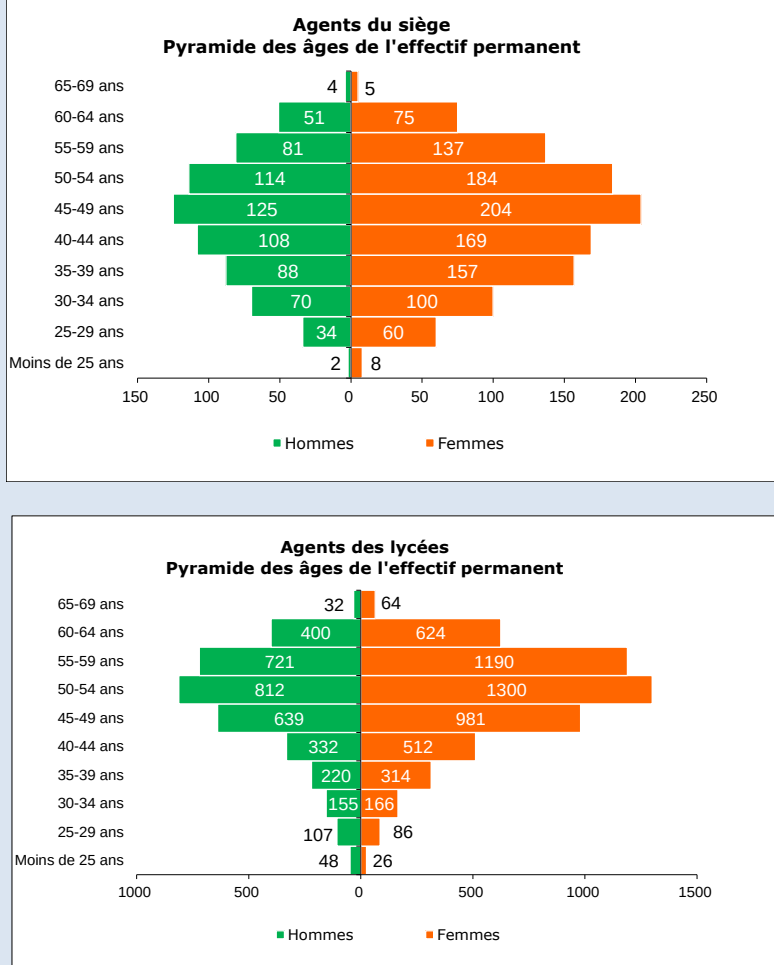
De même, la Région, après avoir repris à son compte en 2017 la dotation des agents régionaux en vêtements et en équipements de protection individuelle, poursuit ses efforts d'amélioration des conditions de travail des agents avec la livraison des chariots de nettoyage de nouvelle génération, entamée fin 2018. **D'ici mars 2021, l'ensemble des 4 200 agents d'entretien des lycées sera doté d'un matériel ergonomique induisant une méthode de nettoyage efficace et respectueuse de l'environnement et formé à son utilisation.**

La Région se félicite également d'avoir **augmenté de plus de 57 % le nombre d'agents bénéficiaires de l'aide régionale à la mutuelle**. Le changement du mode de participation, et l'effort financier réalisé par la Région, ont permis d'obtenir une meilleure couverture santé pour un nombre d'agents plus important, et ce conformément aux engagements pris par l'exécutif.

La pyramide des âges

L'âge moyen des effectifs progresse. En 2018, l'âge moyen des personnels régionaux atteint 49,7 ans. La moyenne d'âge dans les lycées est plus élevée que dans les services du siège : 50,54 ans pour les lycées contre 45,83 ans pour le siège.





Source : bilan social – Région Ile-de-France - 2019

Enfin, la Région confirme son **engagement en tant qu'employeur** dans les **grands sujets sociétaux**.

La politique d'inclusion des **travailleurs en situation de handicap** a permis le **dépassement du taux d'emploi légal de 6 %**, fruit d'une démarche ambitieuse d'insertion et d'aménagement des postes.

L'indemnité kilométrique vélo a été mise en place en cette fin d'année 2019 dans les services du siège et des lycées. Elle permettra ainsi de **récompenser tous ceux qui font le choix de la mobilité douce** pour se rendre sur leur lieu de travail.

La Région est également engagée sur les **questions d'égalité entre les femmes et les hommes**. De nombreuses initiatives ont eu lieu sur l'année 2019, et l'année 2020 sera marquée par la poursuite des travaux autour du label AFNOR.

*

Grâce à **l'engagement unique de l'ensemble des agents**, les efforts de la Région ont été salués bien au-delà de la collectivité et se concrétisent, depuis 2018, par l'obtention du **prix handi-pacte de l'inclusion des personnes en situation de handicap** (septembre 2018), du **prix ARSEG de l'environnement de travail** (novembre 2019) et du **prix ESSEC de la transformation** (septembre 2019).

*

1.2.4.3. Les dépenses de personnel

Les dépenses des ressources humaines et les frais de personnel sont stabilisés.

Elles sont estimées à **472,8 M€ en 2020**, soit une quasi stabilisation (+ 0,7 %) par rapport au BP 2019 (469,5 M€). Il s'agit d'un niveau inférieur à l'inflation.

Pour la première fois, la masse salariale du siège est proposée en baisse. C'est le fruit de la concrétisation de l'engagement pris de la suppression annuelle de 50 postes, ainsi que du travail de transformation des modes de travail, accompagnée par les équipes RH sur ces sujets.

Les dépenses de personnel estimées pour 2020 se décomposent de la manière suivante :

- un **socle de dépenses de 472,9 M€** correspondant à la prévision d'exécution 2019 actualisée, intégrant notamment le protocole parcours professionnel, carrière et rémunération (PPCR) repris en 2019 ;
- des **mesures d'économies à hauteur de - 2,15 M€** intégrant notamment la suppression de 50 postes au siège, les effets liés au jour de carence en année pleine, et la fin de la cotisation versée au fonds d'intégration des agents en situation de handicap dans la fonction publique, suite à l'atteinte du taux d'emploi légal dans les effectifs régionaux ;
- des **mesures nouvelles à hauteur de + 2,02 M€** intégrant des créations de postes correspondant à l'ouverture de nouveaux lycées et à la reprise de certains lycées municipaux, à la mise en place de la prime mobilité vélo et à la recherche de solutions pour pallier la raréfaction des médecins du travail.

La **structure des dépenses prévisionnelles** se décompose comme suit :

	Prévisionnel exécution 2018		Prévisionnel exécution 2019	
	Montant en €	%	Montant en €	%
Traitement indiciaire	228,1	48,7%	229,1	48,5%
Nouvelle bonification indiciaire	2,6	0,6%	2,6	0,6%
Régime indemnitaire	68,5	14,6%	68,9	14,6%
Heures supplémentaires rémunérées	0,4	0,1%	0,4	0,1%
Autres dépenses de rémunération	14,0	3,0%	14,1	3,0%
Cotisations patronales	126,3	26,9%	126,9	26,8%
Dépenses associées aux frais de personnel	28,7	6,1%	30,9	6,5%
Total	468,6	100%	472,8	100%
Avantages en nature ***	2,2	/	2,2	/

* La ligne "Autres dépenses de rémunération" comprennent notamment le supplément familial de traitement, l'indemnité de résidence, le remboursement transport, les frais de déplacement.

** Ces dépenses comprennent les indemnités des élus, des membres du CESER, ainsi que les dépenses de formation, d'action sociale, de la santé au travail et de communication interne (y compris les dépenses d'investissement).

*** Les avantages en nature ne sont pas un coût pour la collectivité. Il s'agit d'une valorisation calculée, notamment, pour l'administration fiscale.

1.2.4.4. La structure des effectifs

Les effectifs⁵⁸, sont estimés pour 2019 à **8 540 en moyenne** sur l'année pour les agents des lycées et à **1 975 en moyenne** sur l'année pour les agents du **siège**⁵⁹.

La **réduction des effectifs du siège**, hors compétences nouvelles, se poursuit, à hauteur de **50 postes par an**. S'agissant d'une compétence nouvelle, précisément, il est notamment proposé de créer, pour 2020, 38 postes au siège correspondant au transfert de la compétence aux régions des « *missions exercées par les délégations régionales de l'Office national d'information sur les enseignements et les professions (DRONISEP) en matière de diffusion de la documentation ainsi que d'élaboration des publications à portée régionale relatives à l'orientation scolaire et professionnelle des élèves et des étudiants* »⁶⁰.

S'agissant des agents des lycées, l'engagement de **sanctuarisation** des effectifs se traduit, *a minima*, par un **maintien des effectifs 2019 les années suivantes**. A ce titre, en 2020, il est proposé de créer 92 postes concernant les établissements publics locaux d'enseignement : 87 postes au titre des adjoints techniques des lycées et 5 postes au titre d'une brigade mobile de sécurité.

Dématérialisation budgétaire et évolution de la maquette budgétaire (projet TOTEM)

L'article 74 de la **loi de modernisation de l'action publique territoriale** et d'affirmation des métropoles du 27 janvier 2017 instaure **l'obligation pour les régions de dématérialiser la transmission des documents budgétaires** nécessaires au contrôle budgétaire exercé par les services de la préfecture. Il ne s'agit plus de transmettre ce document au seul format PDF mais également de **transmettre les données sous la forme d'un flux** (format XLM).

La Région s'est engagée dans cette évolution durant toute l'année 2019 en lien avec les services de l'Etat (DGCL). Il résulte de cette **évolution réglementaire** une **présentation de la maquette budgétaire, normée par l'Etat**. Certaines annexes sont modifiées, comme par exemple le **suivi des emplois**.

Les **principales évolutions** sont : les effectifs physiques disparaissent dans la version Totem ; les ETPT sont calculés uniquement pour les effectifs permanents titulaires et contractuels ; les agents non permanents ne font pas l'objet d'une présentation en ETPT ; les assistants techniques dédiés aux programmes européens sont comptabilisés dans le total des postes budgétaires, contrairement aux années précédentes ; le nombre de postes en cabinet ainsi que le nombre de collaborateurs (ETPT) occupant ces postes disparaissent. Afin d'assurer la transparence, ces effectifs sont présentés dans le présent exposé des motifs afin que cette information ne disparaisse pas.

Le temps de travail

La **durée du temps** de travail à la Région est en 2019 de **1 607 heures par an** au siège et dans les lycées, soit, depuis la réforme votée par la Région en 2017, **conforme à la durée légale**.

*

⁵⁸ Effectifs physiques incluant les agents permanents et non permanents :

- agents permanents pris en compte : titulaires /stagiaires, agents non titulaires permanents hors remplaçants, vacataires sur postes vacants, agents en disponibilité d'office pour raison de santé ;

- agents non permanents pris en compte : collaborateurs de cabinet, collaborateurs de groupe, apprentis, vacataires, accroissement temporaire / saisonnier d'activité, emplois d'avenir, autres agents (experts, stagiaires conventionnés ou non ...).

⁵⁹ Le nombre de collaborateurs de cabinet en ETP au BP 2020 est de 23,9 contre 25,56 au BP 2019 et 25,47 au CA 2018. Pour sa part, la masse salariale afférente à ces collaborateurs est également en baisse. Elle était, en effet, de 3,307 M€ en BP 2019 ; de 3,274 M€ en CA 2018 ; et, enfin, de 3,099 M€ au présent BP 2020.

⁶⁰ Article 18 de la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel (loi LCAP). Voir le rapport de la CCEC du 12 juin 2019.

1.2.5. Une charge de la dette et des frais financiers en baisse

1.2.5.1. Opérations ayant une incidence sur l'équilibre du budget

Le montant total de crédits proposé au sein du budget primitif pour 2020 pour la **charge de la dette et les divers mouvements financiers** s'élève à **574,85 M€**, après 507,93 M€ au budget primitif 2019 et 637,93 M€ au budget supplémentaire ajusté de la décision modificative 2019. Ce montant est soutenable puisqu'il correspond à **une baisse de 10 % par rapport au total voté en 2019**.

S'agissant de la **seule charge de la dette**, les crédits nécessaires au présent projet de budget pour 2020 s'élèvent à **547,85 M€**. Ce montant total se répartit de la façon suivante : en **fonctionnement (114,94 M€)** et en **investissement (432,91 M€)**.

En **fonctionnement (114,94 M€)**:

- **111,60 M€**, inscrits aux chapitres 943.66111 et 943.6688, et relatifs aux **intérêts de la dette courante pour 2020**. Il s'agit ici des charges d'intérêt brutes y compris les dépenses sur produits de gestion de la dette, les **charges d'intérêt nettes** s'élevant quant à elles à 109,18 M€ une fois déduites les recettes attendues relatives aux mêmes produits de gestion de la dette (2,42 M€ inscrits au chapitre 943.7688) ;
- **- 1,16 M€** relatifs aux intérêts courus non échus à payer (ICNE) inscrits au chapitre 943.66112. Il convient de noter qu'il n'est pas prévu d'ICNE à recevoir (inscrits en recettes au chapitre 943.7622) ;
- **4,5 M€** relatifs aux frais sur emprunts et aux charges financières, inscrits au chapitre 943.627 (3,5 M€), 943.6228 (0,9 M€) et 943.6182 (0,1 M€).

En **investissement (432,91 M€)** :

- Ce montant est relatif à **l'amortissement de la dette**, et inscrits aux chapitres 923.16311 et 1641. Il correspond au remboursement de :
 - une **émission obligataire**, en euros, conclue en 2010, pour un montant de **300 M€** ;
 - un abondement de cette émission obligataire en 2015 en euros, pour un montant de **110 M€** ;
 - le remboursement de **22,91 M€** au titre des emprunts **CDC**.

S'agissant des autres chapitres financiers ayant une incidence financière réelle sur le budget, il est proposé d'inscrire un montant en dépenses à hauteur de **27 M€** qui se décompose comme suit :

- **en fonctionnement (5 M€)** :
 - la **dotation aux provisions pour risques et charges de fonctionnement** : afin de prévenir les risques pour charge de fonctionnement inhérents à l'activité de la Région, notamment liés aux litiges et contentieux, une provision de **2 M€** est inscrite sur le chapitre 945 « Dotations aux provisions », nature comptable 6815 « Provisions pour risques et charges de fonctionnement » ;
 - les restitutions de droits de mutation à titre onéreux (DMTO) pour **3 M€**.
- **en investissement (22 M€)** :
 - au titre des **restitutions sur taxes** : **20 M€** relatifs aux restitutions de produits de redevance/ taxe pour création de bureaux, commerces et entrepôts (RCBCE) ; **1,5 M€** au titre de restitutions de taxes d'urbanisme ; et **0,5 M€** au titre de la TASS.

1.2.5.2. Opérations sans incidence sur l'équilibre du budget

Les opérations sans incidence financière ou sans impact sur l'équilibre global du budget sont les suivantes.

Pour mémoire, **l'instruction budgétaire et comptable M71**, entrée en application depuis 2005, rend obligatoire **l'amortissement des investissements** réalisés par la collectivité à compter du 1^{er} janvier 2005.

Cette instruction précise que l'amortissement d'un bien démarre au début de l'exercice suivant la **date de son entrée dans l'inventaire**. La dotation aux amortissements à inscrire au budget primitif 2020 porte sur les investissements réalisés par la Région entre 2005 et 2019. Elle est calculée sur la base des dépenses d'investissement constatées aux comptes administratifs 2005 à 2018, de l'exécution prévisionnelle des dépenses d'investissement au titre de l'exercice 2019 et des durées d'amortissement fixées par les délibérations du Conseil régional des 31 janvier 2005 (CR 03-05), 15 décembre 2005 (CR 69-05), 27 septembre 2012 (CR 45-12) et 31 mai 2018 (CR 2018-012).

Cette dotation brute est diminuée des recettes perçues par la Région au titre des fonds et des subventions d'investissement rattachées aux actifs amortissables.

A titre d'information, sont qualifiées de subventions rattachées aux actifs amortissables, les subventions perçues pour la réalisation d'opérations identifiées, la Dotation Régionale d'Équipement Scolaire (DRES), le produit des amendes de police, de la taxe sur construction de bureaux, de la taxe complémentaire à la taxe locale d'équipement et de la taxe sur les surfaces de stationnement.

Le montant de la dotation brute s'élève à **993,23 M€** et celui des recettes à déduire est évalué à **309,98 M€**. Au total, la dotation aux amortissements nette s'élève à **683,25 M€**.

Les écritures comptables sont les suivantes :

- la **dotation brute aux amortissements** constitue une charge de fonctionnement inscrite sur le chapitre 946 « Transfert entre les sections » (nature comptable 6811) ; elle est équilibrée par une recette d'investissement retracée au chapitre 926 « Transfert entre les sections » (natures comptables 280x et 281x) ;
- la **reprise de la quote-part issue des fonds et subventions rattachés aux actifs amortissables** se traduit par l'écriture inverse : une dépense enregistrée en section d'investissement (chapitre 926, nature comptable 139x) et une recette du même montant inscrite en section de fonctionnement (chapitre 946, nature comptable 777).

Une dotation de **299,80 M€** est inscrite sur le chapitre 925 « Opérations patrimoniales » en recettes et en dépenses.

Elle permettra d'ajuster les écritures comptables suivantes :

- **intégration des avances sur marché et des avances versées aux mandataires** (nature comptable 238) désignés par la Région dès lors que ces avances sont justifiées par des dépenses réelles.
Ces mandataires sont chargés de conduire des opérations de constructions et de travaux dans les lycées, les secteurs de l'enseignement supérieur et les îles de loisirs.
Il est rappelé que le montant de **270,00 M€** qui sera intégré en 2020 sur la base des crédits inscrits au budget primitif sera éligible au FCTVA à percevoir en 2021.

- **intégration des dépenses d'études** (nature comptable 2031) et de frais d'insertions (nature comptable 2033) lorsqu'elles sont suivies de travaux.
Ces dépenses seront éligibles en 2020, après ajustement des écritures comptables, pour un montant prévisionnel de **14,50 M€**, au FCTVA à percevoir en 2021.
- **intégration des dépenses réalisées par l'Agence des Espaces Verts (AEV).**
Conformément à ses statuts, l'AEV intervient au nom et pour le compte de la Région qui lui verse des avances enregistrées sur la nature comptable 238 « Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles ».
Il convient ensuite, par le biais d'une écriture d'ordre, d'ajuster les comptes de la Région en fonction des dépenses réalisées par l'AEV avec ces avances.
Les écritures comptables à inscrire au budget primitif traduisent les interventions de l'AEV réalisées pour 2019. Elles sont évaluées par cette dernière à **12,50 M€**, répartis de la manière suivante :
 - un montant de **10,00 M€** qui contribue à l'augmentation du patrimoine régional (acquisitions et aménagement de terrains enregistrés sur les natures 2117 « Bois et forêts » et 2128 « Autres agencements et aménagements ») ;
 - un montant de **2,50 M€** pour la participation au financement de projets d'espaces verts présentés par des collectivités locales ou pour l'acquisition d'équipements amortis par ces dernières (nature comptable 204182 « Subventions d'équipement aux organismes publics divers – Bâtiments et installations ») ;
- intégration des dépenses réalisées à hauteur de **2,80 M€** par la Région dans le cadre des différentes conventions spécifiques conclues pour des **travaux à réaliser dans les Cités Mixtes Régionales (CMR)** et ce, sur la nature comptable 455x « Opération d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement ».
La nature comptable 2313 initialement utilisée pour effectuer les dépenses fera l'objet d'un titre de recettes enregistré au chapitre 925 et sera compensé par des mandats émis sur les comptes de tiers concernés 4551x.

Afin de **prévenir les risques pour charges de fonctionnement inhérents à l'activité de la Région**, notamment liés aux litiges et contentieux, une **provision de 2 M€** est inscrite sur le chapitre 945 « Dotations aux provisions », nature comptable 6815 « Provisions pour risques et charges de fonctionnement ».

*

Les écritures relatives à l'utilisation de la ligne de crédit à encours variable

Au-delà, il convient d'inscrire des crédits dans le cadre de l'utilisation de la **ligne de crédit à encours variable**, afin de pouvoir réaliser les opérations comptables afférentes au fonctionnement de cette ligne conformément à l'instruction comptable. Ces crédits sont équilibrés en recettes et en dépenses et sont donc sans incidence sur l'équilibre du budget.

Il est proposé d'inscrire à ce titre un montant de **587 M€ en dépenses et en recettes** à la fois sur la rubrique 16441 et 16449 du chapitre 923. Ce montant correspond au plafond maximum de liquidité mobilisable sur ce contrat ; il ne relève pas de crédits au titre de l'amortissement du capital.

Par ailleurs et toujours en application de l'instruction comptable relative à l'utilisation de la ligne *revolving*, il convient d'inscrire en crédits en **recette d'ordre** un montant de **587 M€** au chapitre 925.16449, équilibrée par une dépense d'ordre de même montant au chapitre 925.16441.

* *

*

1.3. Un émetteur reconnu et 100 % vert et responsable

1.3.1. Une stratégie et une gouvernance de financement saluées

La Région Île-de-France maintient des notations financières d'une **excellente qualité** avec un double 'AA' correspondant à la meilleure note possible actuellement en France, compte tenu du plafond constitué par la note de l'Etat. En mai 2018, **l'agence Moody's avait relevé la perspective de la Région Ile-de-France de stable à positive**. En avril 2019, l'agence **Fitch** a attribué à l'Île-de-France une **note de crédit intrinsèque** (donc avant plafond sur la note du Souverain) de 'aa+', soit **une note supérieure à celle de l'Etat**, elle est ainsi la seule région française à en bénéficier. Cet automne, les agences de notation *Fitch Ratings* et *Moody's* ont reconduit leurs notes en soulignant en particulier, pour Fitch, les « *performances budgétaires solides et la soutenabilité de la dette* », ou pour Moody's, « *des pratiques sophistiquées de gestion de la dette qui valent [à la Région] un accès indiscuté aux marchés financiers* ».

En octobre 2019⁶¹, l'agence **Fitch** a en particulier relevé que « *la dette de l'Île-de-France est gérée de manière robuste et prudente* », et affiche « *des ratios de soutenabilité de la dette solides* ». Pour sa part, l'agence **Moody's**, en novembre 2019⁶², a estimé que la note de la Région reflète « *de bonnes performances opérationnelles, des pratiques saines et rigoureuses de gestion financière ainsi qu'un accès indiscuté aux marchés financiers* ». Entre outre, « *La Région Ile-de-France se montre prudente dans sa stratégie budgétaire en affichant des objectifs crédibles et des prévisions prudentes* ».

En termes de **notation extra-financière**, les performances en **matière environnementale, sociale** et de **gouvernance de la Région** sont également reconnues comme parmi les meilleures de ses comparables, les collectivités locales européennes. L'agence **Vigeo Eiris** a attribué à la Région en décembre 2018 la meilleure note globale (63/100) sur les performances régionales, qui sont qualifiées d'« avancées » dans leur ensemble, au regard des domaines analysés (ressources humaines, environnement, commande publique, gouvernance, développement territoriale et solidarités, droits humains). Cette **notation est importante vis-à-vis des investisseurs socialement responsables (ISR)**, de plus en plus nombreux sur le marché des capitaux.

L'objectif premier de la stratégie de financement de la Région est de couvrir, dans les meilleures conditions possibles, le besoin d'emprunt tel qu'adopté par le Conseil régional et tel qu'il résulte de l'exécution budgétaire. Dans ce cadre, la Région mène une **stratégie d'emprunt prudente**, optimisée et diversifiée, afin de **minimiser le coût de la dette**. Ainsi, **depuis fin 2015, la Région n'émet plus qu'à taux fixe pour profiter de la faiblesse des taux**.

Pour ce faire, le **financement sur le marché obligataire** a été privilégié ces dernières années pour mobiliser l'emprunt de la Région dans les meilleures conditions, en termes de volume comme de marge financière.

Grâce à son **programme d'émissions EMTN (Euro Medium Term Notes)** dont le montant a été porté à **7 Md€ en 2016**, la Région peut accéder au marché pour des montants **conséquents**, ce qui permet de renforcer la **liquidité** des titres offerts aux investisseurs.

Depuis juillet dernier le **règlement européen dit « prospectus » de 2017**⁶³, a supprimé la faculté pour les collectivités locales européennes de disposer d'un prospectus sur leur programme EMTN, jusqu'alors visé par l'autorité des marchés financiers. Elles sont désormais **traitées comme les émetteurs souverains**.

⁶¹ Communiqué de presse Fitch ratings, octobre 2019.

⁶² Opinion de crédits, Moody's, Région Ile-de-France, novembre 2019.

⁶³ Règlement européen 2017/1129 - 14 juin 2017.

Pour autant, il est nécessaire de **maintenir un document d'information encadrant les conditions financières générales des contrats d'emprunt de la Région** et présentant l'institution en tant qu'émetteur.

La révision de notre document-cadre est une opportunité pour être la **1^{ère} collectivité en Europe à élaborer un programme 100 % vert et responsable**.

Le **programme EMTN actualisé** portera désormais, d'une part, les **engagements de la Région en matière de financements verts et responsables** et, d'autre part, les **évaluations des projets financés**. Tel est l'objet de **l'article 5 de la délibération** du budget pour 2020.

Afin de **consolider ses facilités d'accès au marché**, la Région continuera de **diversifier sa base d'investisseurs**, et en particulier les **fonds verts et responsables**. Elle continuera à entretenir et développer ses relations avec les différents types d'investisseurs et poursuivra la **prospection de nouvelles sources de financement**, susceptibles d'être intéressées par la qualité de la signature régionale.

Cette stratégie est importante, pour **faire face à d'éventuels retournements de marché** en cas de conjoncture difficile, puisqu'elle permet d'avoir des **relais de financement** lorsque les sources traditionnelles de financement se raréfient ou deviennent plus exigeantes. Le contexte financier reste favorable pour 2020 (*cf. encadré infra*), et sauf évènements impondérables de marché, les perspectives de financement restent excellentes.

Un contexte financier très favorable dont bénéficie le budget de l'Etat

Depuis le début de l'année 2019, la France a continué de bénéficier de **conditions de financement inédites**, les emprunts obligataires souverains français étant à rendement négatif jusqu'aux maturités proches de 15 ans fin septembre 2019, après une baisse continue des taux depuis un an, accentuée par une forte chute de fin mai à août dernier.

Le **taux moyen pondéré sur les émissions de dette à moyen et long terme** ressort ainsi à 0,17 % sur les trois premiers trimestres de l'année 2019, à comparer à un taux de 0,53 % en 2018 et une moyenne de 2,17 % sur la période 2009-2014.

Dans ce contexte, le scénario de charge de la dette pour 2020 fait l'hypothèse d'une stabilité des taux courts et d'une légère remontée des taux d'intérêt de long terme. Les taux à 3 mois et à 10 ans sont ainsi prévus à - 0,50 % et 0,70 %, respectivement, à la fin de l'année 2020. Sous ces hypothèses, la charge budgétaire de la dette est prévue à 38,6 Md€ en 2020, dont 0,4 Md€ de charges d'intérêt sur la dette reprise de SNCF Réseau, soit un niveau inférieur de 1,9 Md€ à la prévision actualisée pour 2019. Ces nouvelles prévisions s'inscrivent en baisse par rapport à celles d'il y a un an, sous l'effet d'une inflation et de taux d'intérêt plus bas que dans les hypothèses du PLF 2019.

Source : bulletin mensuel de l'AFT-sept.2019

Même si le marché obligataire venait à se tendre, la Région dispose d'autres **voies de financement pour accéder durablement à la liquidité** et qui constituent autant d'alternatives pour lever des fonds, avec souplesse et réactivité, et ce dans les meilleures conditions de prix :

- la **ligne de crédit long terme reconstituable dite revolving avec le groupe BPCE** (Crédit Foncier - Caisse d'Epargne), dont le terme est fixé au 31 décembre 2022. Cette ligne 'CLTR' peut être utilisée par la Région à la fois comme moyen pour gérer sa trésorerie et comme instrument pour lever de l'emprunt. Elle offre ainsi une grande flexibilité de gestion à la Région et ses conditions de taux sont très attractives au regard des lignes bancaires proposées aujourd'hui ;
L'encours de dette mobilisé sur la ligne est intégralement remboursé au 31 décembre 2019. Le plafond de liquidité disponible s'élèvera donc à son maximum en 2020, c'est-à-dire 587 M€ ;

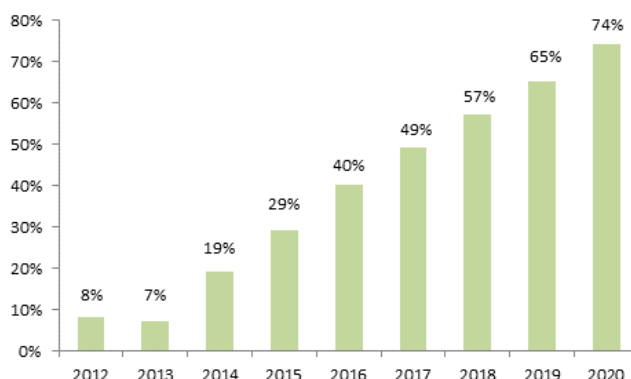
- les propositions de **placements privés** ;
- les offres de **financement bancaire** ;
- de nouvelles **lignes pluriannuelles de crédit en cours de négociation avec la BEI**, qui feront suite au contrat de prêt 2014-2019 dédié aux lycées principalement et sur lequel la Région a tiré 200 M€ en juillet 2019, à taux zéro. Ces lignes pourraient continuer à financer des investissements respectant des exigences environnementales en matière d'éducation et de transport durable mais également sur d'autres domaines comme les sports ou l'enseignement supérieur.
De par les exigences environnementales et sociales auxquelles les projets doivent répondre, ainsi que celles de compte rendu des résultats, **les lignes de prêts BEI s'intègrent pleinement à la stratégie de financement durable** de la Région Ile-de-France.

*

1.3.2. Un engagement croissant et innovant dans la finance verte

Au total, entre 2012 et 2019, la Région a mobilisé **3,5 Md€ sous format « green and sustainability », emprunts verts et responsables**.

Ces quatre dernières années, ce sont quasiment **100 % des besoins de financement de la Région qui ont été couverts par des emprunts verts et responsables**.



Source : direction des finances – Région Ile-de-France

En juillet 2019, **la Région a levé 200 M€ sur une durée de 4 ans (pour 150 M€) et 5 ans (pour 50 M€)**, à taux zéro. De par les exigences environnementales et sociales auxquelles les projets doivent répondre, ainsi que celles de compte rendu des résultats, **les lignes de prêts BEI s'intègrent pleinement à la stratégie de financement durable de la Région Ile-de-France⁶⁴**.

En 2019, la **part des fonds verts et responsables représentera 65 % de l'encours de dette régional** (en incluant les 100 M€ de la CDC levés en 2018) et va **dépasser les 70 % en 2020**. La croissance sera poursuivie en 2021.

Cette **stratégie a été plusieurs fois récompensée**, et encore en 2019, par le journal Euromoney puisque la Région Île-de-France s'est vue décerner en avril le prix de « **l'émission obligataire verte et responsable de l'année** », dans la catégorie collectivité locale, pour son émission de juin 2018 (500 M€).

⁶⁴ Cf. encadré dans les orientations budgétaires pour 2020, page 43.

Ce **prix international** récompense encore une fois les succès et innovations de la stratégie régionale en matière d'émissions obligataires vertes et responsables, stratégie qui s'inscrit dans une démarche continue d'amélioration des performances et assure aux investisseurs une transparence et une traçabilité des fonds.

Une gestion financière récompensée

Le sommet, organisé par le **groupe Leaders League** (éditeur du magazine Décideurs) a réuni **1 300 participants en avril dernier à Paris** pour récompenser les meilleurs acteurs financiers. La gestion économe et ambitieuse de **la Région Ile-de-France a reçu le trophée d'or dans la catégorie direction financière du secteur public**.

Le jury a particulièrement mis en valeur :

- la volonté de la Région de faire de l'Ile-de-France une **collectivité leader européenne pour les émissions obligataires vertes et responsables** ;
- la **forte baisse des dépenses régionales**. Au total, ce sont plus de **1,5 Md€ d'économies cumulées** qui ont été réalisées depuis 2015 sur les dépenses de fonctionnement, permettant ainsi de financer les nouveaux investissements ;
- la **politique « achats » ambitieuse et volontariste**, dont la dernière concrétisation est la nouvelle centrale d'achats territoriale, permettant de mutualiser des moyens et des expertises d'achats au service de ses parties prenantes (lycées, organismes associés, autres collectivités ...).

C'est tout l'engagement de la Région Île-de-France en **faveur de la transition énergétique et écologique**, mais aussi en faveur de l'évaluation des politiques publiques qui est récompensé, avec en particulier son **reporting annuel des projets financés par emprunt vert et responsable**, qui contribue fortement à la renommée de la Région Ile-de-France et à sa **réputation d'acteur exemplaire** de la finance verte.⁶⁵

La Conférence régionale du 1^{er} juillet 2019 sur « La finance durable, pour une action territoriale responsable »

Riche de son expérience en matière d'investissement responsable et afin de **contribuer à la structuration de la finance verte**, au **niveau territorial**, la région Ile-de-France a réuni, le 1er juillet 2019, **plus d'une centaine d'acteurs, élus, collectivités territoriales, banquiers, investisseurs, émetteurs, chercheurs et universitaires**, lors d'une conférence inédite sur « La finance durable, pour une action territoriale responsable » organisée au siège de la région à Saint-Ouen.

Il s'agissait de la **première conférence de cette nature organisée par un acteur public en France**. Cette conférence a été l'occasion de valoriser et de partager les expériences de la Région et d'acteurs majeurs autour des enjeux actuels du développement durable à l'échelon territorial et la dynamique vertueuse que peuvent initier les financements verts et responsables.

Autour de **cinq tables rondes** et de **présentations par plus d'une trentaine de personnalités qualifiées, acteurs des territoires et des marchés financiers**, ont été explorés, d'une part, les pistes d'innovation pour le développement d'un écosystème local durable tant d'un point de vue des politiques publiques que de celui de leur financement et, d'autre part, les moyens à mettre en oeuvre pour une évaluation robuste, harmonisée et standardisée des impacts ex-post des projets financés.

A cette occasion, la stratégie de la Région en matière de financement et de reporting des projets environnementaux et sociaux a été saluée par la secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie et des

⁶⁵ Engagement sur l'allocation des fonds vers tout ou partie de 7 catégories de projets définies en amont de l'émission pour financer des projets respectant des critères de performance à la fois environnementale et sociale ; Respect de 9 critères d'éligibilité relatifs à la finalité du projet et à son management responsable ; Montants alloués à chaque projet dans l'année constatés sur la base des données financières ; Présentation d'indicateurs d'impact et des méthodologies de calcul utilisées. Cf. www.iledefrance.fr/toutes-les-actualites/financement-region.

Finances, Agnès Pannier-Runacher et par la secrétaire d'État chargée des Personnes handicapées, Sophie Cluzel.

Forte de la conviction d'une finance durable comme levier d'une action publique territoriale responsable, la Présidente, **Valérie Pécresse, s'est engagée, en introduction de cette conférence, à recourir désormais exclusivement à des emprunts verts et responsables.**

Ces quatre dernières années, ce sont quasiment 100 % des besoins de financement de la Région qui ont été couverts par des emprunts verts et responsables, valorisant ainsi les politiques publiques d'investissement durable de la Région auprès de la communauté financière d'Europe. A cet égard, conformément à l'engagement pris lors du lancement de l'émission obligataire verte et responsable souscrite en juin 2018, **la Région a publié, en juin 2019, le reporting détaillant les projets ayant bénéficié des fonds mobilisés, dont la qualité et l'ambition ont été soulignées unanimement lors de la conférence.**

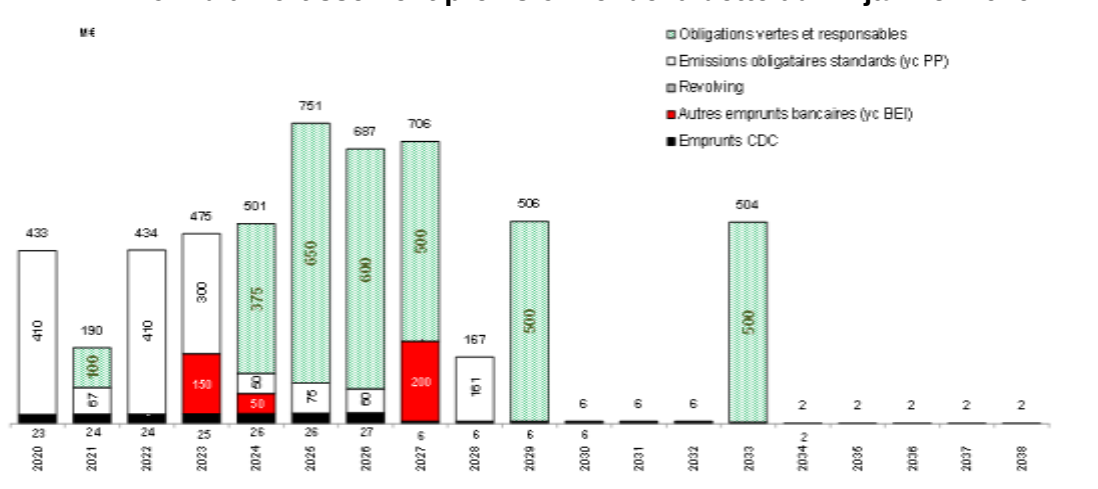
*

1.3.3. Une gestion de la dette prudente et une gestion de la trésorerie optimisée

a) La gestion de la dette consiste à maîtriser les charges d'intérêt futures.

Dans le contexte actuel de taux encore historiquement bas, **les taux fixes sont toujours privilégiés** (95 % de l'encours de dette à fin 2019). La Région continuera à ajuster au mieux la répartition de l'encours entre taux fixes et taux variables, selon les évolutions du contexte économique et financier.

Profil d'amortissement prévisionnel de la dette au 1^{er} janvier 2020



Source : direction des finances – Région Ile-de-France

Comme les années précédentes, il est proposé d'encadrer au mieux la gestion de la dette dans le cas où des opportunités de marché se présenteraient, afin de rester prudent⁶⁶.

La Région fait le choix de ne supporter aucun risque de change sur ces opérations de financement. De la sorte, elle applique la réglementation imposée sur les emprunts bancaires⁶⁷.

⁶⁶ Cf. les modalités de recours prévues dans la délibération du budget primitif 2020, comme pour les années précédentes.

⁶⁷ Article L.1611-3-1 du CGCT.

Il est proposé d'**encadrer au mieux la gestion de la dette** dans le cas où des opportunités de marché se présenteraient : la Région veillera donc à ne **souscrire que des produits de gestion de la dette simples**, et à **ne retenir que des indexations de la zone euro** communément utilisées sur les marchés, pour lesquels les **risques sont limités et bien identifiés**, et ce conformément aux limites fixées par la délibération du Conseil régional relative au budget primitif.

Il ne sera fait supporter aucun risque de change à la Région. Les emprunts en devises qui pourraient être souscrits seront systématiquement adossés à un **swap d'échange de devises contre euros**, et ce dès l'origine du contrat, de façon à couvrir intégralement le risque de change⁶⁸.

b) La gestion de trésorerie consiste à couvrir les dépenses quotidiennes au moindre coût.

Pour couvrir ses **besoins en trésorerie**, la Région peut soit faire appel aux **titres de créances négociables** à court terme (durée inférieure à un an), soit utiliser sa **ligne bancaire revolving pluriannuelle** (cf. *supra*) par des tirages ou remboursements quotidiens.

Le **programme de titres de créances négociables à court terme** (NEU-CP) porte sur un **plafond de 1 Md€**. Ce marché offre des **conditions de taux toujours très attractives** (taux négatifs pour les dernières émissions faites par la Région⁶⁹). Dans ce contexte, les besoins en trésorerie sont donc couverts par ces titres (la ligne *revolving* n'étant pas sollicitée). La Région continuera à y avoir recours, de façon prudente et maîtrisée, tant que les conditions seront plus avantageuses que celles proposées par la ligne *revolving*.

Le **recours aux billets de trésorerie** par la Région est **réalisé de façon prudente**. Toutes les **précautions nécessaires** sont retenues afin de disposer suffisamment en avance de la liquidité disponible en vue d'opérer leur remboursement.

Comme chaque année, il est également proposé, par mesure de précaution, **d'habiliter la Présidente du Conseil Régional à pouvoir souscrire une ou plusieurs lignes de trésorerie**, pour un montant total de **500 M€** (article 8 du projet de délibération). Cela permettrait de couvrir d'éventuels besoins quotidiens ou ponctuels de la Région. Le cas échéant, il sera tenu compte des conditions demandées par les banques pour la mise en place de telles lignes (tant en commissions d'engagement ou de non utilisation qu'en marge par rapport aux taux de référence).

* *

*

⁶⁸ Cf. les modalités de recours prévues dans la délibération du budget primitif 2020, comme pour les années précédentes.

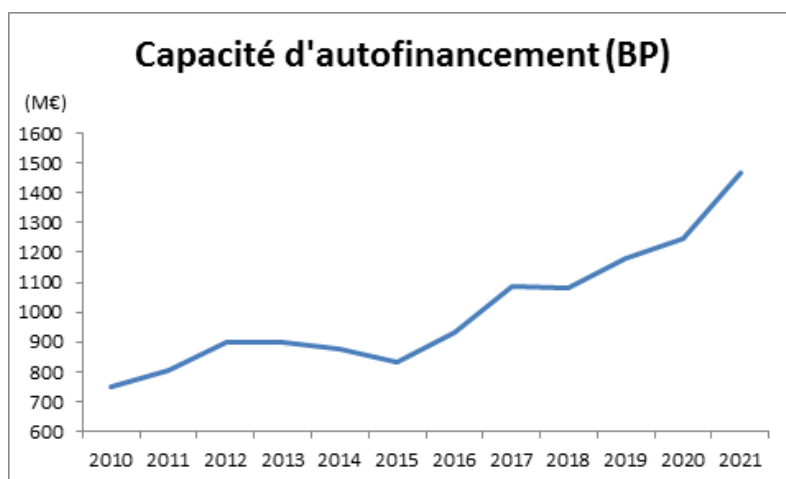
⁶⁹ Pour couvrir ses besoins en trésorerie, la Région a eu recours à deux reprises, en 2019, aux billets de trésorerie. Une émission de billets de trésorerie de 500 M€ a été réalisée le 14 janvier 2019, pour une durée de 245 jours (remboursement le 16 septembre 2019), au taux négatif de - 0,35 %. Une seconde émission de billets de trésorerie de 500 M€ a été réalisée le 16 septembre 2019, avec un taux négatif de - 0,43 % qui seront remboursés le 17 juin 2020. Ces taux négatifs ont permis à la région d'enregistrer une recette supplémentaire de 2,8 M€.

1.4. Une baisse volontariste de la dette régionale

1.4.1. Les ratios financiers les plus performants depuis 15 ans

L'emprunt nécessaire à l'équilibre du budget primitif pour 2020 s'établit à **641,47 M€**. Il s'agit de **l'emprunt inscrit au budget primitif le plus bas depuis 2007**.

La **capacité d'autofinancement de la Région est de 66 %⁷⁰** ; elle s'est améliorée de + 4 points par rapport au budget primitif 2019 (62 %), qui constituait déjà un point haut.



Note de lecture : au BP 2020, la capacité d'autofinancement de la Région⁷¹ s'élève à 1 247 M€.

Source : direction des finances – Région Ile-de-France

Le **taux d'épargne brute est à 23,9 %**. Il est ainsi stable par rapport au budget primitif 2019. La capacité de désendettement est à 6,7 ans (et à 5,7 ans en prenant en compte les recettes affectées au transport public).

Conformément aux règles en vigueur⁷², les recettes exceptionnelles de cessions immobilières (189,30 M€) sont ici inscrites en investissement ; elles seront reprises en fonctionnement dans le compte administratif. Avec cette évolution, le **ratio d'épargne brute serait de 27,9 %** et celui de la **capacité de désendettement serait à un niveau de 5,5 ans** ; voire même **4,8 ans** en intégrant les recettes pérennes consacrées aux dépenses d'investissement en transports durables⁷³.

Pour disposer de **ratios plus favorables**, il faut **remonter**, pour l'autofinancement, au budget primitif pour **2004** et, pour l'épargne brute, hormis l'exercice 2019, au budget primitif pour **2006**.

Ce résultat illustre la détermination de l'Exécutif régional à préserver les équilibres financiers tout en poursuivant une politique active en matière d'investissements pour l'avenir.

*

⁷⁰ Ressources propres après amortissement de la dette rapportées aux investissements.

⁷¹ Ressources propres consacrées au financement des investissements régionaux.

⁷² Instruction budgétaire et comptable M71 et orientations de la DRFIP.

⁷³ TASA et TASS.

1.4.2. Une diminution de l'encours de dette en 2019 et en 2020

La décision budgétaire modificative votée par le conseil régional du 21 novembre 2019 a acté un **remboursement anticipé de dette à hauteur de 100 M€**. La région a ainsi remboursé, avec trois ans d'avance, deux prêts auprès de DEXIA de 50 M€ chacun, à des taux de 4,265 % et 4,065 %, à échéance initiale 2022.

La Région a souhaité **réduire son encours de dette** et poursuivre sa **stratégie de maîtrise de sa dette**. Après cette opération de remboursement anticipé, l'encours de dette prévisionnel pour l'année 2019 s'élève à **5 384 M€** en compte administratif prévisionnel (avec 200 M€ d'emprunt seulement).

Cet encours de dette aura ainsi baissé en 2019 de - 276 M€ par rapport à 2018 (5 661 M€).
Il est inférieur de - 122 M€ à celui adopté par la mandature précédente dans son budget pour 2015.

L'encours de dette devrait baisser à nouveau en 2020, par rapport à 2019.

*

2. Les priorités régionales pour 2020

2.1. Accélérer la transformation écologique de l'Île-de-France

2.1.1. Amplifier nos réponses face à l'urgence écologique

Chef de file en matière de **qualité de l'air, de climat, d'énergie et de protection de la biodiversité**, la Région accélère encore la concrétisation des engagements pris dans le cadre de cette mandature pour une **Île-de-France plus respirable, plus verte, plus propre, mobilisée pour la santé** des Franciliens, dans une démarche transversale, mais aussi concertée et partagée avec tous, acteurs économiques et territoires mais surtout avec tous les habitants.

En écho à l'urgence qui nous saisit tous, **l'année 2020 ouvrira une phase d'accélération et d'amplification dans la mise en œuvre résolue de la feuille de route environnementale de l'Exécutif**, avec des moyens significativement augmentés. En effet, le **montant total des crédits du budget au profit de l'environnement et l'énergie s'élève à 145 M€**. En leur sein, le niveau des investissements est fixé à **122 M€**, soit une progression de **+ 73 % par rapport à 2015**.

La mise en œuvre de la **Stratégie régionale énergie-climat adoptée en juillet 2018** se poursuit avec détermination tout en accélérant le **développement de la mobilité hydrogène**, du **solaire photovoltaïque** et de la **méthanisation** au travers de nouveaux cadres d'intervention ambitieux. La charte « **Île-de-France territoire Hydrogène** » a vocation à rassembler les différentes initiatives afin de construire un écosystème pour l'émergence d'une véritable filière hydrogène en Île-de-France et trouver des synergies entre les projets. Le **Plan solaire (20 M€)** doit permettre de couvrir les besoins en électricité de presque un million de Franciliens et la nouvelle Stratégie régionale en faveur de la méthanisation fixe un objectif de 5 TWh/an de production de biométhane, à l'horizon 2030, **soit une multiplication par 6 de la situation régionale actuelle**.

Priorité budgétaire encore confirmée en 2020, la transition énergétique s'affirme comme un enjeu majeur pour la Région avec la volonté de poursuivre le **déploiement massif de toutes les énergies renouvelables (46 M€ soit + 67 % par rapport à 2019)** dans les territoires, en misant à la fois sur l'innovation et la mobilisation de l'ensemble des acteurs publics et privés mais aussi des citoyens, autour de projets énergétiques participatifs. Porteuse d'une vision stratégique, **la Région adoptera également en 2020 le Schéma régional biomasse**, élaboré conjointement avec l'Etat.

Enfin, la Région s'appuiera également sur la **1^{ère} COP francilienne énergie-climat** afin d'asseoir une gouvernance renouvelée de la transition énergétique francilienne et d'atteindre avec tous, les objectifs ambitieux d'une Île-de-France décarbonnée, plus autonome et plus sobre en énergie, et innovante dans sa lutte contre le changement climatique, comme elle en a fixé l'ambition dans Stratégie régionale énergie-climat.

10 Md€ pour faire face à l'urgence écologique

Chaque année depuis 2016, la Région intensifie son action en faveur de l'environnement, avec l'adoption de stratégies environnementales ambitieuses : Plan Changeons d'Air, Plan Vélo, Stratégie Energie-Climat, Plan Vert, Plan anti-bouchons... Les différents rapports relatifs à l'environnement, l'énergie et la biodiversité présentés à l'assemblée régionale lors de la dernière séance plénière.

Ces efforts ont permis d'imposer l'écologie partout, dans des secteurs qui ne sont pas au premier abord dans le champs de l'environnement, **et de poursuivre deux objectifs d'égale urgence : supprimer ou réduire les sources de dommages écologiques, et préparer l'avenir en trouvant des solutions durables et adaptées**, qui s'appuient sur des travaux scientifiques.

Face à l'urgence écologique, l'Exécutif a souhaité aller plus loin, avec le double **engagement de consacrer 10 Md€ à ces dépenses pour la période 2020-2024 et au moins 50 % du budget régional chaque année**.

En 2020, 1 euro sur 2 du budget aura ainsi un impact positif sur l'environnement. En comparaison, selon un rapport récent les dépenses de l'Etat dites « favorables à l'environnement » s'élevaient en 2019 à environ 10 % de ses dépenses totales.

Avec **145 M€**, le budget consacré aux politiques environnement et énergie, qui sera soumis au vote des élus en décembre, est en **hausse de + 25 % par rapport au budget 2019** et de **+ 43 % comparé à 2015**. Cette hausse permettra notamment de renforcer la politique de financement des **énergies renouvelables (+ 20 M€ en faveur des projets solaire, biométhane et hydrogène)**, de **protection des espaces naturels** et de la **biodiversité, d'amélioration de la qualité de l'air (+ 9 M€)**, de lutte contre les dépôts sauvages et de réduction et valorisation des déchets.

A cela s'ajoute, **près de 1,6 Md€ pour des transports publics plus propres**, environ **150 M€** pour des **lycées écologiques et durables**, **80 M€ pour construire et rénover des logements et des quartiers plus écologiques** ou encore de multiples actions pour contribuer à faire émerger de nouvelles solutions : création d'un Domaine d'intérêt majeur sur les pesticides et les glyphosates, mise en service avec Airparif, dont la Région est le 1^{er} cofinancier, de la première surveillance permanente des particules ultrafines en Île-de-France par exemple.

Avec sa nouvelle **Stratégie régionale pour la biodiversité**, présentée au conseil régional de novembre, la Région engage une véritable **reconquête du patrimoine naturel francilien à l'horizon 2030 (30 M€)** Elle fixe en particulier un objectif ambitieux de « **zéro artificialisation nette** », impliquant la limitation de projets destructeurs de biodiversité et la renaturation d'espaces tout en conciliant les enjeux économiques et sociaux liés à la création de logements et d'infrastructures, inhérente au dynamisme de l'Île-de-France. La Région accentuera dès 2020, l'accompagnement des communes vers le « **zéro phyto total** » dans l'espace public et **renforcera son action contre les perturbateurs endocriniens**. L'année 2020 verra également **l'ouverture au public du Bois Saint-Martin**, dans le cadre du **Plan vert**, permettant ainsi d'offrir **270 ha supplémentaires aux Franciliens**. Ainsi, **près de 470 hectares ont été créés ou aménagés dans le cadre du plan Vert depuis 2017, notamment en zone urbaine**. Enfin, l'Île-de-France accueillera en 2020, comme en 2019, les **Assises nationales de la biodiversité**.

De plus, la Région pourra capitaliser sur les échanges et propositions qui auront émergé de la **1^{ère} édition du sommet international de la construction biosourcée tenu en Île-de-France**, en vue de démultiplier les leviers et impacts positifs liés aux stratégies régionales Forêt-Bois et pour l'essor des filières de matériaux et produits biosourcés.

Par ailleurs, **en réponse aux défis de santé et de qualité de vie** que dresse devant nous la pollution atmosphérique, des moyens significativement accrus seront mobilisés en faveur de la **qualité de l'air**, pour **accompagner le succès du dispositif « véhicules propres »** à destination des petites entreprises notamment artisanales. Enfin, les **aides accordées aux particuliers au titre du fonds air-bois**, seront déployées sur l'ensemble du territoire francilien dans le cadre du nouvel accord de partenariat avec l'ADEME. Au total, **17 M€** sont prévus pour la **qualité de l'air (soit + 9 % par rapport à 2019)**.

En 2020, la Région portera haute son ambition pour une nouvelle approche d'une économie régionale réellement durable avec une **Stratégie Régionale pour l'Economie Circulaire** qui permettra à la fois de consolider les initiatives déjà menées par la Région et de mobiliser l'ensemble des politiques régionales dans la transition vers une région plus circulaire. Cette Stratégie Régionale pour l'Economie Circulaire viendra compléter le **Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets d'Île-de-France (PRPGD)**, présenté au conseil régional de novembre, à la suite de trois ans de travaux d'élaboration et de concertation, et de l'avis favorable rendu par la commission d'enquête publique. En 2020, la mise en œuvre du PRPGD permettra d'intensifier la dynamique régionale de **lutte contre les dépôts sauvages « Île-de-France propre » (9 M€)**, de mettre le cap sur le « **zéro déchet** » valorisable enfoui en 2031, et de mobiliser l'ensemble du territoire régional pour mieux produire, mieux consommer et lutter contre les gaspillages de toute nature.

Enfin, un **portail internet environnemental** sera créé et nourri de manière participative afin de mettre l'écologie à la portée de tous, en mettant à disposition de multiples données utiles aux Franciliens, entreprises, associations et chercheurs et en valorisant l'offre régionale de nouveaux services environnementaux.

L'environnement au coeur du premier budget participatif régional

Favorable à une écologie positive et concertée, la Région met la question environnementale à la portée de tous les Franciliens, pour qu'ils en deviennent des acteurs engagés. Elle soutient par exemple des projets citoyens autour des énergies renouvelables. 20 projets ont déjà été réalisés, portés en majorité par des collectifs citoyens avec l'appui de leur municipalité.

Le lancement d'un **budget participatif centré sur l'environnement** s'inscrit dans cette même dynamique. Dès 2020, les 12 millions de Franciliens seront invités à choisir des projets portés par des habitants ou des associations, en vue d'améliorer la qualité de vie en Ile-de-France. **La Région dégagera un budget de 500 M€ pour financer des projets à l'échelle du territoire d'ici 2024.**

Pour cette **première édition**, les projets devront porter sur une thématique unique, l'environnement, et se répartir entre 5 axes différents: biodiversité/Plan Vert, vélo/mobilité propre, propreté et économie circulaire, énergies renouvelables et rénovation des bâtiments et santé environnementale.

L'ouverture de la plateforme se fera début 2020.

*

2.1.2. Confirmer la priorité totale donnée à l'amélioration des transports du quotidien

L'Exécutif a confirmé depuis le début de la mandature son engagement pour concrétiser la **révolution des transports sur l'ensemble des modes de transport. Entre 2016 et 2019, le budget d'investissement consacré aux transports du quotidien a cru de + 42 %**. Cet effort a été porté dans le **budget proposé au vote mais également en exécution**. Il est aussi mis en œuvre à un **rythme particulièrement soutenu** afin de lancer, en synergie avec Île-de-France Mobilités les chantiers indispensables à l'amélioration des transports du quotidien.

En 2019, la Région a confirmé son engagement financier croissant en faveur de **l'adaptation des infrastructures** pour accueillir les matériels **roulants neufs et rénovés des RER et Transiliens**, dont les **commandes sont pilotées par Île-de-France Mobilités**, et pour **améliorer la régularité de ces trains** qui constituent l'armature des transports franciliens.

Elle a aussi beaucoup investi pour la **mise en accessibilité des gares ferroviaires** en respectant scrupuleusement les engagements pris pour la **deuxième phase du schéma directeur d'accessibilité** afin de répondre aux obligations légales et réglementaires et préparer au mieux les Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024.

La Région reste le **principal financeur des grandes opérations de développement du réseau ferroviaire** comme le **prolongement de la ligne E du RER** ou de la **ligne 11 du métro**.

L'année 2019 est également marquée par la **montée en puissance du plan vélo régional** à la fois pour répondre aux besoins classiques du vélo du quotidien mais également pour apporter des réponses spécifiques sur les territoires à forts enjeux régionaux comme les grandes zones d'emplois ou les sites universitaires.

La Région a enfin poursuivi le financement des travaux dans le cadre du **plan « anti bouchons »** et **pour changer la route** notamment sur le **contournement Est de Roissy**, les opérations menées par les départements sans oublier les **aménagements de sécurité routière**.

Le **budget proposé pour 2020** permettra de **répondre aux besoins des territoires en matière de transports du quotidien, alors que l'Etat affiche encore de lourdes incertitudes budgétaires**, qui ne lui permettent **pas d'honorer les engagements** qu'il a pris au titre du dernier CPER.

Il est proposé que le budget régional pour 2020 consacré aux transports s'élève au total à **1,6 Md€**, soit une progression de **+ 5,7 %** par rapport à 2019. Au sein de cette enveloppe, les investissements s'élèvent à **834 M€**, en augmentation de **+ 10 % par rapport à 2019** et de **+ 51 % par rapport à 2015**.

Les enjeux sont importants car de **nombreux chantiers sont entrés en phase opérationnelle** après l'achèvement des études et des procédures administratives. Il convient désormais que l'ensemble des financeurs puissent répondre présents - ce sera le cas de la Région - et que les opérateurs et maîtres d'ouvrage se mobilisent.

La Région soutiendra fortement l'adaptation des infrastructures pour le **renouvellement du matériel roulant des RER et Transiliens (115 nouvelles rames** seront livrées en 2020). Cet enjeu sera également très fort sur **l'adaptation des gares d'Île-de-France aux personnes souffrant de handicap** afin de poursuivre sans délai la mise en œuvre du schéma d'accessibilité adopté par notre assemblée en 2017.

La Région soutiendra aussi le **virage écologique** avec le développement des projets TZEN (**bus en sites propres**) et **l'aménagement de voies réservées aux bus, taxis** et, à terme, au **covoiturage** sur les autoroutes franciliennes. Elle poursuivra tous les **grands chantiers** structurants de la mandature comme le **prolongement de la ligne 11** vers Rosny-Bois-Perrier (93), le **câble Téléval** entre Créteil et Villeneuve-Saint-Georges (94), les **tramways T1** entre Noisy-le-Sec et Val-de-Fontenay et **T10** entre Antony et Clamart, pour un total de **232 M€** d'autorisations de programme.

Le **budget proposé pour 2020** verra également la poursuite de la mise en œuvre du plan « **anti bouchons** » et **pour changer la route** adopté en mars 2017, à hauteur de **30 M€ en 2020**. Sa révision est inscrite à l'ordre du jour de la séance plénière de novembre 2019 concomitamment aux discussions sur les orientations budgétaires. Il s'agit tout à la fois de lutter contre la congestion et donc contre la pollution en soutenant les études et les travaux des points noirs Franciliens et de porter une vision régionale sur le développement de l'« **électromobilité** » qui peine à prendre son essor en Île-de-France en particulier suite à l'arrêt d'Autolib.

La Région poursuivra également son ambitieuse politique **d'innovation routière**, en partenariat avec l'Etat et plusieurs acteurs locaux. Il s'agit pour notre territoire d'être à la **pointe des expérimentations pour soutenir notre industrie** et trouver de **nouvelles solutions de mobilités respectueuses de l'environnement**. C'est pour soutenir une mobilité routière autonome, propre et partagée qu'a été annoncé le 11 octobre un **partenariat avec Renault pour développer une liaison en véhicules autonomes sur l'itinéraire Roissy – La Défense à horizon 2024**.

Cette même vision des nouveaux usagers de la route, conduira à poursuivre le développement des sites propres notamment sur les **projets de TZen** et celles de **voies réservées sur les autoroutes franciliennes**, avec l'objectif d'y accueillir à court terme les **covoitureurs**.

Dans la continuité du **Plan vélo régional adopté en 2017** et des résultats très encourageant de l'appel à projets dont les lauréats ont été désignés en 2018, la Région devra se mobiliser pour répondre aux besoins de financement du vélo du quotidien en accompagnant les gestionnaires de voiries dans le développement des pistes cyclables et des zones 30, du stationnement sécurisé et du développement des services. **Les crédits au profit du plan vélo seront de 21 M€ en 2020, soit + 16 % par rapport à 2019**.

Enfin, dans le cadre de la **stratégie pour le fret et la logistique adoptée en 2018**, il faudra poursuivre avec exigence les investissements nécessaires à l'amélioration de la performance de la voie navigable qui concentre le plus fort potentiel de développement. **L'émblématique projet Fludis de liaison par bateau électrique entre le port de Gennevilliers et les ports parisiens**, soutenu à hauteur de 0,25 M€ par notre collectivité illustre parfaitement l'intérêt et le potentiel de ce mode de transport.

La Région devra cependant **faire entendre sa voix** alors que le Premier ministre a souhaité **lancer la fusion des ports du Havre, de Rouen et de Paris**, projet qui ne doit pas se réduire à une approche comptable transférant la plus-value foncière francilienne vers les ports maritimes de l'axe Seine. Il s'agit au contraire de conforter les complémentarités de ces ports au service d'un projet porteur de développement du trafic et de performance en lien avec la gestion de la voie navigable afin d'offrir aux chargeurs une offre pertinente compétitive face aux grands ports du range Nord.

En fonctionnement, le budget demeure très dépendant de la **contribution réglementaire et obligatoire versée à Île-de-France Mobilités** ainsi que des dispositifs contractualisés avec Île-de-France Mobilités en matière de tarification : cartes Imagine'R et tarification sociale.

Avec un budget de **50 M€** d'autorisations de programme, l'Exécutif confirme son engagement sans failles sur l'adaptation des gares d'Île-de-France aux **personnes souffrant de handicap**, dans la continuité de la montée en puissance des crédits affectés au programme « accessibilité du réseau » depuis son arrivée.

*

2.1.3. Aménager durablement l'Île-de-France

Chef de file en matière d'aménagement et de développement durable du territoire, la Région entend renouveler son soutien aux territoires, au service d'un meilleur cadre de vie des Franciliens et dans le souci de plus d'équité et de cohésion territoriales. C'est le **sens d'un budget proposé pour 2020** à un montant total de **98 M€**, soit une progression de **+ 5,2 % par rapport à 2019**. Au sein de cette enveloppe, **79 M€** seront consacrés aux investissements, soit une hausse de **+ 6,1 % par rapport à 2019** et une **augmentation de + 20 % depuis 2015**.

La dynamique des **100 quartiers innovants et écologiques** restera soutenue comme une réponse performante à l'exigence environnementale dans la conception de nouveaux lieux de vie modernes. **Le budget proposé pour 2020 est de 32 M€**. En 2019, **43 nouveaux quartiers sont en cours de construction**. Les **100 quartiers** seront atteints en 2021.

Avec des **moyens à nouveau renforcés** pour les **contrats d'aménagement régionaux (+ 4 % en 2020)** et les **contrats ruraux (+ 9 % en 2020)**, comme chaque année depuis le début de la mandature, la Région poursuivra sa **dynamique de soutien au développement d'équipements publics** partout sur le territoire francilien, que ce soit en **zone dense** ou en **zone rurale**. Depuis le **1^{er} janvier 2017**, **452 opérations** ont été financées grâce aux contrats d'aménagement régionaux et **411 opérations** grâce aux **contrats ruraux**. En 2019, **35 projets ont été retenus dans le cadre du soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire**.

La Région continuera à faire vivre le **Pacte rural** avec l'ambition d'offrir aux **territoires ruraux la qualité de vie et les services dont ils ont besoin**, comme tous les franciliens. Plus particulièrement, la Région poursuivra ses **aides au maintien et à la création de commerces de proximité dans les centre-bourgs ruraux** ainsi qu'au **déploiement des espaces de travail collaboratifs** dans les territoires de grande couronne.

3^{ème} et dernière année des contrats de Parcs votés en 2018, 2020 sera également l'occasion de préparer le **renouvellement de ces contrats** qui traduisent la volonté de pérennisation du lien profond entre la Région et ces territoires remarquables, viviers d'expérimentation et acteurs majeurs de la ruralité et de la préservation de l'environnement. Les Parcs naturels régionaux continueront à être mobilisés au service des priorités régionales, pour la transition énergétique et plus particulièrement pour la mise en œuvre de la Stratégie régionale de la biodiversité. La Région continuera à accompagner également la révision de la charte du Vexin français et restera mobilisée pour faire aboutir le processus de création du PNR Brie et deux Morin.

Par ailleurs, avec l'objectif d'accompagner la **limitation de la consommation d'espaces et d'encourager une nouvelle façon de faire la ville**, qui concilie plutôt qu'elle n'oppose le développement urbain et la reconquête de la nature, la Région poursuivra son soutien aux pratiques innovantes et à l'expérimentation de demain à travers son appel à manifestation d'intérêt en faveur de l'Urbanisme transitoire et en mettant en œuvre le **Plan de reconquête des friches** présenté au conseil régional de novembre. Dans le contexte de forte pression foncière que connaît l'Île-de-France, au travers de ce nouvel outil au service des collectivités et des aménageurs franciliens, il s'agira d'œuvrer à la reconversion des espaces délaissés, abandonnés, en contribuant en particulier à l'objectif de « zéro artificialisation nette », en lien avec la **Stratégie régionale biodiversité** par la production d'une ville plus accueillante qui donne une place centrale à la nature.

Enfin, après le **succès de la 1^{ère} Biennale d'architecture et du paysage d'Île-de-France qui a rassemblé près de 200 000 visiteurs du 3 mai au 13 juillet dernier**, l'année 2020 permettra de **préparer la prochaine édition de cet événement programmé en 2021**. Cette nouvelle biennale sera l'occasion de mettre en valeur l'action régionale en matière de construction et d'aménagement durables, et notamment le soutien aux expérimentations permettant de répondre aux enjeux écologiques et climatiques qui s'imposent plus que jamais. Cet événement s'inscrira également en cohérence avec le PIA Territoires d'innovation dont la Région a été lauréate sur la thématique de la construction et de l'habitat (« Construire au futur, habiter le futur »).

*

2.2. Investir pour l'emploi, former les Franciliens, développer nos entreprises

2.2.1. Un effort sans précédent pour les lycées

La gestion des lycées et le pilotage des politiques éducatives constituent une **compétence cardinale de la Région**. L'enjeu est d'offrir à chaque lycée francilien un environnement, un cadre et des méthodes de travail stimulants et porteurs de perspectives pour leur avenir. **Le budget 2020 traduit cette ambition** en faveur de **462 lycées publics** et de **222 lycées privés**.

Les résultats dès 2019 sont essentiels. A cette date, **20 lycées neufs ou entièrement rénovés ont été livrés**, **120 chantiers de rénovation ont été lancés**, **50 sections internationales ou bilingues** ont été créées. Le **plan de sécurisation** a été déployé avec efficacité, ainsi **843 opérations ont été réalisées** (vidéo protection, alarme, portail ...).

Il est proposé un budget consacré au Lycées en 2020 à hauteur de **896 M€** au total, dont **616 M€ au profit des investissements**. Cela représente une progression de + 70 % par rapport à 2015.

La Région maintient son engagement dans la **poursuite du Programme pluriannuel d'investissement (PPI)**, élaboré en concertation avec les académies et les collectivités locales

franciliennes, et voté le 9 mars 2017. La pression démographique dans la première et deuxième couronne parisienne demeure particulièrement soutenue. L'enjeu, comme les années passées, est d'offrir des places nouvelles et de rénover un patrimoine vétuste. Cette mission de construction et de rénovation doit être un levier pour l'innovation et la modernisation des bâtiments afin de prendre en compte les facteurs environnementaux, également un levier pour le renouvellement des pratiques pédagogiques induites par les réformes du baccalauréat et de la voie professionnelle ou encore de l'orientation qui nécessitent elles-aussi de repenser les espaces de travail.

En 2020, 75 opérations du PPI seront démarrées ou poursuivies, en phase études ou en phase travaux.

Parmi les opérations déjà engagées en études, **15 nouvelles opérations entreront en phase travaux**, portant à **43 les opérations du PPI** en chantier.

Parmi ces opérations, **6 seront lancées pour la rénovation énergétique par le biais du premier marché subséquent de l'accord-cadre de partenariat énergétique**. Cet accord-cadre permet de massifier et accélérer les opérations de rénovation énergétique des lycées.

Enfin, en étude, **9 nouvelles opérations seront individualisées**, permettant de poursuivre les rénovations des lycées et d'engager encore **1 200 places nouvelles**.

L'année 2020 sera également l'année de **poursuite du Plan Pluriannuel de Maintenance (PPM)**, qui s'appuie sur un diagnostic de la vétusté des lycées pour proposer une programmation pluriannuelle d'études et de travaux privilégiant les interventions relevant de la sécurité, de la sûreté, de l'hygiène et du clos-couvert. Depuis 2018, la Région développe une politique privilégiant la maintenance préventive, à travers les accords-cadres centralisés et la baisse des dotations directes aux lycées, dans un but de sécurisation juridique des acteurs. **A cela s'ajoute le « Plan d'urgence pour la rénovation des sanitaires » ayant fait l'objet d'autorisations d'engagement en novembre 2019** et qui se traduit par des rénovations ciblées sur plus d'une centaine de lycées franciliens. Ce plan pour la rénovation des sanitaires prend appui sur un référentiel qui comprend la mise en accessibilité, conformément à l'attention première que la Région porte pour accueillir dans tous ses lycées les élèves en situation de handicap et l'ensemble de la communauté éducative. Près de **130 établissements bénéficieront de la remise aux normes⁷⁴**.

Depuis la rentrée scolaire 2016, la maintenance informatique est assurée par la Région. C'était une obligation réglementaire, mais c'est une réalité que depuis 2016. **L'objectif régional est un raccordement au Très Haut Débit de tous les lycées en 2020**, avec une généralisation du wifi. Le développement des usages est soutenu par l'amélioration constante de l'ENT « monlycée.net » et l'acquisition de ressources pédagogiques en ligne par la Région, mise à disposition gratuitement de tous les lycées.

Virage numérique dans les lycées franciliens

Suite à la réforme des programmes scolaires, la Région a proposé aux 670 lycées publics et privés franciliens de choisir entre des manuels papier et leur version numérique pour la rentrée 2019. La moitié d'entre eux a opté pour le numérique.

Pour consulter ces manuels numériques, **la Région a équipé gratuitement les lycéens et leurs enseignants avec 160 000 tablettes et 38 500 ordinateurs**. Elle a également fait l'acquisition d'un agrégateur de contenus et de ressources pédagogiques « mes granules », mis à disposition gratuitement sur les équipements et sur l'espace numérique de travail *monlycée.net*. Ce virage numérique représente un investissement de 150 M€ sur 3 ans, soit 340 € en moyenne par élève.

⁷⁴ Exemples d'établissements concernés dont les travaux seront achevés à l'été 2020 : lycée Stendhal de Bonneuil-sur-Marne (94), lycée Jean-Baptiste-Clément de Gagny (93), lycée Suger de Saint-Denis (93), lycée André-Boulloche de Livry-Gargan (93), lycée Jacques-Monod de Clamart (92), lycée du Parc de Vilgénis de Massy (91), lycée Talma de Brunoy (91), lycée campus de Coulommiers (77) et lycée Carnot de Paris (17e).

Dans le cadre du budget 2020, il sera par ailleurs proposé de **poursuivre cette transition**.

Cette démarche s'inscrit dans l'action régionale en faveur de l'environnement puisque **près d'1,5 million de manuels n'ont pas été imprimés et remplacés par leur version numérique**, ce qui représente des centaines de millions de pages de papier économisées.

Le budget 2020 maintient par ailleurs l'ambition des années précédentes.

La politique de **sécurisation des établissements publics comme privés**, à leur demande, se poursuit avec les **brigades mobiles d'urgence**, sous l'autorité du Pôle lycées. **Une brigade supplémentaire sera déployée en 2020 (5 agents)**.

Enfin, la Région poursuit son effort de bien-être au travail dans les lycées, en poursuivant son investissement dans l'équipement en matière de chariots à imprégnation.

En fonctionnement, le budget de l'enseignement secondaire permettra de mettre en œuvre le projet éducatif régional. La Région finance les **dépenses courantes des lycées publics** à travers la dotation globale de fonctionnement (DGFL) mais aussi celles des lycées privés à travers le **forfait d'externat**. Afin de répondre au mieux au fonctionnement quotidien des EPLE, **l'évolution de la DGFL est faite en concertation avec les organisations syndicales**. Elle intègre définitivement la politique de maîtrise de l'énergie et offre une meilleure réponse aux difficultés ponctuelles des établissements.

S'agissant du soutien aux familles et de leur liberté de choix à inscrire leur enfant dans un établissement d'enseignement, quel qu'il soit, **la Région continuera par ailleurs à verser des aides sociales aux lycéens du public comme du privé**. L'amélioration des demi-pensions se poursuit par la généralisation du soutien à l'introduction des circuits courts et du bio, et la modernisation continue des équipements pour plus de sécurité et moins de gaspillage.

La Région a fait le choix de donner aux communautés éducatives les moyens d'une plus large autonomie. En septembre 2019, le conseil régional a voté la **création du budget d'autonomie éducative** - BAE - qui va prendre son plein effet en 2020 en lieu et place d'anciens dispositifs trop complexes. Ce dispositif doit servir de levier pour, au côté des politiques éducatives conduites au niveau régional, permettre l'innovation et l'initiative notamment sur l'environnement et le développement durable, la persévérance scolaire, la citoyenneté et la lutte contre les discriminations.

Ces marges accrues d'autonomie couplées avec le développement du numérique offrent des possibilités nouvelles pour innover avec les lycéens.

Enfin, la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018, pour la liberté de choisir son avenir professionnel, stipule que la région organise des **actions d'information sur les métiers et les formations aux niveaux régional, national et européen ainsi que sur la mixité des métiers et l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes** en direction des élèves et de leurs familles, des apprentis ainsi que des étudiants, notamment dans les établissements scolaires et universitaires. La Région **déployera progressivement sa stratégie sur l'année 2020**. **L'objectif est de renforcer les dispositifs et investissements déjà réalisés** (dont le portail d'information pour l'orientation ORIANE) avec les moyens qui lui seront transférés.

2.2.2. Répondre aux besoins des apprentis dans un cadre national nouveau

L'année 2019 a vu une **croissance des effectifs d'apprentis en Ile-de-France toujours dynamique avec une augmentation de près 5 %**, tous niveaux de formation confondus, consolidant en cela l'année 2018 qui avait vu les effectifs croître de 6 % et inverser la tendance à la baisse des premiers niveaux de qualification.

L'année 2018 a vu l'adoption de la loi « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel » qui prévoit une refonte en profondeur du système de régulation et de financement de l'apprentissage pour en confier la responsabilité aux branches professionnelles.

Dans ce nouveau cadre d'intervention, la Région Ile-de-France renouvellera ses modalités d'intervention en faveur de l'apprentissage en soutenant les CFA intervenant sur des secteurs ou des territoires stratégiques.

Dans ce même contexte, des propositions seront faites pour **établir les modalités d'aides à l'investissement des CFA** consacré en priorité aux projets présentant un intérêt stratégique en matière d'aménagement du territoire, de ciblage vers les publics et de développement économique francilien.

En dépit des choix hasardeux de l'Etat, la Région poursuivra donc son soutien à cette filière d'accès à l'emploi. Le budget 2020 profitera directement aux apprentis eux-mêmes, avec **la revalorisation des aides individuelles (+ 5 %). 22 M€ sont ainsi prévus pour l'investissement et 46,5 M€ pour le fonctionnement dans l'apprentissage.**

2.2.3. Favoriser la réussite dans les formations sanitaires et sociales

La mise en œuvre du **schéma régional des formations sanitaires et sociales** se poursuit en 2020. Il est proposé un budget régional à hauteur de **205,5 M€**, en **progression par rapport au budget primitif 2019**, composé de **202,3 M€** en dépenses de **fonctionnement** et **3,2 M€** en dépenses d'**investissement**.

La convention d'objectifs et de moyens 2018-2020 signée avec les centres de formation financés donne à la Région un instrument et des indicateurs pour répondre aux grands enjeux du schéma régional :

- **développer la qualité** en favorisant la réussite et l'insertion des étudiants et en inscrivant les établissements dans les priorités régionales,
- **introduire l'innovation** par le développement d'équipements et de nouvelles pratiques pédagogiques,
- **optimiser la gestion** des ressources par la mise en place d'outils de gestion et de pilotage, et l'amélioration du suivi des établissements,

La question de l'attractivité des métiers et des formations est centrale pour répondre aux besoins en emploi des territoires.

En 2019, au-delà des financements régionaux et du partenariat avec Pôle emploi qui se poursuit, des crédits supplémentaires ont été mobilisés dans le cadre du **Plan Régional d'Investissement dans les Compétences** (PRIC) pour faciliter l'entrée en formation aide-soignant et auxiliaire de puériculture de personnes éloignées de l'emploi. Sur ces métiers qui connaissent une forte pénurie, l'enjeu est en effet d'attirer des candidats vers les formations et de les accompagner, mais aussi de les maintenir en emploi.

Afin de faire des propositions concrètes pour rendre ces formations et ces métiers plus attractifs, la Région a lancé **un groupe de travail ad hoc bien articulé avec le plan d'actions construit par l'Agence régionale de Santé (ARS) avec les fédérations hospitalières, l'AP-HP et les employeurs du secteur médico-social**. La Région étant compétente sur la formation et l'ARS sur les questions d'emploi, cette complémentarité des approches a pour objectif de trouver avec tous les partenaires des pistes d'action pour donner envie aux personnes de s'engager dans ces métiers et ainsi de résorber la pénurie de professionnels. Le chantier est également suivi au niveau national.

Alors que certaines formations supérieures comme assistant de service social et même infirmier étaient touchées par cette baisse d'attractivité, **leur intégration dans Parcoursup allant de pair avec la suppression du concours a donné un nouvel élan à ces formations pour les bacheliers mais aussi pour les personnes en reconversion**. La formation infirmier est devenue la 1^{ère} formation choisie dans Parcoursup et, fait notable, à cette rentrée, que ce soit dans le sanitaire ou dans le social, les centres de formation sont remplis. Il est clair aussi que, pour la Région, cet accroissement du nombre d'étudiants aura un impact sur le nombre de boursiers et sur les besoins de financement des centres de formation, alors même que l'accroissement des dépenses de fonctionnement est fortement limité du fait de la norme appliquée par l'Etat.

La révision de la carte des formations se heurte toujours au problème de l'immobilier

La **révision de la carte** des formations en travail social suite à des appels à projets est **quasiment achevée** pour toutes les formations, dans le souci du respect de l'équilibre territorial tout en s'assurant de la soutenabilité financière et de la qualité des organismes dispensant les formations.

Pour le secteur sanitaire, les enjeux de la carte des formations se confondent souvent avec des situations immobilières compliquées du fait de l'absence de compétence régionale sur l'investissement et de choix hospitaliers qui ne tiennent pas toujours compte des instituts de formation malgré les besoins en professionnels dans les services hospitaliers ou médico-sociaux.

Malgré la zone de flou juridique relative aux investissements dans les écoles et instituts de formation sanitaire, non éclaircie quinze ans après la décentralisation, **la Région continue, sur la base du diagnostic des bâtiments du sanitaire qu'elle a diligenté en 2017, à intervenir sur les situations urgentes mettant en danger la situation des personnes**. Mais l'état du parc immobilier francilien ne cesse au global de se dégrader et les difficultés de croître dans le quotidien des étudiants et des personnels. **La Région a de nouveau interpellé l'Etat afin qu'il prenne ses responsabilités dans ce domaine**.

La Région soutient les étudiants et veille à leur donner accès aux nouvelles technologies pour enrichir leur formation

Dans ce contexte difficile pour les étudiants au quotidien, la Région poursuit son engagement à leurs côtés, notamment auprès des boursiers dont le nombre augmente (plus de 9 000 bénéficiaires). Le **fonds régional d'aide sociale (FRAS)** est pérennisé en 2020 pour soutenir la formation des étudiants les plus en difficulté. Une enveloppe de **29 M€ pour lutter contre la précarité étudiante** est proposée pour les bourses et de **0,400 M€** pour le FRAS.

En 2019, et pour la première fois, la Région a financé des projets interdisciplinaires (infirmiers – médecins) de simulation en santé rendus possibles grâce à la collaboration plus étroite entre instituts de formation et universités. Ces projets novateurs témoignent des avancées technologiques qu'il est important d'intégrer dans la formation afin de former les professionnels de demain et de la volonté de la Région de favoriser ces interactions entre formations tout en mutualisant les équipements.

Par ailleurs, **2,4 M€** sont proposés pour le remboursement des indemnités de stages et des frais de transports des étudiants masseurs-kinésithérapeutes et ergothérapeutes. Enfin,

l'accès à **des équipements modernes et à des technologies de pointe** constituent des leviers pour améliorer l'attractivité des formations. La Région poursuit son financement des équipements pour les établissements de formation. **2,980 M€** (dont **0,750 M€** pour la simulation en santé) sont proposés pour financer des projets portés par les centres de formation du sanitaire et du social.

*

2.2.4. Etre la 1^{ère} région européenne scientifique et technologique

La Région Ile-de-France, comparable **aux plus grands clusters mondiaux** en termes de puissance scientifique et économique (Boston, Londres, etc.), connaît des **mutations majeures** qui transforment en profondeur le monde de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation : compétition scientifique à l'échelle mondiale, disruptions issues de nouvelles pédagogies et de nouvelles pratiques digitales, diversification des attentes en matière de formation ou de recherche, augmentation de la démographie étudiante, montée en puissance de nouveaux secteurs et de nouveaux métiers, évolutions accélérées et obsolescence rapide des compétences dans certains domaines particulièrement exposés.

Pour répondre à ces défis, le Conseil régional a adopté une **stratégie régionale d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation** (SRESRI) le 21 septembre 2017. La Région s'est ainsi dotée d'un cadre pluriannuel pour son action selon trois priorités qui suscitent une large adhésion de la communauté scientifique et des acteurs socio-économiques, et sur lesquelles elle dispose de leviers importants qu'elle entend concentrer pour une meilleure efficacité.

Le budget régional en faveur de l'enseignement supérieur est proposé à hauteur de 66,7 M€ en 2020, dont 56,3 M€ en investissement et 10,3 M€ en fonctionnement. Il s'agit d'une progression de + 6 % par rapport à 2019.

S'orienter, se former, s'insérer tout au long de la vie

La Région soutiendra les **lycéens** (cordées de la réussite) et les **étudiants méritants** (selon un dispositif d'aide au mérite renouvelé) ainsi que les personnes qui souhaitent reprendre leurs études à l'université (politique de soutien du DAEU en direction des étudiants et des établissements qui le proposent). Elle appuiera sa politique d'orientation sur **ORIANE.info**, le portail régional de l'orientation, des formations et de l'emploi qui permettra à tous les étudiants et salariés franciliens de faire le lien entre les formations qu'ils envisagent, les métiers auxquels ces formations aboutissent, et les tendances de l'emploi sur ces métiers. L'ensemble de l'action de la Région sur la **lutte contre le décrochage, l'apprentissage, la formation continue**, la carte des formations (notamment sur les BTS, mais aussi DUT dans le cadre de formations post-bac courtes à visée d'insertion professionnelle) s'inscriront également dans cet objectif.

Enfin, en 2019, la Région a élaboré en lien avec les acteurs de l'orientation une **stratégie régionale de l'information et l'orientation tout au long de la vie**. Celle-ci votée en 2019 prévoit notamment outre la **mobilisation d'outils numériques, d'optimiser l'organisation des acteurs de l'orientation** qui apportent *via* leurs conseillers une information, un accompagnement, un conseil personnalisés aux franciliens. En 2020, cette stratégie sera notamment déclinée par la mise en place d'un fonctionnement en réseau au niveau de chaque bassin d'emploi du service public régional de l'orientation.

Faire de l'Ile-de-France la 1^{ère} région européenne scientifique et technologique

La Région vise à maintenir et renforcer une **recherche d'excellence de visibilité internationale sur son territoire avec des cofinancements** (DIM, SESAME, SESAME filières, Paris Region PhD) qui constituent un apport et une visibilité essentiels pour les laboratoires franciliens.

Le bilan des DIM réalisé par le Conseil scientifique régional est très positif. En 2020 un nouvel appel à projets pour un DIM émergent sera lancé visant à structurer le réseau des laboratoires franciliens autour de la question du **glyphosate et des pesticides**.

La Région poursuivra le déploiement de sa politique en faveur des rapprochements entre recherche et entreprises, que ce soit par le biais des compétences scientifiques de doctorants, par la création de lieux d'innovation (dont incubateurs), par des plateformes mutualisées ou encore par des actions d'ingénierie d'accompagnement innovant au transfert de technologie dédiées à des entrepreneurs, chercheurs, étudiants...

Pour agir sur l'attractivité internationale de l'Île-de-France, la Région a candidaté à un **appel à projets européen en vue du recrutement de post-doctorants**. Au-delà de ce soutien direct aux acteurs de la recherche, il est important de faire connaître au plus grand nombre les apports concrets de ces recherches dans la vie quotidienne, de partager les connaissances et expériences et de faire découvrir les métiers. Aussi, à l'instar des « **Leçons de littérature** », seront lancées en 2020 les « **Paroles de chercheurs** » au sein des lycées franciliens.

Soutenir des universités et des campus de rang mondial

La Région développera une action à « 360 degrés » visant la **modernisation des espaces**, le **déploiement d'initiatives innovantes**, le **soutien aux étudiants**, contribuant ainsi à faire des campus franciliens des lieux de vie visibles et attractifs.

L'année 2020 sera un temps fort à cet égard, avec la négociation d'un nouveau contrat de plan Etat-Région pour la période 2020 – 2027, sous réserve que l'Etat tienne ses engagements pour le financement des transports dans le CPER actuel. Outre cet instrument privilégié qu'est le CPER, la politique régionale est nécessairement multidimensionnelle avec d'autres dispositifs tels que les actions en faveur des quartiers innovants et écologiques, du logement étudiant, des infrastructures comme les équipements sportifs et les îles de loisirs qui apportent un soutien essentiel à la transformation des campus.

La politique en matière de **lieux d'innovation** ouvre également ces **espaces à la création** et à **l'esprit d'entreprise** en multipliant les possibilités de rencontres. Le soutien aux projets numériques agit sur la pédagogie et la vie étudiante. La région soutient par exemple la **transition numérique des établissements du supérieur au travers du dispositif EdTech** qui se veut un déclencheur au sein des établissements pour le déploiement d'usages numériques innovants sur les campus franciliens. Cette action sera reconduite en 2020.

Une enveloppe d'un montant de **50,4 M€ en AP** sera mobilisée au bénéfice de plusieurs opérations structurantes pour l'immobilier universitaire francilien parmi lesquelles :

- la construction du Laboratoire d'Analyse, de Géométrie et d'Application (LAGA), 3^{ième} laboratoire de mathématiques généralistes d'Île-de-France sur le campus universitaire de Villetaneuse ;
- la construction du pôle universitaire parisien du Campus Condorcet sur le site de la Porte de la Chapelle, qui prévoit l'accueil sur 13 000 m² des licences et masters de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ;
- la réalisation de l'Institut de l'Autonomie, 2^{ième} phase du Pôle Longévité et vieillissement pour Sorbonne Université.

La **politique internationale de la Région intègre une dimension « ESRI »** qui doit faciliter les partenariats et la politique culturelle peut aussi contribuer à enrichir la vie sur les campus. Toutes ces initiatives doivent être connues de tous et pleinement mobilisées par les acteurs.

La Région a également mené en 2019 une action en faveur de la **construction de bâtiments durables**, à travers les opérations immobilières qu'elle mène en maîtrise d'ouvrage directe mais aussi par la diffusion du référentiel régional de construction durable et par l'organisation d'une manifestation pour sensibiliser les autres maîtres d'ouvrage et maîtres d'œuvre.

Pour développer l'attractivité de l'écosystème francilien de l'enseignement supérieur, un dispositif innovant a été lancé en 2019 incitant les étudiants eux-mêmes à devenir des **ambassadeurs de l'Île-de-France**. **La réussite de ces Trophées des étudiants Ambassadeurs justifie leur reconduction en 2020.**

*

2.2.5. Un effort sans précédent dans l'accès à l'emploi par la formation et l'insertion professionnelle

La mise en œuvre de la Loi du 5 septembre 2018, un chômage encore élevé malgré le dynamisme économique francilien, des disparités territoriales et de fortes mutations économiques constituent autant de raisons militent pour un **effort maintenu de la région dans le développement des compétences** recherchées par les employeurs et plus particulièrement dans celui des demandeurs d'emploi les plus fragiles et des jeunes peu ou pas qualifiés.

La collectivité régionale dispose en effet d'un rôle central dans la gouvernance, la définition stratégique et le financement de la formation professionnelle ou des politiques d'insertion sur son territoire.

Dans ce cadre, elle possède un levier d'intervention notable pour améliorer et adapter les compétences et savoirs aux nécessités des publics, aux besoins des secteurs et des territoires, avec des démarches ou des dispositifs efficaces contre le chômage qui reste une inquiétude prédominante pour nombre de franciliens.

Cette priorité politique, concrétisée par l'adaptation ou la mise en œuvre de nombreuses actions nouvelles, exprime la volonté d'inscrire les bénéficiaires dans des logiques de parcours vers un emploi et les acteurs dans une logique d'efficacité.

Le **nouveau Parcours d'Entrée en Emploi (PEE)** à destination des jeunes, le **nouveau Programme Régional de Formation vers l'Emploi (PRFE)**, l'instauration d'un système de bonus-malus ou de primes aux organismes de formation, aux missions locales témoignent de cette volonté. La création de la **plateforme multilingue QIOZ**, ouverte cette fois à tout public, en recherche d'emploi ou actif, témoigne de la volonté de l'Exécutif à soutenir chacun dans les défis liés aussi bien aux enjeux économiques qu'à notre capacité collective d'accueillir les Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024.

Faire de l'Île-de-France la 1^{ère} région multilingue d'ici à 2022

La Région s'est fixée comme ambition de **faire évoluer les compétences linguistiques** de la population francilienne. **L'employabilité des Franciliens, l'attractivité du territoire**, le *Brexit*, les **Jeux olympiques et paralympiques de 2024**, sont autant d'enjeux qui ne peuvent pas s'envisager sans une bonne maîtrise des langues étrangères.

Dans ce cadre, la Région a lancé la **plateforme QIOZ**, permettant aux **Franciliens de plus de 15 ans d'apprendre gratuitement les langues**. La plateforme propose **plus de 1 500 contenus**, extraits de films, séries TV, clips musicaux ou documentaires à découvrir en version originale pour progresser en anglais, espagnol, allemand et français langue étrangère (FLE).

Elle propose notamment des **modules dédiés aux situations de la vie courante** ou de la **vie professionnelle**, et très bientôt des **modules spécifiques à certains métiers** comme l'hôtellerie, la restauration, la sécurité ou les transports.

Déclinée en **site web** et en **application mobile**, les utilisateurs accèdent gratuitement à QIOZ dès lors qu'ils sont en Ile-de-France au moment de leur inscription. Aucun niveau minium n'est requis. La plateforme propose de passer en français langue étrangère (FLE) l'examen blanc du Test de Connaissance du Français (TCF), en allemand et en espagnol celui du BRIGHT, en anglais ceux du BULATS, du BRIGHT et du TOEIC.

De même, **l'analyse sectorielle des besoins en formation identifiés à partir de données statistiques et documentaires travaillées avec les secteurs professionnels et Pôle Emploi**, complétés par les attentes en compétences exprimées par les employeurs, sur les bassins d'emploi, et les demandeurs d'emploi franciliens, l'exploitation des données d'outils d'intelligence artificielle (Adecco Analytics, Formadiag...) participent à proposer une offre de formation favorisant un retour à l'emploi dans des métiers d'avenir ou des secteurs en tension.

Dans le même ordre d'idée, le **dispositif régional d'aide individuelle vers l'emploi** (AIRE), pour sa 1^{ère} année de mise en œuvre, permet de résoudre des situations qui trouveraient difficilement une réponse dans les actions de droit commun. Il permet également de tester des « niches d'activités » dont l'offre de formation et d'emploi reste encore trop modeste pour apparaître dans les grandes tendances statistiques, mais est essentielle pour les secteurs concernés (artisanat d'art, travaux de grande hauteur...).

Naturellement, le **Plan régional d'Investissement dans les Compétences** (PRIC) participe à renforcer la capacité d'accueil en formation, au travers de ses différents dispositifs, qu'il s'agisse de ceux participant à l'insertion, à l'acquisition des savoirs de base ou de qualifications.

Le plan régional d'investissement dans les compétences (PRIC)

Le **PRIC 2019** a permis d'abonder le budget régional de formation professionnelle de **+ 186 M€**, permettant de **former au moins 64 000 places de formation**.

150 M€ ont été affectés, dont **40 M€ contractualisés avec Pôle emploi**. Ces crédits ont permis d'augmenter notamment la capacité d'accueil des dispositifs régionaux à 39 000 places supplémentaires. Le PRIC a permis à la Région de **mieux prendre en compte les besoins de certains publics les plus éloignés**, notamment pour leur proposer des formations pour des savoirs et compétences de base, leur permettant de mieux intégrer des formations qualifiantes. *In fine*, leur retour à l'emploi s'en trouvera mieux garanti.

Ces actions sont complétées par un **appel à projet de 17 M€ visant à soutenir des innovations dans la détection, l'accompagnement et l'élaboration de la réponse en termes de formation donnée aux publics les plus éloignés** pour des secteurs et des territoires qui peinent à trouver les compétences nécessaires. **Un budget de 19 M€ est également dédié à la rémunération des stagiaires** qui bénéficient des formations financées par le PRIC.

Pour **2020**, l'enjeu de la Région est de poursuivre le déploiement du PRIC, notamment en **le fléchant davantage vers les secteurs qui connaissent les besoins de main d'œuvre les plus importants**, notamment pour la réalisation des grands projets franciliens. Il s'agira également de lancer de nouvelles innovations en matière de formation et d'insertion des publics les plus éloignés de l'emploi.

Elle participe également de la **transformation de l'offre de formation** par le **soutien de projets innovants** répondant aux besoins de compétences insatisfaits ou reposant sur des modalités nouvelles de formation.

Tous ces efforts resteraient vains sans une **mobilisation et un soutien des structures de proximité** en charge d'accompagner et orienter les publics les plus fragiles vers les formations et dispositifs d'insertion.

Aussi, en 2020, toujours dans le cadre du **Contrat d'engagements Etat-Région-ARML (association régionale des missions locales)**, la Région prévoit de maintenir son soutien aux missions locales qui réalisent un travail essentiel d'accompagnement des jeunes en difficulté, vers l'emploi.

Dans le même ordre d'idée, une **convention cadre avec Pôle emploi** sera renouvelée pour garantir une complémentarité d'intervention et de suivi des bénéficiaires de l'offre régionale de formation. C'est d'ailleurs dans cette logique qu'une partie du PRIC a été confiée, dans sa mise en œuvre, à Pôle emploi en 2019 (*cf. encadré supra*).

*

2.2.6. Accélérer la stratégie Leader pour devenir la région la plus attractive d'Europe

Le budget proposé au profit du **développement économique** pour 2020 s'élève à **136 M€**, dont **102,7 M€** en dépenses d'**investissement** en **progression de près de 2 % par rapport au budget 2019**.

En 2019, le cap des deux grands piliers de l'intervention de la Région en matière de développement économique et d'innovation a été tenu : **l'impulsion et le pilotage des grandes politiques publiques régionales d'une part** (loi NOTRe), et un **rôle d'intégration et d'attribution des aides publiques aux entreprises**, d'autre part.

Après trois ans de déploiement de la stratégie #Leader, l'ensemble des politiques inscrites dans la stratégie sont mises en œuvre ou engagées.

▪ Des acquis significatifs en 2019 :

- la **politique de soutien à l'entrepreneuriat, Entrepreneur #Leader**, a bénéficié en 2019 à près de 10 000 créateurs ou repreneurs d'entreprises ;
- la **politique de soutien à l'économie sociale et solidaire (ESS)** a permis d'accroître significativement le nombre d'entreprises de l'ESS lauréates des aides régionales (**plus de 10 % d'entreprises de l'ESS lauréates de PM'up en 2019**, soit une hausse de 43 % par rapport à 2018, au-delà de l'objectif annoncé), de susciter des **collaborations entre des entreprises traditionnelles et des structures de l'ESS** (20 grands groupes et ETI ont bénéficié d'un accompagnement de la Région à ce sujet, avec sept projets en cours de montage à date), et de faire passer à l'échelle des entreprises de l'ESS à fort potentiel grâce à **l'Accélérateur ESS** conduit en partenariat avec HEC et Accenture. En 2019, les dix nouvelles entreprises lauréates relèvent de l'insertion par l'activité économique et du secteur adapté ;
- une politique de soutien à l'industrie, **Smart Industrie**, qui s'est traduite en 2019 par une **mobilisation très forte des crédits régionaux au bénéfice des entreprises industrielles** (30 % des lauréats PM'up en 2019), par le **financement de grands lieux d'innovation** de dimension internationale tel le MRO Lab Air France dédié à la maintenance prédictive, et par le lancement de **concertations opérationnelles ambitieuses** avec l'ensemble des acteurs industriels des filières stratégiques pour notre région (aéronautique, santé, ville durable, automobile) ;

- une **politique en faveur du commerce et de l'artisanat** marquée en 2019 par le lancement du **chèque numérique** pour favoriser la digitalisation des commerçants franciliens, ainsi que par une **mobilisation conséquente des aides régionales au bénéfice des artisans commerçants**, y compris à l'occasion d'événements récents qui ont très négativement impacté certains commerces franciliens (1,5 M€ en faveur des artisans et commerçants ayant subi des dégradations suite aux manifestations des gilets jaunes, à l'explosion de la rue de Trévise et à l'incendie du marché Henri-Barbusse de Levallois-Perret) ;
- le lancement en 2019 de deux mesures phare du **plan IA2021** adopté en octobre 2018 : le **Pack IA** qui constitue une solution clé-en-main, pour rendre accessibles les solutions d'IA aux dirigeants de PME et ETI d'Ile-de-France, et la réalisation de deux **challenges data IA** (santé, industrie) ;
- une **politique d'attractivité** renforcée reposant notamment sur **l'agence Choose Paris Region**. En 2019, l'Ile-de-France se classe pour la première fois première région européenne en termes d'accueil d'entreprises étrangères (devant Londres), et s'impose comme la première destination mondiale pour les investissements internationaux de R&D. Parallèlement, l'adoption cette année de la politique de soutien à l'internationalisation des entreprises, **Export #Leader**, doit permettre d'amener 700 entreprises supplémentaires par an à l'export et devrait simplifier considérablement l'offre publique grâce à la mise en place d'un **interlocuteur unique avec Team France Export Ile-de-France** ;
- en matière d'aides aux entreprises, la nouvelle offre de financement déployée depuis 2016 permet de répondre à la diversité des enjeux du tissu économique francilien. **En 2019, ce sont ainsi près de 2 500 entreprises qui ont bénéficié d'une aide régionale** et contribué à la création d'environ **12 500 emplois**. La hausse significative du nombre de bénéficiaires depuis 2016 s'accompagne d'efforts importants pour simplifier l'accès aux aides, l'information et l'orientation des entreprises (création d'une mission d'information et orientation dédiée, déploiement du premier chatbot d'information des usages, mise en place de Réseaux #Leader) et accélérer les délais de traitement des appels de fonds (d'ores et déjà significativement réduits de 5 à 2 mois).

▪ **Une approche confortée en 2020 :**

Comme en 2018 et 2019, le budget 2020 consacré au développement économique s'inscrira dans un **contexte marqué par la rupture des engagements de l'État vis-à-vis des Régions en matière de développement économique** qui crée un manque à gagner chaque année pour l'Ile-de-France de l'ordre de 55 M€ (dit « *fonds Valls* »), mais aussi par le plafonnement, imposé par l'Etat, des dépenses de fonctionnement de la collectivité.

En dépit de ce contexte, **deux grandes priorités seront poursuivies en 2020** : le **soutien à l'innovation** (Innov'up, grands projets, lieux d'innovation) et le **financement des entreprises au travers des aides régionales** (PM'up, TP'up notamment).

La politique d'innovation sera centrée sur deux enjeux : le **déploiement d'une offre de financement lisible, simplifiée et ambitieuse** pour accélérer le développement des projets d'innovation des entreprises franciliennes, notamment en matière d'intelligence artificielle, de quantique, de santé, de cybersécurité (via Innov'up notamment), et le financement de grands lieux d'innovation servant les besoins des filières stratégiques franciliennes : **aéronautique spatial défense, ville durable, santé, automobile**.

Concernant les **aides aux entreprises**, les objectifs de **30 % d'entreprises industrielles et de 10 % d'entreprises ESS lauréates de ces aides seront reconduits**. Un effort particulier sera fourni en matière de promotion de cette offre dans les bassins d'emploi, pour assurer une représentativité territoriale des lauréats, conforme au potentiel de chaque tissu économique.

La **dynamique de mise en réseau se poursuivra en 2020** avec le Club ETI, le Paris Region Business Club et le club social business, afin de favoriser les échanges, les coopérations et les opportunités business entre écosystèmes franciliens (ETI/startups, entreprises « classiques » et entreprises de l'ESS, PME/chercheurs...). Cette dynamique sera enrichie par le déploiement des **smart services aux entreprises**.

Enfin, les efforts seront poursuivis pour déployer les politiques déjà engagées dans le cadre de la **stratégie #Leader** (développement de tiers-lieux, Entrepreneur #Leader, industrie, design, ESS, Plan IA 2021, couverture intégrale du territoire en fibre optique à horizon 2021).

Conforter l'Île-de-France dans son rôle de Smart région de référence en Europe

Le programme Smart Région vise à **développer la culture numérique** de notre territoire dans une logique de **développement de services aux publics**. Il met le **numérique au service de la simplification de la vie quotidienne des Franciliens** (citoyens, acteurs et écosystèmes économiques, territoires, acteurs académiques, culturels, etc.), de la création de valeur et d'activité, et de la prise en compte des enjeux environnementaux.

La **feuille de route** s'articule autour des axes suivants :

- les **développements des services aux publics autour de la plateforme "Île-de-France Smart Services"** (Smart plateforme) ;
- la mise en œuvre de **partenariats, avec des acteurs publics et privés, autour de la donnée et de la production de services** ;
- la mise en œuvre d'une **gouvernance des données interne et externe** ;
- la définition et la mise en œuvre du **schéma régional d'aménagement numérique** (SCoRAN) ;
- la **mise en œuvre du Projet partenarial TIGA** "Construire au futur, Habiter le futur", dont la Région Ile-de-France a été lauréate.

Ces différentes actions sont indissociables: les actions internes et les actions partenariales sont des prérequis qui appuient le développement des services aux publics (externes), assurent leur pertinence, leur assise et leur notoriété.

De façon concrète, **d'ici à fin 2020**, nos **objectifs** sont les suivants :

- **avoir structuré une communauté active de 70 à 100 partenaires publics/privés franciliens** autour de la donnée et du développement de services innovants. Cette communauté est un lieu de promotion du partage de la donnée dans une logique de création de services et de valeur ;
- avoir co-construit **15 services initiés par la Région sur la plateforme "Île-de-France Smart Services"**, accueillir **15 services portés par des partenaires**, et **5 services développés par des Franciliens** ;
- **mettre en place les projets TIGA** sur la thématique "Construire au futur, Habiter le futur" et dans ce cadre: **avoir structuré plus de 20 startups, avoir livré 10 projets sur les territoires**, et engagé la mise en œuvre de 30 autres projets ;
- avoir développé **la culture numérique et entrepreneuriale dans la production des services publics** ;
- **avoir mis en place une gouvernance des données, à la fois interne et partagée avec les partenaires**, positionnant la Région comme pionnière et acteur de référence sur la question de la donnée.

Enfin, le projet de budget régional 2020 portera un projet de **SEM patrimoniale**, que notre collectivité capitalisera à hauteur de **5 M€**, en partenariat avec la Banque des territoires. La Région souhaite ainsi **soutenir l'ancrage et la croissance des entreprises, la création d'emplois, et le positionnement concurrentiel de son territoire, tout en favorisant le rééquilibrage territorial, notamment en Grande Couronne**. Ces ambitions impliquent la capacité à proposer des solutions immobilières adaptées dans les territoires et les secteurs où l'initiative privée est faible voire inexistante. C'est la raison pour laquelle la Région et la Banque des Territoires ont souhaité créer Ile-de-France Investissements et Territoires, une SEM à vocation patrimoniale, principalement orientée autour de 4 classes d'actifs :

- les **maisons de santé pluridisciplinaires** (MSP) et les **centres de santé** ;
- les **tiers-lieux collaboratifs et productifs** ;
- l'**immobilier d'activités** (locaux artisanaux et à destination des PME/PMI) ;
- l'**immobilier à vocation industrielle**.

Cette intervention de la Région permettra de renforcer la capacité à maîtriser sur le temps long la qualité et l'évolution des activités et des services sur les territoires d'intervention.

*

2.2.7. Conforter la première destination touristique mondiale

Après un **record historique de fréquentation en 2018** avec près de **50 millions de visiteurs**, les mouvements sociaux et les effets du *Brexit* ont affecté l'activité touristique début 2019. Avec **17,3 millions d'arrivées hôtelières** au cours du 1^{er} semestre 2019, la fréquentation touristique de la destination Paris Île-de-France est toutefois quasi stable (-0,1%) par rapport au 1^{er} semestre 2018. Les **perspectives restent positives** pour la fin de l'année, à moyen terme, 62 % des acteurs du tourisme prévoient une amélioration de l'activité touristique. Au deuxième trimestre, les nuitées se sont élevées à **19,1 millions**.

La Région poursuivra activement la mise en œuvre du Schéma Régional de Développement du Tourisme et des Loisirs 2017- 2021 en lien étroit avec les acteurs du territoire et le Comité régional du Tourisme.

Le **Fonds de soutien au Tourisme** sera mobilisé pour appuyer des projets d'aménagement, de modernisation et d'accessibilité des sites (en particulier pour les personnes à mobilité réduite), proposer une offre touristique nouvelle, promouvoir des circuits et des modes de découverte inédits et contribuer à une sécurité accrue des touristes. Une attention particulière sera portée à la mise en valeur touristique des sites patrimoniaux d'Île-de-France ainsi qu'à l'innovation et à la transition numérique du secteur. L'amélioration de l'accueil, de l'orientation et de l'information des touristes demeurera l'une des priorités du secteur.

La Région développe l'**offre hors du cœur de Paris**, notamment avec la **signature des Contrats Régionaux de Destination** (sur Smart city et impressionnisme avec les villes de d'Issy-les-Moulineaux, l'Isle-Adam, Pontoise et Auvers sur Oise).

Les **commissariats mobiles** ont été déployés sur les sites touristiques franciliens afin d'améliorer la qualité de service auprès des touristes. Des **opérations de promotion** ont été menées au **Japon** auprès des **tours opérateurs** avec une visite de la Présidente en juillet 2019.

La région prévoit également de renforcer son engagement sur l'amélioration de la qualité de l'accueil et du service rendu, comme nous avons pu le faire avec les **2 000 volontaires du tourisme d'ores et déjà déployés depuis 2016**, ou avec le nouveau concept de **Point Information Tourisme** qui sera déployé à Orly 3, puis dans les autres terminaux des aéroports franciliens.

Enfin, la région amplifiera son action menée dans le cadre de la préparation de l'**accueil des grands événements sportifs** annoncés dans les années à venir : Championnats d'Europe d'athlétisme 2020, Coupe du monde de rugby 2023, et bien sûr Jeux Olympiques et Paralympiques 2024.

*

2.2.8. Concrétiser les ambitions du Pacte agricole

Ambitieux et novateur, le **Pacte agricole adopté en mai 2018** verra ses **moyens à nouveau accrus en 2020** afin d'**accompagner de manière volontariste la transformation de la ferme francilienne**, sur la base des dynamiques lancées depuis le début de la mandature, vers une **agriculture plus proche des Franciliens, plus diverse, plus résiliente** et avec une **empreinte réduite sur l'environnement**, actrice de la transition écologique et énergétique, et pourvoyeuse d'une alimentation sûre, de qualité et de proximité. Ainsi, le budget consacré à l'**agriculture** est proposé à **19,2 M€**, soit une progression de **11,3 %** par rapport à 2019. Il est composé de **11,2 M€ (+ 16,6 %)** en **investissement** et **8 M€** en **fonctionnement (+ 4,6 %)**.

La valorisation et l'accès à une **alimentation de qualité et de proximité** constituent tout l'enjeu du **Plan régional de l'alimentation** qui sera présenté au **printemps 2020**, dont l'élaboration largement concertée avec les producteurs et les consommateurs a été lancée à l'occasion des **Assises organisées dans le cadre du dernier Salon de l'agriculture**. De nombreux groupes de travail se sont réunis depuis, en mobilisant l'ensemble des parties prenantes. Des actions spécifiques seront initiées en 2020 pour répondre à l'**objectif phare d'approvisionner 100 % des cantines des lycées en circuits courts et avec 50 % de produits biologiques, à horizon 2024**. A ce titre, **l'aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits est dotée de plus de 9M€ en 2020**.

Le **soutien aux investissements agricoles**, en croissance régulière depuis le début de la mandature, sera encore amplifié afin de permettre aux fermes franciliennes de **réduire leur impact sur l'environnement**, de rapatrier de la valeur ajoutée, de résister davantage aux aléas, de mieux maîtriser leurs charges, de diversifier et d'augmenter leurs revenus, par le biais de la transformation et de la commercialisation des produits à la ferme mais aussi en développant les capacités de stockage pour améliorer la maîtrise de leur commercialisation. Mais surtout, le Pacte remplit ses promesses pour la **participation de l'agriculture francilienne à la transition énergétique**. L'essor de la **méthanisation agricole** est ainsi une opportunité pour renforcer la résilience des exploitations et réduire leur dépendance énergétique, et la Région y a consacré plus de **6M€ en 2019** (au titre du budget de l'environnement).

Afin de soutenir les efforts faits par les producteurs en matière d'environnement, les **moyens dédiés aux mesures agro-environnementales et climatiques ciblant la protection de la biodiversité seront significativement augmentés en 2020**. De plus, l'effort dédié à l'innovation sera poursuivi pour rendre notre agriculture à la fois plus performante et plus économe en intrants chimiques.

La structuration de filières agricoles déjà largement engagée par le développement de la marque « **Produit en Île-de-France** » et la mobilisation d'**Île-de-France Terre de saveurs**, sera renforcée pour valoriser l'identité francilienne, plus encore qu'elle ne l'est aujourd'hui, grâce aux efforts conjugués des professionnels, de la Région et de ses organismes associés.

L'engagement de l'Exécutif en faveur de l'**Agriculture Biologique** a déjà largement fait bouger les lignes. Du statut de **lanterne rouge du développement de l'agriculture biologique en 2015**, l'Île-de-France est passée à celui de **première région pour le nombre de conversions, pour la 2^{ème} année consécutive en 2019**. Seule Région à avoir **pris le relais de l'Etat** pour appuyer les conversions et prendre en charge les aides au maintien, en lien avec l'AESN, l'Île-de-France réaffirme pour 2020 l'ambition de faire participer la ferme francilienne à la **reconquête du marché porteur de l'Agriculture Biologique**, capté aujourd'hui pour une trop large part, par l'importation.

Les mesures prises en faveur de **l'installation et de l'accompagnement de nouveaux agriculteurs** seront étoffées et accompagnées par le **soutien au stage de parrainage dans les exploitations agricoles** ainsi que par des actions de **promotion du métier d'agriculteur**. A cet égard, une attention particulière sera portée à la communication visant à expliquer le quotidien des

agriculteurs, leurs contraintes mais aussi les progrès environnementaux déjà réalisés, notamment en matière d'innovation et d'agriculture biologique.

Enfin, l'année 2020 sera la première année pleine de mise en œuvre du **nouveau dispositif de soutien à la réhabilitation du bâti agricole** afin de permettre le logement des salariés et des apprentis, avec 600k€ dédiés à cette action. **L'appel à projets sur l'agriculture urbaine sera relancé suite au succès de la 1^{ère} édition** qui a déjà confirmé toute sa pertinence, avec des projets novateurs portés par des agriculteurs au cœur des villes ou dans les franges urbaines, dans une dynamique participative et avec l'objectif d'approvisionner directement les populations riveraines.

*

2.2.9. Un engagement international tourné vers le codéveloppement, la francophonie, la ville de demain et le soutien à la liberté

En 2020, il est proposé pour le secteur de l'international un budget à hauteur de **3,4 M€**, dont **1,8 M€** en dépenses d'**investissement** et **1,6 M€** en dépenses de **fonctionnement**. L'exercice 2020 constituera une étape nouvelle dans les actions conduites au titre du **rayonnement international de la Région Île-de-France**. Le suivi des **accords de coopération décentralisée** articulée pour l'essentiel autour de **projets de codéveloppement**, le rayonnement de la **francophonie** dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie régionale de promotion de la francophonie telle qu'elle a été adoptée en septembre 2018 et la valorisation de l'expertise francilienne consacrera une année faite d'engagements et de prises de responsabilités.

En premier lieu, les accords de coopération historiques et nouveaux connaîtront une phase renouvelée. La Région Île-de-France manifestera cette année sa présence et inscrira ses engagements dans le cadre de ses partenariats privilégiés en **Asie**, au **Maghreb**, en **Afrique subsaharienne**, au **Proche-Orient**, dans l'**Océan indien**.

Elle y portera tout particulièrement des **projets d'aménagement et d'équipement** identifiés et réalisés avec ses interlocuteurs nationaux et territoriaux. A **Hanoï**, elle poursuivra activement la déclinaison du programme « Qualité de ville-qualité de vie ». A **Pékin** et dans la province du Zhejiang, elle orientera notamment ses interventions sur la ville du futur et l'innovation. A **Singapour** et à **Tokyo**, elle poursuivra son projet d'alliance des très grandes métropoles mondiales qu'elle élargira à d'autres métropoles.

A **Madagascar**, elle poursuivra son engagement pour le **classement au patrimoine mondial de l'UNESCO** et la réhabilitation de la ville haute d'Antananarivo tout en continuant à accompagner le développement de la « ville des pauvres » fondée par le Père Pedro Opeka.

En **Afrique francophone**, elle soutiendra une application créée pour les entrepreneurs afin de leur apporter aide et soutien à leurs projets de **développement économique de proximité**. Au **Sénégal**, elle encouragera des projets d'insertion économique par le sport en lien avec les Jeux Olympiques de la Jeunesse de 2022 et soutiendra les projets de développement du Grand Dakar.

En articulation avec le **Sommet France-Afrique de juin 2020**, la Région continuera à **investir pour la francophonie** dans tous les pays du monde qui souhaiteront encourager l'apprentissage et la pratique du français et à travers elles la découverte de la culture française, avec une attention particulière portée au **Sommet de la Francophonie qui se tiendra en 2020 à Tunis**. Elle renouvellera son appui au **Centre culturel de Mossoul**.

La Région maintiendra sa **capacité d'intervention au titre de l'aide d'urgence et à la reconstruction**. Une action de la **Région auprès des kurdes de Syrie** sera à ce titre mise à l'étude. La Région mobilisera également ses dispositifs pour prolonger son engagement aux côtés des **minorités du Moyen-Orient victimes de violences et accompagner, en Ile-de-France, des acteurs de la solidarité internationale**.

*

2.3. Résorber les fractures sociales et territoriales

Lutter contre les fractures signifie offrir à l'ensemble des Franciliens le meilleur accès possible au logement, à la sécurité, aux sports ou à la culture. Il s'agit également de décliner le plan d'actions de la Région solidaire en faveur des territoires et des personnes qui en ont le plus besoin.

2.3.1. Renforcer la solidarité en Ile-de-France

Le budget qu'il est proposé de consacrer à l'**action sociale régionale** en 2020 s'élève à **34 M€** au total, dont **25 M€ au profit des investissements**. Cela représente une progression de **+ 33 % par rapport 2019**.

Depuis l'approbation, en juillet 2018, de la délibération cadre « Région Ile-de-France, Région solidaire », l'exécutif régional a donné une **ampleur inédite à sa politique de lutte contre les inégalités territoriales et sociales et engagé des actions permettant d'agir avec efficacité sur des sujets de préoccupation majeurs pour les Franciliens**. L'approche poursuivie dans le cadre du **programme Région Solidaire** se veut résolument transversale, globale afin de mobiliser l'ensemble des leviers de la Région en faveur des publics les plus fragiles, en particulier les femmes en difficulté, les jeunes et les personnes précaires. **Pour 2020, c'est un budget en nette hausse qui est proposé, permettant d'assoir les objectifs de l'exécutif régional sur des moyens tangibles.**

Une politique de santé déterminée à soutenir l'innovation, à lutter contre le VIH et à renforcer l'accès aux soins des Franciliens

C'est ainsi qu'une politique globale et transversale de soutien à l'**accès aux soins des Franciliens** a été mise en place, qui s'est matérialisée par un **soutien à toutes les formes d'installations**, par un **développement des outils numériques** au service de la santé mais également par des actions concrètes **tendant à attirer et fidéliser les professionnels de santé** en Ile-de-France. Cette politique sera poursuivie et développée en 2020, avec des moyens en forte hausse, permettant d'apporter des solutions concrètes aux Franciliens comme aux professionnels de santé.

De la même manière, des **actions innovantes en faveur de la santé des jeunes et du renforcement de l'efficacité des politiques de prévention seront à nouveau conduites en 2020**, avec l'objectif de soutenir les innovations, d'être présent aux côtés des acteurs associatifs et de toujours adapter les interventions régionales aux nouveaux besoins des Franciliens et aux nouveaux champs permis par les progrès médicaux et technologiques.

En matière de **lutte contre le VIH**, la Région poursuivra sa mobilisation sans faille dans le cadre de la mise en œuvre du plan « **Pour une Île-de-France sans sida** », en lien étroit avec les acteurs associatifs investis et reconnus sur ce sujet (**24 M€ engagés sur 3 ans**). Le soutien aux programmes de recherche sur les nouvelles thérapies et les prises en charges médicales comme le traitement préventif PReP sera renforcé. La Région accélèrera également son **action en faveur du dépistage, en doublant le nombre d'autotests achetés avec 5 000 nouvelles unités pour 2020**. Son action se développera aussi en partenariat avec les collectivités ultramarines, dans le cadre des conventions de partenariat renforcées signées en 2019 ainsi qu'à l'international pour le soutien à des projets de lutte contre la maladie dans des pays à fortes prévalences.

Une Région présente aux côtés des plus fragiles pour les accompagner avec dignité dans leur parcours de vie

La Région Ile-de-France conduit depuis 2016 une action exemplaire en matière de solidarité. En mettant **fin à la politique de saupoudrage** qui avait cours par le passé, en définissant mieux le rôle qu'une Région peut avoir aux côtés des acteurs associatifs pour lutter efficacement contre les fractures sociales et en utilisant de nouvelles méthodes innovantes pour améliorer l'impact des soutiens régionaux, le Conseil Régional est aujourd'hui reconnu comme un acteur incontournable, dont l'action s'intègre dans une vision plus large de l'avenir du territoire. C'est en effet en plaçant les questions de solidarité au cœur de l'agenda régional que les investissements réalisés permettront un territoire toujours plus solidaire.

La situation des femmes en difficulté fera, en 2020, l'objet d'un nouveau soutien très marqué de la part de la Région, avec une politique d'accueil, de soutien et d'accompagnement adaptée aux besoins constatés sur le terrain. Les personnes fragiles seront au cœur des actions de la Région avec notamment un soutien à des solutions d'hébergement, à des projets socialement innovants. A ce titre, le **projet de déploiement d'un réseau de maison Région solidaire pour l'accueil et l'accompagnement des personnes sans-abris vivant et dormant dans le métro sera poursuivi en 2020.**

Aujourd'hui, **3 maisons** sont opérationnelles pour **140 places**. En 2020, il est prévu de les renforcer grâce à la mobilisation des maires franciliens. **La situation des femmes en difficulté fera, en 2020, l'objet d'un nouveau soutien très marqué de la part de la Région, avec une politique d'accueil, de soutien et d'accompagnement adaptée aux besoins constatés sur le terrain.** Une attention particulière sera portée aux femmes à la rue, avec l'engagement de nouvelles actions majeures, dans la ligne directe du travail en cours mené par **Elina Dumont**.

Le renforcement des **actions à destination des familles** sera également à l'œuvre en 2020, avec le **soutien à des solutions innovantes en termes de modes de garde**, que ce soit dans les **gares**, les **zones rurales** ou encore **au sein des quartiers populaires**, avec la poursuite de l'aide au départ en vacances pour les plus démunis ou encore avec les actions d'aide aux enfants et à la parentalité.

Enfin, le **déploiement des partenariats avec les grands acteurs de la solidarité** sera poursuivi et intensifié, à l'instar de ce qui a été initié en 2017 avec le réseau **Emmaüs**, en 2018 avec la **Croix Rouge**, et en 2019 avec le **Secours Populaire français**. Grâce à ces partenariats inédits par leur ampleur et par les actions engagées, la Région est désormais un acteur majeur de solidarité, qui agit en parfaite symbiose avec les acteurs de terrain de la solidarité.

Parmi les **actions majeures initiées en 2020**, la Région a pour ambition grâce à la mise en place d'un **dispositif de Fonds régional de garantie immobilière de faciliter l'accès à la propriété de personnes qui sont discriminées en raison d'antécédents médicaux** liés à certaines pathologies et de **ce fait se trouvent exclues de l'assurance emprunteur ou se voient imposer des surprimes d'assurance élevées.**

Faire de la prise en charge des personnes en situation de handicap une constante de toutes les politiques régionales

La prise en compte du handicap dans les politiques régionales procède d'une approche transversale visant à mobiliser tous les leviers régionaux pour accompagner aux mieux les personnes en situation de handicap et leur famille. Répertorié dans l'Agenda 22, ce programme régional d'accessibilité universelle pour le handicap fait l'objet d'une révision annuelle. Il permet d'apprécier l'ampleur de l'engagement régional.

En complément de cette approche globale, gage de cohérence et d'efficacité, la Région **mobilise des dotations spécifiques en investissement en faveur de projets innovants en matière de prise en charge et d'accompagnement des personnes en situation de handicap,**

avec une action particulièrement marquée en faveur des personnes atteintes de troubles autistiques ou de la maladie d'Alzheimer. En outre, le **soutien aux huit Maisons départementales des personnes en situation de handicap (MDPH)**, unique en France, est maintenu pour accompagner le financement des travaux d'adaptation des logements privés au handicap ainsi que les acquisitions d'aides techniques et d'appareillages. De nouvelles dispositions seront étudiées pour garantir l'optimisation de ce soutien.

Les actions **à destination des aidants seront quant à elles poursuivies**. En 2020, la mobilisation en faveur de l'accès aux soins des personnes en situation de handicap sera poursuivie et amplifiée, de façon à lutter contre les barrières inacceptables que rencontrent les personnes en situation de handicap dans leur accès aux soins. Enfin, le maillage du territoire en termes de droits à l'accessibilité culturelle amorcé en 2019 se poursuivra de manière à couvrir l'ensemble du territoire francilien.

2.3.2. Conforter la construction équilibrée de logements

L'année 2019 aura été marquée par les conséquences des **décisions prises par le Gouvernement sur le secteur du logement** et principalement celui du logement social. La réduction des APL dont la compensation pour les locataires s'est traduite par un abaissement des loyers imposés aux bailleurs a eu des conséquences importantes sur leur capacité à poursuivre les investissements dans le développement du parc.

De même, **l'entrée en vigueur progressive de la loi ELAN** qui impose notamment le regroupement des bailleurs gérant un parc de petite taille s'est traduite par des réorganisations qui peuvent peser sur le rythme de conduite des projets.

Les objectifs réglementaires qui leur sont assignés en termes de **mise aux normes** ont également pour effet de **mobiliser des financements qui ne sont plus disponibles pour la construction**.

De plus, **la tension foncière en Île-de-France reste importante. Les prix de l'immobilier continuent leur croissance** en particulier compte tenu de la grande faiblesse des taux d'emprunt et une offre de prêts de longue durée qui maintient une forte capacité d'achat de certains ménages.

Ces éléments conduisent à une **situation contrastée** où la **construction de logements demeure dynamique** dans notre région avec un dépassement du seuil légal de 70 000 constructions. En revanche, **ce rythme n'est pas encore suffisant pour résorber le retard pris au milieu des années 2010** et pour loger les nouveaux arrivants en Île-de-France.

Particulièrement sur le **secteur social**, les évolutions en cours ont eu pour effet de limiter fortement leur capacité d'investissement alors que le cycle d'autorisation des permis connaît habituellement un ralentissement à l'approche de la fin des mandats municipaux.

Dans le domaine du **renouvellement urbain**, l'année 2019 est marquée par le vrai démarrage des projets. L'Etat et son opérateur l'ANRU ont enfin perçu l'urgence de prendre des décisions de simplification et d'accélération des projets afin de permettre leur concrétisation. D'ici quelques mois, l'ensemble des projets devraient, enfin, avoir franchi l'étape de la validation de principe et les travaux vont pouvoir être engagés.

L'année 2020 sera donc une année à forts enjeux. L'Exécutif entend poursuivre sa stratégie qui consiste à traiter de manière équilibrée et responsable tous les secteurs du logement.

En s'appuyant sur **l'EPFIF** (établissement public foncier d'Île-de-France), elle entend répondre aux enjeux de disponibilité foncière. En 2018, cette action a permis de mettre sur le

marché des parcelles et bâtiments permettant la réalisation de plus de **7 000 logements neufs**. **Ce rythme doit se poursuivre alors que l'EPFIF va s'engager dans l'élaboration de son nouveau PPI.**

L'enjeu pour la Région en 2020 sera en premier lieu d'**accompagner les bailleurs dans la poursuite de leurs efforts de construction**. Les mesures de simplification adoptées par notre collectivité en 2017 permettent de mettre en place des subventions simples d'accès et toujours appréciées par les bailleurs dans un contexte financier en tension à la suite des mesures prises par le Gouvernement. Notre collectivité devra cependant veiller à ne pas se substituer aux défauts de financement d'autres acteurs.

Cependant, dans un cycle malheureusement plutôt bas de constructions, l'enjeu pour notre Région consistera également à **adapter ses interventions pour accompagner les bailleurs dans leur politique de rénovation énergétique**. L'enjeu est double : accélérer le rythme de disparition des passoires énergétiques du parc social et dégager des marges pour la construction afin de répondre aux enjeux du mal logement en Île-de-France.

La Région entend bien évidemment poursuivre sa **politique de mixité** complète en parfaite cohérence avec le dispositif anti ghettos adopté en début de mandat par notre collectivité. Il s'agit d'intensifier l'aide pour les logements les plus sociaux dans les communes qui ont besoin d'accroître leur parc afin de répondre aux objectifs légaux et de favoriser l'émergence d'un parc intermédiaire dans les communes déjà très dotées en logement sociaux. Par ailleurs, le traitement social du logement ne peut s'entendre sans un **soutien régional ciblé aux copropriétés dégradées**.

10 M€ pour en finir avec les passoires énergétiques dans le parc social

Le **parc social en Ile-de-France** comprend aujourd'hui encore environ **50 000 logements affichant un diagnostic de performance énergétique de classe F ou G**. Au **rythme actuel**, il faudra **encore 50 ans pour faire disparaître ces appartements** dont la consommation énergétique très élevée nuit à l'environnement.

Consciente de l'urgence de la situation, la Région affiche sa volonté de **supprimer en 10 ans ces 50 000 passoires**. Dans son **budget 2020**, il est prévu de **mobiliser 10 M€ afin de réaliser une première tranche de travaux sur 5 000 logements sociaux**. Il s'agira d'**apporter 2 000 € par logement**, soit environ 6 % du coût d'une rénovation énergétique et de mobiliser les financements européens FEDER.

Pour y arriver, des **contrats pluriannuels seront passés avec les bailleurs HLM** visant à réaliser les travaux de rénovation indispensables, pour que des dizaines de milliers de locataires Franciliens disposent de logements confortables.

Sur cette politique également, il convient que la Région ne se substitue pas aux autres acteurs mais qu'elle joue pleinement son rôle sur les grands ensembles qui ne peuvent pas être gérés au seul niveau des communes ou de leurs groupements. En particulier, la Région n'a pas vocation à intervenir sur les opérations de requalification de copropriétés dégradées d'intérêt national qui bénéficient d'un financement dédié via l'EPFIF, qui en est l'opérateur. Ces projets de longue haleine n'entrent pas dans le champ de la politique régionale d'aide aux copropriétés dans la mesure où ils consistent sur des durées beaucoup plus longues à mener de véritables opérations de réaménagement. Il conviendra donc d'examiner comment elle pourra redéployer ses efforts sur les copropriétés qui le nécessitent.

Enfin, les enjeux de l'année 2020 seront importants sur le nouveau **plan de renouvellement urbain pour lequel la Région a décidé dès janvier 2017 de mobiliser 250 M€ de crédits spécifiques**, en faveur des **102 quartiers d'intérêt régional et national d'Ile-de-France**. Notre collectivité a validé les trois priorités de soutien régional : l'humanisation des

quartiers, le soutien au développement économique et l'aide à la jeunesse. La mise au point des projets confirme toute la pertinence de ces enjeux.

Après l'engagement effectif des premiers dossiers depuis l'été 2019, il s'agira pour la Région de confirmer et d'amplifier son appui aux communes et intercommunalités qui conduisent ces projets particulièrement complexes.

*

2.3.3. Renforcer l'engagement pour la sécurité des Franciliens

La sécurité étant la **première des libertés**, la Présidente de Région a choisi de mettre en place, dès son arrivée aux responsabilités, un **bouclier de sécurité**, ensemble de **mesures très concrètes** destinées à offrir aux Franciliens une plus grande protection.

Pour faire face à la menace terroriste et réduire la délinquance en Ile-de-France, le Conseil régional a souhaité agir pour améliorer la sécurité des Franciliens. Après avoir **triplé entre 2015 et 2016 puis progressé de + 10 % chaque année entre 2016 et 2019** afin d'engager les actions nouvelles souhaitées par l'exécutif, les crédits consacrés à la sécurité s'établiront à **27,490 M€ en 2020**, auxquels s'ajoutent **0,770 M€ pour financer les brigades de sécurité**. Cela représente une progression de **+ 6,8 % par rapport au BP 2019**. Il s'agit principalement de crédits d'investissement (27 M€) ; ces derniers ont été **multiplié par 4 depuis 2015**.

L'exécutif régional a ainsi fait de la sécurité une de ses **priorités majeures**, et a **construit avec l'Etat une nouvelle relation**, en signant une **convention de coopération unique en France** permettant une coproduction de la politique de sécurité.

Pour faire face aux besoins urgents des forces de sécurité en matière d'équipements et d'infrastructures, et renforcer ainsi leurs moyens d'action, leur protection mais aussi leurs conditions de vie, la Région s'engage activement. **La Police nationale, la Gendarmerie nationale et les Polices municipales bénéficient ainsi en Ile-de-France du soutien financier de la Région**. C'est ainsi que la Région participe à **l'acquisition d'équipements à l'instar de véhicules, de commissariats mobiles, mais qu'elle agit également pour rénover commissariats et casernes**.

Sans se substituer à l'Etat, l'intervention de la Région est de nature à faire la différence, en permettant **d'augmenter significativement les moyens consacrés à la sécurité des Franciliens**. Que ce soit avec la **vidéoprotection généralisée dans les transports** ou la conduite **d'audits de sécurité sur demande des établissements financés par la Région** (lycées, CFA, îles de loisir...), la Région assume au quotidien ses responsabilités. Il en va de même de son action ayant permis le **financement de patrouilles de réservistes de la gendarmerie dans les transports** ou encore de la **gratuité des transports offerte aux policiers de grande couronne** qui permet de renforcer tous les jours la protection des Franciliens.

Le bouclier de sécurité se traduit également par un **soutien financier très conséquent apporté aux communes de la Région**, en favorisant l'installation des **Centres de Supervision Urbaine** et le déploiement de **caméras de vidéoprotection sur l'ensemble du territoire**. De la même manière, les polices municipales sont soutenues par la Région, grâce au financement de leurs équipements.

Au total, **depuis 2016, ces crédits ont permis de sécuriser 520 lycées** (393 publics et 127 privés) ; de soutenir **179 communes** et EPCI pour **l'équipement des polices municipales** ; d'accompagner **226 communes et EPCI** au titre de l'équipement en **vidéo-protection** ; de cofinancer la construction et rénovation de **14 commissariats de police municipale** ; de soutenir **46 opérations de construction et de rénovation des commissariats et casernes de police nationale et de gendarmerie**.

La politique de sécurité de la Région se décline enfin en **faveur des victimes d'infractions pénales**, aux côtés desquelles l'exécutif régional agit. Un appel à projet annuel permet ainsi de **soutenir les associations d'aides aux victimes**, tandis que la Région a contribué au déploiement des **téléphones grave danger** sur l'ensemble des départements de la Région, apportant soutien et protection aux femmes victimes de violence.

En 2020, la Région engagera un **soutien à l'équipement des Sapeurs-Pompiers et des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS)** à hauteur de **1,5 M€**. Au regard de la réussite des Brigades Régionales de Sécurité, **il est aussi prévu une brigade supplémentaire (5 agents)**. Dans le cadre d'une expérimentation, ces brigades seront amenées à encadrer l'application de **Travaux d'intérêts généraux (TIG)** dans les **lycées**. Enfin des négociations sont en cours avec le ministère de la Justice pour aider à la **sécurisation des établissements pénitentiaires franciliens**.

*

2.3.4. Une politique culturelle ambitieuse : favoriser l'inclusion, soutenir la création, permettre l'itinérance

En 2020 il est proposé un **budget régional dédié à la culture atteignant 118 M€**, soit une hausse de **25 % par rapport à 2019**. **C'est dire que l'ambition d'augmenter de 20 % le budget de la culture sur la mandature sera atteinte et même très largement dépassée**. Le budget 2020 de la culture sera dédié à l'avenir, avec des crédits d'**investissement s'élevant à 67 M€**, soit un niveau **3,5 fois supérieur à 2015**.

Avec l'effort consenti pour l'installation à Massy du Centre Pompidou Francilien - Fabrique de l'Art, **l'engagement d'augmenter de 20 % le budget de la culture sur la mandature est donc d'ores et déjà rempli et même très largement dépassé**.

Au titre des **priorités pour 2020**, l'investissement prend la forme **d'un grand plan pour soutenir des équipements structurants** sur tout le territoire pour tous les publics :

- le **Centre Pompidou Francilien – Fabrique de l'Art à Massy**, donc, pour doter l'Ile-de-France d'un lieu d'envergure au service de l'art moderne et contemporain pour tous les Franciliens, auquel il faut ajouter l'ouverture du nouveau lieu d'exposition et de stockage du Fonds Régional d'Art Contemporain (FRAC) Ile-de-France à Romainville ;
- après le soutien de **10 M€ à la restauration de la Cathédrale Notre-Dame-de-Paris**, l'ensemble du **Plan Patrimoine sera mis en place en 2020**. Dans le cadre des premières Assises du Patrimoine de septembre 2019, des actions transversales pour répondre aux enjeux de la formation, de l'emploi, de la valorisation touristique et bien sûr de la restauration des monuments classés et des sites labellisés Patrimoine d'intérêt régional seront déployées ;
- le **soutien renforcé aux lieux de spectacle vivant, aux médiathèques, aux centres d'arts**, aux cinémas d'art et d'essai, au plus près des pratiques culturelles des Franciliens ;
- le déploiement de **100 nouvelles boîtes à livres dans les gares**, en partenariat avec la SNCF ;
- le soutien à la **création de Cafés-musicaux notamment dans les villages, les quartiers et les zones péri-urbaines**, pour y maintenir ou y recréer une convivialité autour de la musique et de la culture ;
- la **création du volet international du fonds de soutien au cinéma et à l'audiovisuel** afin d'accueillir plus de productions étrangères dont la venue sur le territoire francilien renforcera l'économie et les emplois de la filière.

Autre priorité : la mise en place d'une **nouvelle politique d'aide à la diffusion dans le champ du spectacle vivant et l'amélioration des dispositifs existants**, dans la suite de la

délibération N° CR 2019-040 du 19 septembre 2019, qui va donner aux artistes, aux équipes et aux lieux des conditions nouvelles pour créer et diffuser dans toutes les disciplines (théâtre, musique, danse, art lyrique, cirque). Cette politique bénéficie de la totalité de l'enveloppe précédemment dévolue à Arcadi.

Enfin, la **jeune création** (avec la **montée en puissance de FoRTE**), la démultiplication des résidences d'artistes dans toutes les disciplines culturelles, notamment en grande couronne, l'éducation artistique et culturelle bénéficieront à la fois de crédits maintenus et de la création du nouveau service des « arts visuels, jeune création, éducation artistique et culturelle ».

*

2.3.5. Permettre au plus grand nombre l'accès à une pratique sportive sécurisée et de qualité

La politique sportive régionale établie depuis 2016 en partenariat avec le mouvement sportif associatif doit veiller à la fois au **nécessaire lien de solidarité et d'entraînement** de la **pratique de haut niveau comme celle du plus grand nombre**, avec pour perspective de préparer toute une génération aux Jeux Olympiques et Paralympiques à Paris en 2024.

Afin de répondre à cet objectif et, par la même occasion, aux besoins du mouvement sportif, la Région œuvre pour **consolider les relations entre les différents acteurs du sport sur le territoire francilien et les mettre au centre du jeu**. Concentrées dans un premier temps sur les têtes de réseau que sont les fédérations sportives et les ligues et comités régionaux, la Région souhaite soutenir toute la chaîne sportive, de la fédération aux clubs permettant ainsi de fédérer l'ensemble des acteurs du sport du territoire. **C'est l'objectif du nouveau dispositif d'aides aux petits clubs adopté en septembre dernier qui à la fin de l'année 2020 va permettre de soutenir près de 4 000 clubs.**

Les clubs sportifs jouent un rôle essentiel pour l'insertion et l'éducation des plus jeunes qui méritent d'être valorisé et encouragé. Aujourd'hui souvent exclus de toute subvention de l'Etat, il est indispensable de soutenir le fonctionnement des clubs franciliens qui agissent au plus près des territoires et répondent aux besoins sportifs des franciliens. Un autre point essentiel de la politique sportive régionale repose sur l'adoption du **Plan Sport Oxygène** en septembre 2018 car il représente le 3^{ème} pilier des nouvelles ambitions de la Région pour le sport en Ile-de-France et illustre sa volonté d'encourager l'accès aux pratiques sportives pour tous avec des opportunités supplémentaires dans les domaines du sport santé et du sport bien être.

Dans cette dynamique, la Région agit avec le concours des collectivités locales qui sont incitées à installer des **équipements sportifs de proximité en libre accès pour développer l'activité physique et sportive des franciliens** et à organiser des événements de promotion pour que cette pratique soit régulière. Pour réduire les inégalités territoriales en matière d'équipements sportifs, la Région va persévérer dans la modernisation des équipements sportifs. Les nombreux projets d'équipements sportifs, à l'initiative des collectivités territoriales et soutenus par la Région, constituent une réponse appropriée à la carence de certains territoires dans ce domaine.

Favoriser l'accès au sport pour le plus grand nombre en portant une attention particulière **aux publics les plus éloignés de la pratique sportive**, tant pour des raisons géographiques, culturelles que sociales ou de handicap est un axe d'intervention prioritaire. **La Région ambitionne de développer significativement la pratique sportive des personnes en situation de handicap**. Plusieurs dispositifs régionaux sont mobilisés tant en investissement – avec la mise en place en juillet 2019 d'un **bonus financier pour les collectivités locales qui justifient d'une politique sportive locale ou encore l'extension à l'ensemble des disciplines du dispositif d'achat de matériels spécifiques** – qu'en fonctionnement par le biais des conventions pluriannuelles passées avec les ligues et comités sportifs régionaux qui demeurent le pivot de sa politique sportive régionale.

Forte de sa relation privilégiée avec le mouvement sportif, renforcée par le nouveau dispositif de **soutien aux petits clubs**, la Région va conforter son implication dans la **lutte contre toutes formes de discriminations et prévenir les risques de radicalisation** en diffusant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ainsi que la charte éthique et déontologique du sport que chaque bénéficiaire s'engage à diffuser et à appliquer auprès des licenciés.

Une politique sportive confortée

A cette occasion un **programme d'aménagement et de restructuration va être conçu pour le CREPS Ile-de-France** (Centre de ressources, d'expertise et de performances sportives) afin qu'il accède aux normes internationales et soit à même d'accueillir des délégations nationales et internationales dans le cadre de la préparation des Jeux Olympiques et Paralympiques à Paris en 2024.

La Région Ile-de-France, **deuxième financeur public après l'Etat**, est un partenaire majeur dans la **préparation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024**. Dans le cadre de sa stratégie d'accompagnement des Jeux, la Région participe à toutes les phases d'organisation de cet événement planétaire et contribue pleinement par son action à sa réussite. C'est ainsi que le **Stade nautique olympique d'Île-de-France, premier site olympique livré**, a été inauguré au mois de juin 2019. Particulièrement engagée en faveur de la jeunesse, la Région contribue également à la formation des futurs « **Volontaires des JOP 2024** » à travers les **1 000 stages de découverte des JOP** qu'elle organise chaque année au bénéfice de **collégiens franciliens de 3^{ème}**. De même, elle se mobilise et mobilise les lycées comme les universités franciliens afin que la participation régionale soit la plus large possible à chaque édition de la Semaine olympique et paralympique. La Région soutient enfin ses territoires et les acteurs qui souhaitent s'investir pleinement dans l'aventure olympique, notamment à travers le lancement d'un appel à projets destiné à soutenir des actions et initiatives en lien avec la stratégie régionale mise en place.

Au total, l'ambition reste forte en 2020 avec un budget de **67 M€** au profit des **sports**, des **loisirs** et de la **jeunesse**, dont **55 M€** de crédits d'investissement en **progression de 86 % par rapport à 2015**.

*

2.3.6. Des îles de loisirs en réponse aux attentes de détente et d'activités de plein air

En matière de loisirs, les **12 îles de loisirs de la Région** jouent un rôle essentiel pour répondre aux attentes des franciliens en matière de détente et d'activités de plein air. Réparties sur l'ensemble du territoire francilien, elles sont les espaces verts des familles franciliennes, notamment celles qui ne partent pas ou peu en vacances.

Elles accueillent de nombreuses manifestations sportives et culturelles et sont le lieu de mise en œuvre de projets et d'actions en direction des jeunes, des familles défavorisées et des personnes en situation de handicap.

Les îles de loisirs doivent néanmoins **faire évoluer leur modèle économique** pour le rendre moins dépendant de la saisonnalité et des financements publics tout en maintenant leur rôle social essentiel.

A cet effet, la Région a entrepris depuis 2016 une redéfinition des critères de financement en recentrant ses investissements sur les priorités suivantes :

- garantir aux franciliens des **conditions de sécurité optimales** en poursuivant le déploiement de la vidéo-protection et en renforçant l'ensemble des dispositifs visant à contrôler les accès, à empêcher les intrusions et à garantir la sécurité des biens et des personnes ;
- poursuivre l'effort d'**amélioration de l'accessibilité aux personnes en situation de handicap** avec comme objectif prioritaire une accessibilité à l'ensemble des équipements et activités, dans un souci d'exemplarité ;
- **rénover le patrimoine** existant en mettant l'accent sur la mise en conformité des infrastructures et équipements d'accueil indispensables, mais ne présentant pas un caractère de rentabilité directe.

Parallèlement, la Région encourage les organismes gestionnaires des îles de loisirs à rechercher des partenariats avec des investisseurs privés **pour des investissements « productifs » tels que l'hébergement, la restauration, le tourisme d'affaires ou la création de nouvelles activités sportives et de loisirs**. Cette orientation commence à porter ses fruits et se traduit par une tendance à la réduction des contributions publiques.

L'objectif de la Région, partagé par l'ensemble des collectivités partenaires, est de mettre en place un **modèle de développement cohérent et pérenne à l'échelle de toutes les îles de loisirs et moins dépendant des contributions publiques**, tout en tenant compte des caractéristiques de chaque île de loisirs.

La Région impulse également la mise en place d'outils de pilotage communs permettant de mutualiser les moyens des îles de loisirs et de renforcer la lisibilité et la pertinence de leur offre.

Concernant l'île de loisirs de **Vaires-Torcy**, sous maîtrise d'ouvrage directe de la Région, après la mise en service en 2019 du stade nautique olympique, l'année 2020 verra le lancement de la **nouvelle délégation de service public**.

La **Corniche des Forts** verra l'aboutissement de la phase d'aménagement engagée en 2018. La **nouvelle promenade écologique** permettra la découverte d'un site remarquable et l'ouverture au public à l'horizon de 2020 de 4,5 ha supplémentaires. Parallèlement, la Région s'est engagée à sanctuariser les 25 hectares restant non aménagés. La Corniche des Forts a ainsi vocation à devenir un véritable observatoire de la biodiversité en milieu urbain qui sera unique en Île de France.

En matière de fonctionnement, la Région reconduira le **dispositif des tickets loisirs mis en place en 2017 et 2018 pour l'accès aux loisirs et aux vacances sur les îles de loisirs**, en continuant à mettre l'accent sur le développement des séjours bénéficiant aux groupes de jeunes, aux familles fragilisées et aux femmes victimes de violences ainsi que l'accueil des personnes en situation de handicap.

Elle continuera à développer des **animations culturelles et sportives** et étendra les villages sportifs et culturels à l'ensemble des îles de loisirs.

2.3.7. Une politique de jeunesse concertée

L'année 2020 sera l'année d'installation des **nouveaux membres du Conseil régional des jeunes** renouvelé en fin d'année 2019.

Ce nouveau Conseil Régional des jeunes (CRJ) sera dès le début de sa mandature pleinement associé aux travaux conduits dans le cadre de la démarche transversale jeunesse et dans la mise en œuvre du prix régional contre le racisme, l'antisémitisme et la lutte contre les discriminations (PRAD) conçu par le CRJ durant le mandat 2017-2019.

*

2.3.8. Un engagement continu pour la citoyenneté et la vie associative

Le budget 2020 de la délégation Citoyenneté Vie associative s'inscrit pleinement dans la démarche Région solidaire et amplifie les approches nouvelles de l'intervention régionale dans ces champs d'action ; les années 2016 à 2018 ont constitué le premier acte d'une politique globale qui a trouvé sa pleine expression en 2019. **L'année 2020 ancre le budget de la délégation dans son rythme de croisière**, inscrivant dans le marbre les intentions contenues dans le rapport-cadre « Région Île-de-France, Région solidaire », par délibération n° CR 2018-024 du 3 juillet 2018.

La première intention consiste à modifier en profondeur l'action régionale en matière de politique de la ville en **l'élargissant à l'ensemble des quartiers populaires et des communes rurales en difficulté et en l'inscrivant délibérément dans le droit commun régional**. Il s'agit ainsi de ne pas conforter paradoxalement des zones d'exclusion par une politique spécifique aux moyens contraints mais de soutenir les initiatives en faveur d'une plus grande cohésion sociale sur d'autres territoires, notamment ruraux qui présentent des signes comparables de fragilité.

S'agissant spécifiquement des **actions des associations** œuvrant dans ces territoires, elles seront soutenues autour de **3 grandes thématiques**, celle du **renforcement de la cohésion sociale et territoriale**, de la défense des valeurs de la République et de la citoyenneté et de la place des femmes dans l'espace public.

La stimulation de l'engagement des jeunes est également au cœur des priorités. Ainsi, l'« **Option Engagement** » est dorénavant inscrite au budget à travers l'action Projets de territoires Jeunesse et Développement social. Cette ambition s'est traduite, en premier lieu, par l'adoption d'un nouveau règlement d'intervention « Engagement et projets de territoires jeunesse » en CP du 18 septembre 2019.

Ce public fait l'objet d'une attention particulière, avec le **renforcement du soutien aux têtes de réseau associatives et aux fédérations d'éducation populaire** pour leur action en direction des associations membres, afin de rendre l'action locale plus efficace et mieux coordonnée, mais également d'apporter son soutien à la structuration de la vie associative. Le récent partenariat signé avec le Centre d'information et de documentation Jeunesse (CIDJ) vise à garantir aux jeunes des réponses de proximité sur des thématiques ciblées : parcours à la carte autour de l'alternance pour des jeunes sans projet à la rentrée, forum « trouve un taf cet été », accompagnement personnalisé des étudiants Ultra-marins.

Cette action concrète en faveur des **jeunes ultra-marins** est une illustration des projets de coopération développés, et qui le seront encore davantage en 2020, dans tous les domaines de l'action et de l'expertise régionale, suite à l'adoption des conventions de partenariats avec la Région Guadeloupe, la collectivité territoriale de Guyane, la Région de La Réunion et le Département de Mayotte.

Au-delà, dans une Région qui compte près de **220 000 associations et plus de 2 millions de bénévoles**, le focus est porté au développement de la vie associative francilienne, dans un objectif de soutien aux processus de structuration, d'encouragement à la « professionnalisation » et de valorisation du bénévolat. Seront ainsi soutenus des projets visant, entre autres, la mutualisation de moyens d'actions et de moyens, la coopération inter-associative, l'accompagnement et les conseils aux projets associatifs ou encore des plans de formation des bénévoles.

La **politique régionale volontariste de lutte contre les violences faites aux femmes**, de promotion de l'égalité femmes-hommes et de lutte contre les discriminations sera poursuivie et même élargie aux violences faites aux enfants, donnant la priorité, en parallèle des actions d'accompagnement, aux actions judiciaires et prenant en compte les nouvelles formes de violences.

L'accueil et l'hébergement des jeunes en rupture familiale fera l'objet d'une attention particulière pour soutenir des projets afin d'offrir un plus grand nombre de places d'accueil.

La mise en valeur, la diffusion et le respect de la laïcité et des valeurs de la République restent une priorité de l'action régionale et traversent l'ensemble des axes d'intervention. Cet engagement régional de tout premier ordre trouve sa pleine expression dans le prolongement des différentes délibérations cadres votées en 2016 et 2017 et dans le déploiement du programme de formations à la prévention de la radicalisation de référents et de formateurs des mouvements sportif et d'éducation populaire, et de sensibilisation des collectivités territoriales.

Pour le reste, l'action régionale de la Délégation Citoyenneté Vie associative se situe dans la continuité des années précédentes qu'il s'agisse de son soutien aux radios locales à hauteur de ou de l'aide apportée au **Centre Hubertine Auclert** qui se poursuivra en 2020, ainsi qu'à l'Observatoire régional des violences faites aux femmes intégré en son sein. L'organisme pourra mettre en place un plan d'actions concerté en lien avec les orientations régionales.

*

2.4. Atteindre les objectifs de programmation et de certification

La Région est **autorité de gestion** désignée du programme opérationnel FEDER-FSE-IEJ pour l'Île-de-France et le Bassin de la Seine depuis décembre 2016 (POR) pour une enveloppe globale de 540 millions d'euros.

Un rapport cadre (CR 129-16) a été adopté définissant la stratégie européenne pour l'Île-de-France et qui repose sur deux axes principaux :

- **maximiser le recours aux financements européens** aussi bien des fonds structurels et d'investissement que des programmes sectoriels ;
- **développer l'action européenne de la Région** à travers des partenariats, une politique d'influence et de représentation et l'appui aux structures franciliennes.

L'Île-de-France, une Région très engagée en matière de gestion des fonds européens au profit des territoires et des franciliens

La Commission européenne a confirmé en septembre 2019 l'acceptation du Rapport Annuel de Mise en Œuvre (RAMO) portant sur l'année 2018. Ce RAMO avait pour particularité de servir de base à la revue de performance de la Commission, c'est-à-dire l'examen de l'atteinte des cibles des indicateurs fixées au 31 décembre 2018. **La Commission a ainsi confirmé l'atteinte des cibles sur tous les axes du programme opérationnel régional et donc le déblocage de la réserve de performance correspondant à 6 % de la maquette, soit environ 28,5 millions d'euros.**

L'année 2019 s'est caractérisée par le maintien de la dynamique de programmation et de certification afin de répondre aux objectifs fixés par la Commission.

Par ailleurs, **la Région s'est fortement mobilisée pour poursuivre la mise en œuvre des recommandations formulées dans le cadre des audits réalisés en 2018.** Les efforts ainsi consentis ont déjà permis d'améliorer le système de gestion de la Région (passage en catégorie 3). La mobilisation des équipes régionale va se poursuivre en 2020 pour finaliser la mise en œuvre des recommandations de la commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC). **Cette mobilisation porte ses fruits puisque la Région vient de passer en catégorie 2.**

Ainsi, la Région aura programmé 75 % de son enveloppe disponible à fin octobre 2019 et près de 78 % prévus fin 2019 (taux de programmation national au 31 mars 2019 : 63 %).

Le budget 2020 s'inscrit dans la poursuite de la réalisation des objectifs de la programmation, cette dernière pouvant s'étendre jusqu'en 2021.

Pour le FEADER, les crédits seront inscrits pour ordre sur le budget régional mais gérés directement par l'agence de service et de paiement, comme c'est le cas depuis le début de la programmation.

Le programme régional 2014-2020 touchant à sa fin, la Région va fortement s'investir dans la démarche d'élaboration du futur programme FEDER-FSE 2021-2027.

L'Île-de-France, une Région au service des porteurs de projets

Au-delà de la gestion des fonds, la Région se doit d'**accompagner les structures franciliennes** (associations, collectivités locales, universités, pôles de recherche, entreprises) **vers les financements offerts par les programmes communautaires.** Pour ce faire, la Région a créé dès 2016, un service spécifique de « développeurs », dont la mission est d'identifier et d'appuyer les porteurs de projets éligibles aux financements européens. A ce jour, cette mission a contribué à ce que des acteurs franciliens lèvent 80 M€ de fonds européens.

Poursuite du dispositif « Europe »

La Région continuera à fonctionner par **appels à projets dans le cadre du dispositif « Europe » adopté par le Conseil régional** (CR 129-16). Ces appels à projets visent à sélectionner les structures franciliennes développant des projets concrets et initiant des débats de qualité pour une meilleure compréhension de l'Union européenne et de ses enjeux dans les territoires. Il permet ainsi à la Région d'appuyer des actions et études éclairant ou soutenant la stratégie européenne de l'Île-de-France, de soutenir des actions pédagogiques innovantes et de valoriser des formations aux métiers européens.

L'Île-de-France, une Région qui reprend sa place en Europe

La Région renouvellera son soutien à l'organisme associé **Île-de-France Europe**, représentation de la Région Île de France à Bruxelles. Cette association a pour objet de faciliter et **renforcer la participation de la Région, des départements franciliens et de leurs acteurs dans les programmes et instruments de financement communautaires**, et de permettre à ses membres de développer une stratégie d'influence au niveau européen pour répondre aux besoins du territoire francilien.

L'année 2020 sera donc une **amplification des actions menées depuis 2016**.

Les **résultats** sont là, les actions régionales sont **concrètes, innovantes** et au profit du **quotidien** de tous. La Région **s'engage en confiance** au plus proche des citoyens.

S'engager en confiance, c'est aussi le sens de la **démarche d'évaluation des politiques régionales**, que nous vous soumettons dans cette même séance avec un projet de rapport cadre. Cette **démarche innovante et ambitieuse** doit placer notre Région à la **pointe des grandes collectivités territoriales en la matière**. Progressivement **tous les dispositifs** adoptés par notre Assemblée seront équipés **d'objectifs clairs et d'indicateurs** permettant de mesurer leur atteinte.

Cette **transparence sur l'efficacité et sur l'impact de nos politiques** éclairera les débats de notre Assemblée, avec pour **seul but de mieux servir les Franciliens**.

C'est la politique par la preuve que l'Exécutif appelle de ses vœux.

*

PROJET DE DÉLIBÉRATION DU 16 DÉCEMBRE 2019

PROJET DE BUDGET POUR 2020

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n° 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code général des impôts ;

VU le code des douanes ;

VU le code monétaire et financier ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU l'arrêté n° NOR/MDIB0400012A du 1^{er} août 2004 modifié relatif à l'application d'un plan comptable au secteur public local ;

VU l'arrêté n° NOR/TER1832517A du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M. 71 applicable aux régions ;

VU la délibération n° CR 51-04 du 16 décembre 2004 sur le choix du mode de vote du budget régional ;

VU la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 portant adoption du règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 ;

VU les délibérations n° CR 03-05 du 31 janvier 2005 et n° CR 69-05 du 15 décembre 2005 relatives à l'inventaire comptable à la Région Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 45-12 du 27 septembre 2012 portant diverses dispositions d'ordre budgétaire et financier et notamment ses articles 6, 7, 8 et 9, et la délibération CR 2018-012 du 31 mai 2018 portant budget supplémentaire pour 2018, notamment son article 5 ;

VU la délibération n° CR 12-00 du 4 mai 2000 portant diverses mesures relatives aux instruments pluriannuels de gestion de l'emprunt, et notamment son article 2 relatif à la mise en place d'un programme d'émissions internationales de titres à moyen terme (EMTN) ;

VU le budget de la Région pour 2002 en date du 1^{er} février 2002, et notamment son article 10 relatif à la mise en place d'un programme de billets de trésorerie ;

VU la délibération n° CR 32-10 du 17 juin 2010 relative aux règles de transparence demandées par la Région Île-de-France à ses partenaires financiers et bancaires, en particulier au regard de leur activité dans les paradis fiscaux ;

VU la délibération n° CR 08-14 du 13 février 2014 relative à la prise d'autorité de gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) de la période 2014-2020 ;

VU la délibération n° CR 35-14 du 25 septembre 2014 relative à la prise d'autorité de gestion et à la mise en œuvre de la gestion des fonds européens FEDER, FSE et FEADER de la période 2014-2020 ;

VU la délibération n° CR 90-14 du 19 décembre 2014 fixant le montant des recettes et portant ouverture d'autorisations de programme, d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement dans le budget de la Région d'Île-de-France pour 2015, et portant adoption de l'annexe au règlement budgétaire et financier n° CR 33-10 relative aux modalités de gestion

des fonds européens pour la programmation 2014-2020 ;

VU la délibération n° CR 2019-022 relative à l'adoption du compte administratif 2018 ;

VU la délibération n° CR 2019-024 du 28 mai 2019 portant budget supplémentaire 2019 ;

VU la délibération n° CR 2019-065 du 21 novembre 2019 portant décision modificative 2019 ;

VU la délibération n° CR 2019-071 du 21 novembre 2019 portant diverses dispositions financières ;

VU la délibération n° CR 2019-064 du 21 novembre 2019 sur les orientations budgétaires pour 2020 ;

VU le rapport en matière de développement durable 2019 de la Région Île-de-France ;

VU le rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes dans la Région pour 2019 ;

VU l'avis n° du Conseil économique, social et environnemental régional en date du 2019 portant sur le budget primitif ;

VU les avis émis par les commissions saisies ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CR 2019-075 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

DELIBERE

TITRE I

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

Article 1^{er}

Le montant des recettes affectées à la section de fonctionnement est fixé pour 2020 à 6 002 879 000 euros, conformément au détail par chapitre figurant à la 3^e partie (B) du budget annexé à la présente délibération.

Le montant de l'emprunt nécessaire à l'équilibre du budget est fixé pour 2020 à 641 467 000 euros.

Le montant des recettes affectées à la section d'investissement est fixé pour 2020 à 4 714 394 000 euros, conformément au détail par chapitre figurant à la 3^e partie (A) du budget annexé à la présente délibération.

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

Article 2

Le montant des autorisations de programme ouvertes à la section d'investissement du budget de la Région d'Ile-de-France est fixé pour 2020 à 2 202 332 000 euros, conformément au détail par chapitre figurant à la 3^e partie (A) du budget annexé à la présente délibération.

Le montant des crédits de paiement ouverts à la section d'investissement est fixé pour 2020 à 4 714 394 000 euros, conformément au détail par chapitre figurant à la 3^e partie (A) du budget annexé à la présente délibération.

Le montant des autorisations d'engagement ouvertes à la section de fonctionnement du budget de la Région d'Ile-de-France est fixé pour 2020 à 2 087 231 000 euros, conformément au détail par chapitre figurant à la 3^e partie (B) du budget annexé à la présente délibération.

Le montant des crédits de paiement ouverts à la section de fonctionnement est fixé pour 2020 à 6 002 879 000 euros, conformément au détail par chapitre figurant à la 3^e partie (B) du budget annexé à la présente délibération.

La Présidente du Conseil Régional est autorisée à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 3

Au-delà du montant de l'emprunt nécessaire à l'équilibre du budget, il peut être procédé, dans la limite de 587 000 000 euros, à des tirages d'emprunt ayant pour objet le refinancement d'opérations de remboursement qui seraient effectuées, dans les mêmes limites, sur l'encours de dette mobilisé sur la ligne de crédit long terme à encours variable conclue en 2007 auprès du groupe Caisse d'Epargne-Crédit Foncier. La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France est autorisée à négocier et à signer les documents contractuels correspondants.

Article 4

Les emprunts de la Région Ile-de-France nécessaires à l'équilibre du budget peuvent être contractés sur une durée maximale de 30 ans, soit dans le cadre du programme d'émissions internationales de titres à moyen terme (Euro Medium Term Note) signé le 4 mai 2001, soit hors de cette documentation-cadre.

Ces emprunts peuvent prendre la forme :

1. de contrats nécessaires à l'émission de titres, avec ou sans cotation, qu'il s'agisse d'émissions syndiquées ou non, réalisées dans le cadre d'une offre au public de titres financiers au sens du règlement (UE) n°2017/1129 du 14 juin 2017 et de l'article L. 411-1 du Code monétaire et financier, ou réservées aux investisseurs qualifiés au sens de l'article 2 du règlement (UE) n°2017/1129 du 14 juin 2017 et de l'article L. 411-2 du Code Monétaire et Financier, de bons nominatifs ou autres instruments similaires ;
2. de contrats auprès d'institutions financières publiques nationales et internationales, à mobilisation annuelle ou pluriannuelle ;
3. de tirages dans le cadre du contrat mentionné à l'article 3 ;
4. de contrats d'emprunt auprès des établissements bancaires.

Ces emprunts peuvent être régis par le droit français ou par le droit d'un autre Etat membre de l'Union européenne.

Ces emprunts peuvent être libellés en euros ou en toutes autres devises. Dans ce dernier cas, afin d'assurer une couverture intégrale du risque de change de la Région, un contrat d'échange de devises contre euros doit être conclu lors de la souscription de l'emprunt pour le montant total et la durée totale de l'emprunt.

Les emprunts contractés au titre de cet article, le cas échéant après contrat d'échange de devises, sont indexés uniquement sur des indices sous-jacents de la zone euro communément utilisés par les marchés financiers.

En termes de structure, ils ne comportent aucun effet multiplicateur.

Les offres sont sélectionnées après mise en concurrence par appels à propositions, adressés à plusieurs établissements financiers.

Les primes et commissions versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers lors d'une opération d'emprunt ne peuvent excéder 0,50 % du montant de l'opération réalisée.

La Présidente du Conseil Régional est autorisée à définir l'ensemble des caractéristiques de l'opération (notamment en termes de montant, durée, type d'amortissement), à lancer des consultations, à retenir les meilleures offres, à passer les ordres pour effectuer l'opération retenue et à signer les documents contractuels correspondants et les avenants éventuels.

Article 5

La Présidente du Conseil Régional est habilitée à mettre à jour et à signer la documentation et les contrats relatifs à l'actualisation du programme EMTN, dont le « Document d'Information » qui se substitue à l'ancien prospectus qui était validé par l'Autorité des Marchés Financiers, ce prospectus étant désormais supprimé pour les autorités régionales ou locales des Etats Membres de l'Union. Ce programme EMTN actualisé portera désormais, d'une part, les engagements de la Région en matière de financements verts et responsables et, d'autre part, les évaluations des projets financés.

Article 6

Pour couvrir ses besoins de trésorerie, la Région peut recourir à des émissions de titres de créances négociables à court terme (dits NEU CP, ex billets de trésorerie) réalisées dans le cadre de son programme signé en 2002. Les émissions sont réalisées après consultation de l'ensemble des établissements ayant signé le programme. La Région a la faculté d'effectuer à son gré des émissions et des remboursements, dans la limite du plafond de ce programme, soit 1 000 000 000 euros.

La Présidente du Conseil Régional est habilitée à mettre à jour et à signer la documentation et les contrats relatifs à ce programme.

La durée des titres émis dans le cadre de ce programme ne peut excéder un an. Les titres sont émis en euros, soit à taux fixe, soit à taux variable.

Dans le cas d'émissions à taux fixe, un contrat d'échange de taux fixe contre taux variable peut être conclu. Dans le cas d'émissions à taux variable, un contrat d'échange de taux variable contre taux fixe peut être conclu. La Présidente du Conseil Régional est habilitée à négocier et à signer les documents contractuels correspondants.

Article 7

Pour la gestion de sa trésorerie, la Région peut utiliser la ligne de crédit mentionnée à l'article 3 en tant que ligne de trésorerie et elle aura la faculté d'effectuer à son gré des tirages et des remboursements sur cette ligne dans la limite du plafond contractuel, fixé à 587 000 000 euros.

Article 8

La Présidente du Conseil Régional est autorisée à lancer des consultations, retenir les meilleures offres et signer les documents contractuels pour la mise en place d'une ou plusieurs lignes de trésorerie pour un montant global de 500 000 000 euros. La Région a la faculté d'effectuer à son gré des tirages et des remboursements sur cette ligne pour répondre aux besoins occasionnels de trésorerie. Ces lignes peuvent être indexées, au choix de la Région, sur les indices sous-jacents de la zone euro communément utilisés par les marchés financiers.

Article 9

Les emprunts en cours au 31 décembre 2019 ou contractés au titre de l'exercice 2020 peuvent faire l'objet d'opérations d'aménagement et de gestion active de la dette dans un objectif de couverture du risque de taux d'intérêt et d'optimisation du coût de la dette régionale.

Le capital des emprunts faisant l'objet de ces opérations ne peut être supérieur à leur capital restant dû.

Ces opérations peuvent prendre la forme de contrats de couverture ou d'échange de taux d'intérêt à engagement ferme, conditionnel ou optionnel sur les marchés de gré à gré, afin de transférer le risque de taux entre taux variable et taux fixe ou inversement, de garantir ou de fixer par anticipation ou en différé un niveau de taux ou de marge.

La durée maximale de ces opérations ne doit pas être supérieure à la durée d'amortissement résiduelle des emprunts sur lesquels elles portent.

Les produits de couverture retenus sont, en termes d'indices, indexés uniquement sur des indices sous-jacents de la zone euro communément utilisés par les marchés financiers et, en termes de structure, ne comportent aucun effet multiplicateur.

Les établissements de crédit cocontractants doivent être sélectionnés à la suite d'une consultation mettant en concurrence au moins deux établissements dont la compétence est reconnue pour ce type d'opération.

Les primes et commissions cumulées versées au titre des contrats de couverture et d'échange de taux d'intérêt ne peuvent excéder 0,50 % annuellement du capital de référence cumulé couvert.

La Présidente du Conseil Régional est autorisée à lancer des consultations, retenir les meilleures offres, passer les ordres pour effectuer l'opération retenue, signer les documents contractuels correspondants ainsi qu'à résilier ou modifier les contrats déjà conclus.

Article 10

La Présidente du Conseil Régional est autorisée à opérer des remboursements anticipés d'emprunts. Elle est autorisée à lancer des consultations, négocier et signer les documents contractuels pour la mise en œuvre de ces opérations.

Article 11

La Présidente du Conseil Régional est habilitée à prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1 618-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) concernant les placements des fonds disponibles, dans les conditions prévues par cet article.

La Présidente du Conseil Régional est habilitée à négocier et signer tout document nécessaire à la réalisation de ces placements.

La décision prise dans le cadre de cette délégation doit porter les mentions suivantes :

- l'origine des fonds ;
- le montant à placer ;
- la nature du produit souscrit ;
- la durée du placement ou l'échéance maximale du placement.

Article 12

L'assemblée délibérante est tenue informée, à l'issue de chaque exercice budgétaire, des opérations conduites en application des articles 4, 8, 9, 10 et 11 du présent titre. Il est rendu compte des éléments relatifs aux opérations visées par ces articles au compte administratif de l'exercice considéré. S'agissant des opérations visées à l'article 9, ce compte rendu précise les caractéristiques de chacune des opérations (taux de référence, durée, montant et spécification de la dette couverte) et les conditions d'exécution du contrat. Il fait en outre apparaître le montant de la dette couverte ainsi que le total des charges et produits constatés sur chaque ligne d'emprunt depuis la signature des contrats correspondants.

Article 13

Approuve la création de 131 postes ainsi que de 1 poste d'assistants technique dans le cadre des programmes européens. La ventilation par catégorie et cadre d'emploi est déclinée selon le tableau figurant à l'annexe 1 jointe à la présente délibération.

Article 14

Le Conseil régional autorise le recours à des agents contractuels recrutés sur la base de l'article 3-3 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 en raison des besoins de service ou de la nature des fonctions, sur les postes de catégorie A inscrits en annexe IV D1 « Autres éléments d'informations – Etat du personnel au 01/01/2020 » à la présente délibération et dont les caractéristiques sont définies en annexe n° 2 de la présente délibération, à la condition qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexes 1 et 2 à la délibération

ANNEXE 1- A LA DELIBERATION – CREATION D'EMPLOIS PAR CATEGORIE

Créations d'emploi concernant les établissements publics locaux d'enseignement

VENTILATION SELON LA DESTINATION DES CREATIONS D'EMPLOIS	CATEGORIE	CADRE D'EMPLOIS	NOMBRE DE POSTES
Brigade mobile d'urgence pour les lycées	B	Technicien	1
	C	Adjoint technique	4
Créations d'emplois pour les lycées liées au renforcement de l'organisation des services dans les établissements publics	C	Adjoint technique des établissements d'enseignement	87
Total			92

Créations d'emploi concernant les services du siège

VENTILATION SELON LA DESTINATION DES CREATIONS D'EMPLOIS	CATEGORIE	CADRE D'EMPLOIS	NOMBRE DE POSTES
Transfert des compétences de l'orientation scolaire aux Régions - DRONISEP	A	Attaché territorial	27
	B	Rédacteur territorial	6
	C	Adjoint administratif	5
Création d'un poste de Directeur général adjoint	A	Administrateur	1
Total			39

Emplois dédiés à l'assistance technique dans le cadre des programmes européens 2014-2020	A	Attaché territorial	1

**ANNEXE 2 - FONCTIONS REGROUPANT LES POSTES DE CATEGORIE A POUR LESQUELS
L'ASSEMBLEE REGIONALE AUTORISE LE RECOURS A DES AGENTS CONTRACTUELS**

ANNEXE 2 : Fonctions regroupant les postes de catégorie A pour lesquels l'Assemblée régionale autorise le recours à des agents contractuels

Une Fonction regroupe les postes budgétaires proches les uns des autres du fait des activités exercées, des connaissances et savoir-faire mobilisés ainsi que du niveau de compétences attendu. Aussi, les fonctions décrites ci-après regroupent l'ensemble des postes de catégorie A pour lesquels l'Assemblée régionale autorise le recours à des agents contractuels.

* Le total de la rémunération des contractuels correspond au traitement indiciaire mensuel brut de référence et au régime indemnitaire versé en application de la délibération CR 2017-175 du 23 novembre 2017 et de la délibération CR 2018-036 du 20 septembre 2018.

FONCTIONS	NATURE DES FONCTIONS	GRADES DE REFERENCE	NIVEAU DE RECRUTEMENT	REMUNERATION*
Domaine 1 : Pilotage des ressources				
Famille 1 : Elaboration et pilotage des politiques publiques				
Directeur-trice	<u>Mission</u> : Participer à la définition des orientations de l'institution et assurer leur mise en œuvre. Sous la responsabilité de la direction générale, assurer la direction des services dont il a la charge et piloter leur organisation. <u>Connaissances</u> : Très bonnes connaissances de l'environnement territorial, des politiques publiques locales et de leur cadre réglementaire, leurs enjeux et évolutions. Connaissance des fondements de l'action publique et des libertés publiques. Très bonnes connaissances du processus de décision des exécutifs locaux, du fonctionnement des assemblées délibérantes, des processus de décision et circuits administratifs. Connaissance des réglementations applicables aux collectivités et à leurs groupements. Connaissance du statut de la fonction publique territoriale. Maîtrise les risques juridiques et financiers liés à la gestion locale. Connaissances en gestion financière, contrôle de gestion et procédures budgétaires/comptables. <u>Niveau de technicité</u> : Conception, élaboration et contrôle de la mise en œuvre de politiques publiques. Traduire des orientations, politiques et objectifs au niveau d'une structure administrative en objectifs spécifiques, programmes et plans d'actions et piloter leur mise en œuvre. Veiller au déploiement des objectifs et assurer le suivi des résultats afférents auprès de plusieurs pôles, services. Allouer des ressources et délégations nécessaires aux activités. Exercer une fonction avec des responsabilités managériales. Conduire des études et/ou des projets transversaux en intégrant les contraintes techniques administratives et financières. Expertise technique dans un ou plusieurs domaines d'activité. Elaborer des solutions à des problèmes transversaux complexes.	Directeur/Attaché hors classe – Administrateur – Administrateur hors-classe- Administrateur général Ingénieur hors classe - Ingénieur en chef – Ingénieur en chef hors classe - Ingénieur général	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Responsable de direction	<u>Mission</u> : Diriger des structures et/ou équipes et piloter leur organisation. Participer à la définition des orientations de la collectivité et assurer leur mise en œuvre. Il peut être autorité hiérarchique et conduire les entretiens professionnels, à ce titre. <u>Connaissances</u> : Bonnes connaissances de l'environnement territorial, des politiques publiques locales et de leur cadre réglementaire, leurs enjeux et évolutions. Connaissance des fondements de l'action publique et des libertés publiques. Bonnes connaissances du processus de décision des exécutifs locaux, du fonctionnement des assemblées délibérantes, des processus de décision et circuits administratifs. Connaissance des réglementations applicables aux collectivités et à leurs groupements. Connaissance du statut de la fonction publique territoriale. Maîtrise les risques juridiques et financiers liées à la gestion locale. Connaissances en gestion financière, contrôle de gestion et procédures budgétaires/comptables. <u>Niveau de technicité</u> : Coordination et mise en œuvre de politiques publiques. Traduire des orientations, politiques et objectifs au niveau d'une structure administrative en objectifs spécifiques, programmes et plans d'actions et piloter leur mise en œuvre. Veiller au déploiement des objectifs et assurer le suivi des résultats afférents auprès de plusieurs services. Allouer des ressources et délégations nécessaires aux activités. Exercer une fonction avec des responsabilités managériales. Conduire des études et/ou des projets transversaux en intégrant les contraintes techniques administratives et financières. Expertise technique dans un ou plusieurs domaines d'activité. Elaborer des solutions à des problèmes transversaux complexes.	Directeur/Attaché hors classe – Administrateur – Administrateur hors-classe Ingénieur hors classe - Ingénieur en chef – Ingénieur en chef hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Directeur Adjoint	<u>Mission</u> : Contribuer à organiser les moyens matériels et humains afin d'assurer la mise en œuvre des politiques publiques avec efficience et en adéquation avec les objectifs de la direction. Peut recevoir une délégation de fonctions temporaire (partielle ou totale) et/ou assurer l'intérim de l'autorité hiérarchique. <u>Connaissances</u> : Bonnes connaissances de l'environnement territorial, des politiques publiques locales et de leur cadre réglementaire, leurs enjeux et évolutions. Connaissance des fondements de l'action publique et des libertés publiques. Bonnes connaissances du processus de décision des exécutifs locaux, du fonctionnement des assemblées délibérantes, des processus de décision et circuits administratifs. Connaissance des réglementations applicables aux collectivités et à leurs groupements. Connaissance du statut de la fonction publique territoriale. Maîtrise les risques juridiques et financiers liées à la gestion locale. Connaissances en gestion financière, contrôle de gestion et procédures budgétaires/comptables. <u>Niveau de technicité</u> : Coordination et mise en œuvre de politiques publiques. Traduire des orientations, politiques et objectifs au niveau d'une structure administrative en objectifs spécifiques, programmes et plans d'actions et piloter leur mise en œuvre. Veiller au déploiement des objectifs et assurer le suivi des résultats afférents auprès de plusieurs services. Allouer des ressources et délégations nécessaires aux activités. Exercer une fonction avec des responsabilités managériales. Conduire des études et/ou des projets transversaux en intégrant les contraintes techniques administratives et financières. Expertise technique dans un ou plusieurs domaines d'activité. Elaborer des solutions à des problèmes transversaux complexes.	Directeur/Attaché hors classe – Administrateur – Administrateur hors-classe Ingénieur hors classe - Ingénieur en chef – Ingénieur en chef hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Inspecteur-trice général-e	<u>Mission</u> : Piloter des missions générales de contrôle, d'audit, d'étude, de conseil, de médiation à l'égard des services de la collectivité et des organismes associés. <u>Connaissances</u> : Bonnes connaissances de l'environnement territorial, des politiques publiques locales et de leur cadre réglementaire (finances publiques, comptabilité publique, comptabilité générale, analytique, gestion budgétaire, statut de la fonction publique, droit public, etc.), leurs enjeux et évolutions. Bonnes connaissances des fondements de l'action publique et des libertés publiques. Très bonnes connaissances du processus de décision des exécutifs locaux, du fonctionnement des assemblées délibérantes, des processus de décision et circuits administratifs. Bonnes connaissances des risques juridiques et financiers liées à la gestion locale. Connaissances de l'ingénierie projet. Bonnes connaissances des principes généraux du contrôle de l'évaluation et de l'audit. Maîtrise de la stratégie des organisations. <u>Niveau de technicité</u> : Conception, élaboration et mise en œuvre de politiques publiques. Coordination d'études et/ou des projets transversaux en intégrant des contraintes techniques administratives et financières. Elaboration de solutions à des problèmes transversaux complexes.	Directeur/Attaché hors classe – Administrateur – Administrateur hors-classe- Administrateur général Ingénieur hors classe - Ingénieur en chef – Ingénieur en chef hors classe - Ingénieur général	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Expert de haut niveau	<u>Mission</u> : Fournir au managment supérieur, sur la demande de celui-ci, ou de sa propre initiative, une expertise sûre et indépendante dans un domaine de spécialité juridique, budgétaire ou technique, pour lui permettre d'agir en pleine connaissance de l'état des sujets, de leurs perspectives et des conséquences des actions envisagées. <u>Connaissances</u> : Très bonnes connaissances de l'environnement territorial, des politiques publiques locales et de leur cadre réglementaire (finances publiques, comptabilité publique, comptabilité générale, analytique, gestion budgétaire, statut de la fonction publique, droit public, etc.), leurs enjeux et évolutions. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Très bonnes connaissances du processus de décision des exécutifs locaux, du fonctionnement des assemblées délibérantes, des processus de décision et circuits administratifs. <u>Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service.</u>	Directeur/Attaché hors classe - Administrateur – Administrateur hors classe - Administrateur général Ingénieur hors-classe - Ingénieur en chef – Ingénieur en chef hors classe - Ingénieur général	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Chargé-e de mission politiques publiques	<u>Mission</u> : A partir des orientations de la direction générale, exercer une activité d'expertise et de prospective qui contribue à l'élaboration et au déploiement efficient des politiques publiques. <u>Connaissances</u> : Bonnes connaissances de l'environnement territorial, des politiques publiques locales et de leur cadre réglementaire (finances publiques, comptabilité publique, comptabilité générale, analytique, gestion budgétaire, statut de la fonction publique, droit public, etc.), leurs enjeux et évolutions. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Très bonnes connaissances du processus de décision des exécutifs locaux, du fonctionnement des assemblées délibérantes, des processus de décision et circuits administratifs. <u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans son domaine d'activités. Savoir déployer un management transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers...) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques.	Attaché -Attaché principal- Directeur/Attaché hors classe - Administrateur territorial Ingénieur-Ingénieur principal- Ingénieur hors classe- Ingénieur en chef Attaché de conservation du patrimoine.	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Famille 2 : Management de proximité				
Responsable de service	<u>Mission</u> : Participer à la définition de la stratégie de déploiement des politiques publiques de son périmètre. Organiser les moyens matériels et humains à disposition afin d'assurer leur mise en œuvre avec efficience et en adéquation avec les objectifs de la direction. Autorité hiérachique, conduite des entretiens professionnels. <u>Connaissances</u> : Connaissances des réglementations du périmètre d'intervention. Bonnes Connaissances en droit et gestion publique (statut, marchés publics, finances, comptabilité, etc.). Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. <u>Niveau de technicité</u> : Conception, élaboration et mise en œuvre de politiques publiques. Gérer un domaine d'activités spécifiques en participant à l'élaboration des plans d'actions et la mise en œuvre de la partie correspondant à ce domaine. Coordonner le travail d'un service. Savoir déployer un management à la fois vertical et transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers...) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques. Conduire des études et/ou des projets transversaux en intégrant les contraintes techniques administratives et financières. Expertise technique dans un ou plusieurs domaines d'activité. Elaborer des solutions à des problèmes transversaux complexes.	Attaché -Attaché principal- Directeur/Attaché hors classe - Administrateur territorial Ingénieur-Ingénieur principal- Ingénieur hors classe- Ingénieur en chef	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable de service adjoint	<u>Mission</u> : Participer au déploiement des politiques publiques de son périmètre. Contribuer à l'organisation des moyens matériels et humains à disposition afin de participer à leur mise en œuvre avec efficience et en adéquation avec les objectifs du service. Peut recevoir une délégation de fonctions temporaire (partielle ou totale) et/ou assurer l'intérim de l'autorité hiérarchique. <u>Connaissances</u> : Connaissances des réglementations du périmètre d'intervention. Bonnes Connaissances en droit et gestion publique (statut, marchés publics, finances, comptabilité, etc.). Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. <u>Niveau de technicité</u> : Elaboration et mise en œuvre de politiques publiques. Gérer un domaine d'activités spécifiques en participant à l'élaboration des plans d'actions et la mise en œuvre de la partie correspondant à ce domaine. Participer à la coordination du travail d'un service. Savoir déployer un management à la fois vertical et transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers...) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques. Coordonner des études et/ou des projets transversaux en intégrant les contraintes techniques administratives et financières. Expertise technique dans un ou plusieurs domaines d'activité. Elaborer des solutions à des problèmes transversaux complexes.	Attaché -Attaché principal- Directeur/Attaché hors classe - Administrateur territorial Ingénieur-Ingénieur principal- Ingénieur hors classe- Ingénieur en chef	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Chargé-e de coordination des infrastructures SI	<u>Mission</u> : Mettre en œuvre des projets relatifs aux technologies de l'information et de la communication de son périmètre. Autorité hiérarchique, conduite des entretiens professionnels. <u>Connaissances</u> : Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Connaissances de l'architecture, modélisation et fonctionnalités du SI de son périmètre d'intervention. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Connaissances des méthodes de développement d'applications. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. <u>Technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Et/ou Animation fonctionnelle d'une équipe. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités.	Attaché -Attaché principal- Directeur/Attaché hors classe Ingénieur-Ingénieur principal- Ingénieur hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Domaine 2 : Organisation et gestion des ressources				
Famille 3 : Affaires générales				
Auditeur-trice/ Contrôleur interne/externe	<u>Missions</u> : Analyser le fonctionnement des activités de l'institution et de ses organismes associés et effectuer des préconisations (audit) ou mettre en œuvre un dispositif de contrôle de l'organisation et des processus pour réduire les risques liés au fonctionnement de la collectivité et faciliter la continuité de ses activités en cas de problème majeur (contrôle). <u>Connaissances</u> : Maîtrise du cadre réglementaire et législatif relatif au contrôle et à l'audit interne. Maîtrise de la méthodologie et des normes professionnelles d'audit et de contrôle interne. Bonnes connaissances du processus de décision des exécutifs locaux, du fonctionnement des assemblées délibérantes, des processus de décision et circuits administratifs. Bonne connaissance des risques juridiques et financiers liées à la gestion locale. Connaissance de l'organisation et du fonctionnement interne de l'institution. Connaissances de base de la stratégie des organisations. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. <u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Conduire des études et/ou des projets transversaux en intégrant les contraintes techniques administratives et financières. Expertise technique dans un ou plusieurs domaines d'activité. Elaborer des solutions à des problèmes transversaux complexes.	Attaché -Attaché principal- Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Chargé-e de coordination affaires générales	<u>Mission</u> : Coordonner en transversalité l'activité et les procédures administratives, juridiques et/ou financières d'une unité, d'une direction ou d'un service. <u>Connaissances</u> : Bonnes connaissances des finances publiques. Maîtrise des règles et procédures budgétaires et comptables. Bonnes connaissances du code des marchés publics. Bonnes connaissances du processus de décision des exécutifs locaux, le fonctionnement des assemblées délibérantes, les processus de décision et circuits administratifs. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. <u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service.	Attaché -Attaché principal- Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Famille 4 : Achat public/Affaires juridiques

Acheteur public	<u>Mission</u> : Participer à la programmation et à la stratégie d'achat dans son périmètre d'intervention. Management de l'achat public de l'évaluation des besoins au bilan d'exécution. Pilote la conception et l'élaboration de la commande publique en liaison avec les services concernés avec pour objectif de satisfaire les besoins tout en optimisant l'impact économique, social et environnemental de l'acte d'achat. <u>Connaissances</u> : Très bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Connaissances des techniques de rédaction administrative. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Connaissance ou sensibilisation au droit de la concurrence et au droit privé. <u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Gérer un domaine d'activités spécifiques dans le cadre de procédures définies. Formaliser des modes de faire. Et/ou Animation fonctionnelle d'une équipe.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable projets marchés publics	<u>Mission</u> : Concevoir et élaborer les contrats publics et les dossiers de marchés publics (procédure, programmation, etc.), en liaison avec les pôles, directions, services concernés. <u>Connaissances</u> : Très bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Connaissances des techniques de rédaction administrative. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. <u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Gérer un domaine d'activités spécifiques dans le cadre de procédures définies. Formaliser des modes de faire. Et/ou Animation fonctionnelle d'une équipe.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Juriste	<u>Mission</u> : Mission de conseil juridique, de rédaction ou de contrôle de la validité des actes et de gestion des litiges et des contentieux. <u>Connaissances</u> : Connaissances approfondies dans une ou plusieurs branches spécialisées du droit. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. <u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Gérer un domaine d'activités spécifiques dans le cadre de procédures définies. Formaliser des modes de faire.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Famille 5 : Communication				
Attaché-e de presse	<u>Mission</u> : Gérer les relations avec les médias (presse écrite, TV, radio, web, etc.). Contribuer à la mise en œuvre et à l'évaluation des actions de communication internes et externes, vers des publics variés, en cohérence avec la stratégie de communication globale. <u>Connaissances</u> : Connaissances des techniques journalistiques et de plan médias. Bonnes connaissances des modes de fonctionnement et de l'organisation des médias. Bonnes capacités rédactionnelles. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. <u>Niveau de technicité</u> : Gérer un domaine d'activités spécifiques en participant à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans d'actions. S'exprimer avec des interlocuteurs de niveaux professionnels variés. Etablir et entretenir des relations avec les partenaires décideurs et des acteurs externes. Optimiser les moyens d'action et ressources pour atteindre les objectifs de l'activité.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable communication éditoriale et/ou numérique	<u>Mission</u> : Assurer la rédaction, la réalisation et la diffusion de l'information sur tout support. Contribuer à la mise en œuvre et à l'évaluation des actions de communication interne et externe, vers des publics variés, en cohérence avec la stratégie de communication globale. <u>Connaissances</u> : Connaissances des principaux langages de la communication (écrit, oral, événementiel, signalétique, charte graphique, multimédia, etc.). Bonnes connaissances de la chaîne graphique. Maîtrise rédactionnelle. Très bonne connaissance des métiers de l'édition. Connaissances de base en graphisme. Connaissance des méthodes de recueil de l'information (entretiens, réunions, enquêtes, reportages, etc.). Bonnes connaissances du fonctionnement et de l'organisation des médias. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. <u>Niveau de technicité</u> : Gérer un domaine d'activités spécifiques en participant à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans d'actions. S'exprimer avec des interlocuteurs de niveaux professionnels variés. Etablir et entretenir des relations avec les partenaires décideurs et des acteurs externes. Optimiser les moyens d'action et ressources pour atteindre les objectifs de l'activité.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable projets communication	<u>Mission</u> : Mettre en œuvre la communication et la valorisation des dispositifs régionaux au sein de son unité. <u>Connaissances</u> : Capacités rédactionnelles. Connaissance de base des principaux langages de la communication (écrit, oral, événementiel, signalétique, charte graphique, multimédia, etc.). Connaissance des méthodes d'ingénierie de projet de communication. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. <u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Gérer un domaine d'activités spécifiques dans le cadre de procédures définies. Choisir parmi les moyens d'actions les mieux adaptés à chaque situation.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Responsable des actions de communication	<u>Mission</u> : Elaborer, coordonner et mettre en œuvre les actions de communication vers des publics variés, en cohérence avec la stratégie de communication globale. <u>Connaissances</u> : Connaissances des principaux langages de la communication (écrit, oral, événementiel, signalétique, charte graphique, multimédia, etc.). Très bonnes connaissances des méthodes d'ingénierie de projet de communication. Bonnes connaissances des techniques rédactionnelles (papier, web, etc.). Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. <u>Niveau de technicité</u> : S'exprimer avec des interlocuteurs de niveaux professionnels variés. Etablir et entretenir des relations avec des partenaires internes et externes. Mobiliser un ensemble d'acteurs en vue de la mise en œuvre des politiques régionales. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Famille 6 : Finances				
Contrôleur de gestion (H/F)	<u>Mission</u> : Concevoir et animer un dispositif d'aide au pilotage pour améliorer les connaissances des moyens et des ressources de l'action publique et optimiser leur rapport avec les résultats de l'activité de l'institution. <u>Connaissances</u> : Bonnes connaissances des moyens et ressources de l'action publique. Bonnes connaissances des finances publiques. Maîtrise des outils et techniques du contrôle de gestion. Connaissances des méthodes et outils d'analyse des coûts. Connaissances de base en droit public. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. <u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Conduire des études et/ou des projets transversaux en intégrant les contraintes techniques administratives et financières. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Contrôleur budgétaire (H/F)	<u>Mission</u> : Concevoir et animer un dispositif de conseil à l'élaboration et l'exécution budgétaire de son portefeuille. Est garant de l'optimisation de l'allocation des ressources. <u>Connaissances</u> : Bonnes connaissances des finances publiques. Maîtrise des règles et procédures budgétaires et comptables. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. <u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Gérer un domaine d'activités spécifiques dans le cadre de procédures définies. Formaliser des modes de faire.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Chargé-e de coordination budgétaire et comptable	<u>Mission</u> : Coordonner l'activité budgétaire, comptable et/ou financière de son périmètre. <u>Connaissances</u> : Bonnes connaissances des finances publiques. Maîtrise des règles et procédures budgétaires et comptables. Bonnes connaissances du code des marchés publics. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. <u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Et/ou Animation fonctionnelle d'une équipe. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable opérationnel des processus financiers	<u>Mission</u> : Participer à la définition, mettre en œuvre, suivre et contrôler les processus financiers de son périmètre (emprunt, dette, recettes, trésorerie) en lien avec les partenaires internes et externes. <u>Connaissances</u> : Bonnes connaissances des finances publiques. Maîtrise des règles et procédures budgétaires et comptables. Connaissance des outils de suivi financier et applications comptables. Maîtrise de l'anglais professionnel et financier (conversation, négociation, discussions budgétaires). Connaissances de base des techniques de simulation financière. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. <u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Et/ou Animation fonctionnelle d'une équipe. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe - Administrateur territorial	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable projets affaires financières	<u>Mission</u> : Piloter des projets en vue de déployer et/ou réformer un système, un processus, dans le domaine des affaires financières. <u>Connaissances</u> : Connaissances des procédures et règles budgétaires et de comptabilité publique (nomenclature M71). Connaissance des applications comptables et bureautiques. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. <u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Gérer un domaine d'activités spécifiques dans le cadre de procédures définies. Formaliser des modes de faire.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Famille 7 : Ressources Humaines				
Responsable des dispositifs ressources humaines	<u>Mission</u> : Mettre en œuvre et suivre les dispositifs RH dont il a la charge (prévention-santé au travail, maintien dans l'emploi, dialogue social, gestion de fin de carrière, etc.). <u>Connaissances</u> : Connaissances du statut de la fonction publique. Connaissances en droit public. Bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Connaissances des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. <u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Gérer un domaine d'activités spécifiques dans le cadre de procédures définies. Formaliser des modes de faire.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable de la gestion des ressources humaines	<u>Mission</u> : Assurer la gestion individuelle des agents sur son périmètre : mobilité, recrutement, accompagnement des parcours, gestion des situations individuelles, etc. <u>Connaissances</u> : Très bonnes connaissances du statut de la fonction publique et des règles de gestion associées. Connaissances en droit public. Bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. <u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Gérer un domaine d'activités spécifiques dans le cadre de procédures définies. Formaliser des modes de faire. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable projets ressources humaines	<u>Mission</u> : Piloter l'accompagnement et le déploiement des politiques RH de son périmètre (formation, GPEC, organisation, effectifs, etc.). <u>Connaissances</u> : Bonnes connaissances du statut de la fonction publique. Connaissances en droit public. Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. <u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Savoir déployer un management transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers...) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable du management des ressources humaines	<u>Mission</u> : Participer à l'élaboration et au portage des politiques RH au sein des pôles. Assure le conseil RH auprès des DGA, encadrement et agents dans une logique d'harmonisation et d'accompagnement collectif. <u>Connaissances</u> : Très bonnes connaissances du statut de la fonction publique. Bonnes connaissances en droit public. Bonnes connaissances en gestion de compétences. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. <u>Niveau de technicité</u> : Savoir déployer un management à la fois vertical et transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers...) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques. Conception, élaboration et mise en œuvre de politiques publiques. Conduire des études et/ou des projets transversaux en intégrant les contraintes techniques administratives et financières. Expertise technique dans un ou plusieurs domaines d'activité. Elaborer des solutions à des problèmes transversaux complexes.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe - Administrateur territorial	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Famille 8 : Santé-Sécurité-Conditions de travail				
Ergonome	<u>Mission</u> : Etudier les activités pour améliorer les conditions de travail des agents dans les situations existantes ou futures. Concevoir des situations de travail adaptées à l'homme, aussi bien d'un point de vue des caractéristiques physiques et cognitives que psychiques. <u>Connaissances</u> : Maîtrise de la démarche et des outils de l'ergonomie et de la conception des systèmes de travail (espaces, outils et modes d'organisation). Connaissances de la réglementation en matière de risques professionnels. Connaissances de la réglementation en matière d'hygiène et sécurité. Connaissances des problématiques du vieillissement, du handicap et des risques psycho-sociaux. Connaissances de la législation du travail. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. <u>Niveau de technicité</u> : Conduire des études et/ou des projets transversaux en intégrant les contraintes techniques administratives et financières. Expertise technique dans un ou plusieurs domaines d'activité. Elaborer des solutions à des problèmes transversaux complexes. Formaliser des modes de faire. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe Ingénieur-Ingénieur principal-Ingénieur hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Conseiller-ère en prévention des risques professionnels	<u>Mission</u> : Participer à la définition, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation de la politique de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail à la Région (siège et lycées). <u>Connaissances</u> : Connaissance du référentiel qualité normative applicable à la santé et la sécurité. Connaissance de la démarche et des outils de l'ergonomie et de la conception des systèmes de travail (espaces, outils et modes d'organisation). Connaissances de la réglementation en matière de risques professionnels. Connaissances de la réglementation en matière d'hygiène et sécurité. Connaissances de base du statut de la fonction publique territoriale. Connaissances de la législation du travail. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. <u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Gérer un domaine d'activités spécifiques dans le cadre de procédures définies. Formaliser des modes de faire. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe Ingénieur-Ingénieur principal-Ingénieur hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Responsable projets sécurité-sûreté	<u>Mission</u> : Garantir par son expertise, la stricte application de la réglementation et des grands principes adpotés par la région en matière de Sécurité incendie au sein du parc immobilier de la collectivité. <u>Connaissances</u> : Bonnes connaissances relatives aux normes Systèmes Sécurité Incendie. Bonnes connaissances du code de la construction et de l'habitation, de la réglementation contre les risques incendie et de panique. Connaissances de la réglementation en matière d'hygiène et sécurité. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. <u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Gérer un domaine d'activités spécifiques dans le cadre de procédures définies. Formaliser des modes de faire. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe Ingénieur-Ingénieur principal-Ingénieur hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable projets management qualité	<u>Mission</u> : Participer à la conception et au déploiement de la démarche qualité de la région. <u>Connaissances</u> : Connaissance des obligations réglementaires et législatives en matière de management de la qualité. Connaissance des référentiels normatifs applicables au management de la qualité. Bonnes connaissances des processus de l'institution, ses flux, les technologies, compétences mobilisées. Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. <u>Technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Savoir déployer un management transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers...) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe Ingénieur-Ingénieur principal-Ingénieur hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Famille 9 : Systèmes d'information (SI)				
Responsable projets maîtrise d'œuvre SI	<u>Mission</u> : Piloter les mises en production, la maintenance et mettre en œuvre des projets informatiques de son périmètre d'intervention. <u>Connaissances</u> : Connaissances de l'architecture, modélisation et fonctionnalités du SI de son périmètre d'intervention. Maîtrise de l'environnement numérique ainsi que des méthodes, normes et outils de développement. Maîtrise de l'environnement web, UML, XML, SQL, virtualisation. Connaissances des méthodes de développement d'application. Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. <u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Savoir déployer un management transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers...) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe Ingénieur-Ingénieur principal-Ingénieur hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Responsable projets maîtrise d'ouvrage SI	<u>Mission</u> : Assurer la maîtrise d'ouvrage des projets informatiques de son périmètre et garantir le bon fonctionnement des applications ainsi que leur adaptation aux besoins de la collectivité. <u>Connaissances</u> : Maîtrise de l'environnement numérique ainsi que des méthodes, normes et outils de développement. Connaissances des méthodes de développement d'applications. Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. <u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Savoir déployer un management transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers...) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques.	Attaché -Attaché principal- Directeur/Attaché hors classe Ingénieur-Ingénieur principal- Ingénieur hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable de la sécurité des SI	<u>Mission</u> : A partir de l'analyse des risques relatifs aux systèmes d'information de la région, définir et mettre en œuvre la politique de sécurité informatique de la collectivité. <u>Connaissances</u> : Connaissance de l'architecture, modélisation et fonctionnalités du SI de son périmètre d'intervention. Maîtrise de l'environnement numérique ainsi que des méthodes, normes et outils de développement. Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Connaissance des normes, outils, procédures et règles de sécurité en matière de systèmes d'information. Connaissance de base de la méthodologie relative aux normes ISO 27000 et ISO 31000. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. <u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Savoir déployer un management transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers...) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités.	Attaché -Attaché principal- Directeur/Attaché hors classe Ingénieur-Ingénieur principal- Ingénieur hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Domaine 3 : Conservation et Gestion du patrimoine				
Famille 10 : Conservation du patrimoine				
Archiviste	<u>Mission</u> : Participer à la collecte, au traitement et à la valorisation des archives de la région et de ses organismes associés. <u>Connaissances</u> : Maîtrise du cadre réglementaire et des normes applicables aux archives et aux versements des éliminations. Maîtrise des règles de communication des archives. Connaissances de base de la propriété intellectuelle. Connaissances des règles de gestion électronique des documents. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Maîtrise des sources d'information (presse, édition, bases de données, internet, etc.). Connaissance des normes de catalogage et d'indexation. <u>Niveau de technicité</u> : Appliquer une ou plusieurs techniques professionnelles. Interpréter les informations complémentaires recueillies en vue d'opérer les adaptations nécessaires. Gérer un domaine d'activités spécifiques dans le cadre de procédures définies. Formaliser des modes de faire. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe Attaché de conservation du patrimoine	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Documentaliste	<u>Mission</u> : Mettre en œuvre la politique documentaire de la collectivité en conduisant notamment la mise en œuvre de projets documentaires et en coordonnant le déploiement des outils d'informatique documentaire. <u>Connaissances</u> : Maîtrise des techniques documentaires. Connaissances de base de la propriété intellectuelle. Connaissances des règles de gestion électronique des documents. Connaissances des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Maîtrise des sources d'information (presse, édition, bases de données, internet, etc.). Bonnes connaissances de l'informatique documentaire et des NTIC. Connaissance des normes de catalogage et d'indexation. <u>Niveau de technicité</u> : Appliquer une ou plusieurs techniques professionnelles. Interpréter les informations complémentaires recueillies en vue d'opérer les adaptations nécessaires. Gérer un domaine d'activités spécifiques dans le cadre de procédures définies. Formaliser des modes de faire. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe Attaché de conservation du patrimoine	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable projets valorisation du patrimoine	<u>Mission</u> : Piloter l'accompagnement et le déploiement des projets d'étude et de valorisation du patrimoine de la région. <u>Connaissances</u> : Bonnes connaissances des acteurs internes et externes nationaux liés à la conservation et la valorisation du patrimoine. Très bonnes connaissances des acteurs internes et externes locaux liés à la conservation et la valorisation du patrimoine. Bonnes connaissances techniques et réglementaires des politiques de conservation et de valorisation du patrimoine. Connaissances des enjeux d'aménagement du territoire francilien. Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie d'aménagement du territoire ou de l'urbanisme. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances en finances publiques. Très bonnes connaissances en histoire de l'architecture et histoire de l'art. Connaissance des méthodes de l'inventaire général du patrimoine culturel. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. <u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités. Savoir déployer un management transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers...) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe Ingénieur-Ingénieur principal-Ingénieur hors classe - Ingénieur en chef Attaché de conservation du patrimoine - Conservateur de patrimoine	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Famille 11 : Travaux et maintenance du patrimoine				
Responsable études gestion du patrimoine	<u>Mission</u> : Assurer le montage technique, financier et architectural des opérations de construction, de rénovation et/ou d'équipement du patrimoine de la région (siège et lycées). <u>Connaissances</u> : Connaissances techniques (génie civil, entretien des bâtiments, corps d'état, etc.). Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. <u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Conduire des études et/ou des projets transversaux en intégrant les contraintes techniques administratives et financières. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service.	Attaché de conservation du patrimoine - Conservateur de patrimoine	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable opérations de construction et de maintenance	<u>Mission</u> : Piloter et coordonner les travaux de construction, de rénovation, d'aménagement, d'entretien et de maintenance du patrimoine de la Région (siège et lycées). <u>Connaissances</u> : Très bonnes connaissances techniques (génie civil, entretien des bâtiments, corps d'état, etc.). Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Connaissances en finances publiques. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. <u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Savoir déployer un management transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers...) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques.	Ingénieur-Ingénieur principal-Ingénieur hors classe - Ingénieur en chef	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Domaine 4 : Développement du territoire et service aux usagers				
Famille 12 : Actions éducatives/formation professionnelle				
Responsable des dispositifs d'actions éducatives, formation professionnelle et/ou emploi	<u>Mission</u> : Mettre en œuvre la politique régionale dont il a la charge par la coordination des acteurs de son périmètre d'intervention ainsi que par le financement d'appels à projets et de programmes d'actions (conception, pilotage, suivi, animation, évaluation, etc.). <u>Connaissances</u> : Connaissances des politiques publiques en lien avec son secteur d'intervention. Connaissances en droit public (marchés publics, comptabilité, etc.). Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. <u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Et/ou Animation fonctionnelle d'une équipe. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Famille 13 : Aménagement et développement économique				
Chargé-e d'études socio-démographiques	<u>Mission</u> : Capter, créer, exploiter, analyser les données démographiques, statistiques nécessaires à la mise en œuvre efficiente des politiques publiques de la collectivité. <u>Connaissances</u> : Bonnes connaissances de l'administration de base de données, des outils de traitement des données statistiques (SAS, BO, access, etc.). et cartographiques (Géo-concept, etc.). Connaissances des politiques publiques en lien avec son secteur d'intervention et des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. <u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe Ingénieur-Ingénieur principal-Ingénieur hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable des dispositifs d'action sociale	<u>Mission</u> : Mettre en œuvre la politique régionale dont il a la charge par la coordination des acteurs de son périmètre d'intervention ainsi que par le financement d'appels à projets et de programmes d'actions (conception, pilotage, suivi, animation, évaluation, etc.). <u>Connaissances</u> : Connaissances des politiques publiques en lien avec son secteur d'intervention. Connaissances en droit public (marchés publics, comptabilité, etc.). Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. <u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités. Et/ou Animation fonctionnelle d'une équipe. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Responsable des dispositifs affaires européennes et/ou internationales	<u>Mission</u> : Mettre en œuvre la politique régionale par la coordination des acteurs de son périmètre d'intervention ainsi que par le financement d'appels à projets et de programmes d'actions (conception, pilotage, suivi, animation, évaluation, etc.). <u>Connaissances</u> : Connaissances des différents acteurs communautaires liés aux fonds structurels. Bonnes connaissances des acteurs internes et externes nationaux liés aux fonds structurels et/ou à la coopération. Très bonnes connaissances des acteurs internes et externes locaux liés aux fonds structurels et/ou à la coopération décentralisation/interrégionale. Connaissances des politiques et dispositifs d'intervention de l'UE en lien avec les territoires. Bonnes connaissances des aides publiques et aides d'Etat. Bonnes connaissances des programmes européens (cadre réglementaire, champ d'intervention, principes de fonctionnement). Très bonnes connaissances du programme opérationnel régional (POR) : gouvernance, processus d'élaboration, contenu des axes, OS, DGSC, etc. Bonnes connaissances des modalités d'instruction d'un dossier de demande de financements européens : éligibilité, règles de gestion, suivi, certification, évaluation, contrôle. Connaissances de base des dispositifs de prévention et de détection de la fraude. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. <u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités. Et/ou Animation fonctionnelle d'une équipe. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable des dispositifs en développement économique-innovation-recherche	<u>Mission</u> : Mettre en œuvre la politique régionale dont il a la charge par la coordination des acteurs de son périmètre d'intervention ainsi que par le financement d'appels à projets et de programmes d'actions (conception, pilotage, suivi, animation, évaluation, etc.). <u>Connaissances</u> : Connaissance des politiques publiques en lien avec son secteur d'intervention. Connaissances en droit public (marchés publics, comptabilité, etc.). Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. <u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités. Et/ou Animation fonctionnelle d'une équipe. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Responsable projets affaires européennes et/ou internationales	<u>Mission</u> : Pilote l'accompagnement et la structuration des projets concernés par les financements européens et/ou le déploiement de la politique de coopération décentralisée/interrégionale. <u>Connaissances</u> : Connaissance des différents acteurs communautaires liés aux fonds structurels. Bonnes connaissances des acteurs internes et externes nationaux liés aux fonds structurels et/ou à la coopération. Très bonnes connaissances des acteurs internes et externes locaux liés aux fonds structurels et/ou à la coopération décentralisation/interrégionale. Très bonnes connaissances des politiques et dispositifs d'intervention de l'UE en lien avec les territoires. Connaissances des aides publiques et aides d'Etat. Connaissances des programmes européens (cadre réglementaire, champ d'intervention, principes de fonctionnement). Très bonnes connaissances du programme opérationnel régional (POR) : gouvernance, processus d'élaboration, contenu des axes, OS, DGSC, etc. Connaissances de base des modalités d'instruction d'un dossier de demande de financements européens : éligibilité, règles de gestion, suivi, certification, évaluation, contrôle. Bonnes connaissances des procédures de marchés publics. Très bonnes connaissance des dispositifs d'ingénierie de son périmètre. Bonnes connaissances en finances publiques. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. <u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Savoir déployer un management transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers...) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable projets aménagement et/ou transformation du territoire	<u>Mission</u> : Piloter l'accompagnement et le déploiement des politiques d'aménagement et de transformation du territoire de son périmètre (prospective, planification, aménagement, sdrif, créations urbaines, etc.). <u>Connaissances</u> : Bonnes connaissances des acteurs internes et externes nationaux liés aux politiques d'aménagement du territoire ou de l'urbanisme. Très bonnes connaissances des acteurs internes et externes locaux liés aux politiques d'aménagement du territoire ou de l'urbanisme. Bonnes connaissances techniques et réglementaires des politiques d'aménagement du territoire ou de l'urbanisme. Bonnes connaissances des enjeux d'aménagement du territoire francilien. Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie d'aménagement du territoire ou de l'urbanisme. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances en finances publiques. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. <u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités. Savoir déployer un management transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers...) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe Ingénieur-Ingénieur principal-Ingénieur hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Responsable projets management environnemental	<u>Mission</u> : Piloter l'accompagnement et le déploiement des politiques en faveur de la préservation et de la protection de l'environnement (agenda 21, développement agricole, air, bruit, parcs naturels, déchets, énergie, climat, biodiversité, etc.). <u>Connaissances</u> : Bonnes connaissances des acteurs internes et externes nationaux liés aux politiques de management environnemental. Très bonnes connaissances des acteurs internes et externes locaux liés aux politiques de management environnemental. Bonnes connaissances techniques et réglementaires des politiques de management environnemental. Bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie de son périmètre. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances en finances publiques. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. <u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités. Savoir déployer un management transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers...) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe Ingénieur-Ingénieur principal-Ingénieur hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Famille 14 : Culture/Loisirs				
Responsable des dispositifs de développement culturel et/ou sport	<u>Mission</u> : Mettre en œuvre la politique régionale dont il a la charge par la coordination des acteurs de son périmètre d'intervention ainsi que par le financement d'appels à projets et de programmes d'actions (conception, pilotage, suivi, animation, évaluation, etc.). <u>Connaissances</u> : Connaissances des politiques publiques en lien avec son secteur d'intervention. Connaissances en droit public (marchés publics, comptabilité, etc.). Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. <u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités. Et/ou Animation fonctionnelle d'une équipe. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable projets développement culturel et/ou sport	<u>Mission</u> : Piloter l'accompagnement et le déploiement de projets de développement culturel ou de politiques du sport. <u>Connaissances</u> : Bonnes connaissances des acteurs internes et externes nationaux liés aux politiques culturelles et de développement du sport. Très bonnes connaissances des acteurs internes et externes locaux liés aux politiques culturelles et de développement du sport. Bonnes connaissances techniques et réglementaires des politiques culturelles et de développement du sport. Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie de son périmètre. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances en finances publiques. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. <u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités. Savoir déployer un management transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers...) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Famille 15 : Restauration collective				
Responsable projets restauration collective	<u>Mission</u> : Piloter l'accompagnement et le déploiement de projets en hébergement et restauration scolaires : tarification, modes de gestion, qualité, lutte contre le gaspillage alimentaire. <u>Connaissances</u> : Bonnes connaissances techniques et réglementaires des politiques de restauration collective. Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances en finances publiques. Connaissances du contexte institutionnel et juridique des EPLE (Etablissements publics locaux d'enseignement). Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. <u>Technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Savoir déployer un management transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers...) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Famille 16 : Transport/déplacements				
Responsable projets transports-mobilité	<u>Mission</u> : Piloter l'accompagnement et le déploiement des politiques relatives aux déplacements, mobilité, transports (collectifs et de marchandises). <u>Connaissances</u> : Bonnes connaissances des acteurs internes et externes nationaux liés aux politiques de déplacement/mobilité. Très bonnes connaissances des acteurs internes et externes locaux liés aux politiques de déplacement/mobilité. Bonnes connaissances techniques et réglementaires des politiques de déplacement. Bonnes connaissances des enjeux d'aménagement du territoire francilien. Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie de son périmètre. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances en finances publiques. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. <u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Et/ou Animation fonctionnelle d'une équipe. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe Ingénieur-Ingénieur principal-Ingénieur hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Budget primitif 2020 - M 71

REPUBLIQUE FRANÇAISE

REGION : REGION ILE-DE-FRANCE (1)

(2) AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 23750007900312

POSTE COMPTABLE : DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA REGION ILE DE FRANCE

M. 71

Budget primitif

voté par fonction

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (3)

ANNEE 2020

(1) Indiquer soit « Région : nom de la région », soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal (de la région ou syndicat mixte) ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote	5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent : Résultats	7
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	8
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	10
D1 - Présentation des AP votées	12
D2 - Présentation des AE votées	16

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget	20
A2 - Vue d'ensemble - Total des opérations réelles et d'ordre	21
B - Récapitulation par groupes fonctionnels	22
C1 - Equilibre financier - Investissement	26
C2 - Equilibre financier - Fonctionnement	27
D1 - Balance générale - Dépenses	28
D2 - Balance générale - Recettes	30

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	32
A.900 - Services généraux	35
A.901 - Formation professionnelle et apprentissage	36
A.902 - Enseignement	37
A.903 - Culture, sports et loisirs	38
A.904 - Santé et action sociale	39
A.905 - Aménagement des territoires	40
A.906 - Gestion des fonds européens	41
A.907 - Environnement	42
A.908 - Transports	43
A.909 - Action économique	46
A.921 - Taxes non affectées	47
A.922 - Dotations et participations	48
A.923 - Dettes et autres opérations financières	49
A.925 - Opérations patrimoniales	50
A.926 - Transferts entre les sections	53
A.95 - Chapitres sans prévisions de réalisations	56
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	57
B.930 - Services généraux	60
B.931 - Formation professionnelle et apprentissage	61
B.932 - Enseignement	62
B.933 - Culture, sports et loisirs	63
B.934 - Santé et action sociale	64
B.935 - Aménagement des territoires	65
B.936 - Gestion des fonds européens	66
B.937 - Environnement	67
B.938 - Transports	68
B.939 - Action économique	71
B.940 - Impositions directes	72
B.941 - Autres impôts et taxes	73
B.942 - Dotations et participations	74
B.943 - Opérations financières	75
B.944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	76
B.945 - Provisions et autres opérations mixtes	77
B.946 - Transferts entre les sections	78
B.947 - Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement	79
B.95 - Chapitres sans prévisions de réalisations	80

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A/900 - Services généraux	81
A/901 - Formation professionnelle et apprentissage	82
A/902 - Enseignement	83

A/903 - Culture, sports et loisirs	85
A/904 - Santé et action sociale	86
A/905 - Aménagement des territoires	87
A/906 - Gestion des fonds européens	88
A/907 - Environnement	89
A/908 - Transports	90
A/909 - Action économique	93
A/930 - Services généraux	94
A/931 - Formation professionnelle et apprentissage	97
A/932 - Enseignement	98
A/933 - Culture, sports et loisirs	100
A/934 - Santé et action sociale	101
A/935 - Aménagement des territoires	102
A/936 - Gestion des fonds européens	103
A/937 - Environnement	104
A/938 - Transports	105
A/939 - Action économique	108
B - Eléments du bilan	
B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	109
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	110
B1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	116
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	117
B2 - Méthodes utilisées	119
B3 - Etat des provisions constituées	123
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	124
B6 - Prêts	157
B7.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	158
B7.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	159
C - Engagements hors bilan	
C1.1 - Etat des emprunts garantis	161
C1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	163
C2 - Subventions versées	Sans Objet
C3 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
C4 - Etat des contrats de PPP	164
C5 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
C6 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
C7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	165
D - Autres éléments d'information	
D1 - Etat du personnel	168
D2 - Liste des organismes dans lesquels la région a pris un engagement financier	173
D3.1 - Liste des organismes de regroupement	175
D3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
D3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
D3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D3.5.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D3.5.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
E - Décisions en matière de taux - Arrêté et signatures	
E1 - Décisions en matière de taux	176
E2 - Arrêté - Signatures	177

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques			
	Valeurs		Valeurs
Population totale	12 258 425	Nombre de mètres carrés de surface utile de bâtiments (3)	
Longueur de la voirie régionale (en km)		Nombre d'organismes de coopération auxquels participe la région	

Informations fiscales (N-2)		
	Région	Pour mémoire, la moyenne nationale
Indicateur de ressources fiscales / habitant défini par l'article L. 4332-5 du CGCT (1)	Sans objet	Sans objet

(1) Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

Informations financières – ratios		Valeurs	Moyennes nationales
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	216,27	
2	Produit des impositions directes / population	84,70	
3	Recettes réelles de fonctionnement / population	284,32	
4	Dépenses d'équipement brut / population	153,39	
5	Encours de dette / population (2)	439,23	
6	DGF / population	Sans objet	
7	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (3)	0,17	
8	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital/recettes réelles de fonctionnement (3)	0,88	
9	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	0,54	
10	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3)	1,54	

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1^{er} janvier N.

(3) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

 Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :

- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement,
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- avec (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

65861

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en investissement et en fonctionnement.

III – L'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans les limites suivantes (3) : dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune de ces sections.

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – La comparaison s'effectue par rapport au budget (4) primitif de l'exercice précédent.

VI – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de la section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent » ;

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES		I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT - RESULTATS		C1

RESULTAT DE L'EXERCICE N-1					
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (3)	
TOTAL DU BUDGET	0,00	0,00	0,00	A1	0,00
Investissement	0,00	0,00	(1) 0,00	A2	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	(2) 0,00	A3	0,00

(1) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(3) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses	Recettes	Solde (B)		
TOTAL des RAR	I + II 0,00	III + IV 0,00	B1	0,00	
Investissement	I 0,00	III 0,00	B2	0,00	
Fonctionnement	II 0,00	IV 0,00	B3	0,00	

RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (4)		
TOTAL	A1 + B1	0,00
Investissement	A2 + B2	0,00
Fonctionnement	A3 + B3	0,00

(4) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / Art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
900	Services généraux	0,00
901	Formation pro. et apprentissage	0,00
902	Enseignement	0,00
903	Culture, sports et loisirs	0,00
904	Santé et action sociale	0,00
905	Aménagement des territoires	0,00
906	Gestion des fonds européens	0,00
907	Environnement	0,00
908	Transports	0,00
909	Action économique	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
930	Services généraux	0,00
931	Formation pro. et apprentissage	0,00
932	Enseignement	0,00
933	Culture, sports et loisirs	0,00
934	Santé et action sociale	0,00
935	Aménagement des territoires	0,00
936	Gestion des fonds européens	0,00
937	Environnement	0,00
938	Transports	0,00
939	Action économique	0,00
940	Impositions directes	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00

REGION ILE-DE-FRANCE - BUDGET PRINCIPAL - BP - 2020

Chap. / Art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
944	Frais de fonctionnements groupes d'élus	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
900	Services généraux	0,00
901	Formation pro. et apprentissage	0,00
902	Enseignement	0,00
903	Culture, sports et loisirs	0,00
904	Santé et action sociale	0,00
905	Aménagement des territoires	0,00
906	Gestion des fonds européens	0,00
907	Environnement	0,00
908	Transports	0,00
909	Action économique	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00
954	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
930	Services généraux	0,00
931	Formation pro. et apprentissage	0,00
932	Enseignement	0,00
933	Culture, sports et loisirs	0,00
934	Santé et action sociale	0,00
935	Aménagement des territoires	0,00
936	Gestion des fonds européens	0,00
937	Environnement	0,00
938	Transports	0,00
939	Action économique	0,00
940	Impositions directes	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00

REGION ILE-DE-FRANCE - BUDGET PRINCIPAL - BP - 2020

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnements groupes d'élus	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
PRESENTATION DES AP VOTEES	D1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2020 - HP0201-026	0201026 Amélioration de l'environnement professionnel	900	130 000,00
2020 - HP0202-001	0202001 Moyens des services (hors informatique)	900	4 430 000,00
2020 - HP0202-002	0202002 Moyens informatiques des services	900	9 000 000,00
2020 - HP0202-003	0202003 Communication institutionnelle	900	260 000,00
2020 - HP021-005	021005 Jeunesse et vie associative	900	450 000,00
2020 - PR041-018	041018 Aménagement et développement durable - Coopération interrégionale	900	300 000,00
2020 - HP044-013	044013 Solidarité internationale	900	450 000,00
2020 - HP048-016	048016 Coopération décentralisée	900	800 000,00
2020 - HP048-019	048019 Dispositif actions internationales	900	550 000,00
2020 - HP12-001	12001 Construction et travaux dans les CFA	901	17 000 000,00
2020 - HP12-002	12002 Equipement des centres de formation d'apprentis	901	5 000 000,00
2020 - HP13-001	13001 Formations sanitaires	901	1 770 000,00
2020 - HP13-002	13002 Formations sociales	901	1 460 000,00
2020 - HP13-005	13005 Sécurisation des écoles et instituts de formations sanitaires et sociales	901	150 000,00
2020 - HP222-001	222001 Études générales lycées publics	902	6 000 000,00
2020 - HP222-002	222002 Acquisitions	902	4 250 000,00
2020 - HP222-003	222003 Construction des lycées neufs	902	84 061 000,00
2020 - HP222-004	222004 Rénovation des lycées publics	902	300 750 000,00
2020 - HP222-005	222005 Grosses réparations dans les lycées publics	902	92 707 000,00
2020 - HP222-006	222006 Travaux de maintenance	902	9 000 000,00
2020 - HP222-008	222008 Équipement des lycées publics	902	50 200 000,00
2020 - HP223-009	223009 Participation à la rénovation des lycées privés	902	9 000 000,00
2020 - HP224-011	224011 Rénovation des cités mixtes départementales	902	55 000,00
2020 - HP224-012	224012 Travaux de maintenance dans les cités mixtes départementales	902	300 000,00
2020 - HP224-013	224013 Équipement des cités mixtes départementales	902	240 000,00
2020 - HP224-029	224029 Travaux de maintenance dans les cités mixtes régionales	902	3 000 000,00
2020 - HP224-030	224030 Equipement des cités mixtes régionales	902	5 440 000,00
2020 - HP224-032	224032 Grosses réparations dans les cités mixtes régionales	902	20 665 000,00
2020 - HP224-034	224034 Etudes générales cités mixtes régionales	902	500 000,00
2020 - HP224-035	224035 Rénovation des cités mixtes régionales	902	10 000 000,00
2020 - PR23-002	23002 Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur	902	54 130 000,00
2020 - HP23-009	23009 Orientation et formations supérieures	902	2 220 000,00
2020 - HP27-001	27001 Sécurisation des lycées	902	12 540 000,00
2020 - HP28-010	28010 Manuels et ressources pédagogiques	902	20 000 000,00
2020 - HP311-001	311001 Aménagement des structures d'accueil	903	2 000 000,00
2020 - HP312-002	312002 Equipements culturels de diffusion et de création	903	30 400 000,00
2020 - HP312-007	312007 Soutien à la création et à la diffusion numériques	903	1 000 000,00
2020 - HP312-008	312008 Actions en faveur du livre et de la lecture	903	3 200 000,00

REGION ILE-DE-FRANCE - BUDGET PRINCIPAL - BP - 2020

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2020 - HP312-015	312015 Fonds d'investissement pour la culture	903	18 700 000,00
2020 - HP313-004	313004 Développement du patrimoine en région	903	9 220 000,00
2020 - HP313-010	313010 Patrimoine régional à vocation culturelle	903	2 020 000,00
2020 - HP32-001	32001 Équipements sportifs d'intérêt régional	903	24 650 000,00
2020 - PJ32-001	32001 Équipements sportifs d'intérêt régional	903	1 000 000,00
2020 - HP32-005	32005 Contrats d'aménagement régional - Equipements sportifs de proximité - Actions territorialisées	903	3 000 000,00
2020 - HP32-006	32006 Participation de la Région aux JOP 2024	903	16 875 000,00
2020 - HP33-001	33001 Investissements dans les Iles de loisirs	903	7 280 000,00
2020 - HP37-001	37001 Sécurité dans les propriétés régionales	903	1 500 000,00
2020 - HP41-002	41002 Renforcement de l'offre de soins	904	6 000 000,00
2020 - HP41-008	41008 Soutien aux centres d'IVG	904	350 000,00
2020 - HP41-009	41009 Garantie immobilière solidaire	904	3 700 000,00
2020 - HP42-001	42001 Dispositif en faveur de la petite enfance	904	1 000 000,00
2020 - HP42-003	42003 Dispositif en faveur des personnes en situation précaire	904	7 300 000,00
2020 - HP42-004	42004 Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap	904	6 900 000,00
2020 - HP51-002	51002 Requalification urbaine : actions contractualisées	905	17 000 000,00
2020 - PR52-001	52001 Territoires stratégiques	905	34 030 000,00
2020 - HP52-002	52002 Contrat d'aménagement régional (contrat régional et territorial)	905	44 500 000,00
2020 - PR52-004	52004 Contrat d'aménagement régional - Environnement - Actions territorialisées	905	5 000 000,00
2020 - HP53-001	53001 Aménagement et équipement de l'espace rural	905	5 500 000,00
2020 - HP53-002	53002 Politiques contractuelles en milieu rural	905	12 000 000,00
2020 - HP54-002	54002 Développement du parc locatif social	905	30 000 000,00
2020 - HP54-004	54004 Aide au parc privé	905	8 000 000,00
2020 - HP54-005	54005 Action en faveur du logement des jeunes	905	15 000 000,00
2020 - HP54-008	54008 Lutte contre la précarité énergétique	905	10 000 000,00
2020 - PR56-001	56001 Aide au développement du territoire numérique	905	10 500 000,00
2020 - HP57-001	57001 Bouclier de sécurité	905	14 200 000,00
2020 - HP62-001	62001 Soutien à l'aménagement durable des territoires franciliens	906	5 844 000,00
2020 - HP62-002	62002 Préserver la biodiversité	906	1 539 000,00
2020 - HP62-003	62003 Renforcement des facteurs de compétitivité	906	12 500 000,00
2020 - HP62-004	62004 Diversification et amélioration des applications des TIC	906	6 762 000,00
2020 - HP62-005	62005 Soutien à la transition vers une économie à faibles émissions de carbone	906	3 761 000,00
2020 - HP62-006	62006 Diminuer les vulnérabilités du bassin hydrographique de la Seine	906	1 494 000,00
2020 - HP71-001	71001 Plans de prévention des risques technologiques (PPRT)	907	170 000,00
2020 - HP72-001	72001 Prévention et gestion des déchets	907	3 000 000,00
2020 - PR72-001	72001 Prévention et gestion des déchets	907	5 000 000,00
2020 - PR73-001	73001 Qualité de l'air - Climat	907	760 000,00
2020 - HP73-002	73002 Plan changeons d'air	907	5 500 000,00
2020 - PR74-006	74006 Milieux aquatiques et humides	907	2 200 000,00
2020 - PR75-001	75001 Energie	907	49 000 000,00
2020 - HP76-001	76001 Agence des espaces verts	907	10 000 000,00
2020 - PR76-002	76002 Parcs naturels régionaux	907	3 600 000,00

REGION ILE-DE-FRANCE - BUDGET PRINCIPAL - BP - 2020

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2020 - HP76-003	76003 Protection des milieux naturels et des paysages	907	8 000 000,00
2020 - PR76-003	76003 Protection des milieux naturels et des paysages	907	800 000,00
2020 - PR76-005	76005 Investissements pour la biodiversité en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)	907	1 200 000,00
2020 - PR77-003	77003 Intégration environnementale des infrastructures de transport	907	7 000 000,00
2020 - HP78-001	78001 Circulations douces	907	24 000 000,00
2020 - HP78-002	78002 Lutte contre le bruit	907	270 000,00
2020 - HP810-001	810001 Accessibilité du réseau	908	50 000 000,00
2020 - HP810-003	810003 Études et expérimentations	908	15 000 000,00
2020 - HP811-004	811004 Liaisons ferroviaires	908	1 500 000,00
2020 - PR811-004	811004 Liaisons ferroviaires	908	305 000 000,00
2020 - PR811-005	811005 Liaisons tramways	908	87 000 000,00
2020 - HP811-006	811006 Métro	908	42 000 000,00
2020 - PR811-006	811006 Métro	908	76 000 000,00
2020 - HP811-009	811009 Suppression des passages à niveau	908	8 000 000,00
2020 - PR812-010	812010 Grands pôles intermodaux	908	15 000 000,00
2020 - HP818-014	818014 Études d'amélioration et de développement de l'offre de transport	908	2 000 000,00
2020 - PR818-015	818015 Développement et amélioration des sites propres pour autobus	908	99 000 000,00
2020 - PR821-001	821001 Aménagement des infrastructures de voirie nationale	908	30 000 000,00
2020 - HP823-003	823003 Aménagement des infrastructures de voirie départementale	908	60 000 000,00
2020 - HP824-006	824006 Aménagement des infrastructures de voirie communale	908	9 000 000,00
2020 - HP825-004	825004 Aménagements de sécurité	908	6 000 000,00
2020 - HP883-001	883001 Aménagement et modernisation des voies navigables	908	13 000 000,00
2020 - HP885-003	885003 Développement du transport multimodal	908	2 000 000,00
2020 - PR885-003	885003 Développement du transport multimodal	908	2 949 000,00
2020 - HP91-001	91001 Soutien à la création et au développement des entreprises	909	7 000 000,00
2020 - HP91-003	91003 Economie sociale et solidaire	909	2 050 000,00
2020 - HP91-013	91013 Paris Région Entreprises (PRE)	909	140 000,00
2020 - HP92-001	92001 Soutien aux compétences scientifiques et technologiques	909	6 000 000,00
2020 - HP92-002	92002 Soutien à l'innovation	909	25 500 000,00
2020 - HP92-005	92005 Soutien aux pôles de compétitivité	909	18 000 000,00
2020 - HP92-006	92006 Soutien aux domaines d'intérêt majeur (DIM)	909	18 300 000,00
2020 - HP92-007	92007 Soutien au dialogue Sciences- Société	909	100 000,00
2020 - HP92-008	92008 Soutien aux transferts de technologie	909	4 500 000,00
2020 - HP92-009	92009 Smart Région, modernisation et innovation territoriale	909	2 500 000,00
2020 - HP93-001	93001 Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro- alimentaire	909	9 300 000,00
2020 - HP93-004	93004 Agriculture et environnement	909	1 950 000,00
2020 - HP93-005	93005 Forêt et éco-matériaux	909	1 000 000,00
2020 - HP94-001	94001 Soutien à l'industrie et aux autres services	909	32 510 000,00
2020 - HP94-002	94002 Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art	909	4 000 000,00
2020 - HP94-003	94003 Aide aux renouvellements de véhicules utilitaires des artisans et des TPE	909	10 000 000,00
2020 - HP94-004	94004 Back'up	909	500 000,00
2020 - HP95-001	95001 Dispositifs régionaux en faveur du développement touristique	909	4 500 000,00

REGION ILE-DE-FRANCE - BUDGET PRINCIPAL - BP - 2020

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			

« AP de dépenses imprévues » (2)	950	0,00

TOTAL GENERAL	2 202 332 000,00

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
PRESENTATION DES AE VOTEES	D2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2020 - HP01-003	01003 Frais de fonctionnement des groupes d'élus	944	40 000,00
2020 - HP0202-003	0202003 Communication institutionnelle	930	7 711 000,00
2020 - HP0202-004	0202004 Dépenses associées aux frais de personnel	930	4 715 000,00
2020 - HP0202-011	0202011 Charges liées aux immeubles	930	24 946 000,00
2020 - HP0202-012	0202012 Fonctionnement des services	930	17 143 000,00
2020 - HP0202-013	0202013 Véhicules	930	671 000,00
2020 - HP0202-016	0202016 Subventions à divers organismes	930	1 180 000,00
2020 - HP021-005	021005 Jeunesse et vie associative	930	2 550 000,00
2020 - HP021-019	021019 Société d'entraide des conseillers régionaux	930	1 400 000,00
2020 - HP021-020	021020 Fonctionnement général du CR	930	1 765 000,00
2020 - HP021-021	021021 Formation, information des élus régionaux	930	400 000,00
2020 - HP021-028	021028 Jeunesse	930	50 000,00
2020 - HP022-022	022022 Indemnités et charges du CESER	930	50 000,00
2020 - HP022-023	022023 Fonctionnement général du CESER	930	305 000,00
2020 - PR041-018	041018 Aménagement et développement durable - Coopération interrégionale	930	50 000,00
2020 - HP042-004	042004 Actions européennes	930	482 000,00
2020 - HP044-015	044015 Solidarité internationale	930	210 000,00
2020 - HP048-007	048007 Rayonnement international	930	100 000,00
2020 - HP048-017	048017 Coopération décentralisée	930	1 050 000,00
2020 - HP048-019	048019 Dispositif actions internationales	930	250 000,00
2020 - HP10-002	10002 Mesures transversales	931	6 200 000,00
2020 - PR10-002	10002 Mesures transversales	931	1 260 000,00
2020 - HP111-005	111005 Mesures d'insertion professionnelle	931	114 730 000,00
2020 - HP112-006	112006 Formations qualifiantes et métiers	931	12 700 000,00
2020 - HP113-004	113004 Accès à l'information et à l'orientation	931	5 720 000,00
2020 - HP113-006	113006 Formations qualifiantes et métiers	931	150 362 000,00
2020 - HP113-011	113011 Formation continue - Aides soignants et auxiliaires de puériculture	931	5 618 000,00
2020 - HP114-006	114006 Formations qualifiantes et métiers	931	1 900 000,00
2020 - HP114-007	114007 Formation des salariés	931	1 940 000,00
2020 - HP115-008	115008 Rémunération des stagiaires et frais annexes	931	128 196 000,00
2020 - HP116-004	116004 Accès à l'information et à l'orientation	931	24 500 000,00
2020 - HP12-003	12003 Qualification par l'apprentissage	931	28 000 000,00
2020 - HP12-004	12004 Indemnité Compensatrice versée aux employeurs d'apprentis	931	18 500 000,00

REGION ILE-DE-FRANCE - BUDGET PRINCIPAL - BP - 2020

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2020 - HP13-001	13001 Formations sanitaires	931	155 782 000,00
2020 - HP13-002	13002 Formations sociales	931	40 409 000,00
2020 - HP13-003	13003 Mesures diverses	931	20 000,00
2020 - PR13-003	13003 Mesures diverses	931	72 000,00
2020 - HP13-004	13004 Fonds régional d'aide sociale	931	400 000,00
2020 - HP222-017	222017 Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics	932	139 878 000,00
2020 - HP222-018	222018 Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires	932	14 254 000,00
2020 - HP222-024	222024 Dépenses associées aux agents des lycées	932	985 000,00
2020 - HP223-016	223016 Lycées privés forfait d'externat "matériel"	932	34 000 000,00
2020 - HP223-028	223028 Lycées privés forfait d'externat "personnel"	932	34 000 000,00
2020 - HP224-020	224020 Participation aux charges de fonctionnement des lycées dans les cités mixtes départementales	932	123 000,00
2020 - HP224-031	224031 Participation aux charges de fonctionnement des cités mixtes régionales	932	19 438 000,00
2020 - HP23-004	23004 Actions en faveur de la mobilité internationale	932	3 920 000,00
2020 - HP23-008	23008 Accompagnement des conditions de vie et d'études des étudiants	932	5 480 000,00
2020 - HP23-009	23009 Orientation et formations supérieures	932	540 000,00
2020 - HP28-003	28003 Centre de ressources	932	705 000,00
2020 - HP28-004	28004 Aides aux élèves de second cycle	932	20 669 000,00
2020 - HP28-005	28005 Schéma des formations	932	15 410 000,00
2020 - PR28-005	28005 Schéma des formations	932	205 000,00
2020 - HP28-009	28009 Aides aux élèves des BTS, CPGE et formations post-bac et assimilées	932	721 000,00
2020 - HP28-011	28011 Aide à l'introduction de produits biologiques et locaux dans les lycées	932	3 000 000,00
2020 - HP312-005	312005 Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue	933	35 470 000,00
2020 - HP312-006	312006 Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques	933	2 446 000,00
2020 - HP312-007	312007 Soutien à la création et à la diffusion numériques	933	650 000,00
2020 - HP312-008	312008 Actions en faveur du livre et de la lecture	933	3 700 000,00
2020 - HP312-009	312009 Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel	933	4 228 000,00
2020 - HP312-013	312013 Soutien culturel pluridisciplinaire	933	3 800 000,00
2020 - HP312-016	312016 Pôles supérieurs d'enseignement artistique	933	100 000,00
2020 - HP313-004	313004 Développement du patrimoine en région	933	850 000,00
2020 - HP313-010	313010 Patrimoine régional à vocation culturelle	933	686 000,00
2020 - HP32-002	32002 Développement de la pratique sportive	933	6 660 000,00
2020 - HP32-003	32003 Événements sportifs	933	2 250 000,00
2020 - HP32-006	32006 Participation de la Région aux JOP 2024	933	350 000,00
2020 - HP33-002	33002 Charges diverses liées aux Iles de loisirs	933	375 000,00
2020 - HP33-003	33003 Développement de l'accès aux loisirs et aux vacances	933	1 300 000,00
2020 - HP40-001	40001 Développement de la vie associative	934	610 000,00
2020 - HP40-004	40004 Observatoires et organismes consultatifs	934	685 000,00

REGION ILE-DE-FRANCE - BUDGET PRINCIPAL - BP - 2020

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2020 - HP41-001	41001 Prévention et éducation à la santé	934	4 295 000,00
2020 - HP41-004	41004 Transport aérien d'urgence	934	200 000,00
2020 - HP42-001	42001 Dispositif en faveur de la petite enfance	934	150 000,00
2020 - HP42-003	42003 Dispositif en faveur des personnes en situation précaire	934	3 406 000,00
2020 - HP50-001	50001 SDRIF	935	20 000,00
2020 - HP50-002	50002 Soutien à la connaissance stratégique des territoires et à leur aménagement	935	17 978 000,00
2020 - HP50-008	50008 Stratégies métropolitaines et métropole francilienne	935	100 000,00
2020 - HP51-003	51003 Actions Politique de la Ville	935	1 700 000,00
2020 - PR52-001	52001 Territoires stratégiques	935	1 070 000,00
2020 - HP54-005	54005 Action en faveur du logement des jeunes	935	45 000,00
2020 - HP56-001	56001 Aide au développement du territoire numérique	935	1 200 000,00
2020 - HP57-004	57004 Mieux accompagner les victimes	935	600 000,00
2020 - HP61-001	61001 Soutien à la création et à la reprise d'activité	936	15 747 000,00
2020 - HP61-002	61002 Soutien aux dynamiques de l'inclusion	936	4 400 000,00
2020 - HP61-003	61003 Investissement dans l'éducation et adaptation des compétences	936	10 971 000,00
2020 - HP61-005	61005 Assistance technique FSE	936	6 872 000,00
2020 - HP62-003	62003 Renforcement des facteurs de compétitivité	936	3 818 000,00
2020 - HP62-004	62004 Diversification et amélioration des applications des TIC	936	2 065 000,00
2020 - HP62-006	62006 Diminuer les vulnérabilités du bassin hydrographique de la Seine	936	2 739 000,00
2020 - HP62-007	62007 Assistance technique FEDER	936	2 606 000,00
2020 - HP630-002	630002 FEADER	936	8 000 000,00
2020 - HP71-008	71008 Actions transversales	937	650 000,00
2020 - PR71-008	71008 Actions transversales	937	4 781 000,00
2020 - HP72-001	72001 Prévention et gestion des déchets	937	708 000,00
2020 - PR73-001	73001 Qualité de l'air - Climat	937	850 000,00
2020 - PR74-007	74007 Contrats trame verte et bleue	937	300 000,00
2020 - PR75-001	75001 Energie	937	850 000,00
2020 - HP76-001	76001 Agence des espaces verts	937	8 600 000,00
2020 - PR76-002	76002 Parcs naturels régionaux	937	4 957 000,00
2020 - HP76-003	76003 Protection des milieux naturels et des paysages	937	260 000,00
2020 - PR76-003	76003 Protection des milieux naturels et des paysages	937	1 600 000,00
2020 - PR76-006	76006 Actions en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)	937	150 000,00
2020 - HP78-002	78002 Lutte contre le bruit	937	960 000,00
2020 - HP80-001	80001 Études générales	938	556 000,00
2020 - HP810-019	810019 Contribution régionale à l'exploitation des transports franciliens	938	667 010 000,00
2020 - HP810-020	810020 Actions spécifiques en matière de tarification	938	97 500 000,00
2020 - HP810-021	810021 Soutien au développement des transports en commun	938	60 000,00
2020 - HP818-018	818018 Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées	938	14 000 000,00

REGION ILE-DE-FRANCE - BUDGET PRINCIPAL - BP - 2020

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2020 - HP885-003	885003 Développement du transport multimodal	938	150 000,00
2020 - HP91-001	91001 Soutien à la création et au développement des entreprises	939	6 604 000,00
2020 - HP91-003	91003 Economie sociale et solidaire	939	3 850 000,00
2020 - HP91-006	91006 Développement économique des territoires	939	2 500 000,00
2020 - PR91-006	91006 Développement économique des territoires	939	215 000,00
2020 - HP91-013	91013 Paris Région Entreprises (PRE)	939	9 633 000,00
2020 - HP92-001	92001 Soutien aux compétences scientifiques et technologiques	939	4 145 000,00
2020 - HP92-002	92002 Soutien à l'innovation	939	1 300 000,00
2020 - HP92-003	92003 Evaluations, études, actions support	939	55 000,00
2020 - HP92-005	92005 Soutien aux pôles de compétitivité	939	2 582 000,00
2020 - HP92-006	92006 Soutien aux domaines d'intérêt majeur (DIM)	939	15 180 000,00
2020 - HP92-007	92007 Soutien au dialogue Sciences- Société	939	700 000,00
2020 - HP92-008	92008 Soutien aux transferts de technologie	939	600 000,00
2020 - HP92-009	92009 Smart Région, modernisation et innovation territoriale	939	1 500 000,00
2020 - HP93-001	93001 Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro- alimentaire	939	1 510 000,00
2020 - HP93-002	93002 Valorisation de la production agricole et agro-alimentaire	939	1 493 000,00
2020 - HP93-003	93003 Actions agri-environnementales	939	4 650 000,00
2020 - PR93-003	93003 Actions agri-environnementales	939	300 000,00
2020 - HP93-005	93005 Forêt et éco-matériaux	939	500 000,00
2020 - HP94-001	94001 Soutien à l'industrie et aux autres services	939	3 693 000,00
2020 - HP94-002	94002 Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art	939	600 000,00
2020 - HP95-001	95001 Dispositifs régionaux en faveur du développement touristique	939	1 659 000,00
2020 - HP95-002	95002 Soutien aux organismes oeuvrant dans le domaine du tourisme	939	13 173 000,00
TOTAL			

« AE de dépenses imprévues » (2)	952	0,00

TOTAL GENERAL	2 087 231 000,00

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET	A1

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés (y compris le compte 1068)	4 714 394 000,00	4 714 394 000,00
+		+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (R.A.R N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif)	(si solde positif)
		0,00	0,00
=		=	=
Total de la section d'investissement (2)		4 714 394 000,00	4 714 394 000,00
		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés	6 002 879 000,00	6 002 879 000,00
+		+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (R.A.R N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit)	(si excédent)
		0,00	0,00
=		=	=
Total de la section de fonctionnement (3)		6 002 879 000,00	6 002 879 000,00
TOTAL DU BUDGET (4)		10 717 273 000,00	10 717 273 000,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 4312.6 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 4312-5 du CGCT).

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET	A2

VENTILATION DES OPÉRATIONS RÉELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DÉPENSES			RECETTES		
	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés	3 517 615 000,00	1 196 779 000,00	4 714 394 000,00	2 683 335 000,00	2 031 059 000,00	4 714 394 000,00
Crédits de fonctionnement votés	4 858 620 000,00	1 144 259 000,00	6 002 879 000,00	5 692 900 000,00	309 979 000,00	6 002 879 000,00
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	8 376 235 000,00	2 341 038 000,00	10 717 273 000,00	8 376 235 000,00	2 341 038 000,00	10 717 273 000,00

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET							II
BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS							B

SECTION	POUR MEMOIRE		PROPOSITIONS DU PRÉSIDENT	VOTE DE L'ASSEMBLEE	TOTAL (RAR N-1 + VOTE)	DONT NON VENTILE	DONT 0 Services généraux (sauf 01)
	POUR MÉMOIRE BUDGET PRÉCÉDENT (1)	RESTES A REALISER N-1					

AP VOTEES	0,00		2 202 332 000,00	2 202 332 000,00	2 202 332 000,00	0,00	16 370 000,00
Dont dépenses imprévues (950)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
AE VOTEES	0,00		2 087 231 000,00	2 087 231 000,00	2 087 231 000,00	40 000,00	65 028 000,00
Dont dépenses imprévues (952)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	4 671 782 000,00	0,00	4 714 394 000,00	4 714 394 000,00	4 714 394 000,00	2 825 693 000,00	30 160 000,00
90 Opérations ventilées	1 888 000 000,00	0,00	1 888 701 000,00	1 888 701 000,00	1 888 701 000,00		30 160 000,00
- en AP/CP (2)	1 887 975 000,00	0,00	1 888 681 000,00	1 888 681 000,00	1 888 681 000,00		30 140 000,00
- hors AP/CP (2)	25 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00		20 000,00
Dont opérations pour comptes de tiers	4 880 000,00	0,00	3 410 000,00	3 410 000,00	3 410 000,00		0,00
92 Opérations non ventilées	2 783 782 000,00	0,00	2 825 693 000,00	2 825 693 000,00	2 825 693 000,00	2 825 693 000,00	
001 Solde exécution section investissement	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
RECETTES D'INVESTISSEMENT	4 671 782 000,00	0,00	4 714 394 000,00	4 714 394 000,00	4 714 394 000,00	4 614 079 000,00	0,00
90 Opérations ventilées	118 079 000,00	0,00	100 315 000,00	100 315 000,00	100 315 000,00		0,00
- Recettes affectées	113 199 000,00	0,00	94 105 000,00	94 105 000,00	94 105 000,00		0,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la région	4 880 000,00	0,00	6 210 000,00	6 210 000,00	6 210 000,00		0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	4 255 235 000,00	0,00	4 273 754 000,00	4 273 754 000,00	4 273 754 000,00	4 273 754 000,00	
954 Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	189 300 000,00	189 300 000,00	189 300 000,00	189 300 000,00	
951 Virement de la section de fonctionnement	298 468 000,00		151 025 000,00	151 025 000,00	151 025 000,00	151 025 000,00	
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
001 Solde exécution section investissement	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	6 085 386 000,00	0,00	6 002 879 000,00	6 002 879 000,00	6 002 879 000,00	3 474 612 000,00	202 331 000,00
93 Services ventilés	2 590 241 000,00	0,00	2 528 267 000,00	2 528 267 000,00	2 528 267 000,00		202 331 000,00
- en AE/CP	2 127 657 000,00	0,00	2 046 952 000,00	2 046 952 000,00	2 046 952 000,00		65 136 000,00
- hors AE/CP	462 584 000,00	0,00	481 315 000,00	481 315 000,00	481 315 000,00		137 195 000,00
94 Services communs non ventilés	3 196 677 000,00	0,00	3 323 587 000,00	3 323 587 000,00	3 323 587 000,00	3 323 587 000,00	
953 Virement à la section d'investissement	298 468 000,00		151 025 000,00	151 025 000,00	151 025 000,00	151 025 000,00	

SECTION	POUR MEMOIRE		PROPOSITIONS DU PRÉSIDENT	VOTE DE L'ASSEMBLEE	TOTAL (RAR N-1 + VOTE)	DONT NON VENTILE	DONT 0 Services généraux (sauf 01)
	POUR MÉMOIRE BUDGET PRÉCÉDENT (1)	RESTES A REALISER N-1					
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	6 085 386 000,00	0,00	6 002 879 000,00	6 002 879 000,00	6 002 879 000,00	5 855 651 000,00	0,00
93 Services ventilés	133 672 000,00	0,00	147 228 000,00	147 228 000,00	147 228 000,00		0,00
94 Services communs non ventilés	5 951 714 000,00	0,00	5 855 651 000,00	5 855 651 000,00	5 855 651 000,00	5 855 651 000,00	
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET									II
BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite)									B

SECTION	1 Formation pro. et apprentissage	2 Enseignement	3 Culture, sports et loisirs	4 Santé et action sociale	5 Aménagement des territoires	6 Gestion des fonds européens	7 Environnement	8 Transports	9 Action économique

AP VOTEES	25 380 000,00	685 058 000,00	120 845 000,00	25 250 000,00	205 730 000,00	31 900 000,00	120 500 000,00	823 449 000,00	147 850 000,00
Dont dépenses imprévues (950)									
AE VOTEES	696 309 000,00	293 328 000,00	62 865 000,00	9 346 000,00	22 713 000,00	57 218 000,00	24 666 000,00	779 276 000,00	76 442 000,00
Dont dépenses imprévues (952)									

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	21 190 000,00	668 740 000,00	93 915 000,00	25 000 000,00	184 820 000,00	5 516 000,00	93 619 000,00	641 751 000,00	123 990 000,00
90 Opérations ventilées	21 190 000,00	668 740 000,00	93 915 000,00	25 000 000,00	184 820 000,00	5 516 000,00	93 619 000,00	641 751 000,00	123 990 000,00
- en AP/CP (2)	21 190 000,00	668 740 000,00	93 915 000,00	25 000 000,00	184 820 000,00	5 516 000,00	93 619 000,00	641 751 000,00	123 990 000,00
- hors AP/CP (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont opérations pour comptes de tiers	0,00	3 410 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées									
001 Solde exécution section investissement									
RECETTES D'INVESTISSEMENT	0,00	94 799 000,00	0,00	0,00	0,00	5 516 000,00	0,00	0,00	0,00
90 Opérations ventilées	0,00	94 799 000,00	0,00	0,00	0,00	5 516 000,00	0,00	0,00	0,00
- Recettes affectées	0,00	88 589 000,00	0,00	0,00	0,00	5 516 000,00	0,00	0,00	0,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la région	0,00	6 210 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)									
954 Produits des cessions d'immobilisations									
951 Virement de la section de fonctionnement									

922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés									
001 Solde exécution section investissement									
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	676 555 000,00	610 343 000,00	62 865 000,00	9 346 000,00	22 713 000,00	63 993 000,00	23 919 000,00	779 276 000,00	76 926 000,00
93 Services ventilés	676 555 000,00	610 343 000,00	62 865 000,00	9 346 000,00	22 713 000,00	63 993 000,00	23 919 000,00	779 276 000,00	76 926 000,00
- en AE/CP	676 555 000,00	281 223 000,00	62 865 000,00	9 346 000,00	22 713 000,00	48 993 000,00	23 919 000,00	779 276 000,00	76 926 000,00
- hors AE/CP	0,00	329 120 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000 000,00	0,00	0,00	0,00
94 Services communs non ventilés									
953 Virement à la section d'investissement									
002 Résultat de fonctionnement reporté									
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	79 000 000,00	16 350 000,00	2 600 000,00	0,00	0,00	48 993 000,00	285 000,00	0,00	0,00
93 Services ventilés	79 000 000,00	16 350 000,00	2 600 000,00	0,00	0,00	48 993 000,00	285 000,00	0,00	0,00
94 Services communs non ventilés									
002 Résultat de fonctionnement reporté									

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – INVESTISSEMENT	C1

OPERATIONS REELLES ET MIXTES (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
90 Opérations ventilées	1 888 701 000,00	100 315 000,00
900 Services généraux	30 160 000,00	0,00
901 Formation pro. et apprentissage	21 190 000,00	0,00
902 Enseignement	668 740 000,00	94 799 000,00
903 Culture, sports et loisirs	93 915 000,00	0,00
904 Santé et action sociale	25 000 000,00	0,00
905 Aménagement des territoires	184 820 000,00	0,00
906 Gestion des fonds européens	5 516 000,00	5 516 000,00
907 Environnement	93 619 000,00	0,00
908 Transports	641 751 000,00	0,00
909 Action économique	123 990 000,00	0,00
92 Opérations non ventilées	1 628 914 000,00	2 393 720 000,00
921 Taxes non affectées	22 000 000,00	429 388 000,00
922 Dotations et participations (sauf 1068)	0,00	112 000 000,00
923 Dettes et autres opérations financières	1 606 914 000,00	1 852 332 000,00
95 Chapitres de prévision sans réalisation		189 300 000,00
954 Produits des cessions d'immobilisations		189 300 000,00
TOTAL	I 3 517 615 000,00	II 2 683 335 000,00

OPERATIONS D'ORDRE

925 Opérations patrimoniales	886 800 000,00	886 800 000,00
926 Transferts entre les sections	309 979 000,00	993 234 000,00
951 Virement de la section de fonctionnement		151 025 000,00
TOTAL	III 1 196 779 000,00	IV 2 031 059 000,00

AUTOFINANCEMENT DE L'EXERCICE = R(926 + 951) - D926 :..... 834 280 000,00

001 Solde exécution section investissement	V 0,00	VI 0,00
922 – 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés		VII 0,00

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V 4 714 394 000,00	II + IV + VI + VII 4 714 394 000,00

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – FONCTIONNEMENT	C2

OPERATIONS REELLES ET MIXTES (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
93 Services ventilés	2 528 267 000,00	147 228 000,00
930 Services généraux	202 331 000,00	0,00
931 Formation pro. et apprentissage	676 555 000,00	79 000 000,00
932 Enseignement	610 343 000,00	16 350 000,00
933 Culture, sports et loisirs	62 865 000,00	2 600 000,00
934 Santé et action sociale	9 346 000,00	0,00
935 Aménagement des territoires	22 713 000,00	0,00
936 Gestion des fonds européens	63 993 000,00	48 993 000,00
937 Environnement	23 919 000,00	285 000,00
938 Transports	779 276 000,00	0,00
939 Action économique	76 926 000,00	0,00
94 Services communs non ventilés	2 330 353 000,00	5 545 672 000,00
940 Impositions directes	2 207 549 000,00	3 245 834 000,00
941 Autres impôts et taxes	3 000 000,00	2 222 517 000,00
942 Dotations et participations	0,00	54 650 000,00
943 Opérations financières	114 934 000,00	22 671 000,00
944 Frais de fonctionnements groupes d'élus	2 870 000,00	0,00
945 Provisions et autres opérations mixtes	2 000 000,00	0,00
TOTAL	I 4 858 620 000,00	II 5 692 900 000,00

OPERATIONS D'ORDRE

946 Transferts entre les sections	993 234 000,00	309 979 000,00
947 Transferts dans section fonctionnement	0,00	0,00
953 Virement à la section d'investissement	151 025 000,00	
TOTAL	III 1 144 259 000,00	IV 309 979 000,00

AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D(946 + 953) - R946 :..... -834 280 000,00

002 Résultat de fonctionnement reporté	V 0,00	VI 0,00

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V 6 002 879 000,00	II + IV + VI 6 002 879 000,00

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET					II
BALANCE GENERALE – DEPENSES					D1

	INVESTISSEMENT	Pour mémoire budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions du président (2)	Vote de l'exercice	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Dépenses d'investissement – Total		4 671 782 000,00	0,00	4 714 394 000,00	4 714 394 000,00	4 714 394 000,00
Sous total des opérations réelles et mixtes		3 430 272 000,00	0,00	3 517 615 000,00	3 517 615 000,00	3 517 615 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	22 000 000,00	0,00	22 000 000,00	22 000 000,00	22 000 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 520 272 000,00	0,00	1 606 914 000,00	1 606 914 000,00	1 606 914 000,00
18	Cpte liaison : affectat° (BA, régie NP)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	26 132 820,00	0,00	24 085 000,00	24 085 000,00	24 085 000,00
204	Subventions d'équipement versées	1 224 040 180,00	0,00	1 174 447 000,00	1 174 447 000,00	1 174 447 000,00
21	Immobilisations corporelles	83 731 000,00	0,00	98 852 000,00	98 852 000,00	98 852 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	539 798 000,00	0,00	569 938 000,00	569 938 000,00	569 938 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	5 000 000,00	5 000 000,00	5 000 000,00
27	Autres immobilisations financières	9 418 000,00	0,00	12 969 000,00	12 969 000,00	12 969 000,00
45	Opérations pour compte de tiers	4 880 000,00	0,00	3 410 000,00	3 410 000,00	3 410 000,00
Sous total des opérations d'ordre		1 241 510 000,00		1 196 779 000,00	1 196 779 000,00	1 196 779 000,00
925	Opérations patrimoniales	926 300 000,00		886 800 000,00	886 800 000,00	886 800 000,00
926	Transferts entre les sections	315 210 000,00		309 979 000,00	309 979 000,00	309 979 000,00
001	Solde exécution section investissement	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Propositions formulées par le Président pour l'exercice N.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET						II
BALANCE GENERALE – DEPENSES						D1

	FONCTIONNEMENT	Pour mémoire budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions du président (2)	Vote de l'exercice	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Dépenses de fonctionnement – Total		6 085 386 000,00	0,00	6 002 879 000,00	6 002 879 000,00	6 002 879 000,00
Sous total des opérations réelles et mixtes		4 890 205 000,00	0,00	4 858 620 000,00	4 858 620 000,00	4 858 620 000,00
011	Charges à caractère général	347 367 740,00	0,00	361 945 800,00	361 945 800,00	361 945 800,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	446 127 000,00	0,00	450 284 000,00	450 284 000,00	450 284 000,00
014	Atténuations de produits	2 160 439 000,00	0,00	2 210 549 000,00	2 210 549 000,00	2 210 549 000,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	1 800 657 260,00	0,00	1 720 266 200,00	1 720 266 200,00	1 720 266 200,00
6586	Frais de fonctionnement groupes d'élus	2 722 000,00	0,00	2 753 000,00	2 753 000,00	2 753 000,00
66	Charges financières	130 656 000,00	0,00	110 434 000,00	110 434 000,00	110 434 000,00
67	Charges exceptionnelles	236 000,00	0,00	388 000,00	388 000,00	388 000,00
945	Provisions et autres opérations mixtes	2 000 000,00		2 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00
Sous total des opérations d'ordre		1 195 181 000,00		1 144 259 000,00	1 144 259 000,00	1 144 259 000,00
946	Transferts entre les sections	896 713 000,00		993 234 000,00	993 234 000,00	993 234 000,00
947	Transferts dans section fonctionnement	0,00		0,00	0,00	0,00
953	Virement à la section d'investissement	298 468 000,00		151 025 000,00	151 025 000,00	151 025 000,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Propositions formulées par le Président pour l'exercice N.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET					II
BALANCE GENERALE – RECETTES					D2

	INVESTISSEMENT	Pour mémoire budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions du président (3)	Vote de l'exercice	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Recettes d'investissement – Total		4 671 782 000,00	0,00	4 714 394 000,00	4 714 394 000,00	4 714 394 000,00
Sous total des opérations réelles et mixtes		2 550 301 000,00	0,00	2 683 335 000,00	2 683 335 000,00	2 683 335 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	191 824 000,00	0,00	216 000 000,00	216 000 000,00	216 000 000,00
13	Subventions d'investissement	419 399 000,00	0,00	416 993 000,00	416 993 000,00	416 993 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 883 344 000,00	0,00	1 815 467 000,00	1 815 467 000,00	1 815 467 000,00
18	Cpte liaison : affectat° (BA, régie NP)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (1)	12 800 000,00	0,00	2 500 000,00	2 500 000,00	2 500 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	38 054 000,00	0,00	36 865 000,00	36 865 000,00	36 865 000,00
45	Opérations pour compte de tiers	4 880 000,00	0,00	6 210 000,00	6 210 000,00	6 210 000,00
954	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	189 300 000,00	189 300 000,00	189 300 000,00
Sous total des opérations d'ordre		2 121 481 000,00		2 031 059 000,00	2 031 059 000,00	2 031 059 000,00
925	Opérations patrimoniales	926 300 000,00		886 800 000,00	886 800 000,00	886 800 000,00
926	Transferts entre les sections	896 713 000,00		993 234 000,00	993 234 000,00	993 234 000,00
951	Virement de la section de fonctionnement	298 468 000,00		151 025 000,00	151 025 000,00	151 025 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00	0,00	0,00
001	Solde exécution section investissement	0,00			0,00	0,00

(1) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(2) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(3) Propositions formulées par le Président pour l'exercice N.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET						II
BALANCE GENERALE – RECETTES						D2

	FONCTIONNEMENT	Pour mémoire budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions du président (3)	Vote de l'exercice	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Recettes de fonctionnement – Total		6 085 386 000,00	0,00	6 002 879 000,00	6 002 879 000,00	6 002 879 000,00
Sous total des opérations réelles et mixtes		5 770 176 000,00	0,00	5 692 900 000,00	5 692 900 000,00	5 692 900 000,00
70	Produits services, domaine, ventes div	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Impôts locaux	3 113 118 000,00	0,00	3 245 834 000,00	3 245 834 000,00	3 245 834 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	2 509 329 000,00	0,00	2 222 517 000,00	2 222 517 000,00	2 222 517 000,00
74	Dotations, subventions et participations	133 172 000,00	0,00	200 528 000,00	200 528 000,00	200 528 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	5 207 000,00	0,00	22 671 000,00	22 671 000,00	22 671 000,00
77	Produits exceptionnels	9 000 000,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00
013	Atténuations de charges	350 000,00	0,00	350 000,00	350 000,00	350 000,00
945	Provisions et autres opérations mixtes	0,00		0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		315 210 000,00		309 979 000,00	309 979 000,00	309 979 000,00
946	Transferts entre les sections	315 210 000,00		309 979 000,00	309 979 000,00	309 979 000,00
947	Transferts dans section fonctionnement	0,00		0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00

(1) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(2) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(3) Propositions formulées par le Président pour l'exercice N.

III – VOTE DU BUDGET									III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES									A

Chap.	Libellés	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée sur les crédits de l'exercice (2) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
90	Opérations ventilées	1 888 000 000,00	0,00	2 202 332 000,00	1 888 701 000,00	1 888 701 000,00	1 888 681 000,00	20 000,00	1 888 701 000,00
900	Services généraux	30 190 000,00	0,00	16 370 000,00	30 160 000,00	30 160 000,00	30 140 000,00	20 000,00	30 160 000,00
901	Formation pro. et apprentissage	19 300 000,00	0,00	25 380 000,00	21 190 000,00	21 190 000,00	21 190 000,00	0,00	21 190 000,00
902	Enseignement	629 540 000,00	0,00	685 058 000,00	668 740 000,00	668 740 000,00	668 740 000,00	0,00	668 740 000,00
903	Culture, sports et loisirs	90 000 000,00	0,00	120 845 000,00	93 915 000,00	93 915 000,00	93 915 000,00	0,00	93 915 000,00
904	Santé et action sociale	25 000 000,00	0,00	25 250 000,00	25 000 000,00	25 000 000,00	25 000 000,00	0,00	25 000 000,00
905	Aménagement des territoires	222 260 000,00	0,00	205 730 000,00	184 820 000,00	184 820 000,00	184 820 000,00	0,00	184 820 000,00
906	Gestion des fonds européens	9 810 000,00	0,00	31 900 000,00	5 516 000,00	5 516 000,00	5 516 000,00	0,00	5 516 000,00
907	Environnement	114 521 000,00	0,00	120 500 000,00	93 619 000,00	93 619 000,00	93 619 000,00	0,00	93 619 000,00
908	Transports	602 479 000,00	0,00	823 449 000,00	641 751 000,00	641 751 000,00	641 751 000,00	0,00	641 751 000,00
909	Action économique	144 900 000,00	0,00	147 850 000,00	123 990 000,00	123 990 000,00	123 990 000,00	0,00	123 990 000,00
92	Opérations non ventilées	2 783 782 000,00	0,00		2 825 693 000,00	2 825 693 000,00		2 825 693 000,00	2 825 693 000,00
921	Taxes non affectées	22 000 000,00	0,00		22 000 000,00	22 000 000,00		22 000 000,00	22 000 000,00
922	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	1 520 272 000,00	0,00		1 606 914 000,00	1 606 914 000,00		1 606 914 000,00	1 606 914 000,00
925	Opérations patrimoniales	926 300 000,00			886 800 000,00	886 800 000,00		886 800 000,00	886 800 000,00
926	Transferts entre les sections	315 210 000,00			309 979 000,00	309 979 000,00		309 979 000,00	309 979 000,00
95	Chapitre de prévision sans réalisation			0,00					
950	Dépenses imprévues			0,00					
TOTAL des groupes fonctionnels		4 671 782 000,00	0,00	2 202 332 000,00	4 714 394 000,00	4 714 394 000,00	1 888 681 000,00	2 825 713 000,00	4 714 394 000,00

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (3)	0,00

TOTAL	4 714 394 000,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent..

(2) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(3) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

III – VOTE DU BUDGET						III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES						A

Chap.	Libellés	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée sur les crédits de l'exercice (2) II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
90	Opérations ventilées	118 079 000,00	0,00	100 315 000,00	100 315 000,00	100 315 000,00
900	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
901	Formation pro. et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseignement	108 269 000,00	0,00	94 799 000,00	94 799 000,00	94 799 000,00
903	Culture, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904	Santé et action sociale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
906	Gestion des fonds européens	9 810 000,00	0,00	5 516 000,00	5 516 000,00	5 516 000,00
907	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
908	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
909	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92	Opérations non ventilées	4 255 235 000,00	0,00	4 273 754 000,00	4 273 754 000,00	4 273 754 000,00
921	Taxes non affectées	415 824 000,00	0,00	429 388 000,00	429 388 000,00	429 388 000,00
922	Dotations et participations (sauf R922 - 1068)	95 000 000,00	0,00	112 000 000,00	112 000 000,00	112 000 000,00
923	Dettes et autres opérations financières	1 921 398 000,00	0,00	1 852 332 000,00	1 852 332 000,00	1 852 332 000,00
925	Opérations patrimoniales	926 300 000,00		886 800 000,00	886 800 000,00	886 800 000,00
926	Transferts entre les sections	896 713 000,00		993 234 000,00	993 234 000,00	993 234 000,00
95	Chapitre de prévision sans réalisation	298 468 000,00	0,00	340 325 000,00	340 325 000,00	340 325 000,00
951	Virement de la section de fonctionnement	298 468 000,00		151 025 000,00	151 025 000,00	151 025 000,00
954	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	189 300 000,00	189 300 000,00	189 300 000,00
TOTAL des groupes fonctionnels		4 671 782 000,00	0,00	4 714 394 000,00	4 714 394 000,00	4 714 394 000,00

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (3)						0,00

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (4)						0,00

Chap.	Libellés	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée sur les crédits de l'exercice (2) II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL						4 714 394 000,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(3) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

(4) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

III – VOTE DU BUDGET												III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES												A 900
Détail par articles												

CHAPITRE 900 – Services généraux

AP (1) = 16 370 000,00

	2					3 Sécurité	4					TOTAL DU CHAPITRE
	Administration générale						Actions interrégionales, européennes					
	20 Administration générale collectivité		21 Conseil Régional	22 Conseil Economique et Social Régional	23 Conseil culture, éducation et environnement		28 Autres organismes	41 Actions interrégionales	42 Actions européennes	43 Actions relevant de la subvent° globale	44 Aide publique au développement	
201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux											

DEPENSES D'EQUIPEMENT

Total (RAR N-1 + Vote)	130 000,00	27 480 000,00	450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	600 000,00	1 200 000,00	30 160 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	130 000,00	27 480 000,00	450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	600 000,00	1 200 000,00	30 160 000,00
Vote de l'assemblée (2)	130 000,00	27 480 000,00	450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	600 000,00	1 200 000,00	30 160 000,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)		27 460 000,00	450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	600 000,00	1 200 000,00	30 140 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
Dont op. pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS

Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET									III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles									A 901

CHAPITRE 901 – Formation professionnelle et apprentissage

AP (1) = 25 380 000,00

	0 Services communs	1 Formation professionnelle						2 Apprentissage	3 Formation sanitaire et sociale	TOTAL DU CHAPITRE
		11 Insertion sociale et professionnelle	12 Formation professionnalisante personnes	13 Formation certifiante des personnes	14 Formation des actifs occupés	15 Rémunération des stagiaires	16 Autres			

DEPENSES D'EQUIPEMENT

Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 142 000,00	3 048 000,00	21 190 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 142 000,00	3 048 000,00	21 190 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 142 000,00	3 048 000,00	21 190 000,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 142 000,00	3 048 000,00	21 190 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS

Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET										III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES										A 902
Détail par articles										

CHAPITRE 902 – Enseignement

AP (1) = 685 058 000,00

	0 Services communs	1 Enseignement du premier degré	2 Enseignement du second degré				3 Enseignement supérieur	7 Sécurité	8 Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
			21 Collèges	22 Lycées publics	23 Lycées privés	24 Participations à des cités mixtes				

DEPENSES D'EQUIPEMENT

Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	1 800 000,00	0,00	513 200 000,00	2 000 000,00	25 365 000,00	84 575 000,00	11 800 000,00	30 000 000,00	668 740 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	0,00	1 800 000,00	0,00	513 200 000,00	2 000 000,00	25 365 000,00	84 575 000,00	11 800 000,00	30 000 000,00	668 740 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	1 800 000,00	0,00	513 200 000,00	2 000 000,00	25 365 000,00	84 575 000,00	11 800 000,00	30 000 000,00	668 740 000,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	1 800 000,00	0,00	513 200 000,00	2 000 000,00	25 365 000,00	84 575 000,00	11 800 000,00	30 000 000,00	668 740 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 410 000,00	0,00	0,00	0,00	3 410 000,00

RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS

Total (RAR N-1 + Vote)	86 089 000,00	0,00	0,00	2 500 000,00	0,00	6 210 000,00	0,00	0,00	0,00	94 799 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	86 089 000,00	0,00	0,00	2 500 000,00	0,00	6 210 000,00	0,00	0,00	0,00	94 799 000,00
Vote de l'assemblée (2)	86 089 000,00	0,00	0,00	2 500 000,00	0,00	6 210 000,00	0,00	0,00	0,00	94 799 000,00
Recettes affectées	86 089 000,00	0,00	0,00	2 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 589 000,00
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 210 000,00	0,00	0,00	0,00	6 210 000,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET								III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES								A 903
Détail par articles								

CHAPITRE 903 – Culture, sports et loisirs

AP (1) = 120 845 000,00

	0 Services communs	1 Culture			2 Sports	3 Loisirs	7 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		11 Enseignement artistique	12 Activités culturelles et artistiques	13 Patrimoine (bibliothèques, musées, ...)				

DEPENSES D'EQUIPEMENT

Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	1 000 000,00	29 700 000,00	17 860 000,00	39 275 000,00	4 580 000,00	1 500 000,00	93 915 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	0,00	1 000 000,00	29 700 000,00	17 860 000,00	39 275 000,00	4 580 000,00	1 500 000,00	93 915 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	1 000 000,00	29 700 000,00	17 860 000,00	39 275 000,00	4 580 000,00	1 500 000,00	93 915 000,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	1 000 000,00	29 700 000,00	17 860 000,00	39 275 000,00	4 580 000,00	1 500 000,00	93 915 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS

Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 904

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale

AP (1) = 25 250 000,00

	0 Services communs	1 Santé	2 Action sociale	7 Sécurité alimentaire	TOTAL DU CHAPITRE

DEPENSES D'EQUIPEMENT

Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	7 250 000,00	17 750 000,00	0,00	25 000 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	0,00	7 250 000,00	17 750 000,00	0,00	25 000 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	7 250 000,00	17 750 000,00	0,00	25 000 000,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	7 250 000,00	17 750 000,00	0,00	25 000 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS

Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET										III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles										A 905

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires

AP (1) = 205 730 000,00

	0 Services communs	1 Politique de la ville	2 Agglomérations et villes moyennes	3 Espace rural, autres espaces de dévelopt	4 Habitat - (Logement)	5 Actions en faveur du littoral	6 Technologies informat° et communicat°	7 Sécurité	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE

DEPENSES D'EQUIPEMENT

Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	10 000 000,00	77 760 000,00	12 450 000,00	57 960 000,00	0,00	12 150 000,00	14 500 000,00	0,00	184 820 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	0,00	10 000 000,00	77 760 000,00	12 450 000,00	57 960 000,00	0,00	12 150 000,00	14 500 000,00	0,00	184 820 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	10 000 000,00	77 760 000,00	12 450 000,00	57 960 000,00	0,00	12 150 000,00	14 500 000,00	0,00	184 820 000,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	10 000 000,00	77 760 000,00	12 450 000,00	57 960 000,00	0,00	12 150 000,00	14 500 000,00	0,00	184 820 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS

Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 906

CHAPITRE 906 – Gestion des fonds européens

AP (1) = 31 900 000,00

	1 FSE	2 FEDER	3 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
			30 FEADER	31 FEAMP	

DEPENSES D'EQUIPEMENT

Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	5 516 000,00	0,00	0,00	5 516 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	0,00	5 516 000,00	0,00	0,00	5 516 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	5 516 000,00	0,00	0,00	5 516 000,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	5 516 000,00	0,00	0,00	5 516 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS

Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	5 516 000,00	0,00	0,00	5 516 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	0,00	5 516 000,00	0,00	0,00	5 516 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	5 516 000,00	0,00	0,00	5 516 000,00
Recettes affectées	0,00	5 516 000,00	0,00	0,00	5 516 000,00
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET										III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles										A 907

CHAPITRE 907 – Environnement

AP (1) = 120 500 000,00

	0 Services communs	1 Actions transversales	2 Actions en matière des déchets	3 Politique de l'air	4 Politique de l'eau	5 Politique de l'énergie	6 Patrimoine naturel	7 Environnem t infrastructures transport	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE

DEPENSES D'EQUIPEMENT

Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	2 350 000,00	5 000 000,00	2 450 000,00	4 750 000,00	33 894 000,00	23 425 000,00	5 834 000,00	15 916 000,00	93 619 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	0,00	2 350 000,00	5 000 000,00	2 450 000,00	4 750 000,00	33 894 000,00	23 425 000,00	5 834 000,00	15 916 000,00	93 619 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	2 350 000,00	5 000 000,00	2 450 000,00	4 750 000,00	33 894 000,00	23 425 000,00	5 834 000,00	15 916 000,00	93 619 000,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	2 350 000,00	5 000 000,00	2 450 000,00	4 750 000,00	33 894 000,00	23 425 000,00	5 834 000,00	15 916 000,00	93 619 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS

Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET								III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles								A 908

CHAPITRE 908 – Transports

AP (1) = 823 449 000,00

	0 Services communs	1 Transports en commun de voyageurs						
		10 Services communs	11 Transport ferroviaire régional de voyage	12 Gares et autres infrastructures ferrov.	13 Transports scolaires	14 Transports interurbains	15 Transports mixtes	18 Autres transports en commun

DEPENSES D'EQUIPEMENT

Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	60 316 000,00	456 160 000,00	21 052 000,00	0,00	0,00	0,00	26 082 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	0,00	60 316 000,00	456 160 000,00	21 052 000,00	0,00	0,00	0,00	26 082 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	60 316 000,00	456 160 000,00	21 052 000,00	0,00	0,00	0,00	26 082 000,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	60 316 000,00	456 160 000,00	21 052 000,00	0,00	0,00	0,00	26 082 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS

Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

III – VOTE DU BUDGET							III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles							A 908

CHAPITRE 908 – Transports (suite 1)

	2 Routes et voiries						7 Sécurité
	21 Voirie nationale	22 Voirie régionale	23 Voirie départementale	24 Voirie communale	25 Sécurité routière	28 Autres liaisons	
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	36 535 000,00	0,00	23 890 000,00	213 000,00	4 739 000,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	36 535 000,00	0,00	23 890 000,00	213 000,00	4 739 000,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	36 535 000,00	0,00	23 890 000,00	213 000,00	4 739 000,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	36 535 000,00	0,00	23 890 000,00	213 000,00	4 739 000,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

III – VOTE DU BUDGET								III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles								A 908

CHAPITRE 908 – Transports (suite 2)

	8 Autres transports							TOTAL DU CHAPITRE
	81 Transports aériens	82 Transports maritimes	83 Transports fluviaux	84 Transports ferroviaires de marchandises	85 Liaisons multimodales	86 Infrastructures portuaires et aéroport.	88 Autres	

DEPENSES D'EQUIPEMENT

Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	9 966 000,00	1 169 000,00	1 629 000,00	0,00	0,00	641 751 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	0,00	0,00	9 966 000,00	1 169 000,00	1 629 000,00	0,00	0,00	641 751 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	9 966 000,00	1 169 000,00	1 629 000,00	0,00	0,00	641 751 000,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	9 966 000,00	1 169 000,00	1 629 000,00	0,00	0,00	641 751 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS

Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET							III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles							A 909

CHAPITRE 909 – Action économique

AP (1) = 147 850 000,00

	0 Services communs	1 Interventions économiques transversales	2 Recherche et innovation	3 Agriculture, pêche, agro-industrie	4 Industrie, artisanat, commerce et autres	5 Tourisme et thermalisme	TOTAL DU CHAPITRE

DEPENSES D'EQUIPEMENT

Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	13 340 000,00	71 100 000,00	9 050 000,00	26 000 000,00	4 500 000,00	123 990 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	0,00	13 340 000,00	71 100 000,00	9 050 000,00	26 000 000,00	4 500 000,00	123 990 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	13 340 000,00	71 100 000,00	9 050 000,00	26 000 000,00	4 500 000,00	123 990 000,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	13 340 000,00	71 100 000,00	9 050 000,00	26 000 000,00	4 500 000,00	123 990 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS

Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET						III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES						A 921
Détail par articles						

CHAPITRE 921 – Taxes non affectées

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	22 000 000,00	0,00	22 000 000,00	22 000 000,00	22 000 000,00
13332	Taxe sur construction de bureaux	20 000 000,00	0,00	20 000 000,00	20 000 000,00	20 000 000,00
13333	Taxe complémentaire à la TLE	1 500 000,00	0,00	1 500 000,00	1 500 000,00	1 500 000,00
13334	Taxe sur les surfaces de stationnement	500 000,00	0,00	500 000,00	500 000,00	500 000,00
	RECETTES	415 824 000,00	0,00	429 388 000,00	429 388 000,00	429 388 000,00
10223	TICPE 2ème part	64 000 000,00	0,00	64 000 000,00	64 000 000,00	64 000 000,00
10226	Taxe aménagement	32 824 000,00	0,00	40 000 000,00	40 000 000,00	40 000 000,00
13331	Amendes de police	64 000 000,00	0,00	69 388 000,00	69 388 000,00	69 388 000,00
13332	Taxe sur construction de bureaux	110 000 000,00	0,00	110 000 000,00	110 000 000,00	110 000 000,00
13334	Taxe sur les surfaces de stationnement	65 000 000,00	0,00	66 000 000,00	66 000 000,00	66 000 000,00
1338	Autres	80 000 000,00	0,00	80 000 000,00	80 000 000,00	80 000 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 922

CHAPITRE 922 – Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	95 000 000,00	0,00	112 000 000,00	112 000 000,00	112 000 000,00
1021	Dotation	0,00	0,00	22 000 000,00	22 000 000,00	22 000 000,00
10222	FCTVA	95 000 000,00	0,00	90 000 000,00	90 000 000,00	90 000 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Reversement de dotations (trop perçu).

III – VOTE DU BUDGET						III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES						A 923
Détail par articles						

CHAPITRE 923 – Dettes et autres opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	1 520 272 000,00	0,00	1 606 914 000,00	1 606 914 000,00	1 606 914 000,00
16311	Emprunt obligataire remboursable in fine	200 000 000,00	0,00	410 000 000,00	410 000 000,00	410 000 000,00
1641	Emprunts en euros	146 272 000,00	0,00	22 914 000,00	22 914 000,00	22 914 000,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	587 000 000,00	0,00	587 000 000,00	587 000 000,00	587 000 000,00
16449	Opérat° de tirage sur ligne trésorerie	587 000 000,00	0,00	587 000 000,00	587 000 000,00	587 000 000,00
	RECETTES	1 921 398 000,00	0,00	1 852 332 000,00	1 852 332 000,00	1 852 332 000,00
16311	Emprunt obligataire remboursable in fine	709 344 000,00	0,00	641 467 000,00	641 467 000,00	641 467 000,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	587 000 000,00	0,00	587 000 000,00	587 000 000,00	587 000 000,00
16449	Opérat° de tirage sur ligne trésorerie	587 000 000,00	0,00	587 000 000,00	587 000 000,00	587 000 000,00
2745	Avances remboursables	3 811 000,00	0,00	4 285 000,00	4 285 000,00	4 285 000,00
2748	Autres prêts	34 243 000,00	0,00	32 580 000,00	32 580 000,00	32 580 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III – VOTE DU BUDGET				III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES				A 925
Détail par articles				

CHAPITRE 925 – Opérations patrimoniales

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3)	926 300 000,00	886 800 000,00	886 800 000,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	587 000 000,00	587 000 000,00	587 000 000,00
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	3 000 000,00	2 500 000,00	2 500 000,00
2117	Bois et forêts	2 500 000,00	2 500 000,00	2 500 000,00
2128	Autres agencements et aménagts	8 200 000,00	7 500 000,00	7 500 000,00
2313	Constructions	262 590 000,00	224 290 000,00	224 290 000,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	60 210 000,00	60 210 000,00	60 210 000,00
4551750507	75019 PARIS CMR G. BRASSENS	0,00	0,00	0,00
4551750654	75005 PARIS CMR HENRI IV	0,00	0,00	0,00
4551750699	75016 PARIS CMR JANSON DE SAILLY	400 000,00	400 000,00	400 000,00
4551750700	75016 PARIS CMR SAY	0,00	0,00	0,00
4551752524	75003 PARIS CMR V.HUGO	0,00	0,00	0,00
4551752525	75004 PARIS CMR CHARLEMAGNE	100 000,00	100 000,00	100 000,00
4551752527	75006 PARIS CMR MONTAIGNE	200 000,00	200 000,00	200 000,00
4551752528	75007 PARIS CMR V.DURUY	0,00	0,00	0,00
4551752529	75008 PARIS CMR CHAPTAL	0,00	0,00	0,00
4551752531	75005 PARIS CMR LAVOISIER	0,00	0,00	0,00
4551752533	75009 PARIS CMR J. FERRY	0,00	0,00	0,00
4551752534	75009 PARIS CMR LAMARTINE	0,00	0,00	0,00
4551752536	75011 PARIS CMR VOLTAIRE	200 000,00	200 000,00	200 000,00
4551752537	75012 PARIS CMR VALERY	0,00	0,00	0,00
4551752538	75013 PARIS CMR RODIN	0,00	0,00	0,00
4551752539	75013 PARIS CMR MONET	0,00	0,00	0,00
4551752540	75013 PARIS CMR G. FAURE	1 000 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00
4551752543	75014 PARIS CMR P. BERT	0,00	0,00	0,00
4551752544	75014 PARIS CMR VILLON	0,00	0,00	0,00
4551752545	75015 PARIS CMR BUFFON	0,00	0,00	0,00
4551752546	75015 PARIS CMR CAMILLE SEE	0,00	0,00	0,00
4551752547	75016 PARIS CMR C. BERNARD	0,00	0,00	0,00
4551752548	75016 PARIS CMR JANSON DE SAILLY	0,00	0,00	0,00

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée
4551752550	75016 PARIS CMR FONTAINE	0,00	0,00	0,00
4551752551	75016 PARIS CMR MOLIERE	0,00	0,00	0,00
4551752553	75017 PARIS CMR HONORE DE BALZAC	0,00	0,00	0,00
4551752555	75019 PARIS CMR H. BERGSON	100 000,00	100 000,00	100 000,00
4551752556	75020 PARIS CMR H. BOUCHER	0,00	0,00	0,00
4551752557	75020 PARIS CMR RAVEL	0,00	0,00	0,00
4551771765	77 FONTAINEBLEAU CMR F. COUPERIN	0,00	0,00	0,00
4551781101	78 POISSY CMR LE CORBUSIER	0,00	0,00	0,00
4551781106	78 VERSAILLES - CMR HOCHÉ	100 000,00	100 000,00	100 000,00
4551910677	91 MONTGERON CMR WEILER	0,00	0,00	0,00
4551921780	92 NEUILLY CMR PASTEUR	0,00	0,00	0,00
4551921782	92 MEUDON CMR RABELAIS	0,00	0,00	0,00
4551921783	92 VANCES CMR MICHELET	100 000,00	100 000,00	100 000,00
4551921784	92 SCEAUX CMR LAKANAL	100 000,00	100 000,00	100 000,00
4551921785	92 SCEAUX CMR M. CURIE	500 000,00	500 000,00	500 000,00
4551931186	93 AUBERVIL CMR ALEMBERT	0,00	0,00	0,00
4551931709	93 AUBERVILLIERS CMR H. WALLON	0,00	0,00	0,00
4551931710	93 NOISY LE SEC CMR OLYMPE DE GOUGES	0,00	0,00	0,00
4551931711	93 BONDY CMR J. RENOIR	0,00	0,00	0,00
4551931712	93 MONTREUIL CMR J. JAURES	0,00	0,00	0,00
4551941598	94 VINCENNES CMR H. BERLIOZ	0,00	0,00	0,00
4551941599	94 NOGENT SUR MARNE - CMR Branly	0,00	0,00	0,00
4551941602	94 VILLENEUVE LE ROI GEORGES BRASSENS	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (3)	926 300 000,00	886 800 000,00	886 800 000,00
16449	Opérat° de tirage sur ligne trésorerie	587 000 000,00	587 000 000,00	587 000 000,00
2031	Frais d'études	12 500 000,00	14 200 000,00	14 200 000,00
2033	Frais d'insertion	300 000,00	300 000,00	300 000,00
2313	Constructions	2 800 000,00	2 800 000,00	2 800 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	323 700 000,00	282 500 000,00	282 500 000,00
4551752523	CMR TURGOT 75003	0,00	0,00	0,00
4551752529	CMR CHAPTAL 75008	0,00	0,00	0,00
4551752543	CMR BERT 75014	0,00	0,00	0,00
4551752553	CMR BALZAC 75017	0,00	0,00	0,00
4551752555	CMR BERGSON 75019	0,00	0,00	0,00
4551752557	CMR RAVEL 75020	0,00	0,00	0,00
4551931186	93 AUBERVIL CMR ALEMBERT	0,00	0,00	0,00
4551931709	93 AUBERVILLIERS CMR H. WALLON	0,00	0,00	0,00

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée
4551931710	93 NOISY LE SEC CMR OLYMPE DE GOUGES	0,00	0,00	0,00
4551931711	93 BONDY CMR J. RENOIR	0,00	0,00	0,00
4551931712	93 MONTREUIL CMR J. JAURES	0,00	0,00	0,00
4552781106	78 VERSAILLES CMR HOCHÉ	0,00	0,00	0,00
4552941599	94 NOGENT CMR BRANLY	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Les dépenses du chapitre sont égales aux recettes.

III – VOTE DU BUDGET				III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES				A 926
Détail par articles				

CHAPITRE 926 – Transferts entre les sections

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée
	DEPENSES DE L'EXERCICE (3)	315 210 000,00	309 979 000,00	309 979 000,00
	Reprises sur autofinancement	315 210 000,00	309 979 000,00	309 979 000,00
13911	Sub. transf cpte résultat. Etat, établist	11 000 000,00	11 000 000,00	11 000 000,00
13913	Sub. transf cpte résultat. Départements	1 600 000,00	1 600 000,00	1 600 000,00
13914	Sub. transf cpte résultat. Communes	70 000,00	70 000,00	70 000,00
13916	Sub. transf cpte résultat. Autres EPL	10 000,00	10 000,00	10 000,00
139172	Sub. transf cpte résultat. FEDER	140 000,00	120 000,00	120 000,00
13918	Autres subventions d'équipement	300 000,00	300 000,00	300 000,00
13932	Dotation régionale d'équipement scolaire	86 090 000,00	86 089 000,00	86 089 000,00
139331	Amendes de police- Ile de France	53 000 000,00	56 790 000,00	56 790 000,00
139332	Taxe sur construction de bureaux	87 000 000,00	94 000 000,00	94 000 000,00
139333	Taxe complémentaire à la T.L.E. IF	11 000 000,00	11 000 000,00	11 000 000,00
139334	Taxe sur les surfaces de stationnement	10 000 000,00	14 000 000,00	14 000 000,00
13938	Autres	55 000 000,00	35 000 000,00	35 000 000,00
	Charges transférées	0,00	0,00	0,00
	RECETTES DE L'EXERCICE (4)	896 713 000,00	993 234 000,00	993 234 000,00
	Amortissement des immobilisations	896 713 000,00	993 234 000,00	993 234 000,00
28031	Frais d'études	5 583 000,00	7 456 000,00	7 456 000,00
28032	Frais de recherche et de développement	10 000,00	10 000,00	10 000,00
28033	Frais d'insertion	133 000,00	179 000,00	179 000,00
2804111	Subv. Etat : Bien mobilier, matériel	1 080 000,00	2 373 000,00	2 373 000,00
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	18 116 000,00	18 852 000,00	18 852 000,00
2804113	Subv. Etat : Projet infrastructure	17 154 000,00	17 538 000,00	17 538 000,00
2804114	Voiries	114 000,00	297 000,00	297 000,00
2804122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	10 000,00	10 000,00	10 000,00
2804123	Subv. Régions : Projet infrastructure	10 000,00	10 000,00	10 000,00
2804131	Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel	5 398 000,00	3 424 000,00	3 424 000,00
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	40 252 000,00	41 819 000,00	41 819 000,00
2804133	Subv. Dpt : Projet infrastructure	21 353 000,00	22 390 000,00	22 390 000,00
2804141	Subv. Cne : Bien mobilier, matériel	15 518 000,00	18 748 000,00	18 748 000,00

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée
2804142	Subv.Cne : Bâtiments, installations	189 803 000,00	197 332 000,00	197 332 000,00
2804143	Subv.Cne : Projet infrastructure	3 543 000,00	3 876 000,00	3 876 000,00
2804151	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	1 064 000,00	164 000,00	164 000,00
2804152	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	2 508 000,00	2 755 000,00	2 755 000,00
2804161	Subv. SPIC : Bien mobilier, matériel	1 690 000,00	808 000,00	808 000,00
2804162	Subv. SPIC : Bâtiments, installations	35 103 000,00	36 204 000,00	36 204 000,00
2804163	Subv. SPIC : Projet infrastructure	3 044 000,00	4 933 000,00	4 933 000,00
28041711	Subv. SNCF : Bien mobilier, matériel	10 000,00	10 000,00	10 000,00
28041712	Subv. SNCF : Bâtiments, installations	15 456 000,00	15 982 000,00	15 982 000,00
28041713	Subv. SNCF : Projet infrastructure	7 612 000,00	9 419 000,00	9 419 000,00
28041721	Subv. RFF : Bien mobilier, matériel	8 000,00	10 000,00	10 000,00
28041722	Subv. RFF : Bâtiments, installations	18 247 000,00	20 245 000,00	20 245 000,00
28041723	Subv. RFF : Projet infrastructure	26 971 000,00	30 744 000,00	30 744 000,00
28041732	Subv. STIF : Bâtiments, installations	3 412 000,00	3 935 000,00	3 935 000,00
28041733	Subv. STIF : Projet infrastructure	3 845 000,00	5 479 000,00	5 479 000,00
28041781	Subv. Autres : Bien mobilier, matériel	12 000,00	12 000,00	12 000,00
28041782	Subv. Autres : Bâtiments, installations	15 725 000,00	16 650 000,00	16 650 000,00
28041783	Subv. Autres : Projet infrastructure	58 997 000,00	65 752 000,00	65 752 000,00
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	10 294 000,00	13 954 000,00	13 954 000,00
2804182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	114 646 000,00	120 731 000,00	120 731 000,00
2804183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	2 366 000,00	2 712 000,00	2 712 000,00
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	17 966 000,00	23 077 000,00	23 077 000,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	88 609 000,00	97 891 000,00	97 891 000,00
280423	Privé : Projet infrastructure	194 000,00	194 000,00	194 000,00
280431	Subv.Scol : Bien mobilier, matériel	153 000,00	151 000,00	151 000,00
280432	Subv.Scol : Bâtiments, installations	4 996 000,00	5 252 000,00	5 252 000,00
2804412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	139 000,00	139 000,00	139 000,00
28051	Concessions,droits similaires,brevets,..	5 251 000,00	8 026 000,00	8 026 000,00
2808	Autres immobilisations incorporelles	10 000,00	10 000,00	10 000,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	10 000,00	10 000,00	10 000,00
28128	Autres aménagements de terrains	7 196 000,00	8 434 000,00	8 434 000,00
281311	Bâtiments administratifs	1 983 000,00	1 058 000,00	1 058 000,00
281312	Bâtiments scolaires	65 320 000,00	65 726 000,00	65 726 000,00
281314	Bâtiments culturels et sportifs	638 000,00	706 000,00	706 000,00
281318	Autres bâtiments publics	171 000,00	171 000,00	171 000,00
281351	Bâtiments publics	5 526 000,00	6 139 000,00	6 139 000,00
281572	Matériel technique scolaire	1 608 000,00	3 650 000,00	3 650 000,00

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée
281578	Autre matériel technique	1 066 000,00	1 161 000,00	1 161 000,00
28181	Installations générales, aménagt divers	392 000,00	443 000,00	443 000,00
281828	Autres matériels de transport	1 764 000,00	995 000,00	995 000,00
281831	Matériel informatique scolaire	24 877 000,00	50 905 000,00	50 905 000,00
281838	Autre matériel informatique	3 462 000,00	2 984 000,00	2 984 000,00
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	5 904 000,00	6 328 000,00	6 328 000,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	903 000,00	5 553 000,00	5 553 000,00
28185	Matériel de téléphonie	482 000,00	873 000,00	873 000,00
28188	Autres immo. corporelles	19 006 000,00	18 545 000,00	18 545 000,00
	Autres	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Egales aux recettes du chapitre 946 en fonctionnement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 946 en fonctionnemen.t

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT	A.950
95 CHAPITRES DE PREVISIONS SANS REALISATION	A 951
	A 954

DEPENSES

950	
Dépenses imprévues	
Pour mémoire budget AP précédent	Vote de l'assemblée sur les AP
0,00	0,00

RECETTES

951	
Virements de la section de fonctionnement	
Pour mémoire budget précédent (1)	Vote de l'assemblée
298 468 000,00	151 025 000,00

(1) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

RECETTES

954		
Produits des cessions d'immobilisations		
Pour mémoire budget précédent (1)	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée
0,00	189 300 000,00	189 300 000,00

(1) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III – VOTE DU BUDGET									III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES									B

Chap.	Libellés	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée sur les crédits de l'exercice (2) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
93	Services ventilés	2 590 241 000,00	0,00	2 087 191 000,00	2 528 267 000,00	2 528 267 000,00	2 046 952 000,00	481 315 000,00	2 528 267 000,00
930	Services généraux	203 122 000,00	0,00	65 028 000,00	202 331 000,00	202 331 000,00	65 136 000,00	137 195 000,00	202 331 000,00
931	Formation pro. et apprentissage	766 760 000,00	0,00	696 309 000,00	676 555 000,00	676 555 000,00	676 555 000,00	0,00	676 555 000,00
932	Enseignement	608 763 000,00	0,00	293 328 000,00	610 343 000,00	610 343 000,00	281 223 000,00	329 120 000,00	610 343 000,00
933	Culture, sports et loisirs	64 220 000,00	0,00	62 865 000,00	62 865 000,00	62 865 000,00	62 865 000,00	0,00	62 865 000,00
934	Santé et action sociale	9 841 000,00	0,00	9 346 000,00	9 346 000,00	9 346 000,00	9 346 000,00	0,00	9 346 000,00
935	Aménagement des territoires	22 773 000,00	0,00	22 713 000,00	22 713 000,00	22 713 000,00	22 713 000,00	0,00	22 713 000,00
936	Gestion des fonds européens	37 025 000,00	0,00	57 218 000,00	63 993 000,00	63 993 000,00	48 993 000,00	15 000 000,00	63 993 000,00
937	Environnement	24 784 000,00	0,00	24 666 000,00	23 919 000,00	23 919 000,00	23 919 000,00	0,00	23 919 000,00
938	Transports	770 472 000,00	0,00	779 276 000,00	779 276 000,00	779 276 000,00	779 276 000,00	0,00	779 276 000,00
939	Action économique	82 481 000,00	0,00	76 442 000,00	76 926 000,00	76 926 000,00	76 926 000,00	0,00	76 926 000,00
94	Services communs non ventilés	3 196 677 000,00	0,00		3 323 587 000,00	3 323 587 000,00		3 323 547 000,00	3 323 587 000,00
940	Impositions directes	2 157 439 000,00	0,00		2 207 549 000,00	2 207 549 000,00		2 207 549 000,00	2 207 549 000,00
941	Autres impôts et taxes	3 000 000,00	0,00		3 000 000,00	3 000 000,00		3 000 000,00	3 000 000,00
942	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
943	Opérations financières	134 655 000,00	0,00		114 934 000,00	114 934 000,00		114 934 000,00	114 934 000,00
944	Frais de fonctionnements groupes d'élus	2 870 000,00	0,00		2 870 000,00	2 870 000,00		2 830 000,00	2 870 000,00
945	Provisions et autres opérations mixtes	2 000 000,00			2 000 000,00	2 000 000,00		2 000 000,00	2 000 000,00
946	Transferts entre les sections	896 713 000,00			993 234 000,00	993 234 000,00		993 234 000,00	993 234 000,00
947	Transferts dans section fonctionnement	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
95	Chapitre de prévision sans réalisation	298 468 000,00		0,00	151 025 000,00	151 025 000,00		151 025 000,00	151 025 000,00
952	Dépenses imprévues			0,00					
953	Virement à la section d'investissement	298 468 000,00			151 025 000,00	151 025 000,00		151 025 000,00	151 025 000,00
TOTAL des groupes fonctionnels		6 085 386 000,00	0,00	2 087 231 000,00	6 002 879 000,00	6 002 879 000,00	2 046 992 000,00	3 955 887 000,00	6 002 879 000,00

Chap.	Libellés	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée sur les crédits de l'exercice (2) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (3)									0,00

TOTAL									6 002 879 000,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération hors RAR.

(3) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

III – VOTE DU BUDGET						III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES						B

Chap.	Libellés	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée sur les crédits de l'exercice (2) II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
93	Services ventilés	133 672 000,00	0,00	147 228 000,00	147 228 000,00	147 228 000,00
930	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
931	Formation pro. et apprentissage	76 912 000,00	0,00	79 000 000,00	79 000 000,00	79 000 000,00
932	Enseignement	16 850 000,00	0,00	16 350 000,00	16 350 000,00	16 350 000,00
933	Culture, sports et loisirs	2 600 000,00	0,00	2 600 000,00	2 600 000,00	2 600 000,00
934	Santé et action sociale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935	Aménagement des territoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936	Gestion des fonds européens	37 025 000,00	0,00	48 993 000,00	48 993 000,00	48 993 000,00
937	Environnement	285 000,00	0,00	285 000,00	285 000,00	285 000,00
938	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
939	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94	Services communs non ventilés	5 951 714 000,00	0,00	5 855 651 000,00	5 855 651 000,00	5 855 651 000,00
940	Impositions directes	3 113 118 000,00	0,00	3 245 834 000,00	3 245 834 000,00	3 245 834 000,00
941	Autres impôts et taxes	2 509 329 000,00	0,00	2 222 517 000,00	2 222 517 000,00	2 222 517 000,00
942	Dotations et participations	8 850 000,00	0,00	54 650 000,00	54 650 000,00	54 650 000,00
943	Opérations financières	5 207 000,00	0,00	22 671 000,00	22 671 000,00	22 671 000,00
944	Frais de fonctionnements groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes	0,00		0,00	0,00	0,00
946	Transferts entre les sections	315 210 000,00		309 979 000,00	309 979 000,00	309 979 000,00
947	Transferts dans section fonctionnement	0,00		0,00	0,00	0,00
TOTAL des groupes fonctionnels		6 085 386 000,00	0,00	6 002 879 000,00	6 002 879 000,00	6 002 879 000,00

002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (3)						0,00

TOTAL						6 002 879 000,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent..

(2) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération hors RAR.

(3) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

III – VOTE DU BUDGET												III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES												B 930
Détail par articles												

CHAPITRE 930 – Services généraux

AE (1) = 65 028 000,00

	2					3 Sécurité	4					TOTAL DU CHAPITRE
	Administration générale						Actions interrégionales, européennes					
	20 Administration générale collectivité		21 Conseil Régional	22 Conseil Economique et Social Régional	23 Conseil culture, éducation et environnement		28 Autres organismes	41 Actions interrégionales	42 Actions européennes	43 Action relevant de la subvention globale	44 Aide publique au développement	
201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux											

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Total (RAR N-1 + Vote)	123 940 000,00	56 474 000,00	16 420 000,00	3 355 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	482 000,00	0,00	210 000,00	1 400 000,00	202 331 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	123 940 000,00	56 474 000,00	16 420 000,00	3 355 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	482 000,00	0,00	210 000,00	1 400 000,00	202 331 000,00
Vote de l'assemblée (2)	123 940 000,00	56 474 000,00	16 420 000,00	3 355 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	482 000,00	0,00	210 000,00	1 400 000,00	202 331 000,00
Dans le cadre d'une AE-CP		56 474 000,00	6 165 000,00	355 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	482 000,00	0,00	210 000,00	1 400 000,00	65 136 000,00
Hors AE-CP	123 940 000,00	0,00	10 255 000,00	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	137 195 000,00

RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT

Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 931

CHAPITRE 931 – Formation professionnelle et apprentissage

AE (1) = 696 309 000,00

	0 Services communs	1 Formation professionnelle						2 Apprentissage	3 Formation sanitaire et sociale	TOTAL DU CHAPITRE
		11 Insertion sociale et professionnelle	12 Formation professionnalisante personnes	13 Formation certifiante des personnes	14 Formation des actifs occupés	15 Rémunération des stagiaires	16 Autres			

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Total (RAR N-1 + Vote)	8 813 000,00	111 873 000,00	16 025 000,00	150 179 000,00	3 900 000,00	118 443 000,00	24 139 000,00	46 500 000,00	196 683 000,00	676 555 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	8 813 000,00	111 873 000,00	16 025 000,00	150 179 000,00	3 900 000,00	118 443 000,00	24 139 000,00	46 500 000,00	196 683 000,00	676 555 000,00
Vote de l'assemblée (2)	8 813 000,00	111 873 000,00	16 025 000,00	150 179 000,00	3 900 000,00	118 443 000,00	24 139 000,00	46 500 000,00	196 683 000,00	676 555 000,00
Dans le cadre d'une AE-CP	8 813 000,00	111 873 000,00	16 025 000,00	150 179 000,00	3 900 000,00	118 443 000,00	24 139 000,00	46 500 000,00	196 683 000,00	676 555 000,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT

Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	79 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 000 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	0,00	79 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 000 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	79 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 000 000,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits du BP hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET									III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles									B 932

CHAPITRE 932 – Enseignement

AE (1) = 293 328 000,00

	0 Services communs	1 Enseignement du premier degré	2 Enseignement du second degré				3 Enseignement supérieur	7 Sécurité	8 Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
			21 Collèges	22 Lycées publics	23 Lycées privés	24 Participations à des cités mixtes				

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	472 632 000,00	68 000 000,00	19 561 000,00	9 940 000,00	0,00	40 210 000,00	610 343 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	0,00	0,00	0,00	472 632 000,00	68 000 000,00	19 561 000,00	9 940 000,00	0,00	40 210 000,00	610 343 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	472 632 000,00	68 000 000,00	19 561 000,00	9 940 000,00	0,00	40 210 000,00	610 343 000,00
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	143 512 000,00	68 000 000,00	19 561 000,00	9 940 000,00	0,00	40 210 000,00	281 223 000,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	329 120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	329 120 000,00

RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT

Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	7 350 000,00	0,00	9 000 000,00	0,00	0,00	0,00	16 350 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	0,00	0,00	0,00	7 350 000,00	0,00	9 000 000,00	0,00	0,00	0,00	16 350 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	7 350 000,00	0,00	9 000 000,00	0,00	0,00	0,00	16 350 000,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits du BP hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET							III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES							B 933
Détail par articles							

CHAPITRE 933 – Culture, sports et loisirs

AE (1) = 62 865 000,00

	0 Services communs	1 Culture			2 Sports	3 Loisirs	7 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		11 Enseignement artistique	12 Activités culturelles et artistiques	13 Patrimoine (bibliothèques, musées, ...)				

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	50 394 000,00	1 536 000,00	9 260 000,00	1 675 000,00	0,00	62 865 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	0,00	0,00	50 394 000,00	1 536 000,00	9 260 000,00	1 675 000,00	0,00	62 865 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	50 394 000,00	1 536 000,00	9 260 000,00	1 675 000,00	0,00	62 865 000,00
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	50 394 000,00	1 536 000,00	9 260 000,00	1 675 000,00	0,00	62 865 000,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT

Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	2 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 600 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	0,00	0,00	2 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 600 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	2 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 600 000,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits du BP hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 934

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale

AE (1) = 9 346 000,00

	0 Services communs	1 Santé	2 Action sociale	7 Sécurité alimentaire	TOTAL DU CHAPITRE

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Total (RAR N-1 + Vote)	1 295 000,00	4 495 000,00	3 556 000,00	0,00	9 346 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	1 295 000,00	4 495 000,00	3 556 000,00	0,00	9 346 000,00
Vote de l'assemblée (2)	1 295 000,00	4 495 000,00	3 556 000,00	0,00	9 346 000,00
Dans le cadre d'une AE-CP	1 295 000,00	4 495 000,00	3 556 000,00	0,00	9 346 000,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT

Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits du BP hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET										III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles										B 935

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires

AE (1) = 22 713 000,00

	0 Services communs	1 Politique de la ville	2 Agglomérations et villes moyennes	3 Espace rural, autres espaces de dévelopt	4 Habitat - (Logement)	5 Actions en faveur du littoral	6 Technologies informat° et communicat°	7 Sécurité	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Total (RAR N-1 + Vote)	18 098 000,00	1 700 000,00	1 070 000,00	0,00	45 000,00	0,00	1 200 000,00	600 000,00	0,00	22 713 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	18 098 000,00	1 700 000,00	1 070 000,00	0,00	45 000,00	0,00	1 200 000,00	600 000,00	0,00	22 713 000,00
Vote de l'assemblée (2)	18 098 000,00	1 700 000,00	1 070 000,00	0,00	45 000,00	0,00	1 200 000,00	600 000,00	0,00	22 713 000,00
Dans le cadre d'une AE-CP	18 098 000,00	1 700 000,00	1 070 000,00	0,00	45 000,00	0,00	1 200 000,00	600 000,00	0,00	22 713 000,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT

Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits du BP hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 936

CHAPITRE 936 – Gestion des fonds européens

AE (1) = 57 218 000,00

	1 FSE	2 FEDER	3 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
			30 FEADER	31 FEAMP	

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Total (RAR N-1 + Vote)	48 308 000,00	685 000,00	15 000 000,00	0,00	63 993 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	48 308 000,00	685 000,00	15 000 000,00	0,00	63 993 000,00
Vote de l'assemblée (2)	48 308 000,00	685 000,00	15 000 000,00	0,00	63 993 000,00
Dans le cadre d'une AE-CP	33 308 000,00	685 000,00	15 000 000,00	0,00	48 993 000,00
Hors AE-CP	15 000 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000 000,00

RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT

Total (RAR N-1 + Vote)	33 308 000,00	685 000,00	15 000 000,00	0,00	48 993 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	33 308 000,00	685 000,00	15 000 000,00	0,00	48 993 000,00
Vote de l'assemblée (2)	33 308 000,00	685 000,00	15 000 000,00	0,00	48 993 000,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits du BP hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 937

CHAPITRE 937 – Environnement

AE (1) = 24 666 000,00

	0 Services communs	1 Actions transversales	2 Actions en matière des déchets	3 Politique de l'air	4 Politique de l'eau	5 Politique de l'énergie	6 Patrimoine naturel	7 Environnem t infrastructures transport	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	5 241 000,00	700 000,00	699 000,00	200 000,00	830 000,00	15 289 000,00	0,00	960 000,00	23 919 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	0,00	5 241 000,00	700 000,00	699 000,00	200 000,00	830 000,00	15 289 000,00	0,00	960 000,00	23 919 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	5 241 000,00	700 000,00	699 000,00	200 000,00	830 000,00	15 289 000,00	0,00	960 000,00	23 919 000,00
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	5 241 000,00	700 000,00	699 000,00	200 000,00	830 000,00	15 289 000,00	0,00	960 000,00	23 919 000,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT

Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	285 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	285 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	0,00	0,00	285 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	285 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	285 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	285 000,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits du BP hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 938

CHAPITRE 938 – Transports

AE (1) = 779 276 000,00

	0 Services communs	1 Transports en commun de voyageurs						
		10 Services communs	11 Transport ferroviaire régional de voyage	12 Gares et autres infrastructures ferrov.	13 Transports scolaires	14 Transports interurbains	15 Transports mixtes	18 Autres transports en commun

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Total (RAR N-1 + Vote)	556 000,00	764 570 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	556 000,00	764 570 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000 000,00
Vote de l'assemblée (2)	556 000,00	764 570 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000 000,00
Dans le cadre d'une AE-CP	556 000,00	764 570 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000 000,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT

Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

III – VOTE DU BUDGET							III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles							B 938

CHAPITRE 938 – Transports (suite 1)

	2 Routes et voiries						7 Sécurité
	21 Voirie nationale	22 Voirie régionale	23 Voirie départementale	24 Voirie communale	25 Sécurité routière	28 Autres liaisons	

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT

Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 938

CHAPITRE 938 – Transports (suite 2)

	8 Autres transports							TOTAL DU CHAPITRE
	81 Transports aériens	82 Transports maritimes	83 Transports fluviaux	84 Transports ferroviaires de marchandises	85 Liaisons multimodales	86 Infrastructures portuaires et aéroport.	88 Autres	

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	779 276 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	779 276 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	779 276 000,00
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	779 276 000,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT

Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits du BP hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 939

CHAPITRE 939 – Action économique

AE (1) = 76 442 000,00

	0 Services communs	1 Interventions économiques transversales	2 Recherche et innovation	3 Agriculture, pêche, agro-industrie	4 Industrie, artisanat, commerce et autres	5 Tourisme et thermalisme	TOTAL DU CHAPITRE

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	23 302 000,00	26 062 000,00	8 437 000,00	4 293 000,00	14 832 000,00	76 926 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	0,00	23 302 000,00	26 062 000,00	8 437 000,00	4 293 000,00	14 832 000,00	76 926 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	23 302 000,00	26 062 000,00	8 437 000,00	4 293 000,00	14 832 000,00	76 926 000,00
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	23 302 000,00	26 062 000,00	8 437 000,00	4 293 000,00	14 832 000,00	76 926 000,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT

Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits du BP hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET						III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES						B 940
Détail par articles						

CHAPITRE 940 – Impositions directes

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	2 157 439 000,00	0,00	2 207 549 000,00	2 207 549 000,00	2 207 549 000,00
73912	FNGIR	674 816 000,00	0,00	674 816 000,00	674 816 000,00	674 816 000,00
73913	Attributions de compensation CVAE	1 372 419 000,00	0,00	1 372 419 000,00	1 372 419 000,00	1 372 419 000,00
73914	Fonds péréquation rec.perçues par région	110 204 000,00	0,00	160 314 000,00	160 314 000,00	160 314 000,00
	RECETTES	3 113 118 000,00	0,00	3 245 834 000,00	3 245 834 000,00	3 245 834 000,00
73112	Cotisation sur la VAE	1 616 481 000,00	0,00	1 749 581 000,00	1 749 581 000,00	1 749 581 000,00
73114	Imposition forf. sur entrep. réseau	124 218 000,00	0,00	123 834 000,00	123 834 000,00	123 834 000,00
73123	Attributions de compensation CVAE	1 372 419 000,00	0,00	1 372 419 000,00	1 372 419 000,00	1 372 419 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III – VOTE DU BUDGET						III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES						B 941
Détail par articles						

CHAPITRE 941 – Autres impôts et taxes

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	3 000 000,00	3 000 000,00
73918	Autres reversements sur impôts locaux	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	3 000 000,00	3 000 000,00
	RECETTES	2 509 329 000,00	0,00	2 222 517 000,00	2 222 517 000,00	2 222 517 000,00
7321	TICPE 1ere part - modulation LRL	963 022 000,00	0,00	965 400 000,00	965 400 000,00	965 400 000,00
733	Fraction de TVA	499 448 000,00	0,00	510 985 000,00	510 985 000,00	510 985 000,00
7344	Taxe/certif. immatriculation véhicules	332 000 000,00	0,00	340 000 000,00	340 000 000,00	340 000 000,00
7352	Taxe sur les locaux à usage de bureaux	212 939 000,00	0,00	212 939 000,00	212 939 000,00	212 939 000,00
7353	Taxe additionnelle droits de mutation	60 000 000,00	0,00	60 000 000,00	60 000 000,00	60 000 000,00
73821	Taxe d'apprentissage	243 284 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73822	TICPE-Ressource régionale apprentissage	24 476 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73841	Frais de gestion	88 625 000,00	0,00	88 111 000,00	88 111 000,00	88 111 000,00
73842	TICPE FPA	38 882 000,00	0,00	38 882 000,00	38 882 000,00	38 882 000,00
7385	TICPE Primes employeurs apprentis	30 818 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7388	Autres	15 835 000,00	0,00	6 200 000,00	6 200 000,00	6 200 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 942

CHAPITRE 942 – Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	8 850 000,00	0,00	54 650 000,00	54 650 000,00	54 650 000,00
744	FCTVA	30 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00
7461	DGD	8 820 000,00	0,00	8 820 000,00	8 820 000,00	8 820 000,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	45 800 000,00	45 800 000,00	45 800 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III – VOTE DU BUDGET						III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES						B 943
Détail par articles						

CHAPITRE 943 – Opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES (3)	134 655 000,00	0,00	114 934 000,00	114 934 000,00	114 934 000,00
6182	Documentation générale et technique	75 000,00	0,00	75 000,00	75 000,00	75 000,00
6228	Divers	925 000,00	0,00	925 000,00	925 000,00	925 000,00
627	Services bancaires et assimilés	3 000 000,00	0,00	3 500 000,00	3 500 000,00	3 500 000,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	121 081 000,00	0,00	110 879 000,00	110 879 000,00	110 879 000,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	6 465 000,00	0,00	-1 163 000,00	-1 163 000,00	-1 163 000,00
6688	Autres	3 109 000,00	0,00	718 000,00	718 000,00	718 000,00
	RECETTES (4)	5 207 000,00	0,00	22 671 000,00	22 671 000,00	22 671 000,00
7622	Prod. Immo. fin. - rattachement ICNE	-6 214 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7688	Autres	11 421 000,00	0,00	22 671 000,00	22 671 000,00	22 671 000,00

Pour information : détail du calcul des ICNE

Compte D66112 (3)	Montant des ICNE de l'exercice	62 634 000,00
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	63 797 000,00
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	-1 163 000,00
Compte R7622 (4)	Montant des ICNE de l'exercice	1 134 000,00
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	1 134 000,00
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET						III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES						B 944
Détail par articles						

CHAPITRE 944 – Frais de fonctionnements des groupes d'élus

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	2 870 000,00	0,00	2 870 000,00	2 870 000,00	2 870 000,00
6184	Frais de formation	30 000,00	0,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	108 000,00	0,00	77 000,00	77 000,00	77 000,00
65861	Frais de personnel	2 722 000,00	0,00	2 753 000,00	2 753 000,00	2 753 000,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 945

CHAPITRE 945 – Provisions et autres opérations mixtes (opérations semi-budgétaires)

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée
	DEPENSES	2 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	2 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 946

CHAPITRE 946 – Transferts entre les sections
(A l'exclusion du virement à la section d'investissement)

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3)	896 713 000,00	993 234 000,00	993 234 000,00
	<i>Dot. aux amortissements et provisions</i>	896 713 000,00	993 234 000,00	993 234 000,00
6811	<i>Dot. amort. Immos incorporelles</i>	896 713 000,00	993 234 000,00	993 234 000,00
	<i>Autres</i>	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (4)	315 210 000,00	309 979 000,00	309 979 000,00
	<i>Reprises sur autofinancement</i>	315 210 000,00	309 979 000,00	309 979 000,00
777	<i>Quote-part subv invest transf cpte résul</i>	315 210 000,00	309 979 000,00	309 979 000,00
	Transfert de charges	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Egales aux recettes du chapitre 926 en investissement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 926 en investissement.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 947

CHAPITRE 947 – Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3)	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (3)	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Les dépenses sont égales aux recettes du chapitre.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT	B 952
95 CHAPITRES DE PREVISION SANS REALISATIONS	B 953

DEPENSES

952	
Dépenses imprévues	
Pour mémoire budget AE précédent	Vote de l'assemblée sur les AE
0,00	0,00

DEPENSES

953	
Virement à la section d'investissement	
Pour mémoire budget précédent (1)	Vote de l'assemblée
298 468 000,00	151 025 000,00

(1) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

IV – PRESENTATION CROISEE													IV
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES													A/900
Détail par articles													

CHAPITRE 900 – Services généraux

Article / compte par nature (1)	Libellé	2						3 Sécurité	4					TOTAL DU CHAPITRE
		Administration générale							Actions interrégionales, européennes					
		20 Administration générale collectivité		21 Conseil Régional	22 Conseil Economique et Social Régional	23 Conseil culture, éducation et environt	28 Autres organismes		41 Actions interrégionales	42 Actions européennes	43 Actions relevant de la subvent° globale	44 Aide publique au développement	48 Autres actions internationales	
201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux													
DEPENSES		130 000,00	27 480 000,00	450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	600 000,00	1 200 000,00	30 160 000,00
203	F r a i s études,recherche,dév. et insertion	0,00	775 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	775 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	600 000,00	1 200 000,00	2 550 000,00
205	Licences, logiciels, droits similaires	0,00	7 445 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 445 000,00
208	Autres immobilisations incorporelles	0,00	14 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	15 000,00	1 359 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 374 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	115 000,00	3 269 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 384 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	14 598 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 598 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – PRESENTATION CROISEE										IV
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES										A/901
Détail par articles										

CHAPITRE 901 – Formation professionnelle et apprentissage

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Formation professionnelle						2 Apprentissage	3 Formation sanitaire et sociale	TOTAL DU CHAPITRE
			11 Insertion sociale et professionnelle	12 Formation professionnalisante personnes	13 Formation certifiante des personnes	14 Formation des actifs occupés	15 Rémunération des stagiaires	16 Autres			
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 142 000,00	3 048 000,00	21 190 000,00
203	Frais études,recherche,dév. et insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 942 000,00	3 048 000,00	20 990 000,00
205	Licences, logiciels, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110 000,00	0,00	110 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00	0,00	90 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – PRESENTATION CROISEE										IV
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES										A/902
Détail par articles										

CHAPITRE 902 – Enseignement

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Enseignement du premier degré	2 Enseignement du second degré				3 Enseignement supérieur	7 Sécurité	8 Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
				21 Collèges	22 Lycées publics	23 Lycées privés	24 Participations à des cités mixtes				
DEPENSES		0,00	1 800 000,00	0,00	513 200 000,00	2 000 000,00	25 365 000,00	84 575 000,00	11 800 000,00	30 000 000,00	668 740 000,00
203	Frais études,recherche,dév. et insertion	0,00	0,00	0,00	11 866 000,00	0,00	1 450 000,00	215 000,00	1 000 000,00	0,00	14 531 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	1 800 000,00	0,00	2 000 000,00	2 000 000,00	0,00	22 325 000,00	2 000 000,00	0,00	30 125 000,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	16 700 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	16 710 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	1 149 000,00	0,00	139 000,00	0,00	0,00	0,00	1 288 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	27 087 000,00	0,00	3 129 000,00	0,00	0,00	30 000 000,00	60 216 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	75 281 000,00	0,00	11 700 000,00	890 000,00	6 800 000,00	0,00	94 671 000,00
235	Part investissement PPP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
236	Avances aux EPLE sur immos régionales	0,00	0,00	0,00	19 906 000,00	0,00	2 927 000,00	0,00	2 000 000,00	0,00	24 833 000,00
237	Avances commandes immo incorporelles	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	359 111 000,00	0,00	2 520 000,00	61 145 000,00	0,00	0,00	422 776 000,00
455	Opérat° invest.établist publics enseignt	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 410 000,00	0,00	0,00	0,00	3 410 000,00
RECETTES		86 089 000,00	0,00	0,00	2 500 000,00	0,00	6 210 000,00	0,00	0,00	0,00	94 799 000,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	86 089 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86 089 000,00
236	Avances aux EPLE sur immos régionales	0,00	0,00	0,00	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00
455	Opérat° invest.établist publics enseignt	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 210 000,00	0,00	0,00	0,00	6 210 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – PRESENTATION CROISEE	IV
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A/903

CHAPITRE 903 – Culture, sports et loisirs

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Culture			2 Sports	3 Loisirs	7 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			11 Enseignement artistique	12 Activités culturelles et artistiques	13 Patrimoine (bibliothèques, musées, ...)				
DEPENSES		0,00	1 000 000,00	29 700 000,00	17 860 000,00	39 275 000,00	4 580 000,00	1 500 000,00	93 915 000,00
203	Frais études,recherche,dév. et insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	110 000,00	100 000,00	0,00	210 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	1 000 000,00	16 400 000,00	17 860 000,00	36 575 000,00	4 000 000,00	1 500 000,00	77 335 000,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	13 300 000,00	0,00	2 100 000,00	480 000,00	0,00	15 880 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	300 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	190 000,00	0,00	0,00	190 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – PRESENTATION CROISEE	IV
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A/904

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Santé	2 Action sociale	7 Sécurité alimentaire	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	7 250 000,00	17 750 000,00	0,00	25 000 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	4 250 000,00	17 750 000,00	0,00	22 000 000,00
274	Prêts	0,00	3 000 000,00	0,00	0,00	3 000 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres

IV – PRESENTATION CROISEE											IV
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES											A/905
Détail par articles											

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Politique de la ville	2 Agglomérations et villes moyennes	3 Espace rural, autres espaces de dévelopt	4 Habitat - (Logement)	5 Actions en faveur du littoral	6 Technologies informat° et communicat°	7 Sécurité	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	10 000 000,00	77 760 000,00	12 450 000,00	57 960 000,00	0,00	12 150 000,00	14 500 000,00	0,00	184 820 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	10 000 000,00	77 760 000,00	12 401 000,00	57 960 000,00	0,00	12 150 000,00	14 500 000,00	0,00	184 771 000,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	49 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – PRESENTATION CROISEE	IV
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A/906

CHAPITRE 906 – Gestion des fonds européens

Article / compte par nature (1)	Libellé	1 FSE	2 FEDER	3 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				30 FEADER	31 FEAMP	
DEPENSES		0,00	5 516 000,00	0,00	0,00	5 516 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	5 516 000,00	0,00	0,00	5 516 000,00
RECETTES		0,00	5 516 000,00	0,00	0,00	5 516 000,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	5 516 000,00	0,00	0,00	5 516 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres

IV – PRESENTATION CROISEE	IV
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A/907

CHAPITRE 907 – Environnement

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Actions transversales	2 Actions en matière des déchets	3 Politique de l'air	4 Politique de l'eau	5 Politique de l'énergie	6 Patrimoine naturel	7 Environnem t infrastructures transport	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	2 350 000,00	5 000 000,00	2 450 000,00	4 750 000,00	33 894 000,00	23 425 000,00	5 834 000,00	15 916 000,00	93 619 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	2 350 000,00	5 000 000,00	2 450 000,00	4 750 000,00	33 894 000,00	11 225 000,00	5 834 000,00	15 916 000,00	81 419 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 200 000,00	0,00	0,00	12 200 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – PRESENTATION CROISEE	IV
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A/908

CHAPITRE 908 – Transports

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Transports en commun de voyageurs						
			10 Services communs	11 Transport ferroviaire régional de voyage	12 Gares et autres infrastructures ferrov.	13 Transports scolaires	14 Transports interurbains	15 Transports mixtes	18 Autres transports en commun
DEPENSES		0,00	60 316 000,00	456 160 000,00	21 052 000,00	0,00	0,00	0,00	26 082 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	60 316 000,00	456 160 000,00	21 052 000,00	0,00	0,00	0,00	26 082 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – PRESENTATION CROISEE							IV
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles							A/908

CHAPITRE 908 – Transports (suite 1)

Article / compte par nature (1)	Libellé	2 Routes et voiries						7 Sécurité
		21 Voirie nationale	22 Voirie régionale	23 Voirie départementale	24 Voirie communale	25 Sécurité routière	28 Autres liaisons	
DEPENSES		36 535 000,00	0,00	23 890 000,00	213 000,00	4 739 000,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	36 535 000,00	0,00	23 890 000,00	213 000,00	4 739 000,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – PRESENTATION CROISEE	IV
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A/908

CHAPITRE 908 – Transports (suite 2)

Article / compte par nature (1)	Libellé	8							TOTAL DU CHAPITRE
		Autres transports							
		81 Transports aériens	82 Transports maritimes	83 Transports fluviaux	84 Transports ferroviaires de marchandises	85 Liaisons multimodales	86 Infrastructures portuaires et aéroport.	88 Autres	
DEPENSES		0,00	0,00	9 966 000,00	1 169 000,00	1 629 000,00	0,00	0,00	641 751 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	9 966 000,00	1 169 000,00	1 629 000,00	0,00	0,00	641 751 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – PRESENTATION CROISEE	IV
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A/909

CHAPITRE 909 – Action économique

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Interventions économiques transversales	2 Recherche et innovation	3 Agriculture, pêche, agro-industrie	4 Industrie, artisanat, commerce et autres	5 Tourisme et thermalisme	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	13 340 000,00	71 100 000,00	9 050 000,00	26 000 000,00	4 500 000,00	123 990 000,00
203	Frais études, recherche, dév. et insertion	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	4 500 000,00	64 240 000,00	8 750 000,00	26 000 000,00	4 500 000,00	107 990 000,00
237	Avances commandes immo incorporelles	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
261	Titres de participation	0,00	5 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000 000,00
271	Titres immobilisés (droits de propriété)	0,00	3 040 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 040 000,00
274	Prêts	0,00	800 000,00	5 760 000,00	300 000,00	0,00	0,00	6 860 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – PRESENTATION CROISEE													IV
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES													A/930
Détail par articles													

CHAPITRE 930 – Services généraux

Article / compte par nature (1)	Libellé	2						3 Sécurité	4					TOTAL DU CHAPITRE
		Administration générale							Actions interrégionales, européennes					
		20 Administration générale collectivité		21 Conseil Régional	22 Conseil Economique et Social Régional	23 Conseil culture, éducation et environt	28 Autres organismes		41 Actions interrégionales	42 Actions européennes	43 Action relevant de la subvention globale	44 Aide publique au développement	48 Autres actions internationales	
201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux													
DEPENSES		123 940 000,00	56 474 000,00	16 420 000,00	3 355 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	482 000,00	0,00	210 000,00	1 400 000,00	202 331 000,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	1 653 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 653 000,00
606	Achats non stockés de matières	2 000,00	2 145 000,00	94 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 241 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	4 259 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	123 000,00	4 382 000,00
613	Locations	0,00	13 556 000,00	110 000,00	24 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 690 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	5 116 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 116 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	5 166 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 166 000,00
616	Primes d'assurances	0,00	1 926 000,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 929 000,00
617	Etudes et recherches	30 000,00	274 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	329 000,00
618	Divers	23 000,00	1 749 000,00	179 000,00	64 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	2 015 100,00
621	Personnel extérieur au service	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	23 000,00	7 172 000,00	37 000,00	52 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	38 300,00	7 332 300,00

Article / compte par nature (1)	Libellé	2						3 Sécurité	4					TOTAL DU CHAPITRE
		Administration générale							Actions interrégionales, européennes					
		20 Administration générale collectivité		21 Conseil Régional	22 Conseil Economique et Social Régional	23 Conseil culture, éducation et environnement	28 Autres organismes		41 Actions interrégionales	42 Actions européennes	43 Action relevant de la subvention globale	44 Aide publique au développement	48 Autres actions internationales	
		201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux											
623	Publicité, publicat°, relations publique	0,00	6 869 000,00	1 071 000,00	149 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00	55 400,00	8 153 400,00
624	Transports biens, transports collectifs	15 000,00	136 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 000,00	183 000,00
625	Déplacements et missions	105 000,00	241 000,00	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	359 000,00
626	Frais postaux et f r a i s télécommunicat°	0,00	1 259 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 259 000,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
628	Divers	0,00	3 352 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	15 000,00	3 377 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	2 720 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 720 000,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	303 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	303 000,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	23 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 000,00
641	Rémunérations du personnel	87 858 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	87 858 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	30 320 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 320 000,00
647	Autres charges sociales	1 723 000,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 748 000,00
648	Autres charges de personnel	740 000,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	741 000,00

REGION ILE-DE-FRANCE - BUDGET PRINCIPAL - BP - 2020

Article / compte par nature (1)	Libellé	2						3 Sécurité	4					TOTAL DU CHAPITRE
		Administration générale							Actions interrégionales, européennes					
		20 Administration générale collectivité		21 Conseil Régional	22 Conseil Economique et Social Régional	23 Conseil culture, éducation et environr	28 Autres organismes		41 Actions interrégionales	42 Actions européennes	43 Action relevant de la subvention globale	44 Aide publique au développement	48 Autres actions internationales	
201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux													
651	Aides à la personne	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
652	Indemnités de présence	0,00	0,00	0,00	3 066 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 066 000,00
653	Indemnités, frais et format° élus	0,00	0,00	10 978 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 978 000,00
654	Pertes sur créances irrecouvrables	10 000,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00
657	Subventions de fonctionnement versées	0,00	1 106 000,00	3 910 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	453 000,00	0,00	210 000,00	1 111 200,00	6 840 200,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	134 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	134 000,00
666	Pertes de change	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
671	Charges exceptionnelles opérat° gestion	25 000,00	29 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 000,00
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
674	S u b v . fonctionnement exceptionnelles	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	181 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	181 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – PRESENTATION CROISEE										IV
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES										A/931
Détail par articles										

CHAPITRE 931 – Formation professionnelle et apprentissage

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Formation professionnelle						2 Apprentissage	3 Formation sanitaire et sociale	TOTAL DU CHAPITRE
			11 Insertion sociale et professionnelle	12 Formation professionnalisante personnes	13 Formation certifiante des personnes	14 Formation des actifs occupés	15 Rémunération des stagiaires	16 Autres			
DEPENSES		8 813 000,00	111 873 000,00	16 025 000,00	150 179 000,00	3 900 000,00	118 443 000,00	24 139 000,00	46 500 000,00	196 683 000,00	676 555 000,00
611	Contrats de prestations de services	1 300 000,00	102 000 000,00	0,00	105 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	208 300 000,00
617	Etudes et recherches	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00	92 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	5 215 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	10 000,00	5 227 000,00
623	Publicité, publicat°, relations publique	233 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 000,00	0,00	269 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunicat°	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	118 443 000,00	0,00	0,00	29 483 000,00	147 926 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 916 000,00	0,00	6 916 000,00
657	Subventions de fonctionnement versées	1 983 000,00	9 873 000,00	16 025 000,00	45 179 000,00	3 900 000,00	0,00	24 139 000,00	39 534 000,00	167 190 000,00	307 823 000,00
RECETTES		0,00	79 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 000 000,00
747	Participations	0,00	79 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 000 000,00
778	Autres produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – PRESENTATION CROISEE										IV
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES										A/932
Détail par articles										

CHAPITRE 932 – Enseignement

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Enseignement du premier degré	2 Enseignement du second degré				3 Enseignement supérieur	7 Sécurité	8 Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
				21 Collèges	22 Lycées publics	23 Lycées privés	24 Participations à des cités mixtes				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	472 632 000,00	68 000 000,00	19 561 000,00	9 940 000,00	0,00	40 210 000,00	610 343 000,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
606	Achats non stockés de matières	0,00	0,00	0,00	47 859 000,00	0,00	8 962 000,00	0,00	0,00	0,00	56 821 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	132 000,00	0,00	0,00	132 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	2 300 000,00	0,00	938 000,00	0,00	0,00	0,00	3 238 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 471 000,00	9 721 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	550 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	700 000,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	835 000,00	0,00	0,00	190 000,00	0,00	1 318 000,00	2 343 000,00
623	Publicité, publicat°, relations publique	0,00	0,00	0,00	483 000,00	0,00	0,00	75 000,00	0,00	41 000,00	599 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	2 465 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 465 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunicat°	0,00	0,00	0,00	1 847 000,00	0,00	140 000,00	0,00	0,00	0,00	1 987 000,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	1 115 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 115 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	7 489 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 489 000,00

REGION ILE-DE-FRANCE - BUDGET PRINCIPAL - BP - 2020

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Enseignement du premier degré	2 Enseignement du second degré				3 Enseignement supérieur	7 Sécurité	8 Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
				21 Collèges	22 Lycées publics	23 Lycées privés	24 Participations à des cités mixtes				
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	130 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	130 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	227 512 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	227 512 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	85 002 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85 002 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	5 318 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 318 000,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	1 299 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 299 000,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500 000,00	0,00	10 000,00	4 510 000,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	73 060 000,00	68 000 000,00	7 451 000,00	0,00	0,00	0,00	148 511 000,00
657	Subventions de fonctionnement versées	0,00	0,00	0,00	14 810 000,00	0,00	2 070 000,00	5 043 000,00	0,00	29 220 000,00	51 143 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
671	Charges exceptionnelles opérat° gestion	0,00	0,00	0,00	42 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 000,00
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
674	Subv. fonctionnement exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	7 350 000,00	0,00	9 000 000,00	0,00	0,00	0,00	16 350 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00
748	Compensat°, attribut°, autres participat	0,00	0,00	0,00	6 000 000,00	0,00	9 000 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000 000,00
778	Autres produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – PRESENTATION CROISEE								IV
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES								A/933
Détail par articles								

CHAPITRE 933 – Culture, sports et loisirs

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Culture			2 Sports	3 Loisirs	7 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			11 Enseignement artistique	12 Activités culturelles et artistiques	13 Patrimoine (bibliothèques, musées, ...)				
DEPENSES		0,00	0,00	50 394 000,00	1 536 000,00	9 260 000,00	1 675 000,00	0,00	62 865 000,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	340 000,00	0,00	0,00	0,00	340 000,00
606	Achats non stockés de matières	0,00	0,00	0,00	515 000,00	0,00	0,00	0,00	515 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	116 000,00	700 000,00	0,00	0,00	816 000,00
623	Publicité, publicat°, relations publique	0,00	0,00	0,00	465 000,00	620 000,00	100 000,00	0,00	1 185 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 575 000,00	0,00	1 575 000,00
657	Subventions de fonctionnement versées	0,00	0,00	50 394 000,00	100 000,00	7 540 000,00	0,00	0,00	58 034 000,00
671	Charges exceptionnelles opérat° gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	2 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 600 000,00
747	Participations	0,00	0,00	2 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 600 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – PRESENTATION CROISEE	IV
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A/934

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Santé	2 Action sociale	7 Sécurité alimentaire	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		1 295 000,00	4 495 000,00	3 556 000,00	0,00	9 346 000,00
657	Subventions de fonctionnement versées	1 295 000,00	4 495 000,00	3 556 000,00	0,00	9 346 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – PRESENTATION CROISEE											IV
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES											A/935
Détail par articles											

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Politique de la ville	2 Agglomérations et villes moyennes	3 Espace rural, autres espaces de dévelopt	4 Habitat - (Logement)	5 Actions en faveur du littoral	6 Technologies informat° et communicat°	7 Sécurité	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		18 098 000,00	1 700 000,00	1 070 000,00	0,00	45 000,00	0,00	1 200 000,00	600 000,00	0,00	22 713 000,00
617	Etudes et recherches	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	15 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
623	Publicité, publicat°, relations publique	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
628	Divers	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	105 000,00
657	Subventions de fonctionnement versées	18 032 000,00	1 700 000,00	1 070 000,00	0,00	40 000,00	0,00	1 100 000,00	600 000,00	0,00	22 542 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – PRESENTATION CROISEE	IV
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A/936

CHAPITRE 936 – Gestion des fonds européens

Article / compte par nature (1)	Libellé	1 FSE	2 FEDER	3 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				30 FEADER	31 FEAMP	
DEPENSES		48 308 000,00	685 000,00	15 000 000,00	0,00	63 993 000,00
657	Subventions de fonctionnement versées	33 308 000,00	685 000,00	15 000 000,00	0,00	48 993 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	15 000 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000 000,00
RECETTES		33 308 000,00	685 000,00	15 000 000,00	0,00	48 993 000,00
747	Participations	33 308 000,00	685 000,00	15 000 000,00	0,00	48 993 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – PRESENTATION CROISEE											IV
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES											A/937
Détail par articles											

CHAPITRE 937 – Environnement

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Actions transversales	2 Actions en matière des déchets	3 Politique de l'air	4 Politique de l'eau	5 Politique de l'énergie	6 Patrimoine naturel	7 Environnem t infrastructures transport	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	5 241 000,00	700 000,00	699 000,00	200 000,00	830 000,00	15 289 000,00	0,00	960 000,00	23 919 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
623	Publicité, publicat°, relations publique	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
628	Divers	0,00	22 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	250 000,00	0,00	0,00	292 000,00
657	Subventions de fonctionnement versées	0,00	5 164 000,00	680 000,00	699 000,00	180 000,00	830 000,00	15 039 000,00	0,00	960 000,00	23 552 000,00
RECETTES		0,00	0,00	285 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	285 000,00
747	Participations	0,00	0,00	285 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	285 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – PRESENTATION CROISEE	IV
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A/938

CHAPITRE 938 – Transports

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Transports en commun de voyageurs						
			10 Services communs	11 Transport ferroviaire régional de voyage	12 Gares et autres infrastructures ferrov.	13 Transports scolaires	14 Transports interurbains	15 Transports mixtes	18 Autres transports en commun
DEPENSES		556 000,00	764 570 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000 000,00
617	Etudes et recherches	556 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	667 010 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions de fonctionnement versées	0,00	97 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – PRESENTATION CROISEE	IV
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A/938

CHAPITRE 938 – Transports (suite 1)

Article / compte par nature (1)	Libellé	2 Routes et voiries						7 Sécurité
		21 Voirie nationale	22 Voirie régionale	23 Voirie départementale	24 Voirie communale	25 Sécurité routière	28 Autres liaisons	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions de fonctionnement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – PRESENTATION CROISEE	IV
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A/938

CHAPITRE 938 – Transports (suite 2)

Article / compte par nature (1)	Libellé	8 Autres transports							TOTAL DU CHAPITRE
		81 Transports aériens	82 Transports maritimes	83 Transports fluviaux	84 Transports ferroviaires de marchandises	85 Liaisons multimodales	86 Infrastructures portuaires et aéroport.	88 Autres	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	779 276 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	706 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	667 010 000,00
657	Subventions de fonctionnement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	111 500 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – PRESENTATION CROISEE	IV
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A/939

CHAPITRE 939 – Action économique

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Interventions économiques transversales	2 Recherche et innovation	3 Agriculture, pêche, agro-industrie	4 Industrie, artisanat, commerce et autres	5 Tourisme et thermalisme	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	23 302 000,00	26 062 000,00	8 437 000,00	4 293 000,00	14 832 000,00	76 926 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	10 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	100 000,00	0,00	22 000,00	0,00	0,00	122 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	702 000,00	530 000,00	125 000,00	0,00	0,00	1 357 000,00
623	Publicité, publicat°, relations publique	0,00	0,00	341 000,00	15 000,00	250 000,00	0,00	606 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
628	Divers	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
656	Participations	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
657	Subventions de fonctionnement versées	0,00	22 000 000,00	24 987 000,00	8 275 000,00	4 043 000,00	14 822 000,00	74 127 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
CE - CFF	17/12/2018	587 000 000,00	0,00	0,00	30 000 000,00	0,00
5194 Billets de trésorerie						
Programme de NEU-CP	17/12/2018	1 000 000 000,00	1 000 000 000,00	-2 835 577,84	1 000 000 000,00	500 000 000,00
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		1 587 000 000,00	1 000 000 000,00	-2 835 577,84	1 030 000 000,00	500 000 000,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					4 757 612 644,69									
2010.EP.EUR.300	SOCIETE GENERALE et BANCA IMI	02/06/2010	04/06/2010	04/06/2020	300 000 000,00	F	Fixe	3,200	3,200	EUR	A	F	O	A-1
2011.EP.EUR.410	SG, DB, HSBC France, Natixis	06/06/2011	08/06/2011	07/01/2022	410 000 000,00	F	Fixe	3,625	3,625	EUR	A	F	O	A-1
2011.PP.AUD.66,8	CACIB	27/06/2011	28/06/2011	28/06/2021	66 796 318,16	V	EUR3M	1,921	1,948	AUD	T	F	O	A-1
2011.PP.EUR.60	SG	11/07/2011	13/07/2011	13/07/2026	60 000 000,00	F	Fixe	4,035	4,035	EUR	A	F	O	A-1
2012.EP.EUR.350	BNP PARIBAS et CACIB	23/03/2012	27/03/2012	27/03/2024	350 000 000,00	F	Fixe	3,625	3,625	EUR	A	F	O	A-1
2013.EP.EUR.300	BARCLAYS, NATIXIS	06/06/2013	10/06/2013	10/06/2023	300 000 000,00	F	Fixe	2,250	2,250	EUR	A	F	O	A-1
2013.PP.EUR.40	NATIXIS	26/03/2013	28/03/2013	28/03/2025	40 000 000,00	F	Fixe	2,594	2,594	EUR	A	F	O	A-1
2013.PP.EUR.50	Commerzbank	27/11/2013	29/11/2013	29/11/2024	50 000 000,00	F	Fixe	2,675	2,675	EUR	A	F	O	A-1
2013.PP.EUR.70	HSBC France	29/10/2013	31/10/2013	31/10/2028	70 000 000,00	F	Fixe	3,060	3,060	EUR	A	F	O	A-1
2013.PP.JPY.40,8	CACIB	10/04/2013	11/04/2013	11/04/2028	40 816 326,53	V	EUR3M	0,976	0,990	JPY	T	F	O	A-1
2013.SSD.EUR.50	HELABA	04/04/2013	10/04/2013	10/04/2028	50 000 000,00	F	Fixe	2,750	2,750	EUR	A	F	N	A-1
2014.EP.EUR.600	CACIB, HSBC France et Natixis	22/04/2014	24/04/2014	24/04/2026	600 000 000,00	F	Fixe	2,375	2,375	EUR	A	F	O	A-1
2014.PP.EUR.35	HSBC France	23/09/2014	25/09/2014	25/09/2025	35 000 000,00	F	Fixe	1,640	1,640	EUR	A	F	O	A-1
2015.EP.EUR.500	BNPP, CACIB, NATIXIS	21/04/2015	23/04/2015	23/04/2027	500 000 000,00	F	Fixe	0,625	0,625	EUR	A	F	O	A-1
2015.PP.EUR.100	Bred	29/07/2015	31/07/2015	31/07/2021	100 000 000,00	V	EUR3M	0,127	0,129	EUR	T	F	O	A-1
2015.TAP.EUR.110	ICBC, SG, UBS	15/10/2015	19/10/2015	04/06/2020	110 000 000,00	F	Fixe	3,200	3,200	EUR	A	F	O	A-1
2015.TAP.EUR.25	BNPP	26/10/2015	28/10/2015	27/03/2024	25 000 000,00	F	Fixe	3,625	3,625	EUR	A	F	O	A-1
2016.EP.EUR.650	BNPP, CACIB, NATIXIS, SGCIB	10/06/2016	14/06/2016	14/06/2025	650 000 000,00	F	Fixe	0,500	0,500	EUR	A	F	O	A-1
2017.EP.EUR.500	BARCLAYS, CACIB, HSBC FRANCE, SG	07/03/2017	14/03/2017	14/03/2029	500 000 000,00	F	Fixe	1,375	1,375	EUR	A	F	O	A-1
2018.EP.EUR.500	CACIB, HSBC FRANCE, NATIXIS, SG	18/06/2018	20/06/2018	20/06/2033	500 000 000,00	F	Fixe	1,375	1,375	EUR	A	F	O	A-1
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					752 000 000,00									
1641 Emprunts en euros (total)					752 000 000,00									
2011.BQ.EUR.252	CDC	14/12/2011	20/12/2011	01/03/2012	252 000 000,00	F	Fixe	3,570	3,570	EUR	T	P	O	A-1

REGION ILE-DE-FRANCE - BUDGET PRINCIPAL - BP - 2020

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
2012.BQ.EUR.200	BEI	16/03/2012	26/03/2012	25/03/2027	200 000 000,00	F	Fixe	3,827	3,827	EUR	T	F	O	A-1
2018.BQ.EUR.40	CDC	19/05/2017	06/03/2018	01/03/2019	40 000 000,00	F	Fixe	0,000	0,000	EUR	T	C	O	A-1
2018.BQ.EUR.60	CDC	19/05/2017	08/06/2018	01/09/2018	60 000 000,00	F	Fixe	1,340	1,340	EUR	T	P	O	A-1
2019.BQ.EUR.150	BEI	19/12/2014	26/07/2019	22/11/2023	150 000 000,00	F	Fixe	0,000	0,000	EUR	A	F	O	A-1
2019.BQ.EUR.50	BEI	19/12/2014	26/07/2019	20/11/2024	50 000 000,00	F	Fixe	0,000	0,000	EUR	A	F	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
2007.REVOLVING.1000	Caisses d'épargne	07/11/2007	31/12/2007	30/12/2011	0,00	V	EONIA	4,021	4,077	EUR	X	X	O	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									

REGION ILE-DE-FRANCE - BUDGET PRINCIPAL - BP - 2020

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
Prévision pour emprunt 2020					0,00			0,000	0,000					-
Prévision pour rachat de dette 2020					0,00			0,000	0,000					-
Total général					5 509 612 644,69									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)		167 612 644,69		4 757 612 644,69					410 000 000,00	94 512 445,15	2 421 000,00	55 666 343,30
2010.EP.EUR.300	N	0,00	A-1	300 000 000,00	0,40	F	Fixe	3,200	300 000 000,00	9 600 000,00	0,00	0,00
2011.EP.EUR.410	N	0,00	A-1	410 000 000,00	2,00	F	Fixe	3,625	0,00	14 862 500,00	0,00	14 618 184,93
2011.PP.AUD.66,8	O	66 796 318,16	A-1	66 796 318,16	1,50	V	EUR3M	1,090	0,00	738 192,09	0,00	6 067,33
2011.PP.EUR.60	O	60 000 000,00	A-1	60 000 000,00	6,50	V	EUR3M	1,180	0,00	3 138 833,33	2 421 000,00	1 289 588,59
2012.EP.EUR.350	N	0,00	A-1	350 000 000,00	4,20	F	Fixe	3,625	0,00	12 687 500,00	0,00	9 698 116,44
2013.EP.EUR.300	N	0,00	A-1	300 000 000,00	3,40	F	Fixe	2,250	0,00	6 750 000,00	0,00	3 772 602,74
2013.PP.EUR.40	N	0,00	A-1	40 000 000,00	5,20	F	Fixe	2,594	0,00	1 037 600,00	0,00	790 281,64
2013.PP.EUR.50	N	0,00	A-1	50 000 000,00	4,90	F	Fixe	2,675	0,00	1 337 500,00	0,00	117 260,27
2013.PP.EUR.70	N	0,00	A-1	70 000 000,00	8,80	F	Fixe	3,060	0,00	2 142 000,00	0,00	357 978,08
2013.PP.JPY.40,8	O	40 816 326,53	A-1	40 816 326,53	8,30	V	EUR3M	1,465	0,00	606 264,17	0,00	134 540,82
2013.SSD.EUR.50	N	0,00	A-1	50 000 000,00	8,30	F	Fixe	2,750	0,00	1 375 000,00	0,00	998 287,67
2014.EP.EUR.600	N	0,00	A-1	600 000 000,00	6,30	F	Fixe	2,375	0,00	14 250 000,00	0,00	9 799 315,07
2014.PP.EUR.35	N	0,00	A-1	35 000 000,00	5,70	F	Fixe	1,640	0,00	574 000,00	0,00	152 542,47
2015.EP.EUR.500	N	0,00	A-1	500 000 000,00	7,30	F	Fixe	0,625	0,00	3 125 000,00	0,00	2 157 534,25
2015.PP.EUR.100	N	0,00	A-1	100 000 000,00	1,60	V	EUR3M	0,850	0,00	861 805,56	0,00	146 388,89
2015.TAP.EUR.110	N	0,00	A-1	110 000 000,00	0,40	F	Fixe	3,200	110 000 000,00	3 520 000,00	0,00	0,00
2015.TAP.EUR.25	N	0,00	A-1	25 000 000,00	4,20	F	Fixe	3,625	0,00	906 250,00	0,00	692 722,60
2016.EP.EUR.650	N	0,00	A-1	650 000 000,00	5,50	F	Fixe	0,500	0,00	3 250 000,00	0,00	1 780 821,92
2017.EP.EUR.500	N	0,00	A-1	500 000 000,00	9,20	F	Fixe	1,375	0,00	6 875 000,00	0,00	5 500 000,00
2018.EP.EUR.500	N	0,00	A-1	500 000 000,00	13,50	F	Fixe	1,375	0,00	6 875 000,00	0,00	3 654 109,59
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		0,00		626 626 662,03					22 913 018,87	12 861 531,01	0,00	528 278,99
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		626 626 662,03					22 913 018,87	12 861 531,01	0,00	528 278,99
2011.BQ.EUR.252	N	0,00	A-1	134 102 066,74	6,90	F	Fixe	3,570	17 201 539,22	4 499 050,14	0,00	343 217,82

REGION ILE-DE-FRANCE - BUDGET PRINCIPAL - BP - 2020

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
2012.BQ.EUR.200	N	0,00	A-1	200 000 000,00	7,20	F	Fixe	3,827	0,00	7 654 000,00	0,00	127 566,67
2018.BQ.EUR.40	N	0,00	A-1	38 000 000,00	18,20	F	Fixe	0,000	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00
2018.BQ.EUR.60	N	0,00	A-1	54 524 595,29	13,50	F	Fixe	1,340	3 711 479,65	708 480,87	0,00	57 494,50
2019.BQ.EUR.150	N	0,00	A-1	150 000 000,00	3,90	F	Fixe	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
2019.BQ.EUR.50	N	0,00	A-1	50 000 000,00	4,90	F	Fixe	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
2007.REVOLVING.1000	N	0,00	A-1	0,00	3,00	V	EONIA	0,680	0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00					0,00	4 223 000,00	0,00	6 439 000,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	4 223 000,00	0,00	6 439 000,00
Prévision pour emprunt 2020		0,00	-	0,00	0,00			0,000	0,00	0,00	0,00	6 439 000,00
Prévision pour rachat de dette 2020		0,00	-	0,00	0,00			0,000	0,00	4 223 000,00	0,00	0,00
Total général		167 612 644,69		5 384 239 306,72					432 913 018,87	111 596 976,16	2 421 000,00	62 633 622,29

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure							
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (<i>cap</i>) ou encadré (<i>tunnel</i>)	Nombre de produits	27	0	0	0	0	
	% de l'encours	99,99	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	5 384 239 306,72	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (<i>swaption</i>)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		167 612 644,69					167 612 644,69				0,00	0,00	0,00
2011.PP.AUD.66,8.DEV	2011.PP.AUD.66,8	66 796 318,16	28/06/2021	CACIB	Swap	Change	66 796 318,16	28/06/2011	28/06/2021	T	0,00	0,00	0,00
2011.PP.EUR.60.DV1	2011.PP.EUR.60	60 000 000,00	13/07/2026	SG	Swap	Taux	60 000 000,00	13/07/2011	13/07/2026	T	0,00	0,00	0,00
2013.PP.JPY.40,8.DEV	2013.PP.JPY.40,8	40 816 326,53	11/04/2028	CACIB	Swap	Change	40 816 326,53	11/04/2013	11/04/2028	T	0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		167 612 644,69					167 612 644,69				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un swap, d'une option (*cap, floor, tunnel, swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						2,47	18,95		
2011.PP.AUD.66,8.DEV	2011.PP.AUD.66,8	EUR3M	1,090		0,000	0,00	0,00	A-1	A-1
2011.PP.EUR.60.DV1	2011.PP.EUR.60	EUR3M	1,180	Fixe	4,035	2,47	18,95	A-1	A-1
2013.PP.JPY.40,8.DEV	2013.PP.JPY.40,8	EUR3M	1,465		0,000	0,00	0,00	A-1	A-1
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						2,47	18,95		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un swap.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – METHODES UTILISEES	B2

METHODES UTILISEES

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur - Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article D. 4321-1 du CGCT) : 1 500 TTC €		
	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	SUB ETAT HORS INFRA	15	01/01/2005
L	SUB REGION HORS INFRA	15	01/01/2005
L	Autres bâtiments publics	30	01/01/2005
L	SUB DEPT HORS INFRA	15	01/01/2005
L	Installations aménagements constructions bât. publics	15	01/01/2005
L	SUB COMMUNES ET INTERCO HORS INFRA	15	01/01/2005
L	SUB AUTRES GROUPEMENTS ET EPL HORS INFRA	15	01/01/2005
L	Installations aménagements constructions bât. privés	15	01/01/2005
L	SUB SPIC HORS INFRA	15	01/01/2005
L	Plantations	15	01/01/2005
L	SUB SNCF MATERIEL FERROVIAIRE	30	01/01/2005
L	SUB SNCF HORS MATERIEL DE TRANSPORT	15	01/01/2005
L	SUB ORGANISMES PUBLICS DIVERS HORS INFRA	15	01/01/2005
L	SUB ETABLISSEMENTS SCOLAIRES PUBLICS	15	01/01/2005
L	SUB PERSONNE DE DROIT PRIVE	5	01/01/2005
L	Licences et logiciels	2	01/01/2005
L	Matériel informatique scolaire	4	01/01/2005
L	Matériel informatique administratif	4	01/01/2005
L	Mobilier administratif et autres	8	01/01/2005
L	Matériel technique lourd	10	01/01/2005
L	Matériel technique léger	5	01/01/2005
L	Matériel de bureau et mobilier scolaire	8	01/01/2005
L	Matériel technique scolaire lourd	10	01/01/2005
L	Matériel technique scolaire léger	5	01/01/2005
L	Matériel de téléphonie	5	01/01/2005
L	Autres matériel	10	01/01/2005
L	Installation, agencement et aménagement	15	01/01/2005
L	SUB ETABLISSEMENTS SCOLAIRES PUBLICS	15	01/01/2005
L	véhicules légers et industriels	5	01/01/2005

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	Bâtiments administratifs	30	01/01/2005
L	Avances aux mandataires	30	01/01/2005
L	Batiments scolaires	30	01/01/2005
L	Avances mandataires - Bâtiments scolaires	30	01/01/2005
L	Bâtiments culturels et sportifs	30	01/01/2005
L	SUB SPIC 30	30	01/01/2005
L	SUB ETABLISSEMENTS SCOLAIRES PRIVES	5	01/01/2005
L	SUB ETAT2 INFRA	50	01/01/2005
L	Autres	5	01/01/2005
L	SUB DEPT 2 INFRA	50	01/01/2005
L	SUB COMMUNE2 ET INTERCO INFRA	50	01/01/2005
L	SUB SPIC 2 INFRA	50	01/01/2005
L	SUB SNCF2 INFRA	50	01/01/2005
L	Grpt/EPL infra	50	01/01/2005
L	Org public div infra	50	01/01/2005
L	Avances Enseignement Supérieur	15	01/01/2005
L	SUB DEPARTEMENTALES SCOLAIRE HORS INFRA	15	01/01/2005
L	SUB RFF0 HORS MAT FERROV	15	01/01/2005
L	STIF HORS MAT FERROV	15	01/01/2005
L	SUB AUTRES ORG DE TRANSPORT HORS MAT FERRO	15	01/01/2005
L	SUB STIF MAT FERROVIAIRE	30	01/01/2005
L	SUBV AUTRES ORG TRANSP MAT FERROVIAIRE	30	01/01/2005
L	SUB RFF INFRASTRUCTURES	50	01/01/2005
L	SUB STIF INFRASTRUCTURES	50	01/01/2005
L	SUBV AUTRES ORG TRANS INFRASTRUCTURES	50	01/01/2005
L	AVANCES AUX EPLE	30	01/01/2005
L	Matériel informatique Enseignement supérieur	15	01/01/2005
L	Matériel bureau et mobilier Enseignement Supérieur	15	01/01/2005
L	SUB COMMUNALES SCOLAIRE HORS INFRA	15	01/01/2005
L	Fiches mères - Bâtiments scolaires	30	01/01/2005
L	Batiment scolaires recus a disposition	30	01/01/2005
L	Reprise batiment scolaires recus a disposition	30	01/01/2005
L	Reprise des bâtiments scolaires avant le 31/12/2004	1	01/01/2005
L	Plantations AEV	15	01/01/2005
L	AVANCES EQUIPEMENTS EPLE	10	01/01/2005
L	RECHERCHE DEVELOPPEM	5	01/01/2005

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	INST MATERIEL OUTILLAGE TECHNIQUE LOURD	10	01/01/2005
L	REGUL AMORTISSEMENT EXCEPTIONNELLE - 8 ANS	8	01/01/2005
L	Fiches mères - Bâtiments Enseignement Supérieur	30	01/01/2005
L	Construction Batiments enseignement superieur	30	01/01/2005
L	SUB ETAT INFRA SPECIF 2011 ANCIEN 50 -> 30 ans	30	01/01/2011
L	SUB DEPT INFRA SPECIF 2011 ANCIEN 50 -> 30 ans	30	01/01/2011
L	SUB COMMUNE 2 SPECIF 2011 ANCIEN 50 -> 30 ans	30	01/01/2011
L	SUB GRPT EPLE INFRA SPECIF 2011 ANCIEN 50 -> 30 ans	30	01/01/2011
L	SUB SPIC 2 SPECIF 2011 ANCIEN 50 -> 30 ans	30	01/01/2011
L	SUB SNCF 2 INFRA SPECIF 2011 ANCIEN 50 -> 30 ans	30	01/01/2011
L	ORG PUB DIV SPECIF 2011 ANCIEN 50 -> 30 ans	30	01/01/2011
L	SUB RFF2 SPECIF 2011 ANCIEN 50 -> 30 ans	30	01/01/2011
L	SUB STIF2 SPECIF 2011 ANCIEN 50 -> 30 ans	30	01/01/2011
L	SUB AUTRE ORG TRANS SPECIF 2011 ANCIEN 50 ->30 ans	30	01/01/2011
L	SUB ETAT - BIEN MOB MAT ETU - AMORT 5 ANS	5	01/01/2011
L	SUB ETAT - BAT INST - AMORT 15 ANS	15	01/01/2011
L	SUB ETAT - INFRA INT NAT - AMORT 30 ANS	30	01/01/2011
L	SUB REGION - BIEN MOB MAT ETU - AMORT 5 ANS	5	01/01/2011
L	SUB REGION - BAT INST - AMORT 15 ANS	15	01/01/2011
L	SUB REGION - INFRA INT NAT - AMORT 30 ANS	30	01/01/2011
L	SUB DEPT - BIEN MOB MAT ETU - AMORT 5 ANS	5	01/01/2011
L	SUB DEPT - BAT INST - AMORT 15 ANS	15	01/01/2011
L	SUB DEPT - INFRA INT NAT - AMORT 30 ANS	30	01/01/2011
L	SUB COMMUNES / EPCI - BIEN MOB MAT ETU - AMORT 5 ANS	5	01/01/2011
L	SUB COMMUNES / EPCI - BAT INST - AMORT 15 ANS	15	01/01/2011
L	SUB COMMUNES / EPCI - INFRA INT NAT - AMORT 30 ANS	30	01/01/2011
L	SUB AUTRES GRPTS ET EPLE - BIEN MOB MAT ETU - AMORT 5 ANS	5	01/01/2011
L	SUB AUTRES GRPTS - BAT INST - AMORT 15 ANS	15	01/01/2011
L	SUB AUTRES GRPTS - INFRA INT NAT - AMORT 30 ANS	30	01/01/2011
L	SUB SPIC - BIEN MOB MAT ETU - AMORT 5 ANS	5	01/01/2011
L	SUB SPIC - BAT INST - AMORT 15 ANS	15	01/01/2011
L	SUB SPIC - INFRA INT NAT - AMORT 30 ANS	30	01/01/2011
L	SUB SNCF - BIEN MOB MAT ETU - AMORT 5 ANS	5	01/01/2011
L	SUB SNCF - BAT INST - AMORT 15 ANS	15	01/01/2011
L	SUB SNCF - INFRA INT NAT - AMORT 30 ANS	30	01/01/2011
L	SUB RFF - BIEN MOB MAT ETU - AMORT 5 ANS	5	01/01/2011

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE			Délibération du
L	SUB RFF - BAT INST - AMORT 15 ANS	15		01/01/2011
L	RFF 30	30		01/01/2011
L	SUB STIF - BIEN MOB MAT ETU - AMORT 5 ANS	5		01/01/2011
L	SUB STIF - BAT INST - AMORT 15 ANS	15		01/01/2011
L	STIF 30	30		01/01/2011
L	SUB AUTRES ORG DE TRANSP - BIEN MOB MAT ETU - AMORT 5 ANS	5		01/01/2011
L	SUB AUTRES ORG DE TRANSP - BAT INST - AMORT 15 ANS	15		01/01/2011
L	SUB AUTRES ORG DE TRANSP - INFRA INT NAT - AMORT 30 ANS	30		01/01/2011
L	ORGA PUBLICS DIVERS - BIEN MOB MAT ETU - AMORT 5 ANS	5		01/01/2011
L	ORGA PUBLICS DIVERS - BAT INST - AMORT 15 ANS	15		01/01/2011
L	ORGA PUB DIV 30	30		01/01/2011
L	SUB PERSONNE DROIT PRIVE - BIEN MOB MAT ETU - AMORT 5 ANS	5		01/01/2011
L	SUB PERSONNE DROIT PRIVE - BAT INST - AMORT 15 ANS	15		01/01/2011
L	SUB PERSONNE DROIT PRIVE - INFRA INT NAT - AMORT 30 ANS	30		01/01/2011
L	SUB ETABLS SCOL EQUIPT - BIEN MOB MAT ETU - AMORT 5 ANS	5		01/01/2011
L	SUB ETABLS SCOL EQUIPT - BAT INST - AMORT 15 ANS	15		01/01/2011
L	SUB ETABLS SCOL EQUIPT - INFRA INT NAT - AMORT 30 ANS	30		01/01/2011
L	SUB EQUIPT EN NATURE - AMORT 15 ANS	15		01/01/2011
L	SUB EQUIPT EN NATURE - AMORT 5 ANS	5		01/01/2011
L	Concessions et droits similaires	2		01/01/2012
L	SUB ETAT - VOIERIES - AMORT 40 ANS	40		31/05/2018
L	SUB ETAT - MONUMENTS HIST - AMORT 40 ANS	40		31/05/2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES	B3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		8 932 600,00	8 932 600,00	0,00	8 932 600,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		8 932 600,00	8 932 600,00	0,00	8 932 600,00
Provision pour risque de contentieux pour les loyers de la Tour Montparnasse	0,00	21/11/2014	3 132 600,00	3 132 600,00	0,00	3 132 600,00
Complément à la provision pour risque de contentieux pour les loyers de la Tour Montparnasse	0,00	13/10/2016	2 500 000,00	2 500 000,00	0,00	2 500 000,00
Règlement du marché de rénovation et d'extension du lycée Corneille à la Celle Saint Cloud	0,00	13/10/2016	650 000,00	650 000,00	0,00	650 000,00
Réhabilitation du lycée Marie Curie à Versailles	0,00	13/10/2016	500 000,00	500 000,00	0,00	500 000,00
Résiliation de la convention de mise à disposition de la région de bâtiments appartenant à l'APHRL	0,00	13/10/2016	1 500 000,00	1 500 000,00	0,00	1 500 000,00
Litige concernant les travaux de restructuration de la cité scolaire Hoche à Versailles	0,00	13/10/2016	650 000,00	650 000,00	0,00	650 000,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS	0,00		8 932 600,00	8 932 600,00	0,00	8 932 600,00

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 101		Intitulé de l'opération : 75003 PARIS CMR HUGO			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
DEPENSES (a)	391 102,28	0,00	12 864,51	12 864,51	
4551750115 75003 PARIS CMR HUGO (5)	51 594,31	0,00	0,00	0,00	
4551750116 75003 PARIS CMR HUGO (5)	30 530,89	0,00	0,00	0,00	
4551750117 75003 PARIS CMR HUGO (5)	19 135,12	0,00	0,00	0,00	
4551750118 75003 PARIS CMR HUGO (5)	236 353,14	0,00	7 978,18	7 978,18	
4551750119 75003 PARIS CMR HUGO (5)	53 488,82	0,00	4 886,33	4 886,33	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a – c)	391 102,28	0,00	12 864,51	12 864,51	
RECETTES (b)	141 950,14	0,00	164 668,65	164 668,65	
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	141 950,14	0,00	164 668,65	164 668,65	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	141 950,14	0,00	164 668,65	164 668,65	

N° opération : 102		Intitulé de l'opération : 75004 PARIS CMR CHARLEMAGNE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
DEPENSES (a)	178 607,71	0,00	79 875,50	79 875,50	
4551750215 75004 PARIS CMR CHARLEMAGNE (5)	9 477,99	0,00	0,00	0,00	
4551750216 75004 PARIS CMR CHARLEMAGNE (5)	38 890,03	0,00	0,00	0,00	
4551750217 75004 PARIS CMR CHARLEMAGNE (5)	46 043,30	0,00	1 149,59	1 149,59	
4551750218 75004 PARIS CMR CHARLEMAGNE (5)	51 695,44	0,00	73 444,83	73 444,83	
4551750219 75004 PARIS CMR CHARLEMAGNE (5)	32 500,95	0,00	5 281,08	5 281,08	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	

N° opération : 102		Intitulé de l'opération : 75004 PARIS CMR CHARLEMAGNE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a – c)	178 607,71	0,00	79 875,50	79 875,50	
RECETTES (b)	106 664,45	0,00	51 581,20	51 581,20	
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	106 664,45	0,00	51 581,20	51 581,20	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	106 664,45	0,00	51 581,20	51 581,20	

N° opération : 103		Intitulé de l'opération : 75005 PARIS CMR HENRI IV			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
DEPENSES (a)	623 246,36	0,00	5 386,58	5 386,58	
4551750315 75005 PARIS CMR HENRI IV (5)	215 489,08	0,00	0,00	0,00	
4551750316 75005 PARIS CMR HENRI IV (5)	139 664,80	0,00	0,00	0,00	
4551750317 75005 PARIS CMR HENRI IV (5)	202 067,05	0,00	0,00	0,00	
4551750318 75005 PARIS CMR HENRI IV (5)	50 236,93	0,00	2 775,77	2 775,77	
4551750319 75005 PARIS CMR HENRI IV (5)	15 788,50	0,00	2 610,81	2 610,81	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a – c)	623 246,36	0,00	5 386,58	5 386,58	
RECETTES (b)	227 181,96	0,00	35 332,54	35 332,54	
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	227 181,96	0,00	35 332,54	35 332,54	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	227 181,96	0,00	35 332,54	35 332,54	

N° opération : 104		Intitulé de l'opération : 75005 PARIS CMR LAVOISIER		Date de la délibération :	
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
DEPENSES (a)	160 634,20	0,00	71,28	71,28	
4551750415 75005 PARIS CMR LAVOISIER (5)	27 254,35	0,00	0,00	0,00	
4551750416 75005 PARIS CMR LAVOISIER (5)	43 492,00	0,00	0,00	0,00	
4551750417 75005 PARIS CMR LAVOISIER (5)	62 808,86	0,00	0,00	0,00	
4551750418 75005 PARIS CMR LAVOISIER (5)	19 091,46	0,00	0,00	0,00	
4551750419 75005 PARIS CMR LAVOISIER (5)	7 987,53	0,00	71,28	71,28	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a – c)	160 634,20	0,00	71,28	71,28	
RECETTES (b)	63 766,85	0,00	13 127,08	13 127,08	
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	63 766,85	0,00	13 127,08	13 127,08	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	63 766,85	0,00	13 127,08	13 127,08	

N° opération : 105		Intitulé de l'opération : 75006 PARIS CMR MONTAIGNE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
DEPENSES (a)	340 790,41	0,00	3 777,30	3 777,30	
4551750515 75006 PARIS CMR MONTAIGNE (5)	90 520,25	0,00	2 169,55	2 169,55	
4551750516 75006 PARIS CMR MONTAIGNE (5)	65 838,05	0,00	0,00	0,00	
4551750517 75006 PARIS CMR MONTAIGNE (5)	167 326,87	0,00	0,00	0,00	
4551750518 75006 PARIS CMR MONTAIGNE (5)	17 105,24	0,00	0,00	0,00	
4551750519 75006 PARIS CMR MONTAIGNE (5)	0,00	0,00	1 607,75	1 607,75	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a – c)	340 790,41	0,00	3 777,30	3 777,30	
RECETTES (b)	118 695,09	0,00	2 370,75	2 370,75	
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	118 695,09	0,00	2 370,75	2 370,75	

N° opération : 105				
Intitulé de l'opération : 75006 PARIS CMR MONTAIGNE			Date de la délibération :	
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	118 695,09	0,00	2 370,75	2 370,75

N° opération : 106				
Intitulé de l'opération : 75007 PARIS CMR DURUY			Date de la délibération :	
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	314 316,20	0,00	5 189,71	5 189,71
4551750615 75007 PARIS CMR DURUY (5)	165 112,60	0,00	0,00	0,00
4551750616 75007 PARIS CMR DURUY (5)	44 846,18	0,00	0,00	0,00
4551750617 75007 PARIS CMR DURUY (5)	55 749,18	0,00	1 213,76	1 213,76
4551750618 75007 PARIS CMR DURUY (5)	33 537,74	0,00	292,05	292,05
4551750619 75007 PARIS CMR DURUY (5)	15 070,50	0,00	3 683,90	3 683,90
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	314 316,20	0,00	5 189,71	5 189,71
RECETTES (b)	149 702,57	0,00	24 149,46	24 149,46
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	149 702,57	0,00	24 149,46	24 149,46
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	149 702,57	0,00	24 149,46	24 149,46

N° opération : 107				
Intitulé de l'opération : 75008 PARIS CMR CHAPTAL			Date de la délibération :	
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	433 336,26	0,00	68 708,64	68 708,64
4551750715 75008 PARIS CMR CHAPTAL (5)	64 124,84	0,00	0,00	0,00
4551750716 75008 PARIS CMR CHAPTAL (5)	269 895,59	0,00	1 187,08	1 187,08

N° opération : 107				
Intitulé de l'opération : 75008 PARIS CMR CHAPTAL				
Date de la délibération :				
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
4551750717 75008 PARIS CMR CHAPTAL (5)	25 221,42	0,00	1 004,55	1 004,55
4551750718 75008 PARIS CMR CHAPTAL (5)	31 535,71	0,00	16 022,64	16 022,64
4551750719 75008 PARIS CMR CHAPTAL (5)	42 558,70	0,00	50 494,37	50 494,37
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	433 336,26	0,00	68 708,64	68 708,64
RECETTES (b)	165 785,81	0,00	44 554,79	44 554,79
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	165 785,81	0,00	44 554,79	44 554,79
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	165 785,81	0,00	44 554,79	44 554,79

N° opération : 108				
Intitulé de l'opération : 75009 PARIS CMR DECOUR				
Date de la délibération :				
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	323 881,63	0,00	13 138,81	13 138,81
4551750815 75009 PARIS CMR DECOUR (5)	89 620,38	0,00	0,00	0,00
4551750816 75009 PARIS CMR DECOUR (5)	96 434,84	0,00	0,00	0,00
4551750817 75009 PARIS CMR DECOUR (5)	37 381,58	0,00	168,77	168,77
4551750818 75009 PARIS CMR DECOUR (5)	68 653,05	0,00	277,40	277,40
4551750819 75009 PARIS CMR DECOUR (5)	31 791,78	0,00	12 692,64	12 692,64
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	323 881,63	0,00	13 138,81	13 138,81
RECETTES (b)	88 122,62	0,00	60 366,70	60 366,70
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	88 122,62	0,00	60 366,70	60 366,70
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 108		Intitulé de l'opération : 75009 PARIS CMR DECOUR			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
Recettes nettes (b - d)	88 122,62	0,00	60 366,70	60 366,70	

N° opération : 109		Intitulé de l'opération : 75009 PARIS CMR FERRY			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
DEPENSES (a)	181 305,16	0,00	11 309,07	11 309,07	
4551750915 75009 PARIS CMR FERRY (5)	36 036,32	0,00	0,00	0,00	
4551750916 75009 PARIS CMR FERRY (5)	28 316,26	0,00	592,36	592,36	
4551750917 75009 PARIS CMR FERRY (5)	19 075,48	0,00	0,00	0,00	
4551750918 75009 PARIS CMR FERRY (5)	66 025,10	0,00	8 507,07	8 507,07	
4551750919 75009 PARIS CMR FERRY (5)	31 852,00	0,00	2 209,64	2 209,64	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a – c)	181 305,16	0,00	11 309,07	11 309,07	
RECETTES (b)	103 903,85	0,00	55 385,34	55 385,34	
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	103 903,85	0,00	55 385,34	55 385,34	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	103 903,85	0,00	55 385,34	55 385,34	

N° opération : 110		Intitulé de l'opération : 75009 PARIS CMR LAMARTINE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
DEPENSES (a)	239 095,73	0,00	42 378,63	42 378,63	
4551751015 75009 PARIS CMR LAMARTINE (5)	35 744,28	0,00	0,00	0,00	
4551751016 75009 PARIS CMR LAMARTINE (5)	28 454,72	0,00	0,00	0,00	
4551751017 75009 PARIS CMR LAMARTINE (5)	94 516,11	0,00	0,00	0,00	
4551751018 75009 PARIS CMR LAMARTINE (5)	13 642,63	0,00	41 789,14	41 789,14	
4551751019 75009 PARIS CMR LAMARTINE (5)	66 737,99	0,00	589,49	589,49	

N° opération : 110		Intitulé de l'opération : 75009 PARIS CMR LAMARTINE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a – c)	239 095,73	0,00	42 378,63	42 378,63	
RECETTES (b)	94 021,32	0,00	57 088,78	57 088,78	
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	94 021,32	0,00	57 088,78	57 088,78	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	94 021,32	0,00	57 088,78	57 088,78	

N° opération : 111		Intitulé de l'opération : 75011 PARIS CMR VOLTAIRE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
DEPENSES (a)	226 052,18	0,00	196 419,84	196 419,84	
4551751115 75011 PARIS CMR VOLTAIRE (5)	10 451,77	0,00	0,00	0,00	
4551751116 75011 PARIS CMR VOLTAIRE (5)	28 827,76	0,00	0,00	0,00	
4551751117 75011 PARIS CMR VOLTAIRE (5)	22 880,28	0,00	188 654,99	188 654,99	
4551751118 75011 PARIS CMR VOLTAIRE (5)	130 911,37	0,00	6 433,19	6 433,19	
4551751119 75011 PARIS CMR VOLTAIRE (5)	32 981,00	0,00	1 331,66	1 331,66	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a – c)	226 052,18	0,00	196 419,84	196 419,84	
RECETTES (b)	163 258,19	0,00	96 083,98	96 083,98	
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	163 258,19	0,00	96 083,98	96 083,98	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	163 258,19	0,00	96 083,98	96 083,98	

N° opération : 112		Intitulé de l'opération : 75012 PARIS CMR VALERY		Date de la délibération :	
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
DEPENSES (a)	386 771,13	0,00	15 995,72	15 995,72	
4551751215 75012 PARIS CMR VALERY (5)	49 068,60	0,00	0,00	0,00	
4551751216 75012 PARIS CMR VALERY (5)	85 432,15	0,00	0,00	0,00	
4551751217 75012 PARIS CMR VALERY (5)	135 056,46	0,00	0,00	0,00	
4551751218 75012 PARIS CMR VALERY (5)	90 389,16	0,00	362,77	362,77	
4551751219 75012 PARIS CMR VALERY (5)	26 824,76	0,00	15 632,95	15 632,95	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a – c)	386 771,13	0,00	15 995,72	15 995,72	
RECETTES (b)	78 146,25	0,00	67 219,95	67 219,95	
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	78 146,25	0,00	67 219,95	67 219,95	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	78 146,25	0,00	67 219,95	67 219,95	

N° opération : 113		Intitulé de l'opération : 75013 PARIS CMR FAURE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
DEPENSES (a)	49 268,84	0,00	2 099,52	2 099,52	
4551751315 75013 PARIS CMR FAURE (5)	25 887,01	0,00	0,00	0,00	
4551751316 75013 PARIS CMR FAURE (5)	12 427,13	0,00	0,00	0,00	
4551751317 75013 PARIS CMR FAURE (5)	10 180,09	0,00	0,00	0,00	
4551751318 75013 PARIS CMR FAURE (5)	774,61	0,00	0,00	0,00	
4551751319 75013 PARIS CMR FAURE (5)	0,00	0,00	2 099,52	2 099,52	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a – c)	49 268,84	0,00	2 099,52	2 099,52	
RECETTES (b)	59 704,44	0,00	0,00	0,00	
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	59 704,44	0,00	0,00	0,00	

N° opération : 113		Intitulé de l'opération : 75013 PARIS CMR FAURE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	59 704,44	0,00	0,00	0,00	

N° opération : 114		Intitulé de l'opération : 75013 PARIS CMR MONET			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
DEPENSES (a)	78 202,27	0,00	1 979,86	1 979,86	
4551751418 75013 PARIS CMR MONET (5)	78 202,27	0,00	677,68	677,68	
4551751419 75013 PARIS CMR MONET (5)	0,00	0,00	1 302,18	1 302,18	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a - c)	78 202,27	0,00	1 979,86	1 979,86	
RECETTES (b)	116,00	0,00	45 484,94	45 484,94	
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	116,00	0,00	45 484,94	45 484,94	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	116,00	0,00	45 484,94	45 484,94	

N° opération : 115		Intitulé de l'opération : 75013 PARIS CMR MONNET			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
DEPENSES (a)	94 549,34	0,00	0,00	0,00	
4551751415 75013 PARIS CMR MONNET (5)	34 119,37	0,00	0,00	0,00	
4551751416 75013 PARIS CMR MONNET (5)	12 174,42	0,00	0,00	0,00	
4551751417 75013 PARIS CMR MONNET (5)	48 255,55	0,00	0,00	0,00	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	

N° opération : 115		Intitulé de l'opération : 75013 PARIS CMR MONNET			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a – c)	94 549,34	0,00	0,00	0,00	
RECETTES (b)	37 328,65	0,00	0,00	0,00	
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	37 328,65	0,00	0,00	0,00	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	37 328,65	0,00	0,00	0,00	

N° opération : 116		Intitulé de l'opération : 75013 PARIS CMR RODIN			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
DEPENSES (a)	454 775,49	0,00	2 658,71	2 658,71	
4551751515 75013 PARIS CMR RODIN (5)	83 210,24	0,00	0,00	0,00	
4551751516 75013 PARIS CMR RODIN (5)	56 621,40	0,00	0,00	0,00	
4551751517 75013 PARIS CMR RODIN (5)	289 538,42	0,00	0,00	0,00	
4551751519 75013 PARIS CMR RODIN (5)	25 405,43	0,00	2 658,71	2 658,71	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a – c)	454 775,49	0,00	2 658,71	2 658,71	
RECETTES (b)	184 223,16	0,00	21 479,85	21 479,85	
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	184 223,16	0,00	21 479,85	21 479,85	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	184 223,16	0,00	21 479,85	21 479,85	

N° opération : 117		Intitulé de l'opération : 75013 PARIS CMR VILLON		Date de la délibération :	
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
DEPENSES (a)	66 690,46	0,00	0,00	0,00	
4551751718 75013 PARIS CMR VILLON (5)	66 690,46	0,00	0,00	0,00	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a – c)	66 690,46	0,00	0,00	0,00	
RECETTES (b)	25 147,11	0,00	24 198,83	24 198,83	
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	25 147,11	0,00	24 198,83	24 198,83	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	25 147,11	0,00	24 198,83	24 198,83	

N° opération : 118		Intitulé de l'opération : 75014 PARIS CMR BERT		Date de la délibération :	
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
DEPENSES (a)	448 401,01	0,00	270 181,39	270 181,39	
4551751615 75014 PARIS CMR BERT (5)	39 545,29	0,00	53 048,92	53 048,92	
4551751616 75014 PARIS CMR BERT (5)	44 078,93	0,00	644,23	644,23	
4551751617 75014 PARIS CMR BERT (5)	119 462,12	0,00	0,00	0,00	
4551751618 75014 PARIS CMR BERT (5)	159 330,11	0,00	5 464,64	5 464,64	
4551751619 75014 PARIS CMR BERT (5)	85 984,56	0,00	211 023,60	211 023,60	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a – c)	448 401,01	0,00	270 181,39	270 181,39	
RECETTES (b)	108 106,03	0,00	159 077,52	159 077,52	
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	108 106,03	0,00	159 077,52	159 077,52	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	

N° opération : 118		Intitulé de l'opération : 75014 PARIS CMR BERT			Date de la délibération :
		Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
Recettes nettes (b - d)		108 106,03	0,00	159 077,52	159 077,52

N° opération : 119		Intitulé de l'opération : 75014 PARIS CMR RODIN			Date de la délibération :
		Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)		21 504,42	0,00	9 344,21	9 344,21
4551751518 75014 PARIS CMR RODIN (5)		21 504,42	0,00	9 344,21	9 344,21
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)		0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section		0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)		21 504,42	0,00	9 344,21	9 344,21
RECETTES (b)		13 455,32	0,00	4 688,57	4 688,57
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)		13 455,32	0,00	4 688,57	4 688,57
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)		0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)		0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)		0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)		13 455,32	0,00	4 688,57	4 688,57

N° opération : 120		Intitulé de l'opération : 75014 PARIS CMR VILLON			Date de la délibération :
		Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)		772 498,18	0,00	2 278,04	2 278,04
4551751715 75014 PARIS CMR VILLON (5)		129 245,29	0,00	0,00	0,00
4551751716 75014 PARIS CMR VILLON (5)		496 558,79	0,00	0,00	0,00
4551751717 75014 PARIS CMR VILLON (5)		98 855,15	0,00	0,00	0,00
4551751719 75014 PARIS CMR VILLON (5)		47 838,95	0,00	2 278,04	2 278,04
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)		0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section		0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)		772 498,18	0,00	2 278,04	2 278,04
RECETTES (b)		202 426,28	0,00	40 447,00	40 447,00

N° opération : 120				
Intitulé de l'opération : 75014 PARIS CMR VILLON			Date de la délibération :	
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	202 426,28	0,00	40 447,00	40 447,00
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	202 426,28	0,00	40 447,00	40 447,00

N° opération : 121				
Intitulé de l'opération : 75015 PARIS CMR BUFFON			Date de la délibération :	
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	220 389,42	0,00	8 487,24	8 487,24
4551751815 75015 PARIS CMR BUFFON (5)	37 970,56	0,00	0,00	0,00
4551751816 75015 PARIS CMR BUFFON (5)	57 800,67	0,00	0,00	0,00
4551751817 75015 PARIS CMR BUFFON (5)	64 499,03	0,00	1 013,98	1 013,98
4551751818 75015 PARIS CMR BUFFON (5)	59 580,77	0,00	4 406,50	4 406,50
4551751819 75015 PARIS CMR BUFFON (5)	538,39	0,00	3 066,76	3 066,76
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	220 389,42	0,00	8 487,24	8 487,24
RECETTES (b)	97 669,55	0,00	29 009,05	29 009,05
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	97 669,55	0,00	29 009,05	29 009,05
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	97 669,55	0,00	29 009,05	29 009,05

N° opération : 122				
Intitulé de l'opération : 75015 PARIS CMR SEE			Date de la délibération :	
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	459 076,45	0,00	97 027,12	97 027,12
4551751915 75015 PARIS CMR SEE (5)	70 806,27	0,00	52 035,97	52 035,97

N° opération : 122				
Intitulé de l'opération : 75015 PARIS CMR SEE				
Date de la délibération :				
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
4551751916 75015 PARIS CMR SEE (5)	103 454,63	0,00	0,00	0,00
4551751917 75015 PARIS CMR SEE (5)	222 721,98	0,00	17 656,77	17 656,77
4551751918 75015 PARIS CMR SEE (5)	47 283,57	0,00	8 198,76	8 198,76
4551751919 75015 PARIS CMR SEE (5)	14 810,00	0,00	19 135,62	19 135,62
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	459 076,45	0,00	97 027,12	97 027,12
RECETTES (b)	236 638,11	0,00	24 302,91	24 302,91
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	236 638,11	0,00	24 302,91	24 302,91
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	236 638,11	0,00	24 302,91	24 302,91

N° opération : 123				
Intitulé de l'opération : 75016 PARIS CMR BERNARD				
Date de la délibération :				
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	384 307,45	0,00	462,25	462,25
4551752015 75016 PARIS CMR BERNARD (5)	67 894,02	0,00	0,00	0,00
4551752016 75016 PARIS CMR BERNARD (5)	151 135,32	0,00	0,00	0,00
4551752017 75016 PARIS CMR BERNARD (5)	132 340,96	0,00	0,00	0,00
4551752018 75016 PARIS CMR BERNARD (5)	23 889,15	0,00	462,25	462,25
4551752019 75016 PARIS CMR BERNARD (5)	9 048,00	0,00	0,00	0,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	384 307,45	0,00	462,25	462,25
RECETTES (b)	188 124,32	0,00	18 559,06	18 559,06
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	188 124,32	0,00	18 559,06	18 559,06
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 123 Intitulé de l'opération : 75016 PARIS CMR BERNARD Date de la délibération :				
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	188 124,32	0,00	18 559,06	18 559,06

N° opération : 124 Intitulé de l'opération : 75016 PARIS CMR FONTAINE Date de la délibération :				
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	616 599,85	0,00	57 558,89	57 558,89
4551752115 75016 PARIS CMR FONTAINE (5)	171 554,19	0,00	0,00	0,00
4551752116 75016 PARIS CMR FONTAINE (5)	90 832,30	0,00	0,00	0,00
4551752117 75016 PARIS CMR FONTAINE (5)	250 487,60	0,00	0,00	0,00
4551752118 75016 PARIS CMR FONTAINE (5)	87 708,76	0,00	56 559,43	56 559,43
4551752119 75016 PARIS CMR FONTAINE (5)	16 017,00	0,00	999,46	999,46
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	616 599,85	0,00	57 558,89	57 558,89
RECETTES (b)	211 563,97	0,00	60 220,75	60 220,75
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	211 563,97	0,00	60 220,75	60 220,75
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	211 563,97	0,00	60 220,75	60 220,75

N° opération : 125 Intitulé de l'opération : 75016 PARIS CMR JANSON DE SAILLY Date de la délibération :				
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	883 593,64	0,00	45 453,71	45 453,71
4551752215 75016 PARIS CMR JANSON DE SAILLY (5)	140 151,65	0,00	0,00	0,00
4551752216 75016 PARIS CMR JANSON DE SAILLY (5)	540 013,36	0,00	0,00	0,00
4551752217 75016 PARIS CMR JANSON DE SAILLY (5)	140 507,90	0,00	0,00	0,00
4551752218 75016 PARIS CMR JANSON DE SAILLY (5)	62 768,70	0,00	3 952,00	3 952,00

N° opération : 125				
Intitulé de l'opération : 75016 PARIS CMR JANSON DE SAILLY				
Date de la délibération :				
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
4551752219 75016 PARIS CMR JANSON DE SAILLY (5)	152,03	0,00	41 501,71	41 501,71
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	883 593,64	0,00	45 453,71	45 453,71
RECETTES (b)	215 888,70	0,00	28 462,16	28 462,16
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	215 888,70	0,00	28 462,16	28 462,16
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	215 888,70	0,00	28 462,16	28 462,16

N° opération : 126				
Intitulé de l'opération : 75016 PARIS CMR MOLIERE				
Date de la délibération :				
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	297 554,73	0,00	11 523,92	11 523,92
4551752315 75016 PARIS CMR MOLIERE (5)	38 564,08	0,00	0,00	0,00
4551752316 75016 PARIS CMR MOLIERE (5)	169 834,34	0,00	0,00	0,00
4551752317 75016 PARIS CMR MOLIERE (5)	68 715,63	0,00	2 882,34	2 882,34
4551752318 75016 PARIS CMR MOLIERE (5)	7 666,68	0,00	8 641,58	8 641,58
4551752319 75016 PARIS CMR MOLIERE (5)	12 774,00	0,00	0,00	0,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	297 554,73	0,00	11 523,92	11 523,92
RECETTES (b)	99 479,41	0,00	10 800,20	10 800,20
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	99 479,41	0,00	10 800,20	10 800,20
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	99 479,41	0,00	10 800,20	10 800,20

N° opération : 127		Intitulé de l'opération : 75016 PARIS CMR SAY		Date de la délibération :	
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
DEPENSES (a)	511 408,70	0,00	5 388,11	5 388,11	
4551752415 75016 PARIS CMR SAY (5)	79 753,53	0,00	0,00	0,00	
4551752416 75016 PARIS CMR SAY (5)	28 990,96	0,00	0,00	0,00	
4551752417 75016 PARIS CMR SAY (5)	295 657,25	0,00	0,00	0,00	
4551752418 75016 PARIS CMR SAY (5)	83 592,36	0,00	2 357,32	2 357,32	
4551752419 75016 PARIS CMR SAY (5)	23 414,60	0,00	3 030,79	3 030,79	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a – c)	511 408,70	0,00	5 388,11	5 388,11	
RECETTES (b)	173 942,47	0,00	49 704,38	49 704,38	
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	173 942,47	0,00	49 704,38	49 704,38	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	173 942,47	0,00	49 704,38	49 704,38	

N° opération : 128		Intitulé de l'opération : 75017 PARIS CMR BALZAC			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
DEPENSES (a)	758 674,71	0,00	28 687,67	28 687,67	
4551752515 75017 PARIS CMR BALZAC (5)	120 572,31	0,00	0,00	0,00	
4551752516 75017 PARIS CMR BALZAC (5)	270 747,81	0,00	0,00	0,00	
4551752517 75017 PARIS CMR BALZAC (5)	38 539,22	0,00	67,79	67,79	
4551752518 75017 PARIS CMR BALZAC (5)	214 815,27	0,00	7 804,65	7 804,65	
4551752519 75017 PARIS CMR BALZAC (5)	114 000,10	0,00	20 815,23	20 815,23	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a – c)	758 674,71	0,00	28 687,67	28 687,67	
RECETTES (b)	168 490,71	0,00	203 787,50	203 787,50	
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	168 490,71	0,00	203 787,50	203 787,50	

N° opération : 128		Intitulé de l'opération : 75017 PARIS CMR BALZAC			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	168 490,71	0,00	203 787,50	203 787,50	

N° opération : 129		Intitulé de l'opération : 75017 PARIS CMR CARNOT			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
DEPENSES (a)	189 608,04	0,00	2 579,93	2 579,93	
4551752615 75017 PARIS CMR CARNOT (5)	67 931,99	0,00	0,00	0,00	
4551752616 75017 PARIS CMR CARNOT (5)	5 001,37	0,00	0,00	0,00	
4551752617 75017 PARIS CMR CARNOT (5)	38 119,06	0,00	0,00	0,00	
4551752618 75017 PARIS CMR CARNOT (5)	47 703,62	0,00	0,00	0,00	
4551752619 75017 PARIS CMR CARNOT (5)	30 852,00	0,00	2 579,93	2 579,93	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a - c)	189 608,04	0,00	2 579,93	2 579,93	
RECETTES (b)	90 161,81	0,00	42 692,96	42 692,96	
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	90 161,81	0,00	42 692,96	42 692,96	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	90 161,81	0,00	42 692,96	42 692,96	

N° opération : 130		Intitulé de l'opération : 75019 PARIS CMR BERGSON			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
DEPENSES (a)	238 128,42	0,00	10 141,30	10 141,30	
4551752715 75019 PARIS CMR BERGSON (5)	73 566,24	0,00	0,00	0,00	
4551752716 75019 PARIS CMR BERGSON (5)	5 496,28	0,00	0,00	0,00	

N° opération : 130		Intitulé de l'opération : 75019 PARIS CMR BERGSON			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
4551752717 75019 PARIS CMR BERGSON (5)	29 178,18	0,00	0,00	0,00	
4551752718 75019 PARIS CMR BERGSON (5)	116 272,72	0,00	3 230,16	3 230,16	
4551752719 75019 PARIS CMR BERGSON (5)	13 615,00	0,00	6 911,14	6 911,14	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a – c)	238 128,42	0,00	10 141,30	10 141,30	
RECETTES (b)	83 285,73	0,00	69 375,62	69 375,62	
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	83 285,73	0,00	69 375,62	69 375,62	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	83 285,73	0,00	69 375,62	69 375,62	

N° opération : 131		Intitulé de l'opération : 75019 PARIS CMR BOUCHER			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
DEPENSES (a)	204 902,00	0,00	0,00	0,00	
4551752915 75019 PARIS CMR BOUCHER (5)	20 814,47	0,00	0,00	0,00	
4551752916 75019 PARIS CMR BOUCHER (5)	149 062,52	0,00	0,00	0,00	
4551752917 75019 PARIS CMR BOUCHER (5)	35 025,01	0,00	0,00	0,00	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a – c)	204 902,00	0,00	0,00	0,00	
RECETTES (b)	110 081,77	0,00	0,00	0,00	
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	110 081,77	0,00	0,00	0,00	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	110 081,77	0,00	0,00	0,00	

N° opération : 132		Intitulé de l'opération : 75020 PARIS CMR BOUCHER		Date de la délibération :	
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
DEPENSES (a)	47 987,62	0,00	4 512,23	4 512,23	
4551752918 75020 PARIS CMR BOUCHER (5)	16 660,42	0,00	1 194,72	1 194,72	
4551752919 75020 PARIS CMR BOUCHER (5)	31 327,20	0,00	3 317,51	3 317,51	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a – c)	47 987,62	0,00	4 512,23	4 512,23	
RECETTES (b)	18 119,74	0,00	26 486,61	26 486,61	
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	18 119,74	0,00	26 486,61	26 486,61	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	18 119,74	0,00	26 486,61	26 486,61	

N° opération : 133		Intitulé de l'opération : 75020 PARIS CMR RAVEL		Date de la délibération :	
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
DEPENSES (a)	211 147,98	0,00	3 199,95	3 199,95	
4551753015 75020 PARIS CMR RAVEL (5)	20 056,86	0,00	0,00	0,00	
4551753016 75020 PARIS CMR RAVEL (5)	75 471,32	0,00	0,00	0,00	
4551753017 75020 PARIS CMR RAVEL (5)	76 367,15	0,00	253,79	253,79	
4551753018 75020 PARIS CMR RAVEL (5)	21 925,38	0,00	0,00	0,00	
4551753019 75020 PARIS CMR RAVEL (5)	17 327,27	0,00	2 946,16	2 946,16	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a – c)	211 147,98	0,00	3 199,95	3 199,95	
RECETTES (b)	62 666,59	0,00	22 152,18	22 152,18	
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	62 666,59	0,00	22 152,18	22 152,18	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	

N° opération : 133		Intitulé de l'opération : 75020 PARIS CMR RAVEL			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	62 666,59	0,00	22 152,18	22 152,18	

N° opération : 134		Intitulé de l'opération : 77 FONTAINEBLEAU CMR COUPERIN			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
DEPENSES (a)	233 682,87	0,00	315,63	315,63	
4551770115 77 FONTAINEBLEAU CMR COUPERIN (5)	157 280,61	0,00	0,00	0,00	
4551770116 77 FONTAINEBLEAU CMR COUPERIN (5)	24 715,83	0,00	0,00	0,00	
4551770117 77 FONTAINEBLEAU CMR COUPERIN (5)	36 505,07	0,00	0,00	0,00	
4551770118 77 FONTAINEBLEAU CMR COUPERIN (5)	15 181,36	0,00	315,63	315,63	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a - c)	233 682,87	0,00	315,63	315,63	
RECETTES (b)	189 942,22	0,00	6 024,67	6 024,67	
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	189 942,22	0,00	6 024,67	6 024,67	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	189 942,22	0,00	6 024,67	6 024,67	

N° opération : 135		Intitulé de l'opération : 78 POISSY CMR LE CORBUSIER			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
DEPENSES (a)	289 401,88	0,00	198 679,78	198 679,78	
4551780115 78 POISSY CMR LE CORBUSIER (5)	101 145,08	0,00	0,00	0,00	
4551780116 78 POISSY CMR LE CORBUSIER (5)	59 253,55	0,00	11 205,23	11 205,23	
4551780117 78 POISSY CMR LE CORBUSIER (5)	120 782,30	0,00	179 450,67	179 450,67	
4551780118 78 POISSY CMR LE CORBUSIER (5)	2 825,25	0,00	260,54	260,54	
4551780119 78 POISSY CMR LE CORBUSIER (5)	5 395,70	0,00	7 763,34	7 763,34	

N° opération : 135		Intitulé de l'opération : 78 POISSY CMR LE CORBUSIER			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a – c)	289 401,88	0,00	198 679,78	198 679,78	
RECETTES (b)	88 807,42	0,00	6 207,67	6 207,67	
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	88 807,42	0,00	6 207,67	6 207,67	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	88 807,42	0,00	6 207,67	6 207,67	

N° opération : 136		Intitulé de l'opération : 78 VERSAILLES CMR HOCHÉ			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
DEPENSES (a)	301 874,88	0,00	28 412,07	28 412,07	
4551780215 78 VERSAILLES CMR HOCHÉ (5)	109 665,63	0,00	0,00	0,00	
4551780216 78 VERSAILLES CMR HOCHÉ (5)	64 381,61	0,00	0,00	0,00	
4551780217 78 VERSAILLES CMR HOCHÉ (5)	88 595,31	0,00	0,00	0,00	
4551780218 78 VERSAILLES CMR HOCHÉ (5)	37 122,52	0,00	11 884,14	11 884,14	
4551780219 78 VERSAILLES CMR HOCHÉ (5)	2 109,81	0,00	16 527,93	16 527,93	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a – c)	301 874,88	0,00	28 412,07	28 412,07	
RECETTES (b)	61 303,49	0,00	23 407,53	23 407,53	
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	61 303,49	0,00	23 407,53	23 407,53	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	61 303,49	0,00	23 407,53	23 407,53	

N° opération : 137		Intitulé de l'opération : 92 MEUDON CMR RABELAIS			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
DEPENSES (a)	200 230,75	0,00	453,73	453,73	
4551920115 92 MEUDON CMR RABELAIS (5)	162 403,87	0,00	0,00	0,00	
4551920116 92 MEUDON CMR RABELAIS (5)	2 851,63	0,00	0,00	0,00	
4551920117 92 MEUDON CMR RABELAIS (5)	19 765,14	0,00	0,00	0,00	
4551920118 92 MEUDON CMR RABELAIS (5)	12 809,37	0,00	0,00	0,00	
4551920119 92 MEUDON CMR RABELAIS (5)	2 400,74	0,00	453,73	453,73	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a – c)	200 230,75	0,00	453,73	453,73	
RECETTES (b)	137 053,69	0,00	9 491,19	9 491,19	
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	137 053,69	0,00	9 491,19	9 491,19	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	137 053,69	0,00	9 491,19	9 491,19	

N° opération : 138		Intitulé de l'opération : 92 NEUILLY CMR PASTEUR			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
DEPENSES (a)	146 232,94	0,00	835,11	835,11	
4551920215 92 NEUILLY CMR PASTEUR (5)	28 487,41	0,00	0,00	0,00	
4551920216 92 NEUILLY CMR PASTEUR (5)	18 420,50	0,00	0,00	0,00	
4551920217 92 NEUILLY CMR PASTEUR (5)	35 469,37	0,00	0,00	0,00	
4551920218 92 NEUILLY CMR PASTEUR (5)	8 865,57	0,00	835,11	835,11	
4551920219 92 NEUILLY CMR PASTEUR (5)	54 990,09	0,00	0,00	0,00	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a – c)	146 232,94	0,00	835,11	835,11	
RECETTES (b)	74 294,97	0,00	51 657,33	51 657,33	
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	74 294,97	0,00	51 657,33	51 657,33	

N° opération : 138				
Intitulé de l'opération : 92 NEUILLY CMR PASTEUR			Date de la délibération :	
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	74 294,97	0,00	51 657,33	51 657,33

N° opération : 139				
Intitulé de l'opération : 92 SCEAUX CMR CURIE			Date de la délibération :	
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	452 488,87	0,00	26 346,77	26 346,77
4551920315 92 SCEAUX CMR CURIE (5)	212 221,40	0,00	91,42	91,42
4551920316 92 SCEAUX CMR CURIE (5)	161 123,23	0,00	1 996,73	1 996,73
4551920317 92 SCEAUX CMR CURIE (5)	26 577,26	0,00	2 291,29	2 291,29
4551920318 92 SCEAUX CMR CURIE (5)	23 559,08	0,00	821,14	821,14
4551920319 92 SCEAUX CMR CURIE (5)	29 007,90	0,00	21 146,19	21 146,19
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	452 488,87	0,00	26 346,77	26 346,77
RECETTES (b)	238 131,82	0,00	38 248,75	38 248,75
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	238 131,82	0,00	38 248,75	38 248,75
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	238 131,82	0,00	38 248,75	38 248,75

N° opération : 140				
Intitulé de l'opération : 92 SCEAUX CMR LAKANAL			Date de la délibération :	
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	568 080,39	0,00	38 975,47	38 975,47
4551920415 92 SCEAUX CMR LAKANAL (5)	359 634,69	0,00	7 204,48	7 204,48
4551920416 92 SCEAUX CMR LAKANAL (5)	144 836,56	0,00	26 674,54	26 674,54

N° opération : 140				
Intitulé de l'opération : 92 SCEAUX CMR LAKANAL				
Date de la délibération :				
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
4551920417 92 SCEAUX CMR LAKANAL (5)	23 475,00	0,00	0,00	0,00
4551920418 92 SCEAUX CMR LAKANAL (5)	21 530,93	0,00	0,01	0,01
4551920419 92 SCEAUX CMR LAKANAL (5)	18 603,21	0,00	5 096,44	5 096,44
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	568 080,39	0,00	38 975,47	38 975,47
RECETTES (b)	310 424,84	0,00	28 270,37	28 270,37
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	310 424,84	0,00	28 270,37	28 270,37
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	310 424,84	0,00	28 270,37	28 270,37

N° opération : 141				
Intitulé de l'opération : 92 VANVES CMR MICHELET				
Date de la délibération :				
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	408 965,76	0,00	14 734,50	14 734,50
4551920515 92 VANVES CMR MICHELET (5)	264 591,06	0,00	0,00	0,00
4551920516 92 VANVES CMR MICHELET (5)	114 392,92	0,00	675,74	675,74
4551920517 92 VANVES CMR MICHELET (5)	6 606,87	0,00	3 231,79	3 231,79
4551920518 92 VANVES CMR MICHELET (5)	23 374,91	0,00	0,00	0,00
4551920519 92 VANVES CMR MICHELET (5)	0,00	0,00	10 826,97	10 826,97
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	408 965,76	0,00	14 734,50	14 734,50
RECETTES (b)	234 389,38	0,00	13 615,79	13 615,79
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	234 389,38	0,00	13 615,79	13 615,79
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 141		Intitulé de l'opération : 92 VANVES CMR MICHELET			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
Recettes nettes (b - d)	234 389,38	0,00	13 615,79	13 615,79	

N° opération : 142		Intitulé de l'opération : 93 AUBERVILLIERS CMR ALEMBERT			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
DEPENSES (a)	646 858,15	0,00	3 331,62	3 331,62	
4551930115 93 AUBERVILLIERS CMR ALEMBERT (5)	492 346,28	0,00	0,00	0,00	
4551930116 93 AUBERVILLIERS CMR ALEMBERT (5)	20 665,35	0,00	0,00	0,00	
4551930117 93 AUBERVILLIERS CMR ALEMBERT (5)	92 943,07	0,00	0,00	0,00	
4551930118 93 AUBERVILLIERS CMR ALEMBERT (5)	40 903,45	0,00	3 331,62	3 331,62	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a - c)	646 858,15	0,00	3 331,62	3 331,62	
RECETTES (b)	196 382,77	0,00	23 826,10	23 826,10	
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	196 382,77	0,00	23 826,10	23 826,10	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	196 382,77	0,00	23 826,10	23 826,10	

N° opération : 143		Intitulé de l'opération : 93 AUBERVILLIERS CMR WALLON			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
DEPENSES (a)	460 687,20	0,00	28 503,08	28 503,08	
4551930215 93 AUBERVILLIERS CMR WALLON (5)	202 813,32	0,00	0,00	0,00	
4551930216 93 AUBERVILLIERS CMR WALLON (5)	193 502,40	0,00	0,00	0,00	
4551930217 93 AUBERVILLIERS CMR WALLON (5)	20 192,06	0,00	0,00	0,00	
4551930218 93 AUBERVILLIERS CMR WALLON (5)	44 179,42	0,00	0,00	0,00	
4551930219 93 AUBERVILLIERS CMR WALLON (5)	0,00	0,00	28 503,08	28 503,08	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	

N° opération : 143				
Intitulé de l'opération : 93 AUBERVILLIERS CMR WALLON			Date de la délibération :	
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	460 687,20	0,00	28 503,08	28 503,08
RECETTES (b)	138 631,19	0,00	25 734,33	25 734,33
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	138 631,19	0,00	25 734,33	25 734,33
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	138 631,19	0,00	25 734,33	25 734,33

N° opération : 144				
Intitulé de l'opération : 93 BONDY CMR RENOIR			Date de la délibération :	
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	419 138,83	0,00	30 054,64	30 054,64
4551930315 93 BONDY CMR RENOIR (5)	311 212,91	0,00	0,00	0,00
4551930316 93 BONDY CMR RENOIR (5)	95 836,80	0,00	243,64	243,64
4551930317 93 BONDY CMR RENOIR (5)	9 606,04	0,00	0,00	0,00
4551930318 93 BONDY CMR RENOIR (5)	2 204,81	0,00	6 710,70	6 710,70
4551930319 93 BONDY CMR RENOIR (5)	278,27	0,00	23 100,30	23 100,30
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	419 138,83	0,00	30 054,64	30 054,64
RECETTES (b)	153 591,18	0,00	1 519,57	1 519,57
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	153 591,18	0,00	1 519,57	1 519,57
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	153 591,18	0,00	1 519,57	1 519,57

N° opération : 145		Intitulé de l'opération : 93 MONTREUIL CMR JAURES			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
DEPENSES (a)	643 618,89	0,00	4,51	4,51	
4551930415 93 MONTREUIL CMR JAURES (5)	393 895,13	0,00	0,00	0,00	
4551930416 93 MONTREUIL CMR JAURES (5)	212 954,54	0,00	0,00	0,00	
4551930417 93 MONTREUIL CMR JAURES (5)	11 130,60	0,00	0,00	0,00	
4551930418 93 MONTREUIL CMR JAURES (5)	25 638,62	0,00	4,51	4,51	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a – c)	643 618,89	0,00	4,51	4,51	
RECETTES (b)	159 792,87	0,00	14 934,39	14 934,39	
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	159 792,87	0,00	14 934,39	14 934,39	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	159 792,87	0,00	14 934,39	14 934,39	

N° opération : 146		Intitulé de l'opération : 93 NOISY CMR DE GOUGES		Date de la délibération :	
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
DEPENSES (a)	885 737,81	0,00	1 206,30	1 206,30	
4551930515 93 NOISY CMR DE GOUGES (5)	96 838,33	0,00	0,00	0,00	
4551930516 93 NOISY CMR DE GOUGES (5)	774 878,43	0,00	0,00	0,00	
4551930517 93 NOISY CMR DE GOUGES (5)	11 763,54	0,00	0,00	0,00	
4551930518 93 NOISY CMR DE GOUGES (5)	2 257,51	0,00	0,00	0,00	
4551930519 93 NOISY CMR DE GOUGES (5)	0,00	0,00	1 206,30	1 206,30	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a – c)	885 737,81	0,00	1 206,30	1 206,30	
RECETTES (b)	435 767,75	0,00	1 314,99	1 314,99	
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	435 767,75	0,00	1 314,99	1 314,99	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	

N° opération : 146				
Intitulé de l'opération : 93 NOISY CMR DE GOUGES			Date de la délibération :	
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	435 767,75	0,00	1 314,99	1 314,99

N° opération : 147				
Intitulé de l'opération : 94 NOGENT CMR BRANLY			Date de la délibération :	
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	301 174,55	0,00	20 972,46	20 972,46
4551940115 94 NOGENT CMR BRANLY (5)	43 320,72	0,00	0,00	0,00
4551940116 94 NOGENT CMR BRANLY (5)	45 402,45	0,00	0,00	0,00
4551940117 94 NOGENT CMR BRANLY (5)	94 761,79	0,00	0,00	0,00
4551940118 94 NOGENT CMR BRANLY (5)	51 265,59	0,00	20 972,46	20 972,46
4551940119 94 NOGENT CMR BRANLY (5)	66 424,00	0,00	0,00	0,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	301 174,55	0,00	20 972,46	20 972,46
RECETTES (b)	96 063,48	0,00	86 022,34	86 022,34
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	96 063,48	0,00	86 022,34	86 022,34
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	96 063,48	0,00	86 022,34	86 022,34

N° opération : 148				
Intitulé de l'opération : 94 VILLENEUVE LE ROI CMR BRASSENS			Date de la délibération :	
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	3 295 621,31	0,00	24 998,05	24 998,05
4551940215 94 VILLENEUVE LE ROI CMR BRASSENS (5)	243 024,35	0,00	329,55	329,55
4551940216 94 VILLENEUVE LE ROI CMR BRASSENS (5)	400 008,35	0,00	0,00	0,00
4551940217 94 VILLENEUVE LE ROI CMR BRASSENS (5)	165 333,14	0,00	24 333,22	24 333,22

N° opération : 148		Intitulé de l'opération : 94 VILLENEUVE LE ROI CMR BRASSENS			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
4551940218 94 VILLENEUVE LE ROI CMR BRASSENS (5)	2 481 667,47	0,00	0,00	0,00	
4551940219 94 VILLENEUVE LE ROI CMR BRASSENS (5)	5 588,00	0,00	335,28	335,28	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a - c)	3 295 621,31	0,00	24 998,05	24 998,05	
RECETTES (b)	421 745,16	0,00	1 450 285,88	1 450 285,88	
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	421 745,16	0,00	1 450 285,88	1 450 285,88	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	421 745,16	0,00	1 450 285,88	1 450 285,88	

N° opération : 149		Intitulé de l'opération : 94 VINCENNES CMR BERLIOZ			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
DEPENSES (a)	196 197,98	0,00	63,95	63,95	
4551940315 94 VINCENNES CMR BERLIOZ (5)	12 010,61	0,00	0,00	0,00	
4551940316 94 VINCENNES CMR BERLIOZ (5)	53 644,08	0,00	0,00	0,00	
4551940317 94 VINCENNES CMR BERLIOZ (5)	9 375,48	0,00	63,95	63,95	
4551940318 94 VINCENNES CMR BERLIOZ (5)	98 352,81	0,00	0,00	0,00	
4551940319 94 VINCENNES CMR BERLIOZ (5)	22 815,00	0,00	0,00	0,00	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a - c)	196 197,98	0,00	63,95	63,95	
RECETTES (b)	119 018,32	0,00	76 579,79	76 579,79	
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	119 018,32	0,00	76 579,79	76 579,79	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	

N° opération : 149		Intitulé de l'opération : 94 VINCENNES CMR BERLIOZ			Date de la délibération :
		Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
Recettes nettes (b - d)		119 018,32	0,00	76 579,79	76 579,79

N° opération : 201		Intitulé de l'opération : opérations spécifiques CMR			Date de la délibération :
		Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)		65 228 865,62	0,00	4 773 432,69	4 773 432,69
4551 Dépenses (5)		21 671,70	0,00	1 815 484,76	1 815 484,76
4551750507 75019 PARIS CMR G. BRASSENS (5)		30 433,09	0,00	0,00	0,00
4551750654 75005 PARIS CMR HENRI IV (5)		225 337,13	0,00	18 771,13	18 771,13
4551750699 75016 PARIS CMR JANSON DE SAILLY (5)		135 745,12	0,00	400 000,00	400 000,00
4551750700 75016 PARIS CMR SAY (5)		179 606,75	0,00	0,00	0,00
4551752523 75003 PARIS CMR TURGOT (5)		24 938,62	0,00	0,00	0,00
4551752524 75003 PARIS CMR V.HUGO (5)		259 101,32	0,00	0,00	0,00
4551752525 75004 PARIS CMR CHARLEMAGNE (5)		429 779,76	0,00	100 000,00	100 000,00
4551752527 75006 PARIS CMR MONTAIGNE (5)		1 916 307,24	0,00	200 000,00	200 000,00
4551752528 75007 PARIS CMR V. DURUY (5)		597 698,56	0,00	0,00	0,00
4551752529 75008 PARIS CMR CHAPTAL (5)		500 707,83	0,00	10 810,93	10 810,93
4551752531 75005 PARIS CMR LAVOISIER (5)		437 271,71	0,00	18 233,98	18 233,98
4551752532 75009 PARIS CMR DECOUR (5)		219,52	0,00	0,00	0,00
4551752533 75009 PARIS CMR J. FERRY (5)		195 777,15	0,00	4 028,46	4 028,46
4551752534 75009 PARIS CMR LAMARTINE (5)		626 428,85	0,00	437,46	437,46
4551752536 75011 PARIS CMR VOLTAIRE (5)		1 062 153,23	0,00	202 729,96	202 729,96
4551752537 75009 PARIS CMR P. VALERY (5)		525 646,58	0,00	0,00	0,00
4551752538 75013 PARIS CMR RODIN (5)		832 369,04	0,00	0,00	0,00
4551752539 75013 PARIS CMR C. MONET (5)		329 652,15	0,00	5 516,00	5 516,00
4551752540 75013 PARIS CMR G. FAURE (5)		5 916 144,09	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00
4551752543 75014 PARIS CMR P. BERT (5)		438 799,57	0,00	1 451,67	1 451,67
4551752544 75014 PARIS CMR F.VILLON (5)		702 142,64	0,00	46 149,90	46 149,90
4551752545 75015 PARIS CMR BUFFON (5)		558 694,62	0,00	0,00	0,00
4551752546 75015 PARIS CMR CAMILLE SEE (5)		393 074,50	0,00	0,00	0,00
4551752547 75016 PARIS CMR C. BERNARD (5)		552 024,14	0,00	0,52	0,52
4551752548 75016 PARIS CMR JANSON DE SAILLY (5)		92 685,34	0,00	3 905,04	3 905,04
4551752550 75016 PARIS CMR FONTAINE (5)		673 826,53	0,00	0,00	0,00
4551752551 75016 PARIS CMR MOLIERE (5)		360 582,85	0,00	0,00	0,00

REGION ILE-DE-FRANCE - BUDGET PRINCIPAL - BP - 2020

N° opération : 201		Intitulé de l'opération : opérations spécifiques CMR		Date de la délibération	
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
4551752552 75017 PARIS CMR CARNOT (5)	9 143,04	0,00	587,06	587,06	
4551752553 75017 PARIS CMR HONORE DE BALZAC (5)	864 039,37	0,00	0,00	0,00	
4551752555 75019 PARIS CMR H. BERGSON (5)	3 514 236,61	0,00	102 048,57	102 048,57	
4551752556 75020 PARIS CMR H. BOUCHER (5)	256 163,44	0,00	0,00	0,00	
4551752557 75020 PARIS CMR M. RAVEL (5)	292 275,46	0,00	3 692,24	3 692,24	
4551771762 77 MELUN CMR AMYOT (5)	4 442,02	0,00	0,00	0,00	
4551771765 77 FONTAINEBLEAU CMR F. COUPERIN (5)	358 965,34	0,00	4 366,97	4 366,97	
4551781101 78 POISSY CMR LE CORBUSIER (5)	520 265,30	0,00	0,00	0,00	
4551781106 78 VERSAILLES - CMR HOCHÉ (5)	19 474 877,34	0,00	100 000,00	100 000,00	
4551910677 91 MONTGERON CMR WEILER (5)	8 845,03	0,00	0,00	0,00	
4551921780 92 NEUILLY CMR PASTEUR (5)	704 978,75	0,00	25 852,69	25 852,69	
4551921782 92 MEUDON CMR RABELAIS (5)	869 626,70	0,00	4 598,92	4 598,92	
4551921783 92 VANVES CMR MICHELET (5)	1 000 229,11	0,00	100 198,89	100 198,89	
4551921784 92 SCEAUX CMR LAKANAL (5)	4 826 577,86	0,00	104 567,54	104 567,54	
4551921785 92 SCEAUX CMR M. CURIE (5)	3 107 263,87	0,00	500 000,00	500 000,00	
4551931186 93 AUBERVIL CMR ALEMBERT (5)	172 777,78	0,00	0,00	0,00	
4551931709 93 AUBERVILLIERS CMR H. WALLON (5)	340 526,99	0,00	0,00	0,00	
4551931710 93 NOISY LE SEC CMR OLYMPE DE GOUGES (5)	439 952,04	0,00	0,00	0,00	
4551931711 93 BONDY CMR J. RENOIR (5)	432 790,88	0,00	0,00	0,00	
4551931712 93 MONTREUIL CMR J. JAURES (5)	341 691,26	0,00	0,00	0,00	
4551941598 94 VINCENNES CMR H. BERLIOZ (5)	107 122,19	0,00	0,00	0,00	
4551941599 94 NOGENT SUR MARNE - CMR Branly (5)	7 303 872,40	0,00	0,00	0,00	
4551941602 94 VILLENEUVE LE ROI CMR G. BRASSENS (5)	338 100,36	0,00	0,00	0,00	
4551951357 95 LUZARCHES CMR DE NERVAL (5)	1 603,25	0,00	0,00	0,00	
4552 CMR Turgot (5)	22 755,40	0,00	0,00	0,00	
4552 CMR Hugo (5)	4 346,73	0,00	0,00	0,00	
4552 CMR Chaptal (5)	424,50	0,00	0,00	0,00	
4552 75011 PARIS VOLTAIRE (5)	12 990,94	0,00	0,00	0,00	
4552 CMR Bert (5)	17 080,00	0,00	0,00	0,00	
4552 75016 PARIS MOLIERE (5)	6 784,51	0,00	0,00	0,00	
4552 CMR Balzac (5)	7 730,80	0,00	0,00	0,00	
4552 CMR Bergson (5)	5 052,93	0,00	0,00	0,00	
4552 CMR Ravel (5)	4 476,54	0,00	0,00	0,00	
4552 77 FONTAINEBLEAU CMR COUPERIN (5)	31 547,25	0,00	0,00	0,00	
4552 78 POISSY LE CORBUSIER (5)	23 680,00	0,00	0,00	0,00	
4552 78 VERSAILLES HOCHÉ (5)	4 245,11	0,00	0,00	0,00	

N° opération : 201	Intitulé de l'opération : opérations spécifiques CMR			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
4552 92 NEUILLY CMR PASTEUR (5)	177 602,28	0,00	0,00	0,00
4552 92 MEUDON CMR RABELAIS (5)	41 669,72	0,00	0,00	0,00
4552 92 VANVES CMR MICHELET (5)	70 637,89	0,00	0,00	0,00
4552 92 SCEAUX CMR LAKANAL (5)	158 836,86	0,00	0,00	0,00
4552 92 SCEAUX CMR MARIE CURIE (5)	118 957,86	0,00	0,00	0,00
4552 93 AUBERVILLIERS CMR ALEMBERT (5)	19 378,76	0,00	0,00	0,00
4552 93 AUBERVILLIERS CMR WALLON (5)	31 673,23	0,00	0,00	0,00
4552 93 NOISY CMR DE GOUGES (5)	22 722,01	0,00	0,00	0,00
4552 93 BONDY CMR RENOIR (5)	47 389,20	0,00	0,00	0,00
4552 93 MONTREUIL CMR JAURES (5)	40 562,49	0,00	0,00	0,00
4552 94 NOGENT CMR BRANLY (5)	1 049 134,59	0,00	0,00	0,00
4551750668 75009 PARIS CMR DECOUR (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
4551750704 75017 PARIS CMR CARNOT (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
4551752554 75019 PARIS CMR GEORGES BRASSENS (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
4551932122 93 AUBERVILLIERS CMR DIDEROT (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	65 228 865,62	0,00	4 773 432,69	4 773 432,69
RECETTES (b)	76 810 350,86	0,00	2 800 000,00	2 800 000,00
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	76 810 350,86	0,00	2 800 000,00	2 800 000,00
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	76 810 350,86	0,00	2 800 000,00	2 800 000,00

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
- Assortis d'intérêts (total)		276 776 188,71	32 579 263,92	0,00	0,00
S.N.C.F.	05/12/1990	80 970 627,54	12 280 247,32	0,00	0,00
R.F.F.	02/11/1999	26 974 683,26	3 453 682,97	0,00	0,00
R.A.T.P.	22/06/1972	168 830 877,90	16 845 333,63	0,00	0,00
SYNDICAT DES EAUX	05/12/1986	0,01	0,00	0,00	0,00
- Non assortis d'intérêts (total)		69 011 701,69	4 284 621,60		
Avances diverses Fonds d'urgence aux communes	21/09/2016	2 911 956,19	0,00		
Avances Convention gestion financière du PIA	17/10/2018	4 751 067,00	0,00		
Scientipôle	21/09/2016	4 055 625,00	0,00		
EPA MELUN-SENART (Grand Paris Sud)	28/08/1985	46 814 320,09	1 500 720,50		
EPAYN MARNE LA VALLEE	28/08/1985	10 478 733,41	2 783 901,10		

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	B7.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		1 329 893 000,00	I 1 329 893 000,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		1 019 914 000,00	1 019 914 000,00
1631	Emprunts obligataires	410 000 000,00	410 000 000,00
1641	Emprunts en euros	22 914 000,00	22 914 000,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	587 000 000,00	587 000 000,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		309 979 000,00	309 979 000,00
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	309 979 000,00	309 979 000,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	1 329 893 000,00	0,00	0,00	1 329 893 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	B7.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		1 460 424 000,00	III 1 460 424 000,00
Ressources propres externes de l'année (a)		126 865 000,00	126 865 000,00
10222	FCTVA	90 000 000,00	90 000 000,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
2745	Avances remboursables	4 285 000,00	4 285 000,00
2748	Autres prêts	32 580 000,00	32 580 000,00
Ressources propres internes de l'année (b)		1 333 559 000,00	1 333 559 000,00
169	Primes de remboursement obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28031	Frais d'études	7 456 000,00	7 456 000,00
28032	Frais de recherche et de développement	10 000,00	10 000,00
28033	Frais d'insertion	179 000,00	179 000,00
2804111	Subv. Etat : Bien mobilier, matériel	2 373 000,00	2 373 000,00
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	18 852 000,00	18 852 000,00
2804113	Subv. Etat : Projet infrastructure	17 538 000,00	17 538 000,00
2804114	Voiries	297 000,00	297 000,00
2804122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	10 000,00	10 000,00
2804123	Subv. Régions : Projet infrastructure	10 000,00	10 000,00
2804131	Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel	3 424 000,00	3 424 000,00
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	41 819 000,00	41 819 000,00
2804133	Subv. Dpt : Projet infrastructure	22 390 000,00	22 390 000,00
2804141	Subv. Cne : Bien mobilier, matériel	18 748 000,00	18 748 000,00
2804142	Subv. Cne : Bâtiments, installations	197 332 000,00	197 332 000,00
2804143	Subv. Cne : Projet infrastructure	3 876 000,00	3 876 000,00
2804151	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	164 000,00	164 000,00
2804152	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	2 755 000,00	2 755 000,00
2804161	Subv. SPIC : Bien mobilier, matériel	808 000,00	808 000,00
2804162	Subv. SPIC : Bâtiments, installations	36 204 000,00	36 204 000,00
2804163	Subv. SPIC : Projet infrastructure	4 933 000,00	4 933 000,00
28041711	Subv. SNCF : Bien mobilier, matériel	10 000,00	10 000,00
28041712	Subv. SNCF : Bâtiments, installations	15 982 000,00	15 982 000,00
28041713	Subv. SNCF : Projet infrastructure	9 419 000,00	9 419 000,00
28041721	Subv. RFF : Bien mobilier, matériel	10 000,00	10 000,00
28041722	Subv. RFF : Bâtiments, installations	20 245 000,00	20 245 000,00
28041723	Subv. RFF : Projet infrastructure	30 744 000,00	30 744 000,00
28041732	Subv. STIF : Bâtiments, installations	3 935 000,00	3 935 000,00
28041733	Subv. STIF : Projet infrastructure	5 479 000,00	5 479 000,00
28041781	Subv. Autres : Bien mobilier, matériel	12 000,00	12 000,00
28041782	Subv. Autres : Bâtiments, installations	16 650 000,00	16 650 000,00
28041783	Subv. Autres : Projet infrastructure	65 752 000,00	65 752 000,00
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	13 954 000,00	13 954 000,00
2804182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	120 731 000,00	120 731 000,00
2804183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	2 712 000,00	2 712 000,00
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	23 077 000,00	23 077 000,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	97 891 000,00	97 891 000,00

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
280423	Privé : Projet infrastructure	194 000,00	194 000,00
280431	Subv.Scol : Bien mobilier, matériel	151 000,00	151 000,00
280432	Subv.Scol : Bâtiments, installations	5 252 000,00	5 252 000,00
2804412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	139 000,00	139 000,00
28051	Concessions,droits similaires,brevets,..	8 026 000,00	8 026 000,00
2808	Autres immobilisations incorporelles	10 000,00	10 000,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	10 000,00	10 000,00
28128	Autres aménagements de terrains	8 434 000,00	8 434 000,00
281311	Bâtiments administratifs	1 058 000,00	1 058 000,00
281312	Bâtiments scolaires	65 726 000,00	65 726 000,00
281314	Bâtiments culturels et sportifs	706 000,00	706 000,00
281318	Autres bâtiments publics	171 000,00	171 000,00
281351	Bâtiments publics	6 139 000,00	6 139 000,00
281572	Matériel technique scolaire	3 650 000,00	3 650 000,00
281578	Autre matériel technique	1 161 000,00	1 161 000,00
28181	Installations générales, aménagt divers	443 000,00	443 000,00
281828	Autres matériels de transport	995 000,00	995 000,00
281831	Matériel informatique scolaire	50 905 000,00	50 905 000,00
281838	Autre matériel informatique	2 984 000,00	2 984 000,00
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	6 328 000,00	6 328 000,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	5 553 000,00	5 553 000,00
28185	Matériel de téléphonie	873 000,00	873 000,00
28188	Autres immo. corporelles	18 545 000,00	18 545 000,00
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
954	Produits des cessions d'immobilisations	189 300 000,00	189 300 000,00
951	Virement de la section de fonctionnement	151 025 000,00	151 025 000,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution R001 (3) (4)	Affectation R1068 (3)	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	1 460 424 000,00	0,00	0,00	0,00	1 460 424 000,00

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II 1 329 893 000,00
Ressources propres disponibles	IV 1 460 424 000,00
Solde	V = IV – II (5) 130 531 000,00

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

(5) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS	C1.1

C1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					8 650 000,00	787 425,87											19 958,87	102 619,46
SEM GENOPOLE	2007	P	Programme d'investissements prévus au Budget	Société Générale	4 150 000,00	248 999,95	36,00	A	F		4,500	F		4,500	A-1		9 967,80	83 000,00
SEM GENOPOLE	2017	P	Programme d'investissements prévus au Budget	La Banque Postale	2 500 000,00	298 558,58	278,00	S	F		2,410	F		2,410	A-1		7 137,90	9 576,52
SEM GENOPOLE	2018	P	Programme d'investissements prévus au Budget	La Banque Postale	1 000 000,00	121 117,34	288,00	A	F		2,040	F		2,040	A-1		2 470,80	3 961,86
SEM GENOPOLE	2018	P	Programme d'investissements prévus au Budget	La Banque Postale	1 000 000,00	118 750,00	228,00	A	V	EURIBOR	0,320	V	EURIBOR	0,320	A-1		382,37	6 081,08
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					8 650 000,00	787 425,87											19 958,87	102 619,46

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	C1.2

C1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 4253-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1)	A	109 682,22
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	12 896,11
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	504 062 000,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	I = A+ B + C - D	504 184 578,33
Recettes réelles de fonctionnement	II	5 692 900 000,00
Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	I / II	8,86

(1) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE	C4

ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

Libellé du contrat	Année de signature du contrat de PPP	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le contrat de PPP	Montant total prévu au titre du contrat de PPP (TTC)	Montant de la rémunération du cocontractant	Durée du contrat de PPP (en mois)	Date de fin du contrat de PPP	Somme des parts invest. (1)	Somme nette des parts invest. (2)
Deux lycées situés à Palaiseau et à Pierrefitte-sur-seine	2019	CITELY (Groupement VINCI Construction France/VINCI Energies France)	Financement Conception Construction Gros entretien et renouvellement Exploitation maintenance	147 422 563,00	76 932 045,63	267	13/07/2041	49 143 307,84	49 143 307,84

(1) Somme des rémunérations relatives à l'investissement restant à verser au cocontractant pour la durée restante du contrat de PPP au 01/01/N.

(2) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite de la somme des participations reçues d'autres collectivités publiques au titre de la part investissement.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE	C7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES)	0,00	86 089 000,00	86 089 000,00	0,00
Taxe sur construction de bureaux	0,00	110 000 000,00	110 000 000,00	0,00
Taxe d'aménagement	0,00	40 000 000,00	40 000 000,00	0,00
Taxe annuelle sur les surfaces de stationnement	0,00	66 000 000,00	66 000 000,00	0,00
Taxe additionnelle spéciale annuelle	0,00	80 000 000,00	80 000 000,00	0,00
TICPE Grenelle	0,00	64 000 000,00	64 000 000,00	0,00
Total	0,00	446 089 000,00	446 089 000,00	0,00

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES)

Reste à employer au 01/01/N		0,00
Recettes		
Article	Libellé article	Montant
222	Lycées publics	86 089 000,00
Total		86 089 000,00
Dépenses		
Article	Libellé article	Montant
222	Lycées publics	86 089 000,00
Total		86 089 000,00
Reste à employer au 31/12/N (3)		0,00

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Taxe sur construction de bureaux

Reste à employer au 01/01/N		0,00
Recettes		
Article	Libellé article	Montant
811	Transport ferroviaire régional de voyageurs	110 000 000,00
Total		110 000 000,00
Dépenses		
Article	Libellé article	Montant
811	Transport ferroviaire régional de voyageurs	110 000 000,00
Total		110 000 000,00
Reste à employer au 31/12/N (3)		0,00

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Taxe d'aménagement		
Reste à employer au 01/01/N		0,00
Recettes		
Article	Libellé article	Montant
811	Transport ferroviaire régional de voyageurs	40 000 000,00
Total		40 000 000,00
Dépenses		
Article	Libellé article	Montant
811	Transport ferroviaire régional de voyageurs	40 000 000,00
Total		40 000 000,00
Reste à employer au 31/12/N (3)		0,00

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Taxe annuelle sur les surfaces de stationnement		
Reste à employer au 01/01/N		0,00
Recettes		
Article	Libellé article	Montant
811	Transport ferroviaire régional de voyageurs	66 000 000,00
Total		66 000 000,00
Dépenses		
Article	Libellé article	Montant
811	Transport ferroviaire régional de voyageurs	66 000 000,00
Total		66 000 000,00
Reste à employer au 31/12/N (3)		0,00

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Taxe additionnelle spéciale annuelle		
Reste à employer au 01/01/N		0,00
Recettes		
Article	Libellé article	Montant
811	Transport ferroviaire régional de voyageurs	80 000 000,00
Total		80 000 000,00
Dépenses		
Article	Libellé article	Montant
811	Transport ferroviaire régional de voyageurs	80 000 000,00
Total		80 000 000,00
Reste à employer au 31/12/N (3)		0,00

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : TICPE Grenelle		
Reste à employer au 01/01/N		0,00
Recettes		
Article	Libellé article	Montant

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : TICPE Grenelle		
811	Transport ferroviaire régional de voyageurs	64 000 000,00
Total		64 000 000,00
Dépenses		
Article	Libellé article	Montant
811	Transport ferroviaire régional de voyageurs	64 000 000,00
Total		64 000 000,00
Reste à employer au 31/12/N (3)		0,00

(1) Par exemple, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	D1

D1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		13,00	0,00	13,00	0,00	11,37	11,37
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	12,00	0,00	12,00	0,00	10,37	10,37
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		1 456,00	0,00	1 456,00	1 018,09	256,93	1 275,02
Adjoint administratif	C	0,00	0,00	0,00	0,00	3,67	3,67
Adjoint administratif	C	91,00	0,00	91,00	80,56	1,77	82,33
Adjoint administratif principal 1ère classe	C	78,00	0,00	78,00	68,62	0,00	68,62
Adjoint administratif principal 2ème classe	C	221,00	0,00	221,00	219,92	0,00	219,92
Administrateur	A	49,00	0,00	49,00	19,37	20,79	40,16
Administrateur général	A	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Administrateur hors classe	A	14,00	0,00	14,00	12,29	0,00	12,29
Attaché hors classe	A	15,00	0,00	15,00	15,00	0,00	15,00
Attaché principal	A	125,00	0,00	125,00	114,16	0,00	114,16
Attaché territorial	A	472,00	0,00	472,00	201,95	207,52	409,47
Directeur Territorial	A	83,00	0,00	83,00	75,09	0,00	75,09
Emplois dédiés à l'assistance technique	A	23,00	0,00	23,00	3,42	8,81	12,23
Rédacteur principal de 1ère classe	B	55,00	0,00	55,00	50,18	0,00	50,18
Rédacteur principal de 2ème classe	B	89,00	0,00	89,00	75,07	0,00	75,07
Rédacteur territorial	B	139,00	0,00	139,00	81,46	14,37	95,83
FILIERE TECHNIQUE (c)		9 000,00	0,00	9 000,00	7 940,10	444,34	8 384,44
Adjoint technique	C	51,00	0,00	51,00	28,19	15,70	43,89
Adjoint technique des Eple et Creps	C	1 973,00	0,00	1 973,00	1 417,96	354,72	1 772,68
Adjoint technique principal 1ère classe	C	29,00	0,00	29,00	27,08	0,00	27,08
Adjoint technique principal 1ère classe des Eple et Creps	C	2 377,00	0,00	2 377,00	2 077,61	0,00	2 077,61
Adjoint technique principal 2ème classe	C	59,00	0,00	59,00	59,00	0,00	59,00
Adjoint technique principal 2ème classe des Eple et Creps	C	3 945,00	0,00	3 945,00	3 945,00	0,00	3 945,00
Agent de maîtrise	C	14,00	0,00	14,00	14,00	0,00	14,00
Agent de maîtrise Eple et Creps	C	191,00	0,00	191,00	116,18	0,00	116,18
Agent de maîtrise principal	C	14,00	0,00	14,00	11,91	0,00	11,91
Agent de maîtrise principal Eple et Creps	C	7,00	0,00	7,00	6,42	0,00	6,42
Ingénieur en chef	A	43,00	0,00	43,00	32,92	8,75	41,67

REGION ILE-DE-FRANCE - BUDGET PRINCIPAL - BP - 2020

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Ingénieur en chef hors classe	A	29,00	0,00	29,00	25,32	0,00	25,32
Ingénieur général	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Ingénieur hors classe	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Ingénieur principal	A	78,00	0,00	78,00	74,03	0,00	74,03
Ingénieur territorial	A	101,00	0,00	101,00	30,37	54,46	84,83
Technicien Eple et Creps	B	9,00	0,00	9,00	7,65	0,00	7,65
Technicien principal 1ère classe	B	18,00	0,00	18,00	18,00	0,00	18,00
Technicien principal 1ère classe Eple et Creps	B	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
Technicien principal 2ème classe	B	18,00	0,00	18,00	17,28	0,00	17,28
Technicien principal 2ème classe Eple et Creps	B	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
Technicien territorial	B	35,00	0,00	35,00	24,18	10,71	34,89
FILIERE SOCIALE (d)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		24,00	0,00	24,00	11,25	1,50	12,75
Assistant de conservation du patrimoine	B	9,00	0,00	9,00	0,00	1,50	1,50
Assistant de conservation principal du patrimoine et des bibliothèques 1ère classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Assistant de conservation principal du patrimoine et des bibliothèques 2ème classe	B	1,00	0,00	1,00	0,67	0,00	0,67
Attaché de conservation du patrimoine	A	2,00	0,00	2,00	1,85	0,00	1,85
Attaché principal de conservation du patrimoine	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Bibliothécaire principal	A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bibliothécaire territorial	A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Conservateur territorial du patrimoine	A	2,00	0,00	2,00	1,59	0,00	1,59
Conservateur territorial du patrimoine en chef	A	8,00	0,00	8,00	6,14	0,00	6,14
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		10 480,00	0,00	10 480,00	8 969,44	702,77	9 672,21

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

REGION ILE-DE-FRANCE - BUDGET PRINCIPAL - BP - 2020

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT ($0,8 * 6 / 12$).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	D1

D1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Adjoint administratif	C	ADM	348 - 548	0,00	3-1	CDD
Adjoint administratif	C	ADM	348 - 548	0,00	3-2	CDD
Adjoint administratif	C	ADM	348 - 548	0,00	3-3-2°	CDI
Adjoint technique	C	TECH	348 - 548	0,00	3-1	CDD
Adjoint technique	C	TECH	348 - 548	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	348 - 548	0,00	3-3-2°	CDI
Adjoint technique des Eple et Creps	C	TECH	348 - 548	0,00	3-1	CDD
Adjoint technique des Eple et Creps	C	TECH	348 - 548	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique des Eple et Creps	C	TECH	348 - 548	0,00	3-4	CDI
Administrateur	A	ADM	542 - HEC3	0,00	3-3-2°	CDD
Administrateur	A	ADM	542 - HEC3	0,00	3-3-2°	CDI
Assistant de conservation du patrimoine	B	CULT	372 - 707	0,00	3-2	CDD
Attaché territorial	A	ADM	441 - 1027	0,00	3-1	CDD
Attaché territorial	A	ADM	441 - 1027	0,00	3-2	CDD
Attaché territorial	A	ADM	441 - 1027	0,00	3-3-2°	CDD
Attaché territorial	A	ADM	441 - 1027	0,00	3-3-2°	CDI
Directeur général adjoint	A	OTR	1027 - HEC3	0,00	47	A
Directeur général des services	A	OTR	1027 - HEC3	0,00	47	A
Emplois dédiés à l'assistance technique	A	ADM	441-1027	0,00	3-3-2°	CDD
Ingénieur en chef	A	TECH	461 - HEC3	0,00	3-3-2°	CDD
Ingénieur en chef	A	TECH	461 - HEC3	0,00	3-3-2°	CDI
Ingénieur territorial	A	TECH	441 - 1027	0,00	3-3-2°	CDD
Ingénieur territorial	A	TECH	441 - 1027	0,00	3-3-2°	CDI
Ingénieur territorial	A	TECH	441 - 1027	0,00	3-2	CDD
Rédacteur territorial	B	ADM	372 - 707	0,00	3-1	CDD
Rédacteur territorial	B	ADM	372 - 707	0,00	3-2	CDD
Rédacteur territorial	B	ADM	372 - 707	0,00	3-3-2°	CDD
Rédacteur territorial	B	ADM	372 - 707	0,00	3-3-2°	CDI
Technicien territorial	B	TECH	372 - 707	0,00	3-2	CDD
Technicien territorial	B	TECH	372 - 707	0,00	3-3-2°	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
Adjoint administratif	C	ADM	348 - 548	0,00	3-a°	CDD
Adjoint administratif	C	ADM	348 - 548	0,00	3-b	CDD
Adjoint technique	C	TECH	348 - 548	0,00	3-a°	CDD
Adjoint technique	C	TECH	348 - 548	0,00	3-b	CDD

REGION ILE-DE-FRANCE - BUDGET PRINCIPAL - BP - 2020

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Assistant de conservation du patrimoine	B	CULT	372 - 707	0,00	3-a°	CDD
Attaché de conservation	A	CULT	441 - 985	0,00	3-a°	CDD
Attaché de conservation	A	CULT	441 - 985	0,00	3-b	CDD
Attaché territorial	A	ADM	441 - 1027	0,00	3-a°	CDD
Attaché territorial	A	ADM	441 - 1027	0,00	3-b	CDD
Autres	C	OTR	348 - 548	0,00	A	A
Collaborateur de cabinet	A	OTR	434 - HEC3	0,00	110	A
Collaborateur de groupe	A	OTR	441 - 1027	0,00	110-1	A
Rédacteur territorial	B	ADM	372 - 707	0,00	3-a°	CDD
Rédacteur territorial	B	ADM	372 - 707	0,00	3-b	CDD
Technicien territorial	B	TECH	372 - 707	0,00	3-a°	CDD
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel.
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels.
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA REGION A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (article L. 4313-2 du CGCT)	D2

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à REGION ILE-DE-FRANCE - SGCR - 2 rue Simone Veil 93400 Saint Ouen (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
- Garantie de recette annuelle Parc de loisirs de Vaires-Torcy	UCPA	UCPA	Association	155 000,00
Détention d'une part du capital				
18/01/1990 - CR 02-90	Société d'études, de maîtrise d'ouvrage et d'aménagement parisienne	SEMAPA	SA à conseil d'administration	38 112,25
13/11/1990 - CR 46-90	Société d'aménagement foncier et d'établissement rural d'Ile-de-France	SAFER	SA à conseil d'administration	51 405,80
09/07/1991 - CR 36-91	SAEM CITALLIOS	CITALLIOS	SA d'économie mixte à conseil d'administration	914 694,10
23/03/1995 - CR 10-95	ILE DE FRANCE CAPITAL	ILE DE FRANCE CAPITAL	SA à directoire	9 342 216,31
13/12/2000 - CR 64-00	CAP DECISIF	CAP DECISIF	Société par actions simplifiée	1 371 900,00
13/12/2001 - CR 65-01	SEM GENOPOLE	SEM GENOPOLE	SA d'économie mixte à conseil d'administration	9 146 000,00
27/06/2002 - CR 10-02	Société d'aménagement et d'équipement de la région parisienne	SAERP	Société publique locale	3 400 000,00
17/03/2006 - CR 08-06	SCIENTIPOLE IDF CAPITAL	SCIENTIPOLE IDF CAPITAL	Société par actions simplifiée	1 800 000,00
12/07/2007 - CP 07-640	GENOPOLE 1ER JOUR	GENOPOLE 1ER JOUR	SA à directoire	1 036 612,20
29/11/2007 - CP 07-1105	CAP DECISIF MANAGEMENT	CAP DECISIF MANAGEMENT	Société par actions simplifiée	14 343 267,76
22/01/2009 - CP 09-068	FINANCITES	FINANCITES	Société par actions simplifiée	2 000 000,00
13/03/2011 - CP 11-185	FONDS REGIONAL DE CO-INVESTISSEMENT	FINANCITES	SAS à associé unique	41 600 000,00
17/11/2011 - CR 115-11	SEM ENERGIES POSIT'IF	SEM ENERGIES POSIT'IF	SA d'économie mixte à conseil d'administration	6 020 000,00
11/07/2013 - CP 13-502	UI GESTION SA	UI GESTION SA	Société par actions	1 620 000,00
11/07/2013 - CP 13-502	ALTER EQUITY	ALTER EQUITY	Société par actions simplifiée	1 528 200,00
19/06/2014 - CR 31-14	ILE DE FRANCE CAPITAL 2	ILE DE FRANCE CAPITAL 2	SA à directoire	10 000 000,00
17/10/2014 - CP 14-665	INNOVACOM ILE-DE-FRANCE	INNOVACOM GESTION	SA à directoire	15 000 000,00
13/12/2016 - CP 16-616	SOCIETE DE GESTION IMPACT PARTENAIRES	IMPACT PARTENAIRES	Société par actions simplifiée	7 000 000,00
18/05/2017 - CR 2017-83	SEML SIGEIF MOBILITES	SIGEIF MOBILITES	Société d'économie mixte locale	50 000,00
20/09/2017 - CP 2017-356	EXPO FRANCE 2025	EXPO FRANCE 2025	Groupement d'intérêt public	400 000,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				
08/09/1971 - Reçu 087-947	CAISSE LOCALE DU CREDIT AGRICOLE MUTUEL	CAISSE LOCALE DU CREDIT AGRICOLE MUTUEL		426,86
05/11/1998 - CP 98-405	ASSOCIATION FRANCE ACTIVE	FRANCE ACTIVE	Association	15,24
06/07/2007 - CP 06-533	COPROCOOP ILE-DE-FRANCE	COPROCOOP ILE-DE-FRANCE	Société coopérative d'intérêt collectif de statut HLM	599 985,00
10/07/2008 - CP 08-761	EQUISOL COOP CAPITAL VARIABLE	EQUISOL	SA coopérative à conseil d'administration	3 250 000,00

(1) Hôtel de région et autres lieux publics désignés par la région.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, ...).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS - LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	D3.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA REGION

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE PARTICIPATION	MONTANT DU FINANCEMENT
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
Syndicat mixte d'aménagement et de gestion de la Vallée de Chevreuse	11/10/1983	Cofinancement des programmes d'actions et du budget de fonctionnement	1 549 756,03
Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du PNR du Gâtinais Français	04/12/1997	Cofinancement des programmes d'actions et du budget de fonctionnement	2 128 628,76
Syndicat mixte du Bassin versant de la Bièvre	11/04/2002	Cotisation de fonctionnement	38 512,00
Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du PNR Oise Pays de France	26/06/2003	Cofinancement des programmes d'actions et du budget de fonctionnement	427 252,18
Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du PNR du Vexin Français	16/11/2007	Cofinancement des programmes d'actions et du budget de fonctionnement	1 701 491,60
Syndicat Forum Métropolitain du Grand Paris (Paris Métropole)	15/12/2008	Cotisation de fonctionnement	100 000,00
Syndicat mixte Seine-et-Marne Numérique	28/06/2012	Cotisation de fonctionnement	100 000,00
Syndicat mixte pour l'aménagement de la Plaine de Pierrelaye-Bessancourt (SMAPP)	13/02/2014	Cotisation de fonctionnement	198 000,00
Syndicat mixte ouvert d'études de la Cité de la gastronomie Paris-Rungis et de son quartier	08/07/2016	Cotisation de fonctionnement	70 000,00
Autres organismes de regroupement			
Groupement d'intérêt public MAXIMILIEN	22/11/2012	Contribution au fonctionnement	17 850,00
Syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité en Ile-de-France (SIGEIF)	11/07/2013	Cotisation de fonctionnement	25 545,60
Syndicat intercom. de la Périphérie de Paris pour l'Electricité et les Réseaux de Com. (SIPPEREC)	10/04/2014	Cotisation de fonctionnement	11 829,39

IV – ANNEXES	IV
DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS	E1

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Taxe intérieure sur les produits pétroliers (part régionale définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe intérieure sur les produits pétroliers (majoration définie à l'art. 265 A bis du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,73	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	1,35	0,00	64 000 000,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	46,15	0,00	340 000 000,00	2,40
Droit de francisation et de navigation corse (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droit de passeport en Corse (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droit de consommation sur les tabacs en Corse (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part régionale de la taxe d'aménagement (3)		0,00	0,00	0,00	0,00	40 000 000,00	21,90
TOTAL		0,00	0,00			444 000 000,00	3,50

(1) Taxe perçue par la collectivité territoriale de Corse.

(2) Taxes perçues par les régions d'outre-mer.

(3) Détailler les taxes pour lesquelles la région a un pouvoir de modulation ou de fixation du taux.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	E2

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),

A , le

,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

.

Valérie Péresse	

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la Présidente » ou « le Président ».

(2) L'assemblée délibérante étant : (indiquer la nature de l'assemblée délibérante : Conseil régional, Conseil syndical, ...).